



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Bunkeya et ses chefs: évolution sociale d'une ville précoloniale (1870 - 1992)

Kalenga, P.C.

Citation

Kalenga, P. C. (2014, April 30). *Bunkeya et ses chefs: évolution sociale d'une ville précoloniale (1870 - 1992)*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/25713>

Version: Corrected Publisher's Version

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/25713>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

Cover Page



Universiteit Leiden



The handle <http://hdl.handle.net/1887/25713> holds various files of this Leiden University dissertation.

Author: Kalenga Ngoy, Pierre Célestine

Title: Bunkeya et ses chefs: évolution sociale d'une ville précoloniale (1870 -1992)

Issue Date: 2014-04-30

BUNKEYA et ses chefs:
évolution sociale d'une ville précoloniale
(1870-1992).

PROEFSCHRIFT
ter verkrijging van
de graad van Doctor aan de Universiteit Leiden,
op gezag van Rector Magnificus prof. mr. C.J.J.M. Stolker
volgens besluit van het College voor Promoties
te verdedigen op woensdag 30 april 2014
klokke 13.45 uur

door

Pierre Celestine Kalenga Ngoy
Geboren te Manono (Democratisch Republiek Congo)
in 1963

Promotiecommissie

Promotor: Prof. Dr. R.J. Ross

Leden : Prof. Dr. J.B. Gewald

Prof. Dr. M. de Bruijn

Prof. Dr. D. Dibwe Dia Mwembu (Université de
Lubumbashi)

Dr. G. Macola (University of Kent at Canterbury)

Sigles et abréviations

ADAS	Association pour le Développement Agricole et Social
AIMO	Administration Indigène et Main-d'œuvre
A.N.C	Armée Nationale Congolaise
APIC	Association du Personnel Indigène du Congo
A.R.S.O.M	Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer
AT	Administrateur du Territoire
ATA	Administrateur du Territoire Assistant
ATCAR	Association des Tshokwe du Congo, de l'Angola et de la Rhodésie
BALUBAKAT	Association des Baluba du Katanga
B.J.I.D.C.C	Bulletin Des Juridictions Indigènes et du Droit Coutumier Congolais
B.O	Bulletin Officiel (du Congo-belge et du Ruanda-Urundi)
C.C.C.I	Compagnie Congolaise pour le Commerce et l'Industrie
CEPSE	Centre d'Exécution des Programmes Sociaux et Economiques
CEPSI	Centre d'Etudes des Problèmes Sociaux Indigènes
CERDAC	Centre d'Etude et Recherches Documentaires sur l'Afrique Centrale
CIA	Central Intelligence Agency
CIMENKAT	Cimenteries du Katanga
CONACO	Convention Nationale Congolaise
CONAKAT	Confédération des Associations Tribales du Katanga
CRISP	Centre de Recherche et d'Information Socio-Politique
C.S.K	Comité Spécial du Katanga
DAPAG	Domaine Agro-Pastoral et Aménagement du Garenganze
E.I.C	Etat Indépendant du Congo

ENTRACO	Entreprise des Transports et des Constructions
ESNAC	Education Sanitaire et Nutritionnelle en Afrique Centrale
FEDEKA	Fédération des associations de ressortissants du Kasai au Katanga
FEGEBACEKA	Fédération des Baluba Central Kasai
FGTK	Fédération Générale des Travailleurs du Katanga
FULREAC	Fondation de l'Université de Liège pour les Recherches Scientifiques en Afrique Centrale
GECAMINES	Générale des Carrières et des Mines
H.A.V	Homme Adulte Valide
J.M.P.R	Jeunesse du Mouvement Populaire de la Révolution
M.N.C	Mouvement National Congolais
M.N.C/K	Mouvement National Congolais/Kalonji
M.N.C/L	Mouvement National Congolais/Lumumba
M.P.R	Mouvement Populaire de la Révolution
O.C.A	Office des Cités Africaines
O.C.D	Office de Commerce et Développement
OCTK	Office de centre du Travail du Katanga
O.R.D.P	Office de Redressement des Détenus Politiques
PDGB	Programme de Développement Global de Bunkeya
P.N.K	Police Nationale du Katanga
RD CONGO	République Démocratique du Congo
U.M.H.K	Union Minière du Haut-Katanga
UNAZA	Université Nationale du Zaïre
UNILU	Université de Lubumbashi

Dédicace

A Christine et à mes enfants

Remerciements

Nous voici au terme d'une longue et pénible étape de notre vie, celle des études. Nous ne pouvons prétendre être le seul artisan de l'œuvre que nous avons accomplie. C'est pourquoi nous tenons à remercier ceux, qui, de loin ou de près ont contribué à la matérialisation de cet édifice.

Nous remercions de tout cœur le professeur Robert Ross du Département d'Histoire de l'Université de Leiden pour avoir accepté de diriger ce travail malgré la barrière linguistique. Anglophone, il a conjugué tout son effort pour lire cette thèse. Ses remarques pertinentes, ses doux conseils et sa rigueur scientifique ont été très précieux dans l'élaboration de ce travail. Sa visite au Congo et spécialement dans notre espace de recherche qu'est Bunkeya, a ouvert de nouveaux horizons conceptuels. Merci infiniment.

Des mots nous manquent pour exprimer ce que nous devons au professeur Donatien Dibwe. Exemple de droiture et d'honnêteté intellectuelle, il n'a cessé de nous stimuler contre vents et marées et c'est bien lui qui nous a offert l'opportunité d'être inscrit au programme de bourse de Tuskett-Nokia. Donatien et Robert ont fait ce qu'un père n'aurait pas fait pour son fils. Nous ne pourrions jamais les remercier assez.

Qu'il nous soit permis de remercier Jan Bart et Macola qui ont été les véritables artisans de notre admission au programme des bourses de Nokia par la voie de l'African Studies Centre de Leiden. Qu'ils trouvent dans ces lignes, notre sentiment de gratitude. A travers eux, nous remercions l'African Studies centre pour l'aide matérielle et financière dont nous avons bénéficié.

Que le professeur Kayamba Badye qui nous a initié à la recherche en dirigeant notre premier travail de fin de cycle et notre mémoire de Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA), trouve ici le sentiment de reconnaissance pour son engagement et sa connaissance qui nous ont servi de modèle.

Nous serions ingrats si nous passons sous silence nos professeurs de l'Université de Lubumbashi pour la formation acquise.

Que nos collègues du CERDAC et du Département des Sciences Historiques, Guillaume Nkongolo, Faustin Mukosha, Raymond Mafulu, Grégoire Muteba, José Kabulo, Hancko Musinde, Robert Kinyanta, Tatu Kalamba, Olivier Mulumbwa, John Issingi, Germain

Kasonde, Nicolas Tshijika, Mwangal Mpalang, Mandela, Zola trouvent ici l'expression de la joie que nous partageons tous les jours.

A Leiden, nous avons rencontré deux braves dames qui nous ont marquées par une infinie disponibilité et une ouverture légendaires, il s'agit de Mary Davies et Iva Pesa. Qu'elles trouvent en ces lignes, le sentiment du savoir-vivre ensemble.

A notre aîné, Jean Omasombo Tshonda, il a été la courroie de transmission entre le MRAC et nous, nous ne saurions jamais oublier sa disponibilité à nous rendre service.

Nous avons une dette de reconnaissance envers les moines de l'Abbaye de saint André de Bruges, le chancelier de l'Archidiocèse de Lubumbashi, qui ont mis à notre disposition les archives privées de leurs missions.

Que nos informateurs yeke et autres que nous ne saurions pas nommer tous ici, trouvent notre sentiment de gratitude.

Georges Mulumbwa, Kabange Mukala, Kasongo Mukeya, Mwepu Kalenga, l'abbé Lenge Désiré, père Misange Georges soient consolés au nom de l'Abazekat.

A vous Françoise Kalenga, Jean-Marie Ngoy, Béatrice Kalenga, Christian Kayumba, Kazadi Alain ainsi que mama Maria Kabila que ce travail vous procure un amour fraternel.

Nous remercions les familles Pierre Pauni et Jacques Kasongo pour leur encadrement moral de notre famille pendant nos absences.

Enfin que nos frères du Doyenné Sacré-Cœur de Jésus spécialement les Bergers Jonas Ntambwe et Daniel Mukinayi soient consolés par l'aboutissement de cette œuvre.

Pierre Kalenga

BUNKEYA et ses chefs : évolution sociale d'une ville précoloniale (1870-1992)

1. Présentation du sujet.

BUNKEYA et ses chefs : évolution sociale d'une ville précoloniale (1870-1992) tel est le thème de notre dissertation doctorale qui s'inscrit dans un cadre général de l'étude des populations autochtones de la région de Bunkeya et ses environs de la seconde moitié du 19^{ème} siècle jusqu'à l'ère postcoloniale. En effet, au 19^{ème} siècle, le commerce arabe atteignit l'Afrique Centrale. Et vers la deuxième moitié, le Katanga est relié à la côte orientale de l'Afrique, grâce à l'action marchande des Afro-arabes ou Swahili qui, s'étant passés des intermédiaires africains et ayant débordé leur cadre spatial traditionnel, à savoir, les comptoirs côtiers, avaient massivement pénétré à l'intérieur du continent à la recherche des biens plus abondants et meilleur marché. Dans les différents royaumes de l'intérieur, les Afro-arabes s'étaient mis à influencer les systèmes sociopolitiques en place et ils étaient parvenus à s'imposer grâce aux armes à feu en y ayant créé un nouvel ordre social, politique, économique et culturel favorable à leurs fins. L'Afrique centrale, avant même que ne débute l'époque coloniale, est inexorablement entraînée dans l'orbite d'une économie mondiale bien plus puissante et plus étoffée depuis son industrialisation.¹

La fin du 19^{ème} siècle fut une période de trouble pour l'Afrique centrale, et plus particulièrement pour le Congo. Le royaume Lunda était entamé par les incursions Chokwé, celui de Luba était en proie à des difficultés internes ; les Ovimbundu, arrivés vers 1870 dans la région Luba, ont semé la zizanie parmi les populations locales et ont fait de cette région leur exclusive zone d'opération entre 1870 et 1880. Dans la région de Bunkeya, M'siri est au

¹ARSOM (ouvrage collectif), *La conférence de géographie de 1876*, recueil d'études, (Bruxelles, 1976), 1.

faîte de sa puissance. L'état yeke éclipse même le pouvoir des Lunda et des Luba. La puissance de M'siri est due à la possession d'armes à feu. C'est ainsi qu'il parvint à réprimer les réactions des populations autochtones. Pendant cette période, le Katanga devenait donc le théâtre de rivalités politico-commerciales entre, d'un côté les Swahili ou Afro-arabes et de l'autre, M'siri. Car cette région offrait une particularité toute nouvelle ; elle regorgeait de plusieurs produits ardemment désirés et recherchés par les Arabes de la côte pour le commerce. Il s'agit du cuivre, de la malachite, de l'ivoire, etc. Etant donné leur rôle de pourvoyeurs des fusils, de la poudre et des cartouches dont M'siri avait besoin pour asseoir son pouvoir dans la région, habitués partout à entrer en contact direct avec les populations autochtones lors de leurs négoce, les Swahili et les autres marchands voulaient avoir le monopole des activités commerciales dans la région. M'siri de son côté, tolérant au début, allait exercer par la suite un strict contrôle tant dans la production, l'exportation que dans l'importation des produits commerciaux.

Bunkeya devient capitale du royaume de Garenganze. L'histoire de ce royaume et de sa capitale mérite bien une attention particulière. Cette région connaît à cette époque plusieurs vagues d'occupation qui aboutiront à la colonisation européenne. L'intérêt réside dans la compréhension des transformations sociopolitiques que connaîtront les populations autochtones dont les conséquences sont encore visibles jusqu'à ce jour. Après l'effondrement du royaume lié aux facteurs tant internes qu'externes, la fin tragique de M'siri annonce le début d'une nouvelle colonisation de la région.

Mukanda Bantu (successeur de M'siri) et les Yeke étaient obligés de désertir Bunkeya et d'installer un nouveau village à Litupishia, à proximité du poste de Lofoi, afin de se placer sous la protection de l'EIC. Dès la mort de M'siri, Mukanda Bantu et les Yeke devinrent les auxiliaires les plus zélés des agents de l'EIC. En 1893, alors que Brasseur a remplacé Legat au camp de Lofoi, les Sanga se firent de plus en plus menaçants. Les agents de l'EIC, secondés par les troupes yeke, les combattirent et réduisirent à néant leurs aspirations à l'indépendance vis-à-vis des Yeke et de l'administration coloniale. Par la suite, les Yeke participèrent à toutes les grandes campagnes militaires menées par les agents de l'EIC, que ce soit contre Simba, Chiwala ou les révoltés Telela qui s'étaient réfugiés dans la dépression de l'Upemba. En 1906, peu avant sa mort, Mukanda Bantu et les Yeke réintégrèrent le site de Bunkeya. Pour le service rendu à l'Etat, les agents de l'administration créeront une importante chefferie yeke qui reprendra les terres autour de Bunkeya, appartenant désormais en propre

aux Yeke, une partie du territoire sanga, entre Likasi et Fungurume, ainsi que la totalité du pays de Bena Mitumba.

Notre étude, qui porte sur Bunkeya et ses environs, montrera que ce centre était un point de polarisation non seulement de l'espace, mais également des sociétés où elle se développe. Son histoire est donc liée à celle de la population qui l'a créée. Bunkeya, capitale de l'Etat de M'Siri, sera une superstructure politique née avant tout des nécessités du commerce. Le Mwami a alors pratiquement rompu avec le système traditionnel de transmission du pouvoir par la parenté dans le pays conquis. A ses débuts, le régime politique yeke ne tire son caractère d'unité ni de la langue, ni de la terre ni d'un groupe aristocratique². Il s'agira d'étudier l'évolution sociale d'un centre créé pour le besoin du commerce à longue distance qui deviendra un pôle d'attraction de toute une région. Notre attention sera focalisée sur la refondation de Bunkeya devenu chef-lieu de la chefferie Mwenda d'abord puis de la chefferie des Bayeke. Il sera question dans ce travail d'étudier les transformations sociales que connaîtront les populations de ce centre depuis les débuts de l'occupation coloniale jusqu'à la période postcoloniale. En clair l'étude portera sur les changements politiques, économiques et sociaux de Bunkeya de ses origines jusqu'au règne du Mwami Godefroid Munongo qui est le dernier à avoir donné un autre visage à cette cité.

2 Etat de question

Beaucoup de travaux ont traité de l'histoire de l'empire yeke en général et de Bunkeya, sa capitale, en particulier. Chaque étude a été réalisée selon un objectif précis. La plupart de travaux ont abordé l'histoire des origines, des migrations et de l'empire fondé par M'siri. Une série de travaux inédits ont été produits à l'Université de Lubumbashi (aux départements d'Histoire et d'Anthropologie) et à l'Institut Supérieur Pédagogique de Lubumbashi (au département d'Histoire et Sciences sociales). Ces travaux ont traité, en majeure partie de migrations, des structures sociales, culturelles et économiques des Yeke avant l'occupation coloniale.³ Nous en dressons une liste non exhaustive dans notre

²G.De Plaen, « Diplomatie et économie. Le système yeke » *Culture et Développement*, 11 (1979), 3-4.

³A titre illustratif, voici quelques titres : Luakundju Wanya, « La structure sociale yeke », (mémoire de licence en Anthropologie, non publié Unaza, Lubumbashi, 1974). Mulumba wa Katempa, « Histoire des migrations de Bayeke au Shaba », (mémoire de licence en anthropologie, non publié, Unaza, Lubumbashi, 1974).Mungatana Ntalasha Matongo Kisenu, « Institutions sociales yeke », (T.F.C, Ecole normale moyenne de Lubumbashi, Lubumbashi, 1972).Munongo, K., « L'organisation sociopolitique et économique dans le royaume yeke au 19ème siècle », (mémoire de licence en Histoire, non publié, UNAZA, Lubumbashi, 1979).

bibliographie. Une thèse de doctorat en sciences politiques présentée à l'Université Libre de Bruxelles a fourni des éléments de comparaison sur la manière dont l'administration coloniale et postcoloniale a géré la promotion des chefferies locales. Il s'agit du travail de Muyere, Oyong., « Promotion des collectivités locales en République du Zaïre : étude des dynamismes des autorités traditionnelles appliquées au cas des chefferies du Mwant yav et des Bayeke ».

Deux études ont mérité une attention tout à fait particulière. La première, celle de Fernand Grévisse, ancien administrateur et commissaire de district, a porté sur les différents règnes de chefs yeke, de M'siri à Godefroid Munongo. Mais elle s'est limitée aux aspects politico-administratifs, au mode d'acquisition du pouvoir, de désignation des candidats, de succession au trône des Yeke. La seconde œuvre inédite est celle de Jean-Marie Kashyoba : « *Mode de succession au trône chez les Bayeke et problème de légitimité* ». Elle présente les différents règnes de Bami en indiquant les circonstances dans lesquelles chaque mwami est monté au trône.

Les documents les plus en vue à notre connaissance sont les ouvrages de H. Legros « *Chasseurs d'ivoire, une histoire du royaume yeke du Shaba (Zaïre)*, éditions de l'université de Bruxelles, 1996, G. Macola « *The Kingdom of Kazembe : History in North-Eastern Zambia and Katanga to 1950.* », Hamburg, 2002, C. Moffa, « *Msiri e il capitano Bodson. Colonialismo yeke e colonialismo europeo nel Katanga dell'Ottocento* », Aracne Editrice, Roma, 2003 et Maton, J.C., « *Les Bayeke du Garanganze. De l'origine du peuple à la mort du fondateur de la dynastie, récit chronologique du mwanagwana Nsamba Malezi Célestin.* ». Tome 1, 1ère édition, Fondation du Mwami Msiri, Lubumbashi, juin 2008. Le premier auteur a réalisé, sur base des données orales et ethnographiques, l'histoire du royaume yeke du Shaba (Katanga). Il a tenté d'éclairer l'histoire des Yeke en analysant leurs migrations, le développement et l'effondrement de leur royaume. Bien que transversale, cette histoire met plus l'accent sur les relations des dominants et des dominés et pose la problématique de la légitimité en histoire politique et de la parenté en anthropologie sociale des Yeke. Trois articles du même auteur ont précédé la publication de cet ouvrage : « *Aux racines de l'identité : mémoire et espace chez les Yeke du Shaba/Zaïre (1995)* », « *Le cheminement historique de l'identité des Yeke du Shaba (Zaïre) (1995)* » et « *Les discours de la parenté : idéologie politique et manipulations lignagères chez les Yeke du Shaba (1996)* ». Au-delà des remous de l'histoire, l'identité contemporaine yeke puise ses racines dans les représentations du passé et de l'espace. C'est donc une recherche constante du statut d'autochtone au travers des mythes anciens. Le deuxième auteur, G. Macola, retrace l'histoire

des Kazembe du Luapula de la période précoloniale jusqu'en 1950. Il fournit de manière fouillée des éléments d'analyse socio-politique, en se basant sur les enquêtes ethnographiques et les données orales, sur l'histoire des rapports entre « les Kazembe » et les populations du Luapula Moero. Cet ouvrage fait ressortir les types de relations que « les Kazembe » ont entretenus avec les Yeke. Moffa retrace l'histoire de la double occupation coloniale du Katanga ancien d'abord par les Yeke de M'siri et ensuite par les Européens. Le quatrième auteur présente, à travers le récit d'un traditionniste, la version officielle de l'histoire des Yeke jusqu'à la mort de M'siri et dont la caractéristique générale est l'exaltation des héros fondateurs du royaume. Comme on peut le constater, tous ces travaux ont intégré l'évolution sociale et les transformations socio-politiques subséquentes à la région de Bunkeya pendant la période précoloniale et coloniale.

Ce travail aborde l'histoire sociale yeke, spécialement celle de Bunkeya, en élucidant les transformations que connaît la région sur une période de plus d'un siècle divisée en trois sous périodes à savoir précoloniale, coloniale et postcoloniale.

3. Problématique et Hypothèses

Le problème majeur dans l'histoire sociale de toute l'Afrique Centrale dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle est son intégration dans le commerce transcontinental non seulement à travers la traite des esclaves, mais aussi et surtout par ses produits de cueillette. Les activités commerciales à l'intérieur du continent sont perturbées, des nouveaux groupes d'individus accèdent à ces activités, leur volume augmente et entraîne des changements économiques, politiques et sociaux profonds. L'ivoire et le caoutchouc prennent une importance grandissante et l'esclave devient le sous- produit de l'ivoire. La recherche de tous ces produits crée une instabilité politique, l'Afrique Centrale est en pleine mutation, à la recherche des nouvelles bases et de la nouvelle organisation du pouvoir ; des nouvelles élites politiques et commerciales naissent dans les anciennes structures de la région. C'est à travers les relations politiques et économiques entre les Afro-arabes, les Yeke et les autochtones qu'on peut appréhender la dynamique interne de l'évolution de toute la région.

Le « Katanga »⁴ devient le carrefour du commerce continental, cette intégration se réalise aussi bien par la côte atlantique que par la côte orientale. Notre préoccupation

⁴L'expression « Katanga » ne désigne pas ici la réalité actuelle, il s'agit du pays des Lemba et des Lamba différent de l'Urua, pays des Luba. Lire l'article de Brasseur « Le Katanga et l'Urua » *Mouvement Géographique*, 14 (1897). C'est cette région que nous avons appelée dans notre mémoire de DEA : « Katanga ancien » pour le différencier du « Katanga moderne », qui est une création coloniale. Lire Kalenga Ngoy,

principale est de savoir comment le Katanga s'intègre dans les circuits commerciaux mondiaux. En d'autres termes, quelles sont ses particularités par rapport à d'autres régions de l'Afrique Centrale ? Quelles sont les transformations sociopolitiques qui en découlent et les conséquences que cela apporte sur l'évolution sociale de la région pendant cette période ?

La présente étude se veut une réflexion globale et une réponse à ces interrogations. Notre champ d'étude donne un exemple non seulement d'un processus d'intégration-désintégration sous la poussée des forces internes mais aussi d'un processus d'intégration à l'économie mondiale qui aboutit à la déstructuration des sociétés africaines locales à la fin du 19^{ème} siècle.

Au cours de cette période, deux faits majeurs dominent l'histoire du Katanga. D'abord la présence des Afro-arabes ou Swahili et ensuite la constitution de l'empire de M'siri. Cette présence va redonner à cette région sa place de nœud commercial le plus important du commerce transafricain entre la côte occidentale et la côte orientale. Quoique M'siri ait organisé son empire sur base des structures tributaires héritées du passé mais modifiées largement par des apports nouveaux, ces nouvelles forces ont œuvré au détriment des anciennes aristocraties qui ne tardèrent pas à décliner sous leurs coups.

Le milieu physique du Katanga a favorisé l'installation de plusieurs groupes ethniques, car un des traits caractéristiques de la région, c'est l'abondance du gros gibier. La tradition yeke laisse entendre que les premiers Nyamwezi sont arrivés au Katanga à la poursuite des éléphants. Les ressources du sous-sol de la région ont également attiré la convoitise de tous les étrangers, (Afro-arabes, Swahili, Nyamwezi, Européens). Ainsi donc, le Katanga a été de tout temps convoité à cause de ses richesses par les populations d'origines diverses. Dans cette partie de l'Afrique dont on considère que l'histoire est immobile, on assistera à la mobilité des groupes ethniques lancés sur les routes d'échanges en usant la ruse ou la force, et, partant aux changements d'idées et de comportements qui aboutiront à la création des communautés nouvelles. Le commerce transcontinental avec tous ses colloraires a bouleversé les structures locales dont l'impact peut être saisi dans plusieurs domaines de la réalité sociale. Sur le plan démographique, on a noté la baisse de la densité humaine due aux incendies des villages, aux massacres des populations. L'économie traditionnelle était affectée par des pillages consécutifs aux passages des caravanes composées de plusieurs milliers d'individus.

« Situation socio-politique du Katanga ancien 1860-1911 », (mémoire de DEA en Histoire, non publiée, Unilu, 2010).

La colonisation européenne s'est imposée comme un ensemble de contacts entre peuples dans des rapports d'inégalité. Elle peut être définie comme une mise en train d'une politique visant à transformer les sociétés locales en sociétés modernes soumises aux métropoles industrialisées d'Europe occidentale. C'est une entreprise de transformation des sociétés en partenaires obligés, en « prolongements des métropoles », c'est-à-dire en appendices utiles et nécessaires. La particularité de la colonisation qui débute en Afrique, et particulièrement au Katanga à la fin du 19^{ème} siècle, c'est qu'elle est une imposition du mode de production capitaliste qui finira par dominer les modes de production lignagers et tributaires locaux.⁵ Selon Jean Luc Vellut, le système colonial ne diffère pas fondamentalement des régimes précédents basés sur la chasse à l'homme et le travail forcé. La « violence structurelle » va s'installer par une contrainte administrative et policière plus rationalisée et systématique.⁶ Pour Young, L'état colonial avait les caractéristiques spécifiques suivantes : l'impact profond de la dynamique de partition pendant la « lutte pour l'Afrique » forçant les colonisateurs à affirmer d'une façon claire la stabilité de leur domination sur les territoires gouvernés ; la survie de l'état colonial nécessitait des mécanismes d'extraction rapide de revenus qui introduisaient un mode de gouvernement extrêmement brutal et violent ; l'ampleur du travail rural forcé ; l'idéologie développementaliste et les avantages sociaux structurant l'idéologie de l'Etat ; les technologies sophistiquées de domination, développées au moment où, dans leur évolution historique, les Etats colonisateurs avaient atteint le point de maturité de leur développement interne ; la simultanéité de la construction de l'Etat colonial et le développement de l'idéologie raciste en Europe.⁷

En termes clairs, l'idée majeure est celle de comprendre comment Bunkeya, jadis un carrefour commercial pendant la période précoloniale, ne sera qu'un simple chef-lieu d'une chefferie traditionnelle reconnue par l'administration européenne et redeviendra au cours de la période postcoloniale un grand centre de négoce de la région. Notre préoccupation est celle de savoir comment les populations ont su s'adapter aux conditions de vie nouvelles et voir dans

⁵Kayamba Badye, «Le Katanga : fondements historiques d'une identité culturelle » *StudiaKatangensia*, 12 (juin et septembre 1995), 128.

⁶J.L.Vellut, « La violence armée dans l'état indépendant du Congo. Ombres et clartés dans l'histoire d'un état conquérant » *Cultures et développement* 16 :3-4(1984), 671-707.

⁷C.Young, *The African colonial state in comparative perspective*, (Yale up, new haven and London, 1994), 44.

quelle mesure la colonisation a apporté des changements dans les rapports sociaux. Quelle est l'importance, profonde ou relative, de ces éléments de transformation dans les milieux concernés ? Quels sont les degrés d'intégration au sein des sociétés rurales ? Quel est surtout le niveau de changement de mentalité qu'ont développé ces nouvelles structures auprès des habitants de Bunkeya ? Il est en fait nécessaire de percevoir dans quelle mesure ces structures, tout à fait étrangères au milieu, ont été perçues dans le monde rural, et comment l'individu a ressenti l'apport de ces nouvelles données. Il s'agit aussi de comprendre comment les structures socio-politiques de Bunkeya ont évolué et cela en rapport avec les règnes de différents chefs qui se sont succédé à la tête de la chefferie depuis la mort de M'siri jusqu'à la fin du règne de Godefroid Munongo. Quelle est leur part dans l'évolution sociale de Bunkeya ?

Comme nous l'avons souligné plus haut, les migrations de Yeke aboutirent à la création de la ville de Bunkeya, dans une plaine placée à la croisée des voies commerciales orientale et occidentale, située à proximité de la rivière et entourée des montagnes. Bunkeya ainsi créée devint à la fois un centre politico-administratif et la résidence principale de M'siri déterminée par les processus d'appropriation et de réinvestissement du produit du travail. Les résidences de M'Siri avaient été établies successivement à Kimpata, à Nkulu et à Munema, tous des quartiers de Bunkeya. La population de la cité de Bunkeya s'élevait, selon les estimations des plusieurs témoignages d'explorateurs, à plus de 10.000 habitants. Devenu le siège de l'administration, Bunkeya cumula aussi des fonctions commerciales et de gestion dont l'organisation locale entre les habitants de la zone économique était une économie d'autosubsistance troquée entre les gens de métiers et les groupes professionnels. Par ailleurs, Bunkeya s'ouvrit peu à peu à la pénétration des trafiquants côtiers. Les Yeke organisèrent le commerce à longue distance avec le concours du politique et l'autorité du mwami devint garante de l'économie et de la sécurité en obligeant les trafiquants de passer par Bunkeya pour les échanges. Dès lors, la capitale atteint sa prospérité à cause du marché d'esclaves, du cuivre et de l'ivoire. Sur le plan spatial, la capitale fut divisée en plusieurs quartiers entourés de remparts et ayant pour chefs ses Bagoli (femmes de M'siri) ou parents. Les plus connus de ces quartiers étaient Kimpata, Munema, Nkulu et Kaleba. Ils étaient entourés de plusieurs villages éparpillés à travers la plaine.

L'occupation coloniale apporte des bouleversements dans les structures sociales de Bunkeya. En effet, la mort de M'siri inaugure une autre phase de l'histoire et son successeur Mukanda Bantu ne continuera pas l'œuvre de son père, puisque, non seulement il s'installe à

Lutipisha près de Lofoi, mais aussi et surtout il est au service de l'EIC et participe avec ses guerriers à l'occupation effective de la région. Bunkeya est en ruine. Il n'y a que des vieillards et des invalides qui y sont restés, la famine s'accroît et devient une véritable calamité. C'est une période obscure pour Bunkeya.

La montée au trône en 1910 de Mwenda Kitanika inaugure la nouvelle phase de la refondation de Bunkeya. Kitanika amorçe l'urbanisation de la cité de Bunkeya, les populations regagnent peu à peu la cité. Les structures politiques se modifient, la cité est divisée en quartiers dont les responsables sont désignés par rapport à leurs mérites. Ce n'est plus seulement les Bagoli qui dirigent ces quartiers mais aussi les représentants des familles des guerriers de M'siri et des grandes corporations. Ce renouveau est soutenu par les religieux bénédictins qui construisent les infrastructures scolaires et sanitaires. Il faut également noter l'œuvre non négligeable des missionnaires de la Plymouth qui étaient les premiers à donner les rudiments de lecture et d'écriture aux Yeke depuis les années 1886-1890. A la même période, dans le Haut-Katanga industriel, les premiers contacts entre les masses rurales et le monde industriel ont lieu à travers le travail migrant. Plusieurs études ont parlé des méfaits de ces premières relations ; les communautés villageoises étaient perturbées dans leur propre organisation du travail et dans leur mode de vie. Certains spécialistes du mouvement ouvrier ont même soutenu que les recrues au bout de leurs contrats se retrouvaient sans moyens et sans terres cultivées. Vraisemblablement le travail migrant avait perturbé l'organisation du travail agricole dans les villages. Mais les recrues n'étaient pas ruinées, elles revenaient avec des biens matériels et avaient acquis un autre statut social qui dépendait désormais de leur avoir. Les fonctions de surveillance, de capitas, de policiers ou de recruteurs d'impôt étaient généralement exercées par ces anciens travailleurs non pas parce qu'ils n'avaient pas d'occupation, mais parce que ce travail leur accordait des privilèges au sein de la communauté villageoise. D'autres encore sont devenus des marchands. Les nouvelles habitudes, les nouvelles conceptions de ces hommes n'ont pas compromis les communautés locales, elles ont engendré par contre la dynamique de changement sur le plan des mentalités.

A partir 1928 et surtout après la seconde guerre mondiale, on assiste à la période de la stabilisation de la main-d'œuvre africaine. Les travailleurs ne regagnaient leurs régions qu'après la retraite. Certains travailleurs ont profité de leur instruction ou de celle de leurs proches pour devenir, au retour dans leurs milieux, non pas toujours des fauteurs des troubles au sein des chefferies, mais des personnes-ressources : conseillers des chefs coutumiers, juges, clercs étaient choisis parmi eux. Ils contribuaient ainsi au développement des

structures sociales et mentales des entités coutumières dont ils faisaient partie. Les activités agricoles et commerciales étaient dirigées vers les villes industrielles. Bunkeya, malgré l'imposition des cultures obligatoires, compte toujours sur l'agriculture, **son** activité de subsistance. Le commerce vers la ville est basé essentiellement sur les produits de cueillette, d'élevage et de chasse dont le revenu sert généralement à payer l'impôt.

Le Mwami Mwenda Munongo Musanfya, monté au trône en 1940, ne poursuit pas l'œuvre de son prédécesseur sur le plan de l'organisation sociale et spatiale. Les administrateurs territoriaux s'en plaignent : « Le chef Mwenda-Munongo, investi il y a plus d'un an, s'avère très nettement inférieur à son prédécesseur Mwenda-Kitanika. Il n'a ni les moyens intellectuels, ni le sens politique de ce dernier et calque plus volontiers ses attitudes envers ses sujets sur les souvenirs du potentat M'siri, que celles que devrait lui dicter l'évolution du pays depuis 1891.»⁸

A la fin de la seconde guerre mondiale, des organismes chargés de résoudre les problèmes des Noirs furent créés, entre autres, OCA, FBEI, CEPSEI. Créé en 1946, le Centre d'Etude des Problèmes Sociaux Indigènes (CEPSI), avait pour mission l'étude de tous les problèmes sociaux des Noirs en y proposant des solutions. Etabli à Elisabethville, il fut doté d'une bibliothèque et d'un bulletin trimestriel pour la publication des travaux de recherche. Son action se limita dans le Haut-Katanga industriel. Cet organisme contribua au développement de Bunkeya en y construisant les infrastructures et en soutenant les actions des communautés villageoises.

Antoine Munongo, qui monte au trône en 1956, réorganise Bunkeya sur le plan politique et est considéré comme le grand bâtisseur de la cité. Il amorce les travaux d'aménagement du lit de la rivière Bunkeya afin de relancer les activités agricoles et d'encadrer les jeunes désœuvrés. Godefroid Munongo devenu mwami en 1976 parachève l'œuvre de son prédécesseur. Plusieurs cultures sont réintroduites : la pomme de terre, le riz, l'oignon. Ce n'est plus seulement une agriculture de subsistance, puisque l'on procède à l'éducation des masses aux cultures maraichères, fruit du contact nouveau engendré par le retour des citadins vers les campagnes suite à la crise financière. Bunkeya devient un centre d'attraction, son espace s'élargit.

Les rapports entre les milieux ruraux et les centres urbains sont restés dans la logique des historiens matérialistes, une alliance systémique entre les intérêts capitalistes et l'état

⁸Archives Africaines, RC/CB, 10 (187), Rapport annuel AIMO territoire de Jadotville 1941.

colonial. Notre étude montre que la dynamique de la colonisation a donné accès aux populations rurales, à l'éducation, aux infrastructures de santé et aux relations socio-économiques entre les villes minières et les campagnes. L'Eglise catholique a joué pleinement son rôle à Bunkeya dans l'éducation des masses. L'on ne peut sous-estimer l'œuvre du CEPSI-CEPSE, structure de l'Union Minière du Haut-Katanga (La grande industrie minière de tout le Congo), dans l'encadrement des populations de Bunkeya depuis la création de cette structure jusqu'au début des années 1980. Les relations socio-économiques entre le villageois et le citadin ont constitué, dans la longue durée, la base du développement du centre de Bunkeya.

4. Délimitation du sujet

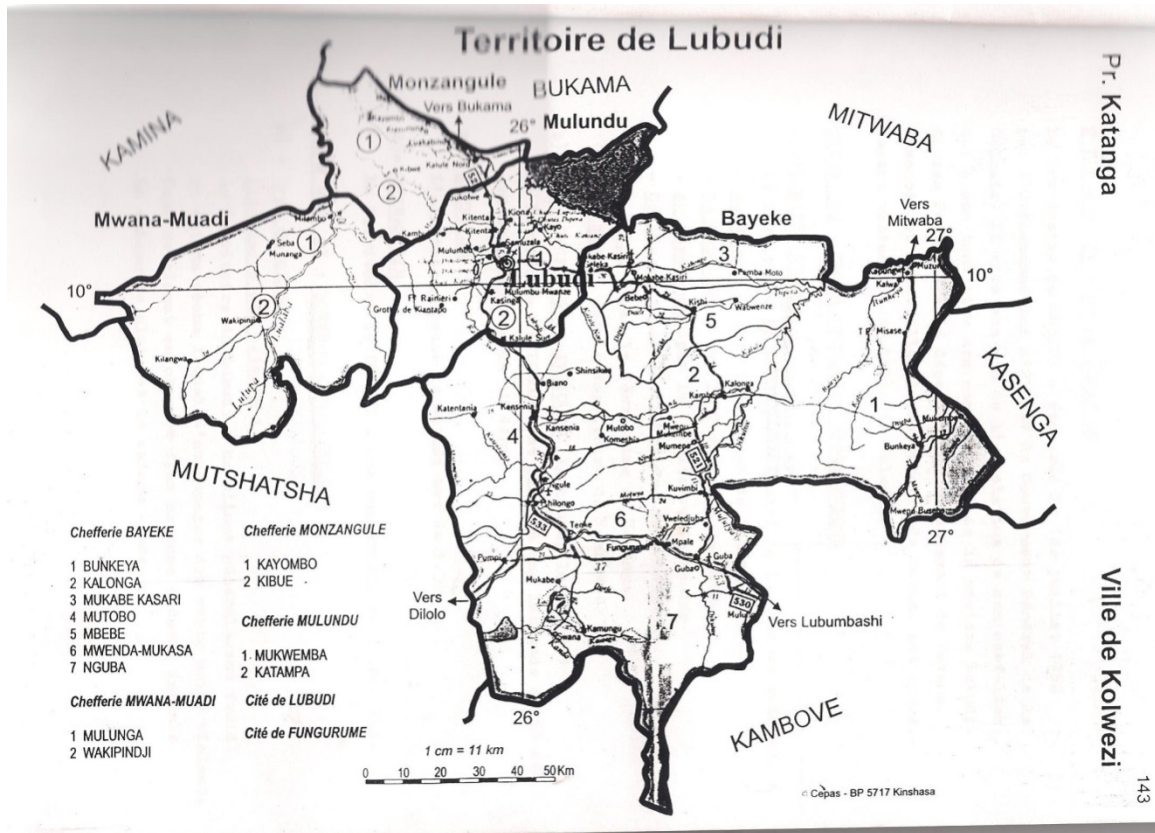
Sur le plan spatial

Bunkeya, dont il sera question tout au long de notre travail, est aujourd'hui le chef-lieu de la chefferie des Bayeke, dans le territoire de Lubudi, district du Lualaba dans la province du Katanga en République démocratique du Congo. Cette cité est située à 200km au nord-ouest de la ville de Lubumbashi et à 78 km de la ville de Likasi. Bunkeya est limitée au nord par la rivière Dikulwe, au sud par le village Mwepu Museba, à l'ouest par le village Mukabe-Kazari et l'est par le village Kikunkuluka. Elle occupe une aire de 4 km² environ dans la plaine Lubembe, sur la rive gauche de la rivière Bunkeya, affluent de la Lufira. Bunkeya est essentiellement bordée par les collines et démunie de sa végétation forestière par ses résidents. Au nord-est ; il ya la colline Kyowe et le mont Nkulu, au sud la colline Kimibamba et au sud-est la colline kimpata. Plus loin à l'Est, se dressent les monts Kundelungu. Sa position en altitude (950m) détermine une température moyenne de 22°C. Bunkeya, située à la longitude 28° 58' Est et la latitude 10° 23' Sud, connaît un climat tropical avec alternance des saisons pluvieuse et sèche. La durée de chaque saison est d'environ 6 mois. Les cours d'eau de Bunkeya sont les suivants :

- Bunkeya passe à l'extrémité de Lubembe, du sud-est vers le nord-est.
- Kalambulua, au sud de la colline Kimibamba, arrose les quartiers Kaleba et Nkulu.
- Kankofu passe au sud de la plaine Lubembe et se jette dans la rivière Bunkeya. La chefferie des Bayeke, dont fait partie Bunkeya, est dominée par une végétation de type savane herbeuse et de forêt claire, *miyombo* en kisanga ou *livunda* en kiyeye, On retrouve à quelques endroits les graminées et herbacées qui deviennent nombreux au nord des rivières.

Bunkeya est aussi cette ville précoloniale créée par un trafiquant d'Unyamwezi qui, attiré par l'hospitalité des populations locales, finit par s'y installer définitivement avec les

siens et fonda un royaume. Notre étude couvre non seulement Bunkeya mais aussi toutes les agglomérations autour de cette cité qui ont connu une influence directe et permanente de ce centre.



Source : L.de Saint Moulin et J.L Kalombo Tshibanda, Atlas de l'organisation administrative de la République Démocratique du Congo, Kinshasa, 2005.

Sur le plan temporel

Le terminus a quo correspond à l'implantation des Nyamwezi ou des Yeke dans la région. En effet, vers 1860 le royaume Luba connu des conflits de succession très intenses, c'est pendant cette période que M'siri et d'autres puissances extérieures (Afro-arabes) en profitèrent pour s'imposer. Mais l'expansion yeke se poursuivra jusqu'aux années 1870 avec la création de Bunkeya comme capitale du Royaume autour de 1880.

L'année 1992 coïncide avec la mort du mwami Godefroid Munongo qui a su relancer les activités agricoles et commerciales qui ont fait de Bunkeya un nouveau carrefour commercial de la région. Membre cofondateur de la Conakat, ministre du gouvernement katangais, plusieurs fois ministre sous le régime Mobutu, sa position sociale a contribué au développement de Bunkeya.

Sur le plan analytique

Ce travail tente de reconstituer l'histoire sociale d'une région qui a connu plusieurs occupations étrangères, des incursions luba-lunda, de l'empire de M'siri en passant par la colonisation belge jusqu'à la période postcoloniale. Il s'agit de chercher à connaître la mentalité collective ou individuelle, les sentiments, les attitudes d'un peuple, les transformations sociales d'une contrée ou d'un centre à un moment de l'histoire, c'est en fait saisir l'histoire dans sa totalité.

Notre approche théorique et notre problématique concernent essentiellement le terrain préparé par l'expansion du mouvement de colonisation dès la fin du XIX^{ème} siècle. Cette expansion, perçue dans toutes ses formes, a nécessairement occasionné des répercussions au sein des sociétés colonisées dans un grand nombre des domaines de la vie sociale. Notre propos, ici, est de voir, comment l'historien peut arriver à cerner ces effets, surtout à segmenter les divers secteurs où la colonisation, par le truchement de l'administration et des stations des missionnaires, a secrété une influence sur l'évolution sociale de Bunkeya jusqu'à la période postcoloniale. L'historien doit donc, dans la mesure du possible, percevoir les données historiques qui couvrent tous les domaines de l'évolution d'une société.

L'histoire sociale en milieu rural par contre permet à l'historien de mieux saisir la sensibilité des groupes concernés et confrontés à une structure externe, qu'elle se présente parfois sous des dehors coercitifs ou au contraire sous des rapports d'égalité. Notre objectif dans cette analyse n'est pas de savoir quand se produit une modification même partielle de la mentalité du groupe, ni de chercher à voir si une mentalité évolue ou se transforme à la suite d'une brutale modification des structures de la société, type révolution, ou au contraire si c'est un changement de mentalité qui engendre un processus révolutionnaire. L'histoire sociale se veut insérée dans le temps tout en cherchant de retrouver la couleur et l'originalité de tel ou tel groupe humain, dans son individualité, comme dans ses rapports avec d'autres groupes ou avec des milieux différents. L'historien ne désire pas de formuler des lois, au contraire le sociologue y tend.⁹

Nous ne pouvons pas clôturer ce point sans parler de l'historiographie de l'Afrique en général et du Congo en particulier. Notre étude ayant comme terminus ad quem l'an 1992, notre propos s'articulera autour des événements qui ont marqué les années 1990 et le début du 21^{ème} siècle. Sur le plan mondial, la fin du 20^{ème} siècle est caractérisée par ce que certains ont

⁹A.Nouschi, *Initiation aux sciences historiques*, (Paris, 1967), 51-52

appelé l'avènement du capitalisme américain à la suite de l'écroulement du mur de Berlin et du démantèlement de l'URSS. En Afrique, du moins l'Afrique francophone ; c'est l'heure des conférences nationales souveraines. Ces dernières valorisent et mettent sur le devant de la scène des opérateurs privés, membres des organismes nationaux et internationaux qui forment ce que l'on va appeler « société civile ». Ces opérateurs ne tarderont pas à devenir des interlocuteurs valables, sinon légitimes et même légaux en lieu et place des gouvernants dans le seul but de contourner les appareils des Etats classiques. L'historien congolais Yogolelo voit en cette démarche l'éclatement de l'Etat-nation et de l'histoire aussi. Une histoire au présent. Elle s'appuie non sur des sources classiques, mais sur des sources spécifiques, sources vivantes, présentes, populaires : récits de vie, arts plastiques, photographies, chansons des minorités, des déshérités...consacrés aux minorités, aux déshérités...¹⁰ Loin de la querelle entre historiens classiques et modernes, la nature des sources utilisées dans ce travail prouvent à suffisance qu'aucun aspect de l'histoire sociale du Congo n'a été négligé. Le parcours historiographique du Congo a privilégié au cours des années 90 l'aspect politique. Au début de ce vingt-unième siècle, des thèmes politiques aussi bien que sociaux enveloppent la recherche historique, les guerres et leurs conséquences sociales, les implications des multinationales dans la gestion des affaires de l'Etat, etc. En clair, l'analyse historique doit tenir compte des éléments épistémologiques qui la différencient des autres disciplines : le contexte, le changement comme l'a si bien souligné Miller : « Yet out of this initial reliance on methods, conceptualization, and narratives distinctly ahistorical in logic and alien to Africa, historians gradually added context, change and african agency, the three epistemological elements that together distinguish history from others disciplines, to create a more historicized african past. ».¹¹ Ainsi donc nous ne dirions pas avec Yogolelo : on a raffiné sur les théories et les concepts, on raffine maintenant sur les sources, sans guère de prise sur elle non plus : la réalité africaine fuit, échappe...¹² La réalité historique de l'Afrique dans n'importe quel thème d'actualité, dépend de l'analyse et des objectifs poursuivis et à atteindre.

Toute l'histoire du Congo, des origines à nos jours, demeure donc d'actualité, au niveau de la recherche historique. Les connaissances actuellement disponibles ont été accumulées essentiellement à partir d'une

¹⁰Yogolelo Tambwe ya Kasimba, « Cinquante ans d'historiographie de l'Afrique noire 1950-2000, un parcours analytique et bibliographique » *Likundoli* (enquêtes d'histoire congolaise), numéro spécial, (2003), 140-162.

¹¹J.C.Miller, « History and Africa/Africa and History», *The American Historical Review*, 104:1 (Février 1999), 1-32.

¹²Yogolelo Tambwe ya Kasimba, « Cinquante », 161.

démarche « par le haut », rapportant surtout l'histoire des « grands hommes » et des « faits saillants » se déroulant dans la capitale. L'histoire « d'en bas », celle du bas peuple reste à faire, de même que l'histoire des différentes régions. Jusqu'à présent, les informations disponibles sur le Congo sont à la fois discriminatoires et inégalement réparties sur le plan spatial. Si, sur le plan thématique, l'histoire précoloniale est moins assumée que l'histoire coloniale et postcoloniale, l'histoire du Congo septentrional l'est également par rapport à celle du Congo méridional. L'enjeu consiste à considérer avec autant d'importance l'ensemble du Congo, afin que les différentes données régionales puissent ensemble produire l'histoire « totale » de ce pays.¹³

L'histoire sociale de Bunkeya s'insère dans un vaste champ de l'histoire urbaine et rurale de l'Afrique au sud du Sahara en général et de l'histoire des villes précoloniales d'Afrique en particulier.

Des travaux de grande envergure ont été consacrés à l'histoire urbaine de l'Afrique, mais Catherine Coquery-Vidrovitch dans son ouvrage, « histoire des villes de l'Afrique noire » souligne que les historiens de l'Afrique ont assez peu écrit sur les villes surtout anciennes. Ils ont laissé ce champ à quelques anthropologues surtout de langue anglaise et, à partir de l'époque coloniale, aux géographes.¹⁴

La collection *Africa's Urban Past* sous la direction de David Anderson et Richard Rathbone a réservé une place spéciale à l'histoire urbaine précoloniale. J. L. Vellut qualifie cette collection de la plus ambitieuse, puisqu'elle a pu rassembler un éventail des travaux de sociologie, de politique et d'économie urbaine.¹⁵ Cet auteur souligne que la revue *Afrique & Histoire*¹⁶ a consacré un dossier à des problèmes d'histoire culturelle de la ville, un domaine qui avait moins retenu l'attention des éditeurs de *Africa's Urban Past*.

Etablissant une chronologie relative de l'histoire urbaine de l'Afrique, Catherine Coquery-Vidrovitch la divise en cinq sous-périodes. La première est celle des villes anciennes dont l'émergence correspond à l'expansion de l'agriculture au début de notre ère. La seconde concerne des villes créées aux contacts avec l'islam et le monde arabe ; vient en

¹³I.Ndaywel è Nziem, « L'historiographie congolaise, un essai de bilan », *Civilisations*, Revue Internationale d'Anthropologie et Sciences Humaines, 54(2006), 237-254.

¹⁴C. Vidrovitch, *Histoire des villes d'Afrique noire, des origines à la colonisation*, Ed. Albin Michel, Paris, 1993, 9.

¹⁵J.L Vellut(Dir), *Villes d'Afrique, Explorations en histoire urbaine*, L'harmattan, Paris, 2007, 13

¹⁶« Villes d'Afrique : circulations et expressions culturelles », coordination GOERG, Odile, *Afrique & Histoire*, Paris, Verdier, numéro 5, 2006, cité par J.L. Vellut, *Explorations*, 13.

troisième position la période de l'introduction des forts côtiers et de l'architecture portugaise dès la seconde moitié du 15^e siècle. La quatrième période correspond à la phase coloniale, et la cinquième, la ville contemporaine des indépendances.¹⁷

Fouilles archéologiques, majestueux vestiges telles les hautes murailles de granit et les bâtiments de pierres de la Grande Zimbabwe- cette ville de l'aire culturelle xhosa,- écrits de voyageurs et de marchands arabes ou swahili, descriptions livrées par les premiers explorateurs européens témoignent de l'existence de villes africaines dont l'existence ne relève d'aucune influence exogène.¹⁸

Mais notre attention est focalisée sur la phase qui précède la colonisation qui a vu naître Bunkeya au cœur de l'Afrique centrale, Peu d'études ont été consacrées à l'histoire des villes précoloniales de l'Afrique centrale. La raison majeure de cet état de choses est que cette partie du continent n'avait pas connu une tradition urbaine en dépit des vestiges archéologiques du Bas Logone et du Bas Chari.¹⁹ D'ailleurs la collection *Africa's Urban Past* n'en fait pas grand écho, en dehors de l'étude de John Thornton sur l'ancienne capitale du royaume Kongo appelée Mbanza-Kongo ou Sao Salvador. Dans l'introduction de cet ouvrage collectif, David Anderson et Richard Rathbone, font allusion aux villes qui connaissent un développement spectaculaire au 19^{ème} siècle sous l'influence du commerce à longue distance le long du fleuve Congo(Zaire), Mais ces villes fluviales du 19^{ème} siècle étaient remarquables par leur taille. Elles avaient une population de plus de 5000 habitants et pouvaient peut-être dépasser la barre de 10.000 hommes.²⁰ Voici la description qu'en fait Jan Vansina et qu'ils prennent : « In their structure, Jan Vansina describes these towns as "villages writ large". Undoubtedly their placement and extent were influenced by changing patterns of external trade- as the large town of Bongo, described by one writer as "the Venice of Africa", where the dwellings were built on artificial mounds to raise them above the water- but they were intrinsically African in their design, orientation and social and political organization.²¹

¹⁷C.Vidrovitch, « Villes d'Afriques noires : les héritages de l'histoire », dans *Occasion Paper*, 14(1995), *From Post-traditional to Post-Modern, International Development Studies*, Roskilde University, 177-182.

¹⁸A.M Frerot(dir), *Les grandes villes d'Afrique*, Ellipses, Normandie(France), 1999, 11.

¹⁹J.Igué Ogunsola*Les villes précoloniales d'Afrique Noire*, (Karthala, Paris), 2008, .85.

²⁰J.Vanisina*Parths in the rainforests :towards a history of political tradition in equatorial Africa*, cité par D. Anderson et R.Rathbone (dir), *Africa's Urban Past*, Oxford : James Currey, 2000, 4-5.

²¹Ibid,

Ces auteurs mentionnent également que Kazembe, capitale de l'État Lunda plus au sud, était une ville grande et plus importante ville. en 1832, elle fut décrite comme couvrant un espace de trois kilomètres de longueur.

C'est le bas niveau de l'aménagement de l'espace en général et particulièrement pour les cités qui frappe les Européens qui viennent en Afrique centrale aux 18ème et 19ème siècles, à cela s'ajoutent le caractère rudimentaire des techniques et des matériaux, l'instabilité des résidences-capitales dont le site reste rarement le même pendant des décennies.²² En effet, peu de différences étaient donc visibles (pour ce qui concerne les royaumes et empires en Afrique centrale) entre les centres de décision politique et les villages, les matériaux de construction étaient identiques à savoir des pieux de bois assemblés par des lianes pour former la clôture, des nattes tresses en fibres de palmier ou de papyrus, de l'argile qui servait à consolider les différents matériaux d'origine végétale et des chaumes divers pour couvrir les toits. La ville n'avait donc aucune architecture particulière pouvant la distinguer du village²³. C'est dans ce sens que Vansina a parlé des larges villages.

Comme on peut le constater, Bunkeya n'apparaît nullement dans cette littérature sur les villes précoloniales pour des raisons bien évidentes. Elle est née dans des circonstances particulières et n'avait survécu comme ville que pendant un bref moment. En effet, fondée autour des années 1875-1880, sa puissance va s'effondrer en 1891 avec la disparition de son fondateur, M'siri.

Au sens précolonial, la ville peut se définir comme une communauté dont une part importante est composée d'administrateurs de métier, des fonctionnaires, des prêtres, des artisans et des commerçants qui ne capturent ni n'utilisent leur propre nourriture mais vivent de surplus de production d'agriculteurs ou de pêcheurs vivant soit dans la ville soit à l'extérieur de murs. Cette définition n'est pas éloignée de la démarche des géographes nigériens qui ont suggéré trois critères pour différencier une ville d'un village ou d'un hameau de culture.

- une ville doit se signaler par la complexité de ses activités économiques : elle doit compter au sein de sa population à la fois des agriculteurs, des employés, des commerçants et des industriels, l'industrie englobant ici l'artisanat ;

²² Kayamba Badye, M., « Cités pré-coloniales dans les Etats du Katanga cuprifère (XIXème siècle) », dans Amuri Mpala Lutebele, M., *Lubumbashi, cent ans d'histoire*, L'Harmattan, Paris, 2013, 199.

²³ Igué Ogunsola, *Les villes précoloniales*, 86.

- la ville doit avoir une intense activité commerciale par la tenue de ses marchés plus que l'importance de ses magasins ;

- la ville doit avoir un système administratif bien élaboré, basé sur la présence d'un pouvoir qui tient sa force des dieux, d'une appartenance lignagère ou de la qualité personnelle du chef ;

- ces trois critères doivent néanmoins être réunis par des établissements de 5000 habitants au moins.²⁴

Bunkeya ne peut pas être simplement défini par la taille ni par la proportion des populations engagées dans l'industrie. Car, beaucoup de grandes cités ont atteint une renommée non pas comme centres de production mais comme des points de polarisation et de focalisation des échanges commerciaux. Toutefois, il convient de définir Bunkeya par les fonctions qu'elle a assumées, par sa capacité d'assimilation et par sa rapidité de transmettre une nouvelle synthèse culturelle. A cet effet, la capitale de M'siri cumula les fonctions politico-administratives avec les fonctions commerciales et de gestion qui découlaient de la concentration dans une même agglomération d'un pouvoir exercé par la conquête d'un vaste territoire. A partir de ces conditions, un système de répartition et de distribution du produit s'est développé. C'est une expression et un déploiement d'une capacité technique au niveau de l'organisation sociale.

Ainsi cette étude montre les différentes mutations que connaîtra ce centre urbain précolonial. Même réduit en simple village pendant la période coloniale, il aura gardé dans son organisation jusqu'à la période postcoloniale des éléments caractéristiques d'un centre d'attraction et de polarisation.

L'histoire de Bunkeya s'insère également dans l'histoire politico-administrative coloniale de l'Afrique en général et du Congo en particulier. Les chefs yeke comme les autres chefs africains ont joué le rôle d'intermédiaires entre leur population et l'administration coloniale.

L'imposition de la loi européenne a transformé les types de relation entre les leaders locaux et leurs sujets. Les cours et les aristocraties anciennes n'étaient plus l'ultime source de l'autorité politique, toutes les institutions légitimes sur lesquelles on se référait dans le passé ont perdu leur sens et leur effectivité.²⁵ La difficulté de la tâche déléguée aux chefs et tuteurs africains a

²⁴A.Mabogunje, *Yoruba towns*, Ibadan University Press cité par J.Igué Ogunsola, *Les villes précoloniales*, 17.

²⁵G.Macula, *The Kingdom...*, 191.

été reconnue à la fois par les anthropologues et les historiens de l'Afrique coloniale. Ces chefs devaient deux maîtres et leur plaire équitablement, l'administration coloniale d'une part et le peuple de l'autre part. Mahmood Mamdani, un des principaux analystes de l'Afrique d'aujourd'hui, affirme catégoriquement que l'absorption des autorités traditionnelles dans les États coloniaux centralisés en Afrique sous domination britannique a sévèrement ruiné leur prestige au sein des populations autochtones. Les analyses de cet auteur ont porté surtout sur la légalité institutionnelle de l'administration indirecte. Le dualisme juridique de l'administration indirecte a juxtaposé le droit moderne à côté du droit coutumier. Le droit moderne devait réglementer les relations entre les autochtones. Le droit coutumier devait être la loi tribale.

My general point is this. Legal integration characteristic of direct rule defined a form of state based on the rule of law. It was a state form which framed civil society. In contrast, indirect rule was grounded in a legal dualism, central to which was the colonial construction of administrative justice, called customary law. It was the anti-thesis of a rule of law. It was, rather, legal arbitrariness. Indirect rule was the form of the state that framed the social life of the "free" peasantry.²⁶

L'administration coloniale belge a pratiqué une politique ambiguë dans la mesure elle n'était pas appliquée partout de la même façon. Le pouvoir local fut brouillé, non seulement parce que la configuration de l'espace congolais avait entraîné des restructurations économiques importantes brutales, mais aussi parce qu'on a observé de plus en plus de conflits de statut entre les échelons du pouvoir qui furent établis dans le cadre colonial à partir de la réorganisation des espaces dits coutumiers. A la base de cette organisation administrative coloniale se trouvait la chefferie.²⁷

La chefferie des Yeke, l'objet de notre étude fait partie de cet ensemble d'entités où l'autorité européenne avait, pour s'installer, adopté une stratégie d'infiltration des pouvoirs

²⁶ M. Mamdani « Indirect rule, civil society and ethnicity », dans *Occasion Paper*, 14(1995), *From Post-traditional to Post-Modern, International Development Studies*, Roskilde University, 220-225.

²⁷ P. Bouvier, *La décentralisation en République Démocratique du Congo. De la première à la troisième république 1960-2011*, (Edition le Cri, MRAC, Belgique), 2012, 32.

locaux afin de les travestir.²⁸ Cette chefferie ressemble quelque peu aux entites dites mixtes, créées mais non reconnues selon l'esprit du décret du 06 octobre 1891. Ces chefferies furent à la base de nombreuses contestations dont l'autorité coloniale se fit l'arbitre, Le pouvoir yeke a toujours recherché sa légitimité, parce que contesté par les autochtones Sanga.

5. Sources et méthodologie du travail

L'histoire sociale d'une région ne peut se réaliser sans connaître préalablement le milieu et les acteurs qui agissent dans l'organisation générale de toute la société. La méthodologie du travail met l'accent non seulement sur les stratégies à utiliser dans la conception de la recherche mais également les moyens pour décrire et analyser les faits. L'histoire sociale de Bunkeya depuis la seconde moitié du 19^{ème} jusqu'à la fin du 20^{ème} siècle doit être perçue comme une analyse mettant en exergue les véritables causes de l'évolution des phénomènes sociaux et faisant ressortir les changements, les ruptures et les permanences observés sur terrain.

La méthode historique convient mieux à cette étude dans la mesure où elle permet d'appréhender la réalité historique dans toute sa totalité. Elle permet de comprendre la dynamique du changement dans cet espace où les intérêts sont divergents ; à l'origine, c'est la convoitise des matières premières. La région de Bunkeya était convoitée aussi bien de l'intérieur (Lunda de Kazembe) que de l'extérieur (incursions Luba). La présence swahili et arabe, les Nyamwezi, l'occupation européenne mettront fin à l'indépendance de toute la région. Cette étude s'étale sur trois périodes : précoloniale, coloniale et postcoloniale. L'on nous reprocherait d'avoir accordé une place importante dans cette périodisation à la colonisation. Ce phénomène est vu par Cheik Anta Diop comme une suspension du temps qui a tout bloqué (évolutions, échanges), tout figé (institutions). Se référant aux trois époques Passé-Présent-Avenir, Mudimbe et Jewsiewicki, à la suite de Diop soutiennent que ces trois époques correspondent à un passé glorieux, une parenthèse coloniale, un futur annoncé qui est la reprise du mouvement.²⁹ Mais Bunkeya ne doit sa survie qu'à la colonisation. En fait, cette cité devrait disparaître avec son fondateur mais elle ne put résister que grâce aux agents de l'EIC.

La méthode historique s'appuie généralement et essentiellement sur les techniques documentaires. La collecte des documents a été rendue difficile par la disparition dans nos

²⁸ Ibid

²⁹ F.X.Fauvelle-Aymar, *L'Afrique de cheikh Anta Diop : histoire et idéologie*, Karthala, (Paris, 1996), 42-43.

bibliothèques des sources littéraires pourtant abondantes pour la période précoloniale. Il s'agit notamment des récits des voyageurs, explorateurs et missionnaires qui ont été de passage dans la région. Nos visites de recherche au Musée de Tervuren, à l'Abbaye Saint André de Bruges en Belgique nous ont aidé à combler cette lacune. Faire de l'histoire dit Paul Veyne est avant tout essayer de coller au mieux à une réalité par l'intermédiaire de documents écrits ou non et non se livrer à des spéculations plus ou moins impressionnantes dénuées de tout fondement.³⁰

Les sources dont nous nous sommes servi sont les journaux de route des explorateurs de passage au Katanga tels que Reichard, de Capello et Ivens, et des missionnaires qui ont résidé dans la région dont le plus important est Arnot, les comptes rendus des voyages des agents de l'EIC, Le Marinel, Delcommune, Verdict, Delvaux réunis dans leurs ouvrages ou dans le journal «*Mouvement géographique* ». Ces sources, quoique d'opinions divergentes parce que défendant des causes, sont des matériaux bruts donc de première main. Elles sont proches de la réalité du terrain. La difficulté dans l'exploitation de ces sources en est que nous n'avons pas eu accès aux sources littéraires arabes ou swahili qui auraient pu nous donner leur propre vision du problème. Nous nous sommes également servi des sources d'archives, des rapports d'enquêtes ethnographiques conservés à la section d'ethnographie du Musée de Tervuren dans le fonds «*Olga Boone* ». Comme le souligne J. Vansina, «Toute analyse ethnographique doit être traitée avec suspicion. La règle est : Ne supposez pas, prouvez.»³¹ Les données ethnographiques s'attachent à décrire certains aspects généraux d'une société : croyances, structure de parenté, univers rituel, etc. Le caractère parfois intemporel et visant l'étude du long terme rend leur utilisation délicate. Il s'agit donc d'identifier clairement l'objet de la description, d'en dégager la part d'interprétation, de localiser les lieux de l'enquête et l'époque où elle fut effectuée.

Pour ce qui concerne la période coloniale, nous avons consulté les rapports administratifs d'enquêtes politiques et historiques réalisées par les administrateurs de territoire de l'époque. Les Rapports AIMO de la province du Katanga, les Rapports politiques et économiques des territoires de Jadotville, de Lubudi et de Kambove sont conservés aux Archives Africaines et à la bibliothèque africaine du Ministère fédérale des Affaires Etrangères à Bruxelles. A la Bibliothèque africaine, nous nous sommes servi des microfilms contenant les rapports politiques du territoire de Kambove de 1913 à 1924. Nous avons

³⁰P.Veyne, *Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie*, Seuil, (Paris, 1971), 15-21.

³¹J.Vansina, « Quand l'événement est rare », *Etudes africaines offertes à Henri Brunshwig*, éditions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, (Paris, 1982), 6.

recouru aux archives de la Division provinciale de l'Intérieur conservées en copie au CERDAC (Centre d'Etudes et de Recherche Documentaire sur l'Afrique Centrale de l'Université de Lubumbashi), aux documents administratifs des territoires de Lubudi et de Kambove, et de la Mairie de Kolwezi. De manipulation difficile, parce que conçus et rédigés selon une certaine idéologie, ces rapports renferment des informations utiles mais qu'il faut les soumettre à l'analyse critique en les situant dans le contexte politique de leur élaboration. L'Archevêché de Lubumbashi tout comme l'Abbaye de Saint André de Bruges, nous ont été d'un apport considérable, les correspondances, les études personnelles des missionnaires sur les différents aspects de la situation sociale de Bunkeya, les diaires, les registres de baptême et de confirmation de la mission Saint Jules de Bunkeya ont éclairé nos investigations là où il le fallait. Le « Bulletin des missions des Bénédictins » et l'« Echoe of service » des missionnaires protestants ont été les deux références importantes de la présence missionnaire dans la région. Les travaux récents consacrés à la région, thèses de doctorat, mémoires de licence, travaux de fin d'études, ouvrages généraux et articles des diverses revues scientifiques traitant des aspects de la situation de Bunkeya ont constitué aussi nos sources d'information.

Les données orales recueillies par nos prédécesseurs ont permis d'orienter nos enquêtes de terrain principalement à Bunkeya et dans d'autres lieux tels que Lubudi, Mukabe-Kazari, Fungurume, Likasi, Lubumbashi. Sur terrain, nous avons procédé d'abord à l'identification des informateurs. Le travail s'étalant même sur la période ancienne, il nous fallait trouver des traditionnistes. Il nous fallait contourner les difficultés que rencontrent les historiens de terrain dans la récolte des données orales. Dans l'exploitation de ces sources orales, des avancées considérables ont cependant été accomplies dans les années 80 en matière de méthodologie, Jan Vansina et aussi David Henige, qui par ailleurs dirigent le périodique *History in Africa* où l'accent est constamment mis sur les questions de méthode, ont passé en revue les causes possibles d'altération, d'instrumentalisation des récits historiques. L'empreinte de l'idéologie est particulièrement marquée dans les récits relatifs aux origines et aux migrations. Ils sont infléchis par le principe d'antériorité sur le sol, source de droit. En outre, dans les versions officielles, les ancêtres des hommes d'aujourd'hui sont censés être arrivés massivement, et en même temps, d'un même lieu, affirmations que des enquêtes plus poussées mettent à mal. Les récits, lorsqu'ils sont livrés au chercheur, sont remodelés, manipulés en fonction des intérêts des individus et de la collectivité : c'est le

lourd « poids du présent »³². Cette attitude est caractéristique chez beaucoup de narrateurs Yeke surtout en ce qui concerne les récits relatifs à leur origine et à leur migration. Les récits de leurs voisins Sanga et Kunda nous ont permis de nuancer leurs points de vue. Mais les rivalités des Sanga et Yeke d'une part et des Sanga entre eux offrent un champ de déviation pour une enquête orale. Les traditions orales ne sont pas une source, elles sont au cœur d'une culture. Comme le souligne l'historien Jean-Pierre Chrétien, elles ne se manifestent pas dans n'importe quelle société ni en n'importe quelle époque ; ces traditions ont leur propre vie, leur parcours propre.³³ Nous conviendrons avec cet auteur que la méthode critique de traitement des traditions orales est à la fois sacrilège et respectueuse à leur égard. Sacrilège par comparaison avec les transcriptions du XIXème siècle, puisque les textes oraux sont établis, situés, comparés, décryptés. Elles représentent, comme les autres sources, une trace que l'on utilise pour restituer le passé. Mais cette approche est en même temps plus respectueuse dans la mesure où l'on ne pense plus que ces messages oraux révèlent une sorte d'inconscient primitif, mais que l'on y voit une façon de maîtriser le réel, une culture au sens plus large, si bien que l'interprétation doit tenir compte de la nature des connaissances véhiculées par ces récits et y retrouver le sens propre à leur époque.³⁴

Nous n'avons pas établi une opposition entre les traditions orales et les autres types des sources orales que nous avons récoltés aussi bien en ville que dans les milieux ruraux. Nous sommes du même avis que J.Vansina pour qui toutes les questions de méthode qui se posent pour l'histoire orale urbaine se posent également pour l'histoire des milieux ruraux ; malgré l'énorme différence entre la ville et la campagne, il n'y a pas lieu, dit Vansina, d'opposer a priori les milieux urbains et ruraux en matière de méthode historique.³⁵ En conclusion, nous pouvons retenir que la reconstruction des événements à travers les témoignages oraux est bien sûr délicate. Dans un contexte de carence ou même d'absence

³²C.H.Perrot, *Lignages et territoires en Afrique aux XVIIIème et XIXème siècles : stratégies, compétition, intégration*, Karthala, (Paris, 2000), 9.

³³J.P.Chrétien, « Pour une historiographie des traditions orales : la fin d'une époque dans la région des grands lacs » dans M.Chastanet et J.P.Chrétien, (dir), *Entre la parole et l'écrit, contributions à l'histoire de l'Afrique en hommage à Claude Hélène Perrot*, éditions Karthala, (Paris, 2008), 25.

³⁴J.P. Chrétien, « Pour une historiographie », 37.

³⁵Préface de Jan Vansina de l'ouvrage de Dibwe dia Mwembu, *Faire de l'histoire orale dans une ville africaine : la méthode de Jan Vansina appliquée à Lubumbashi (R.D Congo)*, L'harmattan, (Paris, 2008), 11. Jan Vansina s'attaque aux africanistes francophones qui basent leurs conclusions sur son ouvrage qu'il dit périmer de 1961. Il estime que ces africanistes ignorent l'existence d'un autre ouvrage rédigé en anglais et publié en 1985 sous le titre « Oral tradition and history »

d'archives écrites, il m'a fallu parfois distiller de façon intuitive la version la plus probable des faits. Dans certains cas, il m'a fallu synthétiser quatre ou cinq témoignages sur les mêmes événements. Dans d'autres, nous n'avions qu'un seul témoignage à notre disposition. Nous n'avons rarement utilisé un seul témoignage pour corroborer un renseignement empirique. Nous avons réalisé nos enquêtes principalement à Bunkeya, ainsi que dans d'autres centres ou villes où nous pouvions rencontrer des personnes-ressources maîtrisant une partie de l'histoire sociale yeke. Nous avons été à Likasi, Lubudi, Fungurume, Mukabe-Kasari et Lubumbashi, notre ville de résidence. Nos enquêtes se sont déroulées durant l'espace temporel allant de 2011 à 2013.

Nous avons également recouru à l'approche biographique, en ébauchant les portraits des différents Bami de Bunkeya et en évacuant tout ce qui n'est pas susceptible d'éclairer leurs œuvres de façon immédiate et concrète. Sommes-nous parvenu à rédiger des biographies sans sujet, c'est-à-dire en restituant la production historiquement située d'un style de vie, sans s'intéresser à l'individualité que cette production constitue, mais étant entendu que la dite individualité contribue elle-même à constituer le style de vie en question ?³⁶ Nous avons privilégié une approche critique en présentant une vision plus détaillée des règnes de ces chefs yeke.

6. Division du travail

Hormis l'introduction et la conclusion générales, le travail est divisé en trois grandes parties subdivisées en sept chapitres.

La première partie porte sur le Commerce à longue distance ; naissance, évolution du royaume de M'siri et début de l'occupation coloniale (1870-1910). Elle est subdivisée en trois chapitres. Le premier chapitre traite du Katanga dans le commerce à longue distance et retrace la manière dont cette partie de l'Afrique centrale s'insère au cours du 19^{ème} siècle par la voie des trafiquants Afro-arabes et Swahili à travers les routes orientales et par la voie des Ovimbundu venant d'Angola par les routes occidentales. Le second chapitre parle de la création de Bunkeya. Ce chapitre traite des origines de la cité de Bunkeya, de son organisation politique, de ses structures économiques et sociales sous M'siri. Concrètement le chapitre comprend quatre sections. La première porte sur les généralités ; la manière dont le site avait

³⁶J.F.Bayart, « Biographie et changement social » dans C.Panella, *Lives in motion, indeed, interdisciplinary perspectives on social change in honour of Danielle de Lame, studies in social sciences and humanities*, vol 174, Royal Museum for Central Africa, Tervuren, (Belgium, 2012), 33-54.

été choisi et la situation des environs avant l'arrivée de M'siri. La seconde présente la composition du centre de Bunkeya : les différentes cours (résidences) et les quartiers populaires. La troisième analyse les structures politiques, socio-économiques de la capitale. Et enfin la dernière section fait un point sur Bunkeya comme carrefour du commerce à longue distance. Le dernier chapitre présente l'effondrement du royaume de M'siri et le début de l'occupation coloniale. Ce chapitre traite des causes de l'effondrement du royaume de M'siri et des réactions des populations locales à l'occupation coloniale, de manière particulière les Sanga, les Yeke et les autres populations de l'empire de Garenganze. Il est question aussi de la vie sociale des Yeke à Litupishia.

La seconde partie couvre la période allant du règne de Kitanika en 1910 jusqu'au début du mouvement de décolonisation qui coïncide à peu près avec la fin du règne de Mwenda Mutampuka et le début de celui d'Antoine Munongo. Elle s'intitule : Structures sociales de Bunkeya, de la renaissance de la cité à la fin du règne de Mwenda Mutampuka (1910-1956) et est subdivisée en deux chapitres.

Le premier chapitre parle du règne de Mwenda Kitanika et de la Refondation de Bunkeya. Ce chapitre porte sur la refondation de Bunkeya par Mwenda Kitanika et de l'évolution sociale de la cité jusqu'à la fin de son règne. Il est divisé en trois sections. La première traite du règne de Mwenda Kitanika en l'insérant d'abord dans l'organisation administrative des territoires dont la chefferie fera partie et ensuite la section analyse la réorganisation des structures politiques et judiciaires de Bunkeya, les quartiers, les rapports entre Kitanika, l'administration coloniale et ses administrés. Enfin, il y est question de parler des différentes œuvres sociales réalisées par ce chef pendant son règne. La deuxième section parle de l'implantation des missions chrétiennes à Bunkeya. Il s'agit d'une part de la mission protestante et de l'autre de la mission catholique. Une attention particulière est portée sur la mission catholique qui a eu une grande empreinte sur l'évolution sociale du milieu. La troisième et dernière section aborde la question de l'agriculture, la politique agricole de l'ensemble du territoire, les cultures imposées et leurs conséquences sur l'évolution sociale des populations autochtones.

Le deuxième chapitre analyse la situation sociale d'après la seconde guerre mondiale, coïncidant avec le règne de Mutampuka. Ce chapitre étudie la situation sociale de Bunkeya depuis le début de la seconde guerre mondiale jusqu'à la mort de Mwenda Munongo dont le règne était controversé. Ainsi le chapitre est divisé en quatre sections. La première présente la

personne de Mutampuka, sa vie, son investiture et ses rapports avec l'administration coloniale. La seconde section porte sur la participation des populations du ressort du territoire de Likasi en général et de Bunkeya en particulier à l'effort de guerre. Il s'agit de poursuivre l'analyse sur l'agriculture et ses cultures obligatoires et de jeter un regard sur les différents aspects de la vie sociale des populations indigènes. La troisième section aborde la question de l'impact des organismes créés à la fin de la guerre comme le FBEI et le CEPSI sur le monde de Bunkeya. La quatrième et dernière section parle des rapports entre Bunkeya et le monde urbain, il sera question d'élucider la problématique des relations villes-campagnes dans le contexte du Haut-Katanga Industriel.

La troisième et dernière partie traite de la décolonisation, de l'évolution sociale de Bunkeya jusqu'à la fin du règne de Godefroid Munongo (1956-1992). Cette partie prend en compte une analyse sur l'action d'Antoine Munongo et l'évolution sociale de Bunkeya. Elle est à son tour subdivisée en deux chapitres.

Le premier chapitre retrace l'histoire de Bunkeya au regard du règne d'Antoine Munongo qui monte au trône en juillet 1956 au moment où le Congo entre dans la phase de la décolonisation. Il participe à la Tables Ronde politique de 1960, soutient les actions de la CONAKAT pendant la sécession du Katanga. Antoine Munongo modernise l'administration et la justice, il relance les activités agricoles avec l'appui du Cepsi qui deviendra Cepse. Cette partie se clôture par une étude sur Godefroid Munongo face à la renaissance du centre de Bunkeya, c'est le deuxième et dernier chapitre. Ce chapitre analyse l'œuvre de Godefroid Munongo, successeur d'Antoine, qui a pris comme surnom de règne Shombeka, qui veut dire bâtisseur, le constructeur de la terre ancestrale. Il aborde la manière dont le mwami a pu relancer les activités agricoles, ses efforts d'encadrement des masses rurales en relançant par l'entremise des certains organismes comme le CEPSE, l'activité agricole. Dans ce sens, il avait le souci de poursuivre l'œuvre commencée par son prédécesseur. L'œuvre de Godefroid est intimement liée à ses expériences malheureuses ou heureuses dans sa carrière professionnelle et politique.

lère Partie : Commerce à longue distance ; naissance, évolution du royaume de M'siri et début de l'occupation coloniale (1870-1910)

Chapitre I : Le Katanga dans le commerce à longue distance

Ce chapitre traite du commerce à longue distance dans lequel le Katanga s'insère au cours du 19^{ème} siècle par la voie des trafiquants Afro-arabes et Swahili à travers les routes orientales et par la voie des Ovimbundu en provenance d'Angola par les routes occidentales. Achim Von Oppen, se référant aux articles de Vansina et de Roberts³⁷ sur le commerce à la longue distance, souligne que déjà avant la fin du 18ème siècle, les Ovimbundu étaient devenus des intermédiaires importants, ce sont eux qui ont intégré les populations de la partie supérieure du Zambèze et du Kasai dans la frontière de la zone atlantique. Ce processus apparaît comme une première étape de l'ouverture économique de l'intérieur de l'Afrique au marché mondial avec implication directe des commerçants non africains dans des réseaux commerciaux régionaux.³⁸ Mais il faut préciser que les échanges à longue distance dans la région d'étude se pratiquent depuis au moins la fin du premier millénaire de notre ère et portent alors principalement sur le cuivre et le sel.³⁹ Ces deux produits structurent l'économie et le commerce de cette région et possèdent l'avantage d'être des biens durables qui, en fonction de leur rareté relative, font l'objet d'une grande demande dans toute l'Afrique centrale.⁴⁰

Les auteurs qui se sont intéressés à la question du commerce à longue distance en Afrique de manière générale, l'ont analysé sous trois angles, notamment sa structure, sa place dans l'organisation fonctionnelle des sociétés et, enfin, son rôle dans la dynamique évolutive des sociétés. C'est ce dernier aspect qui nous préoccupe dans ce chapitre. Il s'agit d'une

³⁷J.Vansina, «Long- distance trade routes in Central Africa», *Journal of African History*, 2:2(1960),375-390 et A.Roberts, «Pre-colonial trade in Zambia»,*African Social Research*, 10(1970), 715-746.

³⁸A.Von Oppen, *Terms of trade and terms of Trust: the history and contexts of pre-colonial market production around the upper Zambezi and Kasai*,(Hamburg, 1994), 53.

³⁹Kayamba Badye, « Capitalisme et déstructuration des sociétés lignagères dans l'ancien territoire de Sakania au Zaïre (1870-1940). Communautés rurales, main-d'œuvre et accumulation primitive du mode de production coloniale »(thèse de doctorat en histoire, non publiée, Unilu, 1986), 120.

⁴⁰H.Legros,*Chasseurs d'ivoire, une histoire du royaume yeke du Shaba (Zaïre)*,(éditions de l'université de Bruxelles, 1996), 107.

étude des transformations sociales que le centre de l'Afrique connaît au contact des réseaux commerciaux internationaux. Ces transformations sociales ont été qualifiées par plusieurs de lentes et sourdes. Catherine Coquery-Vidrovitch souligne que le grand commerce à longue distance n'a fait que traverser l'Afrique noire, sans réellement la féconder⁴¹

Pour mieux comprendre l'histoire de Bunkeya, nous retraçons le contexte général de l'apparition du commerce à longue distance dans l'espace que M'siri occupera plus tard et qui constituera le royaume de Garenganze avec Bunkeya comme capitale et centre d'attraction de toute la région. Le chapitre est divisé en deux sections : la première reprend les grandes lignes du commerce swahili à l'intérieur de l'Afrique. Nous parlons des marchands de la côte orientale, des principales voies commerciales et des transformations sociales des populations autochtones suite au contact avec les Swahilis. La présence effective des Swahilis au Katanga, caractérisée par des exactions sur les populations locales a eu comme conséquence sociale majeure le dépeuplement de la région. La dernière section aborde la question de la migration yeke au Katanga où M'siri fondera Bunkeya, future capitale d'un vaste empire dit du Garenganze.

Parlons à présent du début du commerce à longue distance des Swahili à l'intérieur du continent.

1.1. Les Swahili et le commerce à l'intérieur de l'Afrique

I.1.1 Les marchands Africains de la côte Orientale

Jusqu'à la première moitié du 19ème siècle, le commerce arabe de la côte orientale de l'Afrique n'avait pas pénétré à l'intérieur du continent. Concentré d'abord dans des comptoirs commerciaux de la côte (Mombasa, Kalina, Bagamoyo) et sur des flots (Zanzibar, Pemba), ce commerce connut l'exclusivité des opérateurs commerciaux africains (Chaga de Kilimandjaro, Kamba, Nyamwezi, Sumbwa, Yao et Bisa). Ce sont ces peuples qui, déjà aux 18ème et 19ème siècles, pratiquaient des échanges commerciaux et jouaient le rôle d'intermédiaires entre les populations africaines de l'intérieur et les Swahili sur la côte. Ces différents peuples avaient alors tracé leurs itinéraires à telle enseigne qu'au 19ème siècle⁴² ils

⁴¹ cité par O. Petre-Grenouilleau, « Commerce à longue distance et développement économique : jalons pour une étude comparée Europe Afrique noire (XVe- XIXe siècles) » dans H. Bornin et M. Cahen, (dir) *Négoce blanc en Afrique noire l'évolution du commerce à longue distance en Afrique noire du 18ème au 20ème siècle*, (Bordeaux, 2001), 286.

⁴² Ki-zerbo, dit qu'ils étaient tracés depuis une très haute antiquité, J. Ki-zerbo, *Histoire de l'Afrique noire*, Hatier, (Paris, 1972), 135.

connaissaient la région par cœur. C'est ainsi que dans leurs zones respectives d'influence s'étaient développées des pistes caravanières très fréquentées.

La route du nord quittait Mombasa sur la côte pour s'arrêter, après avoir traversé le mont Kilimandjaro, dans la région du lac Victoria. Elle était fréquentée et connaissait le monopole des courtiers Kamba et Chaga qui y apportaient les produits très recherchés de la côte, perles, étoffes, qu'ils échangeaient contre l'ivoire que réclamait le commerce international de la côte. Il en était de même sur la voie quittant Bagamoyo-Sadini pour le royaume Buganda, via Unyamwezi et Karagwe⁴³. Jan-Georg Deutsch note que les commerçants Nyamwezi avaient étendu leur réseau commercial au nord-ouest (Buganda), au sud-ouest (Ufipa), au nord du lac Victoria et à Ujiji.⁴⁴ Le trafic sur cette piste connut l'exclusivité des Nyamwezi et des Sumbwa dont le métier de porteurs était à l'honneur chez eux. Speke, Burton, Baker et bien d'autres célèbres explorateurs de l'époque sont très explicites dans leurs relations à propos du rôle de ces opérateurs commerciaux. On ne doit pas non plus minimiser l'importance de la piste du sud qui quittait les régions des lacs Nyassa et Bangwelo et débouchait au comptoir côtier de Kilwa, avec une bretelle la reliant à la piste de Bagamoyo. Ce sont les marchands Yao et Bisa qui y jouaient le rôle d'intermédiaire et gardaient jalousement le monopole des échanges commerciaux. Le trafic sur cette voie atteignait la cour de Mwant yav via le Kazembe. Le missionnaire-explorateur, David Livingstone qui avait visité cette région pendant ses pérégrinations, avait souligné le rôle de ces deux peuples quant à l'approvisionnement des marchés.⁴⁵

Il convient de noter que le commerce tournait autour des produits réputés et prisés à l'époque et que réclamaient sans cesse l'Europe, l'Amérique et l'Asie. Il s'agissait de l'ivoire, du caoutchouc, de la cire, du cuivre, de l'or, des esclaves, etc.... que les Swahili échangeaient pour le besoin du commerce international contre les fusils, la poudre, les perles, les calicots indiens, les bracelets de cuivre et des cauris⁴⁶ dont les peuples de l'intérieur de l'Afrique étaient friands. Ce développement commercial en bordure de l'océan se doubla d'un vaste mouvement de pénétration à l'intérieur du continent. Les traitants « arabes » (ce terme

⁴³Localité située au sud-est du lac Victoria

⁴⁴J.G.Deutsch, «Notes on the rise of slavery and social change in Unyamwezi c.1860-1900» dans H.Médardet D.Shane, *Slavery in the great lakes region of east africa*, (Oxford : James Currey Publishers, 2007), 79.

⁴⁵H.MStanley, *Comment j'ai trouvé Livingstone*, (4ème édition) Hachette, (Paris, 1884), 348-355.

⁴⁶F.Renault, *Lavigerie, l'esclavage africain et l'Europe*, éd. De bocard, (Paris, 1971) ,9.

englobant non seulement les individus de pure origine, mais aussi les métis et même les Swahili, noirs de la côte islamisés) s'engagèrent à leur tour sur les routes ouvertes par les Nyamwezi et les Yao et, poursuivant bien au-delà, tissèrent un réseau de densité variable, mais en perpétuelle progression. Celle-ci ne fut arrêtée que par la conquête coloniale alors qu'elle recouvrait le centre de l'Afrique.⁴⁷ Cependant, les relations commerciales entre l'intérieur de l'Afrique, particulièrement l'Afrique Orientale et Centrale avec la côte Orientale allaient s'ouvrir sur une nouvelle perspective. Stimulé par la politique entamée à Zanzibar et financé par les maisons indiennes et juives, le commerce pénétra à l'intérieur du continent par les caravanes des Swahili. La recherche de l'ivoire et des esclaves motivait ces expéditions, et plus les caravanes s'éloignaient de la côte, plus se faisait sentir le besoin d'étapes pour le ravitaillement. Et cette pénétration brusque et massive des Swahili à l'intérieur allait non sans conséquences historiques. La première est celle qui porte sur le développement des voies commerciales-centres côtiers et relais intérieurs-, la seconde a trait à la nature des contacts entre les Swahili et les autochtones, la troisième concerne les profonds bouleversements sociopolitiques que connurent les sociétés africaines.

I.1.2 Principales voies commerciales

Poussés par la recherche du lucre, les Swahili se passèrent des intermédiaires africains pour pénétrer à l'intérieur du continent. Les voies de pénétration swahili les plus célèbres étaient Mende, au départ de Bagamoyo et de Sadani. Guy de Plaen⁴⁸ retrace ces voies en ces termes:

A l'exception de deux voies secondaires, ces routes passaient par Tabora, premier relais, lieu de rechange pour les porteurs où se trouvaient des entrepôts. Les routes se dirigeaient et continuaient vers Ujiji gouverné par Mwini Kheri, traversaient le lac Tanganyika et continuaient vers le Maniema, où Kasongo sera un des derniers grands relais établis par Tippu-Tip. Une route allait de Dar-es-salam, vers Nyaro, une autre enfin, plus fréquentée, partait également du relais de Tabora pour le Katanga via le Marungu et Pweto.

C'est la prospérité politico-économique de Zanzibar qui stimula la pénétration commerciale arabe à l'intérieur. C'est à cela qu'il faut attribuer la création des relais pour la protection et le ravitaillement des caravanes. Dans ce cadre, un certain nombre des centres ont été créés: Tabora, Ujiji, Kasongo, Nyangwe... avaient une renommée fort étendue. Grand est

⁴⁷F. Renault et S. Daget, *Les traites négrières en Afrique*, Karthala, (Paris, 1985), 197.

⁴⁸G. De Plaen, « Diplomatie », 11.

le nombre des explorateurs du 19^{ème} siècle, en Afrique orientale, qui y avaient défilé et dont les récits sont assez éloquents sur ces centres. Ils servaient en même temps de marchés d'esclaves et d'autres produits, de lieux de ravitaillement en fusils, cartouches et en poudre⁴⁹. C'est à partir de ces localités ou centres d'appui que s'organisa une pénétration suivie et systématique vers des régions jusque-là inexplorées par des étrangers.

La situation géographique d'Ujiji à la côte Est du Tanganyika servit de base à la percée swahili vers la savane ouest du lac, Kasongo et Nyangwe, au Maniéma favorisa la pénétration de la grande forêt du pays; Tabora, de par sa position de carrefour des routes caravanières, rendit aisée la descente swahili vers le royaume de Kazembe, où les Nyamwezi se trouvaient déjà, et vers les régions des lacs Nyassa et Bangwelo. Et il convient de souligner que pendant cette période, plusieurs tentatives de traverser le continent d'est à ouest étaient entreprises. C'est ainsi que vers 1852, cinq Arabes, dont deux nouvellement arrivés de Mascat⁵⁰, atteignirent Bangwelo, après avoir été à Ujiji, au Marungu et chez Kazembe où ils avaient rencontré un commerçant portugais qu'ils accompagnèrent dans son village à leur retour vers le Bihé⁵¹. Deux ans plus tard, un autre Arabe, Said Ben Habib, quittait Zanzibar et refaisait à peu près le même trajet en aboutissant à Loanda, puis revint par le Lac Nyassa⁵². Mais, comme le soulignent Ki-Zerbo, Renault et bien d'autres historiens, ces premiers pionniers n'eurent pas de successeurs chez leurs compatriotes⁵³. Il fallut attendre la période où les Swahili furent effectivement en contact avec l'intérieur, c'est-à-dire à la période 1870-1880. Le point suivant décrit la manière dont les Swahili sont entrés en contact avec les populations autochtones et comment ils avaient transformé leurs structures socio-politiques.

I.1.3 Transformations sociopolitiques à l'intérieur du continent

Le passage des caravanes dans des régions jusque-là inexplorées s'accompagnait des abus effroyables des traitants swahili vis-à-vis des autochtones. En effet, compte tenu de la force que leur donnaient les fusils que n'avaient pas les populations de l'intérieur, les Swahili,

⁴⁹Burahimu, « Les structures socio-économiques et le commerce swahili à Kasongo vers la fin du XIX^{ème} siècle », (mémoire de licence en Histoire, non publié, Unaza, 1973), 125.

⁵⁰Ville située sur la cote, au Golfe persique

⁵¹D.Livingstone, *Narrative of an expedition to Zambezi and its tributaries (1858-1864)*, (London, 1954).

⁵²Ibid.

⁵³J.Ki-zerbo, *Histoire de l'Afrique*, 319 et F. Renault, *Lavigerie*, 62.

qui pénétraient en bandes nombreuses, abusaient de leur supériorité. Il arrivait souvent, lors de ces percées, qu'ils s'arrêtassent dans un village et s'emparassent de tout ce dont ils avaient besoin. Très souvent les hommes parvenaient à s'enfuir, les femmes et les enfants se faisaient capturer. Si un village ou un groupe de villages leur opposaient une résistance, ils étaient assiégés. Et avec le concours de populations voisines ennemies, les expéditions de représailles continuaient jusqu'à ce que les chefs hostiles vinssent implorer grâce auprès des vainqueurs Swahili. C'est alors que s'effectuait l'échange des otages: les vaincus remettaient aux vainqueurs certains membres de leurs proches parents, en échange desquels, ils recevaient quelques auxiliaires Swahili qu'ils devaient loger, nourrir et laisser libre la pratique du commerce dans leurs villages. Dès lors, la recherche de l'ivoire, des esclaves, de l'or, etc. s'organisait intensément. Mais en général ces pratiques étaient immédiatement conclues par les mises en torche sinon des cases d'un village, mais de tous les villages environnants. Bref, après le passage d'une caravane dans un village, il ne subsistait que ruine et désolation. Il va sans dire que le contact était très souvent brutal et au détriment des autochtones. Mais il convient de noter que c'est par défaut de cohésion de la part de ces derniers, et suite à leurs querelles intestines, ainsi qu'à leurs appétits démesurés de produits exotiques, que les Swahili parvenaient à s'imposer.

La pénétration des Afro-arabes coïncide avec le déclin d'un certain nombre des royaumes à l'intérieur de l'Afrique Centrale. Les querelles intestines de succession, les rivalités entre les chefs locaux firent que les Swahili entrèrent aisément en jeu. Les puissants Etats Luba, Lunda, Kazembe chancelaient à cette période, minés par des conflits de succession. Grâce à leur supériorité en armes, ils firent des nombreuses alliances avec les chefs locaux. Le cas des royaumes Luba et Bemba est une illustration éloquentes évoquée par Vansina et l'autobiographie de Tippu-Tip. Kasongo Kalombo qui prit le pouvoir vers l'année 1860 reçut un appui considérable des Swahili. Vansina dit que ce souverain luba indiquait aux Swahili d'attaquer et de piller les villages des chefs qui ne voulaient pas payer de tributs ou ceux qui étaient en rébellion contre lui. Delcommune mentionne la cause de la désobéissance de ces chefs :

Une coutume déjà ancienne obligeait tout chasseur d'éléphant à offrir au chef de son village une des pointes d'ivoire de l'animal abattu. Il y a plusieurs lunes, Kasongo Kalombo voulut modifier ce vieil usage et exigea pour sa part l'entièreté de l'ivoire de tout éléphant tué dans ses domaines. Sans doute, il y était incité par le désir de se procurer chez les Bienos plus de fusils, de poudre et de tissus. La plupart de ses vassaux, surtout ceux qui habitaient les contrées où l'éléphant se rencontrait rarement, s'inclinèrent de

sa volonté royale. Il n'en fut pas de même des chefs des villages situés dans les immenses plaines des lagunes de Samba, souvent traversées par des troupeaux d'éléphants. Ces chefs et les habitants de leurs villages, qui comptaient de nombreux chasseurs, refusèrent de se soumettre à cette exigence qui lésait leurs intérêts, car tous trafiquaient eux-mêmes avec les Bienes de l'Angola du produit de leurs chasses⁵⁴

Le goût du lucre lui imposé par le commerce transcontinental pousse Kasongo Kalombo à modifier la règle coutumière sur les redevances des chasseurs au chef politique.

C'est suite à l'aide swahili contre les Ngoni que les chefs bemba devinrent puissants et dominèrent les royaumes voisins dans la deuxième moitié du 19ème siècle et il est vrai que lors de ces expéditions, les populations vaincues étaient si non entièrement, du moins partiellement réduites en esclavage et acheminées vers la côte orientale. Les chefs alliés comme ceux imposés devenaient par voie de conséquence des vassaux qui leur devaient, outre les tributs, plusieurs autres prestations en signe⁵⁵ de soumission et de reconnaissance. Un certain nombre des personnages allaient jaillir de l'ombre à la suite de cette politique swahili de mainmise dans les affaires internes des sociétés locales, car l'entassement continu des butins (esclaves, ivoire,...) autour d'eux, la faiblesse des systèmes sociopolitiques africains firent que les Swahili passassent à la conquête territoriale. Ils devinrent des chefs territoriaux. Tippu-tip lui-même fut le plus chanceux de ces nouveaux leaders⁵⁶. Il a séjourné pendant plus d'un an dans la chefferie de Kayumba avec qui il établit des échanges commerciaux ainsi qu'avec le chef Mulongo Ntambo. C'est dans ce cadre qu'il a commercé avec M'siri avant de se rendre dans les régions songye et Tetela. Ceci eut lieu au cours de son second voyage vers 1868-1870 qu'il effectua avec une caravane dont le nombre des membres était estimé à plus ou moins quatre cents hommes. Les troupes sont allées jusqu'à la cour de Kasongo Kalombo, après 1875. Dans cette région, les populations étaient plus intéressées par les perles comme produit commercial. Voici ce que Tippu-Tip a dit à ce propos :

Les perles sont recherchées dans l'Urua. Je décidai alors d'entreprendre ce voyage. Je laisserai tous les tissus à Itawa chez Mohammed Ben Masud. J'ai pris avec cent fusils tout en laissant d'autres. J'emportai toutes mes perles et celles de mon frère Mohammed Ben Masud. Je me fis accompagner de huit

⁵⁴A. Delcommune, *Vingt années de vie africaine*, tome 1, éd Ferdinand, (Bruxelles, 1922), 172-173.

⁵⁵A. Delcommune, *Vingt*, 183.

⁵⁶A. Delcommune, *Vingt*, 180.

cents Nyamwezi. Ainsi nous partîmes vers l'Urua en suivant la piste qui mène vers les Lunda chez Kazembe.⁵⁷

Il se tailla un Etat vaste dans la région forestière du Congo, basé sur l'organisation commerciale. Ce faisant, nombre des systèmes politiques allaient être érigés à côté des anciens systèmes, alors titubants. Ces derniers, contrairement aux anciens, allaient reposer sur une base totalement nouvelle : le commerce de l'ivoire et des esclaves. Tous les rapports aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des systèmes allaient être définis à partir de ce critère. Tous les chefs autochtones de concert avec les Swahili allaient organiser des campagnes pour la capture d'un grand nombre des esclaves, le système de tributs allait être beaucoup plus renforcé, des migrations des peuples marchands africains vers des régions réputées riches en produits très recherchés eurent lieu. C'est au cours de la période 1860-1870 que les colonies Sumbwa et Nyamwezi étaient importantes au Katanga.

Avec la complicité de ces chefs autochtones, qui voulaient acquérir des armes à feu, de la poudre, des cartouches afin de dominer les autres chefs et d'acquérir ainsi un grand nombre de sujets et d'esclaves, les Swahili allaient razzier systématiquement des régions entières. Et un genre nouveau d'Etats allait naître, basé uniquement sur le trafic. Delcommune de passage dans l'Urua trouva un chef dont le village avait été incendié pour avoir refusé de payer tribut aux arabisés.

Son chef Mankaia vient nous voir au camp. Il est également tributaire de Kasongo Kalombo et me prie naïvement d'aller combattre deux chefs soumis aux Arabes et demeurant près du Lomami, qui viennent parfois faire des razzias de femmes et d'enfants jusque chez lui. Ils s'appellent Kitenge et Kolomoni et fournissent de l'ivoire et des esclaves à Tippo- Tip. » Le village de Kifuka fut incendié par les bandes de Kitenge et de Kolomoni, vassaux des Arabes du Manyéma. Kifuka avait refusé de payer tribut à ces deux chefs arabisés, qui lui avaient alors déclaré la guerre.⁵⁸

De manière générale les Swahili et les Afro-arabes ont semé du désordre dans toute la région du Katanga depuis leur présence à partir des années 1850-1870. Au cours des années 1860, les trafiquants Afro-arabes devenaient de plus en plus nombreux dans la région des lacs

⁵⁷F.Bontinck, *L'autobiographie de Hamed ben Mohammed et-Murjebi Tippo Tip (ca 1840-1905)*, ARSOM, (Bruxelles, 1974), 76.

⁵⁸A.Delcommune, *Vingt*, 121.

Moero et Bangwelo. Tippo Tip s'était déjà installé dans la région Tabwa, Said se trouvait à Pweto et Hamis occupait le pays Lungu. Tippo Tip participa à quelques raids en pays Lomotwa. L'arabisé Simba occupant l'île de Kilwa sur le lac Moero faisait continuellement des razzias dans les régions avoisinantes. D'autres Afro-arabes ont installé leur quartier général dans les environs de Pweto à Kabakwa au nord du lac Moero. Il s'agissait principalement de Mpamari. Yuma Merikani commandait un groupe des Nyamwezi qui vivaient au nord de la capitale du royaume de Kazembe à l'époque de Kazembe Muonga alias Sunkutu.⁵⁹

S'il y a un endroit où les Afro-arabes ont commis beaucoup d'exactions au Katanga, c'est la région des Tabwa à l'époque du chef Nsama. En effet, le pays de Tabwa était un passage des trafiquants venant de l'est qui se rendaient chez Kazembe ou dans les autres contrées du Katanga. Cette région était aussi riche en gibiers et regorgeait de beaucoup d'éléphants. Mais le chef Nsama paraissait aux yeux de tous ces gens comme « une vieille canaille » aux habitudes déloyales. Car il semble qu'aux gens qui se rendaient chez lui, il montrait de l'ivoire comme pour susciter leur envie, il acceptait les marchandises d'échange, mais ensuite, il tuait ses hôtes et il les dépouillait de tout.⁶⁰ L'Afro-arabe Hamed ben Mohammed atteint le village de Nsama. Il obtint une audience auprès de Nsama à qui il offrit plusieurs pièces de tissus. Ce dernier lui fit visiter le dépôt d'ivoires. En retour Hamed demanda un peu d'ivoire au chef, Nsama furieux, insulta son hôte. Le lendemain de cette rencontre, Hamed engageait les combats, fort des hommes et de 105 fusils. Les Tabwa furent mis en déroute, armés des flèches contre les Afro-arabes maniant des fusils. Au premier affrontement, il y a eu deux cents morts du côté des Tabwa. Après plusieurs affrontements le décompte final était de deux mille Tabwa tués ; sept tués et six blessés du côté des Afro-arabes.⁶¹ Après le départ de Hamed, un autre Afro-arabe Bushir ben Habib poursuivit les Tabwa afin de les soumettre totalement. Mais dans l'entretemps, les Tabwa en débandade capturèrent quelques soixante Wangwana venus au pays lungu pour acheter l'ivoire. A partir du pays lungu, Hamed décida de défaire complètement Nsama et l'obliger à conclure la paix. Nsama finit par accepter, en guise de reconnaissance il offrit à Hamed 50 pointes d'ivoire et les trafiquants firent des achats pour un total de 3 tonnes d'ivoire. Nsama fit plusieurs

⁵⁹J.Vansina, *Les anciens royaumes de la savane. Les états des savanes méridionales de l'Afrique centrale des origines à l'occupation coloniale*, 2^e édition PUZ, (Kinshasa, 1976).

⁶⁰F.Bontinck, *L'autobiographie*, 49-50.

⁶¹F.Bontinck, *L'autobiographie*, 19-20.

tentatives de se libérer de l'hégémonie afro-arabe, il n'y parvint jamais. Toute la région était sous le règne de la terreur incarnée par Hamed et les Afro-arabes.

Les Afro-arabes ont ainsi détruit les structures sociales des régions entières de l'Afrique pour des raisons commerciales. Ainsi l'Afrique Centrale, à peine initiée dans l'art de cette pratique millénaire qu'est la traite, allait s'illustrer si fâcheusement que Henri Morton Stanley, le célèbre explorateur anglo-américain de l'Afrique Centrale à cette époque, s'écria dans l'un de ses écrits: "*l'Afrique Centrale saigne de toute part*". Le contact des Afro-arabes eut pour conséquence sociale majeure le dépeuplement de la région qui deviendra par la suite l'empire de Garenganze de M'siri.

Les voyageurs et les explorateurs qui ont connu cette région avant la pénétration européenne affirment que son peuplement était dense ; de multiples maladies épidémiques (maladie du sommeil) et endémiques auraient décimé cette population. Ils soutiennent aussi que la traite et les régimes tributaires étaient à la base de la faible natalité, de la dénatalité et de la dépopulation dans la région du Lualaba-Zambèze. Verdick note à ce sujet :

Depuis Tenke, nous sommes dans l'Ilamba, région presque complètement dépeuplée. Ce pays a été vidé par les exportations continuelles des esclaves. Vers l'est et l'ouest par les Arabes et par les traitants paisibles les Tumgumbe et Wanbundu du Bihé. Le peu de population qui y reste est fort pauvre et peu actif. Ces gens n'ont pas de cultures importantes sinon de patates douces et d'ignames. Ils ne connaissent ni le manioc, ni l'huile de sésame. Ils emploient l'huile de ricin. L'altitude est trop élevée et les palmiers n'y poussent pas.⁶²

Antonio Francisco Ferreira da Silva Porto, au cours de son voyage transcontinental, est passé par le pays des Balamba et des Balala en décembre 1853. La région était peuplée et on y trouvait les vivres en abondance. Ceci soutient bien l'argument de Verdick qui attribue le dépeuplement par les exportations continuelles des esclaves et contredit le point de vue de certains voyageurs et explorateurs qui ont soutenu que la population de cette région n'a jamais été dense :

Le peuple est égal à celui des deux peuples précédents ; la même chose se constate en ce qui concerne la façon de s'habiller, les dents limées, l'agriculture et les armes. Celles-ci sont également empoisonnées, mais leurs lances diffèrent en général de celles des autres peuples..... Leur terre est très étendue et très peuplée..... La terre d'Irala est très étendue et très peuplée ; les habitants utilisent les mêmes armes empoisonnées et les

⁶²E. Verdick, *Les premiers jours au Katanga (1890-1903)*, CSK, (Bruxelles, 1952), 119.

mêmes lances que le peuple voisin ; mais ils dépassent celui-ci en agriculture ; en est la preuve les grands champs où ils cultivent en abondance toutes sortes de vivres, à l'exception de manioc. Le peuple soba Cangomba situé au centre d'une terre de grande étendue et très peuplée.⁶³

Les trois arabes de Zanzibar qui ont réalisé la double traversée de l'Afrique et qui arrivèrent à Benguela le 3 avril 1852 à la tête d'une caravane de quarante porteurs soutiennent que le Katanga était bien peuplé au début de la seconde moitié du 19^{ème} siècle. Le récit de Said ben Habib, le troisième arabe, en fait une bonne description :

Ayant séjourné un certain temps à Roonda, je fis un voyage de vingt-cinq jours aux grandes mines de cuivre ; elles se trouvent à l'ouest de Roonda et tout le pays fait partie des possessions du Cazembe ; il est bien peuplé et cultivé. Les mines de cuivre sont entourées de montagnes ; un grand nombre de gens y travaillent et le cuivre est vendu partout dans le pays....Une grande ville, nommée Katanza (Katanga), est située près des mines de cuivre ; la population y est plus nombreuse qu'à Roonda. Les magasins de Katanga sont bien pourvus de riz, de maïs, et de différentes sortes de légumes. Il y a beaucoup de moutons et de chèvres ; le coton est abondant et est utilisé pour la fabrication des habits portés dans le pays. Il n'y a pas de chevaux ni de bêtes à cornes.⁶⁴

Said Ben Habib ne s'était pas limité au territoire du chef Katanga, il a présenté aussi les régions environnantes plus précisément les pays Lamba et Lala :

Aux alentours de Katanga, le pays est généralement bien peuplé et la terre cultivée, mais il y a aussi de vastes forêts et des montagnes où abondent des lions, des éléphants et d'autres animaux sauvages. A partir des mines de cuivre..., il faut trois jours pour atteindre Waramba (Lamba), le pays d'un chef indépendant. De Katanga, je voyageai vers l'ouest, j'atteignis une contrée, nommée Boira (le pays des Ba-Ila). Le pays par lequel j'étais passé, est divisé en petits états ; les chefs traitent bien les voyageurs mais il est nécessaire de rester chez eux et gagner leur bienveillance. En général, le pays était très peuplé et on pouvait toujours se procurer en abondance du grain, des poules, des moutons et des légumes.⁶⁵

⁶³F.Bontinck, « Silva Porto : journal d'un voyage transafricain bié (20 novembre 1852- Mozambique 8 septembre 1854) » *Likundoli*, 3 :1-2 (1975), 82-84.

⁶⁴F.Bontinck, « La double traversée de l'Afrique par trois arabes de Zanzibar (1845-1860) », *Etudes d'Histoire Africaine*, 4(1974), 12.

⁶⁵F.Bontinck, « La double », 12-13.

De manière générale, le dépeuplement du continent noir a été, en partie, causé par la traite négrière. Comme le souligne Cathérine Coquery- Vidrovitch : « Plus raisonnable....et frappée du coin du bons sens.... apparaît l'idée que la ponction nette de millions d'individus (après tout, en à peine deux siècles, plus de 10% de la population totale) ne peut pas ne pas avoir eu d'effets à la fois démographiques et sociaux : démographiques parce que, sans la ponction négrière, la taille de la population africaine aurait sans doute été non seulement globalement supérieure, mais aussi parce que sa distribution....par âge, par sexe et peut-être par région...aurait été notablement différente : ce qui entraîne une série d'effets induits, sociaux et politiques, probablement incommensurables »⁶⁶ Kayamba Badye soutient que le recul démographique est particulièrement remarquable entre le 17ème et le début du 20ème siècle, à cause de la surdétermination de deux phénomènes importants : la traite négrière et la colonisation.

Nous assistons alors à l'irruption, avec une intensité sans précédent, sur le milieu humain précolonial, d'agressions multiples résultant du choc de deux types de sociétés (principalement sociétés occidentales capitalistes et sociétés africaines lignagères) : épidémies d'une ampleur et d'une étendue inconnues jusqu'alors, bouleversements écologiques, dislocation sociale et déstructuration au sein des formations sociales africaines anciennes.⁶⁷

La présence des Nyamwezi et des Sumbwa au Katanga aura comme aboutissement la fondation du royaume de Garenganze par M'siri qui arrive en territoire de Kazembe autour des années 1850. Se proclamant mwami autour de 1875, M'siri crée un Etat en expansion, dynamique, commerçant avec les deux côtes océaniques de l'Indien et de l'Atlantique. La montée de cette force nouvelle contribuera, à l'instar des Swahili, à la dislocation sociale des structures anciennes. L'avenir n'appartiendra plus aux politiques mais plutôt aux espaces commerciaux. Tel est l'objet de la section suivante qui étudie les migrations yeke et l'émergence de l'Etat de M'siri.

⁶⁶C.Coquery-Vidrovitch, *Afrique noire. Permanences et ruptures*, L'harmattan, (Paris, 1992), 34-35.

⁶⁷Kayamba Badye, « Capitalisme »

1.2. Migration yeke et naissance de l'empire du Garenganze

I.2.1 Origine des Yeke

Plusieurs sources parlent de l'origine de Yeke. Cette origine est fondée sur une tradition orale bien conservée qui porte sur plusieurs générations. Elle fut consignée par écrit dans des documents divers notamment: les documents portugais, arabes, missionnaires ; les rapports administratifs de l'E.I.C et du Congo belge ; les écrits de Fernand Grévisse et d'Antoine Munongo et aussi un récit de Jean-Claude Maton, coopérant belge dont on a déjà parlé et qui a vécu pendant plus de vingt ans à Bunkeya reprenant le récit du mwanagwana Nsamba Malezi Célestin.⁶⁸

C'est entre la côte-est de l'Afrique et le lac Tanganyika que se trouve un vaste pays connu sous le nom de l'Unyamwezi, région d'origine des Yeke ou Yege. En effet, les Yeke ne formaient pas un groupe homogène culturellement ou linguistiquement venu d'un état centralisé ; mais des villages différents et parfois situés à de très longues distances les uns des autres et appartenant à des entités politiques différentes telles que l'Unyanyambe au centre, l'Ugalanza au sud et l'Usumbwa à l'ouest. Ainsi, l'origine des clans de Bunkeya illustre bien cette distorsion. M'siri fait partie du clan des Basagaba, tandis que les groupes de Bena Mutimbi viennent des clans du sud de Busumbwa et de Bulebe. Les autres Yeke sont issus de la chefferie de Bugomba, tandis que d'autres clans se réfèrent au Bushirombo, au Busonge, etc. Les traditions yeke font état de l'existence de douze lignages au Katanga dont huit sont originaires des chefferies de Busumbwa, trois provenant de l'Unyamwezi proprement dit et le dernier du Buha. Les huit lignages provenant du Busumbwa sont les suivants : les Basabaga et les bena Mutimbi proviennent du Bulebe, les Balomba du Shilambo, les Bashiroombo et les Bahindi du Bushirombo, les Bagomba du Bugomba, les Banzele du Lunzele et les Basonge du Busonge. Pour les trois lignages originaires de l'Unyamwezi : les Bayogo viennent de l'Uyogo, les Bashetu de l'Ushetu et les Bakonzo de l'Unyanyembe et de l'Usagali. Enfin, les Batushi sont originaires du Buha.⁶⁹ Dorpe, qui a étudié les migrations yeke au Katanga,

⁶⁸F. Grévisse « Les Yeke » dans A.Mwenda et F. Grévisse, *Pages d'histoire yeke*, mémoires du Cepsi, n°25, (Lubumbashi, 1967), 277-420 et J.C.Maton, *Les Bayeke du Garanganze. De l'origine du peuple à la mort du fondateur de la dynastie, récit chronologique du mwanagwana Nsamba Malezi Célestin*, tome1, 1ere édition, Fondation du Mwami Msiri, (Lubumbashi, juin 2008).

⁶⁹H.Legros, *Chasseurs*, 30, 36.

présente un tableau non exhaustif de l'origine et de l'occupation de l'espace du Katanga par ces différents clans yeke.⁷⁰

Le premier clan est celui des Basabaga, c'est la famille des chefs Kalasa, M'siri, Mukanda Bantu, Kitanika, Munongo, Kashiobwe, ...etc... ils habitent à Bunkeya, à Kashiobwe et à Kitopi dans l'actuel territoire de Moba et ils sont originaires du sud Busumbwa, de Bulebe II. A l'origine Bulebe était une chefferie dirigée par le mwami Mwenda Bantu. Après sa mort elle fut divisée en deux parties: Bulebe I revint au fils aîné Nkele (ou Mukembe), tandis que Bulebe II fut donné au fils cadet Mwinula. Un des chefs subordonnés de Mwinula était Muhemwa, le père de Kalasa Mazwiri et le grand père de Ngelengwa. Ce dernier vit le jour à Bulebe et plus précisément dans le village de Keshimana ou Kazimana, situé au bord d'un petit cours d'eau de ce nom, affluent de la rivière Gombe qui se jette dans le Malagarasi. Lors de son intronisation comme chef des Yeke, il reprit le nom de Mwenda Bantu, qui fut le père de Mwinula. Ce n'est qu'à l'apogée de sa gloire qu'il reçut le nom de Mushidi ou M'siri, nom qui n'est pas d'origine sumbwa, mais qu'on retrouve chez les Lunda.

Dire que M'siri était le fils de Kalasa, un vassal du grand Mirambo, comme le notent Arnot et Monoley fausse un peu les perspectives historiques. Puisque M'siri se trouvait déjà installé au Katanga, quand entre 1860 et 1870 Mirambo devint le chef d'Uyowa et qu'il commença à édifier le noyau de son empire. Ce n'est que vers la fin de sa vie que Kalasa a connu le grand Mirambo et qu'il a pu dépendre de lui. M'siri et Mirambo étaient des contemporains et nous devons même accorder un droit d'aînesse à M'siri dont le règne a commencé avant celui de Mirambo et a perduré encore sept ans après la mort de ce dernier en 1884. Il faut noter que Mirambo envoya des Nyamwezi jusqu'au Katanga.

In 1882, Mirambo sent a caravan to the coast in the charge of his uncle and chief commercial agent Mwana Seria, which numbered some 1,300 porters. They carried 314 large tusks to buy cloth, guns and powder, and another twenty 'fine' tusks as a present for Sultan Barghash. Soon after the return of this this caravan, Mirambo despatched several ivory trading caravans to

⁷⁰W.Van Dorpe, *Origine de la migration des yeke*, Ceeba publications, numéro 43, (Bandundu, 1978). Cet ouvrage présente les différents clans yeke, nous nous en sommes grandement inspiré mais aussi le texte de Fernand Grévisse dans « *Pages d'histoire yeke* » et l'œuvre inédite de Luakundju Wanya, « La structure sociale yeke », (mémoire de licence en Anthropologie, Unaza, Lubumbashi, 1974).

Buganda, Karagwe, Usukuma, Katanga, Manyema and other places, indicating his large resources of trade goods and manpower.⁷¹

Les Banamutimbi sont aussi des Basabaga de la même famille mais de la branche ainée. Lors de l'investiture de Ngelengwa, ils étaient mécontents, certains d'entre eux ne voulaient pas se soumettre à lui parce qu'il était leur cadet et qu'il était venu seulement après eux au Katanga. Ils sont à Kashiobwe au village de Mukoka, dans la chefferie de Mwenge (au nord de Pweto) et à Lombe près de Lwanza⁷², au bord du lac Moero.

Le compagnon de route et ami de Kalasa, Kamana, était un Mushimbidi de la chefferie de Bugomba au Busumbwa. C'était un grand voyageur connu sous le nom de Magulu Kukwesi (le pied en marche). Tout comme son ami Kalasa, il ne s'est pas fixé au Katanga, mais il y a laissé des membres de son clan. Ce sont les Bagomba installés à Muvumbi près de Bukama. Mulindwa avec quelques autres Bagomba se sont établis près de Bunkeya. Un troisième clan important est celui des Bashirombo, également originaires d'une chefferie sumbwa, le Bushirombo. Les gens d'Ushirombo prétendent que c'est un des leurs, Kafuku, le fils de mwami Imaliza du Bushirombo, qui fut le premier à revenir au Busumbwa avec le cuivre du Katanga... c'est le clan maternel de Mwenda M'siri, puisque sa mère, Manena Lyahanze, est née au Bushirombo ; sa grand-mère paternelle Mahanga venait également de là. On trouve des Bashirombo à Mutaka près de Likasi sur la route de Kolwezi. Les Bashikaba qui habitent Shyonongo au nord de Kinyama, seraient également venus du Bushirombo.

Les Banzebe qui habitent à Nguba sont venus de Lunzebe, une chefferie située à l'extrémité occidentale du Busumbwa. La tradition parle d'un certain Kaboyoka de Lunzebe qui faisait partie de la caravane de Kabebe Likuku, Mutampuka et Mulindwa. A un moment donné il voulut se séparer des autres et continuer seul, mais n'étant pas initié il ne trouva pas le chemin et revint chaque fois au point de départ. Il y a aussi des Banzebe à Lutandula et à Musanshya (au nord de Bunkeya). D'aucuns appellent Balumbaka, les Banzebe qui sont à Nguba.

Les Basonge que l'on trouve à Mukembe (au nord de Bunkeya) ont émigré de la chefferie Busonge au Busumbwa. Les Bahindi, un des clans régnants au Busumbwa (par

⁷¹S.J.Rockel, « A nation of porters': the Nyamwezi and the labour market in nineteenth-century Tanzania », *Journal of African History*, 41:2 (2000), 173-195.

⁷²Mission protestante fondée par Crawford au bord du lac Moero, localité du territoire de Pweto dans le district du Haut-Katanga.

exemple au Bushirombo), résident au Katanga aux environs de Nguba à Bikondama, à Dipeta et à Shyonongo. D'autres Bahindi sont à Bunkeya même avec leur chef Mulandu. Dans la liste de onze clans donnés par Grevisse, nous remarquons encore un autre clan d'origine Sumbwa: les Fioma: clan de gens disséminés un peu partout. Ils sont peu nombreux et leur lieu d'origine au Busumbwa est difficile à déterminer. On parle plutôt de Kifyoma comme étant un dialecte de la langue sumbwa, d'aucuns emploient sumbwa et fyoma comme des synonymes.

Les Bashetu, de Mokabe Kazadi, de Nsamba Kilundu (au sud de Bunkeya) et de Mulengale, tirent leur origine du Bushetu, chefferie voisine du Bulebe. Ce n'est plus le Busumbwa mais l'Unyamwezi, bien que le Bushetu héberge aussi beaucoup de Sumbwa. Bushetu est la patrie de Kapapa, la première épouse de M'siri. Les Basabaka qui habitent à Bunkeya, à Kalundu (Mwela Mpande) et à Kalala Ngombe seraient aussi venus du Bushetu.

A Bunkeya réside un groupe de Banyanyembe (avec leur chef Mundeba) de la chefferie d'Unyamwezi, au centre de laquelle est localisée Tabora. Vers les années 1830, les Banyanyembe commerçaient déjà avec Katanga, puisqu'en 1872 leur vieux chef, d'environ 60ans, raconta au Dr. Livingstone que dans son enfance il accompagnait souvent son père sur la route des Fipa et que c'est ainsi qu'il avait été jusqu'au Katanga. Une autre épouse de M'siri, Kamfwa Inamizi, est également venue de l'Unyamwezi central, accompagnée d'une petite suite. Ils n'ont laissé que quelques descendants à Bunkeya, ce sont des Birwana(Balungwana).

Les Bayange, le clan de Mukonki et de Magobeko, ont aussi émigré du Busumbwa. Pourtant, ni Makobeko, ni Mukonki ne sont connus au Busumbwa ou en Unyamwezi en tant que titres donnés à un notable, comme c'est le cas chez les Yeke. Les Bayange sont peu nombreux et résident à Bunkeya même. Selon la tradition locale Mukonki était un général de M'siri envoyé par ce dernier pour conquérir le pays des Aushi, aussi puissant guerrier qu'habile administrateur. En récompense des services rendus, il lui fut confié la gestion du pays des Aushi de Mansa, en Zambie. Sa puissance croissant de jour en jour, Mukonki se crut l'égal de son suzerain. Les bruits de ses prétentions parvenaient aux oreilles de ce dernier qui, faute de preuves suffisantes, n'y ajoutait guère foi. Mais un jour ce chef tua un prince, membre de sa propre famille, sans l'autorisation du maître d'empire. Celui-ci, ayant appris cette nouvelle, en fut très irrité et résolut d'abattre l'orgueil de ce guerrier et de lui montrer qu'un vassal n'était pas l'égal de son suzerain. Pour cela, il se

contenta de ralentir la marche du renfort qu'il avait envoyé à Mukonki alors en guerre avec des Aushi. Cette aide n'étant pas arrivée à temps, ce guerrier fut vaincu et rappelé à Bunkeya où il dut payer des dizaines d'esclaves pour s'être arrogé le droit de tuer un prince. Pour mettre fin à ses prétentions, M'siri lui défendit de retourner à Mansa et le nomma chef au Luapula.⁷³ Cette tradition confirme bien que Mukonki n'était pas connu en tant que titre donné aux notables mais qu'il était bien un allié circonstanciel de M'siri.

Les Bihigwa, un clan Tutsi du Buha, occupent les villages Kikobe et Kisaki (au sud de Bunkeya). Leurs ancêtres sont venus à la suite de M'siri dans la caravane conduite par Kabebe Likuku et Mulindwa. Leurs propres chefs de file étaient Kagoma et Kabuali.

Un groupe assez important de Swahili vivait en symbiose avec les Yeke au début du règne de M'siri. Après la mort du chef Mpande des Sanga, la situation changea et les Arabisés se virent obligés de quitter les lieux. E. Verdick décrit longuement ce conflit qui opposa M'siri aux Swahili. Il chassa d'abord un chef arabisé nommé Mutwana, qui voulut intervenir dans les affaires politiques sanga. Ensuite il fit partir les autres arabisés, à l'exception de son ami et allié Saidi, jusqu'à ce que finalement lui aussi parte avec tout son monde. Tous ces groupes se formaient à la manière des caravanes sous la conduite d'un chef charismatique. Et c'est à la suite de leurs échanges commerciaux avec les Swahili de la côte orientale et les populations de l'intérieur du continent que les Nyamwezi et les Sumbwa avaient créé un courant commercial entre le Katanga et la côte. Pourtant les Yeke, en commerçants habiles et avertis, ayant entendu parler de Kazembe qui s'était constitué en puissant royaume, y affluèrent. Vansina note que vers 1800, les Yeke atteignirent la capitale de Kazembe vraisemblablement pour y acheter ivoire et cuivre. Déjà en 1806, les deux pombeiros partis de la côte angolaise, rencontrent dans la capitale de Kazembe les Nyamwezi, les «Tugalanza » qui y font du commerce.

En effet, les premiers Yeke à pénétrer au Katanga étaient conduits par Kalasa, fils de Muhemwa Ntemi du Busabaga dans l'Usumbwa. Ils se rendirent chez le chef Katanga des Lamba avec qui, ils nouèrent des relations. Certains de ceux qui l'accompagnaient restèrent au pays. Les autres rapportèrent des lingots de cuivre. Les autres migrations yeke sont connues dans la tradition orale locale. Elles se succédèrent les unes après les autres mais la plus importante fut celle de M'siri, fils de Kalasa. Comme nous l'avions déjà souligné plus haut, le futur roi du Bugaranza naquit à Kazimana, village de son grand-père paternel Muhemwa,

⁷³ Entretien avec monsieur Kalabi à Lubudile 8 novembre 2012.

situé au bord de la Ngombe, entre le Bubagwe et le Buleve. Cette portion de territoire s'appelait « Busahaga », c'est-à-dire « le pays des défricheurs-cultivateurs », et produisait suffisamment de produits vivriers pour satisfaire la population. Il est bien normal que lors de l'implantation définitive des Yeke à Bunkeya que M'siri ait accordé, en dehors des impératifs commerciaux, une place de choix à l'agriculture. Il reçut, selon Maton, le nom de Mugala et comme post-nom « Ngelengwa », c'est-à-dire « celui qui étonnera le monde », du fait qu'il naquit un jour où eut lieu un événement naturel peu fréquent : une éclipse. Et Maton poursuit en disant que d'après les éphémérides actuelles, cela semble indiquer qu'il pourrait être né le 20 décembre 1824.⁷⁴ Avant d'organiser ce voyage, M'siri avait déjà fait partie de la seconde expédition conduite par son père.

Grâce aux armes à feu, non connues dans le milieu, il vint au secours de l'un ou l'autre chef local qui le sollicitaient pour punir les sujets en rébellion ou pour combattre un chef ennemi. C'est ainsi, qu'à son arrivée chez le chef Katanga, ami de son père dont il épousa la fille, M'siri lui vint en aide en réprimant les chefs locaux qui convoitaient son trône. A chaque expédition M'siri s'en tirait si brillamment qu'il devint populaire. Les esclaves capturés à ces différentes expéditions lui revenaient comme cadeaux. Mais à la suite de la mort du chef Katanga, M'siri fut accusé d'avoir tué ce dernier. Il finit par quitter le village de Katanga pour celui de Pande chez les Sanga. Ce dernier l'accueillit et lui donna une terre pour s'installer. Et M'siri l'aida à combattre les Lamba et d'autres ennemis. C'est ainsi que Ngelengwa, ses épouses ainsi que ses gens quittent 'Kisungu wa Katanga pour s'installer à Matembe sur la basse Luambo.⁷⁵

A la mort du chef Pande, M'siri établit sa domination sur les populations sanga, bena Mitumba et Nwenshi, et cela grâce aux victoires sur les Luba de Kilolo qui faisaient régulièrement des razzia dans cette région. Pendant la même période, le royaume de Kazembe chancelait, sa position de porte centrale aux commerces de l'Est et de l'Ouest de l'Afrique le plaçait en présence des influences extérieures. Vers 1865, ayant remarqué des fissures au sein du royaume, M'siri mit à profit cette situation pour s'affirmer. Et Kazembe informé de la victoire de M'siri et de ses alliés swahili sur les Lunda prit colère et décida d'exterminer tous les swahili résidant chez lui. Cette première bataille entre l'armée de Kazembe et les Yeke de M'siri, selon Hugues Legros, s'est déroulée entre 1862 et 1866, soit dix ou quinze ans après

⁷⁴J.C.Maton, *Les Bayeke*, 23.

⁷⁵J.C.Maton, *Les Bayeke*, 50.

l'installation de M'siri au Katanga.⁷⁶ Il s'en suivit une période de guerres entre M'siri et Kazembe. Dans l'autobiographie de Tippto-Tip, Bontinck signale qu'à cette époque, Kazembe Muhongo fut tué par Tippto-Tip sur la Mulungwishi, vengeant ainsi le sort infligé à ses frères swahilis. Par ailleurs, pendant que M'siri menait toutes ces luttes pour l'expansion de son empire, un afflux continu de nouveaux Yeke autour de lui grandissait le nombre de ses sujets auxquels se joignaient les esclaves et les autres étrangers.

Ainsi M'siri songea à choisir, un endroit où les terres sont fertiles pour nourrir tout ce monde. Après avoir été successivement à Lutipuka, Kisungu, plus tard à Kikuni, Kisanga, Mulungwishi, Kyama, Kalabi, Kishumunda et Luambo, M'siri découvrit vers les années 1879-1880 le site de Bunkeya où il érigea la capitale de son empire. Cet endroit fut choisi pour différentes raisons stratégiques : contrôle de l'espace et protection des routes de commerce, site agricole, lutte contre les attaques des Aushi, Lemba, Saba, Lala, etc.⁷⁷ Nous parlerons de cette capitale dans le chapitre suivant. Nous ne pouvons clôturer ce chapitre sans faire allusion aux rapports que M'siri a entretenus dans la première phase de l'occupation de cet espace avec les traitants arabes et Swahili, de l'ouverture de la voie occidentale et des conséquences de cette occupation sur les populations locales.

I.2.2 M'siri, les Afro-arabes, les Swahili et la voie orientale

Les mobiles qui militèrent en faveur de la percée Swahili à l'intérieur du continent étant, comme nous venons de le dire, d'ordre économique, il est vrai que leur présence au Katanga revêt la même signification. Cependant, contrairement aux autres contrées explorées, le Katanga avait une particularité naturelle due à la variété de ses richesses. Car en plus de l'ivoire et des esclaves, cette contrée était renommée pour son cuivre et ses pierres vertes (malachites)⁷⁸, l'or, très recherchés et demandés par le commerce international, à partir de Zanzibar. C'est surtout l'or qui, depuis le 17^{ème} siècle, gonfla la réputation du Katanga sur la côte orientale et suscita, à partir du 19^{ème} siècle, la convoitise, et en même temps, l'affluence et la concurrence sur le terrain de diverses populations marchandes, dont les Swahili.

⁷⁶H.Legros, *Chasseurs*, 47.

⁷⁷Kayamba Badye, *Eloge de l'histoire, critique de la problématique mémorielle de Bogoumil Jewsiewski Koss*, éditions culturelles, (Likasi, 2011), 207

⁷⁸A.Verbeke, *Contribution à la géographie historique du Katanga*, Cuypers, (Bruxelles, 1954), 54.

C'étaient ces derniers qui, mis au courant sans doute par les Nyamwezi et les Sumbwa, répandirent au loin l'écho des richesses du Katanga.

En effet, le missionnaire-explorateur D. Livingstone qui, lors de ses pérégrinations à travers l'Afrique australe et orientale entre 1849 et 1873, entendit parler par les Arabes du Katanga, projeta de le visiter. Mais il mourut juste avant de mettre son projet à exécution. Il écrivit : « *Retenus le 17 octobre 1861 par une tempête à l'embouchure du Kaombé (Nyassa), nous y avons reçu de plusieurs individus appartenant à un Arabe qui, depuis quatorze ans, demeura chez Katanga au sud de Cazembe. Ces gens arrivaient de l'intérieur d'où ils rapportaient de l'ivoire, de la malachite et des anneaux de cuivre.* »⁷⁹

La première traversée de l'Afrique d'est en ouest, qui fut effectuée par Cameron en 1873 alors qu'il était à la recherche de Livingstone, s'inscrit dans le souci de visiter le Katanga et d'explorer ses richesses tant louées par les Arabes. Dans son livre *Across to Africa*, Cameron signale l'existence de l'or (cuivre blanc pour les autochtones) et du cuivre rouge qu'ils préfèrent au premier. « *L'or se rencontre dans l'Urua et dans l'Itakua. Il se rencontre également au Katanga. Hamed-Ibn-Mohamed m'a montré unealebasse, remplie de grains d'or, variant de la grosseur d'une chevrotine à celle du bout de mon petit doigt. Je lui demandais d'où venaient ces pépites, il me répondit qu'elles avaient été trouvées au Katanga....* »⁸⁰

A propos du fameux gisement d'or du Katanga, Verdick dit ceci :

« *D'après Mokanda-bantu, les Arabisés, avant de quitter le pays jadis, avaient montré une bague de ce métal qu'ils prétendaient avoir faite des pépites trouvées dans les monts Kalabi* »⁸¹ Tippo-Tip dans son autobiographie a été plus élogieux à propos des richesses que recelait le Katanga. Les relations des premiers trafiquants portugais parvenus au début du 18ème siècle au Katanga, mettent en relief la diversité des richesses minières de la région.⁸² Ces différents témoignages montrent à quel degré était l'intérêt des Arabes et des Swahili pour le Katanga. D'ailleurs, quelque temps plus tard, la mouvance des agents

⁷⁹D.Livingstone, D., *Narrative*, 120 et 360

⁸⁰Cameron, cité par J.Cornet, *Le Katanga avant les belges*, (Bruxelles, 1943), 22.

⁸¹E.Verdick, *Les premiers*, 59.

⁸²La première traversée du Katanga : deux pombeiros qui explorèrent l'intérieur du continent de 1802 à 1812, à lire aussi J.L.Vellut, « Notes sur les lunda et la frontière luso-africaine (1700-1900) », *Etudes D'Histoire Africaine*, 3(1972), 79.

européens de l'A.I.A.⁸³ n'en sera que la conséquence. En effet, pendant plus d'un quart de siècle, ce qui a attiré avant tout les Européens vers le Katanga, ce qui les a fascinés, c'est l'or.⁸⁴ Car c'était soit à Zanzibar soit à Bengwela que les Européens (missionnaires, marchands, voyageurs) apprenaient les informations sur le Katanga. Les Portugais étaient établis sur la côte occidentale de l'Afrique centrale depuis le 15ème siècle ; au 17ème siècle, ils avaient déjà des possessions sur la côte orientale. C'est à partir de ces régions que les nouvelles du Katanga parvenaient en Europe.

Pour montrer à quel degré la région semblait plus captivante aux Swahili, il convient de noter qu'ils essayaient, malgré les relations avec les Européens, d'écarter ceux qui tentaient de pénétrer dans les régions réputées riches. Cameron, qui avait déjà atteint le royaume Luba et qui brûlait de visiter les mines du Katanga, avait été prié de changer de direction. Il serait également curieux de constater que David Livingstone meurt sans jamais avoir visité le Katanga, alors qu'il avait sillonné l'Afrique australe et orientale! Ne seraient-ils pas les Swahili qui l'auraient empêché de pénétrer au Katanga, quand on sait qu'ils lui avaient également interdit d'aller au-delà de Nyangwe. Dans le même ordre d'idées, quelle explication donnerait-on à la froideur des relations entre M'siri et l'Allemand Reichard⁸⁵ alors que le roi se réjouissait quelque temps auparavant d'avoir accueilli dans son royaume un Européen ? Le missionnaire anglais Frederick Stanley Arnot, qui était parvenu à Bunkeya par la voie du Sud-ouest, n'était pas non plus bien vu des Swahili: Il nota dans son journal ceci à ce propos: «*Auprès de M'siri séjournent à ce moment (février 1886) des trafiquants Arabes. Venus chercher du sel et du cuivre, ils mettent M'siri en garde contre moi et tout ce qui est de race anglaise, mais le roi leur répond : Je ne connais pas les Anglais. Je vais voir. Mais vous, Arabes, je vous connais trop bien*»⁸⁶. Pour la même raison, ils avaient établi des postes tout autour du Royaume de M'siri. Ceulemans⁸⁷ cite quelques postes de moindre importance établis par les Swahili aux environs du lac Moero, sur le haut Lualaba : Mansutusutu (Muruturutu) et Kafindo. Près de Kalemie, les Swahili avaient aussi fondé un camp fortifié à

⁸³ Association Internationale Africaine

⁸⁴ J. Stengers, « Le Katanga et le mirage d'or », *Etudes africaines offertes à Henri Brunschwig*, éditions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, (Paris, 1982), 150.

⁸⁵ Les Allemands Reichard et Bohm sont les premiers explorateurs européens à arriver à Bunkeya, le 25 septembre 1884 Bohm mourut des suites de malaria sans avoir atteint Bunkeya, tandis que Reichard qui l'avait atteint, la quittera non sans difficulté, à la suite de l'hostilité que lui manifesta M'siri

⁸⁶ S.F. Arnot, *Garenganze, or seven years' pioneer mission work in central africa*, (London, 1969), 174.

⁸⁷ P. Ceulemans, *La question arabe et le Congo (1883-1892)*, ARSC, (Bruxelles, 1959), 44-45.

Mtoa, ce centre pouvait être atteint en traversant le lac à partir d'Ujiji. Dans ses diaires, l'auteur mentionne Mtoa parmi les postes Swahili situés autour du lac Tanganyika⁸⁸. Sur l'île de Kilwa, au lac Moero, Simba avait érigé une place forte à partir de laquelle ses Swahili lançaient des raids esclavagistes dans les régions voisines. Le commandant Brasseur écrit ceci à propos de ce centre : « *Aux confins nord-ouest du royaume des Bayeke on trouvait un relais puissant Arabe qui faisait des razzies d'esclaves dans le pays des Ba-shila* »⁸⁹. Cet emplacement lui facilitait le contrôle des voies caravanières allant et venant du Katanga. De son côté, Delvaux note ceci à propos d'un autre centre périphérique du royaume de M'siri: « *Un peu au nord du 12° parallèle sud, était installé un chef Arabe, esclavagiste du nom de Chiwala* »⁹⁰ sur le Luapula au sud des salines de Mwanshya où il avait édifié un village fortifié.⁹¹

Dans la capitale même, à Bunkeya, les Swahili occupaient divers secteurs vitaux du royaume. L'exemple le plus éloquent est celui de Said, représentant commercial des Swahili et Secrétaire-conseiller de M'siri⁹². Ceux qui avaient résidence à l'intérieur du royaume comme ceux qui restaient à la périphérie, sillonnaient la région dans tous les sens. Ils s'installaient où bon leur semblait, mais surtout dans les environs immédiats des gisements miniers, comme ce fut le cas à Kambove. Une autre cause pouvant expliquer la présence des Swahili, c'était la chasse à l'homme swahili qu'avait entreprise Kazembe, à la suite de la cuisante défaite que M'siri et son armée, composée des Yeke et des Swahili, avait infligé aux groupes de Kazembe. Nous avons vu qu'au cours de cette guerre, deux neveux de Kazembe trouvèrent la mort. Dès lors, le Kazembe Sunkutu tua en représailles tous les Yeke et les Swahili qui se trouvaient en ce moment sur ses terres. Dans son ouvrage, *Comment j'ai retrouvé Livingstone*, Stanley écrit que Livingstone lui raconta qu'étant en visite chez Kazembe au début de l'année 1867, "il y rencontra un vieillard, appelé Mohamed ben Seli arabe, que le roi gardait prisonnier sur parole, en raison de ses allures suspectes et de certaines circonstances qui avaient accompagné sa venue. Livingstone, usant de son influence sur le roi, fit rendre la liberté à ce Mohamed et, comme ils prenaient la même route (vers Ujiji), il crut

⁸⁸ *Diaires de Mpala*, (2 juin 1890), 545.

⁸⁹ Brasseur, « L'urua et le Katanga » *Mouvement Géographique*, (1897), 436-438.

⁹⁰ H. Delvaux, *L'occupation du Katanga (1891-1900) supplément à l'essor du Congo*, (Elisabethville, 1950), 47.

⁹¹ E. Verdict, *Les premiers*, 37.

⁹² A. Verbeken et M. Walraet, *La première traversée du Katanga en 1806*, I.R.C.B., (Bruxelles, 1953), 133.

pouvoir accepter l'offre que lui faisait celui-ci de voyager ensemble⁹³. Cameron dit l'avoir également rencontré à Ujiji, en mars 1874⁹⁴. Pour mettre à l'abri, et leur vie, et leurs biens, les Swahili jugèrent salutaire d'aller se réfugier chez les Yeke de M'siri, venant ainsi grossir leurs rangs. D'ailleurs, pour combattre et venir à bout de ce Kazembe, M'siri reçut l'aide et l'alliance du Swahili Tip-po-Tip. A ce propos, Livingstone note dans son journal: "*Le 1^{er} Juin 1872-Unyenyembe. Reçu la visite de Jamadar Hammeees, revenu du Katanga, qui me donne l'information suivante Tip-po-Tip s'est lié d'amitié avec MEROSI(SIC), le chef Monyamwezi du Katanga, en mariant sa fille et, d'accord avec lui, il a conçu d'attaquer Kazembe, parce que celui-ci a mis à mort soixante de ses hommes*"⁹⁵.

Ainsi, il ressort clairement que c'est le souci purement mercantiliste qui explique l'affluence des Swahili au Katanga. Le souci de protection contre les représailles de Kazembe n'est pas un argument très convaincant, car leur présence dans la région se justifie par la recherche des produits de la traite. Dès lors, la diversité des richesses, d'une part, le souci du lucre d'autre part, allaient pousser les Swahili à rivaliser, à écarter d'autres concurrents éventuels au Katanga, par le contrôle des voies d'accès venant de l'Est.

2.2.1 Les produits

Le Katanga, comme nous ne cessons de le répéter, constituait pour les différents marchands qui le visitaient un morceau très alléchant, car riche en produits très recherchés et simplement demandés par le commerce international. Voici à ce propos ce qu'écrit le Proceedings de la société géographique de Londres: « *Le Nord de l'empire de M'siri est très plat, mais le Katanga est montagneux. Les Mines de cuivre du Katanga sont à deux journées de marche de Bunkeya et ce District contient aussi de l'or.* »⁹⁶ Quatre produits principaux activaient le commerce Swahili au Katanga: il s'agit de l'or, du cuivre, de l'ivoire et des esclaves. L'or était le précieux produit tant convoité et nombreuses étaient les caravanes swahili qui sillonnaient sans cesse le territoire de M'siri à la recherche des gisements d'or si clamés sur la côte Orientale. Mais le seul gisement d'or connu jusque-là était celui de

⁹³H.M.Stanley, *Comment*, 355.

⁹⁴A.Verbeke, *Contribution*, 65.

⁹⁵*Ibid.*

⁹⁶J.Cornet, « Le Katanga », *Mouvement Géographique* 2(1890) 7, 60.

Kambove dont ils gardèrent d'ailleurs en monopole d'exploitation. Les autochtones comme M'siri et ses Yeke⁹⁷ ignoraient la valeur de ce métal précieux.

Mukanda Bantu dit que c'est juste avant leur départ pour la côte que Mutwana, Saidi et les Swahili montrèrent de l'or à M'siri, en lui disant:

Là où tu creuses pour trouver du cuivre, il y a aussi de l'or, ceci nous te le disons, a une très grande valeur. Il se trouve dans le trou à cuivre. Regarde, voici une Bague en or nous, nous partons, toi, reste avec tes richesses. Nous te laissons toi, maître du pays Tu verras venir ici de grands personnages, des Blancs ou des Arabes: tu leur diras tout ce que tu voudras, mais le secret est à toi seul. Nous partons et te laissons l'or de la montagne de Kambove.⁹⁸

En septembre 1883, lorsque M'siri, en expédition guerrière contre les Wamba (Baluba), rencontra les explorateurs Allemands Reichard et Böhm dans la région de l'Upemba, il leur dit : « *Allez chez moi à Bunkeya, vous verrez la montagne de Kambove où il y a de l'or. Vous direz à votre roi qu'il envoie des gens pour extraire cet or.* »⁹⁹

Mukanda Bantu précise même que M'siri leur remit sa bague en or en disant : « *Je vous trouverai chez moi, allez chez mon frère qui est resté pour garder mon village. C'est lui qui vous conduira à Kambove....En arrivant il (Reichard) a trouvé les trous pleins d'eau, il a soutiré l'eau. L'eau enlevée, il a pris les pierres dans les trous, et les a emportées.* »¹⁰⁰

Vraisemblablement M'siri répétait la même chose à tous les Européens de passage dans son royaume. Le cuivre était exploité dans tous les gisements éparpillés à travers le royaume. A part le gisement de Kambove d'où ils extrayaient à la fois le cuivre et l'or, aucune source n'indique d'autres gisements. On signale simplement une forte concentration des Swahili dans les mines de Kalukuluku, de Kasonta, de Ruashi et de Luko. Mais cette dispersion à travers les zones cuprifères pourrait trouver son explication dans le souci de recherche de l'or. En effet, ayant trouvé de l'or à Kambove, ils espéraient en trouver aussi dans les autres mines. Ils attachèrent beaucoup d'importance à l'exploitation de l'or qu'à celle du cuivre. C'est dans ce contexte que Mgr de Hemptinne écrit : « *L'exploitation du métal sous*

⁹⁷ Cameron cité par J.Cornet, « Le Katanga », 22.

⁹⁸ A.Verbeke, *M'siri, roi du Garenganze. L'homme rouge du Katanga*, éd.Cuyppers, (Bruxelles, 1956), 127 et A. Mwenda et F.Grévisse, *Pages d'histoire*, 33-35.

⁹⁹ Verbeke, A., *M'siri*, 142.

¹⁰⁰ Verbeke, A., *M'siri*, 127 et F.Grévisse, « Les Yeke », 33-35.

*forme de fil de cuivre se fit surtout vers l'ouest, chez les Baluena et en Angola. Toutefois, cette exportation ne paraît pas avoir eu l'importance de l'ancien marché avec les Arabes. »*¹⁰¹

Alors que le cuivre devenait de moins en moins attrayant pour le commerce Swahili, l'ivoire par contre les intéressait au plus haut point. Wauters écrit : « *Ce sont des commerçants à la recherche de l'ivoire, poussés par la soif du lucre...* »¹⁰² Ils obtenaient l'ivoire par braconnage, tâche qu'ils confiaient aux autochtones Luba et Sanga auxquels ils remettaient armes à feu et poudre. Quant aux esclaves, ils étaient achetés, soit dans les différents villages du royaume soit au marché de Bunkeya parmi les captifs de guerre. Cependant très souvent les Swahili pratiquaient des razzias des populations à l'intérieur même du royaume.) Grévisse s'appuyant sur le témoignage de Mukanda-Bantu souligne que ce fut la pomme de discorde entre M'siri et ses anciens alliés. En effet, lors du départ définitif de Saïdi à la côte, ces Swahili recrutèrent des porteurs en les réduisant en esclavage (cela se justifie étant donné que l'esclave est le sous-produit de l'ivoire). Et sans tarder M'siri rompit avec eux tant par des largesses que par la force et resta seul maître de vastes régions.¹⁰³ Il importe en plus de faire remarquer que la dispersion des Swahili à travers le Katanga eut lieu pendant qu'ils étaient encore ses principaux pourvoyeurs en armes, en poudre et en cartouches dont il avait besoin pour s'imposer dans la région. Mais lorsqu'il s'ouvrit la route de l'ouest, M'siri changea de politique, et tous les trafiquants devaient désormais passer par chez lui.

I.2.3 M'siri et l'ouverture de la voie occidentale

Le souci de M'siri de renforcer son autorité sur ses sujets dénote également celui d'une certaine préservation du monopole économique-commercial à l'instar des rois et empereurs des royaumes et empires de l'Afrique occidentale (Gao, Ghana, Mali, Songhaï). En effet, le fait que les Arabo-Swahili traitaient directement avec les autochtones surtout en leur procurant des armes à feu était très mal vu par M'siri et cela explique pourquoi ce dernier (M'siri) digérait très mal leur présence dans son royaume. Il est vrai que le Mwami n'a pas pu se défaire des trafiquants arabo-swahilis. Malgré qu'il n'envoyait pas ses produits par la voie orientale, il subissait plus ce commerce oriental qu'il n'en prenait l'initiative. Son souci était de concentrer son pouvoir à Bunkeya. Tous les trafiquants et les visiteurs étrangers devaient

¹⁰¹ J.F. De Hemptinne, « Les mangeurs du cuivre du Katanga » *Congo*, 1(1926), 473.

¹⁰² A.J. Wauters, « Les arabes dans l'Afrique centrale » *Mouvement Géographique*, 20 (1888), 77.

¹⁰³ A. Mwenda et F. Grévisse, *Page d'histoire*, 279-283.

passer par la capitale. Verbeken note : « *Son organisation politique est des plus curieuses et sans comparaison. M'siri représente et personnifie tout son royaume...Personne ne peut s'arroger le droit de posséder ou de négocier. Malheur à celui qui le fait, car le chef lui confisquera tout, n'indemnisant aucun commerçant, ce qui a pour résultat que personne ne veut traiter avec quelqu'un de ses états.* »¹⁰⁴

L'intégration du Katanga dans les réseaux ovimbundu du commerce à longue distance, autour des années 1870-80, ne dépendait pas uniquement de la seule volonté de M'siri de se dégager de la sphère d'influence arabo-swahili et de rechercher les nouvelles voies commerciales de l'ouest. Deux événements majeurs ont convergé pour le changement des orientations. D'abord M'siri, se trouvant dans la zone cuprifère, était forcément obligé d'établir des liens avec l'ouest ou l'est de l'Afrique. L'Angola, par l'entremise de ses chefs, ouvrait le marché vers le centre de l'Afrique. Selon les traditions yeke et les témoignages des Européens qui sont passés dans la région, le commerce avec l'Angola aurait débuté suite au refus des commerçants arabisés de vendre des armes à feu et de la poudre aux Yeke qui en avaient besoin pour assurer leur domination politique et exercer leur monopole sur le Katanga. Il faut souligner le fait que, pendant que l'empire yeke s'intégrait dans un vaste ensemble économique et politique, les régions du Katanga oriental, à l'ouest, des forces nouvelles provoquaient l'élimination progressive du monopole de la cour des Anta yav. Parmi les principaux facteurs des changements qui s'opèrent dans cette région, nous retenons l'ouverture de nouvelles routes commerciales, l'implantation des factoreries angolaises à la frontière de l'empire Lunda ainsi que l'entrée en jeu de nouvelles élites commerciales. En effet, l'ancienne route reliant Loanda à la cour de Musumba qui passait par Kasanje fut alors supplantée par une autre qui partait de Benguela et qui était dominée par les Ovimbundu du plateau de Bihé et par les Cokwé. Au cours de la seconde moitié du 19^{ème} siècle, les caravanes de ces nouvelles élites commerciales descendaient en direction du sud-est en pays de Lovale et Lozi, dans la région du Haut-Zambèze, et poussaient plus à l'Est jusqu'en pays Lamba et Lala dans le copperbelt Zambien. Au Nord, les caravanes Cokwé traversaient l'empire Lunda et se rendaient jusqu'au Kasai. Ce changement d'itinéraires et d'agents de commerce semble avoir été dicté aussi bien par la conjoncture économique mondiale que par des facteurs internes. Au moment où la traite des esclaves est officiellement supprimée entre 1830 et 1850, et lorsque l'ivoire, puis le caoutchouc et la cire sont devenus les principaux

¹⁰⁴A. Verbeken, *M'siri*, 102.

produits du commerce à longue distance, les Ovimbundu et les Chokwé, chasseurs et apiculteurs sont devenus les meilleurs intermédiaires commerciaux.¹⁰⁵ A la conquête de M'siri, les Ovimbundu circulaient dans la région en échangeant leurs articles de traite contre les produits tels que les croisettes de cuivre, l'ivoire et surtout le caoutchouc, les autochtones ignoraient les techniques de récolte du caoutchouc qu'ils apprirent des Ovimbundu. La sécurité offerte par le travail de caoutchouc moins fatigant et moins dangereux, quoique peu rémunérateur, allait nuire au travail des mines. Rien d'étonnant que les mines aient été peu à peu délaissées, là où l'on rencontrait en abondance les lianes de caoutchouc chez Katanga.¹⁰⁶

Les commerçants Ovimbundu sont surtout à la recherche d'ivoire et accessoirement d'esclaves qu'ils échangent principalement contre des fusils et de la poudre. Le caoutchouc, un des produits les plus recherchés par les Ovimbundu à partir des années 1870, et surtout dans les années 1880-1890, ne semble jamais avoir fait objet d'échanges importants avec les Yeke.¹⁰⁷

Les biens échangés par les Ovimbundu contre l'ivoire et les esclaves ne se limitaient pas seulement aux perles, aux armes à feu et à la poudre, mais concernaient aussi d'autres produits manufacturés. Pour ce qui est des prix d'achat de l'ivoire et des esclaves, les Ovimbundu échangeaient en moyenne une pointe d'ivoire contre quatre à sept fusils à silex, un nombre égal de barils de poudre d'une contenance de deux litres et demi, un nombre égal de pièces de tissu, des perles et quelques objets manufacturés. La valeur d'un fusil à silex représente quatre morceaux d'étoffes. Quant aux esclaves, de manière générale, ils se vendent pour un fusil à silex, trois à quatre pièces d'étoffe, un peu de poudre, des perles et divers objets manufacturés.¹⁰⁸

Le missionnaire Swan qui séjourna à Bunkeya entre octobre 1889 et fin septembre 1890 recensa plus ou moins 13 caravanes en provenance d'Angola et 4 pour les originaires de la côte orientale. Ce qui montre que le commerce était plus intense du côté Ouest que du côté Est et pendant la même période les Yeke formaient cinq caravanes dont 4 se dirigeaient vers

¹⁰⁵Ndua Solol, « Histoire ancienne des populations luba et lunda du plateau du haut-lubilashi des origines au début du XXème siècle (Bena Nsamba, Impimini et Tuvudi) », (thèse de doctorat en histoire, non publiée, Unaza, Lubumbashi, 1978), 385-390.

¹⁰⁶R. Marchal, « Renseignements historiques relatifs à l'exploitation des mines de cuivre par les indigènes de la Luishia » in *BJIDCC* 7(1939), 14.

¹⁰⁷H. Legros, *Chasseurs*, 122.

¹⁰⁸P. Le Marinel, « Carnet de route du 3 mars 1891 », 95.

l'Angola et une seule vers Ntoa sur le lac Tanganika. Les Yeke tiraient énormément profit du commerce de l'ouest si bien que, selon les dires d'Arnot, M'siri aurait eu l'intention d'ouvrir son propre marché de l'ivoire dans une ville du Bihé.

1.2.4 Conséquences de l'occupation yeke sur la population locale

L'occupation de cette région des Lamba et Sanga n'était pas sans conséquences pour la population autochtone. Le pouvoir politique conquis par M'siri dans la région lui permit de contrôler le rouage économique. Ce contrôle entraîna le déclin des anciennes structures économiques des populations autochtones. Le 19^{ème} siècle connut la régression de l'activité de la chasse. Avant 1880, la plaine de Kilemba était l'une des plus giboyeuses de la vallée de la Lufira où l'on trouvait en abondance des éléphants, des rhinocéros, des zèbres, des buffles, des antilopes, etc. Vers 1880, une peste bovine décima une bonne partie de ces animaux : les buffles, les antilopes, les phacochères. En plus, la généralisation de l'emploi de l'arme à feu dans la chasse, multiplia les poursuites des éléphants et des zèbres qui furent contraints à l'émigration. La rareté des éléphants et des zèbres allait rendre la région pauvre en produits d'ivoire et des peaux précieuses. L'intervention du Mwami dans l'appropriation des produits de la chasse changea le principe de partage des dépouilles de l'éléphant, contrairement à la règle coutumière qui accordait au chef la pointe qui touchait le sol lors de la chute de l'éléphant, la nouvelle règle des Yeke exigeait que toutes les deux défenses soient remises au Mwami. M'siri avait également monopolisé la possession des peaux de grands fauves (lion, léopard). Car les peaux de ces animaux intervenaient dans la fabrication des insignes royaux (Kilungu ou Ndezi). Même si l'intrusion yeke a amorcé le déclin de la chasse dans la région, elle a cependant introduit l'élevage du gros bétail. L'infiltration yeke au Katanga provoqua la ruine de l'agriculture dont la conséquence logique fut la famine générale.¹⁰⁹

Parcourant le Katanga à la fin du 19^{ème} siècle, Delcommune, signale cette famine qu'il rendit difficile son déplacement dans la contrée. Le chef Katanga trouvé par Delcommune déclara que la plupart de ses gens se nourrissaient des racines et des fruits.¹¹⁰ La famine rencontrée par Delcommune n'est qu'une conséquence de l'infiltration yeke. Car, la pénétration Yeke avait entraîné la fermeture des mines de l'est à l'exploitation. Or ces mines attiraient une abondante main-d'œuvre étrangère qu'on avait soin d'utiliser aussi dans les

¹⁰⁹ Ilunga Kayumba, « Emergence des seigneuries dans la vallée de la Lufira: cas de la dynastie de Katanga (C 1650-1910) », (mémoire de licence en Histoire, Unilu, 1984).

¹¹⁰ A. Delcommune, *Vingt*, 313.

travaux de l'agriculture. A cette crise de la main-d'œuvre pour l'agriculture, il faut ajouter le manque des outils appropriés qui découle aussi de la fermeture des mines de l'est. La tradition locale fait état de l'échéance de la houe malléable en cuivre contre la houe en fer bembam mieux adaptée à l'agriculture. Ainsi la fermeture des mines de l'est devait s'accompagner non seulement de la carence de la houe en cuivre, mais aussi de celle en fer en provenance des régions bembam. Au manque de la main-d'œuvre et de la technique, il faut ajouter la défertilisation croissante du sol et la psychose de guerre menée par M'siri dans la région. L'insécurité qui devait s'en suivre pouvait facilement compromettre la poursuite de l'activité agricole. Intimement liée à l'agriculture, l'industrie cuprifère sombra avec elle.

Après son avènement, M'siri s'appropriait l'exclusivité de la production des mines de l'est. L'expropriation subie par Katanga fut la conséquence logique de la défaite militaire face aux Yeke. L'insécurité qui s'ensuivait préfigura l'abandon de l'exploitation des mines de l'est, ancienne propriété exclusive du chef Katanga. Sous M'siri, l'exploitation des mines ne fut plus le privilège exclusif du chef. La modification du régime d'appropriation minière conduisit M'siri à envoyer ses lieutenants chez les alliés économiques de Katanga pour demander les redevances souvent excessives. Dans cette région du sud-est du pays où sillonnent les lieutenants de M'siri, Katanga y tirait une bonne partie de main-d'œuvre pour l'exploitation minière. Devant l'insécurité créée par des nombreuses et fréquentes incursions, la main-d'œuvre étrangère s'interdit de se rendre dans les mines.¹¹¹ Aussi les réquisitions continues de M'siri, ses exigences de toutes sortes allaient paralyser le travail du cuivre dans la zone-est. Cette paralysie porta un coup fatal à la production. D'autres facteurs explicatifs de la baisse de la production sont notamment la concurrence du caoutchouc, l'indépendance de Tenke et enfin la mort de M'siri. A côté des éboulements des mines, la concurrence faite au cuivre par le caoutchouc durant la deuxième moitié du 19^{ème} siècle, éclipsa le travail du cuivre. L'infiltration yeke eut peu d'effets sur les structures sociales et même culturelles. La raison fondamentale en est que les Yeke subirent l'influence des peuples dominés. Cette acculturation yeke aux cultures sanga, lamba et lembam serait due au fait que les Yeke n'ont pas su transformer profondément le mode de production lignager des populations conquises. Cependant, les Yeke ont dû s'adapter aux conditions nouvelles créées par le commerce à longue distance.¹¹²

¹¹¹Kalenga Ngoy, « Situation », 84

¹¹²*Ibid.*

Conclusion partielle

Nous retenons qu'au 19^{ème} siècle, le commerce arabe atteignit l'Afrique Centrale. Et vers la deuxième moitié, le Katanga est relié à la côte orientale de l'Afrique, grâce à l'action marchande des Afro-arabes ou Swahili qui, s'étant passés des intermédiaires africains et ayant débordé leur cadre spatial traditionnel à savoir les comptoirs côtiers, avaient massivement pénétré à l'intérieur du continent à la recherche des biens plus abondants et meilleur marché. Dans les différents royaumes de l'intérieur, les Afro-arabes s'étaient mis à influencer les systèmes socio-politiques en place et ils étaient parvenus à s'imposer grâce aux armes à feu en y ayant créé un nouvel ordre social, politique, économique et culturel favorable à leurs fins.

L'émergence de l'empire commercial Yeke a commencé par une action déstabilisatrice ou mieux destructive. Le Kazembe a été anéanti, coupé de la Musumba, les populations autochtones réduites presque en esclavage en payant des tributs excessifs au Mwami. L'économie traditionnelle était en ruine. Mais on retiendra cependant que, c'est sous la houlette de l'aristocratie et de l'élite commerciale yeke que s'était refaite l'unité politique et économique (bien que précaire) de la région qui s'était dès lors intégrée dans un espace économique plus vaste en connexion avec l'économie mondiale par les réseaux commerciaux reliant le Katanga aussi bien à la côte de l'océan Atlantique qu'à celle de l'océan Indien.

Le Katanga était devenu une zone de convergence de deux zones commerciales, la mouvance arabo-swahili et la mouvance luso-africaine où les Ovimbundu ont joué le rôle de premier plan. L'entrée du Katanga dans le commerce transcontinental eut des conséquences dans la vie quotidienne des populations locales. Le déplacement continu des familles créant une rupture et entraînant ainsi la déstructuration de toutes les sociétés. Le sous-peuplement peut être attribué à ce commerce, car par des razzias des villages entiers ont été brûlés, l'esclave devenant ainsi un sous-produit de l'ivoire (portage). Le recul démographique a affaibli la dynamique de la production dans les communautés locales.

L'intrusion yeke a amorcé le déclin ses structures économiques de toute la région. La chasse était en ruine, elle a cependant introduit l'élevage du gros bétail. L'infiltration yeke au Katanga provoqua la ruine de l'agriculture dont la conséquence logique fut la famine générale. Les demandes excessives des redevances en matière des mines réduisirent l'intensité de l'activité. Comme on le constate, l'occupation de cette région par M'siri n'était pas sans conséquences pour la population autochtone. La politique du nouvel occupant avait détruit les rouages des structures socio-politiques et surtout économiques anciennes des Lamba et

Lemba. La restructuration du système local par les Yeke subira une déstructuration avec l'arrivée des Européens. On assiste dans cet espace au phénomène de « déstructuration-restructuration ».

Chapitre II : Création de Bunkeya

Ce chapitre traite des origines de la cité de Bunkeya, de son organisation politique, de ses structures économiques et sociales sous M'siri. Concrètement le chapitre comprend quatre sections. La première porte sur les généralités ; la manière dont le site avait été choisi et la situation des environs avant l'arrivée de M'siri. La seconde présente la composition du centre de Bunkeya : les différentes cours (résidences) et les quartiers populaires. La troisième analyse les structures politiques, socio-économiques de la capitale. Et enfin la dernière section fait un point sur Bunkeya comme carrefour du commerce à longue distance.

II.1 Généralités

Cette section, comme nous l'avons souligné, aborde la question du site et de la situation de Bunkeya avant l'arrivée de M'siri.

II.1 1. Choix du site

Dans le cas présent, pour fonder sa capitale, M'siri réussit à utiliser adroitement ses connaissances. Profitant des éléments qui étaient à sa disposition, il envoya selon la tradition orale ¹¹³ ses frères Ntalashya et Dikuku vers le nord du territoire du chef Pande pour voir un site favorable à la vie de toute la population à sa disposition. Ceci, après que le chef Pande ait donné cette partie à M'siri en guise de reconnaissance. Au retour de ces derniers, ils apportèrent un bon rapport et fort encourageant qui a fait que M'siri établisse un relais de caravane, géographiquement intéressant appelé Bunkeya, qui devint par la suite un Centre d'un empire étendu et un point de polarisation des toutes les régions périphériques de l'empire. Une autre version attribue à M'siri lui-même, la reconnaissance de ce site :

Ayant organisé une sortie de chasse avec ses proches dans les plaines giboyeuses de la Mufufya, M'siri en profite pour poursuivre sa randonnée parmi les collines avec de vieux chasseurs autochtones, ainsi que quelques adolescents. Il fallait reconnaître le terrain. Ayant franchi un dernier col, M'siri est ébloui par le spectacle qui s'offre à lui : une vaste plaine où se distinguent les traces du passage d'éléphants, de l'eau, des collines boisées, des terrasses pour s'établir. ¹¹⁴

¹¹³Entretien avec monsieur Mulumba à Bunkeya, le 3 juin 2011.

¹¹⁴J.C.Maton, *Les Bayeke*, 72.

Il découle que le choix de ce emplacement était dû aux mobiles suivants : en premier lieu, le site était agricole situé à proximité de la rivière Bunkeya, qui servit tant pour tous les besoins domestiques des habitants que pour l'irrigation de leurs champs. En second lieu, l'encerclement par les collines de la plaine où se situe la place centrale constituait un abri contre les invasions éventuelles. C'était un point stratégique pour lutter contre les attaques des Aushi, Lemba, Temba, Seba, des Lala, des Lamba, des Sanga, des Lomotwa et des Luba. Enfin, en troisième lieu, la situation géographique de Bunkeya, placée au confluent des routes orientales et occidentales, favorisait l'émergence commerciale du centre et assurait le contrôle de l'espace et la protection de ces routes.¹¹⁵

Certains missionnaires qui ont vécu à Bunkeya affirmaient que « cet emplacement avait été mal choisi. Malgré la proximité relative de la rivière, certains villages ou quartiers en étaient distants de plusieurs kilomètres et l'eau était rare. La plus grande partie des habitants tiraient l'eau dans des trous peu profonds, creusés çà et là dans la plaine en saison sèche.¹¹⁶ Le bois de chauffage nécessaire pour les usages domestiques faisait aussi défaut. Il ne restait plus le moindre bout de bois à brûler affirme Crawford.¹¹⁷ Le Docteur Briart, membre de l'expédition Delcommune, qui arrive à Bunkeya en 1891, n'a pas caché le dégoût que lui a inspiré Bunkeya « la capitale du grand Roi Msiri n'est qu'un trou infect, une vallée sans eau et sans ombres, où il n'y a rien que quelques villages et des champs de sorgho »¹¹⁸. Pourtant, le Révérend Arnot, missionnaire protestant, qui a séjourné à Bunkeya en 1886, alors que M'siri était à l'apogée de son pouvoir, confirmait : « *Que Bunkeya était un site à vocation agricole, M'siri, lui-même favorisait l'extension des cultures et que la part qu'il prenait dans ces activités était digne de commandement* »¹¹⁹. Et voici la description qu'il fait au sujet de cette cité :

At Mshidi's capital I have met with native traders from Uganda the Unyamwesi country, almost as far down as the Stanley Falls ; the basin of the Zambesi ; Zumbu, Bihe, and Angola as well as Arabs traders from Lake Nyassa and Zanzibar. Copper, salt, ivory, and slaves are the chief articles of commerce. In exchange for these, Mshidi purchases flint-lock, guns,

¹¹⁵Kayamba Badye, *Eloge*, 207.

¹¹⁶A. Verbeken, *M'siri*, 81.

¹¹⁷A. Verbeken, *M'siri*, 80.

¹¹⁸*Ibid.*

¹¹⁹S.F. Arnot, *Garenganze*, 277.

powder, cloth, and beads, besides man ther curious thing that the native and
Arabs traders bring.¹²⁰

Il découle clairement qu'il y avait abondance d'aliments toute l'année, car la plaine était fertile surtout pendant la saison pluvieuse et que la rivière gardait un volume d'eau convenable pendant la saison sèche. Ainsi, le site de Bunkeya était favorable à la vie humaine grâce à sa rivière, salut des habitants de la capitale. Ci-dessous, nous parlerons de Bunkeya avant l'arrivée des Yeke.

II.1 2. Bunkeya avant l'arrivée des Yeke

La plaine de Lubembe était inhabitée avant l'occupation de M'siri. Elle s'étend sur la rive gauche de la rivière Bunkeya,¹²¹ petit affluent de la Lufira qui donnera plus tard avec l'arrivée de M'siri son nom à l'agglomération qui sera établie à cet endroit. Cette plaine est cernée, sauf vers l'Est, par une ceinture de collines, dont certaines au nord, s'élèvent en mamelons ou encore parallèlement à la chaîne méridionale. Il s'agit des collines des Nkulu, Kyoni, Kalabi. Dans sa partie sud-ouest, elle est bornée par une pente de collines basses et longues appelée « Munema »¹²² Large de plusieurs lieux et marécageux à la saison de pluie, cette plaine est uniformément couverte de savanes ou parsemée de bois clairsemés ayant une largeur de plus de 16 Km selon Arnot.¹²³ Elle est traversée par la rivière Bunkeya qui facilitait la pêche aux populations sanga et servait à l'irrigation de leurs champs. La plaine de Lubembe servait également à la chasse et était fréquentée souvent par des chasseurs de Kapungwe, de Ntongo ainsi que ceux de Pande. Les principaux produits de ces activités étaient les porcs, les antilopes, les singes, les écureuils.¹²⁴

Selon la tradition orale, les environs de Bunkeya étaient habités principalement par les populations suivantes : dans l'actuel groupement de Mukabe Kasari, on reconnaissait non seulement la tribu Babangu le long de la rivière Kabangu, située au nord-ouest de Bunkeya non loin de Lubudi, mais aussi les tribus Mbebe, Mutobo et Kalonga. En même temps, la partie nord-est de Bunkeya était dirigée par le chef Ntongo de Lembwe, situé à côté de la

¹²⁰F.S.Arnot, *Garenganze*, 235

¹²¹Bunkeya serait une déformation de Bukeya selon les dires des hommes de Ntongo. On se réfèrera à notre entretien avec les notables du groupement Ntongo.

¹²²Ce nom sera donné à une des cours royales de M'siri.

¹²³E.Baker, *The life and explorations of F. S.Arnot*, (London, 1888), 201.

¹²⁴Entretien avec le représentant du chef Ntongo, à Ntongo, le 6 aout 2011.

Lufira dans la plaine Musansa près de Kundelungu ¹²⁵ mais, le droit de cité de cette plaine revenait au chef Kapungwe de Buleya, situé sur la Dikuluwe au nord – ouest. D'après la tradition orale yeke, le chef Kapungwe à la suite d'un pacte d'amitié signé avec Ntongo, aurait confié à ce dernier la plaine de Bunkeya. Les Kunda de Ntongo disent par contre que Kapungwe aurait cédé cette plaine en compensation de la perte de Lunzala, fils de Ntongo mort dans un feu de brousse.¹²⁶ Pande recommanda M'siri auprès de Ntongo, chef de Lembwe ou Kunda qui lui donna cette terre en pleine propriété. (Pande et Ntongo considérés comme parents de M'siri). C'est ainsi qu'il fit ériger sa capitale à proximité de la rivière Bunkeya, affluent de la Lufira.

II.2. La cité de Bunkeya, structure et composition

Dans ce paragraphe, nous traitons de l'organisation interne de la cour royale et de l'occupation spatiale de la cité.

II.2.1 La Cour du Roi

C'est à Bunkeya que M'siri avait établi la plupart de ses résidences royales. A la différence des simples sujets qui avaient chacun un enclos purement rudimentaire dressé parfois sur sa propriété, le Mwami disposait d'un grand nombre de palais disséminés à travers la cité.

Kimpata était le premier site à être occupé avant les autres collines. Il est situé sur la rive droite de la rivière Bunkeya. C'est sur cette colline que M'siri construisit son premier palais visité par le portugais Ivens en 1884. Ce dernier affirme « *qu'il appartenait à une des épouses de M'siri et qu'il était entouré d'un labyrinthe consistant en chemins tortueux et délimités par des haies et autres arbustes* ». ¹²⁷ C'est là que se déroulaient les cérémonies du "feu nouveau", le propriétaire de terre devait implanter le "Muyombo" avec M'siri pour invoquer les mânes des ancêtres. ¹²⁸ Au fur et à mesure que la population augmentait autour de cette résidence royale, M'siri décida d'implanter ses divers domaines un peu vers le nord de la plaine pour la sécurité et le contrôle de la capitale. Il choisit une chaîne de trois collines appelées, Nkulu, Kyoni et Kalabi que le Révérend Arnot qualifia « d'arides ». C'est là que

¹²⁵ « Entretien avec le représentant du chef Ntongo ».

¹²⁶ L'idéologie des gens de Ntongo corrobore les principes d'acquisition des terres dans l'univers de l'autochtonie des peuples du Katanga.

¹²⁷ A. Verbeken, *M'siri*, 151.

¹²⁸ J.C. Maton, *Les Bayeke*, 73.

M'siri établit son palais et sa première localité.¹²⁹ Ce palais était entouré et fortifié de remparts. Delcommune parle d' « un palais entouré d'un boma construit en gros troncs d'arbres...Et la partie réservée à M'siri, comprenant six habitations, était entourée d'un second boma, afin d'intercepter les regards indiscrets »¹³⁰ L'afflux de la population à cet endroit fit que ce palais était entouré d'un grand village assis au pied de ces trois collines. Ce palais devint ainsi la résidence principale de M'siri où se déroulaient les réceptions d'hôtes de Marque. Pour s'assurer du contrôle et de la protection de la plaine, M'siri installa sa troisième résidence sur une pente basse et longue, d'aspect aride au sud-ouest de Lubembe. C'est Munema qui servit à M'siri de lieu de grandes assemblées coutumières.

Comme on peut le constater, il y avait plusieurs résidences parmi celles-ci : des principales et des secondaires. Les résidences principales étaient des palais où le roi organisait de grandes manifestations à l'occasion, par exemple, du retour de ses troupes de combats ou encore des préparatifs d'une guerre et d'autres grandes fêtes en l'honneur de ses ancêtres. Quant aux résidences secondaires, il s'agissait de différents domaines parfois économiques où le Roi avait soit une femme, soit des responsables de guerres ou des parents.

Le Roi était polygame. Chaque Reine ou Mugoli disposait de son propre domaine à travers ces résidences où elle élevait ses enfants. Quant à leur nombre, les listes fournies par les archives de l'administration du territoire et les estimations des explorateurs nous donnent un chiffre allant de 500 à 700 femmes de M'siri.¹³¹ Ces chiffres, exagérés sans doute, ont été donnés dans le but de rehausser l'importance de leurs observations, de présenter cette contrée comme étant un débouché important, afin d'inciter la générosité des bienfaiteurs. Maton donne une autre explication qui nous paraît plausible : pour faire allégeance à M'siri, les chefs locaux offraient une de leurs filles comme « ntumbo » à M'siri en gage de bonne volonté pour qu'elle devienne son épouse. En réalité, la plupart devenaient « dames de compagnie des reines » pour apprendre les us et coutumes.¹³² Signalons que parmi ces femmes, certaines le servaient pour des fins politiques. C'est le cas, par exemple, des Bagoli ou Reines favorites qui avaient sur lui une certaine influence. Pour les distinguer, le Roi les avait placées à la tête de différents quartiers de Bunkeya et Ivens note les noms de « Kapapa », la première femme

¹²⁹S.F.Arnot, *Garenganze*, 276.

¹³⁰A.Delcommune, *Vingt*, 266.

¹³¹G.De plaen, « Diplomatie », 40.

¹³²J.C.Maton, *Les Bayeke*, 74.

venue avec M'siri de l'Usumbwa. Elle portait le titre de « Nihanga ». La seconde reine, Kamfwa, portait le titre de « Nihozyo ». Enfin, la troisième était Kamana, surnommée « Shigeme ». Elle était chargée du culte des ancêtres. Ces trois titres étaient chez les Sumbwa, des noms génériques.¹³³ De son côté, Muloje de son vrai nom était la fille d'un chef luba, que M'siri avait enlevée lors d'une guerre et qu'il mit à la tête de certaines expéditions guerrières et M'siri lui donna le nom de Mahanga en souvenir de sa grand-mère.¹³⁴ Comme on l'observe, M'siri avait plusieurs épouses qu'il choisissait dans des familles différentes et d'une manière arbitraire. Celles-ci remplissaient les enclos royaux notamment : Kimpata ; Nkulu et Munema. Les maisons du Roi étaient construites sur le modèle des habitations de la côté portugaise. Six maisons semblables, se touchant presque, formaient les divers dortoirs du Roi. Car le vieux Roi, par crainte des représailles, ne dormait jamais deux nuits dans la même case.¹³⁵

II.2.2 Les Quartiers populaires

M'siri divisa sa capitale en plusieurs quartiers entourés de remparts et ayant pour chefs ses Bagoli ou parents. Les plus connus de ces quartiers étaient Kimpata, Mumema, Nkulu et Kaleba. Ils étaient entourés de plusieurs villages éparpillés à travers la plaine, ajoute Arnot.¹³⁶ Tous ces villages ne connaissaient qu'une seule construction par famille. Néanmoins, dans la majorité de cas, le bâtiment principal occupé par le chef de famille est entouré de constructions satellites : il s'agit d'une case pour chaque femme, des greniers à vivres et à semences et des abris pour le bétail, les animaux de basse-cour. Toutes ces maisons, souvent construites en pisé et couvertes de matériaux végétaux, étaient réalisées avec de petits bois et autres tiges, souvent de formes rectangulaires et couvertes de chaumes et de palmacées. Généralement, la case du chef du village se distinguait à peine de celles de ses sujets. Cependant la hiérarchie a souvent eu tendance à se faire construire par les membres du clan, des habitations plus spacieuses. Néanmoins, l'ensemble de bâtiments de chaque village est entouré d'une palissade de rondins, mais surtout de feuilles de raphia qui poussaient abondamment dans la vallée de Bunkeya surtout le long de cette rivière. Parfois, un même

¹³³A.Verbeken, *M'siri*, 89.

¹³⁴A.Munongo, « La mort de la mugoli (reine) Mahanga ancienne femme du mwami Msiri, » *Bulletin du Cepsi* 17(1951), 260-263.

¹³⁵A.Delcommune, *Vingt*, 266.

¹³⁶S.F.Arnot, *Garenganze*, 204.

enclos protège plusieurs familles, les bâtiments y étaient éparpillés sans ordre bien apparent ayant de cours vaguement circulaires ou ovales.¹³⁷

Comme on le constate, plusieurs tribus, par suite de prestige de Bunkeya, de sa sécurité, des incursions de royaumes voisins et parfois de difficultés internes ; quittèrent leurs régions respectives pour s'installer à Bunkeya. A la question de savoir comment ils sont arrivés à Bunkeya, Mukonki affirmait que « ce sont les relations politiques et commerciales que M'siri entretenait avec les Luba qui ont facilité la venue de ces derniers à Bunkeya, certains d'entre eux, ajouta-t-il, fuyaient les conflits tribaux qui surgissaient au sein de leurs royaumes »¹³⁸ Quant aux Aushi, Zela, Bena Mitumba et Lala, ces derniers ne s'étant pas réunis en royaume ni empire chez eux ; ils demeuraient à la portée de n'importe quel pouvoir puissant, plusieurs d'entre eux fuyaient les incursions Luba tandis que les autres étaient venus d'eux-mêmes s'installer à Bunkeya. Mais la part de M'siri était très grande dans cette affluence de non-Yeke, souvent lors de chaque expédition guerrière, les guerriers Yeke amenaient à Bunkeya plusieurs hommes et femmes et enfants issus de contrées différentes comme butins de guerre. Enfin, les Sangaoriginaires de la région, étaient majoritaires à Bunkeya et ont même imposé leur langue aux nouveaux venus. Cette affluence était due à plusieurs facteurs, notamment, politique, économique et social que M'siri avait su exploiter au centre de certains royaumes marqués de déchirures internes. Ainsi, en plus de villages yeke, les Aushi, venus de l'Est établirent le village de Kibunda ; les Zela, venus de Mitwaba établirent le village de Kaleba, les Bena Mitumba, venus du Nord – Est occupaient le village de Talashya pendant que les Sanga s'installaient dans le village de Kalingilwa.¹³⁹

En effet, au fur et à mesure que les tribus arrivaient, le nombre de villages augmentait. Des voyageurs comme des swahilis construisaient des camps provisoires et certaines tribus venaient solliciter la protection auprès de M'siri, notamment les Aushi, Lamba, etc. Mais au début, Bunkeya n'avait que quelques habitants Sumbwa, M'siri, chef habile et intelligent, fit marier les Sumbwa aux femmes de groupes locaux. Ces mariages créèrent de nouvelles alliances qui ont accru d'une part le nombre de la population et d'autre part les relations avec les groupes alliés.

¹³⁷Entretien avec monsieur Mukonki à Bunkeya le 4 juin 2011

¹³⁸« Entretien avec monsieur Mukonki »

¹³⁹A. Verbeken, *M'siri*, 28.

Toutefois, l'évaluation de cette population ne peut reposer que sur des estimations sujettes à caution. Le Marinel estime que Bunkeya était une agglomération de 10km² et qui aurait compté 6 à 7.000 habitants.¹⁴⁰ Delcommune évalue la population à 3.000 habitants, pendant que le Révérend Arnot donne une estimation allant de 18 à 20.000 habitants. Selon Verdick la capitale du Katanga Garenganze compte 42 villages contenant plus de 25.000 habitants.¹⁴¹ Enfin Maquet signale que la population de cette agglomération variait entre 12 et 15.000 habitants.¹⁴² Considérant toutes ces estimations, une moyenne probable de l'ensemble de la population de Bunkeya était de 10.000 habitants.¹⁴³ En effet, Bunkeya atteignit un niveau démographique important, mais les contradictions ne pouvaient pas manquer au sein de populations hétérogènes. Arnot ne manque cependant pas d'admiration pour M'siri, qui, sans bureaucratie, est au courant de tout ce qui se passe dans son royaume et se fait craindre de tous.¹⁴⁴ Enfin, Bunkeya devint un centre important où l'on pouvait distinguer deux niveaux d'organisation. Il s'agit d'abord des communautés villageoises groupées autour de l'un ou l'autre lignage parfois non yeke. Ensuite de la superstructure politique dont l'expression la plus simple était la cour.

II.3 Organisation de la capitale

Après avoir examiné la capitale au niveau de la structure composante, il convient de se pencher sur l'organisation du noyau central qu'est Bunkeya. Ce centre fut organisé politiquement, économiquement et socialement compte tenu de sa population nombreuse, de l'importance du pouvoir établi et de sa survie.

II.3.1 Organisation politique

Devant la nécessité de maintenir son autorité parmi les clans et les tribus, et de protéger les villages établis à Bunkeya, M'siri opta pour une politique dictatoriale et népotiste. Il comprit que pour gouverner une cité populeuse, centre d'attraction de tout le royaume, il lui fallait se fier beaucoup plus à la force qu'à la soumission. Par ailleurs, le cérémonial politique correspondait aux besoins de l'économie et les institutions politiques

¹⁴⁰*Ibid.*

¹⁴¹J. Cornet, *Le Katanga avant*, 391.

¹⁴²J. Maquet, *Afrique, les civilisations noires*, éditions horizons de France, (Paris, 1962), 80.

¹⁴³Ces estimations établies entre 1888 et 1891.

¹⁴⁴S.F. Arnot, *Garenganze*, 276.

occupées par des éléments divers, une grande partie était sumbwa.¹⁴⁵ A son arrivée au Katanga, M'siri ne portait pas encore le titre de mwami, il était un mundeba, c'est-à-dire un chef des caravanes. Une fois intronisé, il éleva des individus au rang des notables et créa une cour centrale calquée sur le modèle sumbwa.

Selon la tradition de son pays, le pouvoir aurait dû revenir à son frère Dikuku. Mais M'siri se l'attribua et l'institutionnalisa peu à peu après la mort du chef Pande en supprimant l'opposition de la branche aînée. Pour mieux coordonner la gestion de la capitale, M'siri créa deux édifices politiques, l'un autour de la cour centrale composé d'un grand nombre de fonctionnaires et de notables en majorité sumbwa et l'autre au niveau de chaque quartier de Bunkeya, composé par ses épouses favorites et ses frères. Le premier édifice politique comprenait à son sommet la forte personnalité de M'siri dont le pouvoir était absolu. Il décidait souverainement de toutes choses et son droit de vie et de mort s'étendait sur chaque sujet. Pour se compléter, il dut s'entourer, en plus de ses épouses, des notables qu'il est assez difficile de hiérarchiser. Certains avaient des prérogatives dans le domaine religieux, d'autres déterminaient une parcelle du pouvoir politique auquel on ajoutait des juges, des généraux, des chefs des expéditions commerciales, des gardes du corps et des frères du Roi.¹⁴⁶

Les demeures de tous ces fonctionnaires et dignitaires n'étaient pas à la cour du Roi. Elles étaient éparpillées à travers les villages disséminés de Bunkeya. Hugues Legros distingue au niveau de la cour centrale deux grandes catégories de dignitaires, d'une part les dignitaires ritualistes et d'autre part les dignitaires politiques et rituels. Dans la première catégorie, deux dignitaires occupent une place de choix, il s'agit de mfumu dont le rôle majeur est de pratiquer la divination à l'avantage exclusif du souverain et de préparer les charmes magiques et les médicaments qui interviennent dans les différents rituels liés à la royauté sacrée. Le deuxième est le mugabe, personnage clé de la vie rituelle sumbwa et nyamwezi. Il est chargé de la supervision des rites de succession d'un nouveau souverain et de l'entretien rituel des tombes royales où il précède le roi. Il est généralement associé à d'anciennes dynasties autochtones conquises par des nouveaux venus.¹⁴⁷

¹⁴⁵G.De Plaen, « Diplomatie », 29.

¹⁴⁶A.Mwenda et F.Grévisse, *Page d'histoire*, 385.

¹⁴⁷H.Legros, *Chasseurs*, 76-77.

Selon Guy de Plaen, le Roi avait quatre Bagabe, gardiens du culte des mânes : Mugabe wa Mukulundi, Mugabe Mutambala, Mugabe Wikala Kazari et Mugabe Nkulu ¹⁴⁸. Les deux premiers géraient la terre de la basse Kabangu, accueillaien, au nom du Mwami, les guerriers au retour de leurs expéditions lointaines et posaient le pied sur les crânes des vaincus. « Le mugabe est considéré comme la mère du Mwami, car une fois intronisé, le mwami ne peut plus rencontrer sur son passage sa mère et le mugabe en tient lieu et cela se traduit par la forme de salutation qui lui est réservée, « Shi heka » du verbe Kuheka qui signifie « porter sur le dos à l'image d'une mère » ¹⁴⁹

La deuxième catégorie était composée essentiellement des Batoni et des Bagoli. La tâche quotidienne des Batoni était de mettre et d'enlever le Ndezi des mwami et des dignitaires qui en étaient porteurs. Ils côtoyaient quotidiennement le souverain et s'occupaient de toute son intendance, qu'elle soit politique ou rituelle. Cependant, ils étaient aussi des Juges. Ils rendaient justice tant à Bunkeya que dans les territoires où ils étaient juges itinérants chargés de juger les ressortissants yeke. Le souverain les chargeait aussi d'inspecter les territoires conquis. Cette fonction n'était pas héréditaire, les Batoni étaient choisis par le mwami, qui pouvait aussi les démettre de leur fonction à tout moment. Mais du fait de leur proximité avec le souverain, ils sont devenus petit à petit ses conseillers influents et jouissaient de sa pleine confiance.

Au début de l'Etat yeke, les Bagoli avaient le rôle rituel, cette fonction évoluera vers les attributions plus politiques lors de la seconde organisation politique, note Hugues Legros. Selon la tradition yeke, M'siri, en arrivant au Katanga, était accompagné de ses trois premières femmes. La première est appelée Nihanga en kiyeye ou Kapapa en kisanga, la seconde Nihozyo en Kiyeye ou Kamfwa en kisanga et, la troisième, Shigeme en kiyeye ou Kamama en kisanga. En dehors du rituel où elles refont les mêmes gestes à la suite du mwami et du mugabe, les Bagoli portaient un ndezi autour du cou. Elles le recevaient au cours d'une cérémonie d'investiture semblable à celle du mugabe. M'siri avait aussi des conseillers plus proches de lui, qui s'occupaient de son intronisation et participaient à son pouvoir, il s'agit de Magobeko ou Makobeko et Mukonki. Ces derniers étaient aidés lors de l'intronisation du Roi par un notable Mokube Munonega entamant le flambeau et en remettant au chef le fond de

¹⁴⁸G. De plaen, « Diplomatie », 30.

¹⁴⁹Entretien avec monsieur Kidyamba Joseph à Bunkeya, le 10 juin 2011.

cornes attaché à des lanières en peau de lion.¹⁵⁰ Seule l'assemblée plus restreinte, composée de hauts dignitaires se tenait souvent la nuit. C'est au cours de celle-ci que les notables prodiguaient au Roi des conseils et de secrets pour l'ensemble des villages constituant la capitale ainsi que pour le royaume entier.

Le second édifice politique était composé de tous les quartiers de Bunkeya. En tête de ces quartiers se trouvaient des notables et des épouses favorites du Roi. Tous étaient nommés par le Roi dans l'administration de Bunkeya. Reichard, que cite Grévisse, rapporte que, par crainte des personnalités masculines trop fortes, M'siri avait reparté son vaste empire en un certain nombre de régions relevant de ses favorites. Elles servaient d'intermédiaires pour le recouvrement du tribut comme aussi pour la transmission des ordres.¹⁵¹ Certains quartiers étaient dirigés par les Bagoli qui assuraient non seulement une partie du culte religieux mais aussi de fonctions administratives de l'autorité. Les villages Kimpata, Munema et Kamana figurent parmi les plus connus. Kimpata était dirigé par Kapapa, chargée de l'administration des territoires lamba, bisa, lala et aushi. Cinq autres femmes du roi assistaient Kapapa dans la gestion de son entité. Elles s'occupaient principalement de l'accueil des hôtes en provenance des territoires précités. Parmi ces femmes, l'une était sanga et les quatre autres du Luapula, dont la mère de Mukanda Bantu. Le village Munema, situé au pied de la colline Garenganze, était dirigé par Kamfwa, chargée de l'administration des territoires situés entre Bunkeya et le Luapula : les lembwe ou kunda, lomotwa. Elle avait 7 autres bagoli sous ses ordres. Kamana, la troisième femme du mwami, dirigeait le quartier qui porte son nom non loin de Munema. A l'instar des précédentes, elle aussi était assistée de cinq autres bagoli dont une Sanga, trois Luba et une Lemba. Elle gérait les territoires situés à l'ouest de Bunkeya, ceux des Sanga et des Bena Mitumba. Nkulu dirigé par Mahanga puis Kaleba par Maria da Fonseca.

D'autres quartiers étaient dirigés par les frères et certains généraux du Roi, responsables de clans qui l'avaient accompagné lors de son établissement au Katanga. Il faut noter également l'existence d'un conseil formé des chefs de quartiers qui expédiaient les affaires courantes. Ce conseil rendait la justice dans certains cas en délibérant quelques palabres. Quand ces palabres étaient d'une grande importance, seul le Roi était sollicité pour en fournir une solution. Outre ce conseil élargi, il existait au niveau de chaque village de la capitale un conseil restreint qui prenait des mesures pour la bonne marche du village.

¹⁵⁰F.Grévisse, « Les Bayeke » *BJICC*, 21 : 39(1958), 48-180.

¹⁵¹A.Mwenda et F.Grévisse, *Page d'histoire*, 380.

II.3.2 Organisation économique

Outre, l'introduction du commerce international dans cette région, les Yeke ont également contribué au développement de l'économie monétaire. Cette économie, avant leur arrivée au Katanga, était aux mains des paysans qui jouaient les rôles de producteurs et de consommateurs. Toutefois, les unités locales pratiquaient au point de rapports d'échanges systématiques entre elles et les Yeke. En dépassant ce rapport minime, les Yeke ont apporté une marge de capacité importante de production. C'est ce qui a ouvert cette région au commerce international. Pour ce faire, il fallait aux Yeke une certaine structure de production, un niveau technique et un état de connaissance technique lié à un certain milieu et à une forme d'organisation propre : divisions et spécialisation du travail. Bref, nous montrerons comment la population de Bunkeya a tiré profit de ces richesses qu'elle avait à sa portée. Nous nous contentons ici des principales activités économiques des habitants de Bunkeya.

II.3.2.1 Agriculture

L'agriculture était destinée à la fois au ravitaillement de la population et aux marchands de passage dans la ville, c'est pour cette raison que M'siri avait initié la politique des grandes cultures. C'est pourquoi les productions agricoles à Bunkeya ont dépassé le cadre de l'agriculture familiale d'autosuffisance alimentaire. Un rituel d'attachement à la terre était fait avant le début de la période culturale.

La cérémonie des premières semences se déroule en deux étapes. La première partie se passe dans la cour du palais, en présence du mwami et de nombreux agriculteurs qui ont amené leurs outils et des semences, principalement des graines de sorgho. Le mwami plante deux nkome l'un droit et l'autre se terminant en fourche devant les shikabilo et fait appel aux esprits de ses ancêtres, les misambwa, afin que les cultures soient bénéfiques. Il enduit de kaolin le visage des agriculteurs présents, leurs outils et des semences et asperge les shikabilo de bière de sorgho, imité dans tous ses gestes par un mugabe. Commence alors la seconde partie de la cérémonie dont le mwami est absent. Elle est dirigée par le mugoli Mpande ou Kantymba. Celle-ci s'empare du petit nkome et s'en va au champ rituel, le champ de lyngombe, situé à quelques kilomètres du village, accompagnée de tous les agriculteurs qui ont repris leurs outils et les semences. La petite troupe y dresse une grande butte de terre où sont plantées en vrac toutes les semences.¹⁵²

Pour les habitants disséminés à travers les villages de la Lubembe, la permission de construire à proximité de telle rivière confère ipso facto le droit d'établir des plantations dans les environs, chacun y choisit à sa meilleure convenance un lopin de terre non encore

¹⁵²H. Legros, *Chasseurs*, 71.

occupé. En effet, grâce à la rivière Bunkeya dont les eaux se perdent, formant une immense nappe souterraine, on a constaté une couche de terre arable de deux mètres d'épaisseur. Cette particularité jointe aux inondations annuelles vaut à cette plaine une fertilité qui ne s'est jamais démentie. Cette fertilité permet indéfiniment à un même individu de labourer durant sa vie un même lopin bien déterminé et à sa mort, de le transmettre à ses héritiers. Les tâches dures du défrichement occupaient les hommes tandis que les femmes cultivaient les champs. En effet, l'environnement naturel exigeait un matériel agricole assez rudimentaire. Le matériel se limitait à la houe, hache et parfois herminette. Dans ces conditions, la part que M'siri prenait était digne de commandement et Arnot note : « non seulement il allait au champ pour travailler, mais il encourageait ses propres fils à travailler. Ainsi, il rendait le travail honorable.¹⁵³ L'ingénieur Diderrich, membre de l'expédition de Delcommune, affirme que les champs de Msiri couvraient un espace de 28.000 ares à peu près. Ils s'étendaient le long de la rivière Bunkeya.¹⁵⁴

Dans la capitale, le maïs était la base de l'alimentation. Il y avait une variété à petites graines appelée « Kapîla » et on faisait de la farine pour préparer le nshima (pâte), le munkoyo et le busele. Le manioc avait aussi des variétés douces dénommées « Mukanda ». On en fabriquait de la farine pour la pâte de bukari seulement. Le sorgho de son côté, couvrait des variétés assez nombreuses : le luèkota, le kabwe et le luku.¹⁵⁵ Dans ce régime alimentaire, l'huile était extraite soit des arachides, soit du sézanne, car le palmier à l'huile poussait difficilement dans cette région. Comme on le constate, la production agricole dépendait non seulement des outils, mais également de l'environnement naturel et du capital humain. La culture des céréales telles que le sorgho ou l'éleusine provoquait une défertilisation rapide des terres et favorisait une forte dissémination des cultivateurs à la recherche de meilleures terres. Cependant, les environs de Bunkeya étaient fertilisés par la rivière qui refaisait le sol appauvri par les céréales. Cette fertilité du sol favorisait la culture pendant les années consécutives. Pendant la saison de pluie, chaque famille construisait un mutanda parmi tant d'autres qui constituaient tout un village agricole temporaire qu'on abandonnait après la récolte.¹⁵⁶ La durée de cette période s'étendait jusqu'aux inondations des mois de janvier et de février pour permettre aux agriculteurs de rentrer à la capitale

¹⁵³E. Baker, *The life*, 230.

¹⁵⁴« Notes de l'ingénieur Diderrich », *Mouvement Géographique*, (1893), 40.

¹⁵⁵« Entretien avec monsieur Mulumba »

¹⁵⁶Entretien avec monsieur Magabwa à Bunkeya, le 10 septembre 2011.

Après la moisson, les produits de champs étaient entassés et ramenés dans les greniers par les femmes. Les greniers avaient la forme d'un cylindre en torchis posé sur pilotis et recouvert d'un toit amovible en paille. La technique de conservation des produits de champs tels que les épis de maïs se faisait grâce à la fumée jusqu'à la saison prochaine. Elle permettait de lutter contre toutes attaques des insectes et les effets de l'humidité et, partant, d'assurer la population d'une alimentation abondante pendant toute l'année. Mais il arrivait parfois que la population perdît une bonne quantité de semences pendant la saison sèche surtout pour ce qui concerne le sorgho qui servait à la fabrication de la bière locale. Dans ce cas, la population était confrontée à de grandes difficultés alimentaires surtout au début de la saison culturale.¹⁵⁷

II.3.2.2 Chasse

La population de la capitale pratiquait beaucoup cette activité qu'elle considérait comme une source de revenu considérable. Déjà, quelques tribus de Bunkeya avaient taillé leur vie grâce à la chasse d'éléphants. A ce propos Cornet note : « C'est surtout du vivant de M'siri que la chasse aux éléphants a atteint la plus grande activité. Le monarque imposait à ses vassaux de lourds tributs d'ivoires et l'on nous a raconté monts et merveilles des caravanes de pointes que certains chefs envoyaient annuellement à la cour de Bunkeya »¹⁵⁸

Les Sanga, les Bena Nzovu et les Yeke habitant à Bunkeya, avaient consacré une part active à l'amélioration de la technique de chasse associée à certaines pratiques magiques surtout dans la chasse de l'éléphant. La technique adoptée à la chasse dépendait étroitement de leur milieu. Le facteur de l'environnement avait largement déterminé la pluralité des techniques de chasse destinées à chaque espèce animale. Arnot déclare que ces populations ne se servaient pas dans leurs chasses d'autres armes que de leurs fusils à silex. Ils y mettaient, pour la chasse à l'éléphant, des charges de poudres énormes et employaient des belles balles rondes en cuivre ou en fer. Ils se mettaient ordinairement à l'affût, attendaient que l'éléphant fût à quelques pas, choisissaient le bon endroit et tiraient la bête.¹⁵⁹

Outre les fusils à silex, les chasseurs de Bunkeya faisaient l'usage de la lance avec manche en bois et pointe en fer, du javelot musambo et des flèches.¹⁶⁰ En plus de ces moyens,

¹⁵⁷ « Entretien avec monsieur Kidyamba Joseph »

¹⁵⁸ Entretien avec monsieur Mwenda Numbi à Bunkeya, le 7 août 2011.

¹⁵⁹ S.F. Arnot, *Garenganze*, 236.

¹⁶⁰ « Entretien avec monsieur Kidyamba Joseph »

les chasseurs étaient réputés dans la fabrication des pièges, souvent, ils tendaient ces dispositifs sur les pistes que les animaux empruntaient. Ceux-ci étaient de plusieurs sortes, notamment le « bukenge », piège conçu pour la protection des champs. Les chasseurs creusaient de grands trous dans lesquels, ils fixaient des lances bien pointues, ces trous étaient couverts de sorte que les bêtes ne suspectent rien. D'autres techniques utilisées furent l'affûtage et l'abattage. Cette chasse était essentiellement individuelle et ne devenait collective que dans le kilonga, c'est-à-dire le feu de brousse. Cette activité était souvent portée dans des vastes savanes herbeuses, dans la forêt, ou le long des rivières, telles que : Luapula, Buleya, etc.

Les sentiers que les chasseurs empruntaient étaient nombreux. C'étaient des pistes que suivaient parfois des caravanes ou des agriculteurs. Pour guetter les animaux de hauts plateaux de Kundelungu, les chasseurs suivaient le sentier de Tondo en passant par les villages de Kalemba et de Mpolo. Souvent, avant leur arrivée à Kundelungu, ils tuaient divers animaux qu'ils gardaient en les séchant pour une meilleure conservation. Vers le Nord-Ouest, les endroits les plus visés étaient les environs de Kalanga en passant par la rivière Buleya, à côté du village Katelo, et la rivière Dikulwe¹⁶¹. Parfois ils descendaient avec la rivière Dikulwe jusque dans les villages de Mwenda Mukose. Vers le sud, les chasseurs de Bunkeya atteignaient même les villages sanga, tandis qu'à l'ouest ils arrivaient même au Luapula.

Les moyens utilisés étaient renforcés par des croyances préventives ou par des fétiches de chasses. Ces croyances poussaient des chasseurs à se farder de produits magiques pour se protéger contre les bêtes sauvages qu'ils redoutaient. Signalons, par exemple, le tatouage du front, introduit par les Yeke et qui consistait en l'usage de la cendre issue de la peau frontale des lions incinérée, des éléphants ou des hippopotames¹⁶². D'autres moyens de protection à la chasse étaient utilisés. C'est le cas, par exemple, du « mujimino », charme défensif qui, coyait-on, assurait l'invisibilité du chasseur à la chasse ; du « kwita banyama », charme offensif grâce auquel le chasseur forçait l'animal à se détacher de sa bande pour mieux l'abattre.¹⁶³

Les Yeke ont fait usage d'un instrument de musique d'origine sanga appelé « Mbila » ; instrument propre à la corporation des chasseurs d'éléphants. Le « Mbila » ou

¹⁶¹ « Entretien avec monsieur Mwenda Numbi »

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ « Entretien avec monsieur Magabwa ».

xylophone à une lame. Il se composait de quatre parties essentielles : la calebasse-kilao, le col de calebasse, les supports de lame (milombalomba) et la lame (kipabi). A ces quatre parties, on ajoutait le marteau en bois quelconque se terminant par une grosse boule de gomme.¹⁶⁴

II.3.2.3. Elevage

Verdick fait état de l'existence du gros bétail à Bunkeya et signale que son acquisition est due aux caravanes yeke qui se dirigeaient vers les côtes. Mais il insiste sur les limites imposées par la mouche tsé-tsé à l'élevage du gros bétail à Bunkeya. Grevisse, de son côté, remonte à l'origine des Yeke pour retrouver la pratique de l'élevage chez les Sumbwa.¹⁶⁵

II.3.3 Organisation sociale.

Les activités commerciales du 19^{ème} siècle en Afrique centrale et orientale et la découverte de riches mines de cuivre au Katanga ont amené les Yeke à créer un royaume dont la capitale Bunkeya devait devenir un complexe culturel. En effet, les Yeke trouvèrent des avantages dans ce commerce et établirent un système d'échanges de produits dont l'importance était soulignée par le volume du trafic entre Bunkeya et les deux côtes. Des contacts se créent entre les groupes locaux et les emprunts des uns aux autres apportèrent des transformations qui étaient le signe des dynamismes internes de ces sociétés. Dans ce métissage culturel, les Yeke conservèrent pendant longtemps, leur fond culturel intact bien qu'ils ont montré leurs brillants faits politique et militaire, ainsi qu'un essor économique remarquable. Ce fond culturel devint ainsi l'élément du maintien de la solidarité sociale des Yeke. Solidarité affirmée aussi par le fait qu'ils étaient peu nombreux et éloignés de leurs pays d'origine. Ce qui les poussa à être solidaires avec les groupes locaux. Cette solidarité amena plus tard les phénomènes d'acculturation qui engendreront les causes de la chute de Bunkeya. Dans les lignes qui suivent, nous parlerons des structures sociales, du mariage, de la justice, des croyances des habitants de Bunkeya.

II.3.3.1 Structures sociales

Le Mwami ou le Roi, les dignitaires, les hommes libres et les esclaves.

A. Le Mwami

¹⁶⁴Note descriptive de l'instrument par F.Grévisse. Administrateur du territoire de Jadotville, décembre, 1935.

¹⁶⁵F.Grévisse. « Notes ethnographiques relatives à quelques populations autochtones du Haut-Katanga Industriel » *Bulletin du Cepsi* 41(1957), 28-68.

Il était roi suzerain et se trouvait au-dessus de tous. Son entourage était formé des Princes « Banangwa », des Princesses « Bahindazazi » et de ses Reines « Bagoli ».

B. Les dignitaires

Dans la deuxième classe sociale se trouvaient les dignitaires et les chefs de subdivisions administratives. Chaque catégorie sociale avait son rôle et sa fonction bien définis. Il s'agit des Bagabe, Batoni, Bandeba, Bakalama mwami, Bana Bwani, Bamolega, Bazebula, Batwala, Bantiko et Batimiwa.¹⁶⁶ Ces hauts fonctionnaires jouaient un rôle socio-politique important et constituaient un rang social supérieur. Par ailleurs, la communauté de Bunkeya ne comprenait pas seulement le roi et les dignitaires, mais aussi les agriculteurs, les artisans, les forgerons, les chasseurs. Ceux-ci vivaient dans des quartiers et villages disséminés à travers la plaine. Parmi cette population, on distinguait deux catégories de personnes : les hommes libres et les esclaves. La première était composée des Yeke, des Sanga et des autres tribus émigrées de leurs contrées pour des raisons d'insécurité ou de famine. Il s'agit des Lomotwa, Lala, Bemba, Luba et Aushi. La deuxième catégorie était constituée des individus en infériorité juridique, il s'agit des esclaves intégrés dans un groupe familial autre que le leur où ils vivent une vie sans exercer, à moins de tolérance, les droits habituellement conférés par la coutume à un affilié naturel de ce groupe.

A cet effet, ces esclaves gardaient leurs coutumes, leur mode de vie et leurs pratiques religieuses. C'est ainsi que nous trouvons dans l'initiation chez les Yeke le rôle joué « Butanda » par les femmes luba capturées pendant des expéditions guerrières.¹⁶⁷ Bunkeya était de plus en plus peuplée d'esclaves. Ces derniers vivaient comme des citoyens, malgré les durs travaux auxquels ils étaient astreints. Certains d'entre eux étaient incorporés dans l'armée et les Baaja ou femmes esclaves étaient confiées aux dignitaires. Ces esclaves et d'autres personnes de statut inférieur se répartissaient en sept catégories de personnes. Cette hiérarchisation est bien décrite par Grevisse :

1° Les Bakeni : des étrangers de passage à Bunkeya, ils n'étaient pas proprement parler des esclaves, mais il leur était interdit de s'immiscer de quelque façon dans le règlement des affaires relatives à l'existence de la famille qui les hébergeait ou se mêler en acteurs aux réunions consacrées à l'invocation des mânes des ancêtres.

¹⁶⁶ F.Grévisse, « Les Yeke » dans A. Mwenda et F.Grévisse, *Pages d'histoire*, 276.

¹⁶⁷ « Entretien monsieur Mwenda Numbi. »

2° Les Wasukula : des hommes libres, qui pour de raisons quelconques se joignaient à des familles amies et participaient à leur existence en tant que parasites et se nourrissaient de la sève de celle-ci.

3° Les Katokilwe : des esclaves ayant fui un maître pour se mettre sous la protection d'un autre.

4° Les Mombazia : les déserteurs des clans ennemis qui se refugiaient chez les Yeke.

5° Les Sume. Gages fournis par un débiteur à un créancier.

6° Les Kunangwa : otages pris de force à un débiteur

7° Les Basabwa : des esclaves principalement des prisonniers de guerres.¹⁶⁸

Ces individus ne jouissaient pas de la totalité des droits reconnus à un Yeke même s'ils vivaient comme natifs du royaume. Aujourd'hui même cette conception est restée ancrée dans la mémoire yeke, car certaines familles se sentent frustrées, car elles sont traitées de descendantes d'une souche-esclave. Tous ces habitants de Bunkeya entretiennent de relations non seulement politique, économique mais aussi matrimoniales.

II.3.3.2. Mariage

Il est vrai qu'en dehors du pacte d'amitié et de sang lié avec les autres tribus de Bunkeya, les unions matrimoniales ont renforcé ces liens entre les clans établis à Bunkeya. Les enfants issus de ces différentes unions ont à leur tour étendu cette parenté.

Guy de Plaen confirme cela lorsqu'il note : « d'ailleurs, à Bunkeya, les mariages ont favorisé l'extension de leurs cités ainsi que de leurs relations. Les compagnons de M'siri très peu nombreux, devant recourir aux alliances matrimoniales pour s'intégrer dans les groupes locaux en laissant le pouvoir aux familles responsables»¹⁶⁹ Une autre forme de mariage connu à Bunkeya était le concubinage. Cette pratique était encouragée par les femmes esclaves amenées par l'armée de M'siri lors des expéditions guerrières. Souvent le choix du Roi tombait sur quelques-unes qui devenaient des assistantes des principales bagoli dans la gestion et l'administration des quartiers comme nous l'avons souligné plus haut. D'autres étaient épousées par les dignitaires. Mais lorsqu'un homme libre désirait s'unir à une femme

¹⁶⁸F.Grévisse. « Les Yeke », 355-356.

¹⁶⁹G.De plaen, « Diplomatie », 363.

esclave, il lui fallait obtenir l'assentiment de son maître. C'est à lui qu'il payait la dot et les cérémonies du mariage pouvaient avoir lieu. Les enfants nés de cette union étaient libres et appartenaient à leur père qui exerçait sur eux toute autorité paternelle avec ses droits et ses obligations. Dans ces conditions, la femme, quoique esclave, était mère dans toute acception du mot. Une partie de la dot payée pour ses filles lui était versée et elle en abandonnait une partie à son maître. Si l'union n'était que du concubinage, la femme esclave continuerait à résider au village de son maître, les enfants éventuels, libres, appartenant à leur mère et seraient incorporés dans le clan du maître, et considérés comme de Bezukulu ou petits – fils.¹⁷⁰ Tout esclave qui souhaitait prendre le statut d'homme libre ne pouvait se passer du consentement de son maître. C'est de lui qu'il obtenait les biens nécessaires au paiement de la dot. Il pouvait être concédé au mari d'emmener sa femme et celle-ci conservait son statut personnel. Les enfants libres appartenaient à leur père et participaient à la vie clanique du groupe de leur grand-père. Lorsque deux esclaves voulaient se marier, ils devaient recevoir le consentement de leurs maîtres respectifs et, la dot se payait selon le mode précédemment exposé. Les enfants issus de parents esclaves étaient libres.¹⁷¹

Certes, nous nous trouvons dans une société patrilineaire, bien que d'autres tribus fussent matrilineaires. Chez les Yeke, il est de règle que la femme aille résider au village de son mari ; c'est la virilocalité ou la patrilocalité. Plusieurs raisons poussaient les Yeke à éviter la matrilocatité. En effet, les enfants auraient eu tendance à négliger la famille de leur père s'ils étaient plus familiarisés avec les membres du clan de leur mère et il en résulterait un affaiblissement de relations entre père et enfants. Ainsi les Yeke, désireux de conserver leur descendance sur les enfants, imposèrent à la femme, quelle que soit sa tribu, la virilocalité. Le but visé était d'assurer la pérennité des valeurs ancestrales dans la descendance masculine en vue de renforcer Bunkeya et d'assurer les relations commerciales qu'ils avaient établies. Dans ce cas, les enfants hériteraient les biens de leurs pères.

II.3.3.3. Justice

M'siri, après avoir établi sa capitale à Bunkeya, songea à la doter d'une institution judiciaire dont les lois étaient appelées « mijilo ». Ces lois, non seulement allaient abolir certaines coutumes que pratiquaient les Sanga, les Bemba et les Luba, mais aussi elles

¹⁷⁰F.Grévisse, « Les Bayeke », 363.

¹⁷¹F.Grévisse, « Les Bayeke », 364.

respectaient des prérogatives traditionnelles des chefs locaux.¹⁷² Le tribunal central installé à Bunkeya avait pour but de réduire les risques de l'affaiblissement social. Pour ce faire, les plaidoyers étaient publics et rendus de la façon la moins impartiale. M'siri était à la tête de cette justice et était secondé par les Batoni ou juges. Ces derniers s'occupaient à rendre la justice selon les caprices de Mwami. En effet, dès le début de son règne, plusieurs abus furent remarqués à ce propos. Mais avec le temps, M'siri améliora sa justice. En outre, pour éviter une justice expéditive, les juges écoutaient parfois de longs plaidoyers avec patience et démêlaient ensuite les affaires mêmes les plus embrouillées avec prudence et habilité. Les sanctions étaient prévues pour des problèmes de banalité. La sanction la plus grave était celle infligée lors d'un cas d'adultère. Cette peine allait jusqu'à la condamnation à mort. A cet effet, pour éviter de nombreux cas de vengeance issus de cas d'adultère, les juges se souciaient de supprimer la loi du talion « œil pour l'œil, dent pour dent », car cette loi devenait alors source de troubles et se perpétuait entre les familles déjà en opposition. Il faut noter que l'unique loi qui fut gardée, était celle du « prix du sang »¹⁷³. Quand la mort avait été provoquée volontairement, toute la famille du meurtrier était responsable et donnait un membre de sa famille dans le cas où le coupable avait fui « un homme pour un homme, une femme pour une femme, une femme enceinte pour une femme enceinte. »¹⁷⁴

En dehors de Bunkeya, les différends surgissant entre clans étrangers étaient tranchés par des juges, délégués du Roi, les Batoni, après consultation des notables des clans intéressés. Cette situation contribuait à réduire considérablement le nombre de mécontentements qui pouvaient surgir si la justice se trouvait aux mains de Yeke considérés comme des étrangers. Mais lorsque l'affaire était grave, susceptible d'entraîner la peine de mort, le roi lui-même jugeait. A notre avis, toutes les mises à mort ordonnées par M'siri ne devaient pas lui être reprochées comme crimes. A ce propos Verbeken note « des chefs tuaient certaines personnes et on les accusait d'assassinat, alors qu'il s'agissait parfois de l'exécution d'un coupable en vertu d'un jugement très justifié ». Mais, on sait, par les témoignages des missionnaires Arnot, Swan et Crawford, qui assistaient à des audiences de

¹⁷²A. Verbeken, *M'siri*, 116.

¹⁷³« Entretien avec monsieur Mukonki. »

¹⁷⁴A. Verbeken, *M'siri*, 114.

son tribunal « que M'siri avait une justice expéditive surtout au début de son émergence à Bunkeya. Souvent il abusait de son droit de condamner à mort »¹⁷⁵.

C'est seulement vers la fin de son règne qu'il essaya de modérer cette justice en la rendant beaucoup plus objective, car partout la haine et le mécontentement animaient toute la population, surtout les Sanga. Ci-dessous, nous montrons comment les croyances et les associations ont influencé la vie sociale.

1. Mijilo ou interdits

Toute la vie des Yeke à Bunkeya était dominée par les mijilo, une chose dont il fallait s'abstenir par crainte de quelques malheurs. Deux éléments s'en dégagent : obligation de s'abstenir et crainte d'un mal ou sanction. Ces mijilo, selon Mwenda Munongo, étaient adaptés à l'âge et au sexe, il y avait, pour tous les individus d'une même tribu, une même sanction, par exemple, celle de la lèpre.¹⁷⁶ Les Sumbwa ne touchaient pas la peau d'un léopard, car celui-ci aurait fait des ravages. Les Shirombo, par contre, ne mangeaient pas la viande d'une chèvre, car ceux-ci lors d'une invasion de Ngoni dans le pays de l'Unyamwezi, s'étaient retirés et la chèvre en bêlant les avait trahis.¹⁷⁷ Comme on le constate, les Yeke voulaient le maintien d'une force morale dans leur société. C'est pourquoi le patriarcat était de rigueur pour la transmission de ces règles à leur progéniture. Les autres interdits étaient des Mviko. Ceux-ci étaient imposés à des villages ou à des associations sans aucune considération de la parenté. Souvent ils frappaient à l'accouchement les femmes enceintes qui avaient commis des cas d'adultère. L'importance de ces interdits consistait à sauvegarder l'intégrité familiale et le maintien de la société.¹⁷⁸ En outre, personne ne pouvait manger le produit d'une nouvelle récolte avant qu'on ait offert les prémices aux ancêtres. Ces croyances visaient l'observation et le respect de la piété filiale non seulement envers les ancêtres, mais aussi envers la société gardienne de Mviko. Signalons qu'il y a une différence entre les Mujilo et les Mviko. En transgressant un mijilo, on ne méprisait personne et on s'exposait au danger de la lèpre. Cependant, en transgressant un Mviko, on se rendait coupable vis-à-vis des ancêtres.

II.3.3.4. Associations

¹⁷⁵*Ibid.*

¹⁷⁶A.Mwenda et F.Grévisse, *Pages d'histoire*, 210.

¹⁷⁷«Entretien avec monsieur Kidyamba Joseph»

¹⁷⁸W.Van Dorpe *Les migrations*, 107.

Bunkeya regorgeait de beaucoup d'associations culturelles dont la plupart était l'œuvre des confréries des chasseurs, des devins, des forgerons.

Masweji, par exemple, était une confrérie de danseurs. Cette association semble ne pas être une institution originale des Yeke. Elle aurait été importée par des Tutsi, originaires du Rwanda venus à la suite de M'siri, sous la conduite du notable Pande Mulindwa. Ces Tutsi, dont il subsiste des descendants au village Kikobe, se déclarent de la tribu de Baha, dont l'habitat serait proche du Kitega.¹⁷⁹ Par Masweji, on visait jadis une simple association de danseurs entourés de certains rites. Leurs exhibitions, leurs danses se faisaient en l'honneur des mânes des membres défunts de la corporation. Les mânes masweji possédaient le pouvoir de manifester un désir ou de signifier leur mécontentement en permettant qu'une maladie frappe l'un ou l'autre, et le devin (mfumu) décelait leur intervention et la corporation se réunissait pour les apaiser. Cette secte disposait d'une organisation parfaite. Le chef portait le titre « de Ikungulu dya Ngombe », et, les autres dignitaires, celui de « bamudia Ngombe » tandis que les simples membres étaient désignés par le vocable « banzankila »¹⁸⁰ Aujourd'hui, il ne reste plus que le souvenir de cette association et seul subsiste, l'usage de boire et de chanter en l'honneur des mânes masweji.

Hugues Legros attribue à la Mugoli Mahanga la responsabilité de l'introduction à Bunkeya d'institutions culturelles typiquement luba telles que le "Butanda"¹⁸¹, Voici ce qu'en dit Grevisse :

A propos d'initiation, nous avons signalé dans nos notes sur les "Bulebi que les Bayeke ne pratiquent pas le "kisungu". Les femmes "baluba, capturées en grand nombre lors des expéditions de " M'siri" ont introduit une coutume s'apparentant au "kisungu", le "matanda". Quand les gamines ont atteint un certain âge on en voit 6,7,10 et même quinze ans, elles sont introduites dans la hutte maternelle et placées sur le lit où elles ne peuvent faire aucun mouvement. A l'extérieur les tambours résonnent les danses battent leur plein. Le lendemain les gamines sont vêtues de neuf et un collier de perles leur est passé au cou. A partir de ce jour et pendant un an ces fillettes ne pourront se promener qu'accompagnées. De plus, durant tout ce laps de temps, nul ordre ne pourra leur venir fut-ce de leurs parents. Elles seront totalement libres de leurs mouvements et ne feront que ce qui leur plaira. L'année passée, on prépare une grande quantité de bière qui est bue

¹⁷⁹A.Mwenda et F.Grevisse, *Pages d'histoire*, 400.

¹⁸⁰*Ibid.*

¹⁸¹Musée de Tervuren, section ethnographie, F.Grévisse, administrateur du territoire :Basanga, Bayeke, Jadotville, décembre 1935.

au cours d'une soirée de danses. C'est la fin du 'mitanda'. Répétons que c'est là une coutume luba dont les Bayeke connaissent les rites.¹⁸²

Il y avait d'une part une cérémonie d'initiation des jeunes filles et d'autre part, les 'Bambudje', une société secrète luba associée au pouvoir.¹⁸³

Conclusion partielle

C'est le commerce à longue distance qui amena les Nyamwezi à s'installer au Katanga à la suite de la découverte du cuivre et de l'ivoire. Plusieurs migrations s'y sont infiltrées dont la plus importante était celle de M'siri. Celui-ci fut accueilli par le chef Katanga qui lui confia Lutipuka pour s'y installer. M'siri y regroupa tous les Yeke pour y former la première agglomération. Mais, à la suite de la mort du chef Katanga, M'siri se décida de quitter ce village pour celui du chef Pande. Partout il montra ses hauts faits militaires et son esprit guerrier. A cet effet, l'afflux continu de nouveaux Yeke ainsi que d'autres populations autour de lui grandissaient le nombre de ses sujets. Ainsi, M'siri songea à choisir un endroit où les terres sont fertiles pour nourrir tout ce monde. Après avoir été successivement à Lutipuka, Kisungu, Kisanga, Mulungushi et Luambo, Msiri découvrit vers les années 1879-1880 le site de Bunkeya où il fixa sa capitale. Il y établit ses principales résidences à Kimpata, à Nkulu et à Munema ainsi que plusieurs autres villages. M'siri réussit à maintenir son autorité parmi les clans et les tribus par une politique dictatoriale et népotiste.

Bunkeya devint un premier site agricole où il faisait beau vivre et les contacts se créèrent entre les populations locales et les nouveaux venus par l'entremise des unions matrimoniales. Les emprunts des uns sur les autres apportèrent des transformations qui étaient signe des dynamismes internes de ces sociétés. Bunkeya devint surtout le centre d'attraction commerciale du royaume, c'est-à-dire un centre de polarisation et de focalisation des échanges commerciaux. Le passage de l'économie de subsistance à l'économie de marché extérieur est considéré, selon l'opinion libérale, comme une étape essentielle sur la voie du relèvement de niveau de vie dans les régions moins aménagées. Par ailleurs, on trouve dans cette région l'existence d'un commerce intertribal qui a préparé les voies d'accès pour un nouveau courant commercial. Cette situation, à laquelle il faut ajouter les moyens de transports rudimentaires favorables au système de relais, se distingue du système réseau par

¹⁸²*Ibid.*

¹⁸³H.Legros, *Chasseurs*, 101.

le fait de la rupture obligatoire du point de vue transport. Dans un tel système, un commerçant d'une région donnée vend sa marchandise à un endroit où un autre se charge de la porter.

C'est à cette dernière forme de circulation des biens que s'applique la définition du concept relais. Néanmoins, on ne trouve pas une équation dans la circulation des biens sous forme de tribut. Un petit chef reçoit un tribut de ses sujets et lui-même en donne à son chef. Ces biens circulent suivant une hiérarchie bien établie jusqu'à ce qu'ils atteignent le grand chef. Signalons que la persistance de la périphérie au cours de cette période, attestait le maintien du système de relais dans cette région de M'siri qui s'ouvrira peu à peu à la pénétration de divers trafiquants côtiers tels que les swahilis pour l'Est et les Portugais et Ovimbundu pour l'Ouest. Comme on le voit, le système de relais va évoluer en système de réseaux et l'élément nouveau qui intervient est la continuité dans le transport et le fait qu'un commerçant organise une caravane pour une destination bien déterminée et souvent, elle doit transporter une quantité considérable de marchandises sur une longue distance. Le commerce aussi bien dans le système de relais était réglé pour une part par les structures étatiques et par les relations de parenté. Mais avec l'introduction d'un nouveau système de réseau que nous avons défini ci haut, l'autorité du Mwami devenait garante de l'économie, de la sécurité des routes commerciales et de ses expéditions commerciales. Un système de cadeau était mis au point et permettait au Mwami d'exiger plus. Ce système était généralisé dans toute la région et le Mwami était souvent renseigné sur l'arrivée et le départ des trafiquants dans sa région.

Un autre système que facilitait l'accès aux réseaux se retrouve dans l'institution du pacte de sang. Cette pratique était généralisée dans cette zone. Ceux qui concluaient ce pacte devenaient « frères » et ne pouvaient désormais se refuser un service à l'autre de peur de s'attirer de malheur. Ce système permettait aux étrangers d'écouler leurs marchandises par l'entremise d'intermédiaires simples ou frères de pacte aux marchés de Bunkeya. Le commerce à longue distance resta le monopole de la cour. Dès lors, à l'instar son monopole d'exportation où il a écarté les Swahili pour avoir procuré aux autochtones des fusils, M'siri se réserva également le monopole d'achat et tous les trafiquants désormais étaient reçus par le Mwami. Dès leur arrivée, ils devaient lui montrer le stock de leurs marchandises. Lorsqu'il l'achetait, le vendeur devait attendre parfois pendant plusieurs mois pour être payé en ivoire, en cuivre, ou en esclaves. Quant à ceux des trafiquants qui refusaient les offres du Roi, ils se trouvaient dans l'impossibilité de repartir, car ils ne pouvaient pas obtenir des porteurs et leurs biens étaient retenus. Finalement fatigués d'attendre, ils acceptaient les conditions posées par

M'siri. Bunkeya demeura, pour ainsi dire, le centre d'attraction, de polarisation de tout le royaume.

Chapitre III : Effondrement du royaume yeke, occupation

Ce chapitre traite des causes de l'effondrement du royaume de M'siri et des réactions des populations locales à l'occupation coloniale de manière particulière les Sanga, les Yeke et les autres populations de l'empire de Garenganze. Il fait aussi le point sur la participation des Yeke aux côtés des agents de l'EIC à la pacification de toute région du Katanga.

Les multiples campagnes militaires de M'siri dans la région du Luapula-Moero ont affaibli la puissance du Mwami tandis que les guerres contre les « Kazembe » et les « Arabo-swahili » de Simba au lac Moero ont coûté aux Yeke un lourd tribut non seulement en matériel et mais aussi en hommes. Les défaites subies contre Simba par les Yeke les obligeront à abandonner le contrôle politique et économique de la région. Les Sanga, profitant du meurtre de Masengo¹⁸⁴, se révoltent et tiennent à se défaire de l'hégémonie yeke sur leur espace. A cette même période plusieurs expéditions de l'E.I.C convergent vers Bunkeya afin de faire signer à M'siri un traité de soumission. Il s'y oppose. Un membre de l'expédition Stairs, le capitaine Bodson tue M'siri. C'est le début de l'occupation effective du Katanga par les agents de L'E.I.C installés au poste de Lofoi. Mukanda Bantu, fils et successeur de M'siri fait allégeance aux nouveaux maîtres et participe avec ses hommes aux multiples campagnes de pacification de la région.

III.1. La révolte sanga

En réalité, la vie de M'siri peut être divisée en deux étapes: la première fut marquée par une série de succès militaires qui conduisirent à la fondation de Bunkeya et de tout ce qu'on appelle royaume yeke ou empire du Garenganze. La seconde fut celle d'un autocrate sédentaire, vieillissant, qui s'abandonna aux cruautés.¹⁸⁵ La révolte des Sanga ne fut qu'une résultante particulière de cette transformation du caractère du Mwami M'siri. Sans doute cette rébellion fut la plus notable qui remettait en question toute la puissance de M'siri.

¹⁸⁴Masengo était la fille de Kyawama, une sanga réputée pour sa beauté que M'siri avait épousée de force. Masengo a accompagné sa mère lorsque celle-ci quitta Mpande pour se rendre à Bunkeya. Or, on se souviendra que Mpande avait fait promettre à M'siri qu'aucune femme ne serait tuée sur son territoire. C'est le non-respect de cet interdit qui sera la cause de la révolte des Sanga.

¹⁸⁵B, Crine- Mavar, « Histoire traditionnelle du Shaba », *Cultures au Zaïre et en Afrique* 1 (1973), 5-108.

La première phase de révolte était due au mécontentement général des Sanga qui, profondément humiliés d'être sous la domination yeke, avaient décidé de secouer ce joug étranger et recouvrer leur liberté et leur indépendance. A cette époque de 1886, M'siri pouvait discerner dans son royaume des éléments d'agitation sinon de rébellion. Vers 1890, au moment où les meilleurs guerriers sont engagés dans une lutte contre les Luba sur les rives du Lualaba dans la région de Bukama-Ankoro, les Sanga entrèrent en rébellion après la mort d'une princesse sanga tuée à Bunkeya et l'incident appela vengeance.

Les Sanga ont saisi l'opportunité que leur avait offert les Yeke dans l'affaire « *Masengo* » pour se libérer non seulement de la tutelle de M'siri, mais aussi de tous les autres groupes ethniques vivant à Bunkeya. En fait, la révolte qui se répand à travers toutes les couches sanga résulte d'un procès d'intention sur M'siri. Pendant cette période, l'assassinat accidentel de Masengo se révèle un prétexte pour faire éclater leur opposition contre M'siri. Il constitue une occasion que les Sanga attendaient pour tenter de secouer le joug odieux. M'siri n'avait pas de munitions, il insista auprès des missionnaires et des membres des expéditions présentes dans sa capitale pour lui procurer de la poudre. Ces derniers refusèrent de lui en fournir. M'siri était donc incapable de poursuivre les hostilités. Encouragés par l'absence de réaction des Yeke, d'autres populations se joignirent aux révoltés

En mars 1891, les Luba des régions du Butumba et de Kibanda, des proches des Sanga, attaquent sans succès plusieurs résidents Yeke qui parviendront cependant à mater rapidement cette révolte, massacrant bon nombre de Luba. En septembre ou en octobre, les Lemba, avec à leur tête Ntenke, un résident yeke, ainsi que les Lomotwa, participent à la révolte.¹⁸⁶

Comme on peut le constater, les Yeke sont affaiblis, les premiers missionnaires et les membres des expéditions ont prêté indirectement main forte aux révoltés en refusant de fournir des munitions à M'siri. Les Lomotwa ont reçu le soutien de l'Arabo-Swahili Simba qui jurait de venger la mort d'une de ses parentes, Mataya, épouse de M'siri, morte à la cour. Ntenke prend cause de ses oncles, car il était né, selon la tradition locale, d'une femme lemba. Ntenke, de son vrai nom Mobwa, est neveu de Katanga placé par ce dernier pour surveiller la région avec l'appui de Yeke. Il devint par la suite autonome. C'est bien normal qu'il ait vite renoncé à l'alliance avec les Yeke de façon à ne plus faire parvenir à Bunkeya le tribut en

¹⁸⁶H.Legros, *Chasseurs*, 133.

cuivre et ivoire. La mort de M'siri le 20 décembre 1891 marqua la fin du règne de M'siri et le début de l'occupation coloniale de la région par les Belges.

Les causes de l'effondrement de l'Etat yeke, qui se situe vers 1890, sont à rechercher dans le dysfonctionnement et la contradiction des multiples réseaux d'échanges. En premier lieu, en maintenant les sociétés dominées dans une place d' « autochtones » et les individus incorporés dans un statut d'esclaves, les Yeke bloquaient l'accès à leur groupe et à sa reproduction sociale, ce qui les empêchait d'accroître la taille, donc la force, de leur groupe. En second lieu, on constate une rupture des échanges économiques, politiques et matrimoniaux entre le centre et les sociétés de périphérie. En excluant les résidents et les chefs autochtones de la périphérie de la redistribution des femmes, des biens importés et du pouvoir, le centre dénaturait tout son réseau d'échanges, se coupait des sociétés périphériques et s'affaiblissait considérablement.¹⁸⁷

L'effondrement du royaume Yeke va se faire parallèlement à la négation, par les populations autochtones, de l'identité Yeke. En effet, les Yeke ne parviendront jamais à gérer la contradiction fondamentale qui existe, dans l'univers symbolique katangais, entre le chasseur étranger, dépositaire du pouvoir sur les gens, et les représentants des premiers occupants du sol, responsables de la terre et de ses rituels. Considérés par les autochtones comme les chasseurs détenteurs du pouvoir sur les gens, leur appropriation du sol ne pouvait jamais être culturellement et idéologiquement légitime. La révolte des Sanga, en 1891, qui aboutira à la dislocation du royaume et à une tentative d'extermination de tout individu se réclamant d'une identité yeke est, en bonne partie, due à cette contradiction. Le prétexte de leur révolte est le meurtre d'une femme sanga, Masengo, par un yeke. Or, selon les traditions sanga et yeke, lorsque M'siri s'installa en terre sanga, leur chef lui interdira de tuer les femmes autochtones. Cet interdit trouve son origine dans le récit de fondation de la royauté sanga, c'est-à-dire au plus profond de la culture politique régionale. Cette rébellion aboutit à la négation et à la quasi- destruction de l'identité yeke.¹⁸⁸

III.2. L'occupation européenne du Katanga

La pénétration européenne au Katanga s'inscrit dans un contexte économique qui prend de l'ampleur après la découverte sensationnelle du diamant en 1887 en Afrique du Sud.

¹⁸⁷*Ibid*

¹⁸⁸H.Legros, « Le cheminement historique de l'identité des Yeke du Shaba(Zaire) » *Bulletin des séances, Arsom* 41(1995), 137-156.

Cette dernière devient alors le point de départ d'une ruée vers les mines du centre Africain.¹⁸⁹En effet, bien avant la reconnaissance de l'E.I.C à la Conférence de Berlin, le Katanga fut le théâtre de nombreuses visites de la part des voyageurs européens : Cameron(1867), deux expéditions atteignirent la cour de M'siri.

La première expédition fut conduite par les Allemands Reichard et Bonm pour le compte de la section allemande de l'A.I.A. Bonm trouva la mort avant d'arriver à Bunkeya. Seul Reichard atteignit la capitale du Garenganze en mai 1884, malheureusement suite aux difficultés rencontrées avec M'siri, il quitta précipitamment Bunkeya, harcelé par les guerriers yeke. Reichard rapporte les nouvelles du Katanga en occident. Il parle de la prospérité de la région et confirme l'existence des richesses minières, car il avait visité les mines de cuivre du chef Katanga.

La seconde expédition qui visita Bunkeya, au cours de la même année, était celle de deux officiers de la marine portugaise : Capello et Ivens. Partis de l'Angola, ils voulaient atteindre le Mozambique en passant par le Katanga. Traversant les pays des Lamba, ils ont séjourné chez Kaponda et chez Ntenke. Ivens se rendit en novembre 1884 à Bunkeya. A l'instar de la précédente, cette expédition a confirmé l'existence des richesses minières dans la région.

Mais le roi des Belges, qui, depuis son pays, suivait les mouvements ainsi que les résultats des expéditions en Afrique centrale, n'allait pas manquer de tenter sa chance. Il n'hésita pas d'envisager l'occupation de cet espace au centre de l'Afrique en plaçant sa fortune personnelle dans une entreprise d'exploration africaine. Il voila ses mobiles véritables en convoquant la conférence géographique de Bruxelles en 1876. Cette dernière aboutit à la création de l'Association Internationale Africaine le 6 novembre de la même année. Rappelons que cette conférence, qui réunissait des géographes, des hommes d'affaires et des représentants des puissances impliquées en Afrique (France, Angleterre, Allemagne...) avait pour but officiel l'abolition de la traite des esclaves, l'apport de la «civilisation» et la connaissance géographique de l'Afrique. En 1885, la Conférence de Berlin fixa la réglementation du commerce sur le bassin du fleuve Congo et sur le « *Niger-Bénoué* ». Mais la décision la plus importante par ses conséquences fut la règle en vertu de laquelle un pays ne pouvait réclamer un territoire que s'il l'occupait effectivement.

¹⁸⁹R.Maurice, *Géologie*, 296-299.

L'occupation du Katanga s'effectua dans un climat d'une lutte d'intérêt entre le roi Léopold II et la British South Africa Company (BSAC). C'était une compagnie à charte créée par Cecil Rhodes qui reçut du gouvernement britannique la mission de gouverner et d'exploiter les régions situées au nord du Cap et du Transvaal sans préciser les frontières septentrionales de son activité, ce qui fait présumer qu'elle pouvait au besoin s'intéresser au Katanga. Les ambitions britanniques étaient basées sur un certain nombre de thèses dont la principale restait le droit « *du premier occupant* ». Mais le caractère ambigu de la convention signée le 8 novembre 1884 entre le roi Léopold II et Guillaume Ier, roi d'Allemagne, ne pouvait non plus être exclu de cette compétition. Des actions furent entreprises du côté anglais tout comme du côté belge en vue de l'occupation du Katanga.

Du côté anglais :

La BSAC avait des ambitions démesurées sur les immenses richesses du Katanga, qui officiellement était intégré à L'E.I.C. C'est pourquoi, il fallait trouver des arguments juridiques pour pouvoir annexer cette région.

Le premier argument tient du fait que la Grande-Bretagne n'avait jamais signé un traité avec le roi des Belges au sujet de la limite sud-est. Le second argument se réfère à l'Acte Général de Berlin, principalement à la déclaration de neutralité d'août 1885. La Grande Bretagne considérait que les territoires inclus dans les possessions de l'E.I.C à l'issue des conventions passées antérieurement entre l'A.I.A et l'Allemagne, le Portugal et la France, étaient sans valeur légale. Le troisième argument d'ordre juridique tient de l'article 35 de l'Acte Général de Berlin qui stipule que les puissances signataires doivent garantir une autorité suffisante sur les territoires occupés¹⁹⁰. Or entre 1885 et 1890, l'E.I.C n'avait pas encore occupé effectivement cette région. La BSAC pouvait compter avec la présence des missionnaires britanniques dans la région. En effet, Frederic Stanley Arnot, de la Plymouth Brethren Mission, arriva à Bunkeya pendant la période des grandes pluies, en février 1886. Il séjourna près de deux ans et fut rejoint par deux confrères Swan et Faulkner en décembre 1887. Arnot fut surnommé « Munani »¹⁹¹ par les habitants de Bunkeya.

¹⁹⁰ Acte Général de Berlin, B.O, (1885),20.

¹⁹¹ Maton dit que munani signifie en cibemba condiment, assaisonnement, sauce. Ce surnom fut sans doute donné à cause des habitudes alimentaires d'Arnot. Le nom fut déformé par usage en monari.

La BSAC avait déjà envoyé une première expédition pour le centre africain : celle de Joseph Thomson en date du 9 avril 1890 avec ordre d'obtenir des traités et des concessions de la part des chefs locaux indépendants. Si pour Pierre Van Zuylen, la mission avait obtenu des concessions auprès de M'siri, il n'en est pas de même du point de vue de Maurice Robert qui qualifiait de nuls les résultats de cette expédition.¹⁹² Pour ce dernier auteur, l'expédition Thomson n'était jamais arrivée au Katanga. Décimés par la variole qui sévissait dans la région du lac Bangwelo, les rescapés ont dû rebrousser chemin pour l'Afrique du Sud. La deuxième expédition était celle de Sharpe qui arriva à Bunkeya à la rescousse de Thomson. Le résultat en fut un échec, car Sharpe avait eu des mésententes avec M'siri. Arrivée le 8 novembre 1890, l'expédition Sharpe n'avait pas eu la chance d'obtenir les résultats escomptés. Le contexte ne s'y prêtait pas. A l'intérieur du royaume, tout semblait bien marcher, la révolte sanga n'avait pas encore commencé. L'escorte de Sharpe est bien petite et les cadeaux qui permettent d'entretenir les amitiés, bien misérables. Il arrive seulement avec une trentaine de porteurs ne possédant pas de marchandises d'échange et armés de quelques fusils de chasse. Sharpe comptait sur les missionnaires qui pouvaient influencer M'siri à signer le traité. Swan refusa de jouer à ce jeu et lit en intégralité le texte du projet de soumission à M'siri qui refusa de le signer. Sharpe fut surnommé « Kalindo », celui qui ennueie les autres. Pour dire que la mémoire des Yeke n'avait rien retenu d'important de cette expédition.

Du côté de Léopold II :

La création de la British South Africa Company obligea le souverain Léopold II à ouvrir sans tarder le dossier du Katanga. Déjà le 24 avril 1891, une lettre adressée au capitaine Thys par le roi des Belges disait ceci : « *la solution au Katanga va dépendre de la force et du savoir- faire des agents en présence- tâches que la colonne de Stairs et celle de Bia soient fortes que possible* »¹⁹³

Sans attendre la suite à sa lettre, Léopold II avait déjà donné des ordres à l'expédition Le Marinel dans le même sens. Délégué spécialement pour le compte de l'E.I.C, Le Marinel avait eu pour mission d'organiser le camp retranché sur le Sankuru et de remonter ensuite pour occuper le Katanga. Mais loin d'avoir accompli cette mission de Lusambo, il reçut les instructions royales lui intimant de partir sur-le-champ pour le Katanga et d'installer un poste d'Etat à Bunkeya en prenant soin de faire reconnaître le drapeau de l'E.I.C à M'siri. Il arriva

¹⁹²P. Van Zuylen, *L'échiquier congolais ou secret du roi*, (Bruxelles, 1959), 206 et R. Maurice, *Géologie*, 307.

¹⁹³P. Van Zuylen, *L'échiquier*, 212.

dans cette localité le 23 décembre 1890. Comme résultat escompté il créa le poste de Lofoi où il laissa Verdick et Legat. Mais Le Marinel voulait installer le poste le long de la rivière Bunkeya, M'siri et Swan l'ont persuadé de s'installer à Lofoi, ce choix était guidé par deux motifs majeurs : depuis 1890 M'siri manifestait publiquement le désir de déplacer la capitale dans la région de Lofoi à cause du manque d'eau à Bunkeya et de profiter des montagnes avoisinantes pour mieux protéger son village. Comme la révolte sanga menaçait l'existence même de l'Etat, il fallait avoir un allié fort qui habiterait cette région montagneuse, disposant de beaucoup d'armes auprès de qui les Yeke pourraient trouver refuge.¹⁹⁴

Suite à la demande du roi des Belges, la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie (C.C.C.I) organisa par le biais de la Compagnie du Katanga trois expéditions. La première était conduite par Alexandre Delcommune, en septembre 1890, elle quitta Matadi pour le Katanga où elle arriva le 06 octobre 1891. Cette expédition avait comme objectif prioritaire la découverte et l'évaluation des richesses minières du Katanga et plus particulièrement l'or. Malgré la résistance de M'siri à signer le traité de soumission, son royaume présentait les signes de faiblesse comme le témoigne le docteur Briat, membre de l'expédition Delcommune. Le pauvre vieux en serait bien empêché : il a été très puissant, auparavant, mais il a perdu presque tout, agissant très mal avec les caravanes, qui lui apportaient de la poudre, avec laquelle vient la puissance, il les a détournées de venir chez lui, et maintenant, en guerre avec tout le monde, sapé partout, sans poudre ni rien pour en acheter, il voit sombrer son ancienne puissance, ainsi que l'empire assez vaste qu'il était parvenu à fonder.¹⁹⁵

Les deuxième et troisième expéditions étaient effectuées pour le compte de la C.K (compagnie du Katanga) créée à Bruxelles le 15 avril 1891. Elles étaient conduites respectivement par Stairs d'une part et Bia- Franqui- Cornet d'autre part.¹⁹⁶ Du point de vue strictement politique, la mission de Stairs qui arriva le 14 décembre 1891 à Bunkeya, comparée à toutes les autres expéditions, eut sans doute les conséquences les plus importantes. En effet, suivant les ordres de son commandant, le capitaine Bodson, un membre de cette expédition, poursuivit M'siri dans sa résidence où il s'était retiré en vue de lui faire signer un traité. Au refus de M'siri de s'exécuter, il le tua à coup de revolver, c'était le 20

¹⁹⁴H.Legros, *Chasseurs*, 143

¹⁹⁵MRAC, Archives Briat, 214

¹⁹⁶J.Cornet, *Le Katanga avant les belges*, 85 et 91-122

décembre 1891. Mais quelque temps après, Bodson succomba sur les mêmes lieux suite aux coups et blessures lui infligés par le garde du corps et fils adoptif de M'siri, le nommé Masuka. M'siri tué, le royaume en formation s'effondra. Pendant l'interrègne, on assista à un règlement de compte entre d'une part les Sanga et les Swahili et de l'autre les Yeke. Stairs tenta de mettre fin à cette crise politique en faisant appel à Mukanda Bantu comme remplaçant de son père.¹⁹⁷ Ce geste indigna la population surtout sanga et serait à l'origine de l'émigration de la plupart des populations vers la Rhodésie du Nord (actuelle Zambie).

III.3. Situation de Bunkeya à la mort de M'siri

La mort de M'siri eut pour première conséquence la débandade complète dans l'agglomération de Bunkeya et la fuite de la population hétéroclite dont elle se composait. Chacun s'empressait de regagner son pays d'origine, abandonnant biens et cultures. En quelques jours, Bunkeya fut dépeuplée. Il n'y restait que Mukanda-Bantu avec quelques femmes du chef défunt, les Yeke et la caravane du capitaine Stairs.¹⁹⁸ Ici les Yeke sont unanimes qu'ils n'avaient pas la force de soulever de luttes contre Stairs installé dans leur capitale, car ils avaient perdu le chef, qui était leur espoir. De son côté, Stairs croyait qu'il allait falloir se battre contre les partisans du roi défunt, mais le calme revenait à Bunkeya et Stairs se chargea de désigner lui-même le successeur de M'siri. Il choisit Mukanda-Bantu sans avoir pris l'avis des notables. Par cette infraction aux règles successorales, la branche aînée de Dikuku perdit la possibilité de revendiquer le pouvoir. Selon le missionnaire Crawford, Stairs choisit Mukanda Bantu parce que Dikuku ne s'était pas présenté : « *the same Stairs informed Crawford of having selected Mukanda Bantu as Msiri's successor. Likuku has not come in, nor Chikako.* »¹⁹⁹ Mais cette désignation n'avait pas recueilli l'unanimité du clan M'siri, car quelque temps après, un bruit courut selon lequel le frère de M'siri, le nommé Ntalasha, est allé demander renfort à Simba l'arabisé pour tuer Mukanda Bantu et chasser ses alliés, les officiers de l'EIC. « *A report occasioning some excitement amongst the natives here, has come by a messenger from Kasembe at Moero, to the effect that Shimba has been invited by Ntatachia (Msidi's brother) to come over and kill Mukanda-Vantu and the C.F.S. officers* »²⁰⁰ Stairs réduisit ainsi la souveraineté de Mukanda Bantu aux environs de Bunkeya,

¹⁹⁷H.Delvaux, *L'occupation*, 28.

¹⁹⁸A.Delcommune, *Vingt*, 126

¹⁹⁹*Echoes of Service*, 273 (novembre 1892), 261.

²⁰⁰*Echoes of Service*, (octobre 1893), 238.

en lui enlevant toute autorité au sud, sur les Sanga et au nord, sur les Lomotwa. Les deux frères de M'siri devinrent alors les sous-chefs de leurs propres villages et des terres avoisinantes.

Mais, la série noire commença. La famine s'accrut et devint une véritable calamité et Stairs s'écria " *j'ai faim*". Ses porteurs affamés s'éparpillaient dans les pays, à la recherche des vivres. Bunkeya était devenue un endroit infecté de moustiques et de rats, la population traversait la situation la plus horrible. On voyait partout les hommes mourir de faim. A cet effet, la dysenterie, conséquence inévitable de ce régime infernal, se mit bientôt de la partie et chaque jour les cadavres à enterrer étaient plus nombreux. Bunkeya est maintenant un désert, peut-être un «cimetière» serait plus proche de la description appropriée. Dr. Malony, membre de l'expédition Stairs, a estimé que quelque trois cents hommes étaient morts pendant le séjour de huit semaines environ.²⁰¹ C'étaient les Blancs de cette expédition qui procuraient à Mukanda Bantu, fils et successeur de M'siri, et à Maria Fonscca, le strict nécessaire pour ne pas mourir de faim. Delcommune, témoin de cette situation, s'écria :

Est-ce là le pays de richesses comme nous le voyons selon les dires de Livingstone, Arnot, Reichard, Capello et Ivens, et suivant tout ce qu'on nous avait dit en Europe? Est-ce bien l'Eden que nous a promis Lemarinel? Où sont toutes ces poules? Ce miel? Ces bananes, ce manioc et l'huile, des arachides et tout ce gibier? Déception amère! De toutes ces promesses, de tout cet espoir qui nous faisait aspirer.²⁰²

Après M'siri, il ne reste rien à Bunkeya. La conjugaison des diverses circonstances : guerres, sauterelles a provoqué la famine. J. Cornet en donne une illustration :

Le 16 janvier 1892, l'expédition Bia se dirige vers Bunkeia. Elle franchit d'innombrables rivières, ruisseaux et canaux d'irrigation creusés par les « indigènes » pour les besoins de leurs cultures. Dans les plantations de maïs, l'eau monte jusqu'aux chevilles, quand on traverse les cours d'eau. Puis, tout à coup, on entre dans une région où règne la disette : les plantations de maïs, de patates douces, de millet ne sont pas encore mûres et ont été ravagées par les sauterelles.²⁰³

Stairs se plaint de la famine qui sévit dans la région de M'siri en ces termes :

²⁰¹*Echoes of Service*, 273 (novembre 1892), 262.

²⁰²A. Delcommune, *Vingt*, 126-7.

²⁰³J. Cornet, *Le Katanga avant les Belges*, 178-182

Pour se nourrir, les soldats et les porteurs essayaient de se nourrir de racines, de feuilles de patates douces et de potirons, de tiges vertes de sorgho et de maïs. Les blancs sévèrement rationnés : trois ou quatre épis de maïs non mûrs et une tasse à thé de haricots par jour. On amenait aussi pour les Blancs un peu de gibier de Lofoi.²⁰⁴

L'on peut multiplier des exemples pour montrer qu'il s'agit d' « un pays de la faim » comme le confirment les témoignages laissés par les rescapés de l'expédition Bia-Franqui-Cornet organisée par la Compagnie du Katanga entre 1891-1893. Cette expédition avait perdu 82% de son personnel noir suite aux difficultés presque insurmontables à se procurer de la nourriture en 1892 dans la région du Haut-Katanga : « Car la région minière du Katanga, aujourd'hui si vivante et si dynamique était alors une contrée désolée et quasi déserte ».²⁰⁵ Cette situation catastrophique persista pendant longtemps. Jusqu'autour des années 1906 et 1907, la situation sociale de Bunkeya demeura précaire comme en témoigne une correspondance du docteur Ascenco adressée au représentant du C.S.K au sujet de l'emplacement d'un lazaret.

J'ai honneur de vous informer que profitant de mon voyage chez Moenda pour y examiner des cas suspects de variole, je me suis rendu au village Kasamina à 3 heures de marche de Mokanda Bantu... pourquoi ce praticien s'est installé à Bunkeya ? Un endroit à 3 longues étapes de Lukafu et au milieu d'une région dépeuplée et déserte. D'ailleurs les noirs sont très récalcitrants d'aller à Bunkeya et disent qu'on y meure de faim. Du reste les faits portent mieux que les paroles ; la plus grande partie des indigènes se sont déjà sauvés de ce lazaret et il n'y reste que les soldats, les femmes des soldats, les travailleurs ou des anciens serviteurs des blancs.²⁰⁶

Durant cette période, les agents de l'EIC vivant au poste de Lofoi cherchaient le ravitaillement en vivres au Kasai :

Je me souvenais que vers 1896 le Katanga apparaissait comme une contrée lointaine située vers le sud-est du Congo et qu'il y vivait une douzaine d'agents de l'Etat, deux ou trois missionnaires protestants et autant de vagues commerçants...Chaque année on concentrait à Lusambo, chef-lieu

²⁰⁴*Ibid.*

²⁰⁵P.Devos, *L'enfer katangais. Lubumbashi 1946-1949*, Société populaire des éditions, (Bruxelles 1973), 118-119 et J.Cornet, *Le Katanga avant les Belges*, 178-182.

²⁰⁶Archives Africaines, Dossier h(846)176, CSK, lazaret n°3 Bunkeia.

du district du Kasai, tout le ravitaillement en vivres et marchandises d'échange destiné au service du Katanga.²⁰⁷

Mais l'empire Yeke ne s'effondra pas à la mort de son fondateur. Peu à peu, le jeu des alliances achevait de le restaurer et de sauver les Yeke. Mukanda Bantu fit rapidement alliance avec la nouvelle puissance. Stairs demanda au nouveau chef de s'installer à côté de lui, car Bunkeya est éloigné du poste d'Etat, « *et si on te déclare la guerre là-bas, tu auras de difficultés* »²⁰⁸ A la mort de M'siri, les Sanga entendaient recouvrer leur liberté, devenir les maîtres incontestés de la région et détenir le monopole du commerce à longue distance. Une autre dictature s'installa à Lofoi avec la présence des agents de l'E.I.C. Les Sanga décidèrent de poursuivre la rébellion contre le nouvel envahisseur. Cette étape est considérée comme la deuxième phase de la révolte Sanga. Le prétexte est trouvé, la protection que les agents de l'E.I.C accordèrent à Mukanda Bantu, fils de M'siri et nouveau chef des Yeke. La coalition des Yeke avec les agents de l'E.I.C apparut aux yeux des Sanga comme une volonté de les dominer. En se révoltant contre M'Siri, ils cherchaient à se libérer de son joug. La présence des agents coloniaux aux côtés des Yeke laissait croire aux Sanga qu'ils passaient sous une autre domination yeke. Ces agents apparaissaient à leur arrivée comme obstacle devant l'extermination de leurs ennemis Yeke. La détermination sanga de venir à bout des Yeke laissait croire aux agents belges que les Sanga étaient des insoumis à l'Etat et à l'empire de M'Siri. La diplomatie belge s'inspirait de la splendeur et de l'immensité de l'empire yeke. Les Belges firent des Yeke leurs alliés de première heure dans la lutte contre non seulement les Sanga, mais aussi les autres peuples de la région.

D'autre part, comme nous l'avons souligné ci-haut, il naît des Sanga le désir de jouir de la liberté de commerce que l'administration coloniale ne pouvait accepter. Les Sanga se sont soulevés, influencés par des négriers Ovimbundu du Bihe.²⁰⁹ Les Ovimbundu les excitaient contre l'administration coloniale pour les soustraire de son autorité. Ils misaient sur le commerce des esclaves et sur les salines de Mwanshya. Ils excitaient les Sanga dans le but d'avoir le monopole avec eux ; propos soutenus par Verbeken et Delvaux. Après la mort de M'siri, Mukanda Bantu alla construire son village près de Lofoi, se mettant ainsi à l'abri des incursions sanga, ses hommes n'étant plus en nombre suffisant pour contenir la pression que

²⁰⁷ L. Moutouille, « Contribution à l'histoire des recrutements et emplois de la M.O.I dans les territoires du comité spécial du Katanga », *Comptes Rendus du Congrès Scientifique*, 6(1950), 16

²⁰⁸ « Lettre de Mukanda Bantu » dans A. Mwenda et F. Grévisse, *Pages d'histoire*, 63.

²⁰⁹ E. Verdick, *Les premiers*, 115

les Sanga exerceraient sur lui. Pour les Sanga, l'E.IC était non seulement complice des Yeke,²¹⁰ leurs ennemis, mais aussi un sérieux concurrent²¹¹ sur le plan commercial.

III.4. La résistance sanga à l'occupation coloniale

On peut évaluer le degré d'hostilité des Sanga à l'endroit du poste de Lofoi en parcourant quelques batailles livrées entre les deux groupes. Au début de l'année 1894, le chef sanga Pande Mutwila construisit son village fortifié sur la rive droite de la rivière Lufira près des salines de Mwanshya. Il en interdit l'exploitation aux agents de l'Etat à Lofoi et proclamait partout qu'il chasserait les Blancs et les Yeke du pays. La réaction des agents de l'EIC sous le commandement de Brasseur soutenus par Mukanda Bantu et ses hommes fut vive. Le « *Boma* » de Pande Mutwila fut mis à sac. Les Sanga, défaits, perdirent beaucoup d'hommes dont le chef lui-même.²¹²

Mukanda Bantu rapporte ceci :

Un jour, le Blanc Nkurukuru envoya Makabwa et son mutoni Dyoko pour chercher du sel chez Mwasha. A leur arrivée, ils rencontrèrent des gens de Mutwila et de Muhemwa dans le village Mwasha. Les Basanga leur demandèrent " qu'êtes-vous venus faire, ici chez- nous?" Ils répondirent " le Blanc nous a envoyé chercher du sel. Allez lui dire de venir pour que nous le dépouillions de sa peau, reprirent les Sanga, Allez dire aussi à Mukanda Bantu de venir avec vous pour que nous lui coupions la tête et fassions la coupe à bière de notre chef. Informé de cette situation, monsieur Brasseur et moi, nous partîmes avec Mukende Ntalashya, Kipamina etc. . . Arrivés là-bas, nous nous battîmes, prîmes leur village.²¹³

Cette défaite n'a presque rien changé à la révolte des Sanga. Le successeur de Mutwila, Pande Kaluakumi, se retira dans des grottes avec ses sujets en vue de se soustraire des obligations vis-à-vis du poste de l'Etat. Il pensait que cette retraite lui permettrait de s'emparer de tout le territoire de l'ouest comprenant la vallée du Haut-Lualaba avec les passages de ce fleuve où il régnerait sans conteste et où il espérait pouvoir recevoir les caravanes des négriers Ovimbundu venant de l'Angola. Ceux-ci auraient instigué ces chefs sanga à la révolte depuis que les Européens leur ont empêché de pratiquer le commerce des esclaves à l'intérieur des

²¹⁰A.Verbeken, *M'siri*, 246

²¹¹H.Delvaux, *L'occupation*, 46

²¹²E.Verdict, *Les premiers*, 66.

²¹³« Lettre de Mukanda Bantu » dans A.Mwenda et F.Grévisse, *Pages d'histoire*, 63.

frontières de l'EIC.²¹⁴ En dépit de cette dernière défaite, les Sanga nourrissaient encore quelques espoirs de parvenir à chasser les agents de l'EIC du moins à contrôler les caravanes en provenance et à destination de l'ouest (l'Angola).

La seconde révolte venait de Mwenda Mukose et Kasangula, grands vassaux du chef Mulowanyama, qui ne voulaient pas payer le tribut à Mukanda Bantu. Sous les ordres de Brasseur, Mukanda Bantu et les siens les attaquèrent et Mwenda Mukose prit la fuite vers les montagnes²¹⁵. L'armée de l'E.I.C. prit plusieurs pointes d'ivoire et des esclaves. En mars 1899, la dernière tentative des Sanga de se libérer de la tutelle de Lofoi fut violemment réprimée. Il s'agit de la troisième et dernière opération dirigée contre un chef sanga, Pande Mulowanyama. Ce dernier, qui n'avait pas non plus, comme ses prédécesseurs, voulu collaborer avec Lofoi, alla trouver refuge dans les grottes de Kamakele. A l'origine de tout : Brasseur apprit que le chef investi par Mukanda Bantu avait été chassé et que le mât que ce dernier lui avait donné avait été arraché par Mulowanyama. L'Européen, informé de cette situation, alla rétablir Chisenda que Mukanda Bantu avait investi. Mais Brasseur à peine parti de chez Mulowanyama, ce dernier chassa ce chef investi et réablit le sien, Lumbwe. Cette fois-ci, l'Européen Kaseya²¹⁶ envoya le caporal Kasongo et 12 soldats tandis que Mukanda Bantu envoyait ses frères. Tous envahirent Lumbwe, vassal de Mulowanyama, et le chassèrent. Son chef ne put le défendre. Il prit aussi la fuite. Cet épisode de guerres est connu par les Yeke car, disent-ils, il leur rappelle les succès de M'siri, leur héros²¹⁷. Verdict et Delvaux décidèrent de frapper dur. A l'approche de la colonne, Mulowanyama se résolut avec ses sujets de se mettre à l'abri dans les fameuses grottes dont les orifices se trouvaient au milieu du village : l'ensemble, étant fortement palissadé, formait un boma d'accès difficile. Pour Mulowanyama, cette position était irréprochable. En effet, selon la légende de la région, ces grottes s'étendaient loin sous la terre et avaient des issues connues seulement des occupants qui devaient leur permettre d'en sortir sans laisser des traces. Le siège du lieu commença le 20 mars et ne fut levé que le 25 juin, soit cent jours au total. Après d'inutiles sommations de reddition, Verdict enjoignit à ses troupes d'introduire le feu dans les grottes afin de forcer les occupants à sortir de l'autre côté déjà surveillé. Mais ce fut la peine perdue, car le feu non seulement provoqua l'effondrement de la voûte calcaire, mais aussi la mort par

²¹⁴*Ibid.*

²¹⁵« Lettre de Mukanda Bantu » dans A.Mwenda et F.Grévisse, *Pages d'histoire*, 115.

²¹⁶Il s'agit de Verdict.

²¹⁷« Lettre de Mukanda Bantu » dans A.Mwenda et F.Grévisse, *Pages d'histoire*, 115.

asphyxie d'un grand nombre d'occupants en majorité les guerriers et le chef lui-même restés là à attendre l'ennemi. Il faut noter cependant que les femmes et les enfants s'étaient déjà sauvés par les issues secrètes avant le désastre. Lorsque le 1^{er} juillet, on pénétra dans les grottes, on dénombra 178 cadavres dont celui de Mulowanyama. On y trouva aussi des fusils et pas mal de sacs de poudre. C'est par ce triste sort que pris fin la rébellion des Sanga envers l'EIC et avec elle la légende des troglodytes.²¹⁸ A travers les différentes phases de conquête de l'espace sanga, il paraît clairement que les agents de l'EIC tenaient non seulement à mettre un terme aux exactions de cette communauté, mais aussi à rétablir l'autorité des Yeke sur leurs voisins. Bien avant cette démonstration de coup de force contre les Sanga, leur chef Pande voulut soigner l'image de ses sujets en invitant les missionnaires de la Muena à installer une église dans sa capitale. Un refus catégorique lui fut opposé car pour Campbell, le décor d'une race des révoltés était déjà planté, les administrateurs et missionnaires ne devraient pas faire marche arrière, pour dire que le cliché était établi que les Sanga n'avaient plus droit au chapitre :

Chief Mpande, 'the big chief of the Va-Sanga [sic], around whom are thirty to forty big villages', sent a large ivory tusk and demanded that a mission be established at his capital. 'This is out of question at present. Besides, Campbell thought that Mpande's move might have been prompted by an underlying desire for calico, so very scarce now. Matonge (home-spun stuff) and antelope skins have again come into fashion since "the whites chopped off Msidi's head", as they say.'²¹⁹

III.5. Les formes de résistance chez les autres peuples du Katanga à l'occupation coloniale

Par ailleurs, outre la résistance sanga, il y eut d'autres formes de résistance à l'occupation coloniale au Katanga. En collision avec les trafiquants de l'ouest, Ovimbundu et Tungombe, Kasongo-Nyembo qui, après s'être servi du pouvoir colonial pour d'abord mâter provisoirement l'opposition et ensuite asseoir son pouvoir, n'entendait pas partager sa souveraineté et encore moins la céder à qui que ce soit. Voilà pourquoi une fois son but atteint, il résolut de canaliser vers lui, le commerce de l'ouest, bravant ainsi toutes les lois en la matière. Ce faisant lorsqu'en mars 1896, le commandant Oscar Michaux, était de passage dans son village, aux troupes des révoltés de Luluabourg et en route vers le sud pour soumettre les Chokwé, Kasongo Niembo préféra la fuite à la rencontre avec le représentant

²¹⁸H.Delvaux, *L'occupation*, 74-76.

²¹⁹*Echoes of Service*, 390 (septembre 1897), 283.

de l'Etat qui, pourtant, le comptait déjà parmi ses alliés. Mais quelle ne fut pas sa déception lorsqu'il apprit que c'était à cause de la présence chez lui d'une caravane de trafiquants bihénois que Kasongo Nyembo n'avait pas pris l'inutile risque de l'attendre dans son village.

Les chefs locaux sanga ou luba tenaient à prendre la relève du commerce transcontinental après l'éviction ou la disparition de M'siri, c'est dans ce même ordre d'idées que Kasongo Nyembo passa sous silence ses engagements avec les agents de l'EIC. Dans les autres contrées du pays luba, les expéditions européennes constituaient une véritable surprise devant laquelle s'offraient deux alternatives seulement : fuir ou passer à l'attaque contre l'étranger blanc, contre les maléfices desquels il fallait se protéger. Dans la plupart des cas, c'est la première possibilité qui était choisie. C'est ce que Museya, chef d'un village luba situé au bord de la Lovoi, conseilla à sa population de faire, tandis que lui-même et quelques hommes valides restaient en pourparlers avec les membres de l'expédition Delcommune. Ces derniers cherchaient à avoir quelques pirogues pour traverser le cours d'eau mais les hommes de Museya refusèrent. Il en résulta un échange de coups l'issue duquel la colonne se rendit maître de sept pirogues. Le chef Kinkonja se montra aimable à l'endroit de l'expédition Delcommune, mais lui tourna le dos le jour où elle devait quitter son village. Ce jour fut le plus funeste pour l'expédition, car toute l'arrière garde (Hakanson et douze soldats) fut massacrée par les Baluba de Kinkonja alors que l'avant-garde se trouvait déjà à plus de 25 kilomètres du lieu de combat et était dans l'impossibilité de lui porter secours.

Les raisons de cette attaque soudaine peuvent être d'ordre magico-religieux ou tout simplement une rancœur de plusieurs chefs devant le refus de Delcommune de leur donner quelques articles de traite en échange avec les esclaves. Ceci pourrait justifier, lors de l'attaque de l'arrière, la ruée sur les marchandises de la caravane. Comme en témoigne Mambuko, domestique de Hakanson, le seul survivant du désastre : « Lorsque M.Hakanson voulait écarter les curieux qui se pressaient contre nous en riant, une violente poussée se produisit. Les indigènes se jetèrent sur les rouleaux de mitakos, nos caisses des cartouches et nos malles et en commencèrent le pillage. » La raison magico-religieuse se retrouve dans la réponse du médiateur du chef Kinkonja à la demande d'audience de Delcommune : « *le chef, avait-il dit, ne peut pas sortir du village ni me voir parce que c'est la première fois qu'un blanc traverse le pays et qu'on craint ses maléfices.* »²²⁰ Les Africains des autres parties du

²²⁰ A.Delcommune, *Vingt*, 202.

Katanga éloignées du réseau commercial avec les côtes étaient hostiles aux différentes expéditions d'exploration de la région.

Cependant dans certaines régions du Katanga, les agents de l'Etat furent accueillis très favorablement pour des impératifs de sécurité. Tel fut le cas du Mwant Yav Mushid. Pour le lieutenant Michaux qui rencontra le souverain des Aruund en 1896, sa visite avait un double but : obtenir la reconnaissance de l'EIC et s'assurer de l'alliance du chef Lunda. Ce dernier se déclarait prêt à reconnaître la suzeraineté de l'EIC à condition que l'Etat lui apporte son concours contre les Tutshokwe. La collaboration entre Mwant Yav Mushid et les agents de l'EIC fut éphémère. Selon Ndua Solol, une insurrection de Mwant eut lieu quelques années après. L'auteur attribue ce fait à la mauvaise conception des agents de l'EIC du pouvoir africain. Ces derniers avaient cru que la convention avec le Mwant Yav Mushid leur assurait sa fidélité et sa docilité. « *Sans doute y eut-il erreur sur la conception du pouvoir qui, dans la société qui nous concerne, se trouvait aux mains d'un conseil et non d'un individu : l'opposition à l'occupation étrangère partit en effet du citentam et non de Mushid en tant qu'individu.* »²²¹ Les causes de cette insurrection seraient probablement l'opposition déclarée des agents de l'EIC à toute progression des Arrund vers le sud du pays. Cette opposition était dictée par les impératifs de l'heure, il fallait empêcher les affrontements entre groupes ethniques locaux. Les impositions de l'Etat, notamment le portage et la fourniture de vivres, en constituent les origines immédiates. Les agents de l'EIC ont su tirer profit des querelles intestines pour dresser un membre de la famille royale Muteb a Kasang et ainsi donc le mouvement prit une autre tournure. Ce n'était plus un mouvement contre le nouvel occupant mais bien entre les partisans de Muteb et ceux de Mushid. Cette résistance prit fin avec la mort de Mushid et celle de son frère Kawel.

III.6. Les Yeke face à l'occupation effective du Katanga par les Belges

Après la reddition de la deuxième phase de la révolte sanga, les Yeke étaient appelés à participer à plusieurs autres expéditions et missions de pacification aux côtés des officiers de l'E.I.C. Toujours avec Brasseur, les Yeke ont fait un long et pacifique détour dans les régions de Tenke, Katanga, etc. Après la victoire de Chiwala et la mort de Brasseur, c'est Verdict et Fromont que Mukanda Bantu accompagnait à Tshimakele contre le chef sanga Mushima, puis

²²¹Ndua Solol "Mwant Yav Mushid (c. 1856-1907)", *LIKUNDOLI*, 5(1973), 42-43.

contre Nkenda Byela, à la Kalule où ils accompagnaient le commandant Gheur et le lieutenant Grauwet. Delvaux raconte les différentes campagnes menées contre Simba et Shiwala en ces termes :

J'escalade un pic voisin d'où l'on découvre le lac Moero et l'île de Kilwa. Elle fut fameuse par les trois malheureuses attaques dont elle fut l'objet il y a quelques années lorsqu' y régnait un petit sultan nommé Simba (le lion...). Vers 1892, le commandant Descamps tenta de débarquer dans l'île, mais il fut repoussé. Plus tard le commandant Brasseur voulut reprendre l'affaire à son compte mais il ne fut pas plus heureux. La première fois qu'il tenta d'aller chez Simba, sa flottille de pirogues fut durement secouée par les eaux agitées du lac, tandis que Brasseur cherchait un point de débarquement possible ; les arabisés se mirent à tirer sur les pirogues et les obligèrent à reprendre le large. La seconde fois, Brasseur faillit réussir à débarquer ; une escouade était déjà à terre lorsqu'elle fut violemment attaquée par les gens de Simba embusqués à la lisière de la forêt qui borde la plage ; deux soldats furent tués et les autres durent se sauver précipitamment pour ne pas tomber entre les mains des arabisés.....une expédition plus soigneusement montée et avec des moyens plus importants eut finalement amené Simba à se soumettre ; ce qui le sauva fut l'annonce que Kilwa appartenait à l'Angleterre. On dut donc s'abstenir d'y retourner.²²²

L'attaque du Boma Arabe Shiwala se fit en 1897 : *«Le 25 octobre 1897, la colonne Brasseur quitte le poste de Lofoi. Elle est formée par les troupes de Lofoi et en partie par les meilleurs soldats valides (soldats et porteurs) de la colonne Verdick-Delvaux. Sa force est de 150 soldats, environ 100 auxiliaires de Mokanda-Bantu et 200 porteurs.»*²²³

Cette colonne avait pour mission de mettre fin aux exactions de cet Arabe sur les populations locales ne possédant pas l'arme à feu pour résister aux continuels assauts des bandes de Shiwala. Les membres de la colonne furent accueillis en libérateurs.

Au cours de son voyage sur le Haut Luapula, Brasseur avait reçu des plaintes des villages Baushi et Balamba au sujet des exactions continues de Shiwala à l'égard de leurs populations. Cet arabe avait la prétention de soumettre à sa loi toute la partie extrême-sud de l'Etat, comprise entre la Kafubu, le lac Bangweolo et la Loenge. Il avait réussi à faire le vide dans cette région et, si le chef Kiniama, des Baushi, n'avait pas été à même de lui opposer une barrière, il serait venu faire la guerre aux populations riveraines de la Lufira.²²⁴

²²²H.Delvaux, *L'occupation*, 56-57.

²²³*Ibid.*

²²⁴E.Verdick,E., *Les premiers*, 74.

L'attaque du boma de Shiwala se solda par la victoire des forces de l'EIC, malheureusement le commandant Brasseur touché par une balle, mourut le surlendemain. L'impression produite par cette victoire, selon Verdick, fut excellente, car les populations locales se sentaient protégées :

Les indigènes sentaient qu'ils avaient des protecteurs puissants dans les représentants de l'Etat et qu'ils pouvaient compter sur eux. Il n'y avait que les Basanga qui ne se rangèrent pas franchement de notre côté et pour cause. Ce sont eux qui favorisaient le trafic des caravanes des Tungombe du Bihé. Ils savaient bien que nous ne tolérerions pas ces trafiquants dans le pays aussi longtemps qu'ils feraient la traite des nègres.²²⁵

La prise du Boma de Shiwala marqua ainsi la fin de la traite des esclaves à l'Est. Par contre à l'ouest les Bihenos et les Ovimbundu encourageaient la population locale à vendre leurs propres enfants :

Depuis que les chefs arabisés du pays au Nord du Moero avaient été expulsés, Pweto, Kabindu, Muruturu, Semiwe et d'autres, depuis la mort de Simba, chef de l'île de Kilwa, et depuis la création du poste de Pweto, le commerce d'esclaves était enrayé dans l'Est du Katanga. Il restait l'Ouest : avec les Bihenos, les Wanbundu et les Kioko. Bien que les premiers ne se livrassent pas à des razzias à main armée comme les Arabes et les Kioko, ils n'en faisaient pas moins mal en instiguant les habitants des villages où ils séjournaient pendant des semaines et des mois, à vendre leurs propres enfants.²²⁶

Partout, ils pourchassaient les rebelles et les brûlaient même dans les grottes qui leur servaient de refuge. Alors la région s'était pacifiée et les Yeke s'adonnaient avant tout à la construction de piste et au portage. Rien d'étonnant que le chef de secteur de l'époque, le Général Gaston Heenen, l'ancien vice-gouverneur Général du Katanga, ait pu écrire : " *Nous les Belges, nous avons une grande dette envers les Bayeke* " F. Grevisse dit 80 ans plus tard, " *dette réciproque, s'il en fut, tant il paraît évident que les Belges eussent-ils laissé faire après la mort de M'siri, et l'empire yeke était rayé de la carte géopolitique de la région.* "²²⁷

Que ferait Mukanda Bantu dont Crawford dit n'avoir qu'une suite d'une douzaine d'hommes.²²⁸ Le missionnaire ne l'avait-il pas signifié qu'à cette période la seule chance des

²²⁵*Ibid.*

²²⁶*Ibid.*

²²⁷F.Grévisse, « La lignée des chefs Yeke », *Bulletin des Séances, ARSOM*, 27(1981), 605-636.

²²⁸*Echoes of Service*, 273 (novembre. 1892), 262.

Yeke pour éviter toute extermination était de s'en remettre sous la protection du nouvel occupant.

After the death of Msidi there was a great stampede of the people, nobody knew where ... During the last fortnight, however, many an old face has appeared as risen from the dead, pinched enough no doubt, yet quite hopeful, as they tell us that they are going to be our neighbours on the Lufoi. These are Va-Yeke, who at last see that their only chance of protection (yes, for it has really come to that) lies in their crouching behind the white men. To predict that, in the event of this country being evacuated by the Congo Free State, there would be a great rushing at each other's throats for the ascendancy is not at all hazardous, for these present mutterings are certainly the preludes of a coming storm.²²⁹

Ce n'est pas seulement les Sanga qui tenaient à l'extermination des Yeke, mais bien toutes les populations voisines, les Lomotwa et le Bena Mitumba n'ont pas manqué, là où l'occasion se présentait, de se livrer au massacre des Yeke.

The Va-Lomotwa, however, have a deadly grudge against the Va-Yeke, so that in their district the life of a Mu-Yeke would not be worth a day's purchase. Poor old Chifuntwe was cruelly beaten to death because he was a Mu-Yeke. A short time since, for a similar reason, ten of Mukembe's men were murdered by the "Va-Mitumba", to the N.W. of Bunkeya, when on a journey of peaceable intent.²³⁰

Quant aux membres de l'E.I.C. à Lofoi, ils quittèrent le poste de Lofoi pour créer un autre à Lukafu. Partout, les Yeke fournissaient une main-d'œuvre à la fois dévouée et habile. Cette restructuration de l'espace avait pour but de créer une voie de communication certaine entre le Katanga et d'autres contrées éloignées. Mukanda Bantu dans sa lettre ne manque pas d'énumérer les travaux effectués par lui-même et les siens pour le compte de l'E.I.C :

Voici maintenant les travaux que j'ai faits pour le roi Bulamatari.

J'ai commencé à Lofoi où je construisis une fortification. Je coupais des sticks, tandis que Mwemena était chargé de fournir les cordes. Après cela, ce fut la construction des maisons des soldats et des blancs eux-mêmes. Quant aux travaux de construction de maisons, on ne saurait les compter. A Lofoi j'en ai fait exécuter par moi-même cinq, je pense. Mais ceux que je faisais exécuter sont sans nombre. A Lukafu, nous fondâmes d'abord

²²⁹*Echoes of Service*, (novembre, 1893), 251.

²³⁰*Echoes of Service*, (octobre, 1893), 238.

Mwena, Lukafu ensuite. Le premier qui construisit les maisons de blancs était Mafinge. Mais là aussi j'ai parfois surveillé moi-même les travaux. Ceux que je faisais surveiller sont innombrables. Quant au transport, je l'ai commencé à Lofoi lors du voyage à Nkonde, ce fut le premier. Alors le transport s'établit. A Lukafi surtout, c'étaient porteurs sur porteurs.²³¹

La participation des Yeke à l'occupation de la région ainsi que leur contribution à la construction des infrastructures de l'EIC naissant ne sont, en fait qu'une conséquence logique de leur allégeance à cette autorité nouvelle qui leur garantissait la protection. La situation des Yeke paraît analogue à celle des rescapés d'un grand désastre, réfugiés dans un camp de travailleurs pour une factorerie au Kasai, du temps de l'EIC, entre 1899 et 1904 dont parle Vansina.²³² L'auteur conclut en soulignant que le trait le plus frappant de cette communauté était l'adaptation rapide au monde moderne introduit par les expatriés d'outre-mer. C'est cette capacité d'adaptation qui permit de construire une nouvelle société des personnes déplacées et déracinées. Et cette nouvelle culture forgée par ces rescapés finit par dominer les deux provinces du Kasai sous le nom de Baluba-Kasai.²³³ Les Yeke ne seront-ils pas dans l'avenir considérés comme le symbole de l'unité katangaise ? Même si, déjà ils avaient réussi à s'intégrer dans l'univers des autres peuples du Katanga ; c'est leur capacité d'adaptation qui poussa l'administration coloniale de reprendre la grille de lecture yeke des peuples dominés par eux et l'a transformée dans la structure administrative coloniale. Les clichés établis par l'administration coloniale seront à plusieurs endroits source des conflits ethniques d'après les indépendances en Afrique centrale dont le cas le plus criant est celui des Tusti-Hutu. Les Yeke sont restés attachés à la recherche de la légitimité de leur pouvoir face à une forte pression de l'autochtonie sanga. Les Sanga n'ont jamais cessé de dire aux Yeke qu'ils sont étrangers au Katanga. Au-delà des remous de l'histoire, l'identité contemporaine yeke puise ses racines dans les représentations du passé et de l'espace. C'est donc une recherche constante du statut d'autochtone au travers des mythes anciens.²³⁴

²³¹ « Lettre de Mukanda bantu » dans A. Mwenda et F. Grévisse, *Pages d'histoire*, 77.

²³² J. Vansina, « Les rescapés: une communauté éphémère au Kasai 1896-1904 » dans C. Panella, *Lives in motion, indeed, interdisciplinary perspectives on social change in honour of danielle de lae, studies in social sciences and humanities*, vol 174, Royal Museum for Central Africa, Tervuren, (Belgium, 2012), 273-293.

²³³ Jan Vansina se réfère à l'ouvrage de Kalulambi Pongo, *Etre luba au XXe siècle: identité chrétienne ou ethnicité au Congo Kinshasa*, Karthala, (Paris, 1998).

²³⁴ Lire les écrits de Hugues Legros principalement l'ouvrage : « chasseurs d'ivoire, une histoire du royaume yeke du Shaba (zaïre) », éditions de l'université de Bruxelles, 1996, et trois articles : « Aux racines de l'identité : mémoire et espace chez les yeke du Shaba/zaïre (1995) », « Le cheminement historique de l'identité des yeke du Shaba(zaïre) » (1995) et « les discours de la parenté : idéologie politique et manipulations lignagères chez les yeke du Shaba » (1996).

III.7. Séjour de Litupishia

La vie sociale des Yeke, pendant leur séjour à Litupishia, n'est pas connue avec assez de précision. Toutefois les écrits des missionnaires et agents de l'E.I.C montrent que Mukanda-Bantu a su faire de Litupishia un des plus beaux, des plus prospères et surtout des plus peuplés de la région. Le missionnaire Dr Fisher visitant le village de Mukanda-Bantu ne cacha pas ses sentiments en qualifiant Litupishia de village exceptionnel qu'il ait vu en Afrique : « *The day before yesterday we visited Mwenda's (Msidi II), with one exception the largest village I have seen in Africa.* »²³⁵ En 1896, avant que le Dr Fisher ne visite ce village, un autre missionnaire note que Litupishia fut le plus grand et peuplé village d'Afrique centrale dont on peut estimer sa population autour de quatre mille âmes.

...and reached the village of Msidi II. The chief was away, but we were pressed to stay the night. It is a difficult thing to describe such a village. It is one of the largest to be found from East to West, and is one of the most populous districts in Central Africa. We reckoned that there were fully a thousand houses; so the total population might be about 4,000.²³⁶

La tradition locale renseigne que Mukanda Bantu, appelé ici Msidi II par les missionnaires, se montra diplomate en gardant contact avec les populations des bassins de la Dikulwe et de la Lufira. En passant à côté de cette nouvelle et puissante capitale yeke, rapportent les anciens, leurs ennemis éprouvaient une cruelle déception et se tordaient d'une rage impuissante.²³⁷ Un élément non négligeable qui paraît dans la structure de ce village est l'esclavage qui était pratiqué dans la cour de Mukanda-Bantu. Le missionnaire Lily George, visitant Mukanda-Bantu en 1899, indique la présence des esclaves dans la cour. George fait même allusion à l'ancienne structure sociale de Bunkeya : « *his favourite wife, and the only one who receives visitors at his house. All the others have their own houses, compounds and slaves, in different parts of the capital same structure as old Bunkeya?* » Les défenseurs de l'abolition de la traite des esclaves n'ont-ils pas fermé expressément l'œil pour contenter leurs alliés Yeke en leur permettant cette pratique. Pas nécessairement, car ils étaient contraints d'une manière ou d'une autre de maintenir ce système qui leur était favorable. Alors que la conquête de l'Afrique progressait, les conquérants coloniaux furent peu à peu confrontés aux réalités de l'abolition de l'esclavage sur le terrain. S'il était clairement dans leur intérêt de

²³⁵*Echoes of Service*, 537 (novembre 1903), 413.

²³⁶*Echoes of Service*, 386 (juillet 1897), 218-219.

²³⁷J.M. Kashoba Mabindi, « Mode de succession au trône chez les Bayeke et problème de légitimité », non publié, (Lubumbashi, 1991), 52.

mettre un terme aux rafles d'esclaves qui perturbaient l'économie, il en allait tout autrement de l'esclavage même. Après la conquête, il était d'abord autant dans l'intérêt des conquérants que des maîtres de maintenir les esclaves en place et au travail. Le départ pur et simple des esclaves aurait eu des répercussions négatives sur l'économie et incité, à certains endroits, les détenteurs d'esclaves à prendre les armes.²³⁸

En dehors des campagnes militaires au cours desquelles ils se sont illustrés comme vaillants guerriers, les Yeke s'adonnaient à l'agriculture comme en témoigne Clément Brasseur qui prit la commande du poste de Lofoi en 1893. Il prit plaisir à s'occuper des problèmes agricoles : il s'organisait pour empêcher le retour des famines qui désolaient traditionnellement le Katanga, ces famines qui avaient causé tant de souffrances et tant de pertes parmi les grandes expéditions de la Compagnie du Katanga :

Afin d'éviter le retour des famines produites, soit par imprévoyance, soit par de guerres, comme au temps de M'siri, j'ai introduit la culture du riz et du froment et déjà plus de quarante chefs ont reçu la semence. Lors de la récolte, ils en remettent une partie dans mes magasins, qui leur est vendue l'année suivante, de manière qu'ils augmentent la culture tous les ans dans une grande proportion. Tous les légumes d'Europe viennent très bien ici. J'ai planté également des palmiers, des pommiers et des citronniers qui poussent à merveille... Depuis mon arrivée, j'ai introduit le mouton à longue queue et j'ai fait venir du Sud une race de chèvres plus belle que celle du pays.²³⁹

Le missionnaire Crawford de passage dans le village de Mukanda Bantu apprécie à juste titre la production agricole après des années des grandes famines :

Only this fine young fellow Mukandavantu could have kept them all together during these exceptionally hard times. The old trade roads are shut, and as a result rags and skins are only covering everywhere... With memories of those dark famine days, they cultivate the whole countryside, reaping a fabulous quantity of millet, so much so, that these days they are brewing off all the surplus grain.²⁴⁰

Les Yeke pratiquaient aussi la chasse, l'élevage, car viandes et volailles se vendaient à vil prix : *«I have seen more drunkenness here than I had seen since my arrival in Africa. Meat*

²³⁸S.Miers, « Le nouveau visage de l'esclavage au XXe siècle. » *Cahiers d'Etudes Africaines*, 45 :179/180 (2005), 667-688.

²³⁹Brasseur, Notes, documents, carnets, correspondances, Musée de Tervuren cité par J.R.Cornet, *Terre katangaise, cinquantième anniversaire du comité spécial du Katanga 1900-1950*, (Bruxelles, 1950), 67-68.

²⁴⁰*Echoes of Service*, 364 (aout 1896), 250.

*and fowls are very plentiful, and prices small compared with those at Kavungu. »*²⁴¹ Ces divers témoignages expliqueraient l'émigration vers Litupishia de certains Yeke après leur retour à Bunkeya. Cette population fut obligée de regagner Bunkeya autour des années 1914-1915 à la demande de Kitanika. Ce dernier reçut l'appui de l'administration coloniale. Ces Yeke étaient attirés non seulement par l'abondance des vivres dans le milieu mais aussi par le travail qu'offraient les petites entreprises minières installées dans la région. Le témoignage des missionnaires montre qu'à cette période, l'autorité du chef commençait à s'effriter, car l'attention des populations était portée vers le travail des mines. Mais l'ouverture des mines allait déboucher sur une famine cruelle dans la région.

The opening of the Katanga mines threatens the poor Lufira Valley with a cruel stroke. The simple pastoral ideas must all go, just as urban life in England is killing the rural. As, too, the land only lives a year at a time in the matter of cereals, the very slightest tampering with the agricultural year in the forcing of labour for the mines would eventuate in a cruel famine, and Africa gets no food imported.²⁴²

Les efforts menés par le commandant Brasseur seront bouleversés dans toute la région par un dualisme socio-économique s'articulant autour des deux secteurs dont l'un dit industriel moderne et l'autre dit paysan « arriéré »²⁴³, à la naissance du monde minier. Ce processus se mit en place à la suite de la crise de 1930 par la mise au travail des populations : corvées, cultures obligatoires, production vivrière à bas prix, travail migrant dans les mines, l'industrie ou les grandes plantations capitalistes.²⁴⁴ Néanmoins les Yeke ont bien retenu les leçons sur la culture du riz ; culture rénovée autour des années 1990 et constituant jusqu'à ce jour, un des principaux produits d'échange entre le milieu coutumier et les centres urbains.

Les Yeke et les autres peuples de la vallée de la Lufira ont été les porteurs des premiers lots des minerais produits. Clarke dans ses souvenirs parle du premier envoi de la production d'or des mines de Ruwe.

C'est pendant qu'il était à Koni, à 100 kilomètres de Kambove, que nous reçûmes de Georges Gref une demande d'aide : il s'agissait d'assurer le

²⁴¹*Echoes of service*, 452 (avril 1900), 123.

²⁴²*Echoes of Service*, 526 (mai 1903), 194-195.

²⁴³B.Jewsiewicki et J.P.Chrétien, *Ambiguïtés de l'innovation, sociétés rurales et technologies en Afrique centrale et occidentale au XXème siècle*, éd Safi, (Québec, 1984), 12.

²⁴⁴J.P. Chrétien, « La paysannerie captive de modèles totalitaires en Afrique centrale au XXe siècle. Le travail de Sisyphe de la critique historique » dans I.Ndaywel e Nziem et E.Mudimbe-Boyi, (éds), *Images, mémoires et savoirs : une histoire en partage avec Bogumil Koss Jewsiewicki*, Karthala, (Paris, 2009), 389.

premier envoi d'or, provenant de la mine de Ruwe, fut transportée sur la tête des indigènes dans de petites caisses pesant 30 kilogrammes chacune. Il devait être dirigé sur Kiniama puis, fort Jameson en route pour le Zambèze, un parcours de bien de kilomètres. Nous transportâmes en sûreté, à travers le fleuve dans un grand canoë appartenant à la Mission. Nous apprîmes par la suite qu'il était parvenu sans encombre à sa lointaine destination.²⁴⁵

Un autre fait social mérite bien d'être souligné, les missionnaires protestants s'étaient occupés de l'éducation de la population de Litupishia au moyen de l'évangélisation. Les Yeke ont accueilli l'école avec enthousiasme et étaient disposés à ériger un établissement d'éducation des masses dans leur village. Le missionnaire J.Anton qui a séjourné dans le milieu ne manque pas d'éloge pour cette population :

We are looking up to God for additional workers ... In Mwenda's village alone surely he was still near the Lofoi and hadn't yet returned to Bunkeya? we require about four workers. The people there have made a beginning, and many are able to read and write a little; they are so anxious to have the work continued that they are about to build a school of sun-dried bricks at their own expense.²⁴⁶

A partir de 1906, la maladie du sommeil ravageait les populations de la région, les Yeke furent obligés de regagner Bunkeya, abandonnant leurs biens. Le missionnaire Clarke, qui a aidé le gouvernement colonial dans le déplacement de cette population, relate les circonstances du déménagement. C'est au cours d'une visite à Bruxelles, en 1922 au palais royal, qu'il raconta l'événement au roi des Belges, Albert Ier.

Il fut particulièrement heureux d'apprendre tout ce que nous avions fait pour sauver le peuple de Mwenda de la terrible maladie du sommeil. Le colonel Wangermee et moi-même eûmes plusieurs entretiens avec le docteur Polidori, officier de santé de la province, au sujet de l'étendue alarmante que prenait la maladie sur les rives de la Lufira et ses affluents. Par la suite, le colonel m'adressa une lettre dans laquelle il me demandait de l'aider et de coopérer avec le gouvernement afin de déplacer toute la population de la région de Lufira vers un emplacement où l'on ne trouvait pas la mortelle mouche tsé-tsé palpalis. Nous choisîmes un bon endroit sur les bords de la Bunkeya et, après trois jours de marche, nous arrivâmes à Bunkeya et nous installâmes le chef Mwenda au lieu même que son père Mushidi avait choisi des années auparavant, lorsqu'il quitta la région de Mulungwishi en territoire sanga.²⁴⁷

²⁴⁵A.J.Clarke, « Souvenirs d'un pionnier au Katanga(Garenganze) », *Comptes Rendus du Congrès Scientifique*, 7, (Elisabethville, 1950), 77-87.

²⁴⁶*Echoes of Service*, 530 (juillet 1903), 273.

²⁴⁷A.J.Clarke, « Souvenirs », 83-84.

Ce déplacement constitua une grande entreprise pour tout le monde et donna lieu à bien des souffrances en raison de la pénurie de denrées alimentaires pendant les six premiers mois. Il fallut attendre deux mois pour que le médecin puisse annoncer que l'épidémie avait été enrayée. La mission protestante dut abandonner tous ses bâtiments, maisons, écoles, etc., comme avait dû le faire le gouvernement à Lukafu. Mais le colonel Wangermé donna l'ordre à l'administrateur de Kambove de prendre, avec le chef, des dispositions nécessaires à la construction d'une grande chapelle-école dans son village pour remplacer celle de Litupishia. Ce bâtiment fut élevé au centre de Bunkeya à l'emplacement même qu'avait choisi le chef avec l'approbation entière du gouvernement entre 1908-1910 »²⁴⁸ C'est à Bunkeya que Mukanda-Bantu, atteint, semble-t-il, de la maladie du sommeil, trouva la mort, le 07 juillet 1910. Selon Godefroid Munongo interrogé par Michel Lwamba, Mukanda Bantu aurait été empoisonné par une de ses femmes, sur instigation d'Emile Wangermé, alors Gouverneur du Katanga.²⁴⁹ Pour mettre à la fin l'épopée yeke. Ce qui n'est pas vrai car tous les responsables de l'administration coloniale ont contribué au renforcement de l'autorité yeke dans l'environnement de l'espace sanga.

Bien que les Yeke aient fait allégeance à l'autorité nouvelle, ils constituaient néanmoins une communauté à contrôler. C'est à leur retour à Bunkeya que l'administration coloniale décida de créer un nouveau poste qui permettrait la surveillance de cette population. Cette tâche revint au poste de Kambove créé le 01 août 1910, suite à la présence des richesses minières. Devenu chef-lieu de zone le 01 juin 1911, chef-lieu de secteur, Kambove devint chef-lieu de territoire en 1914, avant le transfert de celui-ci à Likasi, le 20 mai 1924.²⁵⁰ Pour ce qui est de la reconstruction de Bunkeya, ce fut l'œuvre du successeur de Mukanda Bantu, le nommé Kitanika. Ce dernier eut deux tâches, la première, celle de rassembler la population, ramener les hommes et les femmes restés à Lukafu pour peupler Bunkeya. La deuxième, de rassembler les populations éparpillées dans les petits villages non loin de Bunkeya, les

²⁴⁸*Ibid.*

²⁴⁹Interview accordée à Lwamba Bilonda par le mwami Godefroid Munongo à Lubumbashi le 13 janvier 1991 lire Lwamba Bilonda, «Les Bayeke : de la résistance la plus farouche à la collaboration la plus étroite avec l'administration coloniales belge : essai d'explication et présentation des conséquences de ces deux attitudes ».Communication présentée à la première semaine culturelle katangaise, dédiée à M'siri, le roi du Garenganze et à Joseph Kiwele, ministre katangais de l'éducation nationale, (non publié, Lubumbashi, 1992).

²⁵⁰Archives CERDAC, Registres des renseignements politiques, territoire de Jadotville, 1932-1939 : historique du territoire par l'administrateur du territoire Fernand Grévisse.

anciens esclaves qui ne pouvaient plus regagner leur milieu d'origine. Il y parvint et traça le plan du nouveau village de Bunkeya.

Conclusion partielle

L'effondrement du royaume yeke est lié aux facteurs internes et externes. Sur le plan local, les multiples campagnes militaires de M'siri dans la région du Luapula-Moero ont affaibli la puissance du Mwami, les guerres contre les Kazembe et les arabo-swahili de Simba au Lac ont coûté aux Yeke un lourd tribut en matériel et en hommes. Les défaites subies contre Simba par les Yeke les ont obligés à abandonner le contrôle politique et économique de la région du lac Moero. La durée de ces campagnes, le manque des résultats probants ont contribué à l'affaiblissement du royaume. Le coup dur serait le fait de s'être attaqué de front à un des grands centres politiques de la région ; le royaume de Kazembe du Luapula. Dans ces guerres, M'siri perdit son poids économique. Il enregistra non seulement beaucoup de pertes en vies humaines mais aussi son certificat d'invincibilité. Son prestige était remis en cause par bon nombre des chefs autochtones. Les Sanga, profitant du meurtre de Masengo, se révoltent et tiennent à se défaire de l'hégémonie yeke sur leur espace. La révolte des Sanga n'est que l'expression matérielle de la remise en cause du pouvoir yeke considéré comme étranger et constitue par le fait même la cause immédiate de l'effondrement du royaume de M'siri. Mais le commerce à longue distance contribuera aussi à la décadence de Bunkeya et tout le royaume. Car, après leur renvoi par M'siri de son royaume, les Swahili et les Arabisés vendront des armes à feu aux populations sous domination yeke pour combattre et détruire l'hégémonie yeke installée à Bunkeya.

Les relations des Yeke avec les agents de l'E.I.C apparurent aux yeux des Sanga comme une volonté de les dominer. En se révoltant contre M'Siri, ils cherchaient à se libérer de son joug. La présence des agents coloniaux aux côtés des Yeke laissait croire aux Sanga qu'ils passaient à une autre domination yeke. Ces agents apparaissaient à leur arrivée comme un obstacle devant l'extermination de leurs ennemis Yeke. La détermination sanga de venir à bout des Yeke laissait croire aux agents belges que les Sanga étaient des insoumis à l'Etat et à l'empire de M'Siri. La diplomatie belge s'inspirait de la splendeur et de l'immensité de l'empire yeke. Il naît des Sanga le désir de jouir de la liberté de commerce que l'administration coloniale ne pouvait accepter. Les Sanga étaient soulevés et influencés par des négriers Ovimbundu du Bihe. Sur le plan externe, la fin tragique de M'siri ouvrit donc la voie à l'occupation effective du Katanga. Le Katanga, depuis longtemps en marge des

préoccupations immédiates de Léopold II, fut conquis et occupé par l'E.I.C de 1890 à 1910, suite aux compétitions politiques et économiques qu'il avait provoquées pour son occupation entre Léopold II et d'autres puissances européennes en l'occurrence la Grande Bretagne. C'est surtout à cause de ses immenses richesses.

Les Yeke ont abandonné leur capitale, dès lors, Bunkeya perdra son importance économique, politique et sociale. La population, en majorité esclave, se libère du joug yeke. Ces hommes et femmes retournent dans leurs milieux d'origine, ou s'installent ailleurs. Bunkeya est devenu un désert où vivent les vieillards, les invalides. La citadelle des Yeke n'était plus qu'un simple village dépendant du poste de l'Etat de Lofoi. Le successeur de M'siri, Mukanda Bantu se mettra au service des Blancs et s'installera à Litupishia près de Lofoi. Il participera avec tous les Yeke à côté de Brasseur, et Verdick etc...aux campagnes de pacification de la région. Enfin, il contribuera à la construction des postes de Lukafu et de Lukonzolwa. Dans leur vie cachée près de Lofoi, Mukanda Bantu et les Yeke s'adonnèrent aussi à l'agriculture et parvinrent à bien entretenir leur village qui devint après quelques années seulement, le plus grand et peuplé village de la région. Avec l'appui des missionnaires protestants, les Yeke ont accueilli l'école avec enthousiasme et avaient érigé un établissement d'éducation des masses dans leur village. Ils prirent part aux activités de l'industrie minière naissante dans leur région. A partir de 1906, la maladie du sommeil ravageait les populations de la région, les Yeke furent obligés de regagner Bunkeya, abandonnant leurs biens. La conjugaison de tous ces facteurs permit aux Yeke de s'inscrire dans la dynamique nouvelle de la colonisation. Une chefferie est créée pour eux par l'administration coloniale, chefferie Mwenda, qui deviendra par la suite, chefferie des Bayeke ; dont la majeure partie de la population est constituée des autres groupes ethniques, Sanga, Lomotwa, Babangu, Lembwe, etc. L'équilibre social trouvé, les Yeke font partie de l'ensemble des groupes ethniques créés de toutes pièces par l'administration coloniale belge.

Il faut noter cependant que si Bunkeya n'a pas pris de l'importance après la chute de M'siri, c'est parce que la réorganisation de l'espace suscitée par les colonisateurs entraîna la disparition de certains centres moins bien situés par rapport aux nouveaux réseaux d'échanges d'une part et la naissance de nouvelles villes qui les supplantèrent d'autre part. La refondation de Bunkeya sera l'œuvre de Kitanika, qui, une fois au pouvoir, aura pour première tâche celle de rassembler la population, de ramener les hommes et les femmes restés à Lukafu pour peupler Bunkeya. Tel est l'objet du chapitre suivant.

IIème Partie : Structures sociales de Bunkeya : de la renaissance de la cité par Kitanika au règne de Mwenda Mutampuka (1910-1956)

Chapitre I : Refondation de Bunkeya et situation sociale de l'entre-guerre (1911-1940)

Ce chapitre porte à la fois sur la refondation de Bunkeya par Mwenda Kitanika et sur l'évolution sociale de la cité jusqu'à la fin de son règne. Il est divisé en trois sections. La première traite du règne de Mwenda Kitanika en l'insérant d'abord dans l'organisation administrative des territoires dont la chefferie fera partie. La section analyse ensuite la réorganisation des structures politiques et judiciaires de Bunkeya, les quartiers, les rapports entre Kitanika, l'administration coloniale et ses administrés. Enfin, il traite des différentes œuvres sociales réalisées par ce chef pendant son règne. La deuxième section parle de l'implantation des missions chrétiennes à Bunkeya. Il s'agit des missions protestante et catholique. Une attention particulière est portée sur la mission catholique qui a eu une grande empreinte sur l'évolution sociale du milieu. La troisième et dernière section aborde la question de l'agriculture, la politique agricole de l'ensemble du territoire, les cultures imposées et leurs conséquences sur l'évolution sociale des populations autochtones.

I.1 Le règne de Kitanika

I.1.1. Organisation administrative de la chefferie

Investi en 1911, Kitanika a régné jusqu'en 1940. Mais ce règne ne peut être suivi que par rapport à l'organisation politico-administrative de la colonie en général et des territoires de Kambove (1911-1923) et de Likasi (1923-1931) dont a fait partie la chefferie de Mwenda à ses débuts. A partir de 1931, la chefferie Mwenda dépend du territoire de Jadotville et, en 1952, elle est intégrée au territoire de Lubudi jusqu'à ce jour. En ce qui concerne l'administration des chefferies indigènes, un nouveau décret, signé le 2 mai 1910, remplaça celui du 3 juin 1906. Il institua le système des chefferies et des sous-chefferies. La chefferie Mwenda Kitanika était composée de sous chefferies ci-après : Mukabe-Kazari, Mwenda-Mukose, Nguba, Kalonga. Mubili Kubantu et Mutobo. Tant le décret du 2 mai 1910 que les décrets ultérieurs sur les circonscriptions ont été interprétés par les uns comme répondant à une politique d'administration indirecte, et par les autres comme réalisant une politique

d'assimilation.²⁵¹ Pour les premiers, il s'agissait du développement de la coutume et des collectivités indigènes organisées en chefferies durables, et pour les seconds de l'introduction pure et simple des principes du droit européen.

Depuis sa constitution et l'investiture de Kitanika, la chefferie Mwenda Kitanika dépendait du territoire de Kambove jusqu'en 1923. Elle fut administrée à partir de 1923 par le territoire de Likasi qui deviendra Jadotville en 1931. En 1935, le territoire de Jadotville comptait 14 chefferies dont les importantes étaient la chefferie Pande et celle de Mwenda regroupant six sous-chefferies à savoir : Mubili Bantu, Nguba, Kalonga, Mutobo, Mwenda-Mukose et Mukabe-Kasari. Une septième sous-chefferie, Kanianina, faisait partie de la chefferie Pande.²⁵² En rapport avec la mise en œuvre du décret du 5 décembre 1933, instituant le secteur et supprimant les sous-chefferies, il y avait nécessité de recréer toutes les chefferies sur base des nouveaux textes législatifs. Ces sous-chefferies de Mwenda ont disparu en 1936. Suite aux modifications apportées, la nouvelle chefferie fut dénommée chefferie des Bayeke. Elle englobait l'ancienne chefferie Mwenda et ses sous-chefferies.

En 1952, la chefferie des Bayeke devint une subdivision administrative du territoire de Lubudi dans le district du Luababa jusqu'à ce jour. A la date du 1 juillet 1952, par ordonnance n°21/137 du 4 juillet 1952 parue au Bulletin Administratif n°15 du 10/02/52, a été créé le territoire de Lubudi, constitué par les chefferies Bayeke, Mulumbu, Masangule et Mwana-Mwadi. Alors que les deux premières chefferies étaient détachées du territoire de Jadotville, la troisième le fut du territoire de Kolwezi et, la dernière, du territoire de Bukama. De par la dénomination de cette chefferie, les Sanga, nombreux dans cet espace, digérèrent mal leur assimilation aux Yeke. La chefferie Bayeke englobe à ce jour six groupements sous la responsabilité du mwami de Bunkeya, il s'agit de Mubili Bantu, Nguba, Kalonga, Mutobo, Mwenda-Mukose et Mukabe-Kasari.

Après avoir retracé l'évolution administrative de la chefferie Mwenda, puis Bayeke, voyons comment Kitanika a organisé la cité de Bunkeya considérée à l'époque comme le village modèle des territoires de Kambove et de Jadotville.

²⁵¹Muyere-Oyong, « Promotion des collectivités locales en république du zaïre. Études des dynamismes des autorités traditionnelles appliquées au cas des chefferies de Mwant Yav et de Bayeke », (thèse de doctorat en sciences politiques, non publiée, Université libre de Bruxelles, 1973)

²⁵²Archives Africaines, « Rapport .A.I.M.O du territoire de Jadotville », 1935.

I.1.2 Les quartiers de Bunkeya

En 1891, si l'on se réfère au témoignage de Verdict auquel nous avons fait allusion aux chapitres précédents, Bunkeya n'était pas divisé à proprement parler en quartiers comme ceux de la cité actuelle, initiée ou refondée par Kitanika. Selon ce sous-officier belge, Bunkeya était une vaste agglomération dont les cultures s'étendaient le long de la rivière Bunkeya. La capitale du royaume comptait alors 42 villages encerclés de palissade et séparés les uns des autres des champs de sorgho, de maïs, de riz... Les populations autour des résidences royales constituaient les quartiers administrés par les Bagoli.

A la refondation de Bunkeya, Kitanika divisa le village en 7 quartiers dont 2 furent confiés à Ntalasha et Magabwa, les deux personnages représentant les parents proches de M'siri. Les cinq autres furent confiés aux Bagoli. Ces dernières étaient assistées dans l'exercice de leur fonction par des hommes qui n'étaient pas de la lignée des chefs, mais, qui, par leur bravoure, ont aidé les chefs yeke à asseoir leur pouvoir. C'est notamment le cas des guerriers de M'siri ou ceux de Mukanda-Bantu. Selon notre informateur, le choix de ces hommes n'était pas fait au hasard ; l'objectif étant de peupler le village, les assistants des Bagoli furent choisis parmi ceux qui avaient des grandes familles.²⁵³

1. Quartier Mulandu, la mémoire collective a voulu garder l'image de Maria Da Fonsceca, surnommée Mushota dans l'histoire des Yeke. Une femme proche d'elle fut désignée, chef de quartier, même si biologiquement, elle n'était pas liée à elle, car Maria n'avait pas eu d'enfants avec M'siri. Ce quartier regroupait les familles sumbwa venues à la suite de M'siri et dont la plus importante était celle de Kabobo (la tradition yeke renseigne qu'au retour de son voyage au Katanga, M'siri s'était rendu au Busukuma afin de s'y procurer des remèdes magiques et de s'y faire initier chez un devin, le mufumu Masuka. Il avait été accompagné de Mutaka, le frère de sa mère, et de Kabobo, le fils d'un autre frère de sa mère.) Mulandu représente les Yeke qui sont venus après M'siri, on les salue Shamulondela, du verbe kulondela c'est-à-dire, suivre.
2. Quartier Kapapa. La Mugoli était assistée de Kandigilwa, le forgeron. Kandigilwa était le fils de Kinkwingé, compagnon de M'siri. Kikwingé, habile forgeron, épousa la sœur du chef Pande, la nommée Kyambebe, de laquelle naquit Kandigilwa. Devenu adulte, il fut initié au métier de son père. Général de M'siri. Il participa à plusieurs expéditions militaires pendant les campagnes de M'siri. Il était poudrier de l'armée de

²⁵³ « Entretien avec monsieur Mwenda Numbi ».

M'siri, réparateur de l'arsenal militaire et fabricant des minutions, flèches, lances... Dans la cour de M'siri, il fournissait des bijoux : des bracelets en ivoire, en cuivre. Il jouissait d'un réel prestige au sein de la communauté et avait une nombreuse progéniture qu'il a eue avec deux femmes : la première était aushi et la seconde, luba. Pour avoir participé à la campagne de pacification à Litupishia et avoir bien géré le quartier, il reçut en 1947, une médaille de mérite civique.

3. Quartier Kamfwa, la Mugoli était assistée d'un guerrier de Mukanda Bantu, le nommé Kapatamoyo Muzinga.
4. Quartier Mahanga, la Mugoli était assistée du transporteur du kipoi, Kachaka wa makila
5. Quartier Kamama, la Mugoli y était assistée du guerrier Mpumbu

Le nombre de quartiers a évolué de 7 à 8. Kitanika fit venir de Kibanda où il vivait, son frère cadet Munongo Mutampuka, l'héritier du trône. Quand ce dernier arriva à Bunkeya, il s'installa avec ses hommes dans le quartier qu'on appelle Bwala. Ce quartier est dirigé actuellement par les descendants de la lignée maternelle de Mutampuka.²⁵⁴

Jetons un regard sur le fondateur de cette cité, Mwenda Kitanika.

I.1.3. Mwenda Kitanika : sa vie, début de son règne.

Il s'agit d'abord de faire apparaître, derrière la tendance générale la plus visible, les stratégies sociales développées par les différents acteurs (Les Bami de Bunkeya) en fonction de leur position et de leurs ressources respectives, individuelles, familiales, de groupe, etc. L'histoire de Bunkeya est en quelque sorte liée à celle de ses dirigeants qui se sont succédé à la tête de la chefferie depuis Mukanda Bantu jusqu'à ce jour.

Kalasa surnommé Mukanda Bantu, c'est-à-dire celui qui foule les hommes sous les pieds, n'a pas véritablement régné à Bunkeya. Il a eu toutefois le mérite d'assurer la survie de l'empire de M'siri qui se désagrégeait en faisant allégeance à l'E.I.C. Elevé au sein d'un climat guerrier, il s'initia très tôt à la guerre et s'inséra au premier rang de la phalange aguerrie et souvent victorieuse qui permit à M'siri de se surnommer Nungwayulamiba, « le

²⁵⁴ « Entretien avec monsieur Magabwa ».

porc-épic aux nombreuses épines »²⁵⁵ Entraîneur d'hommes, il fit montre d'une habilité diplomatique qui permit à la fois de conserver l'influence yeke sur les peuples conquis et de faire passer les mêmes Yeke pour amis des Belges. C'est la ligne de conduite que poursuivra Kitanika.

D'après Grévisse, Kitanika serait le troisième fils de Mwenda M'siri. Il est né vers 1873 à Kimpata. Lorsque l'expédition Stairs atteint Bunkeya, le 18 décembre 1891, Kitanika accompagna son père au camp des visiteurs et, après l'entrevue, il recueillit ses impressions et sombres pressentiments.²⁵⁶ Nous vîmes et fûmes présentés au Blanc : « Mon ami fit, Mwenda, voici tes fils. Voici leur cadet Kitanika que tu enverras au Buyeke. »²⁵⁷

Kitanika était vraisemblablement le cadet de fils présents à la rencontre de M'siri et du capitaine Stairs. Au moment de l'assassinat de M'siri, Kitanika était à Bunkeya, il avait vécu le douloureux événement. Il fut parmi les princes qui accompagnèrent Kalasa Mukanda Bantu à Litupishia à la demande du capitaine Stairs. Très tôt, Kitanika se révéla discipliné et entretint des rapports étroits avec son frère et les Blancs de Lofoi. Proche des premiers missionnaires protestants de la Garenganze Evangelical mission de Koni Hill, il apprit d'eux les rudiments de connaissances qui lui permirent de participer à la rédaction des « **Mémoires de Mukanda Bantu** ». ²⁵⁸ Il était un bon guerrier, son nom apparaît dans quelques expéditions guerrières lors de la pacification de la région sous l'égide des commandants du poste de Lukafu.

En raison des qualités lui reconnues, Kitanika était appelé à succéder à son frère. Une fois au pouvoir, la première tâche du nouveau chef, comme dit plus haut, était celle de rassembler la population, ramener les hommes et les femmes restés à Lukafu pour peupler Bunkeya. La deuxième opération fut de rassembler les populations éparpillées dans les petits villages non loin de Bunkeya, les anciens esclaves qui ne pouvaient plus regagner leur milieu

²⁵⁵ *Biographie coloniale belge*, Tome 4, colonne 640.

²⁵⁶ F.Grévisse, « La lignée », 609.

²⁵⁷ A.Mwenda et F.Grévisse, *Pages d'histoire*, 53.

²⁵⁸ En 1909, Mukanda-Bantu, vieillissant, accueillit le futur roi Albert, alors prince de Belgique, avec son épouse, la princesse Elisabeth, dont il reçoit des cadeaux et à qui il a adressé en guise de remerciement, un document rédigé grâce à son frère Kitanika, et sera traduit par le commandant Gheur sous le titre de **mémoires de Mukanda-Bantu**. C'est un récit historique dans lequel, il a retracé tous les événements à partir de l'arrivée des Yeke au Katanga jusqu'à leur participation à la conquête coloniale en passant par l'arrivée des Européens et l'assassinat de M'siri publié dans A.Mwenda et F.Grévisse, *Pages d'histoire*, 22-77.

d'origine. Il y parvint et traça le plan du nouveau village de Bunkeya. Boniface Poullens, missionnaire bénédictin, en fait une magnifique description :

Le village compte environ 2500 habitants. Il est blotti au milieu d'un cirque de collines qui s'ouvre sur la plaine de la Bunkeya avec une vue sur la chaîne des Kundelungu qui ferment l'horizon. Les maisons s'alignent avec régularité le long des nombreuses rues ombragées des milumba et des manguiers. Au milieu du village s'élève sur un petit mamelon, la maison du chef avec sa toiture de tuiles rouges et sa barza en plein cintre.²⁵⁹

Kitanika s'inspira non seulement du modèle de M'siri pour refonder Bunkeya, mais aussi de son ouverture sur le monde extérieur grâce aux voyages que l'administration coloniale organisait pour lui. Le premier est celui qui le conduisit au Bas-Congo, plus précisément à Eala et à Kisantu. Il en revint avec des plantules et semences, animé par le désir d'imiter ce qu'il avait vu. Il créa non loin des sources de la Bunkeya un jardin d'agrément dont il était fier de montrer l'ordonnancement et de faire goûter les fruits.²⁶⁰ L'acquisition du gros bétail et l'installation d'une pompe aspirante et foulante à Bunkeya en 1917 firent l'objet de trois jours de fête, de danses et réjouissances populaires.²⁶¹

Il est vrai que l'administration coloniale a aidé Kitanika dans ses efforts de reconstruction de son village, c'est ainsi, par exemple, qu'en 1915, certaines personnes décidèrent de quitter Bunkeya pour retourner à Litupishia et Lukafu. S'étant plaint auprès de l'autorité coloniale, Kitanika obtint la recommandation de les faire revenir et de les punir. Le deuxième voyage qui intervint plus tard fut initié par le commissaire de district de Lualaba :

Vers 1933-1934, le commissaire de district V. Vermeulen, promoteur des villages dits modèles, s'intéresse à Bunkeya. Il a réussi à faire de Musumba, la capitale de l'empire lunda, une remarquable agglomération. Il lui vient à l'idée d'organiser un déplacement du mwami à Musumba. Les fonctionnaires européens en charge dans la Lulua, qui le reçoivent avec égards, ignorent la persistante hostilité entre Lunda et Yeke. Le mwami est bien seul pour se présenter devant le Mwata Yamvo Kaumba, à l'imposante stature, devant son impressionnant conseil des notables. Il s'attend à être reçu en hôte de marque. Il l'est comme un intrus. On lui rappelle ce qu'étaient, ce que sont et restent toujours- les espaces où M'siri s'est implanté par la violence. On va jusqu'à le sommer de marquer sa soumission et de payer tribut.²⁶²

²⁵⁹ Archives privées, Abbaye de saint André de Bruges, B.Poullens, « Notes sur Bunkeya »

²⁶⁰ F.Grévisse, « La lignée », 609.

²⁶¹ Lwamba Bilonda, « Les Bayeke », 12.

²⁶² F.Grévisse, « La lignée », 610-611.

Malgré cet incident malheureux qui rappelait le passé douloureux, c'est-à-dire les vieilles disputes entre le pouvoir des Ant Yav et celui du conquérant M'siri, ce voyage fut bénéfique, car Mwenda Kitanika en profita pour donner une autre image à son village. Parlons à présent, de la manière dont Kitanika a organisé les structures politiques de sa chefferie.

I.1.4. Organisation politique et judiciaire

L'élément fondamental de la structure politique traditionnelle était le conseil des notables. Seule l'assemblée restreinte composée des hauts dignitaires était supposée intervenir dans la direction des affaires de la chefferie. Il s'agit des Bakabe, Batoni, Bandeba, Banangwa, Bandeba, Batwale et Bagoli. Jadis, chaque corps de ces dignitaires avait un rôle à jouer. Leur nombre était non négligeable dans la structure politique yeke, car, avec la chute de M'siri, tous les résidents yeke établis dans les différentes régions conquises, des nombreux anciens Batemiwa, ces puissants gouverneurs de jadis se sont retrouvés de simples dignitaires sans charge à Bunkeya et plusieurs d'entre eux ont rejoint Mukanda-Bantu à Litupishia.

A la refondation de Bunkeya, Mwenda Kitanika restaura théoriquement ce grand conseil de notables, mais en pratique, il ne s'appuyait que sur quelques-uns dont les plus importants furent Makobeko, Magabwa et Pande Mulindwa. Et Grévisse souligne même que c'est peut-être la nihanga, Buki, qui jouit de la plus large influence.²⁶³ Makobeko semble être le plus proche du chef. Mwenda Kitanika lui avait délégué le pouvoir coutumier de « kunyanta kisumpa », qui signifie, fouler aux pieds les dépouilles des fauves. Pour rappel, lorsque M'siri prit le pouvoir, il avait monopolisé la possession des peaux de grands fauves (lion, léopard). En effet, les peaux de ces animaux intervenaient dans la fabrication des insignes royaux (Kilungu ou Ndezi). Makobeko jouait aussi un rôle non négligeable en matière du régime foncier. Dans une correspondance de Poullens, Supérieur de la mission de Bunkeya adressée au révérend Anschaire au sujet du régime foncier des Yeke, il note que des contestations pour les limites des champs plus fertiles étaient fréquentes à Bunkeya et le chef chargeait le notable Makobeko pour régler les différends, car il était bien au courant des limites des champs.²⁶⁴ Il est bien normal que ce notable ait été un homme de confiance de Kitanika, à cause de sa meilleure connaissance du milieu.

²⁶³ A.Mwenda et F.Grévisse, *Pages d'histoire*, 384.

²⁶⁴ Archives privées, Abbaye saint André de Bruges, « Lettre du père boniface Poullens au révérend père Anschaire », Bunkeya le 21 mars 1938.

Sur le plan coutumier, Kitanika se réserva le droit exclusif d'investir et aussi d'opposer son veto à la transmission du « kilungu » par voie d'héritage. Dans l'histoire du Katanga, l'insigne « kilungu » a connu une grande vulgarisation. Il faut rappeler que les Yeke avaient laissé leurs pouvoirs coutumiers aux chefs autochtones en les intégrant dans leur hiérarchie. C'est ainsi que la plupart d'entre eux portaient le kilungu des Batemiwa. Citons Katanga, Tenke, Pande, Mubamba, Poyo, Lukoshi, Mwenda Mukose etc. Mais dans certaines régions même des lieutenants de M'siri se sont arrogés ce droit en investissant des sous chefs qui portaient aussi le kilungu. Kitanika mit fin à cette pratique et demeura le seul détenteur de ce pouvoir. Au moment où la mission catholique, par l'entremise de Monseigneur de Hemptinne, exploitait les salines de Nguba, un fonctionnaire de cette entreprise demanda à Kitanika de lui conférer l'investiture du kilungu. Le chef le lui refusa. Le commissaire de District du Haut-Luapula en fit mention dans son rapport sur l'administration générale :

Je dois cependant relever et rappeler sous cette rubrique l'attitude inconvenante et inadmissible du sieur Liesenborg, employé des salines de Nguba, au service de la mission installée à cet endroit. Voici ce que, dans son rapport, l'administrateur écrit à ce sujet : « ce blanc, pour se venger du refus du chef Mwenda de lui remettre le véritable Kilungu du sous-chef Nguba, a imité l'investiture indigène et la transmission du pouvoir par un festin, chez lui, et par le port actuel d'un kilungu imité. Ce blanc poursuit un double but ; il tache d'extirper par le ridicule le port du Kilungu chez les indigènes ; d'augmenter son prestige en se faisant nommer « Bwana mulopwe » en vue d'acquérir plus de travailleurs au détriment des autres colons installés dans la même région. Le fait est connu de tous les blancs passant par Nguba, où l'employé en question va même au train en se coiffant du kilungu²⁶⁵

De manière générale, l'organisation de la chefferie sera soumise aux impératifs du moment, le conseil des notables devenait ainsi une structure devant aider le chef à accomplir ses obligations vis-à-vis du pouvoir colonial, néanmoins le conseil jouera un rôle dans les juridictions indigènes telles que définies par le décret du 26 avril 1926.

Sur le plan de la justice, Magabwa préside le tribunal et le chef ne siège que lorsque la palabre revêt quelque importance. Les juges sont deux Batwale et un certain nombre des batoni auxquels on adjoint un greffier. L'adjonction d'un greffier a fait naître, souligne Grevisse, une coutume nouvelle. Cet agent a en quelque sorte usurpé les pouvoirs du mutoni auquel jadis, s'adressait le plaignant. Tout en portant au registre les noms des parties, il mène

²⁶⁵ Archives Africaines, 1696/7, « Rapport d'administration générale district du Haut-Luapula », deuxième semestre 1925, 35.

la première instruction et fait rapport au chef. Et l'administrateur Grévisse fait remarquer que, jadis, ne devenait pas juge le premier venu. Les Banyampala, les anciens formaient une corporation au sein de laquelle l'étude du droit était à l'honneur. Seuls les plus intelligents de cette caste pouvaient prétendre au titre de mutoni. Selon l'esprit du décret du 26 avril 1926, les attributions en tant que juge et conciliateur ont été atteintes. C'est ce que constatait l'administrateur, quand il déplorait les conséquences de l'intervention malhabile de l'administration dans la désignation des juges. Ceux-ci, par la volonté du pouvoir colonial, appliquaient les dispositions de ce décret. Les juges éprouvaient des difficultés à concilier les prescriptions de la coutume et les tendances novatrices apportées par le pouvoir colonial.²⁶⁶ Mwenda Kitanika a su maîtriser la situation, grâce à la confiance qu'il méritait de l'administration coloniale, Le tribunal de Bunkeya fonctionnait bien, à la satisfaction de tout le monde.

Sur le plan de la conduite morale, Mwenda Kitanika s'est beaucoup réservé dans l'application de certaines règles coutumières, comme en témoigne ces propos de Grévisse : « Actuellement, les juges se montrent plus timorés, leur inertie jointe à la fréquence des libations de bière contribue à l'abaissement du niveau moral que le moins averti peut constater à Bunkeya. Naguère, la coutume frappait aussi celui qui, jouant du tambour, organisait les danses, il lui fallait payer une chèvre ou un fusil, et le tambour était confisqué. Demandant aux juges pourquoi ils n'appliquaient plus ces ordres de M'siri, il nous fut répondu que l'actuel chef avait conseillé d'user des sanctions, mais n'y avait pas obligé. En effet, l'habitude chez les Yeke voulait que lorsque le chef prenait une décision il lui fallait jeter dans le feu des tissus soit des pointes d'ivoire pour frapper l'imagination de son peuple et lui montrer l'importance attachée aux interdictions portées. A défaut de cette coûteuse promulgation, ses ordres étaient bientôt oubliés. »²⁶⁷ Kitanika est discret, humble dans son façon de trancher les différends au tribunal, il ne manque pas de demander les avis des notables juges :

Etonnant spectacle également donné par Mwenda Kitanika siégeant à son tribunal de chefferie. Le notable juge instruit l'affaire, il s'en faisait publiquement exposer la trame et sollicitait discrètement leur avis quant à la solution à donner. Il se recueillait alors et, avec un calme souverain, prononçait la sentence. Mwenda Kitanika avait un sentiment très accusé des

²⁶⁶F.Grévisse, « Les Bayeke », 171-174.

²⁶⁷A.Mwenda et F.Grévisse, *Pages d'histoire*, 402.

responsabilités que lui imposait l'exercice de ses fonctions. Il était véritablement désintéressé.²⁶⁸

Sur le plan interne, Kitanika a restructuré les quartiers de son village, s'inspirant quelque peu du modèle de la cité sous le règne de M'siri.

I.1.5. Rapports entre Kitanika et l'administration coloniale

Mwenda Kitanika a été le premier chef instruit des Yeke. A titre de rappel, il avait été formé par les premiers missionnaires protestants de Koni Hill. Comme son frère et prédécesseur Mukanda-Bantu, Mwenda Kitanika a poursuivi sur la même lancée, la collaboration avec l'administration, ce qui est compréhensif pour cette période postérieure à la pacification. Depuis son investiture en 1911 jusqu'à sa mort en 1940, tous les chefs de poste et les administrateurs qui se sont succédé à Kambove et à Likasi n'ont pas tari d'éloge à son endroit. A titre illustratif, au deuxième trimestre de 1914, l'administrateur du territoire Paul Ladame fit un excellent rapport sur Kitanika qu'il était un chef modèle qui tenait son village propre, il avait donné de l'argent nécessaire à la construction d'une école à Bunkeya. Il avait visité toutes les sous chefferies de son ressort Mubidi Kubantu, Mwenda Mukose, Nguba, Mukabe-Kazari²⁶⁹ au cours de l'an 1913.

Kitanika faisait des rapports très complets sur la situation dans sa chefferie, surtout le rapport sur la sous- chefferie Mukabe-Kasari. C'est sur base de ce rapport que l'administrateur organisa un voyage à Mukabe-Kazari. L'objectif était d'examiner les droits de Mukabe au titre de sous-chef reconnu, de délimiter la sous-chefferie, de recenser la population qui le reconnaissait. Le recensement était fait consciencieusement mais a enregistré quelques difficultés, car beaucoup d'hommes étaient absents. Ils étaient soit à Kambove, soit à la construction de la voie ferrée. Le total de la population était de 1200 habitants. Le sol était d'une très grande fertilité dans cette région, surtout dans la vallée de la Kabangu, où l'on cultive abondamment le maïs et qui constitue un véritable grenier pour les chantiers échelonnés sur la ligne de chemin de fer. L'administrateur put constater la grande affluence des commerçants et des constructeurs qui achetaient, moyennant quelques étoffes ou autres articles de pacotille, d'énormes quantités de maïs. Il dut intervenir pour faire comprendre aux cultivateurs la nécessité d'accepter plutôt de l'argent que des articles de pacotille. Avec l'argent ils pouvaient payer l'impôt et éviter des difficultés avec

²⁶⁸F.Grévisse, « La lignée », 612.

²⁶⁹Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », 1913.

l'administration. Mwenda Kitanika ne pouvait donc pas se dérober de son rôle de protecteur des anciens résidents yeke établis sous-chefs par l'administration coloniale. Tel fut le cas du yeke Mukabe-Kazari installé sur le sol des Babangu.

Dans le rapport du 4^{ème} trimestre 1914, le même Administrateur notait que le village de Bunkeya était un modèle, possédant un cimetière, une école et que le chef Kitanika était le seul, dans le territoire, à pouvoir faire avancer les travaux sans l'intervention de l'Administrateur, alors que les autres chefs brillaient par le laisser aller et ne travaillaient que sous la surveillance d'un Européen. Attribuant l'activité et l'intelligence de Mwenda Kitanika aux études que celui-ci avait faites à la mission Koni, Ladame émit le vœu voir tous les autres chefs apprendre à lire et à écrire. En 1915, Mwenda Kitanika reçut les insignes de Grand Chef. Le rapport du 30 septembre 1916 faisait état du rendement rapide du Sarazin chez le chef Kitanika qui en a reçu quelques graines, même le résultat pour les haricots dont le chef gardait la récolte pour procéder à une plantation importante. Le chef et ses administrés avaient accueilli favorablement les mesures en matière agricole arrêtées par le régime colonial.

La grande médaille pour mérite lui fut remise le 30 juillet 1917 en présence de toute la population de Bunkeya par le commissaire de district du Lualaba, André Van Iseghem.²⁷⁰ Et au deuxième trimestre 1918, le chef Kitanika, bénéficiaire déjà d'une distinction honorifique, vint à Kambove pour saluer le Gouverneur Général Eugene Henry, de passage dans le territoire. Celui-ci lui promit une autre distinction au cas où le chef continuait à servir la colonie avec les mêmes zèles et dévouement. Le rapport du premier trimestre 1919 mentionnait des éloges à l'endroit du chef Kitanika qui remplissait son devoir. Il était parvenu à faire habiter la majeure partie de sa population tous les abords de la route principale de sa chefferie et son village Bunkeya.

En 1924, une foire agricole fut organisée à Bunkeya et en 1925, l'Administrateur Auguste Campont proposa même de déplacer le chef-lieu du territoire de Likasi à Bunkeya.²⁷¹ Cette proposition ne fut jamais adoptée par l'administration coloniale. Likasi demeura le chef-lieu du territoire et du district. Au niveau du territoire, Likasi était au centre et Bunkeya au nord. Likasi présentait beaucoup d'avantages. C'était un centre urbain en développement et le problème des infrastructures de base ne pouvait pas se poser avec acuité

²⁷⁰Archives privées, Abbaye de Saint-André de Bruges, B.Poullens, « un grand chef indigène : Mwenda Kitanika ».

²⁷¹Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Likasi », 1926.

par rapport à Bunkeya où il fallait partir du néant. En 1928, le Gouverneur Heenen, qui l'estimait particulièrement, présenta Mwenda à sa majesté le roi Albert I qui lui fit cadeau d'un fusil de chasse.

Au prestige dont Mwenda jouissait auprès des populations autochtones, s'ajoutaient les marques d'estime que lui témoignaient les Blancs, qui se plaisaient à visiter son grand village et à saluer le chef toujours déférent à leur égard. Mais c'est surtout l'administration qui savait apprécier son respect profond pour l'autorité établie et ses nombreux et loyaux services rendus. La consécration des mérites civiques du chef eut lieu le 21 juillet 1936 à l'occasion de son jubilé de 25 ans de règne comme chef : le commissaire de district, Liernard, lui remit une nouvelle décoration en présence des Blancs de Jadotville. Poullens, qui avait conduit Kitanika, commente comment l'événement fut accueilli au chef-lieu de la chefferie

A Bunkeya où je le ramenaiss aussitôt en auto, la population lui réservait une réception triomphale et lui manifestait sa sympathie par des ovations, des chants, le jeu des grands tambours, des pièces d'argent jetées sous ses pieds et le tir de 25 coups ...non pas de canon, mais de fusil, pour symboliser les 25 ans de règne.²⁷²

Mais son règne eut bien des traverses. Il a connu aussi des difficultés tant avec l'administration qu'avec ses sujets. L'administration lui reprochait de ne pas fournir suffisamment de la main-d'œuvre aux entreprises coloniales, le laxisme dans la perception de l'impôt indigène, l'affectation parfois de l'argent de la caisse administrative aux travaux considérés comme faisant partie des corvées. Et aussi au début, le refus de déplacer le village de Bunkeya malgré la précarité des conditions d'hygiène, surtout le manque d'eau potable pendant la saison sèche.

En 1932, le commissaire de district revint à la question d'eau à Bunkeya et dans son commentaire, il insinuait le fait que Mwenda s'était toujours opposé au déplacement du village. Pour lui, il était inadmissible dans un village groupant quelque 2500 habitants, sans compter le personnel des missions, que l'on manque de l'eau potable pendant plusieurs mois de l'année. Chaque ménage devait se contenter une fois par jour d'une calebasse d'eau trouble et sale puisée dans deux ou trois trous devant lesquels les femmes faisaient file parfois avant le lever du soleil. Se référant à l'histoire même de cette cité, avant d'être établie à Bunkeya, M'siri avait occupé divers autres emplacements. L'administration semblait ignorer le motif pour lequel Kitanika s'obstinait à ne pas changer l'emplacement actuel, malgré les conditions

²⁷²B.Poullens, « Un grand chef indigène : Mwenda Kitanika ».

d'hygiène lamentables dans lesquelles vivaient les habitants de Bunkeya.²⁷³ Pour résoudre ce problème deux solutions furent envisagées :

La première le déplacement du village. Elle fut rejetée étant donné que la mission des Sœurs bénédictines venait d'ériger à Bunkeya une installation définitive en matériaux durables. La deuxième fut le creusement de plusieurs puits. Cette solution fut envisagée en rapport d'un décret à paraître autorisant la perception de taxes et la création d'un budget de chefferie.

Du point de vue de la légitimité du pouvoir politique yeke, Bunkeya est le lieu où fut planté le Muyombo par le représentant du chef Kapungwe en présence de M'siri. Cette cérémonie du feu sacré était suffisante pour que M'siri puisse exercer ses droits et son autorité de souverain. Et selon le système sumbwa, c'est à partir de là qu'il déployait toute son activité dans l'accomplissement de rituels relatifs à la terre.²⁷⁴ Il était donc inconcevable, aux yeux des Yeke, qu'un pouvoir s'exerce en dehors de ce site. Nous pensons que cela soit le motif primordial qui a justifié le refus de Kitanika de déplacer la capitale du royaume. Grévisse note que M'siri sut imposer à Kapungwe une solution qui assure au groupe yeke l'assise foncière intangible sur laquelle repose la pérennité d'existence de toute collectivité africaine structurée. La capitale prit le nom de la rivière. Elle devint la « Ntadilo ya Bugalanza ne Linze », le lieu où l'on vit, où l'on meurt, qu'on ne quittera plus.²⁷⁵ Les Yeke sont très attachés à leur site historique. Bunkeya, souligne Gérard Moyaert, est une place importante aux yeux des indigènes, de beaucoup la plus en vue et je dirais la seule considérée parmi eux.²⁷⁶ L'administrateur de territoire, Montenez, fait remarquer que rares sont les Yeke qui, étant trop âgés pour continuer à travailler pour l'Européen, s'attardent dans les grands centres.²⁷⁷ Pour dire que l'identité du Yeke se confond à celle de sa capitale Bunkeya et de toute l'histoire faite exclusivement de conquêtes et de leurs chefs. Les exploits de ceux qui ont participé aux raids de quelques survivants de ces épopées. Mais M'siri lui-même avait envisagé, comme nous l'avons souligné dans le chapitre précédent, vers la fin de son règne

²⁷³Archives Africaines, Vermeulen, commissaire de district, « commentaires au rapport annuel de Jadotville, année 1932 », Jadotville, le 17 février 1933.

²⁷⁴H.Legros, *Chasseurs*, 71.

²⁷⁵F.Grévisse, « La lignée », 608.

²⁷⁶G.Moyaert, « Bunkeya » *Le supplément congolais du Bulletin des Missions*, 3(mai-juin 1927), 1.

²⁷⁷Archives Africaines, « Rapport AIMO, la mort du chef Kitanika, territoire de Jadotville », 1940.

de déplacer sa capitale à Lofoi pour des raisons stratégiques et à cause du manque d'eau en saison sèche.

Si la question de l'emplacement du village avait été résolue sans ambages, Kitanika n'eut pas la tâche facile avec les recruteurs des grandes entreprises. Pour rappel, en effet, les années 1899 et 1904 avaient vu se succéder d'importantes découvertes minières : plusieurs gisements de cuivre dont le plus important était celui de Kambove classé parmi les plus gros du monde ; de nombreux gisements d'étain et des métaux mélangés (or, platine). Ainsi, des trois grosses sociétés fondées en 1906, deux avaient pour objet l'exploitation de ces ressources : la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo et surtout l'Union Minière du Haut-Katanga(UMHK) contrôlée par la Compagnie du Katanga, la « Tanganika Concessions Limited » et la « Société Générale de Belgique ».²⁷⁸ L'exploitation de ces gisements cuprifères exigea les colonisateurs à mobiliser les populations autochtones et celles des colonies voisines (Rhodésie du Nord, Ruanda-Urundi, Angola, etc.) et à les agglomérer autour des mines. Dans son Rapport du 1er trimestre 1919, l'Administrateur de territoire, tout en donnant des éloges à l'endroit du chef, comme modèle, faisait observer qu'il n'avait pas rendu de bons services en matière de recrutement. Pour l'ensemble de sa circonscription, Kitanika n'avait recruté que 287 hommes en 1918.²⁷⁹ Après la première guerre, note Poullens, c'est le recrutement intempestif de la main-d'œuvre indigène pour les centres industriels. Kitanika protège ses gens jusqu'à l'avanie d'un soufflet que lui donna un arrogant recruteur nommé André.²⁸⁰

Il faut avouer que dans la première phase correspondant aux années 1910, les recrutements furent marqués beaucoup par la violence. Les recrutés étaient acheminés vers les chantiers souvent la corde au cou.²⁸¹ Alors qu'à certains endroits, les recruteurs européens et leurs auxiliaires africains s'entendaient avec les chefs coutumiers sur lesquels s'appuyaient les chefs de poste, pour se faire livrer une main-d'œuvre abondante et presque gratuite, Mwenda Kitanika protégeait ses gens. A la fin de la guerre, Bunkeya était dans la phase de reconstitution, il est tout à fait normal que Mwenda Kitanika ait protégé sa population. On se souviendra que c'est en 1915 qu'il avait obtenu la dérogation de l'administration pour faire

²⁷⁸Bandeja Yamba, « Industrialisation, travail et collectivités rurales au Shaba (ex Katanga) 1900-1960 » *African EconomicHistory*, 19 (1990-1991), 57.

²⁷⁹Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », premier trimestre 1919.

²⁸⁰Archives privées, Abbaye de Saint-André de Bruges, B.Poullens, « Règne de Kitanika 1910-1940 ».

²⁸¹Bandeja Yamba, « Industrialisation », 60.

revenir les fuyards de Lukafu à Bunkeya. Bien entendu, l'effort du souverain yeke est de maintenir ses sujets de peur de vider la petite communauté minoritaire yeke de toute substance, l'instinct de conservation l'obligeant. Conscient aussi du fait que la plupart des chantiers de l'époque étaient des chantiers de la mort, ne tenait-il pas à protéger sa population ? Il faut cependant noter que quelques volontaires s'engageaient dans les entreprises minières. Les recrutés et volontaires du Katanga même étaient peu nombreux à l'Union Minière pendant la période du travail migrant. Ils constituaient pourtant, comme l'affirment Mouchet et Pearson, l'ossature de la main-d'œuvre la plus résistante. Ils ont travaillé depuis le début des exploitations minières et les transformations de leur genre se sont faites lentement et facilement²⁸². Comme leurs compagnons rhodésiens, ils bénéficièrent d'une rémunération en espèce dès 1907. Cependant c'est surtout en tissus et nourriture qu'ils étaient rétribués. Au Katanga, et au Congo Belge, le salaire en argent ne fut légalement prescrit et imposé qu'à partir de 1910, lorsque l'impôt en espèces remplaça prestations et impôt en nature.²⁸³ La région de Bunkeya et de ses environs a fourni au moins 2081 travailleurs à l'UMHK dans l'espace temporel allant de 1917 à 1921. Elle est donc le territoire du Katanga qui a fourni le nombre le plus élevé des travailleurs.²⁸⁴ Dans son ouvrage « Black mineworkers in Central Africa : industrial strategies and the evolution of an African proletariat in the copperbelt 1911-1941, Charles Perrings présente un tableau de recrutement de la main-d'œuvre par district réalisé par la BTK entre 1911-1925. Le district du Haut-Luapula incluant la région de Bunkeya a fourni à l'UMHK à peu près 16.522 travailleurs. La majeure partie des recrues venait des colonies voisines du Congo-belge surtout la Rhodesie du Nord. A partir déjà de 1905, beaucoup d'indigènes de la rive droite du Luapula se rendaient à Kambove et à Ruwe pour travailler dans les mines afin de gagner de l'argent dont ils avaient besoin pour payer l'impôt. Au cours de quatre premiers mois de 1907, Mac Donald avait recruté jusqu'à 1138 miniers et 2437 porteurs des charges destinées à Kambove.²⁸⁵

²⁸² R.Mouchet, et A Pearson, *Hygiène pratique des travailleurs noirs en Afrique Centrale*, Goemare, Bruxelles, 1922, 98.

²⁸³ B.O décret du 17 août 1910, 688-705.

²⁸⁴ J.E, Higginson., *The making of an african working : The Union Minière du Haut-Katanga and the african mine workers*, thèse de doctorat en Histoire, université de Michigan, 1979 , 171.

²⁸⁵ G.Macola, *The Kingdom*..202.

En ce qui concerne la tenue des caisses administratives, en 1934, l'Administrateur du territoire de Jadotville constate que l'argent de la caisse de la chefferie des Bayeke a engagé d'importantes sommes d'argent dans les travaux relevant des corvées. L'entretien du village ainsi que le paiement des porteurs du chef. L'avait-il fait par ignorance en matière de gestion budgétaire ? La situation telle qu'elle fut présentée un an plus tard montre bien que la plupart des chefs n'étaient pas suffisamment instruits sur la manière de tenir les caisses administratives. *« Les caisses ne pouvant encore être gérées par les chefs. Les budgets, ont été élaborés de commun accord entre les autorités indigènes et les administrateurs territoriaux à titre éducatif et afin de suivre un programme plus ou moins général de recettes et de dépense. »*²⁸⁶

En matière de perception d'impôt indigène, Kitanika, en 1933, est compté parmi les chefs qui ne se sont pas acquittés de leur devoir. Il n'a pas réalisé le résultat auquel on s'attendait dans la mesure où sa chefferie était la plus peuplée du territoire. Le rapport de l'Administrateur du territoire G.Cuvelier est très explicite : *« Katanga et Mwenda se sont montrés trop indolents dans les fonctions leur confiées, ils ont attendu les contribuables plutôt que de voyager intensément dans leur chefferie, de secouer les apathiques, de proposer pour la contrainte les défaillants ou les récalcitrants. »*²⁸⁷

Ces charges fiscales étaient-elles proportionnées aux ressources des populations ? ; ne devraient pas être telles qu'elles bouleverseraient la vie coutumière ou réduiraient l'autochtone au rang d'un salarié. Une proportion équitable des impôts directs payés par les contribuables ne devrait-elle pas être affectée à des dépenses intéressant les autochtones ? Un relevé des contributions versées par les autochtones et des sommes dépensées dans leur intérêt devrait être dressé pour chaque exercice budgétaire en même temps qu'un rapport annuel qui constaterait les progrès réalisés par les populations autochtones. Mwenda Kitanika ne réagissait-il pas à cet état de choses ? Le poids de l'âge, le manque des moyens de déplacement ont largement contribué à ce laisser-aller.

Mwenda-Kitanika, surnommé «wamabumba », c'est-à-dire « conducteur des foules », jouissait d'un réel prestige auprès de sa population qui lui était soumise. Néanmoins il rencontra quelques difficultés dans la gestion courante des affaires publiques. C'est l'objet de la section suivante.

²⁸⁶ Archives Africaines RC/CB 2(158), « Rapport AIMO du commissaire de district du Lualaba », 1936,14.

²⁸⁷ Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », janvier 1933.

I.1.6 Rapports entre Mwenda Kitanika et ses administrés

Comme nous l'avons souligné plus haut, Mwenda Kitanika jouissait d'un grand prestige, d'un chef de renom, fils de M'sri. La population était fière de lui. Il incarnait l'histoire des Yeke et de leurs exploits. Depuis son investiture jusqu'autour des années 20-30, il administrait sa chefferie et son village de Bunkeya sans faille. Les rapports politiques de cette période ne font pas mention des problèmes d'administration de la chefferie des Bayeke ainsi que de l'important village de Bunkeya.

Dans son rapport de 1936, l'Administrateur de Territoire de Jadotville, F.Grévisse, signale pour la première fois, les difficultés rencontrées par le chef Mwenda Kitanika dans l'administration de l'important village de Bunkeya. Selon lui, ces difficultés étaient liées à plusieurs facteurs dont les plus marquants étaient : la disparition des vieux notables formés à la rude école de M'siri et Mukanda Bantu - Le premier notable disparu fut Kasomina décédé des suites d'une pneumonie en 1918. Il était influent chez les Yeke, il fut le principal capitaine que M'siri chargeait de plusieurs missions guerrières (chez les Luba, Lunda, Sanga)²⁸⁸ - ; des aspirations du groupe très homogène que constituent les fils de Mukanda Bantu parvenus à l'âge d'hommes faits ; de l'esprit individualiste que propagent les déracinés parcourant la chefferie : commerçants se livrant à leur négoce, achetant de poules et de petit bétail, visiteurs divers, autochtones ayant vécu dans les centres. Exception faite pour une catégorie. *« Les travailleurs et soldats licenciés rentrés dans leurs milieux coutumiers sont calmes et absolument inoffensifs. Ils ont changé à notre contact et leur mode d'existence le prouve à suffisance, les habitations qu'ils se construisent, souvent à l'écart du village familial... »*²⁸⁹

Ces difficultés se sont manifestées par une opposition systématique aux sentences rendues par la juridiction indigène, par un certain mépris des ordres du chef, par la passivité témoignée notamment à l'occasion de la mise à exécution du programme agricole.

L'administration territoriale prit quelques mesures à court et moyen termes en vue de rétablir l'autorité de l'Etat et son représentant sur terrain, le chef Kitanika. Les mesures prises furent, entre autres, la désignation en qualité des membres du conseil des notables, d'un représentant du groupe des fils de Mukanda-Bantu, la désignation de quelques jeunes notables

²⁸⁸ Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », 1er trimestre 1918.

²⁸⁹ Archives Africaines, « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1936, 6.

énergiques en qualité de juges du tribunal, la relégation du nommé Longwani, fils de Mukanda Bantu, le recrutement pour la Force Publique de trois membres les plus aguerris du dit clan. Il était prévu des séjours de longue durée de l'administrateur territorial dans la région, la formation des juges, l'organisation parfaite de la police, la stricte application des pénalités prévues à l'égard de ceux qui n'auraient pas mis sous culture les superficies prévues, proposition pour la relégation des insoumis.²⁹⁰

Au niveau de l'ensemble de la chefferie, Kitanika était en face d'énormes difficultés pour administrer les populations de plusieurs villages Mutobo, Kalonga et Mukabe-Kazari qui émigraient vers les chefferies Mukwempa, Munanga et Kamfwa en territoire de Bukama. Ce nombre considérable de personnes cherchaient refuge dans les chefferies non visitées par les agents (territoire de Bukama) où ils échappaient à toute corvée et au paiement de l'impôt. La situation était pire à Nguba où le notable Konkonschia, installé à proximité de la mission catholique, s'opposait non seulement à Kitanika mais aussi à toutes les invitations de l'Administrateur à réintégrer le village chef-lieu. Il était soutenu par monseigneur de Hemptinne. Cette situation est la conséquence de la dualité du pouvoir qui se manifestait entre le catéchiste soutenu par la mission et le chef coutumier. Il était question de la survivance des villages-chrétiens et des fermes-chapelles que les missionnaires durent éliminer.²⁹¹ L'intervention énergique de l'administrateur territorial eut pour résultat : la réintégration par le groupement du notable Konkonschia, établi à proximité de la mission bénédictine, du village du chef investi de Bunkeya et le renforcement de l'autorité du chef Mwenda sur les groupements manifestant des velléités d'indiscipline.²⁹²

Dans son rapport de 1937, l'Administrateur du territoire faisait remarquer une autre difficulté de fonctionnement liée au rôle du conseil des notables qui ne répondait plus aux impératifs du moment. « *Cette remarque vaut plus spécialement pour le village de Bunkeya. Nous nous attacherons plus spécialement à la formation des notables et, si réponse*

²⁹⁰Archives Africaines, « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1936, 7.

²⁹¹G.Feltz, « Missions, sociétés et pouvoir au Congo-belge de 1910 à 1960 » *Le mois en Afrique*. 19 :21-22(1984), 110-120.

²⁹²Archives Africaines, RA/CB (233)13, « Rapport AIMO, province d'Elisabethville », 1936, 107.

*affirmative est donnée à la question posée au 3 du programme général, nous étofferons le conseil par l'adjonction de quelques représentants qualifiés de la jeune génération.»*²⁹³

Le rajeunissement du conseil des notables du grand chef Mwenda Kitanika était un vœu de tous les territoriaux de passage à Bunkeya, parce que certains d'entre eux, les plus âgés, faisaient montre d'obstructionnisme lorsqu'ils étaient requis par le chef pour faire exécuter les sentences prononcées par la juridiction indigène et le programme de l'administration.²⁹⁴ Quant à l'incorporation d'éléments représentatifs de la jeune génération au sein du conseil de notables, c'était une œuvre éminemment délicate, demandant une action prudente et prolongée. L'administrateur note que son prédécesseur, malgré son expérience du pays et sa grande autorité personnelle à Bunkeya, avait à plusieurs reprises échoué la restructuration du conseil.

Il est évident que l'incorporation dans un conseil de notables quel qu'il soit de jeunes éléments se heurtera toujours à l'esprit conservateur des anciens. Il faut éviter de brusquer les choses, ce qui inévitablement engendrerait une opposition irréductible. Le mieux est de profiter de la disparition naturelle des vieux notables pour les remplacer par des éléments gagnés à nos idées.²⁹⁵

Kitanika lui-même semblait ne pas accorder une importance à cette question de rajeunissement. L'action persévérante menée depuis des années par les autorités territoriales pour renforcer à toute occasion l'autorité et le prestige du chef aux yeux de la population ont enfin porté leurs fruits. L'effritement de l'autorité du chef Mwenda a complètement cessé. *« Nous avons même pu enregistrer une amélioration dans certains domaines, au point de vue judiciaire et police du village.»*²⁹⁶

Dans l'exercice de ses fonctions, Mwenda Kitanika a réalisé des œuvres sociales qui méritent une attention particulière.

²⁹³Archives Africaines, « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1937, 45.

²⁹⁴Archives Africaines, 13 RC/CB 12 (158) suite 8, « Rapport sur l'administration générale district du Haut-Luapula », 1930, 3.

²⁹⁵Archives Africaines, « Rapport annuel AIMO territoire de Jadotville », 1939, 20.

²⁹⁶*Ibid.*

I.1.7. Les œuvres sociales de Mwenda Kitanika

Comme nous l'avons souligné plus haut, Mwenda avait non seulement le sens de père de famille envers ses sujets, mais aussi il avait dans une large mesure le sens du progrès. Il sut s'adapter à l'évolution rapide que la société africaine subissait au contact des centres européens d'Elisabethville et de Jadotville. Déjà le rapport de 1914 montre bien comment ce chef se souciait du développement de son village en prenant l'initiative de créer une école sous la gestion de la chefferie. C'est à partir des années trente que beaucoup d'œuvres de Mwenda ont vu le jour.

La construction d'un hospice de vieillards de Bunkeya entamée en 1932 fut achevée en 1933. Cet hospice était constitué de 6 maisonnettes en briques adobes comportant une pièce et une barza. Toutes ces maisonnettes étaient munies de portes et fenêtres ainsi que de deux lits amovibles. Une cuisine commune complétait les installations. Cette œuvre a été réalisée sur fonds propres de la chefferie ; c'était encore celle-ci qui subvenait à l'entretien des hospitalisés. En vue de réduire les dépenses, des champs de manioc, haricots et arachides furent établis. Et les abords de l'hospice étaient agrémentés par la plantation de bananiers. Cet hospice hébergeait, en permanence, les vieux abandonnés des leurs, ainsi que des infirmes : 20 personnes y avaient séjourné au cours de l'année 1933. L'établissement recevait, en outre, les malades de passage qui se séjournaient à proximité du dispensaire de la Mission, pour soins spéciaux et traitements curatifs divers. Cent malades y furent recueillis, totalisant 514 journées de préséances.²⁹⁷

L'Œuvre de la goutte de lait fut l'initiative de Kitanika récupérée par les religieuses bénédictines. Au mois de février 1933, une tentative d'organisation de cette œuvre fut faite à Bunkeya. Les premiers résultats furent satisfaisants. Mais l'œuvre ne résista pas, car l'administrateur n'avait pas le temps de s'en occuper. L'essai fut cependant convaincant et fut poursuivi au courant de 1934.²⁹⁸

Dans le cadre du développement communautaire, la chefferie Mwenda Kitanika était pourvue d'un atelier de menuiserie. Six équipes de scieurs de long étaient à l'ouvrage et leur production était vendue aux missionnaires bénédictins. Cet atelier de scierie-menuiserie réalisa un bénéfice de l'ordre de 574 francs congolais en 1934.²⁹⁹ Quand la construction de

²⁹⁷ Archives Africaines « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1934, 8.

²⁹⁸ Archives Africaines « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1933, 20.

²⁹⁹ « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1934, 8.

villages-modèles fut entamée au chef-lieu des chefferies Mwenda, Pande, Nguba, Poyo, Mwenda-Mukose, Mwenda Kitanika réalisa 20 maisons à briques adobes à Bunkeya.

Dans le domaine des travaux publics, il réussit à mettre à l'œuvre et souvent à diriger lui-même un petit nombre d'hommes pour tracer et, plus tard, rectifier la route qui, partant de Huambo, allait désenclaver Bunkeya. De même, vers 1937, il rassembla et encouragea la main-d'œuvre locale qui, sans grande rémunération et dans de très difficiles conditions, traça la voie qui relie Bunkeya à la Dikulwe, permettant ainsi la circulation automobile entre Likasi, Mitwaba et Manono, autorisant le commerce et en mettant fin au portage. Mwenda Kitanika fut aidé par un certain Kapatamoyo Muzinga, ancien guerrier de Mukanda Bantu et excellent chasseur qui connaissait des sols d'entre Bunkeya et Dikulwe.³⁰⁰ Dans les mêmes conditions, il réunit et inspira les équipes appelées à pourvoir Bunkeya en eau potable, grâce à un barrage des eaux souterraines de la Bunkeya conçu par le père Adalbert Anciaux de Faveaux, et à la création d'un canal de dérivation ; canal passant à 700 ou 800 mètres des maisons et débitant aux plus basses eaux 20 à 30 litres par seconde.³⁰¹ C'est la population de tout Bunkeya qui participa à ces travaux sous l'encadrement de Mwenda Kitanika.

Fin 1936, Adalbert commence ses travaux hydrauliques qui amèneront l'eau de la rivière Bunkeya à proximité du village et à 200 mètres de la mission. Ces travaux ont facilité l'approvisionnement en eau de la population et ont comme conséquence immédiate, la disparition des ophtalmies et de nouveaux cas de cécité provoqués par le trachome. Ce travail fut presque exclusivement conduit par la Mission bénédictine grâce à un crédit lui accordé directement par le gouvernement général. Ces mêmes travaux ont permis plus tard à D. Paul de doter les missions des Pères et des Sœurs du courant électrique.³⁰²

Nous pouvons dire qu'après un début difficile, Kitanika eut de bons rapports avec les missionnaires catholiques. Il sut reconnaître les services des missionnaires et d'une façon générale la collaboration au bien général de la chefferie. En guise d'hommage et de reconnaissance, il envoyait souvent une brebis ou un chevreau à l'occasion de l'arrivée de Monseigneur et dans d'autres circonstances. Son attachement aux missionnaires éveillait sa sympathie pour la religion qu'ils représentaient. Il assistait aux offices liturgiques des grands

³⁰⁰Entretien avec Kasonde Kyawama Germain à Lubumbashi, le 2 décembre 2011, lire aussi Kasonde Kyawama, *histoires de Bayeke*, (non publié. Lubumbashi, 2004) ,14.

³⁰¹F.Grévisse, « La lignée », 609.

³⁰²Archives privées, Abbaye de Saint-André de Bruges, B.Poullens, « Mission bénédictine de Bunkeya : résumé des principaux événements depuis 1935 à 1946 ».

jours de fêtes. Il put traduire du kisanga en kiyeké quelques textes d'une vie de Jésus en images. Poullens pense que c'était là une manifestation de son sens du religieux.³⁰³ N'avait-il pas à l'esprit l'idée d'apprendre aux Yeke l'histoire de Jésus dans leur propre langue ? Comme Romains et Grecs, les Yeke ont conquis politiquement les Sanga, ces derniers l'ont été culturellement. Parlons à présent des missionnaires et de leurs œuvres à Bunkeya.

1.2 Les missions chrétiennes

L'histoire sociale de Bunkeya pendant la période coloniale est indissociable de la présence des missionnaires aussi bien protestants que catholiques. Nous focalisons notre attention sur le deuxième groupe qui semble avoir jeté les bases de premières structures sociales d'encadrement de la population autochtone. Ainsi, nous parlons du contexte général de l'implantation des missions et des rapports que celles-ci ont entretenus entre elles, avec les chefs locaux d'une part et avec toute la population de l'autre part.

1.2.1 Les missionnaires de la Plymouth Brethren Mission à Bunkeya

Comme nous l'avons indiqué dans le chapitre précédent, le premier missionnaire qui est arrivé et qui a séjourné pendant longtemps à Bunkeya est Frederick Stanley Arnot de la *Plymouth Brethren Mission* dont la doctrine centrale repose sur le refus de créer une société missionnaire organisée et hiérarchisée. Les Brethren partagent, en effet, un point de vue commun sur l'importance de l'individu dans l'administration des sacrements. Toute personne qui s'estime avoir un message évangélique à transmettre, lit, commente les saintes écritures et administre les sacrements. Quiconque se sent capable d'être pasteur ou missionnaire, le devient. Fidèle à la doctrine de son Eglise, c'est dans ce sens qu'Arnot organisa seul le voyage pour se rendre en Afrique centrale et atteignit Bunkeya en février 1886. Le lien qui unit les membres de cette Eglise est donc un dégoût profond pour les religions organisées et hiérarchisées et une méfiance généralisée à l'égard de tout pouvoir centralisé. C'est pourquoi les missionnaires de la Plymouth manifestaient clairement leur méfiance à l'égard des administrations coloniales et se refusaient d'être leurs proches collaborateurs. Ils tentaient par contre de se rapprocher davantage des populations autochtones et d'adopter leur mode de vie tout en évitant les contacts avec les autres occidentaux, agents coloniaux ou commerçants. Cette attitude leur avait valu l'inimitié des autres européens de passage à Bunkeya les assimilant aux esclaves blancs de M'siri et qui n'avaient réussi à convertir aucun Yeke.

³⁰³*Ibid*

Joseph Moloney, médecin et membre de l'expédition Stairs dit que ces braves gens avaient enduré pendant plusieurs années le plus grand mépris de la part de M'siri. Il se permet de les appeler « ses esclaves blancs », il les insulte devant le public, et les dépouille de leurs biens. Le résultat de la disgrâce ; c'est que, après six ans de travail, la mission n'avait pas obtenu un seul converti.³⁰⁴

Arnot fut rejoint par deux autres confrères en décembre 1887. Il s'agit de l'Anglais Charles Albert Swan et du Canadien William Henry Faulkner. Rentré en Europe pour populariser l'œuvre de son église afin d'attirer d'autres adeptes, Arnot reviendra en Afrique en 1889 avec trois nouveaux missionnaires : Thompson, Lane, et Crawford qui atteindront Bunkeya en 1890. Bientôt, l'influence de la mission devenait importante dans la région. Après la mort de M'siri, les missionnaires s'installeront à Koni près de Lukafu, le poste de l'Etat, à Mulungwishi et fonderont autour du lac Moero, le poste de Luanza. Bunkeya demeura, comme le soulignent à tout instant, les missionnaires Bénédictins, le bastion du protestantisme au Katanga. L'administrateur du territoire dans son rapport politique de 1919 se plaignait déjà de l'influence grandissante de la mission protestante dans la région de Bunkeya et des conséquences qui pourraient en découler pour la marche de la colonie belge. Il note en substance :

Il est regrettable de constater que dans notre pays des missionnaires anglais ou américains aient pu acquérir une telle autorité. A 40 km de Bunkeya, demandant à une femme le prix d'un panier, elle m'a répondu en anglais, 2 francs. A Bunkeya même où j'ai assisté à une leçon, les cours étaient donnés en anglais, le missionnaire Hoyte ne possédant pour ainsi dire la moindre notion de la langue française. Divers bruits ont circulé concernant la reprise du Katanga par les Anglais. Ces bruits ont été propagés par quelques noirs Rhodésiens ou Angolais et il est à notre avis très prudent, nécessaire même de limiter l'influence des missions... Ici encore une fois, il faudrait pouvoir voyager beaucoup et montrer par des actes, qu'à côté de l'autorité des missionnaires étrangers, il y en a une autre plus forte et plus légale : celle du gouvernement belge.³⁰⁵

Dans ce contexte, il fallait à tout prix recourir aux missions nationales pour faire le contrepoids de l'influence anglo-saxonne dans cette région. C'est l'objet de la section suivante qui traite de l'implantation des missions nationales ou catholiques au Katanga, précisément dans la région de Bunkeya.

³⁰⁴ A.J. Moloney, *With captain stairs to Katanga. Slavery and subjugation in the Congo 1891-92*, édition Jeppestown Press, (notes introductives de David Saffery), (Londres, 2007), 128-129.

³⁰⁵ Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », 2e trimestre 1919, 26.

I.2.2 Les missions nationales ou catholiques

Le territoire du Katanga était compris dans le vicariat de Haut-Congo méridional. Le Vicariat apostolique de Baudouinville est la plus ancienne des juridictions ecclésiastiques de la région. Fondé depuis le 21 novembre 1886 et issue du morcellement du Vicariat apostolique du Haut-Congo en Vicariats du Kivu, de Kasongo,... Ce vicariat s'étendait sur toute la partie Est du Congo. Les Provinces Ecclésiastiques de Kisangani et de Bukavu sont tributaires de ce Grand Vicariat. Le 27 mai 1906 des accords avaient été signés entre l'E.I.C et le Saint-Siège pour l'évangélisation du territoire congolais. En 1908, Albert Ier avait visité la colonie alors qu'il était encore prince héritier. Attiré avant tout par le Katanga, il déclara qu'une menace pesait sur lui avec la trop grande présence anglo-saxonne. Il consigna dans ses notes une analyse appuyée sur des chiffres et son constat sur les intérêts des uns et des autres sur l'Union Minière du Haut-Katanga. Conscient des convoitises britanniques pour les gisements miniers du Katanga, il décida l'absence dans le Katanga des structures d'administration, d'encadrement et de formation. D'où ses mots : « *Les Belges ont rarement l'enthousiasme et l'esprit d'aventure inné, ils n'ont pas demandé mieux que de se désintéresser de l'entreprise africaine du Roi, il y a là un courant à remonter et cela ne sera pas facile* »³⁰⁶ C'est pourquoi, il s'adressa aux abbayes bénédictines et leur proposa l'évangélisation du Katanga minier. Le père de Meester explique bien ce choix en ces termes : « *le gouvernement belge, connaissant la renommée des Bénédictins en tant que « défricheurs de l'Europe du Moyen-âge » avait voulu les intégrer à la politique de mise en valeur du territoire. Il voulait leur attribuer le même rôle en Afrique : devenir une instance organisatrice de centres spirituels, mais aussi de développement d'activités agricoles, scolaires et sociales.* »³⁰⁷

Pour fonder des postes ou stations des missions, les catholiques, comme nul n'ignore, ont reçu des subsides divers de la part des pouvoirs publics et les grandes entreprises dans la construction des postes des missions et la réalisation de leurs œuvres. La mission bénédictine avait reçu un premier fonds d'établissement d'environ 200.000 francs y compris les frais de voyages...³⁰⁸ L'établissement des Bénédictins, dont la première mission était de préparer et favoriser un colonat, s'avérait indispensable dans la province du Katanga prospère et appelée

³⁰⁶MRAC, « Journal de voyage du prince Albert au Congo », 1909.

³⁰⁷P.De Meester, *L'église de Jésus-Christ au Congo Kinshasa*, centre interdiocésain, (Lubumbashi, 1998), 233-4.

³⁰⁸Archives provinciales du cadastre, dossier CSK, « Colonisation agricole », 1923, 12.

à devenir “ La terre promise des blancs”³⁰⁹ Les Bénédictins devaient atteindre leur deuxième objectif par le biais de l'évangélisation. A travers celle-ci, ils allaient inoculer “une civilisation nouvelle” au peuple colonisé. La mission était donc double. Le premier but des moines Bénédictins en terre Katangaise aura été l'établissement d'un colonat blanc sous forme de fondation monastique. Les habitants de la province, agriculteurs, artisans groupés autour des monastères devaient former des ilots de civilisation et de christianisation qui devaient, à leur tour, étendre leur rayon d'action.³¹⁰ En outre, il avait été entendu que le CSK prendrait l'avis du Ministère avant d'accorder une cession ou une concession gratuite aux Missions, afin de réaliser dans tout le Congo, la politique gouvernementale dans un domaine assez délicat.

Les Bénédictins furent déçus par la station de mission à Nguba, fondée en 1910, à cause du manque de la main-d'œuvre parce que la population y était parsemée. C'est pourquoi ils tournèrent leur regard vers Kansenia où une ferme de la « Tanganika concession Limited » venait d'éveiller leur intérêt. Le poste de mission fut érigé dans cette concession en 1912. La mission de Kansenia semblait être le futur centre de colonisation des Bénédictins. En 1916, un nouveau poste vit le jour à Mukabe-Kazari, c'est là que fut érigée la paroisse Saint Jean-Baptiste. Le souci n'était pas de fonder un véritable centre monastique dans ce milieu, l'objectif majeur était de gêner l'extension des Protestants qui avaient manifesté l'intention d'occuper le village de Mukabe-Kazari. Il est à noter que la hantise monastique se posa pendant une dizaine d'années. La raison majeure de l'échec a été, une fois de plus, le manque d'une main-d'œuvre suffisante. Mais une autre raison purement fortuite fut le début de la guerre et sa durée, avec pour conséquence directe d'isoler les congrégations missionnaires de leurs maisons-mères ; elles ne reçurent plus d'aide (argent, hommes surtout). Feltz fait observer qu'en dehors de toutes ces raisons, la plus importante est celle de l'industrialisation de la contrée, ainsi l'option en matière agricole fut vite écartée au profit de l'industrialisation avec l'exploitation des centres miniers les plus importants : Likasi, Kambove, Ruwe.³¹¹ Dès la fin de la première guerre, le Père Supérieur de la mission de Mokabe-Kazari créa un important verger dont les fruits vendus sur les marchés urbains procurèrent des ressources

³⁰⁹J-F.De Hemptinne, « Discours aux fêtes jubilaires de l'enseignement officiel », *Cahiers de Saint André*, 9 :34 (1953), 44.

³¹⁰*Le courrier de l'apostolat monastique*, numéro spécial, 14(1931), 31.

³¹¹G.Feltz, « Notes sur les structures de pouvoir de la mission bénédictine au Katanga, 1910-1958 », *Bulletin des séances, ARSOM*, 31(1984), 493.

suffisantes pour construire solidement la mission. L'occupation territoriale se poursuivait sérieusement après la première guerre mondiale. En 1919 une seconde attaque contre les Protestants fut amorcée toujours dans le souci d'empêcher ces derniers de s'étendre dans leur domaine et de créer un centre de colonisation. Les Bénédictins occupèrent Lukafu en 1919 et y fondèrent un poste de mission. Ils n'eurent pas de difficulté d'installation, ils reprirent et aménagèrent les anciennes maisons du poste administratif et militaire du gouvernement. A titre de rappel, Lemarinel avait fondé son premier poste au Katanga à Lofoi en 1891. Celui-ci fut transféré à Lukafu en 1898. Lukafu resta le siège de ce poste jusqu'en 1910 avant le transfert à Elisabethville.³¹² Les Bénédictins arrivèrent à Kapolobwe en 1920 et y fondèrent un poste de mission, une ancienne ferme que les moines avaient achetée à une entreprise minière. A cause de son importance matérielle, Kapolobwe fut choisi comme lieu de fondation monastique, c'est pourquoi les moines y construisirent une école normale et un petit séminaire, respectivement en 1930 et en 1933. L'installation des sœurs Bénédictines en 1937 acheva la construction de ce poste. La mission de Kasenga fut fondée en 1923. Les Bénédictins n'entendaient pas laisser aux missions étrangères le monopole d'influence sur une région frontalière, voisine de la colonie anglaise (la Rhodésie du Nord).

Le poste de Bunkeya qui intéresse directement notre étude, était le principal poste de la Garenganze Evangelical Mission, ce poste échappait au contrôle des Bénédictins jusqu'en 1926, année de leur installation. Sans tarder, les moines se mirent au travail et s'adonnèrent au développement matériel de la mission : un dispensaire pour noirs fut construit en 1928. Le monastère de Bunkeya, dont les premières constructions avaient débuté en 1930, fut inauguré en 1933 au moment où un internat pour filles noires accueillait les premières pensionnaires. Bunkeya était l'une des rares missions du Vicariat qui disposaient à cette époque des installations solides.³¹³

Dom Feuillen GILLAIN indique bien l'importance de ce poste ;

La capitale de l'ancien empire de M'siri fut la conquête la plus importante de cette époque. Bunkeya était un gros village de 2000 habitants : gens réservés et conscients de l'importance. C'était le fief des missionnaires anglais depuis plus de 40 ans. Il fallut beaucoup de patience, d'habileté, de bonhomie, de dévouement, au Père Gerard Moyaert, qui s'y fixa le 26 juillet

³¹²P.De Meester, « Lukafu (1898-1966), premier centre administratif du Katanga », *Revue Belgo-Congolaise*, (avril 1966), 16-20.

³¹³Archives du cadastre, dossiers CSK, « Relevé des cessions et concessions accordées dans la province du Katanga à la congrégation bénédictine ».

1926, pour s'attacher toute cette population. A Pâques 1929 eut lieu le baptême des deux premiers chrétiens. Mais, en 1930, l'agglomération comptait 500 chrétiens, 2300 catéchumènes et près de 200 enfants à l'école centrale ; il y avait dans les environs 19 écoles rurales. En 1932, les principaux villages de la région sont tous occupés, et la mission contrôle 44 écoles rurales. Sur un total de 10.500 habitants, les deux cinquièmes sont convertis.³¹⁴

L'installation tardive de la mission bénédictine à Bunkeya répondait à la stratégie montée par Monseigneur de Hemptinne, il fallait miner les périphéries des stations protestantes avant de s'attaquer au noyau central :

Lorsque les premiers moines bénédictins arrivèrent au Katanga en 1910, ils se trouvaient donc en face d'une situation déjà compromise. Plutôt que de s'attaquer de front à l'adversaire, Mgr de Hemptinne préféra encercler la position protestante en occupant progressivement toute la périphérie de la plaine de la Lufira. Les choses étant ainsi préparées, le 9 juillet 1926 il installait personnellement à Bunkeya un missionnaire qui avait donné sa mesure à Lukafu et à Elisabethville : Dom Gérard Moyaert. Mwenda Kitanika s'était opposé à l'installation des Bénédictins dans sa région, car il était lui-même un produit de la *Garenganze Evangelical Mission* et ne manquait de prendre position en faveur de ses éducateurs. Installée depuis 1886, la Garenganze Evangelical Mission avait fait de la région de Bunkeya son fief. Eduqué par elle, reconnaissant envers elle, Mwenda Kitanika subissait son ascendant. L'autorité européenne le convainquit de la nécessité de respecter la liberté des cultes.

Les documents administratifs de février et mars 1926 rapportent aussi un des conflits qui a mis aux prises un missionnaire bénédictin et un pasteur qui se disputaient le monopole dans la région de Dikuku. Le chef Dikuku était plutôt partisan des Protestants premiers venus chez lui et exigea que les Catholiques s'en aillent inaugurer leur action à Bunkeya avant de s'implanter dans sa région.³¹⁵

En 1926, quand l'installation à Bunkeya même d'une mission bénédictine fut décidée, le problème se reposa avec plus d'acuité encore. Mû par ses amis anglais, le mwami refusa plusieurs semaines durant l'autorisation de recourir à de la main-d'œuvre locale. Il y consentit

³¹⁴F.D.Gillain, *Les bénédictins au Katanga de 1932 à 1962*, Centre National de Documentation Missionnaire de Belgique, (Bruxelles, 1962), 11-2.

³¹⁵Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Likasi », premier semestre, 1926.

cependant à la fin et ce fut tout aussitôt le début d'un magnifique ensemble architectural, d'un remarquable essor d'œuvres.³¹⁶

Bien que Mwenda Kitanika entretienne des bons rapports avec les Bénédictins, entre Protestants et Catholiques, on était loin d'enterrer la hache de guerre. Plusieurs fois, l'action apostolique ne s'exerça pas sans quelques frictions avec les missionnaires protestants.³¹⁷

Les frictions entre ces deux groupes avaient déjà attiré l'attention de l'administration coloniale qui s'en plaignait. Dans son rapport de 1918, l'administrateur du territoire constate avec amertume que les relations sont très tendues entre les R.P Bénédictins et Mr Springer pour lutte d'influence dans les villages. Il souhaite que l'administration mette fin à cette situation pour ne pas laisser croire aux Noirs que quelque intérêt guide les missionnaires dans leur effort qu'ils font pour inculquer aux Noirs des principes religieux différents, tout l'acharnement à occuper les villages est grand. Cette situation s'est produite au village Mutaka où un catéchiste protestant a été chassé par le catéchiste des Pères Bénédictins. L'administrateur proposait qu'on limite la sphère d'action de chacune des missions dans une chefferie ou sous-chefferie entière.³¹⁸

Du point de vue interne, l'implantation d'autres congrégations catholiques rencontra une opposition farouche du Vicaire Apostolique, en la personne de monseigneur de Hemptinne. Bunkeya aurait dû aussi profiter de l'expérience de la congrégation salésienne selon la convention d'implantation signée entre le provincial des Salésiens et le Ministre des Colonies.

I.2.3. Œuvres sociales de la missionnaire Bénédictine à Bunkeya (1926-1940).

I.2.3.1.L'école

En jetant un regard sur l'évolution des missions nationales, l'implantation des écoles fut l'élément dominant de leur action. De la convention passée entre le Vatican et l'E.I.C, la création des écoles fut une des principales obligations des missions. Pour ce qui concerne la mission bénédictine, l'implantation des écoles se fit en deux phases. La première, liée à l'objectif initial des Bénédictins au Katanga, concernait le milieu rural et couvrait les années 1910-1930 avec la création des stations centrales. La deuxième phase commence autour des

³¹⁶F.Grévisse, « La lignée », 612.

³¹⁷Salamu, « L'église s'établit dans la capitale de M'siri », *Bulletin des Missions* (courrier de l'apostolat monastique), numéro spécial, (décembre 1933), 20.

³¹⁸Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », premier trimestre 1918.

années 1927 et 1928 avec la stabilisation de la main-d'œuvre à l'U.M.H.K. L'implantation des écoles protestantes (méthodistes) dans les centres urbains poussa les Bénédictins à changer de stratégie, car c'est à partir de ce moment que leur attention en matière d'éducation sera plus tournée vers le milieu urbain que vers le milieu rural. Mais l'encadrement des populations rurales n'en fut pas totalement affecté.

Pour mieux saisir l'œuvre scolaire des missionnaires à Bunkeya, nous présentons succinctement la politique scolaire telle qu'elle a été initiée au début de l'ère coloniale.

A l'origine, la structure primaire d'enseignement se dénommait chapelle-école. Cette dernière évolua au fil des années et prit des appellations diverses jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale : école du village, école succursale et écoles rurales. L'enseignement pour autochtones est divisé en deux branches ; l'une destinée à la masse, l'autre s'adressant à une certaine élite. Cet enseignement est divisé en deux degrés : le premier degré d'enseignement primaire comptait la première et la deuxième année. Ce premier degré donnait durant deux ans un programme uniforme pour tous. A l'issue de ce tronc commun, une sélection s'opérait parmi les élèves. En effet, c'est ici que l'enseignement primaire bifurquait dans deux directions adaptées aux possibilités des élèves ; il se divisait ainsi en un second degré ordinaire et en un second degré sélectionné. Pour diriger les élèves vers l'une ou l'autre de ces voies, on tenait compte à la fois de l'aspect moral des candidats, de leur âge et de leur aptitude intellectuelle. C'est ainsi, par exemple, que les élèves trop âgés étaient orientés généralement vers le second degré ordinaire. Ce second degré ordinaire visait surtout à préparer l'enfant noir à vivre dans son propre milieu. Aussi son programme comportait-il de nombreux travaux manuels ; ces travaux étaient en eux-mêmes différenciés selon le cas : dans les centres urbains ils avaient trait aux métiers tandis que dans les villages, ils se rapportaient à l'agriculture et au petit élevage. Ces cours duraient trois ans (3e, 4e, 5e primaires). Les élèves du second degré ordinaire, qui étaient admis à poursuivre leur enseignement secondaire, devaient avant d'y accéder, faire deux ans (6e et 7e années primaires).³¹⁹ Quant au second degré, sélectionné qui comportait quatre années (3e, 4e, 5e, et 6e années), on préparait directement les élèves à suivre un programme d'enseignement secondaire.

³¹⁹ Lire à ce propos H.A. Duperux, « Propos sur la réforme de l'enseignement », *Bulletin du Cepsi*, 6(1948) et Kita Kyankenge Masandi, *Colonisation et enseignement, cas du zaïre avant 1960*, éd du Ceruki, (Bukavu, 1982).

C'est en septembre 1926 que le Père Gérard ouvrit l'école centrale de Bunkeya, mais cette implantation ne s'est pas faite sans heurts. Le mois de mars 1926, le missionnaire protestant avait ouvert son école. Le missionnaire catholique fut surpris d'apprendre que l'œuvre de son adversaire fut bien accueillie par les vieux notables du village. C'est sous l'ordre du notable Makabwa que les policiers avaient forcé tous les enfants qui n'étaient pas de la mission d'aller à cette école. La reine même, la Mugoli, avait retiré ses deux petites filles pour les envoyer à l'école protestante. Le Père Gérard note que ce sont les fillettes que les païens et les vieux tâchent d'éloigner de la mission. A ses débuts le Père Gérard donnait deux heures aux garçons et pendant ces cours, il formait le futur catéchiste-instituteur. Puis, c'est le tour des filles, avec un cours de pédagogie pratique donné à la future institutrice.³²⁰ L'arrivée des religieuses bénédictines, accompagnées de Don Bonaventure Barbier, vint combler le vide autour du Père Gérard et permit de pousser cette conquête à fond. Les sœurs assumèrent dès lors la direction des classes féminines ; elles ouvrirent un dispensaire pour les malades et une pouponnière pour les enfants. Leur action fut considérable et elles s'étaient assignées comme objectif l'apprentissage de la langue des autochtones. Dans le souci de s'intégrer dans la population, les sœurs bénédictines apprirent la langue des autochtones qui devait leur permettre de collaborer avec ces derniers. C'est ainsi qu'elles ont gagné la confiance de cette population.³²¹

Le Père Bonaventure venait au service de la jeune mission avec une longue expérience acquise au Brésil dans la mission de Rio Branco. Il développa activement les installations et les ressources alimentaires pour la plantation d'ananas, la création d'une bananeraie et la culture de légumes de toute sorte.³²² Naturellement il devait s'occuper de l'instruction des élèves en matière agricole. Cela nécessitait de mener une politique scolaire éducative que l'on a retrouvée à la base des programmes scolaires de 1925-29, 1938 et 1948-52, régissant l'enseignement libre subsidié, dévolu aux missions. Il comportait une large part d'enseignement agricole et de mise en pratique par les jardins scolaires et les champs d'expérience. Ce programme ne fut pas systématiquement poursuivi ou ne put être appliqué

³²⁰ P.Legrand et B.Thoreau, *Les Bénédictins au Katanga. Vingt-cinq ans d'apostolat (1910-1935)*, Abbaye de Saint-André, (Lophem-lez-Bruges, 1935), 114.

³²¹ Manenga, « Histoire de la fondation des moniales bénédictines congolaises », *Actes du Colloque sur le centenaire de l'évangélisation de l'Archidiocèse de Lubumbashi*, (Lubumbashi, du 19 au 22 avril 2010), éditions de l'Archevêché de Lubumbashi – Médiaspaul, (Lubumbashi, 2011), 34.

³²² P.Legrand et B.Thoreau, *Les bénédictins*, 115.

que tardivement.³²³ Quand le Père Gérard quitta Bunkeya pour Jadotville, il laissait à son successeur, le Père Boniface Poullens, une école d'environ 200 enfants alors que la mission protestante ne conservait plus qu'une soixantaine. Les statistiques des effectifs de l'année 1934 : la mission saint Jules avait à son poste de Bunkeya ainsi que dans ses succursales le nombre de 180 élèves alors que l'école des filles du poste tenue par les sœurs bénédictines avait 110 élèves et entretenait un internat de 30 filles.³²⁴

Les Bénédictins, comme nous l'avons souligné ci-haut, ont organisé à Bunkeya, un enseignement post-primaire.

L'enseignement post-primaire avait un caractère utilitaire. Il existait dans le Vicariat Apostolique du Katanga des établissements qui formaient du personnel auxiliaire tels que les écoles artisanales (à Bunkeya et à Kashobwe) d'où sortaient des artisans. Ces écoles ouvertes au profit du milieu coutumier et rural formaient la main-d'œuvre indispensable aux missions, à l'administration et aux colons isolés. Ces écoles avaient un cursus de deux ans et dispensaient un enseignement axé sur un programme gradué de travaux pratiques de portée utilitaire et relevant d'un métier déterminé ; menuiserie, charpenterie, maçonnerie, tailleur.³²⁵

L'Administrateur du territoire de Jadotville dans son rapport de 1939, se réjouit de l'apport des menuisiers et charpentiers dans le développement de Bunkeya, il écrivit en substance :

La réorganisation des ateliers et leur mise sous contrôle d'un agent européen dans les postes mêmes ont donné de bons résultats. La confection des boiseries et l'ameublement des bâtiments publics ont pu être poursuivis à bon compte, et dans le secteur des Balemba et la chefferie des Bayeke, ces ateliers commencent à vendre aux natifs des planches et des meubles courants ; tables et chaises. Cette mise en vente semble être très appréciée par la grande masse indigène car ces articles sont solides et, malgré le léger bénéfice encaissé par le C.A.C, vendus à un prix avantageux.³²⁶

Mais si le développement de l'organisation scolaire est tangible en milieu rural, cela sera surtout dû au rayonnement des écoles centrales primaires sises dans les postes missionnaires permanents. Les difficultés apparaîtront cependant dans le réseau constitué des petites écoles rurales, dirigées par un catéchiste-instituteur et comprenant les deux premières

³²³G.Feltz, « Un échec de l'implantation scolaire en milieu rural : le cas de la Lulua et du Katanga central, 1920-1960 », *Revue Canadienne des Etudes Africaines/Canadian Journal of African Studies*, 13 :3(1979), 441-459.

³²⁴P.Legrand et B.Thoreau, *Les bénédictins*, 115.

³²⁵J-M.Kashoba, « L'évolution et les caractères de l'enseignement catholique dans l'archidiocèse de Lubumbashi », *Actes du colloque sur le centenaire de l'évangélisation de l'Archidiocèse de Lubumbashi*, (Lubumbashi, du 19 au 22 avril 2010), éditions de l'Archevêché de Lubumbashi – Médiaspaul, (Lubumbashi, 2011), 203.

³²⁶Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1939, 74.

années. Le problème de financement de toutes ces écoles se posait vu la faible densité de la plupart de villages.

A vrai dire, la finalité de cette école ne coïncidera jamais avec les réalités locales. Feltz souligne que l'école adaptée au milieu de l'entre-deux-guerres fut davantage un mythe dans l'ensemble colonial. L'échec de cette politique put être vérifié particulièrement dans les régions du Congo belge à faible densité, de même parmi celles qui ressentirent un développement intensif de l'industrie minière ou des centres politico-administratifs importants- ce qui se traduisit par l'exode rural après la dépression de 1930.³²⁷

Le rapport qu'établit l'administrateur de territoire en 1939 sur la qualité même de l'enseignement n'assurait pas de lendemains meilleurs.

Concerne Mukabe-Kasari un groupement de la chefferie Bayeke- les résultats obtenus à ce jour sont décevants. Depuis la création de la ferme-école, 8 anciens élèves sont installés dont 7 en territoire de Jadotville et 1 en territoire de Mitwaba. Toutefois ils ne sont ni plus ni moins bons cultivateurs que les indigènes de la région. Les locaux (dortoirs et réfectoires) sont, construits en matériaux provisoires et sont en très mauvais état. Le révérend père qui s'occupe des élèves de la F.E, ayant à sa charge tout l'enseignement primaire, ne peut que leur consacrer qu'une faible partie de son temps. Ses connaissances agricoles sont d'autre part très rudimentaires. La durée des études, qui doit être de 2ans, a été portée d'office à 3ans. Devant les résultats décevants de la F.E, la mission Mukabe-Kasari, depuis 1939, engage comme apprentis maçons, menuisiers, etc. la presque quasi-totalité des élèves sortants afin d'en faire des artisans. Cette F.E et son enseignement ont besoin d'un remaniement complet.³²⁸

Malgré les faiblesses organisationnelles de l'éducation dans le monde rural en particulier et dans toute la colonie en général, l'école, le renforcement de l'autorité locale et l'action sociale ont été les leviers du pouvoir colonial.

1.2.3.2. Les autres œuvres sociales

L'implantation des missionnaires catholiques était toujours accompagnée, outre l'école, de l'ouverture de plusieurs autres œuvres sociales. Pour répondre aux nombreux besoins de la population, les sœurs bénédictines ont dû multiplier leurs œuvres notamment : l'internat pour filles, la maternité et les consultations prénatales. A Bunkeya et dans les villages environnants, elles formaient quelques femmes choisies pour l'action catholique, et ce sont ces dernières qui faisaient les consultations pour nourrissons et donnaient quelques

³²⁷G.Feltz, « Un échec », 441-459.

³²⁸Archives Africaines, « Rapport agri 60, province d'Elisabethville », agriculture et forêts, rapport annuel 1939.

leçons d'éducation familiale mêlées au catéchisme. Les moniales bénédictines ajoutèrent aux autres œuvres le guidisme et l'hospice des vieillards. L'hospice des vieillards entamé par Mwenda Kitanika attira l'attention des Religieuses qui en prirent la direction et obtinrent le financement de l'administration territoriale. La consultation des nourrissons, œuvre subsidiée par l'Etat, fonctionnait depuis 1933 à Mokabe Kazari et à Bunkeya, sous la direction des sœurs bénédictines. Chaque semaine, les mères de la région avoisinante se présentaient à la Mission avec les nourrissons. Ceux-ci étaient pesés, auscultés et soignés par les révérendes sœurs de l'endroit. Les résultats étaient merveilleux puisque la mortalité infantile était fortement réduite. Selon le rapport de l'administration du territoire, Bunkeya avait enregistré 7848 consultations en 1933.³²⁹ Le dispensaire qui avait vu 2630 malades pendant les six premiers mois de 1931, en reçut pendant les douze mois suivants 9366, venus de tous les environs, à 50 kilomètres à la ronde. A l'école on comptait dès 1931 cent quarante garçons et quatre-vingts filles.³³⁰ En 1937, le gouvernement de la colonie accorda des fonds pour la construction de l'hôpital à Bunkeya. Les travaux furent exécutés par une équipe de maçons formés localement sous la supervision de la mission bénédictine. Le parachèvement de l'hôpital se fit en 1938 par la construction des bâtiments d'hospitalisation. Cette œuvre était gérée par les sœurs bénédictines. La même année, à la demande pressante des travaux publics, la mission se chargea de la construction de la maison du médecin pour le poste de Bunkeya.

Dans le cadre des loisirs, il fut décidé en 1932 de créer des foyers pour déracinés en vue de les soustraire à l'influence des danses et de la boisson. La mission bénédictine jeta les bases d'une organisation sportive et récréative (football, cinéma, etc.) en aménageant des locaux et terrains.³³¹ Il est vrai que pendant ces années, les missionnaires se plaignaient beaucoup de la tenue morale de la population surtout en ce qui concerne la boisson. L'action du pouvoir civil venait se joindre à celle des missionnaires pour améliorer la tenue morale du village : un agent territorial, détaché de Likasi, vint s'installer. Le débit de « pompe » (boisson) fut réglementé. On ne pouvait plus en faire sans autorisation et sans payer une taxe de 10 francs par tonneau de 36 litres. Un tribunal indigène, fonctionnait régulièrement, formé de 5 juges et d'un greffier.³³²

³²⁹ Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1934, 7-8.

³³⁰ Salamu, « L'église », 22.

³³¹ Archives Africaines « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1933,

³³² Salamu, « L'église », 23.

En 1937, en février arriva le Frère Bernuphe qui y commença l'industrie de tuiles et carreaux et qui n'a cessé depuis lors de fonctionner à Bunkeya. En mars, on construisit la nouvelle école pour garçons comprenant des salles de classes de 8x7m, un bureau de 4x7m. En octobre de la même année, Paul Dehayé arriva à Bunkeya et prit la direction de l'école centrale. Bien avant l'arrivée du bénédictin Bernuphe, il existait une petite fabrique de tuiles.³³³ En 1930, les Bénédictins avaient achevé à construire pour le chef Mwenda une maison en briques cuites et couverte des tuiles. Comme on peut le constater les Bénédictins avaient jeté les bases des infrastructures sociales dans cette cité, ils ont été les collaborateurs privilégiés des services publics de l'Etat colonial. Bunkeya était caractérisé par la nature tout à fait particulière des bâtiments que les missionnaires catholiques ont construits pour le propre compte. Nous analysons, dans les lignes qui suivent, le contexte général qui a guidé la conception de ce projet jusqu'à sa matérialisation.

Considéré comme bastion du protestantisme, la mission bénédictine s'était résolue d'y ériger des bâtiments imposants pour s'attirer la sympathie des autochtones. Mais l'implantation de cette mission coïncida avec la crise mondiale qui bouleversa les économies de tous les pays du monde. Les sociétés missionnaires en étaient aussi frappées, d'abord les moyens de déplacements rendus difficiles, elles ne pouvaient ni obtenir de leurs maisons-mères le personnel ni le financement des projets.

La question financière qui se posait pour la construction des monastères à Bunkeya trouva solution à l'occasion de la consécration épiscopale de Mgr Hemptinne : cette fête fut l'occasion, pour les nombreux amis que le Vicaire apostolique compte en Belgique, de lui manifester leur sympathie personnelle et leur intérêt à l'œuvre missionnaire du Katanga. Les fonds réunis par le comité d'amis furent remis à Monseigneur pour l'Afrique et lui permirent d'entreprendre les constructions de Bunkeya. Dans les centres industriels du Haut-Katanga, la crise avait amené le chômage, et dans la brousse les récoltes étaient perdues. La crise économique et la famine avaient eu, d'autre part, un effet très avantageux : celui de diminuer le prix de la main-d'œuvre et des matériaux. Raison de plus pour les missionnaires de profiter de ce moment pour entreprendre les travaux. Ces travaux venaient à leur heure. C'est la nécessité des populations autochtones, pressés par la faim. A Bunkeya et aux environs, c'est la famine, écrivait-on en mars 1932. Depuis octobre les sauterelles avaient tout envahi ; le

³³³Archives privées, abbaye de Saint-André de Bruges, B. Poullens, « Mission bénédictine de Bunkeya, résumé des principaux événements depuis 1933 à 1946 ».

maïs et le sorgho étaient dévorés ; les haricots et les légumes avaient subi le même sort. Par surcroît de malheur, il n'y avait presque pas eu de pluie depuis le début de janvier et les patates douces que le gouvernement avaient fait planter risquaient de produire bien peu de chose ou même rien du tout.

La famine, la misère, la mort frappaient la population. Voici à ce propos ce que Poullens écrit :

Depuis janvier, douze bébés sont morts à Bunkeya, en dix jours, j'ai enterré trois vieillards. Certes une grippe règne dans la région, mais la mortalité anormale et les nombreux enfants malades sont un effet immédiat de la sous-alimentation. Hier le chef d'un village protestant, Mumoneka, me disait : 'père, la nuit, nous ne pouvons pas dormir ; les enfants pleurent constamment de faim ; mais ici c'est la famine noire,³³⁴

Le gouvernement, mis au courant de la situation, intervint pour alimenter la population de Bunkeya et confia aux missionnaires le soin de distribuer les vivres : « chaque semaine 3 tonnes de farine, 100 kilogrammes de riz et 100 kilogrammes de sucre, pour nourrir les nourrissons, leurs mères, les vieillards et les malades, en un mot un millier de personnes.³³⁵ »

C'est dans ce contexte qu'on entreprit la construction des monastères et de l'Eglise catholique de Bunkeya. Les travaux étaient dirigés par un chômeur italien du nom de Gravetti, maçon de métier et son salaire était fixé à 3000 fr. Et l'UMHK fournit les tôles de remploi à 2,50 fr le pied.³³⁶

L'inauguration solennelle eut lieu le jour de l'Ascension 1933, en présence de Mgr de Hemptinne et de M. Heenen, Gouverneur du Katanga. L'emplacement de l'église et de la résidence des Pères fut fixé à un kilomètre du monastère des religieuses, en un endroit quelque peu surélevé également. Dès la fin de 1932 on avait préparé des briques, et au début de cette année le Vicaire Apostolique pouvait annoncer : « *J'entreprends à Bunkeya la construction d'une grande église, de 40 mètres sur 16, et d'une résidence à étage pour les Pères. Ce sera un fort bel ensemble* ». ³³⁷

La présence missionnaire à Bunkeya comme partout ailleurs était associée à une idée de progrès, de changement ; grâce à la scolarisation, aux emplois procurés par la mission, à

³³⁴B.Poullens, « Mission bénédictine de Bunkeya, résumé des principaux événements depuis 1930 à 1933 »

³³⁵*Ibid*

³³⁶B.Poullens, « Mission bénédictine de Bunkeya, résumé des principaux événements depuis 1930 à 1933 »

³³⁷Salamu, « L'église », 26.

l'apport de nouvelles cultures, aux soins apportés aux malades, et en tout grâce à une relation de l'économique, du politique et du culturel tout à fait nouvelle. Les innovations apportées par l'œuvre missionnaire étaient restrictives parce que tous les individus n'étaient pas concernés par ces innovations en milieu rural. Par exemple, les fruits (comme l'orange, le citron, etc.) et les légumes (comme les choux) n'étaient pas consommés par la masse d'individus. Seule une catégorie limitée de ceux qui étaient en contact permanent et direct avec le secteur étranger avait bénéficié de ces différentes formes de progrès. Mazwili dit : « *Les missionnaires nous ont apporté l'école, ils avaient des jardins mais ils ne nous ont pas appris comment planter les arbres fruitiers. Dans tout Bunkeya on ne trouve pas beaucoup d'arbres fruitiers en dehors des manguiers que le mwami Kitanika a apportés de Kasenga.* »³³⁸

L'idéologie véhiculée par les missionnaires n'a pas apporté de manière tout à fait significative un changement dans le monde rural de Bunkeya, certes, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, l'élite locale qui fait jusqu'à ce jour la fierté de Bunkeya est celle formée par les missionnaires. Il convient de noter que cette notion de développement, qui traduit toute forme de progrès et donc de changement, nécessite pour les partenaires en présence quelque chose de commun, une sorte d'affinité ou de sensibilité culturelle commune : pour Chaunu, il existe une corrélation assez étroite entre le niveau de développement, la complexification sociale, d'une part, la place et le niveau de la connaissance historique, d'autre part.³³⁹ Ainsi, une école, une église, une coopérative, renferment des données de progrès, qui engendrent tôt ou tard, qu'on le veuille ou non, des changements dans la culture originelle. La vie à Bunkeya, pendant toute la période coloniale, a gravité autour des missions en général et en particulier autour de la mission catholique.

Bunkeya étant essentiellement un milieu agricole, jetons, à présent, un regard sur les éléments caractéristiques de l'agriculture pendant cette période et les conséquences qui en découlaient.

I.3. L'agriculture et cultures imposées

I.3.1 Situation générale jusqu'en 1932

A l'époque de M'siri, nous avons relevé que l'agriculture était destinée à la fois au ravitaillement de la population et aussi aux marchands de passage dans la ville, c'est pour

³³⁸Entretien avec monsieur Mazwili Oscar à Bunkeya, le 7 septembre 2011.

³³⁹P. Chaunu, *Histoire science sociale*, Sedes, (Paris, 1974), 20.

cette raison que le suzerain avait initié la politique des grandes cultures, Les productions agricoles à Bunkeya avaient dépassé le cadre de l'agriculture familiale d'autosuffisance alimentaire. Il découle clairement qu'il y avait abondance d'aliments toute l'année. Mais il se faisait parfois que la population perdait une bonne partie des semences pendant la saison sèche surtout pour ce qui concerne le sorgho à cause de la fabrication de la bière locale ; elle rencontrait des difficultés au début de la saison culturale. Avec la refondation de la cité de Bunkeya, la population est retournée à l'agriculture de subsistance, le paysage politique et commercial ayant changé.

De par sa position géographique, le territoire de Likasi, dont faisait partie Bunkeya, situé dans le Haut-Katanga industriel, avait connu une agriculture essentiellement vivrière, et ceci à cause de la main-d'œuvre industrielle qu'il fallait nourrir. Dans cette section, nous analysons la manière dont les activités agricoles paysannes ont été organisées dans le territoire pendant la période de l'entre-deux guerres, de 1919 à 1939. On distinguera deux sous périodes, la première allant de 1919 à 1930-31 et, la seconde, de 1932 à 1939.³⁴⁰ La première fut caractérisée par l'absence d'une politique agricole bien définie. Le commissaire de district du Haut-Luapula décrivait cette situation en 1931 et avait initié un programme en cette matière.

Le problème de l'agriculture dans le Haut-Luapula est complexe et, il faut l'avouer, aucun programme bien défini n'a été suivi jusqu'à présent... Nous avons donc, dès notre arrivée dans le District, chargé l'agronome d'élaborer de décision en application de l'ordonnance-loi du 20 février 1917 devant constituer le programme agricole indigène obligatoire. Cette décision prise le 15 juillet impose 0,75ha ou 1 ha de cultures vivrières indigènes dont celle du manioc entre 25 et 50 ares.³⁴¹

La législation sur les cultures obligatoires existait déjà depuis 1917. Edmond Leplae, directeur du Service de l'agriculture et de la colonisation, persuada en 1916-17 le ministre Renkin de la nécessité d'instaurer temporairement un système de cultures obligatoires, tant vivrières qu'industrielles. Du point de vue de l'action éducative, le régime des cultures obligatoires constituait "un enseignement pratique pour adultes" qui allait de pair avec la création des jardins scolaires et des champs d'expérience dans les écoles primaires. Leplae définissait ceux-ci comme des coins de terre sur lesquels "les élèves étaient obligés de cultiver

³⁴⁰ Notre analyse prend en compte les données de l'ensemble du territoire dont faisait partie Bunkeya ; faute des données spécifiques dans les rapports administratifs et agricoles des entités du territoire à partir des années 1930.

³⁴¹ Archives Africaines, RC/CB, 5(155), « Rapport annuel sur la situation de l'agriculture du district du Haut-Luapula », 1931.

certaines plantes, alimentaires ou commerciales, ou même parfois ornementales". Les cultures obligatoires furent surtout expérimentées dans les champs scolaires.³⁴² Mais les cultures forcées se développèrent surtout à partir de 1917, dans l'est du Congo, pour approvisionner en riz le corps expéditionnaire d'Afrique orientale : la société Belgika reprit les rizières de l'Etat en 1920 et dès 1930 la production dépassait 60.000 tonnes. A cette occasion, en 1917, on porta à soixante jours, par an, la durée du travail obligatoire. A partir de 1920, l'administration et les sociétés coloniales généralisèrent cette pratique.³⁴³ Avant cette période, les rapports politiques du territoire de 1916 mentionnent que le service de l'agriculture était à pied d'œuvre à Bunkeya et avait procédé à la distribution des graines.

*« Graines acceptées mais difficultés de connaître les résultats obtenus. Rendement rapide du Sarazin chez le chef Kitanika qui en a reçu quelques graines. Même le résultat pour les haricots dont le chef garde la récolte pour procéder à une plantation importante. »*³⁴⁴

Le rapport du quatrième trimestre de 1917 souligne l'ardeur des occupants de la chefferie en général et de la population de Bunkeya en particulier vers les travaux des champs, malgré l'épidémie de rougeole qui sévissait dans les villages, obligeant les autorités à fermer les écoles.³⁴⁵

Selon le rapport de l'année suivante, les Noirs avaient ensemencé de vastes superficies de terrain, mais la sécheresse persistante fit manquer les récoltes surtout pour les terrains qui ne se trouvaient pas dans un endroit marécageux. De cette façon la famine n'était pas à craindre, car le sorgho a pu croître grâce aux dernières pluies. Chez Mwenda Kitanika la situation est pareille, il y a eu peu de récoltes de maïs, le sorgho était produit à suffisance.³⁴⁶ A la lumière de tous ces rapports administratifs, il y a lieu de dire que la population de Bunkeya avait accueilli sans beaucoup de peine les réformes initiées par le service de l'agriculture du territoire. Ce village, selon l'esprit de l'époque, devait servir de modèle dans tous les domaines. C'est pourquoi, à partir de 1924, on créa les marchés des vivres à l'instar de la foire organisée chez Mwenda Kitanika au cours du deuxième semestre de la même

³⁴²E.Leplae, « L'amélioration de l'agriculture indigène. Jardins- alimentation indigène ». *Rapports français de la XIIIe semaine de missiologie de Louvain*, (Bruxelles, 1935) et édition universelle, (Paris, 1936), 74-78.

³⁴³M.Merlier, *Le Congo : de la colonisation belge à l'indépendance*, Maspero, (Paris, 1962), 79.

³⁴⁴Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », 30 septembre 1916.

³⁴⁵Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », 4e trimestre 1917.

³⁴⁶Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », premier trimestre 1918.

année. Ainsi les cultivateurs des villages voisins venaient vendre à Bunkeya les produits de leurs récoltes. Mais l'année suivante, 1925, la chefferie avait enregistré plusieurs décès dus à l'insuffisance de nourriture et à cette époque de disette ; les autochtones étaient obligés de se nourrir des fruits de la forêt et plantes comestibles poussant à l'état sauvage.³⁴⁷

Le preneur principal des produits agricoles, en croire Joseph Kidyamba, était l'agent territorial qui achetait à vil prix. Dans la plupart des cas, l'argent gagné ne servait qu'à payer l'impôt.³⁴⁸ La petite agriculture marchande ravitaillera les camps miniers et industriels ; les vivres à bas prix permirent aux sociétés de se passer des colons européens et d'abaisser les prix de revient de la main-d'œuvre. En 1929 Moulaert estimait qu'un travailleur de l'Union minière coûtait 27 à 30 francs par jour et rapportait 50.000 francs par an. La formation de la plus-value des sociétés minières reposa en partie sur l'exploitation inouïe des paysans.³⁴⁹ Merlier stigmatise le fait en soulignant que cette petite agriculture évitait aussi les dépenses élevées pour la création de plantations. En règle générale, le revenu des paysans représentait au plus la moitié de celui des prolétaires des plantations : au Katanga en 1933, un ouvrier gagne en moyenne 1050 francs par an, un ouvrier agricole 600 francs et un paysan de la zone cotonnière 100 à 200 francs. Ce traitement du paysan entraîna plusieurs conséquences dont la plus importante fut l'exode rural. Pour ce qui concerne la culture du coton à Bunkeya, elle fut mal accueillie par la population, une stratégie fut montée pour empêcher son extension. Selon Kalasa, la population fit croire à l'agronome que la terre de Bunkeya n'était pas propice à la culture du coton. « *Nous avons grillé les semences, elles n'ont pas germé, l'administrateur et l'agronome ont cru en notre mensonge, c'est de cette façon que nous avons échappé aux contraintes que devaient nous imposer cette culture.* »³⁵⁰

Les administrateurs coloniaux ont laissé croire que la culture du coton n'était pas possible au Haut-Katanga Industriel à cause de la qualité médiocre de son sol. Cette hypothèse ne se justifie pas parce que certaines études ont prouvé que le sol et le climat de cette région sont favorables à la culture du coton. La raison fondamentale était d'éviter que la main-d'œuvre ne soit tentée de désertir pour se faire cultivateur de coton dont les prix d'achat fixés par un barème admis par le gouvernement colonial procuraient aux cultivateurs une

³⁴⁷Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », premier semestre 1925.

³⁴⁸« Entretien avec monsieur Joseph Kidyamba »

³⁴⁹M. Merlier, *Le Congo*, 79.

³⁵⁰Entretien avec monsieur Kalasa Mukanda bantu, à Bunkeya, le 11 octobre 2012.

rémunération équitable et supérieure à celle des mines.³⁵¹ Pour les missionnaires catholiques, la culture de coton favorisait la polygamie qu'ils considéraient comme étant une pratique barbare. En effet la polygamie était un élément très important dans la réussite d'une entreprise cotonnière ; un cultivateur de coton qui avait plusieurs femmes avait la possibilité d'augmenter les emblavures chaque année parce qu'à la fin de chaque saison cotonnière, il augmentait le nombre de femmes pour que la récolte soit abondante la saison prochaine.³⁵²

I.3.2.La politique agricole à partir de 1932

Les orientations imprimées à l'agriculture dans le territoire de Likasi dès l'année 1932 répondaient à plusieurs impératifs. La crise économique mondiale qui a frappé durement le Congo Belge et plus durement encore le Haut-Katanga industriel a entraîné avec elle toute une série de conséquences qui furent à la base d'une réorientation de l'agriculture :

- la baisse de la production vivrière des colons européens d'abord ;
- ensuite, la baisse des prix agricoles pour mieux assurer les fournitures là où l'économie européenne en avait besoin ;³⁵³
- enfin les licenciements massifs du personnel blanc et noir des entreprises industrielles, lequel personnel s'est rabattu, pour une bonne partie, dans l'agriculture.

Au cours des années 1931-1932, la politique générale au point de vue agricole est que les Africains devaient cultiver à tout prix pour maintenir l'activité économique de la colonie en crise. C'est ainsi qu'au Katanga, les impositions culturelles dont les débuts remontent probablement aux années 1924/25 furent renforcées légalement et remises à jour par le décret de 1933. Les famines fréquentes dues principalement : aux conditions climatiques défavorables, trop ou trop peu de pluies, aux ravages des champs par les animaux tels que les sangliers ou les insectes comme les sauterelles surtout, à l'instabilité de certaines populations, aux déplacements sous l'effet de la moindre contrariété dans la vie et plus particulièrement sous l'effet de la contrainte coloniale, enfin aux palabres inter claniques ou interfamiliales qui empêchent parfois toute l'activité agricole et qui s'accroissent durant l'époque coloniale. De plus, ces impositions culturelles étaient considérées comme une nécessité pour pouvoir se

³⁵¹Mubenga Mushiba Mukendi, « Le rôle de l'UMHK dans l'évolution de la politique agricole au Haut-Katanga industriel », (mémoire de licence, non publié, Unilu, Lubumbashi, 1985), 54.

³⁵²Mubenga Mushiba Mukendi, « Le rôle », 55.

³⁵³B.Jewsiewicki, *Agriculture itinérante économie capitaliste, histoire des essais de modernisation de l'agriculture africaine au zaïre à l'époque coloniale*, (Lubumbashi, 1975), 111.

procurer l'argent nécessaire au paiement de l'impôt. Dans le cas du Katanga, ces impositions n'ont pas manqué d'augmenter considérablement pendant la période de crise, à telle enseigne qu'en 1936, le conseil de province appuyait entièrement le vœu du conseil du gouvernement de voir porter la limite des travaux imposables à 100 jours avec un maximum de 15 jours les corvées, le reste du temps étant uniquement consacrée aux cultures obligatoires.³⁵⁴ Plus tard, dans le cadre de l'effort de guerre, la limite sera portée, non plus à 100 jours par an, mais à 120 jours.³⁵⁵ En définitive, quels étaient les buts envisagés par les promoteurs des cultures obligatoires ? Ils étaient de deux ordres : économique et éducatif. Du point de vue économique, on se proposait d'améliorer les conditions de vie des populations en conjurant les famines toujours menaçantes et périodiques par une meilleure production.

L'aspect éducatif était d'éduquer les autochtones en leur inculquant les méthodes de culture rationnelle pour les plantations qu'ils effectuaient et en leur enseignant la pratique de nouvelles cultures.³⁵⁶ Cependant tous les responsables coloniaux n'avaient pas la même conviction intime de cet aspect éducatif vis-à-vis du travail forcé. Dans son rapport sur l'administration, l'administrateur du territoire de Jadotville écrit ceci : « *Pouvons-nous instaurer le travail forcé ? Certainement, bien qu'il n'ait aucune valeur éducative ni aucun mérite technique à côté du travail librement et spontanément consenti* »³⁵⁷

Les cultures obligatoires dans le territoire de Jadotville.

Pour assurer la subsistance des agriculteurs eux-mêmes et fournir davantage des produits agricoles au commerce, il avait été arrêté, dans le cadre de la politique agricole générale, un programme à la fois quantitatif et qualitatif. En vue de prévenir la disette pouvant résulter d'un régime déficitaire des pluies ou attaques des sauterelles, la tâche imposée aux hommes adultes valides dans le territoire de Likasi était de 40 ares de maïs, de sorgho ou éleusine, 50 ares de manioc, 3 ares d'arachides, 3 ares de haricots, 4 ares de divers, plus 5 pieds de quinquina et 4 gallinacées. La sous-chefferie de Mokabe Kazari³⁵⁸, en plus des autres impositions, fut astreinte à 25 ares palmiers à huile par homme adulte valide, (H.A.V) en

³⁵⁴ « Conseil de province du Katanga », 1936, 14.

³⁵⁵ Tshibangu Kabet Musas « la situation sociale dans le ressort administratif de Likasi (ex-territoire de Jadotville) pendant la guerre 1940-1945 » *Etudes d'Histoire Africaine*, 6 (1974), 275-311.

³⁵⁶ B.Jewsiewicki, *Agriculture*, 115.

³⁵⁷ Archives Africaines, « Rapport sur l'administration générale du territoire de Jadotville », 1933

³⁵⁸ Les terres de cette sous-chefferie étaient les seules propices à la culture du palmier dans la chefferie des Bayeke.

sigle. Mais jusque-là, les impositions se confondaient avec la production vivrière d'autosubsistance susceptible aussi d'être livrée au commerce des vivres.³⁵⁹ Ce n'est qu'à partir de 1935 que les impositions visèrent l'approvisionnement du marché ; l'agriculteur devait les exécuter en dehors de l'agriculture vivrière de subsistance.

Au cours de la campagne agricole 1935-1936, par décision du 12 janvier 1935, les impositions portèrent principalement sur trois cultures : l'arachide (avec un accent et une insistance particuliers), le manioc et le maïs. Ces impositions étaient limitées à quelques circonscriptions –la moitié du territoire environ- et s'élevaient, par H.A.V à 5 ares pour les arachides, 30 ares pour le manioc 20 ares pour le maïs, ce programme avait touché 6000 hommes. A la base du programme agricole de la session suivante, c'est-à-dire celle de 1936/37, il a été tenu compte des remarques suivantes : l'imposition de 5 ares d'arachides était dérisoire parce qu'il y avait une forte demande de cette denrée dans les centres urbains. On avait estimé que 30 ares de manioc étaient une imposition exagérée, cette superficie étant trop grande pour les besoins d'une seule famille et dans la plupart des régions, l'écoulement de la farine à un prix convenable étant trop difficile, la mesure de 20 ares de maïs était inutile car les emblavures habituellement constatées dépassaient largement ce chiffre. Enfin le personnel agricole (moniteurs agricoles) ne remplissait pas bien son rôle, du fait qu'il était mal rémunéré. Dès que ces moniteurs étaient l'objet de contrainte, ils désertaient. Ce fait transparaît clairement dans le rapport de 1939 : *« aussi longtemps que nous aurons des moniteurs à des salaires de misère, nous ne pourrons exiger d'eux un réel effort »*³⁶⁰

Au cours de la campagne 1936/37, la décision numéro 72 du 26 novembre 1936 avait donné satisfaction aux observations de la saison écoulée, l'imposition d'arachides avait doublé (10 ares), celle du manioc réduite de moitié soit 15 ares, et le maïs échappait à l'imposition. Pour l'ensemble du territoire de Likasi, ce programme avait obligé 14.023 hommes soit environ 2 ½ fois le nombre d'hommes touchés au cours de la saison précédente. Cette augmentation du nombre d'hommes touchés par les impositions s'explique du fait que les 14 chefferies ont été astreintes aux impositions. On escomptait une production totale de 150 tonnes d'arachides suite aux 47 tonnes de graines qui ont été distribuées.

Par décision numéro 86 du 4 octobre 1937, l'imposition du manioc demeura identique que précédemment, c'est-à-dire 15 ares tandis que celle des arachides a été triplée. Le nombre

³⁵⁹ Archives Africaines, « Rapport du territoire de Jadotville : Décision numéro 5 du 22 janvier 1932 », 1933.

³⁶⁰ Archives Africaines, « Rapport annuel agri du territoire de Jadotville », 1939

d'hommes touchés s'élève à 9811, soit une diminution de près 43 %. Cette diminution s'explique par le fait que le nombre des chefferies obligées avait été réduit à moins de la moitié par rapport à la saison précédente ; en outre la construction de la route Nguba-Lubudi avait mobilisé dès 1936 quelque 600 à 700 bras sur les chantiers.³⁶¹ La chefferie Bayeke comptait parmi celles qui avaient engagé plus d'hommes.

Au cours de la campagne 1938-1939, la décision numéro 36 du 30 août 1938 ajoute les patates douces (10 ares) aux impositions habituelles d'arachides et de manioc. Le nombre d'hommes astreints est de 9050. La saison 1939/40, par décision numéro 72 du 10 octobre 1939 impose 35 ares de cultures vivrières diverses dont 10 de maïs, 8 ares d'arachides pour toutes les circonscriptions, 15 ares de manioc et 5 ares de patates douces. 7700 hommes ont été touchés par ces impositions. Après avoir présenté les grandes décisions prises en matière d'imposition dans l'ensemble du territoire, voyons maintenant les résultats obtenus.

I.3.3. Les résultats proprement dits

En 1935/36, l'arachide a été introduite dans toutes les chefferies. 42 tonnes de semences ont été distribuées par les soins du territoire. A raison de 4 kg de graine par individu. Ce qui représente un chiffre de 11760 agriculteurs qui ont été touchés. Il est vrai que bon nombre de femmes célibataires avaient acquis de semences. Partout la campagne fut bien accueillie et les arachides rapidement vendues sauf à Bunkeya.³⁶² Les seules difficultés réelles consistèrent à trouver le tonnage voulu et à acheminer les graines vers les différentes chefferies les plus éloignées, les arachides furent uniformément vendues à 1.60 frs dans tout le territoire.³⁶³ Dans les chefferies imposées, les résultats furent, aux yeux de l'administration, encourageants quant au rendement possible. Le tonnage escompté ne fut cependant pas atteint parce que, ayant demandé peu aux autochtones, ceux-ci se désintéressèrent par trop des cultures et plantèrent sans aucun soin. Les possibilités de rendement étaient de quelque 100 tonnes ; la récolte réelle fut de l'ordre de 100 tonnes dont 90 tonnes furent vendues. Pour le manioc, la moyenne des emblavures fut de 27 ares, inférieure donc aux superficies imposées. Ce résultat était d'ailleurs satisfaisant puisqu'il garantissait les populations contre toute famine tout en leur permettant de faire un peu de commerce. Dans les chefferies non

³⁶¹Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1937.

³⁶²Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1936, 38. Ce rapport n'indique pas les raisons de la mévente de l'arachide à Bunkeya ; on pourrait dire, comme nous le verrons après, que cette culture n'avait pas été adoptée assez rapidement dans les habitudes alimentaires des Yeke.

³⁶³Archives Africaines, « Rapport administratif agri du territoire de Jadotville », 1936

imposées, nombreux étaient les autochtones qui avaient omis de faire les plantations de manioc. C'est la raison pour laquelle il a été proposé de réimposer cette culture dans toutes les circonscriptions.

En ce qui concerne les plantations de maïs, de sorgho, de patates douces, les résultats furent bons ; la moyenne pour le territoire était de 38 ares de maïs, 12 ares de sorgho et 8 ares de patates douces. En dépit des efforts du personnel territorial qui avait mis l'accent sur les plantations d'arachides et de manioc et qui avait essayé de sensibiliser toutes les chefferies au moyen d'une propagande intense, les résultats de la saison culturale 1936/37 n'étaient guère meilleurs. Les raisons de cette situation étaient les suivantes : la régression des plantations des maïs, la situation non satisfaisante au point de vue du manioc, l'inexécution partielle du programme relatif à l'arachide, la construction de la route N'guba-Lubudi.³⁶⁴ Jusqu'à la fin du mois de décembre 1936, quelque 600 à 700 agriculteurs avaient été retenus sur les chantiers. Les efforts fournis pour parer à cette éventualité avaient échoué, car les mois de février et de mars, dans les régions que parcourait la route, ont été peu pluvieux. Le manque de pluie dans la région nord du territoire a fait que les arachides plantées en fin décembre ont donné des récoltes absolument déficitaires. C'est la conséquence de la distribution tardive des semences d'arachides. Plantées dans des conditions hygrométriques anormales, elles n'ont même pas produit les semences nécessaires pour la campagne de l'année suivante.³⁶⁵

Malgré la récolte du maïs assez hâtive, elle a donné quand même de bons résultats et les agriculteurs en ont apporté beaucoup sur le marché : 170 tonnes à Luambo, quelque 40 tonnes à Mulungwishi et au moins 250 tonnes chez les différents fermiers de la région de Tenke. De plus, les événements suivants sont intervenus au cours de cette saison culturale : les planteurs africains ont vendu la plus grosse partie de leurs réserves de maïs, quelque 500 tonnes. Alors qu'ils s'étaient dépourvus de toute réserve, les natifs ont vu, faute de pluies suffisantes. Il faut cependant noter que dans toute la partie sud du territoire, de fortes gelées (- 5 degrés pendant plusieurs jours) avaient détruit la plupart des plantations de manioc provoquant ainsi le dessèchement des tiges et la pourriture des racines. Ainsi l'année 1937 s'est terminée par une réelle disette dont ont souffert plus particulièrement les populations des régions que traverse la route Nguba-Lubudi. La population de la chefferie Bayeke fut aussi frappée par cette calamité. Durant la période précédente, les quantités des vivres livrées aux

³⁶⁴ Les populations de Bunkeya ont été engagées sur cette voie ; Nguba situé à quelques kilomètres de Bunkeya.

³⁶⁵ Archives Africaines, « Rapport AIMO territoire de Jadotville », 1937, 79.

travailleurs constituent l'explication de cette situation tout à fait particulière. Devant un bilan assez négatif, une campagne sévère fut envisagée avec une redistribution de 60 tonnes de semences d'arachides et le projet de création de réserves des vivres. Il s'agirait de la mise en application d'une vieille ordonnance datant du 1-4-1912 qui permettrait, tant soit peu, de créer des réserves de vivres.³⁶⁶

En 1938, les efforts du personnel ayant été portés avant tout sur la culture des arachides et du manioc, il y eut quelques perturbations dues au fait que le paysan autochtone avait des habitudes culturelles se rapportant uniquement aux céréales. Les pluies ayant été tardives, il n'a eu pratiquement qu'un mois pour planter son maïs. La récolte de cette culture fut bonne :

Le manioc planté en 1937 arrive à maturité dans les chefferies où cette culture n'était pas traditionnellement pratiquée (c'est-à-dire toutes les circonscriptions autres que Kazembe et Muilu). La récolte s'avère généralement abondante et cette plante formera bientôt, comme partout où elle est cultivée, la réserve de vivres, le grenier souterrain qui nous délivrera du cauchemar des disettes.³⁶⁷

L'obligation de planter en même temps 30 ares d'arachides eut pour résultat que les femmes firent du maïs tandis que les hommes s'éternisaient à planter des arachides. La résistance à cette culture se faisait déjà sentir. Pour l'administrateur du territoire, il s'agissait d'une volonté manifestée par un groupe des propagateurs de refuser les cultures imposées. Voici comment il analyse les faits :

Dans les régions du nord du territoire, nous pûmes démontrer que les propagateurs de ce bruit étaient certains indigènes désireux de prouver que les impositions d'arachides et de manioc ne leur laissaient plus le temps de cultiver les céréales qui constituent la base de leur alimentation.»³⁶⁸

C'est après avoir déjoué toutes les ruses des agriculteurs que l'administration rencontra une résistance ouverte qui, en maints endroits se traduisit par des refus collectifs de laisser mesurer les champs, par le renvoi des moniteurs agricoles. La ferme détermination de faire aboutir ce programme fut une réussite par l'incarcération de trois rebelles. Pour éviter les difficultés habituelles de la période dite de « soudure », il avait été demandé aux chefs

³⁶⁶ Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1937, 80.

³⁶⁷ Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1939, 80.

³⁶⁸ Archives Africaines RA/CB (113)2, « Rapport AIMO, province du Katanga », 1938, 71.

traditionnels de prendre des mesures astreignant leurs sujets à mettre des vivres en réserve. Cette mesure impopulaire a eu pour effet d'influencer, en certains endroits, les transactions commerciales et à faire crier à la famine. Les paysans eux-mêmes ont déclaré manquer de vivres pour avoir dû faire trop d'arachides.

Néanmoins la campagne agricole 1937-1938 a lancé définitivement l'arachide, étendu les plantations de manioc et fait régresser légèrement le maïs au profit du sorgho.³⁶⁹ La campagne de 1938-1939 connut une propagande intense, étendue sur toute l'année et non durant quelques mois seulement, elle a permis de vaincre quelque peu la résistance des planteurs.

La campagne agricole 1939-1940 s'est déroulée dans les meilleures conditions malgré la pénurie du personnel. En effet, la propagande était moyenne, 21 moniteurs agricoles étaient mis à contribution. Toute opposition aux impositions agricoles avait disparu et partout les superficies imposées ont été mises sous culture, voire dépassées en beaucoup d'endroits. Elles l'ont malheureusement trop souvent été à la façon des agriculteurs autochtones, c'est-à-dire avec des écartements inter-buttes trop considérables, des labours insuffisants, des retards importants sur les dates fixées par le service agricole. Ce fait était attribué à la pénurie de personnel, principalement au chef-lieu du territoire, durant les mois d'octobre à décembre. Si le service territorial était mieux étoffé durant cette période ou secondé dans une zone plus étendue par le service agricole, des résultats aussi satisfaisants seraient obtenus. L'imposition prioritaire a été l'arachide parce que, vu les dégâts provoqués par la rosette, elle était encore loin d'être populaire auprès des autochtones, contrairement au maïs et au manioc qui étaient alors très appréciés. Mais les résultats de la campagne 1939-1940 ont été satisfaisants dans l'ensemble du territoire. Seul le maïs a fortement souffert des crues du début de l'année. Les pertes totales pour le territoire ont été estimées entre 20 et 30% de la récolte. Malgré l'intervention de ce facteur, 400 tonnes de grains ont été écoulées dans le commerce par les producteurs autochtones et aucune trace de disette n'a été relevée. Les cultivateurs ont en outre livré sur les divers marchés du territoire, les quantités approximatives ci-après : 400T de manioc, 81 T d'arachides, 100T de patates douces, 45 T de haricots, 150 T de pommes de terre, 250 T de sorgho, 185 T de frais et légumes divers.³⁷⁰

³⁶⁹ « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1939.

³⁷⁰ Archives Africaines RC/CB, 9 (187), « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1940, 59.

Les études systématiques, conduites par le service de l'agriculture aidé par les membres du personnel territorial à propos des diverses cultures indigènes, ont eu pour résultat le maintien des impositions d'arachides, de maïs et de manioc. Un essai d'arachides sélectionnées de Gandajika au Kasai a en outre été mené sous la direction de l'Agronome. L'administrateur territorial, dans son rapport annuel, estimait que la population autochtone, principalement les chefs, les notables, les moniteurs, les policiers, principaux agents de propagande, ainsi que les planteurs commençaient à être saisis du « bien-fondé » des impositions culturelles.³⁷¹ Mais les jugements prononcés pour non-exécution des cultures obligatoires de trois années de la période d'étude est la preuve matérielle que le système de ces impositions n'a jamais été bien digéré par les populations autochtones. Ces jugements étaient prononcés par deux sortes de tribunaux ; celui de Police et ceux des chefferies. En 1936, le tribunal de police a prononcé 10 jugements contre 307 en 1937 et 87 en 1938. Les tribunaux des chefferies ont eu 15 cas en 1938. Toutefois, en dépit de toutes ces peines, le nombre des récalcitrants augmentait chaque année jusque plus tard en 1950.

Parmi les reproches que l'on adresse au régime colonial belge, on retiendra : le manque de liberté pour le Noir de se consacrer à la culture qu'il préfère et qui lui laisse le plus de profits. Point de réglementation agricole différentielle, qui serait basée sur une distinction de races. L'absence des mêmes facilités pour tous les producteurs au point de vue de l'écoulement des produits et des moyens de communication, A la lumière des suggestions ci-dessus, la politique agricole au Congo paraît critiquable dans l'appui un peu large donné à l'industrie cotonnière et peut-être aussi dans les contrats tripartites. L'autorité coloniale, soucieuse avant tout de l'essor industriel, avait vite fait d'imposer aux populations du territoire des cultures vivrières qu'industrielles. C'est la raison pour laquelle l'imposition de la culture du coton n'était apparue que tardivement dans certains endroits du territoire de Likasi. On peut y ajouter aussi la part des conditions climatiques et pédologiques. Les perturbations climatiques ne pouvaient permettre une agriculture à grande échelle.

En matière des cultures obligatoires et selon le point de vue proprement africain, le paysan n'a été qu'une machine à fournir de l'énergie musculaire au service de l'économie capitaliste qui l'a exploité à souhait. En fait, c'est un échec dû à plusieurs facteurs dont les plus importants, l'insuffisance d'un personnel d'encadrement bien formé- moniteurs agricoles, capitais, chefs traditionnels-, et même certains agents du personnel colonial qui

³⁷¹*Ibid.*

n'avaient ni la compétence voulue ni le souci du bien-être du paysan. Cette incompétence et cette insouciance ont produit des effets négatifs dans ce secteur principal de l'économie villageoise. Plus tard, l'administrateur du territoire, vers la fin de la seconde guerre mondiale en 1944, fit une observation pertinente sur la conception que les autochtones avaient du travail forcé.

Au cours de l'année sous revue nous avons constaté également qu'un certain découragement règne dans les populations autochtones. Cette catégorie d'indigènes croit que les territoriaux ont changé d'attitude à leur égard : que celle la question d'impositions intéresse l'européen, sans aucune contrepartie. L'indigène constate que, chaque fois qu'un territorial passe dans son village, il en résulte pour lui de nouvelles prestations et que son bien-être matériel, intellectuel et moral est passé au second plan.³⁷²

Une autre cause de l'échec fut l'insuffisance des études régionalisées et bien menées. Souvent les Agronomes de territoire étaient confrontés à cette difficulté, ils recevaient des plans confectionnés dans les bureaux à Léopoldville ou à Elisabethville qui ne tenaient compte ni de la structure des sols ni des habitudes alimentaires des populations concernées. D'où parfois des résistances de la part des paysans que la contrainte et la coercition, renforcées souvent par la chicotte, les emprisonnements et les amendes ont prétendu corriger. Comme le souligne Vansina : les humeurs des colonisateurs importaient plus parce qu'ils étaient puissants. C'est sans doute la raison pour laquelle le spécial fouet colonial connu sous le nom de la chicotte ; fouet avec lequel on pouvait infliger des blessures graves et causant parfois la mort, était devenu finalement le symbole de toute la relation coloniale au Congo.³⁷³ Cela a produit comme effet chez les paysans la désaffection à l'égard des travaux agricoles. Aussi s'ajoutait la faible rentabilité des produits agricoles vendus à vil prix. L'argent obtenu ne pouvait servir qu'à payer l'impôt. En tout l'individualisme naissant détachait l'Africain de sa base culturelle.

Naguère l'indigène vivait en fonction de sa famille, de son clan. Ressources, réjouissances, tout était en commun. Le brassage des populations auquel notre action économique a donné lieu, les besoins que nous avons créés, l'impôt de capitation, individualisent tous les jours davantage, obligent chacun à lutter pour la vie, sans plus se préoccuper de son voisin. Le clan, la famille au sens étendu du mot, commencent à n'être plus qu'une fiction. Et

³⁷²Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1944, 5.

³⁷³J.Vansina, *Being colonized, the Kuba experience in rural Congo, 1880-1960*, University of Wisconsin Press, (Madison, 2010), 54.

la coutume, dans un avenir assez proche, finira par n'avoir plus de vivaces que certaines règles concernant la famille telle que conçue par l'européen au sens plus strict. Cette poussée vers l'individualisme se manifeste partout et depuis quelques années déjà. Elle est la conséquence logique de la notion de propriété personnelle que nous avons introduite chez l'indigène.³⁷⁴

Dans l'Afrique ancienne, tout contrôle social reposait sur une sorte de justice sociale et le système de socialisation. La socialisation au niveau du clan était le facteur le plus déterminant de l'intégration sociale. L'individu était éduqué de manière à se conformer à la coutume et à se tenir dépendant du groupe auquel il appartenait. Dès sa naissance, il évoluait dans une structure politique et économique qui le rendait dépendant et le soumettait à des rapports patrimoniaux préétablis. Il était entendu que le chef mettait à sa disposition la terre et tous les biens pour sa survie. Par ce fait même, l'individu devenait tributaire et ne pouvait pas changer le groupe en emportant les biens qui appartenaient à sa chefferie.³⁷⁵

Quant au rôle éducatif du système des cultures obligatoires, il a abouti à un cul de sac, car toute action éducative doit procéder d'une réflexion sur l'homme auquel on veut s'adresser et sur son milieu de vie concret. Cependant tout n'a pas été négatif dans l'organisation des cultures imposées. L'introduction des cultures sélectionnées à haut rendement, telle l'arachide dite de Gandajika introduite dans tout le territoire à partir 1940, a donné des bons résultats. Ce qui nous paraît ici plus intéressant, parce que les cultures imposées ont été certainement parmi les facteurs qui ont joué sur l'évolution des mentalités, Non pas seulement par l'extension des nouvelles plantes introduites par le pouvoir colonial, mais aussi par le développement des cultures existantes avant l'arrivée des Européens. La conjuration des famines et disettes fréquentes par la culture du manioc constitue un point positif du système des cultures obligatoires. Il semble bien que les nombreuses famines aient poussé les missionnaires à appuyer la politique coloniale en matière agricole, en rendant obligatoire certaines cultures vivrières comme le manioc à Bunkeya.³⁷⁶ Nous reviendrons sur ce point des cultures obligatoires dans le chapitre suivant pour analyser la situation sociale des populations autochtones pendant la guerre et la participation à ce que l'on a appelé l'effort de guerre.

³⁷⁴Archives Africaines, « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1937, 20.

³⁷⁵Muchukiwa Bosco, *Territoires ethniques et territoires étatiques, pouvoirs locaux et conflits interethniques au Sud-Kivu (R.D.Congo)*, L'Harmattan, (Paris, 2006), 41.

³⁷⁶La population de Bunkeya n'a pas intériorisé cette culture, elle sera abandonnée après l'indépendance. La culture de base de ce centre jusqu'à ce jour est le maïs.

Conclusion partielle

Investi en 1911 et après avoir transporté l'ensemble de sa capitale de Litupishia à Bunkeya, Kitanika trace les bases d'un nouveau village, aux rues bien marquées et réparti en quartiers à l'instar de ce qu'était l'agglomération de M'siri. La nouvelle restructuration de la cité Bunkeya apporta des modifications sur l'organisation coutumière des quartiers. Le rôle principal n'était plus joué par les Bagoli dans les quartiers, des hommes étaient à la tête de la structure, Kitanika les a choisis parmi les anciens compagnons de M'siri. Depuis son investiture le 10 août 1911 jusqu'à sa mort le 7 avril 1940, tous les chefs de poste et les administrateurs qui se sont succédé à Kambove et à Likasi n'ont pas manqué d'éloge à son endroit. Le seul reproche qu'on lui tient, c'est de n'avoir pas donné main forte aux recruteurs de la main-d'œuvre dans sa région. Sa position se justifie par le sentiment de conservation de l'ethnie yeke.

Avec le début de la mise en valeur de la colonie, Bunkeya et ses environs connaîtront des transformations sociales liées à l'industrialisation. En effet l'industrialisation du Haut-Katanga débuta en 1906 avec la création de l'UMHK (Union Minière du Haut-Katanga). L'exploitation des gisements cuprifères exigea les colonisateurs à mobiliser les populations autochtones et celles des colonies voisines (Rhodésie du Nord, Ruanda-Urundi, Angola etc.) et à les agglomérer autour des mines. Mais, au début le séjour dans le monde industriel était de courte durée. Après son contrat ne dépassant pas généralement la durée d'une année, le travailleur africain regagnait son milieu d'origine. C'est ce qu'on appela alors « travail migrant ». Kitanika dut souffrir de l'éloignement des hommes aptes au travail pour faire face au développement de son milieu. L'implantation de la mission bénédictine à Bunkeya à partir de 1926 apporta un ensemble d'œuvres orientées vers l'enseignement, les soins médicaux, l'assistance sociale.

En ce qui concerne l'insertion et l'adaptation de l'ensemble de la population à la politique agricole initiée dans le territoire de Likasi, puis de Jadotville, il avait été arrêté un programme à la fois quantitatif et qualitatif pour assurer la subsistance des agriculteurs eux-mêmes et fournir davantage des produits destinés au commerce. De par sa position géographique, le territoire de Likasi -situé dans le Haut-Katanga industriel- a connu une agriculture essentiellement vivrière, et ceci à cause de la main-d'œuvre industrielle qu'il fallait nourrir. Son second caractère a été le dualisme, c'est-à-dire d'être africaine et européenne. L'introduction des cultures sélectionnées à haut rendement, telle l'arachide dite de Gandajika introduite dans tout le territoire à partir 1940, a donné des bons résultats. Ce qui

nous paraît ici plus intéressant, parce que les cultures imposées ont été certainement parmi les facteurs qui ont joué sur l'évolution des mentalités, non pas seulement par l'extension des nouvelles plantes introduites par le pouvoir colonial, mais aussi par le développement des cultures existantes avant l'arrivée des Européens. La conjuration des famines et disettes fréquentes par la culture du manioc constitue un point positif du système des cultures obligatoires.

Pour ce qui est de Bunkeya, la cité avait connu les famines fréquentes dues principalement : aux conditions climatiques défavorables, trop ou trop peu de pluies, aux ravages des champs par les animaux tels que les sangliers ou les insectes comme les sauterelles surtout. La principale plaine de Bunkeya « Bwatobongo » est souvent inondée à partir du mois de février. Les cultures propices à cet endroit étaient principalement celle du riz et mais aussi celle d'haricot. Les habitants de ce village étaient obligés de trouver d'autres terrains à plus de cinq kilomètres. Munongo Mutampuka, avant qu'il ne devienne mwami, avait ses champs à plus de 5 km de Bunkeya. A l'heure actuelle, les champs des habitants du village se retrouvent à plus de vingt Kilomètres. On remarquera que par moment les emblavures imposées à cette population étaient relativement inférieures par rapport aux autres contrées du territoire de Jadotville.

La culture du sorgho posait problème de réserves des semences, les Yeke sont friands de la boisson sur base du sorgho, ils disent que cela fait partie de leur culture. Il arrivait souvent que la population se retrouvât au début de la saison sans la moindre graine à planter. La gestion du stock de maïs rencontrait la même difficulté que celle du sorgho, non seulement le maïs constituait la base de l'alimentation, ce produit suppléait dans la fabrication des boissons, hormis d'énormes quantités vendues et consommées à l'état cru. On se rappellera qu'à la demande de la mission bénédictine, un agent territorial fut affecté à Bunkeya en vue de la réglementation de la production et de la commercialisation des boissons locales. La consommation des boissons semble être à l'origine de l'oisiveté de beaucoup d'hommes valides à Bunkeya.

La question de mentalité ne se poserait-il pas lorsqu'on reconnaît dans le muyeke ce chasseur qui était la quête du gibier et de pointe d'ivoire qui s'est sédentarisé à la suite du commerce à longue distance. Tant que l'esclave pouvait cultiver et fournir au marché de Bunkeya des produits agricoles pour l'approvisionnement de différentes caravanes, le muyeke s'occupait de sa chasse et de ses loisirs. Les Yeke venaient d'une région essentiellement agricole, le travail des porteurs les a détachés de leur occupation originelle. L'imposition de la

culture du manioc, même si elle avait aidé à enrayer les différentes famines qui ont sévi dans la région, fut abandonnée quelques années après l'indépendance. Un chasseur par nature ne peut entreprendre une culture qui lui prend beaucoup de temps, psychologiquement ; c'est normal que les Yeke aient renoncé à cette culture. D'ailleurs avant la mise en application de l'ordonnance du 31 août 1940 portant suppression du commerce de viande de chasse fumée, la moitié des commerçants ambulants vivaient de ce trafic dans cette région. Bunkeya et son voisinage, la vallée Dikulwe et les environs de Mwadingusha, tout comme les villages bordant le lac Changalele, étaient les seuls endroits exploités de 1942 à 1945 par des commerçants irréguliers. En cette dernière année le réseau vers Bunkeya fut découvert sans être toutefois réprimé. Manifestement l'agriculture dans ce milieu ne pouvait être que d'autosuffisance alimentaire.

Pour ce qui concerne la réaction aux cultures imposées, comme partout ailleurs, le nombre de jugements prononcés montre bien que même la population de Bunkeya qui avait pourtant fait allégeance à l'autorité coloniale, n'avait pas bien accueilli les cultures obligatoires. Les dirigeants coutumiers surtout Kitanika ont évité de couper le cordon ombilical faisant des Yeke des élèves modèles de toute la contrée en les incitant au travail bien fait. C'est pourquoi après l'indépendance, l'effort des dirigeants yeke sera centré sur l'éducation des masses en matière de développement communautaire, la conjugaison des divers autres facteurs comme l'influence du milieu urbain, l'amélioration des infrastructures routières etc. redonnera à l'agriculture une signification profonde et amorcera un effort de progrès au sein de la communauté villageoise.

La présence missionnaire à Bunkeya comme partout ailleurs était associée à une idée de progrès, de changement ; grâce à la scolarisation, aux emplois procurés par la mission, à l'apport de nouvelles cultures, aux soins apportés aux malades, et en tout grâce à une relation de l'économique, du politique et du culturel tout à fait nouvelle. Les innovations apportées par l'œuvre missionnaire étaient restrictives parce que tous les individus n'étaient pas concernés par ces innovations en milieu rural. L'idéologie véhiculée par les missionnaires n'a pas apporté de manière tout à fait significative un changement dans le monde rural de Bunkeya, certes, l'élite locale qui fait jusqu'à ce jour la fierté de Bunkeya est celle qui a été formée par les missionnaires. Il convient de noter que cette notion de développement, qui traduit toute forme de progrès et donc de changement, nécessite pour les partenaires en présence quelque chose de commun, une sorte d'affinité ou de sensibilité culturelle commune. Ainsi, une école, une église, une coopérative, renferment des données de progrès, qui engendrent tôt ou tard,

qu'on le veuille ou non, des changements dans la culture originelle. La vie à Bunkeya, pendant toute la période coloniale, a gravité autour des missions en général et de la mission catholique en particulier.

Chapitre II : Règne de Mwenda Munongo, situation sociale : effort de guerre et ses conséquences

Ce chapitre étudie la situation sociale de Bunkeya depuis le début de la seconde guerre mondiale jusqu'à la mort de Mwenda Munongo dont le règne était controversé. Apprécié par sa population, le pouvoir colonial se méfiait de sa personnalité. Sa mort surviendra au moment où le Congo entre dans la phase des turbulences politiques et sociales. L'attention du colonisateur étant plus tournée vers le monde urbain que vers le monde rural. Ainsi le chapitre est divisé en cinq sections. La première présente la personne de Mutampuka, sa vie, son investiture et ses rapports avec l'administration coloniale. La seconde section porte sur la participation des populations du ressort du territoire de Likasi en général et de Bunkeya en particulier à l'effort de guerre. Il s'agit de poursuivre l'analyse sur l'agriculture et ses cultures obligatoires et de jeter un regard sur les différents aspects de la vie sociale des populations autochtones. La troisième section aborde la question de l'impact des organismes créés à la fin de la guerre comme le FBEI et le CEPSI sur le monde de Bunkeya. La quatrième section parle des rapports entre Bunkeya et le monde urbain, il y est question d'élucider la problématique des relations villes-campagnes dans le contexte du Haut-Katanga Industriel. La cinquième et dernière section traite de la fin du règne de Mwenda Munongo Mutampuka.

A présent, tournons notre regard sur le règne de Munongo et l'implication de celui-ci dans l'évolution sociale de Bunkeya.

II.1 Le règne de Mwenda Munongo Mutampuka

II.1.1 La vie de Mwenda Munongo

Les différentes sources que nous avons consultées, ne font pas véritablement mention de son nom dans l'histoire de la lignée des chefs yeke. Mutampuka, fils de M'siri, naquit vers 1875, d'une mère luba. C'est à Kibanda en région luba de Bukama, qu'il aurait passé une bonne partie de son existence. Grévisse qui l'a connu à Bunkeya, fait une brève description de son physique et de son caractère en ces termes : « *D'un physique épais, très intelligent, mais renfermé, il n'attirait pas d'emblée la sympathie. Il s'exprimait par courtes phrases, souvent réticentes, parfois acérées. Il s'occupait de négoce et, souvent en voyage, se souciait peu de la vie politique de la chefferie. Rien n'attira sur lui l'attention avant la mort, en 1940, de son frère Kitanika.* »³⁷⁷ A Bunkeya il passait son temps au champ pour dire qu'il était réellement

³⁷⁷F.Grévisse, « La lignée », .614.

renfermé sur lui-même. Comme le confirme Kashoba : « *Mutampuka est donc à Bunkeya où il s'installe dans le quartier qui s'appelle Bwala ou quartier « Munongo ». C'est là que réside toute sa famille, femmes, enfants, gendres, petits-enfants etc. Toutefois lui-même va passer la plupart de son temps à Kalumba où il y avait ses champs. C'est un domaine situé à une dizaine de kilomètres de Bunkeya sur la route qui va vers Lubudi.* »³⁷⁸ Le comparant à ses frères, Kashoba souligne que contrairement à ses frères Mukanda Bantu et Kitanika, Mutampuka est un homme de haute taille. Il mesure environ 1,80 m, il a une personnalité très forte. C'est un homme de décision et un infatigable travailleur.³⁷⁹ L'administrateur Montenez faisant rapport sur la mort de Kitanika écrit ces quelques lignes sur la vie de Munongo Mutampuka : « Frère puiné de Kitanika, il participa aux nombreuses expéditions militaires entreprises par Mukanda Bantu au profit de l'E.I.C et à l'occasion de l'accession de Mwenda Kitanika au pouvoir, il est devenu un des trois plus grands notables de la chefferie avec Magabwa et Ntalasha. Depuis 1910, il n'a cessé d'exercer ces fonctions. »³⁸⁰

En somme Mwenda Mutampuka, comme le dit Grévisse, n'était pas connu du milieu européen. Kashoba, cependant, n'est pas de cet avis. Pour lui, Mutampuka était bien connu, mais ses prises de position étaient souvent contraires au point de vue des administrateurs de territoire. Il était parfois contre certaines décisions des administrateurs territoriaux. C'est ainsi qu'un jour du mois de mai 1933, par exemple, l'administrateur de territoire F. Grevisse, quitta Jadotville pour Bunkeya en tournée d'inspection de routine dans son territoire. Trouvant Bunkeya envahi par les mauvaises herbes, Grevisse se mit en colère. Il interpella le grand chef Kitanika et lui intima l'ordre de faire revenir tous les habitants du village qui se trouvaient aux champs pour que chacun mette sa parcelle en état de propreté. Kitanika convoqua les notables et chefs de quartiers autour de Grevisse qui répéta l'ordre et demanda, pour la forme, s'il y avait un avis contraire. Mutampuka demanda la parole et dit :

Monsieur l'administrateur, mettre nos habitations en état de propreté cela s'entend bien, nous sommes tous d'accord. Toutefois, nous faire revenir pour rester ici pendant cette période, je trouve que c'est inopportun, ce n'est pas encore le moment. En effet, non seulement nos champs sont loin du village (entre 3 à 5 km) mais encore et surtout c'est en ce mois de mai que

³⁷⁸ A. Kashoba Mwenda, *Qui est l'assassin de Munongo Ier, trois missionnaires catholiques au banc des accusés*, éditions Goschen, (Lubumbashi, 1999), 57.

³⁷⁹ *Ibid*

³⁸⁰

nous assurons la récolte du maïs. Et pour les autres produits tels que le sorgho, le sésame, la patate douce, etc., c'est bientôt aussi, c'est-à-dire vers la fin du mois de mai ou au milieu du mois de juin. Dès lors, si chacun de nous quittait son champ pour ici, nous laisserons nos récoltes à la merci des oiseaux, des singes et de tous les autres parasites et prédateurs de tous genres. La récolte sera à coup sûr compromise avec ce que tout cela comporte comme conséquences néfastes. Ce sera un véritable gâchis. C'est pourquoi je propose qu'au lieu que chacun vienne débroussailler autour de sa maison, il faut que chaque chef de quartier vienne avec quelques hommes assurer la propreté de son quartier tandis que les autres continueront à s'occuper de la récolte jusqu'au mois de juin tout au plus³⁸¹

La proposition fut approuvée à l'unanimité par les assistants ; et l'administrateur de territoire lui-même la trouva pertinente. Quelques jours, plus tard, quand il revint à Bunkeya, il trouva un village propre. Se référant aux divers renseignements qu'il avait obtenus des Européens, qui ont connu l'intéressé dans ses fonctions de notables et ses propres impressions, il en conclut que Mutampuka illettré, était moins diplomate et moins habile que Mwenda Kitanika. Il ne possédait pas, comme son prédécesseur, ce vernis de politesse presque européenne qui rendait le chef si sympathique aux Blancs. Pour mieux comprendre le sens de l'investiture de Munongo, nous ferons un petit recul dans le temps. Nous parlerons de la mort de Mwenda Kitanika et du choix porté par les notables sur la personne de Mwenda Munongo.

II.1.2 L'investiture de Mwenda Munongo

II.1.2.1 La mort de Mwenda Kitanika

A Pâques 1940, Mwenda Kitanika assista à la messe solennelle. Quelques jours plus tard il contracta un refroidissement. Le docteur Catrysse le soigna, mais en vain. C'est alors que le Père Supérieur lui offrit d'accepter le baptême. Il accepta et choisit lui-même son nom de baptême en souvenir du Roi Albert. Il mourut le lendemain, 7 avril 1940. La mort chrétienne du chef fut dans toute la région comme un signal. Les anciens jusqu'alors refusaient le baptême de crainte de ne pouvoir rejoindre leurs ancêtres dans le pays des morts. Voulant dorénavant suivre leur chef, les grands notables vinrent à se convertir. Pour l'église catholique locale, c'était la victoire du christianisme sur le paganisme. C'est pourquoi les funérailles d'une grande envergure eurent lieu le 8 avril 1940. Les catholiques pratiquèrent les obsèques liturgiques à l'église et au cimetière. Les protestants, voulant manifester leur attachement au défunt, portèrent son corps sur une partie du trajet, jusqu'à la tombe. Un pasteur lut alors un passage de l'Ecriture sainte. Après que l'Administrateur territorial, Paul

³⁸¹A.Kashoba Mwenda, *Qui est*, 61-2.

Montenez, lui eut adressé un dernier hommage, combien mérité, le défunt fut inhumé selon les rites propres aux chefs yeke.

L'épineuse question fut le remplacement de cet illustre chef, dévoué et sympathique collaborateur. Le choix porté sur Munongo ne rencontrait pas l'assentiment de l'administration coloniale. Dans le rapport sur la mort de Kitanika et son remplacement, monsieur Montenez présente la complexité du problème, c'est ce dont nous allons parler dans les lignes qui suivent.

II.1.2.2 Choix et investiture de Mwenda Munongo Mutampuka.

Dans l'introduction du rapport, l'administrateur marque que l'événement qui domina cette année l'histoire de la circonscription fut le décès de Mwenda Kitanika et l'investiture de son successeur. La coutume yeke tendait à un remplacement très rapide du chef décédé. Aussi dès le 23 mai, elle proposait à l'autorité supérieure la candidature de Munongo Mutampuka, frère cadet de Kitanika et le plus âgé des descendants de M'siri encore en vie. Il était unanimement désigné et réclamé par toute la population comme successeur de Kitanika. Pour l'administrateur la question du choix du successeur de feu Mwenda Kitanika était assez complexe pour plusieurs raisons. La première, c'est le fait que la chefferie des Bayeke, située aux portes de Jadotville, était composée d'une population très évoluée, dont un grand nombre de ressortissants sont ou ont été en rapport constant avec la population européenne. Poursuivant la même argumentation, il soutint que rares sont les Yeke qui, étant trop âgés continuaient à travailler pour l'Européen et s'attardaient dans les grands centres. Le noyau des évolués grandissait d'année en année. Devant cette situation, c'est-à-dire la mort de Kitanika, l'administration devrait saisir cette opportunité pour placer à la tête de la chefferie des Bayeke un chef très évolué, instruit, jeune. Dans une autre alternative, celle de rester dans la tradition et pour plaire aux vieux notables n'ayant jamais quitté leur milieu, il fallait désigner un chef d'un certain âge, né avant l'arrivée des Belges dans la région.³⁸²

L'évolution rapide qui se manifestait partout à la mise en application du décret du 5 décembre 1933 devait inciter à choisir un élément capable de poursuivre la voie du progrès. En effet ce décret mettait en exergue les qualités intellectuelles des chefs locaux et exigeait aux administrateurs de suivre de près l'instruction et l'éducation des enfants des chefs et des notables. L'administrateur se réserva de faire une autre proposition que celle voulue par le peuple.

³⁸²Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1940, 19-2.

Nous ne pouvons le faire, en ce moment, à Bunkeya pour ne pas froisser la susceptibilité des natifs. Ceux-ci sont fiers, à juste titre, de leur histoire faite exclusivement de conquêtes et de leurs chefs. Les exploits de ceux qui ont participé aux raids de quelques survivants de ces épopées sont honorés à l'égal de demi-dieux. L'un de ces chefs des bandes, aux exploits fameux, est le seul fils encore vie de M'siri. Il s'appelle Munongo Mutampuka. C'est un vieillard encore robuste, possédant énormément d'autorité sur tous. Il fut choisi à l'unanimité par 90 électeurs présents.³⁸³

Les vœux des autorités coloniales étaient de voir Antoine Munongo, le propre fils de Munongo Mutampuka interprète depuis près de trois ans au Parquet d'Elisabethville, présider aux destinées de cette chefferie. « *Il est un individu remarquablement doué et possédant une formation comme peu d'indigènes n'en recevront encore d'ici longtemps. Il pouvait paraître séduisant de faire appel à un sujet si bien formé pour continuer la lignée des grands chefs que furent les M'siri, Mukanda Bantu et Mwenda Kitanika* ». Quelque raison jouait en sa défaveur. Antoine Munongo n'était-il pas trop évolué pour le vieux milieu indigène de Bunkeya et cette disproportion entre le chef et ses sujets n'aurait-elle pas provoqué entre eux une incompréhension intellectuelle ? Non, Antoine Munongo a prouvé plus tard en sa qualité de Mwami, qu'il était en mesure d'allier sa haute connaissance et sa vie coutumière. Il avait fait de la culture yeke son cheval de bataille. Il en sera question dans le prochain chapitre. D'autres raisons d'origine essentiellement coutumière ne pouvaient permettre de retenir en ce moment-là cette candidature. Il aurait d'abord fallu pour faire aboutir celle-ci que Munongo Mutampuka se désistât en faveur de son fils. Or, malgré son vif désir de se voir assisté par ce dernier, l'intéressé entendait bien devenir chef lui-même. L'amener à abdiquer par une pression morale plus ou moins camouflée eut risqué de mettre en opposition le fils d'une part et le père appuyé par tous les anciens et l'opinion publique d'autre part et de faire ainsi naître l'imbroglio politique qu'on pouvait aisément s'imaginer. En admettant même que Munongo Mutampuka renonce au pouvoir d'assez bon gré, rien ne prouvait que les électeurs eussent alors porté leurs suffrages sur Antoine Munongo. En effet, celui-ci n'était pas fils de chef, après Munongo Mutampuka, c'est normalement parmi les descendants de Mukanda Bantu et de Kitanika que devait être élu un successeur. A cela s'ajoute le fait que depuis 1920, Antoine Munongo n'avait plus fait que de rares et courts séjours à Bunkeya et manquait manifestement des contacts qui auraient peut-être permis de faire admettre plus aisément sa candidature par l'opinion publique. Il est à noter que Munongo Mutampuka ressentait très nettement le handicap que lui causait son manque d'instruction et qu'il eut beaucoup voulu

³⁸³Archives CERDAC, « Rapport sur la succession du grand-chef des Bayeke Mwenda Kitanika 1940 ».

garder son fils Antoine Munongo près de lui pour l'assister dans ses fonctions de chef, si l'autorité supérieure approuvait son élection coutumière.

L'administrateur fit remarquer que Mutampuka malgré ce handicap pouvait rendre de bons et loyaux services. Avant de proposer cette candidature, l'administrateur dressa un petit tableau de contre comparaison entre le prédécesseur et Munongo Mutampuka. Il dit que ce dernier devait au premier abord faire moins bonne impression que son prédécesseur. Par contre, il est comme Mwenda Kitanika un homme droit, loyal, sincèrement dévoué et sensiblement plus énergique que le troisième yeke dont l'allant et le dynamisme avaient incontestablement fort baissé au cours des dix dernières années. En un mot, quand le pouvoir occupant demandait quelque chose à Mwenda Kitanika, celui-ci répondait presque invariablement "oui" par déférence et habileté. L'exécution différait toutefois souvent des promesses faites.

De Munongo Mutampuka, nous devons parfois nous attendre à un refus mais, quand rallié à notre point de vue, il nous aura fait une promesse ferme nous pouvons être assurés qu'il mettra en œuvre pour la tenir tous les moyens en son pouvoir. Si ce dernier ne paraît pas à première vue un candidat brillant aux qualités intellectuelles remarquables, il possède certainement le bon sens, l'énergie, le loyalisme, l'expérience du pays susceptible de faire de lui un chef représentant une honnête moyenne dans ces conditions et vu l'incontestable et unanime courant d'opinion publique en sa faveur, je ne crois pas pouvoir écarter sa candidature sans avoir tout au moins donné à l'intéressé l'occasion de donner sa vraie mesure dans un essai loyalement tenté.³⁸⁴

C'est dans ces conditions que l'administrateur soumit la candidature de Munongo Mutampuka qui devait être suivie d'un stage d'essai de six mois avant l'investiture proprement dite par le commissaire de district. Après six mois d'essai, le rapport établi par l'administrateur était satisfaisant dont voici les grandes lignes. Munongo Mutampuka dirige la grande chefferie des Bayeke depuis le 26 avril de cette année et, depuis le 20 juin, il a été averti que son élection coutumière avait été agréée par l'autorité supérieure. Son investiture traditionnelle eut lieu le 27 juin dernier à Bunkeya en présence de Monsieur l'administrateur de territoire principal Van Malderen et depuis lors le chef a pris le titre de Mwenda (nom générique des chefs Bayeke) et s'appelle donc Mwenda Munongo Mutampuka Musamfya.³⁸⁵

³⁸⁴ « Rapport sur la succession du grand-chef des Bayeke Mwenda Kitanika 1940 ».

³⁸⁵ Autrefois il était de coutume qu'après son investiture, le nouveau chef esquissât une danse et s'exaltât par un surnom. C'est ce que fit M'siri en se surnommant: Mwenda Bantu. Bien que ses fils et successeurs n'aient pas esquissé cette danse appelée "kutamba" en kiyeké et kutomboka en kisanga ou kiluba, ils se sont tous exaltés par un surnom. Montant sur le trône de son père M'siri au milieu d'un abattement général où était plongé le peuple

On constate tout d'abord que depuis le 26 avril, aucun mouvement d'opinion, si petit soit-il, en faveur d'un autre candidat à la succession ne s'est manifesté et que les droits de Munongo apparaissent donc comme indiscutables et indiscutés. Le ralliement autour du nom de Munongo Mutampuka est donc total même de la part de ceux qui auraient eu le plus d'intérêt à lui susciter des rivaux et c'est là le fait dont nous devons en tout premier lieu tenir compte.³⁸⁶

Après son élection, l'opinion pensait voir Antoine Munongo assister son père dans ses nouvelles fonctions. Malheureusement il avait rejoint son poste d'interprète au parquet d'Elisabethville. Il n'avait pas tenu à démissionner pour aider son père pour plusieurs raisons. Il lui était difficile de renoncer à une carrière qui s'annonçait brillante, Par manque d'économie, il avait le désir de continuer la prise en charge de son jeune frère Godefroid à Elisabethville, etc. Ici Esther Munongo, sœur aînée de Godefroid prétend que c'est elle qui avait pris en charge les frais d'études de son jeune frère.³⁸⁷ Par contre, Joseph Kazembe, frère cadet de Munongo qui lui aussi était interprète au parquet d'Elisabethville, avait démissionné en juillet pour venir aider son frère dans l'administration de la chefferie. Bien qu'il ait ainsi renoncé à une situation lui rapportant 1.100 frs en 1940 par mois, Joseph Kazembe, qui comptait une vingtaine d'années de service, avait eu le temps d'acquérir au C.E.C (Centre

muyeke par la mort inattendue de son mwami et des humiliations et souffrances sans nombre et voulant signifier qu'un homme abattu par le chagrin n'était pas mort Mukanda Bantu s'exalta ainsi: " mumbulunakile mu bukinga, kumwabulaabamukali », c'est-à-dire, je suis un loup faible au fond d'un piège profond mais une fois qu'on m'aura sorti d'ici, je serai terrible. Quand il est sorti de là, il devint terrible. Ceci rappelle un peu le courage du guerrier yeke qui a étonné par moment les officiers belges sur les champs de bataille, voir Verdick, E., les premiers jours...op.cit, p.141. Pour sa part, voulant montrer et signifier que même un jeune frère peut devenir mwami avant ses aînés, Kitanika se surnomma "mushalilamunamuntabula. Kapumbapekoshi », c'est-à-dire bien que je sois resté en arrière, que je sois né après mes frères, je ne manque pas de bosse sur la nuque. La petite bosse signifie le ndezi, insigne royal qu'il a porté sur la tête avant ses aînés.

Quant à Mwenda Munongo, sachant qu'en commandant son peuple il lui arriverait d'en mécontenter une partie qui s'en irait ailleurs se surnomma: " musamfyantanga, ishamulambata e shakwe", je suis celui qui lave les grains dans l'eau courante, celles qui restent attachées à mes mains sont les miennes. Celles qui restent qui s'en vont avec le courant ne sont pas à moi et n'ayant aucun pouvoir de les en empêcher, je les laisse partir. Explications fournies par Antoine Munongo dans une correspondance adressée à Verbeken à Bruxelles en 1953.

³⁸⁶Archives Africaines, « Lettre numéro 322/pol.c.2 du 19 juin 1940 portant sur le stage d'essai », document adressé au commissaire de district du Lualaba.

³⁸⁷Une version assez courante dit même qu'Antoine ne serait pas véritablement le fils de Mutampuka mais du frère de ce dernier nommé Munongo de qui Mutampuka aurait hérité femmes, enfants et biens. Cette version soutient aussi que Mutampuka lui-même ne serait pas le fils biologique de M'siri. Mais, d'après nos analyses, la version officielle semble proche de la vérité.

Extra-Coutumier) d'Elisabethville, la pleine propriété de deux maisons dont le loyer lui assurait un revenu régulier à Bunkeya.

Selon le rapport de l'administration, Joseph Kazembe, depuis son retour dans sa chefferie, y remplissait les fonctions de clerc, greffier et notable. Il était prématuré de porter un jugement définitif à son égard, mais les services rendus par lui étaient excellents. Agé d'une cinquantaine d'années, il constituait à côté de son frère, l'élément modérateur et sagement progressiste dont les avis semblaient être écoutés avec attention.

A. Marron, chef de province, donna suite au rapport dont il a reçu un exemplaire de la part du commissaire de district du Lualaba, au sujet de l'investiture de Mwenda Munongo en ces termes :

Le stage de Munongo a donné un résultat satisfaisant et il a simplement permis de confirmer et de préciser les indications antérieures le concernant et qui avaient motivé l'agrément de sa candidature ; Je marque donc accord sur votre proposition relative à son investiture officielle. Les qualités du nouveau chef ne dépassant pas une honnête moyenne, ce qui le différencie nettement de son prédécesseur, il importe que tout au moins dans les premiers temps, l'administrateur de territoire de Jadotville s'en occupe spécialement afin de développer ses connaissances pratiques et d'éviter des errements initiaux dont les conséquences seraient dommageables pour l'importante collectivité des Bayeke.³⁸⁸

Les circonstances de l'heure, l'appui inconditionnel de tous les notables d'une part et de toute la population d'autre part, ont poussé le pouvoir colonial à entériner ce choix. Pour le conseil des notables, ce choix était guidé par le souci de prévenir un possible affrontement entre descendants des chefs prédécédés (Mukanda Bantu et Kitanika). C'est pourquoi le conseil des notables prit la décision d'épuiser la génération des descendants directs de M'siri. Mwenda Munongo était sexagénaire au moment où il prenait les rênes de la chefferie, pour certains des observateurs coloniaux, il n'aurait pas un règne qui dépasserait une dizaine d'années. Ne fallait-il pas le laisser et attendre sa mort pour mettre à la tête un élément jeune évolué ? Il était évident que le pouvoir colonial avait évité de froisser les Yeke, considérés comme alliés. Dans la littérature ethnographique de l'époque, on pourrait lire des Yeke qu'ils étaient une race supérieure aux mœurs moins superstitieux. Ceci appuie le cliché déjà établi par les occidentaux à l'époque de la révolte Sanga. Mwenda Munongo commence son règne

³⁸⁸ « Lettre n°2270/pol.c.2 du chef de province adressée au commissaire de district au sujet de l'investiture officielle de Mwenda Munongo, chef des Bayeke ».

sous le signe d'une étroite surveillance et méfiance de la part de l'autorité coloniale. Voyons les premiers pas du chef dans ses rapports avec l'administration coloniale.

II.1.3 Rapports entre Mwenda Munongo et l'administration

Dans le cadre de la gestion des affaires administratives, Mutampuka poursuivra dans les premières années l'œuvre de son prédécesseur Kitanika. Comme dit plus haut, il était assisté, dans sa tâche par son jeune frère Joseph Kazembe qui se montrait compétent pour ce qui concerne la tenue des documents administratifs. Au budget de la chefferie étaient prévues plusieurs dépenses, entre autres : l'aménagement et l'entretien des routes d'intérêt local, le paiement de la solde de la police de la chefferie ; le paiement des salaires des cantonniers de la chefferie ; l'entretien des sites historiques et des cimetières tels que celui où repose M'siri et celui du capitaine Bodson. Les impôts et taxes étaient régulièrement perçus et la comptabilité soigneusement tenue. Les fichiers de recensement de la population étaient ordre. Quant au chef lui-même, il était plein d'énergie malgré ses 60 ans passés. Il passait chaque matin dans le village pour exhorter ses sujets à se rendre aux champs ou à d'autres travaux. Il sillonnait les différents villages de sa juridiction tels que Lunsala, Mukembe, Kipamina, Kateba, Mutobo, Mwenda Mukose, Nguba, Kikobe etc., pour prendre connaissance de la situation de sa population et se rendre compte si les lois, règlements et ordres du colonisateur étaient scrupuleusement respectés et si chacun de ses subalternes (sous-chefs) était à son poste.

Malgré les efforts fournis sur le plan administratif, l'image que l'administration se fait de lui, n'avait pas totalement changé.

Le chef Mwenda-Munongo, investi il y a plus d'un an, s'avère très nettement inférieur à son prédécesseur Mwenda-Kitanika...par contre il est énergique que Mwenda-Kitanika et certainement plus courageux et plus actif que celui-ci ne l'était pendant les dernières années de sa vie. Au total, Munongo représente encore une moyenne fort acceptable ; mais, comme le disait monsieur le commissaire de district dans ses commentaires de l'an dernier, nous devons toujours le guider sans cesse et le conseiller beaucoup pour le maintenir dans une exacte compréhension de son rôle et de ses devoirs et éviter de le laisser tomber dans les vexations ou l'arbitraire envers ses populations.³⁸⁹

Mais Mwenda fit l'objet d'une remontrance de la part de l'administration coloniale pour ne pas s'être opposé assez vigoureusement à des propagandistes du Kitawala et un autre

³⁸⁹ « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1941

mouvement dénommé Kamutshape dans sa chefferie.³⁹⁰ Le Kitawala, comme le Kimbanguisme, s'est propagé à travers la Colonie du Congo belge à la faveur du système de la relégation au loin des meneurs et activistes du mouvement. En effet, le Gouvernement de la Colonie croyait pouvoir stopper la propagation de ces deux mouvements en procédant à la relégation des meneurs dans des contrées éloignées de leur base. Mais c'est l'inverse qui s'est produit. Le Kimbanguisme et le Kitawala ont gagné toutes les provinces du Congo belge.³⁹¹ Le rapport dit clairement que Mwenda Munongo le grand avait laissé avec son consentement tacite se développer dans le noyau du groupe de Bunkeya un mouvement Kamutshape sans en avertir l'autorité territoriale. Cela apparut aux yeux de l'autorité comme un abus de confiance, car même les notables et policiers avaient adopté la même attitude. Lorsque l'affaire fut découverte, Mwenda fut puni de trois mois de retenue du traitement et les notables et policiers se vinrent également infliger des sanctions. Cette punition corrigea Mwenda Munongo dans sa conduite et il travaillait mieux. Son fils, Antoine Munongo, accourut à ce moment d'Elisabethville et prodigua à son père des conseils qui furent suivis d'effet.

Selon le même rapport ce mouvement Kamutshape, revêtait essentiellement un caractère de superstition traditionnelle, dégagée de toute note subversive. Il avait encore en effet pour but de procurer remèdes et talismans magiques contre la maladie et le mauvais sort et restait confiné dans la région éloignée. Il fut enrayé au moment où il allait commencer à obtenir du succès dans le groupe de Bunkeya et près des travailleurs de Shangolowe. En chefferie des Bayeke, le tribunal de territoire avait condamné à 2 mois de servitude pénale et à 100 francs d'amende l'instigateur du mouvement Kamutshape et son principal acolyte. Puis la relégation à Dilolo des deux intéressés. Dans le même jugement 5 de leurs comparses de second ordre écopèrent chacun 2 mois de servitude pénale.

Dans le domaine de la santé, les coutumiers ne manquaient ni d'établissements sanitaires, ni des cadres médicaux. Une crise persistait cependant depuis 1940 : la carence des produits pharmaceutiques. Des épidémies comme la variole, la varicelle et la rougeole qui éclataient régulièrement pendant la saison sèche n'étaient plus efficacement combattues et faisaient des ravages notamment parmi les enfants en bas âge. Aussi les divers spécialistes de médecine traditionnelle ont-ils beaucoup de clients. Parallèlement, les « gri-gri » trouvaient

³⁹⁰ Archives Africaines, Planche 187(11), « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1942.

³⁹¹ I.Ndaywel-è-Nziem, *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la république démocratique du Congo*, éd. De boeck et larcier, (Paris/Bruxelles, 1998).

du succès à titre préventif. Ceci expliquerait le succès du mouvement Kamutshape dans les régions éloignées de Bunkeya.

Après l'épisode du Kitawala et du mouvement Kamutshape, Mwenda Munongo prêtait attention à tout mouvement subversif dans sa chefferie. En 1944, il mit la main sur un prisonnier évadé de la maison de détention de Jadotville. Il racontait à sa façon comment se déroulaient les événements de Jadotville. Il s'agissait de la grève de 1941 des travailleurs à l'UMHK. Il dit notamment que les Européens allaient tuer tous les Noirs et même certains missionnaires et que lui précisément avait été envoyé à Bunkeya pour y arrêter le Père Supérieur de la Mission. Ceci fit bruit parmi la population qui était imparfaitement au courant des événements et qui déjà avait entendu parler du prétendu massacre qui allait commencer. Plusieurs hommes s'apprêtaient d'ailleurs à s'opposer à l'arrestation du Père missionnaire. Mwenda mis au courant de la situation a eu tôt fait d'arrêter le mystificateur et de le remettre à l'administration territoriale. Le calme fut rétabli.³⁹²

Une mention spéciale fut donnée au clerc de Mwenda Munongo.

Le clerc du groupe de Bunkeya de la chefferie des Bayeke a fait de sensible progrès. Il faudrait cependant pouvoir s'en occuper d'une manière continue. Il est au courant de la tenue d'une comptabilité sommaire et du paiement des cantonniers et autres auxiliaires de chefferie. Dès le début 1946, aussitôt qu'il sera possible d'intéresser à cette besogne le chef de poste de Tenke qui devra forcément contrôler, ce clerc établira une comptabilité mensuelle avant de lui confier le livre de caisse de son groupe.³⁹³

Malheureusement Joseph Kazembe, ce clerc dont on a loué les qualités professionnelles, mourut une année après.

Comme le problème de l'eau potable se posait avec acuité dans la cité de Bunkeya pendant la saison sèche, les anciens puits de Kipona, Balungwana, Kaleba, etc. étaient régulièrement remis en état de service et le curage du canal appelé Katobole était chaque année exécuté grâce aux efforts conjugués du chef et des missionnaires bénédictins. Dans les travaux publics et jusqu'à l'âge très avancé, Mwenda Munongo fut actif dans sa circonscription, la parcourant avec les pauvres moyens et dans l'inconfort inhérent à la situation matérielle réservée aux autorités coutumières par une administration

³⁹² Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1944, 18.

³⁹³ Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1945.

particulièrement ingrate à leur endroit. Il put faire réaliser la liaison routière Bunkeya-Kalonga. Munongo Mutampuka a su donner le meilleur de lui-même pour contenter l'administration territoriale.

Jetons un regard sur l'effort de guerre et ses conséquences dans le territoire en général et à Bunkeya en particulier.

II.2 Effort de guerre et situation sociale des populations du territoire de Jadotville

II.2.1 L'agriculture

L'agriculture dans le territoire de Jadotville pendant la seconde guerre mondiale était calquée sur les orientations de la politique agricole définie à partir de la période de la grande dépression. Elle était caractérisée par la généralisation des cultures obligatoires. Entre 1940 et 1942, l'effort de guerre agricole fut imposé par-ci, par-là au gré de la demande alliée et devint effectif et généralisé en 1942, quand l'Etat fit passer la durée annuelle de ses impositions culturelles- y compris la cueillette de 60 à 120 jours dont 60 jours pour l'effort de guerre. Les cultures obligatoires subirent une forte majoration en emblavures. En territoire de Jadotville, et par homme adulte valide vivant dans les circonscriptions coutumières, les emblavures suivantes furent imposées (en ares) :

En 1940-1941, les emblavures imposées étaient de l'ordre de 35 ares de maïs, 20 de manioc et 10 d'arachides par H.A.V, le total était de 65 ares. La campagne de 1941-1942 imposa le même volume d'emblavures. En 1942-43, le total était passé de 65 à 100, en raison de 45 ares pour la culture du maïs, 30 du manioc, 15 d'arachides et 10 de cultures diverses. Pour la campagne de 1943-1944, le total était de 90 ares par H.A.V.³⁹⁴ La décision n°147 du 09.10.1944 imposa 10 ares de manioc et 10 ares d'arachides à la chefferie des Bayeke, et dans le reste du territoire, 15 ares de manioc, 35 ares de maïs et sorgho, 15 ares d'arachides ainsi que 50 ares de légumes, de patates douces ou de pomme de terre. La décision n°86 bis du 23.08.1945 imposera, pour les campagnes de 1945/46, 15 ares d'arachides, 20 ares de manioc pour tout le territoire, touchant ainsi 9900 hommes contre 4950 de la saison précédente, ce qui représente une forte augmentation des effectifs de presque la moitié. Ainsi donc, du fait de

³⁹⁴Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga de 1940 à 1945 ».

l'effort de guerre les emblavures imposées au cultivateur passeront de 61,5% à 77%. L'effort de guerre pesa lourdement sur les régions les plus accessibles et les plus fertiles de ce territoire.

Au cours des saisons 1947, 1948/49 et 1949/50, respectivement par les décisions n°125 du 1er octobre 1947, n°51/135 et n°51/136 du 14 septembre 1948 et enfin n°51/153 du 14.09.1949, les impositions qui s'étendaient sur tout le territoire étaient les arachides, le maïs : 30 ares en 1949 et 20 ares pour la période de 1950. Pendant la période d'après la guerre, on tendait vers la suppression des cultures obligatoires. Le décret du 29 décembre 1955 avait réduit la durée du travail forcé imposé à 45 jours. Avec le décret du 10 mai 1957, les cultures seront plus ou moins une routine. Le grand changement proposé était de montrer à l'opinion publique que l'on n'imposait que les circonscriptions exceptionnelles, mais encore, le maintien, soi-disant pour prévenir la disette dans les régions arriérées.³⁹⁵

Un événement d'ordre économique qui mérite une attention particulière est la reprise industrielle en 1940-1941 dans le cadre de l'effort de guerre ; l'exode des populations vers les entreprises européennes n'a fait que s'accroître au cours de l'année 1941, à tel point que le nombre de planteurs a baissé. Au cours de la saison 1941-1942, un important programme avait été mis sur pied au dernier trimestre de 1941. Mais les grèves vinrent en compromettre toute la réalisation surtout dans le secteur de Kambove. Par contre, dans les autres secteurs, la propagande fut bien menée. Depuis le début de 1940, les rémunérations des moniteurs agricoles ont été portées à un taux intéressant et ils étaient en service toute l'année, contrairement à ce qui se faisait avant. De ce fait, leur prestige s'est accru auprès de la masse autochtone de même que leurs activités et leurs connaissances ont été améliorées. Le personnel européen avait entrepris un travail d'éducation de ces moniteurs agricoles. Ainsi les résultats de la saison 1941-1942 s'avéraient encourageants. En effet, tout en assurant une alimentation abondante et plus variée de la population (consommation accrue d'arachides et de légumes), des grandes quantités de produits ont été livrées sur les divers marchés du territoire en 1942. On a compté près de 1050 tonnes de carottes crues de manioc, 600 de maïs vert, 700 de maïs sec en farine- 80 tonnes d'arachides, 120 de patates douces, 70 de haricots, 300 de pommes de terre, 350 de sorgho et 400 tonnes de légumes et fruits divers.

³⁹⁵Mulambu Nvuluya, « Cultures obligatoires et colonisation dans l'ex-Congo belge. » *Cahiers de Cedad*, 6-7(1974), 39.

Le territoire avait également fourni 300 kgrs de caoutchouc produits de la cueillette imposée dans le cadre de l'effort de guerre.³⁹⁶

Pour saisir la pleine signification de ces chiffres, il faut en outre tenir compte des divers facteurs. D'abord, en plus des quantités figurant ci-dessus plus de 150 tonnes de sorgho, 50 de maïs sec et 50 de farine de manioc étaient mises annuellement dans le commerce sous forme de boissons fermentées livrées aux centre-extra-coutumiers. C'est l'instauration du paiement en espèce du tribut coutumier sur ces boissons qui avait permis de se faire une idée approximative des quantités livrées et partant de la quantité de féculents nécessaires à leur fabrication. Au cours de cette campagne le nombre de cultivateurs avait baissé car l'année précédente, ce nombre avait varié entre 6125 et 5940, suite aux départs au cours même de la campagne, l'effectif des planteurs touchés durant la saison 1941-1942 ne pouvait dépasser 5600 à 5700 unités.³⁹⁷ Outre la réduction des planteurs, il faut noter que les quelques 500 pêcheurs des environs du lac Sogefor étaient des gens dont l'activité agricole se réduisait au minimum. Enfin les quantités d'arachides vendues n'avaient pas augmenté proportionnellement aux résultats acquis parce qu'en raison de l'étendue croissante des emblavures, des quantités de plus en plus grandes de semences devaient être conservées et que les natifs, habitués durant leurs séjours dans les entreprises européennes à consommer régulièrement ces légumineuses, faisaient de même dans leurs villages dès qu'ils se trouvaient en possession de récoltes un peu abondantes. Le fait a été constaté partout et était heureux en lui-même puisque c'était justement là un des buts de la propagande pour l'arachide. A Bunkeya, comme nous avons dit dans le chapitre précédent, la culture de l'arachide ne fut pas adoptée par la population, mais c'est au contact avec la ville que cette culture prit une large place de l'alimentation comme le constate Kikobe : *« c'est quand mon grand-père s'était rendu à Jadotville chez son cousin, qu'il avait apprécié la sauce faite sur base d'arachide. Cette culture était étrangère chez nous. »*³⁹⁸

Le programme agricole restait basé sur le manioc, le maïs et l'arachide. Grâce aux prix rémunérateurs et à la forte demande, les deux premiers se vendaient de plus en plus à l'état vert tandis que la production des vivres se développait de plus en plus. La culture de la pomme de terre a été spécialement encouragée par le personnel territorial et agricole et

³⁹⁶Archives Africaines, Planche 187(11), « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1942, 41-2.

³⁹⁷*Ibid.*

³⁹⁸Entretien avec monsieur Kikobe à Bunkeyale 9 septembre 2012.

constituait la quatrième culture du territoire.³⁹⁹ La culture de maïs était bien accueillie par la population et constitue jusqu'à ce jour la base de l'alimentation de la population de Bunkeya. Par contre dit Kikobe, la culture de manioc a été abandonnée dès les premières années de l'indépendance. Les Yeke n'apprécient pas la pâte faite sur base de manioc.⁴⁰⁰

La campagne agricole 1942-1943, quoique menée d'une manière énergique, n'avait pas donné les résultats escomptés parce que les conditions atmosphériques avaient été nettement défavorables au début de 1943. Une saison des pluies anormalement courte a entravé le développement normal du maïs que certains avaient planté trop tard, et en général le manioc. A partir de cette campagne, on imposa la culture des légumes divers destinée pour la plupart aux consommateurs européens. Vers la fin de cette période de guerre, on imposa aussi les cultures des patates douces, des pommes de terre et du sorgho. Il y eut diversité des cultures obligatoires dont certaines comme les légumes, les patates et les pommes de terre étaient beaucoup demandées sur le marché des vivres.⁴⁰¹

A partir de la saison 1943-1944 les semences dites de Gandajika furent distribuées à 400 nouveaux planteurs Yeke, 305 Sanga et ont été introduites dans la chefferie Lukoshi et dans le groupe Poyo, de Katanga nord et de Tenke du Secteur des Balemba soit un total de 1017 planteurs. Les résultats ont été relativement bons en 1944. La région sud-est a été mieux favorisée par les conditions climatiques, qui y étaient bonnes, alors qu'elles ont été très défavorables pour la partie nord du territoire (chefferie des Bayeke et spécialement le groupe Mukabe-Kazari) et défavorables pour la région centrale. Pour les produits principaux vendus sur les marchés locaux, 604 tonnes de manioc cru, 86 d'arachides, 779 de maïs grains, 483 de maïs vert, 205 de pommes de terre, 130 de haricots, 385 de sorgho, 327 tonnes de légumes.⁴⁰²

Dans l'ensemble, le territoire de Jadotville ne convenait que très peu pour une propagande intense des cultures. D'abord 30% des hommes réellement adultes et valides travaillaient d'une manière permanente dans les nombreuses industries et établissements agricoles locaux, ensuite 30 à 35 % d'autres étaient occupés occasionnellement soit pour des travaux saisonniers soit pour des courtes entreprises que toute une région se livrait

³⁹⁹ « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1942.

⁴⁰⁰ « Entretien avec monsieur Kikobe ».

⁴⁰¹ Tshibangu Kabet, Musas, « Effort de guerre 1940-1945 en territoire de Likasi, ses incidences socio-économiques », (mémoire de licence, non publié, Unaza, Lubumbashi, 1972), 100.

⁴⁰² Archives Africaines, Planche 187(12), « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1943, 47.

presqu'exclusivement à l'industrie de la pêche. La campagne suivante ne donna pas de résultats satisfaisants. L'exemple le plus frappant dans la chefferie des Bayeke est celui du groupement Mukabe-Kazari. Les semences de maïs distribuées n'avaient pas donné des résultats attendus. Le fait était non seulement attribuable aux conditions climatiques y étaient défavorables, mais aussi au manque de bonnes terres et à l'épuisement de celles qui étaient cultivables aux environs des villages. La question de terre était assez complexe du fait même que la mission bénédictine de Mukabe-kazari était située près de l'emplacement des villages. Il fallait trouver une solution susceptible de contenter les deux parties, les missionnaires d'une part et les cultivateurs de l'autre.

Vers la fin de la seconde guerre mondiale avec la campagne agricole 1944-1945, les impositions furent adaptées aux contingences locales et bien accueillies par les planteurs. Le maïs n'était plus exigé en culture pure, mais aussi bien associé au sorgho(en culture intercalaire ou non). Le sorgho était non seulement pour les autochtones une nourriture mais représentait toute une culture. Chez les Yeke, cette culture intercalaire était bien appréciée : « *elle nous permettait d'avoir une bonne récolte du sorgho, utile pour la fabrication du''busele'', notre bière locale.* »⁴⁰³

Les observations climatologiques pour les mois de novembre à décembre 1944 et janvier et février 1945 ont relevé 950 mm d'eau tombée pour 60 jours de pluies alors que la période correspondante de 1943-1944, le pluviomètre enregistrait 714,9 mm pour 60 jours de pluies. Cette trop grosse quantité d'eau avait provoqué l'inondation de certaines cultures de maïs et de sorgho dans la région de Bunkeya et avait causé certains dégâts relevés dès le mois de mars. Pour éviter une disette possible, l'administration fit planter des patates douces et recommencer, dans certaines vallées, le semis de maïs et de sorgho. En fait il y a eu disette de maïs dans la partie de la Dikulwe et de la Dipeta et dans le bassin de la Dikulwe-Bunkeya. Le sorgho et le manioc ont suppléé au manque de vivres.⁴⁰⁴

Malgré la mévente de Mukabe-Kazari et de la région sud-est, la production de la campagne pour 1944-1945 était bonne mais pas brillante. Dans l'ensemble du territoire, la production était de 515 tonnes de manioc cru, 112,5 d'arachides, 844 de maïs en grains, 171 de maïs vert (en régression au profit du maïs en grains), 396 de pommes de terre, 43 de haricots, 129 de sorgho et de 161,8 légumes. La production de pommes de terre a été très

⁴⁰³ « Entretien avec monsieur Mazwili Oscar »

⁴⁰⁴ Archives Africaines, « Rapport agri annuel du territoire Jadotville », 1945.

bonne par rapport à celle de la saison précédente soit 396 tonnes pour 305 (1943-1944). Cependant, il était utile d'introduire de nouvelles variétés de semences à provenance sud-africaine et le développement de cette culture était jugé opportun pour les années à venir. L'administrateur du territoire fit remarquer l'importance accordée à cette culture :

C'est surtout la culture de la pomme de terre qui est la plus soignée par les cultivateurs parce que d'une vente facile et rémunératrice. Il est à remarquer cependant que là où la culture de pomme de terre est intensifiée, elle l'est très souvent au détriment du maïs, du sorgho et des arachides dont les champs ne couvrent plus que juste ce qui est imposé. Ceci provient du fait qu'un petit champ de pomme de terre est d'un rapport de loin supérieur à celui de n'importe quel autre produit et que cette culture- surtout dans la région de Tenke, Fungurume, de Mukabe-Kazari et de Guba-permet deux récoltes par année et par conséquent assure suffisamment d'argent pour couvrir un trop peu de maïs par des achats de farine dans les missions et le commerce local. Est-ce un mal, est-ce un bien il est cependant prudent de continuer à imposer du maïs et du manioc car une mévente dans la culture de pomme de terre pourrait provoquer une véritable disette là où la culture des pommes de terre est actuellement florissante.⁴⁰⁵

Le rapport de 1949 note que le chef Mwenda avait acheté un camion en fin d'année. Il semble que c'est la culture de la pomme de terre qui lui aurait procuré de l'argent ayant servi à l'achat du dit camion.⁴⁰⁶ Pour ce qui concerne les arachides, le rendement à l'hectare a été inférieur à 160kgrs car, à certains endroits, les fruits avaient germé avant la récolte. La culture de légumes était florissante et les marchés européens ont été largement fournis.

De manière générale, les résultats de la campagne 1945-1946 étaient plutôt maigres. Les impositions n'ont porté que sur les arachides (15 ares) et le manioc (20 ares), car il avait été conseillé aux paysans de cultiver du maïs et du sorgho dans les mêmes proportions que celles habituelles avant l'introduction de la culture de pommes de terre. La production d'arachides de 1945 fut en forte régression par rapport aux années précédentes suite à des fortes inondations. Le facteur primordial de cet échec était le manque de propagande, l'absence d'une action directe, méthodique et suivie, soit le cultivateur n'avait pas conservé les semences nécessaires, ou ailleurs il avait planté trop tard. Pour ce qui concerne la culture du manioc, bon nombre de cultivateurs n'avaient pas réussi entièrement, surtout en ce qui concerne le débroussaillage des emblavures que fin janvier, et le bouturage effectué fin

⁴⁰⁵Archives Africaines, Planche 187(14), « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1945. 44.

⁴⁰⁶Archives Africaines RC/CB `20 (585), « Rapport annuel AIMO territoire de Jadotville », 1949, 19 et « Entretien avec monsieur Kidyamba Joseph ».

janvier n'avait donné qu'un faible pourcentage de reprise. Le maïs et le sorgho ont été cultivés sans qu'il ait été besoin de les imposer pour la simple raison que les deux cultures entraient dans les habitudes alimentaires des populations. S'il n'y eut disette nulle part, il n'en restait pas moins qu'à peu près partout dans le territoire, les réserves étaient à peine suffisantes pour couvrir les besoins des populations autochtones. « *Nulle part, on ne pourrait trouver à ravitailler une caravane de porteurs pendant 48 heures et bon nombre d'indigènes achetant des vivres dans les centres commerciaux.* »⁴⁰⁷ dit l'administrateur.

Les cultures obligatoires, bien qu'ayant contribué à promouvoir l'agriculture dans le Haut-Katanga industriel en général, en territoire de Jadotville ou de Likasi en particulier, tout comme partout ailleurs dans la colonie, n'étaient qu'un système qui avait favorisé la manipulation de l'agriculture africaine au gré des intérêts de l'économie européenne. Une partie importante de l'effort agricole fut détachée des influences du marché et soumise à des décisions arbitraires. Souvent on ne parvenait pas à évaluer le rendement du paysan producteur qui partageait sa production entre l'économie de subsistance et la commercialisation. A ces impositions culturelles renforcées, le paysan opposa la fuite vers le salariat ou du sabotage divers que les statistiques des condamnations en matière de cultures obligatoires mettaient en évidence :

Campagnes agricoles et nombre de condamnations prononcées (1940-1945)

Campagnes agricoles	Nombre de condamnations prononcées
1940-1941	121
1941-1942	56
1942-1943	270
1943-1944	299
1944-1945	207

Source : Tshibangu Kabet Musas « La situation sociale », 292.

Si, lors de la campagne agricole 1940-1941, on trouve 2 condamnations sur 100 paysans pour sabotage des cultures obligatoires, ce rapport atteint 5,3 condamnations sur 100 paysans lors

⁴⁰⁷ Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1946, 20, .24-5.

de la campagne agricole 1943-1944, soit une augmentation des sabotages et de la passivité de l'ordre de 165%. Depuis 1942, les tribunaux « indigènes » commencent à réprimer les infractions contraires à leurs attributions légales et manquements aux cultures obligatoires, devenant ainsi des auxiliaires des tribunaux de police ; dans les deux genres de tribunaux, les peines infligées sont les mêmes.⁴⁰⁸ Il faut noter que dès la conception du régime, les sanctions étaient prévues pour faire marcher à tout prix le système. Leplae, l'architecte du système, l'a souligné en disant que toute obligation devait nécessairement être accompagnée de sanctions. Celles-ci devaient s'appliquer au refus ou négligence des cultures. Les sanctions pouvaient frapper le paysan à chaque stade cultural. Les tribunaux avaient tristement changé de rôles. Ils connaissaient peu d'infractions du droit commun que celles dues aux règlements économiques. L'effort de guerre rendit les sanctions beaucoup plus lourdes encore. En effet, l'ordonnance législative du 10 mars 1942 stipule que l'individu coupable d'inexécution ou de négligence dans l'exécution des travaux, sera passible au maximum d'un mois de servitude pénale et de 100 francs d'amende ou d'une de ces peines seulement. Dans beaucoup de régions, étant donné que le temps d'emprisonnement était trop long et que cela constituait un ralentissement dans la production, on appliqua la chicotte dont nous avons parlé dans le chapitre précédent.

Nous ne pouvons clore cette section sur l'agriculture et les cultures imposées sans faire allusion à l'impact des recrutements dans ce domaine. Les recrutements avaient entraîné la mobilité de la population qui, à son tour, a affecté l'équilibre de l'économie traditionnelle qui bien qu'utilisant des méthodes rudimentaires s'était tant bien que mal maintenue à son niveau, permettant d'assurer la subsistance des communautés. Ainsi, il était pratiquement inconcevable que les autorités demandent encore à la population rurale de produire plus pour ravitailler les centres industriels en vivres en même temps qu'elles puisent la main-d'œuvre dans cette même population.

Les conditions de vie imposées aux villages étaient si écrasantes qu'elles forçaient la population jeune adulte à gagner la ville et les camps ouvriers qui devenaient non seulement des centres d'emploi, mais surtout des centres plus sécurisants que les villages. Le rapport de 1943 fait apparaître les conséquences néfastes de cette politique agricole dans les villages. La fuite des jeunes entraînait des perturbations sur l'économie et la démographie dans le milieu coutumier.

⁴⁰⁸Tshibangu Kabet Musas « La situation sociale », 292-3

Quant aux jeunes éléments des chefferies, ceux-ci, avec la multiplication des impositions et le travail peu rémunérateur que ces impositions demandent, préfèrent bien souvent quitter leur milieu coutumier et s'engager au service des Européens jetant ainsi une certaine perturbation démographique, économique et morale dans les villages. Nous disons démographique en ce sens que suite au manque de jeunes gens, trop de femmes épousent des hommes trop vieux procréant ainsi des enfants qui manquent du sang jeune. Nous disons économique en considérant qu'il manquera bientôt, si le mouvement vers les centres persiste, des bras pour nourrir les vieillards, les femmes et les enfants. Nous disons moral par le fait que la proportion jeunes gens et jeunes filles devient disproportionnée. Nous croyons que le remède pourrait être trouvé dans une meilleure adaptation des impositions aux contingences locales et surtout une meilleure rémunération du travail agricole.⁴⁰⁹

Jusqu'à la fin de la colonisation, le travail demeura non adopté et non méritant.

Plusieurs facteurs ont contribué à la détérioration des conditions de vie dans les milieux ruraux, entre autres l'impôt excessif, la désorganisation des moyens de transports et de l'équipement social : services sanitaires et scolaires, la détérioration du pouvoir d'achat des revenus paysans.

II.2.2 L'enseignement

Dans le cadre de la désorganisation de l'équipement social, l'enseignement, par exemple, avait régressé dans l'ensemble du territoire. L'enseignement rural régresse juste au moment où on trouve mieux valorisée la nécessité d'apprendre pour gagner davantage et vivre comme un évolué. Au plus fort de l'effort de guerre, les missionnaires ne visitent que quelques écoles longeant le chemin de fer, ou facilement accessibles par porteurs. Ils se disent physiquement fatigués, mais par contre ils se lancent dans les constructions d'églises et d'écoles dans les villes. Bien des écoles rurales sont abandonnées, surtout dans les régions du nord et du sud du territoire. Mais les quelques écoles qui continuent à fonctionner accusent une fréquentation de plus en plus élevée, fréquentation de 78% en 1940 et de 84 en 1944. Ce n'est qu'en fin 1944 et surtout en 1945 que les missionnaires rouvrent les écoles rurales abandonnées en 1941-1943.⁴¹⁰

II.2.2.1 L'école catholique

Malgré le changement tactique de monseigneur de Hemptinne en faveur des villes à partir de la stabilisation de la main-d'œuvre afin de contrecarrer l'action et l'implantation de

⁴⁰⁹ « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1943, 9.

⁴¹⁰ Tshibangu Kabet Musas « La situation sociale », 296.

la mission protestante-méthodiste du Sud-Congo, Bunkeya profita de l'encadrement de l'enseignement par les missionnaires Bénédictins. Pendant la seconde guerre mondiale, l'école normale de Kapolowe fut transférée à Bunkeya. L'encadrement des instituteurs-catéchistes était bien assuré. L'école artisanale dont on a parlé dans le chapitre précédent, continuait à former les hommes de métier, maçons, tailleurs et menuisiers. La mission bénédictine n'étant pas en mesure d'embaucher tout le monde, certains ne s'hasardaient-ils pas à aller se débrouiller dans les centres urbains. Les élèves sortis de l'école primaire de Bunkeya étaient orientés les uns vers le petit séminaire de Kapiri (généralement des élèves brillants issus de familles chrétiennes) et les autres vers l'école normale de Kapolobwe. Les meilleurs finalistes de l'école artisanale étaient inscrits à l'école professionnelle de la Kafubu à Elisabethville. C'est autour des années 1950 que sortiront du séminaire et de l'école normale, la grande élite yeke qui fera son apparition dans les divers domaines de la vie publique congolaise. Des administrateurs, des enseignants, des hommes politiques, des prêtres feront l'honneur à leur cité de Bunkeya dont le succès sera couronné en 1958 avec l'ordination sacerdotale des deux prêtres, Edouard Kileshye et Joseph Makobeko.

C'est le petit séminaire de Kapiri qui a formé la majeure partie de cette élite locale. Le petit séminaire Saint François de Sales a connu cinq périodes au cours de son évolution : la première période correspond à l'établissement de cette institution d'enseignement à Lukafu de 1925 à 1930 ; à ses débuts, 11 élèves étaient intégrés à l'école normale et suivaient des cours de latin sous la direction du P. Boniface Poullens. La deuxième période, à Kapolowe, va de 1930 à 1940, les élèves étaient intégrés à l'école normale sauf de 1938 à 40, époque au cours de laquelle le petit séminaire s'installa à la Kaye, à 5 km de Kapolowe. La troisième période comporte plusieurs étapes : celle du rectorat du P. Theophane de caters (1940-1958) à Kapiri du 1-11-1940 au 15-8-1948. Le 13-8-1948 date mémorable de l'incendie total, la première philosophie fut transférée à Baudouinville en octobre 1947, puis à Kakanda, du 1-10-1948 au 1-8-1952, à la Mwera, les élèves des classes inférieures à partir du 6-7-1948, les aînés à partir du 1-8-1954. Les premières ordinations sacerdotales eurent lieu le 21 septembre 1957. La quatrième période de 1958 à 1966 à la Mwera et la cinquième période à Lubumbashi du 1er novembre 1966.⁴¹¹

Les deuxièmes ordinations sacerdotales furent celles des prêtres originaires de Bunkeya dont nous avons parlé précédemment. Avec Feltz, nous soulignons que

⁴¹¹Archevêché de Lubumbashi, *Renseignements généraux*, (Archidiocèse de Lubumbashi, 1967), .26

christianisation et scolarisation sont indissociables, s'épaulent mutuellement. Les débuts de l'implantation de l'école sont intimement liés au mouvement d'évangélisation et il apparaît évident à travers l'analyse de l'évolution des structures scolaires dans la mouvance coloniale belge, que le terrain préparé par l'école devint l'enjeu de rivalités entre le pouvoir colonial et l'action missionnaire. L'école devint un véritable « levier de pouvoir » aux mains de l'Eglise catholique dans cette partie du continent africain.⁴¹² Nous ne devons pas non plus ignorer que l'église a failli à quelques points de vue aux yeux de la population villageoise à sa mission. Le mouvement missionnaire avait recouru à l'autorité de l'Etat colonial pour développer sa propre infrastructure, ce qui l'a conduit dans une certaine mesure à appuyer des politiques qui ne furent pas bien acceptées par les populations rurales ; les corvées, les travaux d'entretien de routes, l'instauration des cultures obligatoires, la politique de l'effort de guerre etc., mais les témoignages missionnaires semblent s'accorder sur le fait que ce sont les nombreuses famines qui ont secoué le pays, qui ont poussé les missionnaires à appuyer la politique coloniale en matière agricole, en rendant obligatoire certaines cultures vivrières comme le manioc, le riz, etc. L'important, certes, est d'avoir formé une élite dont on est fier. Présentons ici, à titre illustratif, quatre notices biographiques des anciens élèves de l'école Saint André de Bunkeya.⁴¹³

Kadilo (premier fabricant noir des cercueils à Elisabethville), né à Bunkeya autour de 1912, fils de Mujingashishimari (un Yeke dont le père serait venu au Katanga avant M'siri) et de Kasonde, d'origine aushi. Il est parmi les premiers élèves de l'école catholique. Après ses études primaires, il travaille comme domestique chez Kileshye, le père du futur prêtre Edouard Kileshye. Il économise un peu d'argent, quelques années plus tard il se fait inscrire à l'école professionnelle de la Kafubu. Il se fait accompagner de son jeune frère **Kyungu François** qui terminera ses études en coupe et couture dans la même école. De son retour à Bunkeya, François travaille à l'atelier de confection des prêtres, il est surnommé « mushikie » qui comprend tout, celui qui comprend les explications de ses clients, il sera le meilleur couturier non seulement de Bunkeya mais de toute la région environnante. Kadilo fait sa carrière à Elisabethville, d'abord comme travailleur chez monsieur Derke (un sujet grec) et ensuite comme indépendant, il se spécialisera dans la fabrication des cercueils et son œuvre se

⁴¹²G. Feltz., « Note sur les structures », 494.

⁴¹³ En annexe, vous trouverez quelques notices biographiques des anciens de Bunkeya, liste non exhaustive.

poursuit jusqu'à ce jour. Il sera pendant des longues années, conseiller technique des affaires privées de Godefroid Munongo, futur mwami des Yeke.⁴¹⁴

Kileshe Edouard, Vicaire Général de l'Archidiocèse de Lubumbashi est né à Bunkeya, le 31 janvier 1931. Il a fait ses études primaires à Bunkeya même, et par la suite les humanités anciennes au petit séminaire de Kapiri, alors que la philosophie et la théologie ont été reçues au Grand Séminaire Saint Thomas d'Aquin de Baudouin ville.

Le 27 juillet 1958, Edouard Kilesheye est ordonné prêtre à Bunkeya. Juste après son ordination, il fut nommé curé de la Paroisse Saint Jean-Marie Vianney du Quartier Baudouin (actuel Tshatshi) de la commune Kikula à Likasi, fonction qu'il exercera de juillet 1958 au mois de novembre 1959. Il fut curé fondateur de la Paroisse Saint Benoit de la commune Kenya à Lubumbashi du 1er septembre 1960 jusqu'au mois de juillet 1961. Il fut nommé Vicaire Général de l'Archidiocèse de Lubumbashi, le 1er août 1961 par l'archevêque Joseph Floribert Cornelis. Il devenait ainsi le second de l'archidiocèse et pour le commun des mortels, le successeur virtuel de l'Archevêque. Lorsque ce dernier démissionna de ses fonctions en 1967, l'opinion fut surprise par la nomination comme Archevêque de l'abbé Eugène Kabanga. Celui-ci fut ordonné prêtre en 1961 et nommé curé de la cathédrale Saints Pierre et Paul en septembre 1965. C'est lui, et pas Mgr Kilesheye qui sera le 1er archevêque congolais de Lubumbashi. Cette situation suscite beaucoup de commentaires. Il semble que Mgr Kilesheye ne fut pas nommé à cause de l'origine zambienne de son père, alors que sa mère est musanga et donc d'une tribu matrilineaire. Les mêmes raisons auraient pesé sur la candidature de Mgr Tharcisse Tshibangu, originaire de la province Kasai.

Demeuré le numéro 2 de l'Archidiocèse, Mgr Kilesheye s'en alla en Europe pour poursuivre ses études. Il obtint une licence en sciences économiques en Suisse et en sciences politiques et administratives. De retour d'Europe, il fut nommé Secrétaire Général de la Commission Episcopale pour le Développement à Kinshasa, où il est resté pendant quelques années. C'est seulement en 1982 qu'il a regagné Lubumbashi où Mgr Kabanga l'a nommé Vicaire Général chargé des œuvres, c'est-à-dire du développement.

En décembre 1986 les relations se détériorent brusquement entre l'archevêque Kabanga et Mgr Kilesheye. Ce dernier fut démis de ses fonctions de chargé des œuvres. IL meurt le 13 janvier 1997 à Lubumbashi.⁴¹⁵

⁴¹⁴Entretien avec Henri Kadilo, quatrième fils de kadilo mujinga shishimari, à Bunkeya le 06 octobre 2012.

Joseph Makobeko (abbé), né à Bunkeya en 1930, fait les études primaires à Saint André de Bunkeya, les études secondaires au petit séminaire saint François de Sales à Kapiri, 6 ans des humanités anciennes, poursuit les études de Philosophie et de Théologie au Grand séminaire Saint Thomas d'Aquin de Baudouinville. Les autorités ecclésiales l'envoient poursuivre ses études après son ordination en Europe, il obtiendra une licence en pédagogie et un doctorat en philosophie à Louvain, il demeurera pendant plusieurs années vicaire épiscopal des paroisses en Allemagne.⁴¹⁶

II.2.2.2. L'école protestante de Bunkeya

Mais la première école primaire de Bunkeya fut celle, comme nous l'avons souligné dans les chapitres précédents, des missionnaires de la « Plymouth Brethren ». Ces missionnaires ont construit déjà des écoles à Mwena et à Lwanza (au lac Moero) autour des années 1904. « *New School Buildings gradually became necessary as the educationnel system expanded (the first Luanza outschool was started in 1904)* ». ⁴¹⁷Mwenda Kitanika et Antoine Munongo firent leurs premiers pas dans l'établissement des missionnaires protestants.

Selon Jean-Marie Kashoba, jusqu'à la veille de l'indépendance, l'enseignement à l'école protestante était très rudimentaire basé sur les trois notions : « lire, écrire et compter » avec une place importante réservée à la religion et aux chants (religieux). Les locaux étaient en briques adobes et couverts par des toitures en chaumes. Pendant longtemps la structure de l'école était organisée en 4 niveaux répartis comme suit : 1er niveau : « Mbeche » a, b, c (prononciation à l'anglaise), c'est le niveau d'apprentissage de l'alphabet ou le niveau préscolaire. 2ème niveau : « Patye-patye » qui veut dire à petits pas. Tout est basé sur l'association des lettres et la combinaison des sons pour former des syllabes. 3ème niveau : « Kumakya » c'est-à-dire à l'aube, c'est le temps ou le programme proprement dit centré sur l'apprentissage de la lecture, de l'écriture ainsi que du comptage. 4ème niveau : « Testamenti » ou apprentissage de la bible ; les élèves qui terminaient ce cycle étaient destinés à devenir des « Bafundji », des moniteurs ou mieux catéchistes.⁴¹⁸

⁴¹⁵ *Biographie Historique du Congo*, Collection Documents et Travaux, 21(2001), 87-89.

⁴¹⁶ Fiche de renseignement établie par Jean-Marie Kashyoba.

⁴¹⁷ I.R.Rotberg, « Plymouth brethren and the occupation of Katanga, 1896-1907 », *Journal of African History*, 5: 2(1964), 295.

⁴¹⁸ Entretien avec monsieur Jean-Marie Kashyoba à Lubumbashi, le 25 août 2012.

C'est longtemps après, au lendemain de la seconde guerre mondiale et vers l'indépendance, que cette école a dû adopter le programme de l'enseignement ordinaire mais jusqu'au niveau de 5ème niveau.

Il faut dire que les missions protestantes dites missions « étrangères » ne bénéficièrent des subventions du gouvernement colonial en matière scolaire qu'à partir de 1948. Cette mesure rendait justice au travail accompli par ces missions depuis 1878. Leurs œuvres étaient entièrement financées par les dons de leurs églises. C'est ainsi qu'elles avaient adressé des memoranda au gouvernement en 1933, 1940, puis en 1942 pour exprimer leur mécontentement.⁴¹⁹

Ainsi donc les élèves sortis de l'école primaire protestante de Bunkeya et dont les parents disposaient d'un peu de moyens allaient continuer l'enseignement post-primaire à l'école normale de Mulungwishi. A Bunkeya même, les élèves très doués recevaient en aparté des cours supplémentaires chez la demoiselle Toole pour être à niveau.⁴²⁰ En 1986, lors des manifestations marquant le centième anniversaire de l'implantation de la mission du Garenganze au Katanga, le Mwami des Yeke présenta un bilan sombre et négatif de cette mission qui n'a pu poursuivre l'œuvre commencée par le révérend Arnot. Il dit en substance :

Bunkeya seul a été laissé dans l'obscurantisme alors qu'à Chibambo sur le Lwapula, à Lwanza sur le lac Moero, à Kanshengeneke...il y a des écoles secondaires et hôpitaux, il y a tout. Nous référant à un passage de la lettre que Madame Arnot, belle fille du missionnaire Arnot, lettre nous adressée en 1961 : M'siri encourageait Arnot à enseigner à son peuple (du Garenganze) la lecture et l'écriture en langue afin que les habitants du Garenganze deviennent des hommes civilisés. Se conformant à l'ordre du Mwami, Arnot fonda une école primaire ainsi qu'un orphelinat. C'est cette école et cet orphelinat qui existent jusqu'à ce jour.⁴²¹

Les missionnaires protestants ont eu le mérite d'apprendre à toutes les catégories d'hommes à lire et à écrire dans leur langue maternelle. « *Comparés aux autres populations environnantes, les Yeke de Bunkeya, vieillards ou jeunes qui ont côtoyé la mission protestante savent lire et écrire.* ». ⁴²²

⁴¹⁹C.Tshimanga, *Jeunesse, formation et société au Congo/Kinshasa 1890-1960*, L'harmattan, (Paris, 2001), 155.

⁴²⁰« Entretien avec monsieur Jean-Marie Kashyoba ».

⁴²¹« Allocution prononcée par son excellence, le mwami des Bayeke à l'occasion de la célébration du centenaire de l'église Garenganze à Bunkeya le 15 juillet 1986 » dans Kabwebu Kazembe Sankenji *Regard historique sur la Garenganze Evangelical Mission au Katanga*, (Lubumbashi, 2004), 100.

⁴²²« Entretien avec monsieur Jean-Marie Kashyoba »

La raison fondamentale du manque d'un réel encadrement de la population par les missionnaires protestants est pour nous, la présence de la mission bénédictine soutenue et financée par l'administration coloniale qui a étouffé les efforts entamés par les protestants dès leur installation à Bunkeya. C'est ainsi que partout ailleurs où les missionnaires protestants n'étaient pas en concurrence avec l'église catholique, ils ont tant bien que mal réalisé des œuvres dont l'impact se fait sentir jusqu'à ce jour. N'ayant pas de représentations dans les villes minières du Haut-Katanga, ces missionnaires n'ont pas réussi à mieux orienter les élèves qui sortaient de leurs écoles primaires. Les jeunes gens et jeunes filles qui terminaient les études primaires dans les écoles protestantes, allaient poursuivre leur cursus dans les établissements catholiques.

Si dans le domaine de la santé, les coutumiers ne manquaient ni d'établissements sanitaires, ni des cadres médicaux ayant entraîné, comme nous l'avons souligné plus haut, la résurgence de la médecine traditionnelle et le succès du mouvement Kamutshape, Bunkeya n'en était exempté. L'hôpital de Bunkeya était un des meilleurs hôpitaux de la région. On y soignait toute sorte de maladies depuis la lèpre jusqu'à la tuberculose, etc. Les malades venaient de partout : Mitwaba, Manono, Ntondo, etc. Depuis 1939, un médecin y demeurait en permanence.

Comme on peut le constater l'effort de guerre et toutes les mesures contraignantes prises pendant cette période ont entraîné des conséquences néfastes sur la vie sociale des villageois. La fuite des jeunes entraînant des perturbations sur l'économie et la démographie dans le milieu coutumier. A la sortie de la deuxième guerre mondiale, l'économie congolaise fut profondément bouleversée. L'effort de guerre a confirmé que l'économie clanique africaine fut capable de fournir, à un prix de revient insignifiant (pour l'économie capitaliste), des ressources insoupçonnables. Cependant, elle sort de la guerre dans un état d'épuisement inquiétant et la conviction que lorsque la grande entreprise va bien tout va s'en trouver légèrement ébranlée.⁴²³ Au lendemain de la seconde guerre mondiale, une nouvelle politique sociale fut mise sur pied pour éviter les troubles qui avaient secoué le Congo belge surtout dans les centres urbains. Cette politique transparaît même dans la structure du rapport aux chambres, qui a reçu un nouveau chapitre, intitulé : « Action sociale ». Elle était caractérisée par un certain nombre d'éléments dont la création des foyers sociaux, dans les centres extra-

⁴²³B.Jewsiewicki, « Le colonat agricole européen au Congo-belge, 1910-1960: questions politiques et économiques », *Journal of African History*, 20 :4,(1979), 559-571.

coutumiers et dans les camps militaires, la création d'organismes, chargés de résoudre les différents problèmes des Noirs, la reconnaissance des syndicats et la mise sur pied de l'organisation professionnelle des Noirs. Dans le monde rural, des organismes furent créés en vue de promouvoir le bien-être des Noirs ruinés par l'effort de guerre, particulièrement dans les domaines de l'assistance médico-sociale, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage. Il s'agit du FBEI et du CEPSI pour ce qui concerne notre région d'étude. Tel est l'objet de la section suivante.

II.3 L'action du FBEI et du CEPSI dans la région de Bunkeya

Le Fonds du Bien-être Indigène, en sigle F.B.E.I, fut créé par l'Arrêté du Prince Régent 1^{er} juillet 1947. Doté d'une personnalité civile, cet organisme avait pour objet toutes les réalisations destinées à concourir au développement matériel et normal de la société autochtone coutumière au Congo belge et au Ruanda-Urundi.⁴²⁴ Selon l'esprit de cet arrêté, la société rurale qui constitue la grande masse de la population n'avait pas bénéficié par rapport à la population des centres urbains, des mesures d'ordre social prises par l'État et les entreprises privées. Ainsi donc l'action de cet organisme n'entendait pas la réduction des obligations de la colonie notamment en matière d'enseignement et d'assistance médicale. Ces charges constituaient les domaines de souveraineté dont l'Etat ne pouvait s'en débarrasser. Le F.B.E.I reçut aussi la mission de coordonner et d'inspecter les programmes d'œuvres des entreprises privées. Il existait déjà des fonds constitués par des entreprises européennes dans le but de promouvoir le bien-être et le développement matériel et moral de leurs travailleurs et des populations autochtones des régions où ces entreprises exerçaient leur activité.

De manière générale, les investissements de F.B.E.I au profit de l'économie rurale avaient pour objet la lutte pour la conservation et une meilleure utilisation des sols, le développement des paysannats indigènes (un essai prolongé de lutte contre la dénatalité et la dépopulation), le développement de la pisciculture et de l'élevage, le crédit à l'artisanat rural, l'enseignement agricole. Les dépenses pour les travaux publics visaient à la suppression des corvées : achat de bennes basculantes pour l'entretien des digues routières, substitution de toitures en tôles au chaume recouvrant certains bâtiments administratifs des circonscriptions indigènes, construction des routes présentant un intérêt social indiscutable. L'action médico-sociale devait se manifester par la construction, la réfection ou l'amélioration de nombreux centres médico-chirurgicaux officiels ou appartenant à des missions religieuses ; la

⁴²⁴A.Lemborelle, « Le fonds du bien-être indigène », *Bulletin Agricole du Congo-belge*, 43(1952), 125-134.

construction et l'équipement des hôpitaux, de dispensaires ruraux, la subvention des œuvres de protection de la mère et de l'enfant, l'édification et l'équipement des maternités et de consultations des nourrissons, l'étude des phénomènes de stérilité, dénatalité et mortalité infantile dans une région où la situation démographique était particulièrement mauvaise, l'achat d'ambulances et de canots automobiles... la lutte contre les grandes endémies telles que la lèpre, la tuberculose, la malaria, la bilharziose, la fièvre récurrente, l'enseignement médical, l'approvisionnement en eau potable des communautés rurales stabilisées. En matière d'enseignement, le Fonds avait subventionné des écoles normales et cours d'apprentissage pédagogique, des écoles ménagères primaires et post-primaires, des ateliers d'apprentissage artisanal et, dans les zones d'action massive, des écoles primaires ; il avait consacré des sommes importantes à des publications de caractère technique susceptibles d'apporter une aide directe aux pédagogues congolais. L'action éducative et culturelle avait été tentée à titre d'essai : création de plaines de sport, impressions de brochures, achat et production de films éducatifs destinés aux milieux ruraux⁴²⁵. Telles étaient les grandes lignes de l'action du F.B.E.I dans l'ensemble de la colonie. Mais cette action devait être développée en profondeur dans certaines régions, en principe au moins une par province. En fin d'année 1947 dans le territoire de Jadotville, l'action de cet organisme était bien attendue par l'administration coloniale qui se plaignait déjà de l'exode rural conséquence du boom économique de l'après-guerre.

Relevons cependant en fin d'année le renouveau vers les villes provoqué par le boom économique dans celles-ci et qui risque une fois de plus de mettre en péril la vitalité même des groupes autochtones. Ce sera l'œuvre du Fonds du Bien-être Indigène de combattre cette désertion des campagnes par le développement de l'économie rurale et de faire renaître une vie sociale au sein des villages.⁴²⁶

Les réalisations du F.B.E.I ont-elles soulagé la misère des populations rurales et combattu l'exode rural ? Non, l'exode rural a continué, car cette ruée vers les villes minières s'inscrivait dans une dynamique plus large dans tout le Congo belge. Effet, les migrants étaient attirés, comme nous l'avons dit ci-haut, par l'essor économique vigoureux des années d'après-guerre. Dans le Haut-Katanga, l'embauche des travailleurs était liée à l'apparition de beaucoup de maisons de commerce, des industries de transformation non associées

⁴²⁵A. Lemborelle, « Le fonds », 134.

⁴²⁶Archives Africaines, « Rapport AIMO, province d'Elisabethville », 1947, 6.

directement à l'UMHK. Ces unités ont fait fortune du fait de la guerre et puis ont profité aussi des effets du conflit coréen par la suite. Ainsi donc la prospérité générale peut être considérée comme le vrai moteur de l'afflux migratoire. Et les Africains partageaient cette prospérité, en partie à cause de l'action bénéfique de l'UMHK, et aussi grâce à la législation mise en place après la guerre. Les travailleurs, aussi bien à la cité que dans les camps, bénéficiaient de salaires relativement bons, et d'un niveau de vie beaucoup plus élevé que celui de la plupart de leurs cousins des campagnes. Pour une fois dans l'histoire de la ville, les Africains migraient vers Elisabethville attirés par l'amélioration des conditions de vie urbaine.⁴²⁷

Revenons à l'action du F.B.E.I. pour dire que Bunkeya fut bénéficiaire de quelques œuvres dont nous allons parler dans les lignes qui suivent. Il faut noter que Bunkeya fut inscrit sur la liste des villages devant être desservis par le Fonds du Bien-être Indigène grâce à la présence de l'ancien administrateur de territoire, monsieur Montenez, devenu secrétaire général de l'organisme à Bruxelles. Parlant des réalisations du FBEI, l'administrateur du territoire s'exclama en ces termes : Fonds du bien-être indigène : une manne abondante s'est abattue sur le territoire de Jadotville au profit des missions bénédictines. Pour soutenir son action en plusieurs endroits, le FBEI se référait aux missions chrétiennes, tel fut le cas de Bunkeya. Dans cette région, on confia aux prêtres et religieuses des fonds pour les consultations de nourrissons à Bunkeya. La construction et l'aménagement des écoles artisanales à Mukabe-Kazari et à Bunkeya. La construction, l'équipement et l'aménagement des écoles ménagères à Mukabe et à Bunkeya. Mukabe-Kazari et Bunkeya sont les deux villages de la chefferie des Bayeke qui ont profité des œuvres du FBEI. Bunkeya eut le privilège de recevoir non seulement une ambulance automobile mais aussi des fonds pour la Goutte de lait, les soins aux vieillards de l'hospice et les produits du dispensaire. La mission bénédictine de Bunkeya reçut également des fonds pour l'encadrement d'un groupement à tendance morale dénommé « Les anciens de M'siri »⁴²⁸. Selon le vœu du donateur, ce groupement devrait au fur et à mesure être transformé en coopérative agricole ou artisanale. Malheureusement l'expérience d'un paysannat indigène n'avait jamais vu jour à Bunkeya. D'ailleurs en 1950, les études furent faites et l'inventaire des terres fut établi pour l'implantation des paysannats indigènes à Bunkeya et Mokabe-Kazari. Aucune distribution de

⁴²⁷B.Fetter, *The creation of Elisabethville 1910-1940*, Hoover institution press, Stanford University (California, 1976).

⁴²⁸« Rapport annuel AIMO territoire de Jadotville »1949, 58.

parcelle n'avait eu lieu, car il était indispensable avant de procéder à ce parcellement que les terres soient reconnues par un agronome.⁴²⁹ Ce constat fait ressortir l'incapacité du service agricole du territoire à organiser les paysannats dans la chefferie. Mauvaise volonté ou incompétence, aucune trace ne nous a été indiquée dans les documents consultés, mais tout porte à croire que vers les années d'après la seconde guerre mondiale, il eut relâchement du service de l'agriculture dû au manque de personnel pour la suivie et l'exécution des programmes. La grande œuvre fut l'installation à la mission des missionnaires bénédictins d'une pompe à moteur destinée à assurer l'alimentation en eau potable du village de Bunkeya⁴³⁰ et ce fut la fin de la plus pénible des corvées imposées aux femmes de l'ancienne capitale de M'siri. Les travaux pour l'adduction d'eau avaient aussi été réalisés à Mokabe Kazari.⁴³¹

Dans le cadre de l'éducation des masses, le FBEI remit aux missionnaires des fonds pour la projection des films à Bunkeya. La mission recevait les films du service provincial de l'Information. Ces films y connaissaient un franc succès, aussi bien parmi les adultes que parmi les enfants. Par exemple, les séances de cinéma organisées par la mission de Bunkeya, étaient fréquentées par 500 à 1000 personnes. Il y avait enfin lieu de noter que la plupart des administrateurs des territoires de l'intérieur commençaient à s'intéresser au cinéma, comme moyen de divertissement et d'éducation des autochtones. Ils réclamaient l'organisation de tournées cinématographiques ou envisageaient l'achat de projecteurs. Dans les milieux coutumiers, les spectateurs s'intéressaient davantage aux films de chasse, de sports et aux documentaires. Par contre dans les milieux urbains, les films qui avaient le plus de succès étaient par ordre de priorité : genres Tarzan, Western, Charlie Chaplin, Robin des Bois. Dans ces lieux, le problème du film devait retenir toute l'attention des autorités. Par rapport au milieu coutumier, le film en ville dépassait le sens éducatif et devenait nuisible à la société. « En effet, ces films frappaient l'imagination des indigènes sans qu'ils comprennent le sujet proprement dit de ceux-ci. La preuve en est qu'aux centres d'Elisabethville et de Jadotville, des groupes de « cow-boys » se forment qui attaquent les habitants le soir, avec conséquence logique qu'ils deviennent une plaie et que les assaillants sont traduits au tribunal. »⁴³²

⁴²⁹ Archives Africaines RC/CB 20 (587), « Rapport annuel AIMO territoire de Jadotville ». 1950, 36.

⁴³⁰ Archives Africaines, RA/CB(233) 1892, RA/CB(113)10 « Rapport AIMO province du Katanga », 1953.

⁴³¹ Archives Africaines RA/CB(233) 1892, « Rapport AIMO, province du Katanga », 1952, 68.

⁴³² « Rapport AIMO, province du Katanga », 1953.

Comme spectacles de cinéma les mieux organisés, il y a lieu de citer ceux qui étaient donnés par la mission St Jean (R.P Bénédictins). Cette mission possédait une salle de 1400 places assises, avec projecteurs de 16 et 35 mm. Elle a donné en 1953, 109 séances et a vu défiler 59.386 spectateurs. Sur base de cette expérience, la mission bénédictine a banni la projection de ce genre de films dans les milieux coutumiers.

II.4 Relations Villes-Campagnes

Comme dit dans le point précédent, les rapports entre villes et villages étaient caractérisés, de la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à la période d'après les indépendances, par le phénomène de l'exode rural engendré par le boom économique d'après la seconde guerre mondiale. Le mouvement se poursuivait jusqu'autour des années 70. La situation était pareille pour toute l'Afrique noire :

Des lendemains de la seconde guerre mondiale à la décennie 1970 a prévalu une vision manichéenne des relations entre villes et campagnes en Afrique noire: un dualisme antagoniste diabolisant la ville et faisant des campagnes ses victimes. Ainsi la ville était présentée comme une agglomération de paysans déracinés prélevant sur les campagnes rentes et forces productrices et assujettissant les ruraux à ses choix politiques. D'où la dénonciation d'un exode conduisant simultanément à la macrocéphalie des capitales et à la désertion des villages.⁴³³

Un témoignage d'un universitaire belge de Léopoldville illustre bien le fait : Les hommes adultes des milieux coutumiers, attirés par de hauts salaires et animés du désir d'échapper aux contraintes claniques, affluent dans les centres au point que l'on voudrait plutôt maintenant en refouler une partie, devant les difficultés que provoquent ces déplacements massifs. Au point de vue économique, il fallait résoudre les problèmes de l'habitat, de la production de vivres, de l'organisation des marchés de communication. Au point de vue social, on était effrayé de voir les conséquences qu'avaient entraînées le déséquilibre des sexes dans les centres, l'abandon des contraintes morales coutumières, la désorientation des indigènes encore peu évolués en face des modes de vie extra-coutumiers qu'il fallait adopter.⁴³⁴

J. Benoit apporte quelques précisions sur le détail de cet afflux. Ainsi les années de plus grande prospérité économique, comme 1955 et 1956, enregistrent le plus grand nombre d'arrivées. Cela se comprend en soi, mais aussi en fonction de la réglementation en vigueur.

⁴³³P.Pelissier, « Ruraux et citadins en Afrique noire : une géographie métissée », *L'Information Géographique*, 68(2004), 293-307.

⁴³⁴F.Banzy, *Problèmes structurels de l'économie congolaise*, IRES, Université Lovanium et éd, nauwelaerts, Université de Louvain, (1957), 101.

Car à cette époque est appliqué le système du passeport de mutation, et l'autorisation de séjour, destinés à éviter en ville l'invasion des désœuvrés. Mais aussi longtemps que la situation économique est demeurée brillante, et que la population masculine a trouvé aisément de l'emploi, l'administration a volontairement fermé les yeux sur les irrégularités de certaines activités et a légalisé, à posteriori, la situation des individus (non en règle), (surtout) pour les travailleurs qui acceptaient d'être employés dans les secteurs paralysés par une pénurie de main-d'œuvre, telles les entreprises agricoles de la zone annexe.⁴³⁵

Le rejet d'un monde rural en crise. C'est un tableau exagérément optimiste, destiné à exalter les bienfaits de la stabilisation, que les responsables de l'Union Minière donnent de l'arrière-pays rural du bassin minier, lorsqu'ils évoquent ces communautés qui vivent calmement dans leur routine coutumière, continuant à être les génératrices heureuses de main-d'œuvre industrielle jeune, et de vivres pour celle des centres industriels lointains.⁴³⁶ La réalité de l'époque est tout autre, et il faut bien qu'elle le soit pour justifier l'ampleur que va prendre, que prend déjà, l'exode rural. Le Gouverneur Général Jungers lui-même qui, ouvrant en 1948 le conseil de gouvernement du Congo belge, avait déploré les prélèvements excessifs sur l'intérieur, le vieillissement des communautés rurales, et déclarait que plusieurs territoires de la colonie avaient déjà atteint un stade tel que la situation pouvait être considérée comme irréversible.

La colonisation aura mobilisé au profit du bassin minier les ressources démographiques et vivrières des régions immenses, sans qu'il ait réorganisation d'ensemble de l'économie rurale. On aura construit des routes, introduit de nouvelles cultures, mais dans une société réglementée et presque figée par la planification coloniale, il n'existait ni paysannerie libre, ni classe de propriétaires qui auraient pu faire les investissements nécessaires. Et face au prodigieux essor de l'économie minière, c'est un insidieux processus de sous-développement qui s'empare du monde rural, et qui est sans doute le premier responsable de l'exode vers les villes. Le coutumier attribue ce phénomène à l'émancipation apportée par le milieu européen.

⁴³⁵ J. Benoit, *La population africaine à Elisabethville à la fin de 1957. Son état, sa structure, ses mouvements et ses perspectives d'évolution prochaine*, université de Liège, Fulreac et Cepsi, (Elisabethville, 1962).

⁴³⁶ Moutouille. L., *politique sociale de l'union minière du Haut-Katanga pour sa main-d'œuvre indigène et ses résultats de vingt d'ans d'application*, IRCB, (Bruxelles, 1946).

*C'est de votre faute vous, les Blancs, les Européens minent nos croyances, de même que nos raisons et nos modes de vie. Ils nous ont fait esclaves des signes monétaires.*⁴³⁷ Telle est la situation générale dans toutes les campagnes et les villes du Haut-Katanga industriel.

Les populations de Bunkeya ne sont pas restées en marge du mouvement général. Depuis le système du travail migrant correspondant à ce que J.L. Vellut a appelé la première phase de l'industrie minière au Congo-belge⁴³⁸, les Yeke ont travaillé dans plusieurs chantiers, carrières de minerai, routes et chemin en construction, ils étaient engagés pour quelques mois comme porteurs, coupeurs de bois, terrassiers avant de retrouver leurs champs et d'être remplacés par d'autres. Le témoignage éloquent est celui dont on a déjà parlé, de ces Yeke qui avaient assuré le transport du premier envoi de la production aurifère de la mine de Ruwe. A cette époque, l'attrait vers ces centres naissants se manifestait, l'on se souviendra du retour forcé des populations à Bunkeya qui s'opéra sur demande du Mwami Kitanika à l'autorité coloniale entre 1915 et 1916. Bon nombre des Yeke étaient attirés par le travail à la Sogefor et jusqu'à ce jour, on retrouve un ilot des Yeke à Mwandingusha installés là dans le cadre du travail. En examinant de près les facteurs de l'exode rural, le village apparaît souvent comme un lieu répulsif. Mais, pour de nombreux citadins yeke, naissances, initiations, mariages, décès, les principales phases d'une vie se célébraient au village.

Au plan socioculturel, les années 1940 à 1950 ont fait de Bunkeya un extraordinaire carrefour des rencontres grâce au dynamisme de ses responsables. Il ne se passait pas un dimanche où l'on ne célébrât quelque mariage soit religieux soit coutumier non pas uniquement des habitants du village mais de jeunes gens venant souvent de fort loin. En effet tous ou presque tous les jeunes gens en âge de se marier, commis, clercs, enseignants et ouvriers des grands centres urbains à l'instar d'Elisabethville, Jadotville, Kolwezi, etc. descendaient à Bunkeya se chercher une future épouse. Et chacun y trouvait chaussure à son pied soit chez les internes des écoles catholiques ou protestantes, soit parmi les externes du village ou d'ailleurs.⁴³⁹

Même les futurs bami des Yeke, Antoine et Godefroid Munongo ont épousé les filles dans leur terroir. Si la ville attire, c'est d'abord parce qu'elle est conçue comme l'occasion de réussir vite sur le plan financier. Elle est aujourd'hui le lieu où l'homme d'affaires peut

⁴³⁷F.Grévisse, « Notes ethnographiques », .57-9

⁴³⁸J.L.Vellut, *Les bassins miniers de l'ancien Congo belge, essai d'histoire économique et sociale (1910-1960)*, Cahiers du Cedaf, série 2, numéro 7, (Bruxelles, 1981).

⁴³⁹A.Kashoba Mwenda, *Qui est*, .97.

obtenir un crédit, où le jeune diplômé peut tenter d'amorcer une carrière mais dont l'environnement social est jugé instable et incertain.

Les relations entre Bunkeya et ses environs se traduisaient par ce flux migratoire, des petits travailleurs saisonniers, ceux qui faisaient des va-et-vient entre les centres urbains et les villages. Témoignage de monsieur Kyabondo: un ancien travailleur de ville, rentré à Ntondo et est devenu le grand photographe de la région, il a formé aussi d'autres photographes comme Kidyamba de Bunkeya.

Je me rendais en ville quand l'occasion d'un petit travail se présentait et quand je n'avais plus le boulot, je retournais dans mon village, j'ai fait la ville au moins trois fois, je n'avais pas trouvé un travail permanent à Jadotville, c'est ainsi que j'ai acheté un appareil photo et je suis devenu le seul photographe dans la région de Ntondo-Bunkeya et j'ai formé d'autres photographes. La ville était attrayante surtout pour ceux qui évitaient les travaux champêtres, allaient trouver un petit boulot en ville. A leur retour, ils étaient éveillés, et au retour nous étions des hommes civilisés du village, bon habillement, respectés de tous, nous n'épousions que les femmes du village car elles étaient respectueuses. Les femmes n'allaient pas seules en ville, en cas de divorce, quand elles revenaient, elles étaient vite récupérées par d'autres.⁴⁴⁰

En dehors de toute considération économique ce témoignage soulève la question du genre, il perpétue en quelque sorte l'idée de l'infériorité de la femme par rapport à l'homme. Les hommes sans moyens évitent ou n'ont pas la possibilité d'épouser les femmes en ville, se rabattent sur celles du village qu'ils estiment. Les femmes venant de la ville sont vite prises par les grands du village (chefs de village, commerçants, enseignants, clercs) Elles constituent des biens de prestige. La question du genre n'étant pas notre préoccupation, nous clôturons ce chapitre en parlant de la fin du règne du mwami Mwenda Munongo.

II.5 La fin du règne de Mwenda Munongo Mutampuka

Le rapport administratif de l'an 1949 présentait Mwenda Munongo, bien que plus âgé, comme encore vigoureux et très autoritaire, se déplaçant peu en dehors de son groupe et jouissant d'une autorité toute nominale sur les groupes soumis à son autorité et bénéficiant du prestige attaché aux enfants de M'siri. A cela s'ajoute le fait d'avoir acheté un camion en fin d'année lui permettant de s'en servir dans beaucoup de ses déplacements.⁴⁴¹ Mais les rapports des années 1952, 1953 et 1954 parlent d'un chef affaibli par le poids de l'âge et de la maladie

⁴⁴⁰ « Entretien avec le représentant administratif et le représentant coutumier du chef de groupement Ntondo ».

⁴⁴¹ « Rapport annuel AIMO territoire de Jadotville », 1949, 19.

et n'ayant plus d'autorité sur ses sujets. Ces rapports envisageaient déjà à sa disparition, la suppression de la chefferie et son remplacement par un secteur.

L'autorité du chef Mwenda s'est fortement affaiblie ces dernières années. Un chef comme Kasongo Mutobo ne se soucie plus guère du Mwenda de Bunkeya. Il en est de même avec les chefs des groupements de Mokabe Kazari et Mbebe. Sans doute sera-t-il opportun de constituer à la mort de Mwenda, un secteur qui serait fourni par les groupes : Mutobo, Mbebe, Mokabe, Nguba, Mwenda-Munongo.⁴⁴²

Mais cela ne fut pas réalisé et on ne connaît pas les raisons de l'échec de ce projet. Pour Grévisse, c'est l'intervention d'une autorité supérieure qui a dû empêcher la matérialisation de ce projet.

A l'époque, l'autorité territoriale de Likasi, au niveau de district et du territoire, était exercée par des fonctionnaires ayant fait carrière dans des bureaux ou dans d'autres régions du Congo. Ils étaient, pour autant qu'ils les connussent, peu sensibles à l'histoire et aux coutumes locales. Ils en vinrent à envisager et à proposer la disparition de la chefferie yeke et sa transformation en un secteur devant n'avoir plus ni identité ni cohésion. Il n'est que par des démarches d'une très haute personnalité auprès de S.M le Roi que le pouvoir yeke put être sauvé une nouvelle fois.⁴⁴³

Tout laisse croire qu'une certaine catégorie d'autorités coloniales tenait à la survie de l'empire yeke même au moment où cet espace (Chefferie de Bayeke) ne remplissait plus les critères administratifs de son maintien comme structure coutumière.

En 1955, suite à l'état de santé déficient du grand chef Mwenda Munongo, son autorité ne fut que théorique sur les divers groupes de la chefferie. Il est à noter qu'en cette année, le chef Mwenda fut arrêté le 17 décembre pour rapt, séquestration, assassinat et anthropophagie et emmené à la prison de Jadotville. En effet l'affaire de "muntu-mbushi" c'est-à-dire homme-chèvre éclata à Bunkeya. Il existe une coutume de sacrifice d'une chèvre pour obtenir la guérison du chef, au lieu de ce sacrifice rituel d'une chèvre, c'était celui d'un jeune enfant qui pouvait guérir un chef. Or un enfant de deux ans avait disparu à Bunkeya. Une spectaculaire enquête judiciaire conduisit à mettre le mwami en cause et en prévention. Était-ce vérité ou intrigue ? Magabwa croit qu'il s'agissait là d'un coup monté par les missionnaires bénédictins qui, avec l'appui de monseigneur de Hemptinne, voulaient obtenir la quasi-totalité de la plaine fertile de Bwatobongo. Mutampuka s'en était farouchement opposé. C'était pour

⁴⁴² « Rapport annuel AIMO territoire de Lubudi », 1952, 24.

⁴⁴³ F. Grévisse, « La lignée », 616-7

le noyer et précipiter sa mort.⁴⁴⁴ Entre-temps, à l'intervention du Parquet général, l'enquête avait tourné court et Mwenda était rentré chez lui. Pour Magabwa, propos soutenu aussi par Adelin Kashoba, les missionnaires avaient corrompu les parents de cet enfant. Ces missionnaires auraient caché cet enfant à Kolwezi et l'auraient envoyé plus tard en Europe. Godefroid Munongo aurait suivi de près le dossier même des années plus tard, mais selon toujours Magabwa, le feu monseigneur Kabanga, archevêque de Lubumbashi, aurait brouillé toutes les pistes. En ce temps-là, une correspondance d'Antoine faisait allusion aux difficultés de retracer le fait avec objectivité. « *Vous m'encouragez à poursuivre la réhabilitation de la mémoire de mon père. Cette réhabilitation je la poursuivrai jusqu'à ce je l'obtienne, bien que cette tâche soit dangereuse. Dangereuse elle l'est, puisque mon frère Godefroid Munongo qui a eu l'audace de parler de certains éléments recueillis est traité d'ennemi de l'église catholique.* »⁴⁴⁵

Le rapport administratif dressé à la suite de l'arrestation du Chef Mwenda Munongo en date du 16/12/1955 démontrait clairement la véracité des faits⁴⁴⁶. Selon l'administrateur de territoire de Lubudi de l'époque, M. Bourgaux, le mwami et ses notables furent symboliquement arrêtés mais l'affaire fut classée sans suite et le rapport demeura confidentiel. Les personnes belges au courant de l'affaire furent mutées.⁴⁴⁷ Les autorités coloniales n'osaient pas, apparemment, s'attaquer à Mutampuka le dernier fils de M'siri. Leur attitude prouve à suffisance la collaboration ou mieux, la complicité mutuelle du pouvoir colonial avec le pouvoir yeke.

En avril 1956, mwami Musanfya mourrait à l'âge de 81 ans. Kashoba Jean-Marie soutient que le mwami est mort pour n'avoir pas respecté les prescrits de la coutume. En effet, la coutume yeke interdit à tout mwami de voir les tombes de ses ancêtres sous peine de pouvoir rejoindre ces derniers dans les pays des morts. Forcé par l'autorité coloniale de se rendre au cimetière, pays de ses ancêtres défunts, pour une visite d'enquête judiciaire menée

⁴⁴⁴« Entretien avec monsieur Magabwa ».

⁴⁴⁵Archives CERDAC, « Lettre d'Antoine Munongo adressée à monsieur Verbeken, commissaire de district honoraire du Haut-Katanga, le 10 mai 1956 ».

⁴⁴⁶Rapport administratif dressé suite à l'arrestation en date du 16/12/1955 du Grand Chef Mwenda Munongo de la C.I. des Bayeke, 24 décembre 1955.

⁴⁴⁷Lettre de M. Bourgaux à Erik Kennes le 22 septembre 2007, E.Kennes, « Fin du cycle », 536.

au niveau de Bunkeya, le mwami Musamfya viola par là un des interdits majeurs que lui impose la coutume et en mourut quelques semaines plus tard.⁴⁴⁸

Conclusion partielle

Ce chapitre a étudié la situation sociale de Bunkeya depuis le début de la seconde guerre mondiale jusqu'à la mort de Mwenda Munongo dont le règne était controversé. Pendant cette période, l'attention du colonisateur était plus tournée vers le monde urbain que le monde rural. L'avènement de Mutampuka à la tête de la chefferie des Bayeke n'avait pas été accepté par bon nombre d'observateurs coloniaux, ces derniers estimaient que ce chef n'était pas à la hauteur de son prédécesseur parce qu'illettré. Les circonstances de l'heure, l'appui inconditionnel de tous les notables d'une part et de toute la population, ont poussé le pouvoir colonial à entériner ce choix. Pour le conseil des notables ce choix était guidé par le souci de prévenir un possible affrontement entre descendants des chefs prédécédés (Mukanda Bantu et Kitanika). C'est pourquoi le conseil des notables prit la décision d'épuiser la génération des descendants directs de M'siri.

Dans le cadre de la gestion des affaires administratives, Mutampuka poursuivit dans les premières années l'œuvre de son prédécesseur Kitanika. Il était assisté, dans sa tâche par son jeune frère Joseph Kazembe qui se montrait compétent pour ce qui concerne la tenue des documents administratifs. Notons que Joseph Kazembe était interprète au parquet d'Elisabethville et avait démissionné de ses fonctions en ville pour venir aider son frère dans l'administration de la chefferie.

Mwenda fit l'objet d'une remontrance de la part de l'administration coloniale pour ne s'être pas opposé assez vigoureusement à des propagandistes du Kitawala et d'un autre mouvement dénommé Kamutshape dans sa chefferie. Cela apparut aux yeux de l'autorité comme un abus de confiance car même les notables et policiers avaient adopté la même attitude en soutenant ces mouvements qualifiés de subversif. Malgré ce passage à vide, dans le cadre des travaux publics et jusqu'à l'âge très avancé, Mwenda Munongo fut actif dans sa circonscription, la parcourant avec les pauvres moyens et dans l'inconfort inhérent à la situation matérielle réservée aux autorités coutumières par une administration particulièrement ingrate à leur endroit. Il put faire réaliser la liaison routière Bunkeya-Kalonga.

⁴⁴⁸J.M.Kashoba Mabindi, « Mode », 63.

Une attention particulière a été portée sur la participation de la population du territoire de Jadotville en général et celle de Bunkeya en particulier à l'effort de guerre. L'agriculture dans le territoire de Jadotville pendant la seconde guerre mondiale était calquée sur les orientations de la politique agricole définie à partir de la période de la grande dépression. Elle était caractérisée par la généralisation des cultures obligatoires. Entre 1940 et 1942, l'effort de guerre agricole fut imposé par-ci, par-là au gré de la demande alliée et devint effectif et généralisé en 1942, quand l'Etat fit passer la durée annuelle de ses impositions culturales- y compris la cueillette de 60 à 120 jours dont 60 jours pour l'effort de guerre. Les cultures obligatoires subirent une forte majoration en emblavures. En territoire de Jadotville, et par homme adulte valide vivant dans les circonscriptions coutumières, des emblavures furent imposées (en ares). L'effort de guerre avait pesé lourdement sur les régions les plus accessibles et les plus fertiles de ce territoire.

Un événement d'ordre économique qui mérite aussi une attention particulière était la reprise industrielle en 1940-1941 dans le cadre de l'effort ; l'exode des populations vers les entreprises européennes n'avait fait que s'accroître au cours de l'année 1941, à tel point que le nombre de planteurs avait baissé. Les conditions de vie imposées aux villages étaient si écrasantes qu'elles forçaient la population jeune adulte à gagner la ville et les camps ouvriers qui devenaient non seulement des centres d'emploi, mais surtout des centres plus sécurisants que les villages.

Dans le cadre de l'éducation, Bunkeya profita de l'encadrement de l'enseignement par les missionnaires Bénédictins. Pendant la seconde guerre mondiale, l'école normale de Kapolowe fut transférée à Bunkeya. L'encadrement des instituteurs-catéchistes était bien assuré. L'école artisanale continuait à former les hommes de métier, maçons, tailleurs et menuisiers. Les élèves sortis de l'école primaire de Bunkeya étaient orientés les uns vers le petit séminaire de Kapiri généralement des élèves brillants issus de familles et les autres vers l'école normale de Kapolobwe. Les meilleurs finalistes de l'école artisanale étaient inscrits à l'école professionnelle de la Kafubu à Elisabethville. C'est autour des années 1950 que sortiront du séminaire et de l'école normale, la grande élite yeke qui fera son apparition dans les divers domaines de la vie publique congolaise.

Pour éviter au maximum les troubles semblables à ceux qui avaient secoué le Congo belge au cours de la seconde guerre mondiale, une nouvelle politique sociale fut mise sur pied au lendemain de la guerre. Elle a été caractérisée par un certain nombre d'éléments dont la

création des foyers sociaux, dans les centres extra-coutumiers et dans les camps militaires, la création d'organismes, chargés de résoudre les différents problèmes des Noirs. A propos des organismes chargés de résoudre les problèmes des Noirs, il faut citer le CEPSE, le FBEI. Bunkeya fut inscrit sur la liste des villages devant être desservis par le Fonds du Bien-être Indigène grâce à la présence de l'ancien administrateur de territoire monsieur Montenez, devenu secrétaire général de l'organisme à Bruxelles. Pour soutenir son action en plusieurs endroits, le FBEI se référait aux missions chrétiennes, tel fut le cas de Bunkeya. Dans cette région, on confia aux prêtres et religieuses des fonds pour les consultations de nourrissons, la construction et l'aménagement des écoles artisanales, la construction, l'équipement et l'aménagement des écoles ménagères à Mukabe et à Bunkeya.

Bunkeya eut le privilège de recevoir non seulement une ambulance automobile et des fonds pour la Goutte de lait, les soins aux vieillards de l'hospice mais aussi les produits pharmaceutiques du dispensaire. La mission bénédictine de Bunkeya reçut également des fonds pour l'encadrement d'un groupement à tendance morale dénommé « Les anciens de M'siri ».

Enfin, Les rapports entre villes et villages étaient caractérisés, de la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à la période d'après les indépendances par le phénomène de l'exode rural engendré par le boom économique d'après la seconde guerre mondiale. Le mouvement va se poursuivre, dans une sorte d'euphorie mêlée d'inquiétude pour les pouvoirs coloniaux, jusqu'à quelques années après l'indépendance. Si la ville attire, c'est d'abord parce qu'elle est conçue comme l'occasion de réussir vite sur le plan financier. Les relations entre Bunkeya et ses environs se traduisaient par ce flux migratoire, des petits travailleurs saisonniers, ceux qui faisaient des va-et-vient entre les centres urbains et les villages.

IIIème Partie : Décolonisation, évolution sociale de Bunkeya (1956-1992)

Chapitre I : Antoine Munongo et l'évolution sociale de Bunkeya

Ce chapitre retrace l'histoire de Bunkeya au regard du règne d'Antoine Munongo qui monte au trône en juillet 1956 au moment où le Congo commence à connaître l'influence du mouvement de décolonisation. Bunkeya s'est choisi à cette période le chef coutumier le plus instruit du Congo. Il s'agira d'étudier l'évolution sociale de Bunkeya dans un contexte général se référant à l'histoire du Congo et du Katanga. 4 ans après son investiture, c'est la fin de la colonisation et le début d'une ère nouvelle. Les structures politiques, économiques et sociales ont subi des modifications. En tant que chef instruit, quelles transformations apporte-t-il à l'évolution sociale de sa chefferie. Une place de choix est réservée au facteur individuel dans l'évolution sociale de Bunkeya au cours du règne d'Antoine ainsi qu'à celui de son successeur Godefroid Munongo. La biographie d'Antoine nous permet de mieux comprendre sa place dans l'histoire générale du Katanga et celle de Bunkeya en particulier.

Face au mouvement de décolonisation, certains auteurs pensent que les chefs traditionnels avaient tenté de retrouver leur gloire et leur prestige perdus pendant le régime colonial. Ces chefs se sont transformés en alliés naturels des élites nationalistes en milieu urbain qui cherchaient à faire disparaître le colonialisme et à arracher le pouvoir de leurs maîtres coloniaux réticents. Dans cette perspective, les autorités traditionnelles africaines sont devenues les pivots dans les mouvements de libération. En conséquence, ils ont combattu côte à côte avec les acteurs politiques nationalistes dans la croisade pour se libérer de la domination étrangère et à forger leur propre identité socio-économique et politique et leur destin.⁴⁴⁹ Antoine Munongo était un des rares chefs traditionnels instruits de tout le Congo. Il a su tirer l'épingle du jeu et s'allier avec celui qui pouvait aider l'autorité coutumière à revendiquer ses droits. L'histoire de Bunkeya ne peut être mieux appréhendée qu'en l'insérant dans l'histoire de la décolonisation du Congo marquée par une lutte entre nationalistes « unitaristes » tenant à faire l'autorité coutumière, et nationalistes « fédéralistes »

⁴⁴⁹Walima T.Kalusa, "Traditional rulers, nationalists and the quest for freedom in northern Rhodesia in the 1950," dans J.Bart, M.Hinfelaar et G. Macola, *Living the end of Empire, politics and society in the late colonial Zambia*, Brill, Leiden-Boston, 2011, 67-90.

soutenant le pouvoir traditionnel. Dans le cas des Yeke, le colonialisme apparaît comme un moyen de renforcer leur pouvoir sur leurs propres rivaux et suiveurs.

Dans la marche vers les indépendances les colonies britanniques étaient plus avancées que l'Afrique belge, Grâce à la pratique de l'administration indirecte et surtout grâce à la formation universitaire plus anciennement et plus largement accessible aux colonisés. Au Congo, l'intention de remettre les institutions politiques aux élites formées fut une ambition de dernière minute.

1.1 Biographie d'Antoine Munongo

Antoine Munongo est né le 1er janvier 1905 à Kibanda, en pays luba où vivait alors son père Mwenda Munongo Mutampuka qui y exerçait les fonctions de résidant yeke, fonctions qui lui avaient été confiées par son frère Mukanda Bantu. Sa mère Moroi, était une femme muluba de Kabengele dans l'actuel territoire de Bukama. Le jeune Antoine passa les 5 premières années de sa vie à Kibanda ; à la fin de 1910, il quitta cette localité en compagnie de ses parents pour s'installer à Bunkeya. Vers 1913, il fréquente l'école de la Garenganze Evangelical Mission de Bunkeya. Désireux de poursuivre ses études, il manifeste un intérêt de se rendre dans les centres urbains ; son père l'en dissuade car à l'époque, l'enfant était de santé précaire. La guerre de 1914 éclate. Antoine se souvient très bien des caravanes de soldats qui traversaient Bunkeya pour se rendre dans le Nord du pays. En 1916, profitant d'une absence de son père à Bunkeya, Antoine se joint à un groupe de voyageurs et s'enfuit à Kambove où il retrouve son oncle Kazembe Lumanga qui était employé chez un fonctionnaire européen. Cet Européen, frappé par l'étonnante précocité de l'enfant l'initie à certains travaux intellectuels ; Antoine en profite pour améliorer ses connaissances en lecture et écriture. En 1917, toujours par le truchement des caravanes, il rejoint un autre oncle Joseph Kazembe qui était cuisinier chez les Pères Salésiens au Collège Saint François de Sales. Antoine assistera cette année-là, au retour des premiers soldats congolais revenant de la guerre, c'était devant l'Hôtel Albert 1^{er}.⁴⁵⁰ A cette époque, les Pères Salésiens proposent à Antoine d'entrer comme interne au collège ; mais le jeune Munongo a le caractère trop indépendant, il décline l'offre et, à l'insu de tous, suit les cours des grands élèves par la fenêtre, une ardoise à la main. En 1919, l'oncle Kazembe Joseph décide de s'en retourner à Bunkeya ; Antoine devra l'accompagner. Sur insistance de Mgr Sak, Antoine acceptera l'épreuve de l'internat. En effet,

⁴⁵⁰ Archives CERDAC, « Etat du Katanga, Secrétariat d'Etat à l'information. Biographie des personnalités katangaises (1960-1961) », numéro 19, Elisabethville, 1961

après une école primaire commencée à l'école de Bunkeya, poursuivie à Kambove et chez les Pères Salésiens d'Elisabethville et de la Kafubu, Antoine Mwenda Munongo apprit la typographie avant de suivre le cycle complet des humanités anciennes, chez les Salésiens de 1920 à 1926. Puis il suivra seul les cours de philosophie pendant deux ans.⁴⁵¹ C'est Monseigneur SAK, préfet apostolique de la mission salésienne qui s'attacha tout spécialement à lui. Sous sa direction, il fit des études primaires, s'engagea un moment dans une section professionnelle, puis suivit l'enseignement secondaire.

En 1929, à l'occasion de la béatification de Saint Jean Bosco, patron des Salésiens, Antoine Mwenda Munongo est désigné par les Pères pour représenter l'œuvre salésienne au Congo à cette grandiose manifestation. Il se rend ainsi pour la première fois en Europe, où il restera pendant six mois, visitant Rome, Turin, Paris et la Belgique. Fin 1929 il rentra au Katanga et s'initia à la pédagogie en donnant le cours de français à la Kafubu. Au début de 1931, il repart pour l'Europe et y reste jusqu'en 1935. Il y suit avec succès, à l'institut Orban de Xivry à Grand Hailleux(Farinières), un an (la troisième) de Philosophie et trois ans de théologie. De retour au Congo, il suivra la quatrième de théologie au Grand Séminaire Sainte-Thérèse de Kabwe au Kasaï, chez les Pères de Scheut.⁴⁵² Mais contre toute attente, il renonce à la prêtrise et regagne le Katanga à la fin de 1935. Selon ses proches, il n'avait pas su supporter la ségrégation raciale qui se vivait au Grand Séminaire de Kabwe, lui qui avait déjà fait de longs séjours en Europe.⁴⁵³

Depuis lors il exercera plusieurs fonctions : enseignant des cours de français et de cibemba à Kipushia en territoire de Sakania en 1936, moniteur à l'institut saint Boniface en 1937. Il transite par la Banque Belge d'Afrique qui deviendra Union zaïroise des Banques ou Union congolaise de banques. Kashoba dit qu'il fut le premier noir à avoir un compte dans cette institution financière.⁴⁵⁴ En 1938, il deviendra interprète ; fonction qu'il exercera jusqu'en 1956, année de son investiture comme Mwami de Yeke.

Le 27 mai 1937, il épousa à Elisabethville mademoiselle Virginie Kabuswe, jeune musanga du village Kapenga, non loin de Kalabi en chefferie M'Pande. Elle lui donna 13

⁴⁵¹Lwamba Bilonda, « Les Bayeke », 12.

⁴⁵²« Etat du Katanga, Secrétariat d'Etat à l'information. Biographie des personnalités katangaises (1960-1961), numéro 19, Elisabethville, 1961.

⁴⁵³« Entretien avec monsieur Jean-Marie Kashoba »

⁴⁵⁴*Ibid.*

enfants dont huit(cinq fils et trois filles) étaient en vie lors de son investiture. Au fil de temps, l'aîné, Bernard Munongo, allait conquérir un doctorat en droit à l'Université Catholique de Louvain avant de devenir le secrétaire de Moïse Tshombe et mourir en 1980, à Kinshasa où il avait ouvert un cabinet d'affaires très remarqué. D'autres garçons ont fréquenté les universités de Montpellier et de Bruxelles. L'aîné au moins des filles est docteur en droit de l'Université Libre de Bruxelles.

En qualité d'interprète, il eut l'estime de tous ses chefs successifs, pendant dix-huit ans. Grévisse en donne un témoignage épatant :

Jeune homme avenant, crâne yeke très caractéristique, souriant, plein d'humour, il était d'une élégante courtoisie. L'expérience pédagogique acquise comme étudiant et enseignant, il la mettait au service de ses fonctions judiciaires. Traduisant l'une ou l'autre des nombreuses langues parlées dans la région, il se servait de ses mains et des inflexions particulièrement expressives de sa bouche et de sa voix pour souligner la manière dont il avait posé une question et celle dont le prévenu où le témoin y avait fait réponse. Il semblait désarticuler intentions et sentiments en même temps que les mots qui les avaient exprimés. Un conflit ayant surgi en sous chefferie Kashiobwe, sur les rives du Lualaba, le tribunal de district, présidé par nous, se rendit sur les lieux et siégea au soleil, sur la place publique. Nous eûmes ainsi l'occasion de filmer Antoine Munongo dans l'une de ses plus remarquables prestations. Elle l'était par la virtuosité qu'il mettait dans l'exercice de ses fonctions d'interprète.⁴⁵⁵

Homme de culture, Antoine Mwenda Munongo a été le premier président élu du cercle Léopold II " Travail et Progrès " pendant la guerre de 1940-1945, correspondant du CEPSI, il a publié dans plusieurs organes de l'époque, le bulletin du CEPSI, le bulletin des juridictions indigènes, Jeune Afrique, Le Musée Vivant et Lovania. Il est un des rares noirs congolais de l'époque, totalisant 11 publications dont la plupart portent sur l'histoire et la culture des Bayeke. Correspondant à l'Union Africaine des Arts et Lettres, il était aussi membre du cercle Saint Benoit de la Paroisse bénédictine Saint-Jean de Kamalondo à Elisabethville. Comme homme de culture, il a su trouver les éléments de discussion dans sa propre culture, Grévisse ne manque pas d'éloge à son endroit : « Ces sujets, il les trouvait dans l'épopée yeke. Il y avait été doublement sensibilisé. D'abord par la lecture d'une publication rhodésienne appelée « Fya Bukaya » en cibemba qui signifie : choses du pays. Elle relatait l'épopée bemba et ushi dont l'initiateur avait été ce Kiti Mukulu qui amena son monde des rives de l'Atlantique jusqu'au cœur même du continent africain. En trois petits volumes, Fya Bukaya faisait

⁴⁵⁵F.Grévisse. « La lignée », 618.

l'historique de l'installation des Bemba, de leurs rapports avec les Lunda du Kazembe envoyés dans leur foulée par le Mwant Yav. Des démêlés aussi de ces Lunda avec M'siri, des victoires de celui-ci et de l'instauration d'un pouvoir yeke dans un pays à qui un petit chef local, Katanga, donnait son nom grâce aux actifs fondeurs de cuivre dont il était à la fois l'animateur et le bénéficiaire. Fya Bukaya renvoya ainsi Antoine Munongo aux «Mémoires de Mushidi ou Mukanda Bantu». En les confirmant pour l'essentiel, naquit alors dans l'esprit d'Antoine l'idée de compléter l'histoire de ses ancêtres en recueillant tous les souvenirs disponibles au Congo. Il lui fallait également retourner un jour aux sources, dans l'Unyamwenzi, pays d'origine des Yeke.⁴⁵⁶

Cet intérêt pour tout ce qui regarde son peuple a une histoire. Pendant près de 40 ans, Antoine Munongo avait subi l'influence de la civilisation occidentale et dédaignait supérieurement tout ce qui avait trait aux lois et coutumes africaines. Un beau jour, son oncle Mwenda Kitanika décida de l'intéresser à l'histoire du peuple yeke et lui fit lire les récits de son oncle Mukanda Bantu : Antoine semble mordre à l'hameçon, mais sans trop d'enthousiasme. Un autre jour, son père Mwenda Munongo organise en 1945, une grande fête coutumière ; danseurs et danseuses rivalisent sur la grand 'place de Bunkeya, au son des tambours ; après les danses, des chanteurs sont invités à venir chanter chez le grand chef. La sœur de ce dernier entonne une vieille chanson dont l'origine se perd dans les temps, une vieille chanson du pays d'origine des Yeke. C'est à l'audition de cette chanson, belle et pure, que le futur Mwenda subit une sorte de coup de foudre pour les choses du passé yeke.⁴⁵⁷

Une seconde incitation lui vint à la lecture de l'étude consacrée aux Yeke rédigée par Fernand Grévisse dans la revue « Société d'Etudes Juridiques du Katanga », animée par le procureur général A. Sohieret le procureur du Roi P. Van Arenbergh. Absent de chez lui durant la plus grande partie de sa jeunesse, ce qu'il ne se représentait que vaguement lui fut brusquement révélé dans son ensemble : la coutume yeke. Il pénétra cette étude de tout cœur, la disséquant avec toute l'attention dont il était capable. Elle devint pour lui une source d'obsession. Il fit aussitôt œuvre originale et pénétra au plus intime de son peuple en ressemblant les chants historiques des Yeke. Il les traduisit, les commenta et y joignit les annotations musicales de Joseph Kiwele, musicologue de grand talent. La plupart de ces

⁴⁵⁶*Ibid*

⁴⁵⁷ « Etat du Katanga, Secrétariat d'Etat à l'information, service de presse numéro 19, biographie des personnalités katangaises ».

chants ont été publiés par le bulletin des juridictions indigènes et du droit coutumier créé par A.Sohier. Ce dernier soutenait les Yeke dans les circonstances difficiles telle l'affaire Muntu-Mbushi qui avait ébloué Munongo Mutampuka.

Puis vint le voyage en Unyamwezi, ardemment souhaité par Antoine, autorisé par son père et préparé par les missionnaires catholiques. Le compte rendu de ce voyage a été publié en octobre 1952 dans le journal Nyota de Lubumbashi. Antoine a révélé au cours de sa narration l'attitude à l'égard des chefs coutumiers des autorités britanniques, pour qui une politique d'administration indirecte n'était ni simple thème d'école ni une routine. Il insista sur les droits de recours préalables de tout mwami menacé d'une mise en prévention. Il s'en souviendra sûrement lors de l'enquête judiciaire menée sans doigté à l'encontre de son père. Autre travail littéraire de belle venue: la présentation en français des souvenirs historiques rédigés en yeke par Mwenda Kitanika et son notable Mpande Mulindwe.⁴⁵⁸

Avant le voyage de l'Unyamwezi, dans le cadre de ses recherches sur l'histoire et la culture yeke, il se rendit en 1939 et en 1946 à Mulongo en territoire luba pour visiter l'ancienne femme de M'siri, la mugoli Mahanga, et son fils Mafinge et recueillir auprès d'eux, de nombreux témoignages sur l'histoire glorieuse des Yeke. Grand voyageur, Antoine Munongo a visité plusieurs pays, entre autres, la Rhodésie du Nord (Chez le Chef Kazembe du Luapula), la Belgique, la France, le Luxembourg et l'Italie à diverses reprises, l'Afrique du Sud en 1934. Il rendit visite à son confrère le grand-chef Kasongo-Nyembo des Baluba en 1944. Antoine Munongo était détenteur de la carte du mérite civique depuis 1953, détenteur de la décoration de « l'effort de guerre 1940-1945 », de l'ordre de Léopold, Monseigneur de Hemptinne le décora d'un insigne religieux.⁴⁵⁹ Il deviendra le 5ème mwami des Yeke en 1956. Voyons à présent son parcours à Bunkeya.

1.2 Les structures politiques

Cette section présente l'évolution politique de Bunkeya depuis l'investiture d'Antoine Munongo en 1956 jusqu'à sa mort en 1976.

⁴⁵⁸F.Grévisse, « La lignée », 619.

⁴⁵⁹« Etat du Katanga, Secrétariat d'Etat à l'information, service de presse numéro 19, biographie des personnalités katangaises ».

I.2. 1 L'investiture d'Antoine Munongo

L'idée de remplacer Mwenda Munongo par un jeune rencontrait la préoccupation de l'administration coloniale. On se rappellera, et nous l'avons souligné dans le chapitre précédent, qu'en son temps le commissaire de District avait adressé une lettre au gouverneur au sujet de la succession de Mwenda Kitanika. Il soutenait l'idée de placer à la tête de la chefferie des Bayeke un chef très instruit, jeune capable de suivre le progrès conformément aux prescriptions du décret du 5 décembre 1933.⁴⁶⁰ C'est dans ce contexte qu'Antoine Mwenda Munongo parvint au pouvoir grâce à l'intervention du Gouvernement colonial et du pouvoir ecclésiastique d'alors (principalement Monseigneur Jean-Felix de Hemptinne). Le pouvoir ne lui revenait pas. Selon la coutume et le compromis trouvé lors de l'investiture de Mwenda Mutampuka, dernier fils de M'siri, ce sont les descendants de Mukanda-Bantu qui devaient succéder à Mutampuka. Le conseil des notables avait élu Wanyuzi Kakupa, fils aîné de Mukanda-Bantu, un infirmier. Il semble qu'un conflit de succession persistait. Antoine Munongo n'avait pas fait acte de candidature. Il était chrétien et ne pouvait et ne voulait pas se soumettre à tous les rites coutumiers d'accession au pouvoir. Il avait par ailleurs une bonne situation et devrait y renoncer pour n'avoir plus, en compensation de lourdes charges, que la maigre rémunération d'un chef coutumier.

Et cependant, le conseil des notables le prit en compte. L'un de ces anciens, Mpande Mulindwa Hubert, s'en est expliqué: «Nous avons voulu choisir un homme qui soit au courant des « maneno ya basungu namaneno ya bapadri », un homme capable de traiter les affaires du gouvernement et de l'église, apte à conjuguer passé et présent en modelant l'avenir. Cette détermination à adapter les institutions locales à l'évolution telle prescrite par le législateur de 1933, marqua une étape de plus dans le mouvement des transformations qui s'opérait dans la coutume. Comme nous le verrons dans les lignes qui suivent, le règne d'Antoine Munongo apportera quelques modifications aux structures politiques locales. Mais un groupe d'intellectuels yeke résidents à Elisabethville avaient adressé une pétition aux autorités coloniales, exprimant leur mécontentement sur la manière dont Antoine avait été désigné chef des Yeke.⁴⁶¹

⁴⁶⁰ « Lettre du commissaire du district au sujet de la succession du grand chef Mwenda Kitanika, le 30 mai 1940 »

⁴⁶¹ Archives CERDAC, « Lettre de protestation contre la désignation d'Antoine Munongo au trône de Bunkeya sous l'influence des bénédictins et de l'administration », Elisabethville, 1956.

L'investiture coutumière eut lieu dans la nuit du samedi 7 juillet au dimanche 8 juillet 1956. Après la remise des insignes du pouvoir, les « Bilungu », le dimanche matin ; le Mwami assista à une messe dominicale solennisée en son honneur. Antoine Munongo est donc investi selon le rituel yeke qui n'a rien d'offensant pour ses convictions selon Grévisse. Difficile à prouver lorsqu'on sait que pour devenir mwami, on passe obligatoirement par un rite incestueux (rapport sexuel avec sa mère) Il prend le surnom de Luhinda Shyalo(ou Kyalo), le gardien des terres ancestrales ; soulignant ainsi l'un des problèmes politico-sociaux du moment, celui des «terres indigènes». Il sera investi officiellement le 14 octobre de la même année.

Mais succéder signifiait coutumièrement aussi prendre possession des épouses délaissées par le chef défunt, à l'exception de l'Inamfumu, la mère du nouvel investi, qui, dès l'intronisation, est radicalement et définitivement séparée de son fils, jusqu'à sa mort et son inhumation y compris. C'est à ce niveau que l'on peut situer le rituel incestueux cité ci-haut. Antoine Munongo fait expliquer aux notables, par le Supérieur de la mission bénédictine, la signification profonde des croyances chrétiennes relatives à la monogamie. L'implication de la mission et de l'administration se laisse voir à travers le message que l'Administrateur du territoire de Lubudi présent à la cérémonie de l'investiture adresse aux femmes du chef défunt. Voici comment le Père Bernardin rapporte l'événement :

Le lendemain lundi matin, le Père Boniface et l'administrateur se rendirent chez le chef pour la formalité de la libération des femmes. Antoine étant un chef chrétien ne pouvait pas et ne saurait reconnaître d'autres femmes que son épouse légitime. La coutume oblige le chef à prendre pour épouses toutes les femmes du chef défunt principalement la première qui est toujours muyeke et qui a reçu les honneurs d'un kilungu pour elle. Cependant l'Administration tente à abolir la polygamie parmi les chefs. Etant donné les circonstances l'Administrateur a proclamé la liberté des femmes en présence du chef et de nombreux assistants ; ensuite il leur a demandé si elles avaient quelque chose à dire. Kapapa s'est levée et dans un verbiage manquant, certes, délicatesse, elle a exprimé sa joie d'être libérée, car avec le chef défunt, elle n'a jamais été libre et qu'elle menait une vie d'esclave et de souffrance ; les autres femmes se contentèrent d'acquiescer.⁴⁶²

Mais les notables Makobeko et d'autres firent des discours pour convaincre Antoine pour qu'il reprenne les épouses de son père : « Tu seras un petit chef isolé sur ta termitière mais qu'en ayant un harem bien fourni tu deviendras vite un grand chef ». Le nouveau chef

⁴⁶²Archives Archidiocèse de Lubumbashi, dossier mission Bunkeya, A.Bernadin, « Bunkeya, l'investiture coutumière du chef Antoine Munongo, petit-fils et quatrième successeur de M'siri », juillet 1956.

investi demeura ferme. Il se leva et s'exprima en ces termes : « *Vous m'avez choisi tout à fait autrement, avant d'accepter cette lourde charge, je vous ai dit que j'étais chrétien et que si vous me choisissez pour chef je désirais rester chrétien et ne pas devoir être astreint aux coutumes contraires à la foi chrétienne.* »⁴⁶³ Il sera chef, mais monogame. Son épouse n'exercera pas les prérogatives de la « Nihanga ». Les veuves de son père conserveront leur autorité dans leurs quartiers respectifs. A toutes il promet de les soutenir en cas de besoin.

Le règne d'Antoine commence avec des profonds changements sur le plan politique et culturel tels que ce refus de reprendre les femmes du chef défunt au nom de la foi chrétienne. Cela rencontre les vœux de l'administration qui tenait à abolir à tout prix la polygamie des chefs coutumiers. Ce règne ne mettrait-il pas en opposition valeurs ancestrales et valeurs occidentales ou aurait-il dû signifier ajustements successifs sans déracinement culturel ? Antoine tentera, tout au long de son règne, d'allier modernité et coutume. Quel changement apporte-t-il dans l'évolution des structures politiques et culturelles yeke à Bunkeya ? Quelle est sa place dans l'évolution politique du Congo et du Katanga ? Tel est l'objet de la section suivante.

I.2.2 L'évolution politique de Bunkeya sous Antoine Munongo

Deux changements importants sur le plan de la politique ou des structures politiques coutumières méritent bien une attention particulière. Le premier est sans doute celui qu'Antoine apporte au lendemain de son investiture. Le refus de la polygamie des chefs entraînant la perte des prérogatives de la Nihanga par son épouse. Le second est la suppression de la fonction du grand prêtre sacrificateur appelé « Mfumu ». Cette fonction était exercée par Mukonki et Makobeko, ce sont eux qui présentaient aux mânes des ancêtres les supplications du peuple. Il est bien normal que le chef chrétien ait supprimé cette fonction qui en fait, était contraire aux préceptes de la morale chrétienne. Les mânes des ancêtres n'ayant aucun rôle à jouer dans le vécu quotidien des chrétiens. En répudiant toutes les anciennes femmes du chef défunt et son père, Antoine reniait en quelque sorte les prérogatives de Kapapa, Ihozyo et de Shikeme. La première qui devrait être obligatoirement de race yeke, était la mère du peuple et dépositaire de la force vitale du chef ; n'étant pas yeke, l'épouse d'Antoine ne pouvait pas jouer pleinement ce rôle. La seconde était chargée de faire régner la paix parmi le peuple et la dernière était la gardienne des mânes des ancêtres et gardienne des objets du culte. Le seul élément culturel, qui n'avait pas subi de modification, fut la

⁴⁶³*Ibid.*

présentation des jumeaux devant le chef au moment où leurs premières dents avaient poussé.⁴⁶⁴

Sur le plan administratif, on note une succession d'efforts pour moderniser l'administration de la chefferie, notamment par la construction d'un bâtiment administratif à Bunkeya. Il organisa une série de voyages dans l'ensemble de la chefferie, à vélo, sans bagages, en compagnie de l'un ou l'autre auxiliaire. C'était là le sort fait avant 1957 à tous les chefs coutumiers, qui devaient assumer leurs responsabilités et répondre aux conventions des autorités territoriales sans disposer d'aucun moyen transport, d'aucune indemnité de déplacement. Ce n'est qu'à partir de 1959 que l'Union Minière offrit un véhicule au chef yeke.

Sur le plan des rapports avec ses voisins sanga, Mwenda Luhinda Shyalo put mériter son surnom de règne en réglant le litige territorial opposant Yeke aux Sanga. Une vieille querelle portait sur une petite terre de quelques hectares située à Kanoni, là où Mwenda Kitanika avait établi son jardin d'agrément. Elle concernait aussi les terres du bassin de la Dilomba, un affluent de la Mufufya, occupées depuis des décennies par le groupe Mutaka. Vers 1937, l'administrateur territorial de Jadotville (Likasi) s'était apaisé par un compromis enregistrant les droits ancestraux des Sanga, entérinant les droits de paisible occupation politique des Yeke moyennant tangible reconnaissance du droit foncier initial. Malheureusement, en 1956, le procès-verbal de l'accord intervenu ne se retrouvait pas dans les archives du nouveau territoire de Kambove. Luhinda put recourir au commissaire de District Grevisse, ami de longues dates, pour trouver les termes de la convention et l'aider ainsi à plaider sa cause, raisonnablement et avec succès.⁴⁶⁵

Sur le plan judiciaire, il sied de signaler la réorganisation du conseil des notables, le rajeunissement de celui-ci, longtemps attendu par le pouvoir colonial, fut l'œuvre du mwami Antoine. Sa longue expérience au parquet d'Elisabethville lui permit d'organiser tant soit peu la justice coutumière en rapport avec les différents décrets promulgués en cette matière. Honnête homme, il tint à la bonne marche des institutions de la chefferie, pour les juridictions

⁴⁶⁴Entretien avec monsieur Kalabo à Bunkeya, le 10 octobre 2012.

⁴⁶⁵F. Grévisse, « La lignée », 621. Dans les règlements des conflits fonciers entre Yeke et Sanga, le dernier groupe a toujours accusé le régime colonial de favoritisme à l'égard du premier groupe (Yeke)

indigènes, un greffier a été traduit au parquet pour vol dans la caisse de la circonscription. Mais il avait remboursé ce qu'il avait volé.⁴⁶⁶

L'attention du mwami ne se limitait cependant pas à son seul environnement immédiat. Il portait jugement sur ce qui, dans l'ordre culturel et politique, se passait dans les sphères officielles. A ce propos, pour mieux comprendre l'état esprit qu'il exprimera plus tard avec persévérance et parfois avec véhémence, il sied de jeter un bref coup d'œil sur la législation qui a vu le jour peu avant l'indépendance. Son point de vue sur les questions d'intérêt général du Congolais et sa participation aux grands forums, fit de lui un chef coutumier hors du commun, défenseur de l'autorité ancestrale. Les premiers fruits de ses interventions éloquentes pourraient être cueillis dans les procès-verbaux des conseils de gouvernement, de province et de territoire dont le mwami fit partie en 1957, 1958 et 1959.⁴⁶⁷

De 1957 à 1959, Antoine Munongo est nommé conseiller du Gouvernement Général et se rend, à ce titre deux fois par an à Léopoldville. Il s'attaque, comme nous venons de le dire, au contenu de la politique coloniale en matière indigène. Son ascension correspond à la période de la promulgation du décret du 10 mai 1957 qui remplaçait celui du 5 décembre 1933. Selon Grévisse, un agent territorial de longue expérience, estime que si le décret du 10 mai 1957 avait été promulgué dix ans plutôt, il aurait comblé d'aise les meilleurs des territoriaux. N'améliore-t-il pas les modalités de fonctionnement des circonscriptions indigènes? Ne leur octroie-t-il pas des moyens budgétaires accrus? Ne prévoit-il pas, enfin, des rémunérations plus appropriées aux besoins et aux charges des chefs? Mais ne voilà-t-il pas qu'un certain nombre de ceux-ci n'aperçoivent plus la corrélation qui leur a paru exister entre les textes législatifs antérieurs et les traités intervenus entre l'Etat Indépendant du Congo et les chefferies qui en acceptaient l'autorité ?

Selon l'analyse de ce spécialiste en matière coutumière, dont le point de vue était relayé par Antoine Munongo dans tous les forums où il participait, « le nouveau décret englobe sous l'appellation de circonscriptions, outre les chefferies, ces créations artificielles que sont secteurs, centres entra coutumiers et cités indigènes. Ainsi disparaît toute possible référence au passé. Toutes les subdivisions administratives de base sont désormais exposées aux mêmes aléas. Rien ne semble plus protéger les milieux coutumiers contre l'esprit novateur, voire l'arbitraire de l'administration dont la multiplication inconsidérée des secteurs

⁴⁶⁶ Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Lubudi », 1957.

⁴⁶⁷ F.Grévisse, « La lignée », 622.

a déjà donné cent exemples. Au contraire, leur avenir est directement menacé par la perspective encore ambiguë, mais redoutable, inscrite dans l'exposé des motifs: «stimuler l'évolution démocratique des circonscriptions», à l'occidentale sous-entendu. Elle peut à plus ou moins brève échéance évincer les tenants traditionnels du pouvoir. Cela, de plus nombreux chefs qu'on ne voudrait le croire, capables de saisir ce qui se passe autour d'eux et à leur propos, le ressentent avec grande inquiétude. Mais concrètement, ils ont alors un autre sujet de préoccupations. La soudaine ampleur qu'a revêtue le problème politique au Congo belge procède assurément du fait que des questions sociales fondamentales n'ont pas trouvé de solution satisfaisante en temps opportun. A cet égard, au «plus-être» par l'intégration dans les cadres et la vie sociale des Européens, revendication des plus évolués, a correspondu dans les milieux traditionnels un souci de «plus-valoir», notamment par la reconnaissance et une plus juste appréciation de la valeur de leurs droits fonciers.⁴⁶⁸

Or en cette matière, le nouveau décret n'avait apporté aucune solution. Sans doute il reconnaissait aux circonscriptions indigènes la personnalité civile, mais ne prévoyait pas de manière claire la constitution de leurs patrimoines surtout dans le domaine foncier. En effet, le rapport du conseil colonial signale que la personnalité civile octroyée aux circonscriptions exclut la «personnalité civile» reconnue aux clans par le droit coutumier. Or, toutes les terres dites indigènes relèvent en général de personnalités civiles de ce dernier type. Celles-ci n'étant pas reconnues légalement et ne pouvant être représentées par la circonscription, leurs droits fonciers demeurent sans protection légale autre que celle qu'elles peuvent trouver, si l'on peut dire, dans le décret du 6 juin 1906.

Quant au patrimoine, composé de biens meubles et immeubles, sa définition générale en exclut tout domaine foncier. Car en ce qui concerne celui-ci, la question est laissée en suspens, l'art.79 stipulant que la circonscription «peut» être dotée d'immeubles au titre de domaine public ou privé. Mais la consistance de ces domaines, la procédure à suivre en vue de leur reconnaissance et de leur délimitation, ainsi que les règles relatives à leur gestion et aux transactions dont ces biens peuvent faire l'objet seront déterminés par le décret. Tout, dans le futur est laissé au seul gré de l'administration. Le contenu du droit coutumier n'est pas constitué en préalable, en élément déterminant des décisions à venir. Une circulaire au

⁴⁶⁸F.Grévisse, « La lignée », 623.

contraire a décidé que la coutume ne devait plus servir à apprécier les droits fonciers des collectivités indigènes.⁴⁶⁹

Selon l'esprit du même décret, le territoire obtenait aussi une personnalité civile et l'administrateur du territoire était assisté par un conseil de territoire composé en effet de 2/3 de membres élus et de 1/3 de membres nommés. Ceux-ci étaient choisis « notamment » parmi les chefs des circonscriptions indigènes et les représentants des intérêts économiques et sociaux. C'est dire que le rôle des chefs coutumiers était désormais réduit à presque rien. Quant aux patrimoines ancestraux, ils risquent bien de se trouver soumis à des influences et livrés à des gestionnaires pouvant être tentés de ruiner les assises mêmes des communautés traditionnelles. Les chefs coutumiers devaient avoir la crainte de se voir balayés par la jeune génération qui luttait pour l'accession du Congo à l'indépendance. Déjà en février 1959, alors que la nouvelle législation n'était pas encore entrée en application, profitant du passage du ministre M. Van Hemeleur, le mwami yeke et le Mwata Yamvo lunda lui ont exposé leur point de vue concernant le devenir du Congo. Respect de leurs droits traditionnels, priorité au développement rural, tels furent les thèmes de leur intervention auprès de lui. En décembre 1959, le roi Baudouin séjourne au Katanga. Au nom de ses collègues, le mwami revient à la charge. Il évoque la promesse que fit autrefois le roi Léopold II aux dirigeants coutumiers qui reconnaissaient l'E.I.C, de maintenir et de respecter l'autorité traditionnelle. Cette promesse était bafouée parce que les leaders politiques occupent l'avant-scène et que, dans l'organisation des conseils de territoire, la représentation effective des autorités coutumières est réduite à moins d'un dixième.

Patrice Lumumba s'était prononcé clairement contre les chefs coutumiers lors de l'assemblée générale du MNC, section de Kalamu, tenue en juillet 1959 : « *Demain des chefs illettrés seront nommés d'office députés, sénateurs et ministres. En confiant la direction du Congo à des personnes incompetentes, l'administration veut plonger le Congo dans l'anarchie.* »⁴⁷⁰ Par contre les leaders politiques du Katanga en général et de la CONAKAT (Confédération des Associations Tribales du Katanga) en particulier s'étaient prononcés pour la cohabitation entre eux et les autorités traditionnelles. « La CONAKAT entend en effet, rester avec les milieux ruraux et leurs représentants. Elle entend coordonner les relations entre ces derniers et ceux qui habitent les grands centres afin d'arriver à l'harmonisation des perspectives dans le

⁴⁶⁹ *Ibid.*

⁴⁷⁰ *L'Essor du Congo*, numéro 105 du mardi 7 juillet 1959.

but qu'ils doivent atteindre ensemble. »⁴⁷¹ Telle est la précision que Godefroid Munongo avait apportée à la suite de la prise de position d'Evariste Kimba, dans un article publié dans l'Essor du Congo le 29 avril 1959, portant sur la lutte d'influence entre les chefs coutumiers et les leaders politiques. Kimba, après avoir présenté le point de vue de chaque groupe, les uns voulant contester la légitimité des autres, s'était prononcé en faveur du maintien du système des chefs coutumiers en les associant à la gestion du futur Etat.⁴⁷²

Il est à noter que la plupart des grands leaders de la Conakat étaient issus des familles de chefs coutumiers dont les exemples les plus frappants sont ceux de Moïse Tshombe, membre de la famille des Ant yav par sa mère et, son épouse, fille du Mwant yav ; Godefroid Munongo, petit-fils de M'siri et petit-frère d'Antoine Munongo, chef des Yeke. En fait, la peur des chefs coutumiers était réelle, car la plus grande innovation du décret du 10 mai 1957 était l'établissement de conseils, avec pouvoir délibératif, dont les membres seraient choisis en tenant compte des préférences des habitants, ainsi les chefs seraient élus pour dix ans par le conseil de secteur, plutôt que d'être nommés à vie par l'administration. Or, à la fin de 1958, la colonie belge comptait 867 circonscriptions autochtones dont 523 secteurs.⁴⁷³

Ainsi l'effacement de l'autorité coutumière était inévitable. Antoine Munongo menait une lutte acharnée pour la reconnaissance de l'autorité traditionnelle. Dans une correspondance adressée au président du conseil de gouvernement général, il émit deux grands vœux. Le premier concernait le suffrage universel dans les milieux coutumiers et ses conséquences. Le second visait l'éducation des enfants en milieu rural. Il dit en substance :

Par l'introduction du suffrage universel dans les milieux ruraux, cette autorité est sapée et vouée à la disparition qu'il en sera ainsi, je trouve des preuves dans les écrits dans les journaux congolais ; les modérés souhaitent qu'on nous laisse ne fut-ce qu'un rôle symbolique, les plus avancés vont jusqu'à présenter leurs condoléances comme un personnel de l'administration territoriale et provinciale du Katanga. Comment concilier les déclarations du gouvernement, le respect de tout ce qui est coutumier sera maintenu et les visées démagogiques qui veulent supprimer les chefs qui ont maintenus jusqu'à ce jour la paix et l'ordre dans le pays.⁴⁷⁴

⁴⁷¹L'Essor du Congo, numéro 243 du mardi 23 décembre 1959.

⁴⁷²E.Kimba, « La lutte d'influence entre les chefs traditionnels et les leaders politiques », *L'Essor du Congo*, numéro 50 du mercredi 29 avril 1959.

⁴⁷³Archives Africaines, « Rapport sur l'administration générale du Congo-belge », 1958, 75.

⁴⁷⁴Archives Privées, L'abbaye de Saint-André de Bruges « Lettre d'Antoine Munongo adressée au président du conseil de gouvernement général à Léopoldville en 1959 »

Sa participation, ses prises de position à la Table-Ronde politique de janvier et février 1960 illustrent bien le fait. Dans l'ensemble des participants à cette Table-Ronde, la délégation des milieux ruraux dont faisait partie Antoine Munongo fut minorisée par rapport aux délégations des partis politiques. Quelques chefs coutumiers participaient à ses assises dont les plus importants étaient Mwata Yamvo Mbako Ditende, chefs Kupa François et Lidindali de la Province Orientale et le chef Omari Pene Misenga du Maniema. Le chef yeke se distingua tout aussitôt par sa parfaite connaissance du français et l'expérience longuement acquise dans la fréquentation du milieu européen. Il fut souvent le porte-parole de ses collègues. A l'épineuse question de la définition du statut du futur Etat du Congo indépendant unitaire, fédéral, confédéral, beaucoup de divergences furent constatées dans le chef des participants. Le chef yeke en fut profondément marqué et exprima sa vive déception en ces termes :

Depuis quinze jours que nous sommes ici, mes collègues et moi, nous nous interrogeons. Où se localisent ce vrai, ce grand, ce Beau, ce Fort, dont l'image nous a séduits et fait agir ? Où s'incarnent ces vertus ? Autour de nous, dans le gouvernement, dans l'administration, dans les partis politiques, dans la presse et de l'opinion publique belge et étrangère, c'est le doute, la faiblesse, l'abandon. C'est en ce qui nous concerne, nous les chefs et représentants des milieux ruraux, comme une trahison. Notre représentation a été mesurée par une haute administration où certains ont perdu le sens de notre dignité et jusqu'au simple respect de chiffres. Nos paroles n'ont pas d'écho. Il en est qui se voilent la face devant ce que l'Afrique a d'authentique et les regards de beaucoup se tournent vers des créatures surgies de leur propre idéologie, créés par leurs propres intrigues et mises en avant par une presse dont on pourrait croire qu'elle est à leur entière dévotion.⁴⁷⁵

Ces propos dévoilent la déception de l'autorité coutumière mise en marge au cours de ce forum. Plus tard Antoine Munongo fit remarquer la faible représentativité de l'administration coloniale locale et des missions religieuses qui, pourtant jouaient un rôle d'avant plan dans l'évolution sociale du Congo.

Autour de nous, du haut jusqu'en bas, de la lâcheté, de la trahison...Abandon de la part de ceux qui au Congo nous ont commandés. Où sont-ils tous ces fonctionnaires et magistrats qui ont essayé de gagner notre confiance ? Où sont ces missionnaires qui nous ont initiés à des nobles croyances ?...Tout le monde rampe devant les héros du jour, fabriqués de toutes pièces. Tout le monde est à leurs genoux pour défendre des sordides intérêts. Il n'y a plus rien d'autre et nous en avons assez.⁴⁷⁶

⁴⁷⁵F.Grévisse, « La lignée », 627.

⁴⁷⁶*Ibid.*

Antoine Munongo qualifia ce forum d'une conférence de trahison, mais l'espoir n'était pas encore perdu, il comptait sur une personne : le roi des Belges. Il proposa son arbitrage pour sauver le Congo. Si le point de vue du mwami avait été suivi, le Congo ne serait tombé dans le chaos d'après l'indépendance. Voici l'idée générale qu'il se proposait de présenter aux participants à la clôture de la Table-Ronde politique :

Je voudrais aussi très respectueusement remercier sa Majesté le Roi Baudouin qui, nous le savons, a suivi avec anxiété et émotion nos débats. Nous autres, chefs et représentants des milieux ruraux, nous souhaitons de toutes nos forces que le successeur du Roi Léopold II, qui a donné au Congo ses frontières intangibles, accepte de nous guider au cours des prochaines années afin de nous permettre d'utiliser les multiples institutions dont notre pays va être doté pour en faire graduellement une nation, fondé sur une solide communauté de sentiments. Avant de devenir chef, j'ai pendant dix-huit ans servi dans un parquet sous la devise « Jus, Justitia, Lex ». J'y ai mesuré bien des hommes et bien des choses et je me dois dire que notre cher Congo ne pourra connaître le droit et la justice dans leur plus haute acception que si ce droit est appliqué et cette justice rendue au nom d'idéal commun au nom d'un symbole non discuté. C'est une autre raison de prier Sa Majesté de nous prêter sa personne et de nous aider à créer nos propres symboles. C'est la raison aussi pour laquelle je conjure nos amis congolais d'accepter notre thèse. Notre indépendance n'en sera pas diminuée et nous donnerons au monde un spectacle qui l'aidera à nous apprécier et le forcera à nous apporter une bienfaisante amitié.⁴⁷⁷

En fait de thèses, la seule des siennes qui fut admise permit aux chefs coutumiers de siéger à la chambre et au Sénat en tant que membres de droit, à concurrence de 15% du nombre des députés et sénateurs.

Antoine Munongo fut sensibilisé à la cause d'un Congo Uni et fort, il avait été gagné par les idées du professeur Melville A. Herskovits, le grand africaniste chargé par le Sénat américain d'établir un rapport destiné à définir l'attitude des USA face à un continent africain en voie de devenir indépendant. Ce rapport concluait la nécessité d'éviter toute déstabilisation territoriale du continent africain, à peine d'en faire un nouveau champ clos pour rivalités entre l'Est et l'Ouest. L'auteur du rapport, en privé, laissait entendre que les velléités indépendantistes du Katanga, de trop voyante inspiration européenne, conduiraient fatalement à des tensions internationales majeures, dans le dénouement desquelles la position américaine serait résolument négative.

Sur terrain, Antoine Munongo, son jeune frère Godefroid Munongo, faisait partie du comité central de la Conakat et la représentait auprès du gouverneur de la province. Pendant

⁴⁷⁷*Ibid.*

les premiers mois de 1960, Antoine hésitait de se rallier à la CONAKAT, Le mwami yeke bascula dans le camp de la CONAKAT dès qu'il eut appris que Kasongo Nyembo, le grand chef luba de Kamina s'y était rallié. Il faut peut-être remarquer que vers fin 1959, la position de la CONAKAT au sujet des chefs coutumiers n'était qu'au niveau des considérations théoriques. C'est en fait au début de 1960 que les actions concrètes vont être posées. Pour des raisons électoralistes, la Conakat avait dépêché dans les milieux ruraux plusieurs émissaires chargés de contacter et d'intéresser les chefs coutumiers à adhérer à son programme politique, économique et social. Ainsi des ralliements massifs des populations rurales à la CONAKAT se firent par l'entremise des chefs coutumiers. Ceci s'explique par le fait qu'au Katanga les chefs coutumiers jouissaient encore et à cette époque d'une grande autorité et d'un grand pouvoir auprès de leurs populations respectives.

Erik Kennes explique en termes clairs les causes du ralliement de Kasongo-Niembo à la CONAKAT et montre la position de l'administration coloniale face à l'enjeu de l'heure. A Kamina, les Baluba du Katanga prennent position en faveur de la CONAKAT sous l'influence du chef Kasongo Niembo, héritier traditionnel du pouvoir luba. Il s'y était rallié peu avant les élections de mai 1960. Son attitude peut sans doute avoir une explication plausible. En effet, afin de briser le pouvoir du chef historique des Baluba, à l'époque en opposition contre le pouvoir colonial, le territoire de Kasongo Niembo avait été divisé par le colonisateur en deux parties. Une partie érigée en nouvelle chefferie alla au chef Kabongo, tandis qu'une autre était mise sous l'autorité du chef Kasongo Niembo. Or, le fait que le dirigeant de la BALUBAKAT, Jason Sendwe, fut originaire de Kabongo, était sans doute une motivation suffisante pour Kasongo Niembo de choisir le côté de Tshombe. Il ne pouvait pas courir le risque de se retrouver, en cas de victoire politique de la BALUBAKAT, sous l'autorité d'un concurrent sans légitimité traditionnelle, qui s'était en plus allié avec le MNC de Lumumba, un parti qui ne reconnaissait pas le pouvoir des chefs coutumiers. Par contre, le colonisateur belge, après avoir réduit les chefs coutumiers au rôle de subordonnés administratifs, avait procédé à une réhabilitation tardive des chefs coutumiers les plus connus, dans l'espoir que leur influence pourrait détourner l'électeur des partis nationalistes et anti-belges.⁴⁷⁸

⁴⁷⁸E.Kennes, « Fin du cycle postcolonial au Katanga, RD Congo. Rébellions, sécession et leurs mémoires dans la dynamique des articulations entre l'état central et l'autonomie régionale 1960-2007 », (thèse de doctorat, non publiée, Université Laval, Québec, 2009), 165-166.

Cette politique fut adoptée par le régime sécessionniste, qui voulut enraciner sa légitimité dans l'installation d'un conseil de chefs coutumiers tel que stipulé par les articles 31 et 32 de la Constitution du Katanga du 05 août 1960, sans toutefois que les pouvoirs des chefs fussent précisés en réalité.⁴⁷⁹ D'autres facteurs peuvent expliquer ces ralliements, l'appui financier du colonat blanc installé au Katanga qui n'avait pas lésiné à financer la CONAKAT au détriment des autres partis qui n'étaient pas favorables au fédéralisme, tel la BALUBAKAT qui soutenait l'unitarisme.⁴⁸⁰ Non négligeable aussi, le discours de la CONAKAT avait terni l'image des autres partis politiques du Katanga. La CONAKAT inscrivait dans son programme la lutte contre le communisme, incarné par la BALUBAKAT, la FEDEKA et l'ATCAR. D'après les leaders de la CONAKAT et du colonat blanc, le communisme allait détruire l'autorité coutumière. Ce qui n'était pas loin de la vérité en se référant à l'URSS, la Chine et même les pays africains d'obédience socialiste. Devant ce discours, il était normal que les chefs coutumiers estimassent que seule la CONAKAT était favorable à leurs intérêts. Ces facteurs expliquent bien la victoire de la CONAKAT en décembre 1959 aux élections aussi bien dans les centres urbains que dans le monde rural. Antoine Munongo qui demeurera une autorité traditionnelle incontournable, pour des raisons aussi évidentes que celles de l'exclusion, décida d'opter pour la CONAKAT et d'entraîner avec lui tout le peuple yeke en général et la population de Bunkeya en particulier. Comme le souligne Kennes :

Quand Godefroid Munongo assume ses responsabilités au sein de la sécession katangaise, après avoir d'abord été élu président de la CONAKAT et avoir renoncé à ce poste à cause de son statut dans l'administration, il le fait en collaboration avec son frère Antoine, sans doute le seul chef « traditionnel » à avoir une influence réelle. Il fut sans doute aussi animé par la peur de l'exclusion.⁴⁸¹

En 1959, ce groupement (la CONAKAT) se considérait comme étant le seul ayant des bases concrètes et la légitimité avec le soutien des chefs coutumiers pour pouvoir parler au nom du Katanga.⁴⁸²

⁴⁷⁹ *Moniteur katangais*, 08 août 1960.

⁴⁸⁰ G.J.Libois, *Sécession au Katanga*, Crisp, (Bruxelles, 1963), 320.

⁴⁸¹ E.Kennes, « Fin du cycle », 537.

⁴⁸² Mugaruka bin Mubibi, « Pouvoir colonial et autonomie provincial au Katanga (1910-1960) », *Likundoli* 1 :1-2 (1998), 78.

La marche vers l'indépendance et la sécession Katangaise

Dans la marche vers l'indépendance, plusieurs événements se passent à Bunkeya. Du 12 au 15 mars 1960, Bunkeya connut des journées chaudes. On en expulsa les Luba. On mit en suspicion le chef de poste et la mission. Le 16 mars, le mwami fit battre le tambour de guerre, mobilisa ses guerriers et entendit marcher vers Lubumbashi pour y défendre la CONAKAT. L'agitation propagea rapidement de faux bruits qui mirent en branle les autorités civiles et militaires de Likasi, inquiètes pour la vie des résidents européens. Une colonne de secours fut fort heureusement stoppée avant son entrée au village. Poullens, supérieur de la mission de Bunkeya rapporte :

A la mi-mars, Bunkeya vécut quelques journées très troublées. Dimanche 13 mars des huées s'élèvent au sermon sur la charité et les mauvais traitements infligés aux Balubas de passage au village. Lundi 14, un mulâtre se réfugie à la mission, la foule réclame qu'on le lui livre, discussions- enfin je le conduis sous les huées de la prison. Monsieur Demeure conduit les Balubas à Likasi et avertit Lubudi. Mardi Monsieur Dhuillier l'AT venu la veille convoque une conférence au village, l'après-midi réunit les européens, expose la situation et demande s'ils désirent se replier sur Likasi. Refus général. Mercredi 16 mon jour anniversaire, le chef m'avait promis de venir à la messe. Rien, après la messe je suis appelé au village où a lieu une prise d'armes. Antoine veut partir avec ses guerriers pour soutenir à E/ville la CONAKAT contre la BALUBAKAT. Demeure l'en dissuade. Frère Henri à la demande du chef conduit un camion des Baluba à Likasi. Au soir, l'arrivée d'une colonne de 4 camions de militaires. Le bruit avait couru à Likasi de l'assassinat de madame Demeure et son mari. Avec Mr Demeure et le substitut nous calmons le chef et la population. L'expédition punitive rentre le soir même à Likasi.⁴⁸³

Les premières manifestations d'effervescence ont lieu le 11 mars s'exprimant par l'érection d'un barrage de la route par les membres de la CONAKAT informés des émeutes d'Elisabethville. L'arrivée de Godefroid Munongo accompagné d'une forte délégation des membres de la CONAKAT envenimera la situation. C'est à la suite de l'homélie du prêtre sur la charité que la CONAKAT organisera un meeting populaire centré sur l'excitation à la haine envers les Kasaiens et les Luba du Nord-Katanga. Un membre de la délégation en la personne de Daniel Kalasa s'en prenait aux missionnaires considérés comme protecteurs des Kasaiens surtout et les accusaient de n'avoir pas donné une instruction suffisante aux enfants du village.

La goutte qui a fait déborder la vase, ce sont les dernières nouvelles d'Elisabethville rapportées par Paul Kazembe, cousin du mwami ; nouvelles selon lesquelles la maison de

⁴⁸³ Archives privées, Abbaye Saint-André de Bruges, B.Poullens, « Les événements de Bunkeya du 11 au 17 mars 1960 ».

Godefroid Munongo avait été incendiée, saccagée. Il montrait également les photos relatives aux émeutes et était venu expressément demander secours au chef. C'est ainsi que le chef mobilisera ses hommes pour porter aide aux Yeke et Sanga des centres, pour combattre les Kasaiens et les bandes de Lumumba. La chasse aux Kasaiens étant lancée, le mwami avait instruit le Père Supérieur de Kansenia d'expulser tous les frères Kasaiens en formation sur l'étendue de sa chefferie.⁴⁸⁴

La politique de la CONAKAT d'éviction des Kasaiens venait de gagner les milieux ruraux. Pour la CONAKAT, l'occasion leur était ainsi offerte de l'éviction de leurs plus dangereux concurrents pour le pouvoir ; et la propagande de la CONAKAT avant les élections était orientée contre les Luba-Kasaï. Comme nous l'avons déjà relevé, la campagne de la CONAKAT à Kamina fut totalement placée dans cette perspective. Le manifeste de la CONAKAT déclare :

Le Katanga opte pour un Etat autonome et fédéré où les rôles de commande politique devront être entre les mains des Katangais authentiques et de tous les hommes de bonne volonté qui montrent et ont montré par leurs actes qu'ils collaborent sincèrement avec eux, pour le progrès et l'émancipation rapide du Katanga suivant les conditions qui seront bien déterminées par le futur gouvernement de l'Etat autonome katangais. Que seuls les Katangais authentiques pourront représenter valablement le Katanga au sein de toutes les assises fédérales.⁴⁸⁵

Sept mois avant ce manifeste, la CONAKAT remet au Groupe de Travail, envoyé par le ministre belge des colonies afin d'explorer les possibilités pour une réforme politique, une lettre demandant une orientation générale de la politique provinciale en faveur des « autochtones » en s'appuyant non sur les centres urbains, où les originaires du Kasaï ont une position relativement forte, mais sur le monde rural. A tous les niveaux, priorité doit être accordée aux « authentiques » :

Jusqu'à l'échelle provinciale, nous demandons que dans les assemblées consultatives et délibératives, au moins les $\frac{3}{4}$ des porte-parole de la population soient parmi les authentiques ressortissants du Katanga. Quant aux assemblées consultatives et délibératives à l'échelle du Congo, nous estimons que seuls des originaires de cette province peuvent prétendre avoir le droit d'être les mandataires valables des autochtones du Katanga.⁴⁸⁶

⁴⁸⁴B.Poullens, « Les événements de Bunkeya du 11 au 17 mars 1960 ».

⁴⁸⁵*Essor du Katanga* du 10 juin 1959, 5.

⁴⁸⁶Archives Africaines, I/CB1511 farde II/5/3, « Lettre de la Conakat au groupe de travail », le 28 octobre 1958.

La déclaration de l'indépendance le 30 juin 1960 se passera à Bunkeya dans le calme. Le drapeau belge fut descendu et remis à monsieur Marcel, le jeune agent sanitaire, le seul belge de l'administration qui était présent au village.⁴⁸⁷ Sous prétexte de préserver le Katanga du chaos, de l'anarchie et du communisme, Moïse Tshombé proclama la sécession du Katanga le 11 juillet 1960. Dans sa déclaration d'indépendance, le président Tshombe avait lancé un appel auprès des chefs en ces termes : « Le Gouvernement du Katanga insiste auprès des chefs pour qu'ils prêtent leur entière collaboration. »⁴⁸⁸ Et en réponse à cet appel, les chefs coutumiers prirent position en faveur du Gouvernement sécessionniste :

Nous, grands chefs et chefs coutumiers du Katanga : Kabongo Kaloa Boniface, grand chef Muluba de la chefferie de Kabongo, Mwanta Yamvo Bako Ditende, Grand chef Lunda de la chefferie Mwanta Yamvo, Ndaïe Emmanuel grand chef Muluba de la chefferie Kasongo Nyembo, Munongo Antoine, grand chef des Bayeke de la chefferie de Bunkeya, Tshisenge Kawembe, grand chef Tskokwe de la chefferie Tshisenge, Manda Kaseke Joseph grand chef des Batabwa de la chefferie Manda, Katanga Kiniama, grand chef des Balamba de la chefferie Katanga, Bako Ditende, chef Lunda de la chefferie Bako, présents ce 16 juillet à Elisabethville, capitale de l'Etat Katangais, proclamons solennellement que nous approuvons sans réserve l'indépendance du Katanga et invitons tous les habitants du Katanga à faire confiance au Gouvernement katangais comme nous le faisons nous-mêmes.⁴⁸⁹

Pour la CONAKAT, cette déclaration des autorités coutumières légitimait l'action du Gouvernement et lui donnait le pouvoir de parler au nom de toute la population du Katanga. C'était donc une preuve tangible pour affirmer que la sécession n'était donc pas seulement l'affaire des dirigeants politiques ni des seuls groupes ethniques du sud-Katanga mais de toutes les couches de la population du Katanga. Car non seulement les deux grands chefs Baluba étaient signataires de la déclaration, mais aussi les chefs des autres groupes ethniques du Nord-Katanga.

En ce qui concerne l'histoire de Bunkeya, il est intéressant de noter qu'en dehors de la déclaration collective, le mwami Antoine Munongo ainsi que son collègue Mwanta Yav avaient fait des déclarations individuelles en faveur de la sécession katangaise.⁴⁹⁰ Le jour même de la signature de la déclaration des chefs coutumiers, le président Tshombe en nomma

⁴⁸⁷ Archives privées, Abbaye Saint-André de Bruges, B.Poullens, « Notice biographique, Bunkeya de 1956 à 1963 ».

⁴⁸⁸ *L'Essor du Congo*, numéro 113 du lundi 18 juillet 1960.

⁴⁸⁹ *L'Essor du Congo*, numéro 113 du lundi 18 juillet 1960

⁴⁹⁰ *L'Essor du Congo*, numéro 122 du jeudi 28 juillet 1960 et le numéro 123 du lundi 29 juillet 1960.

certaines comme ministres d'Etat dont Antoine Munongo. Il faut préciser que ce dernier était déjà élu député provincial. Le mwami siégea à la chambre katangaise et devint membre très actif des commissions parlementaires de la justice et de l'enseignement.

Le 5 août 1960 fut promulguée la constitution du nouvel Etat Indépendant du Katanga. Cette constitution consacrait le bicaméralisme avec une large part de pouvoir revenant aux chefs coutumiers. A côté de l'Assemblée proprement dite, la constitution du Katanga avait prévu une autre institution qui sera une innovation de l'Etat du Katanga : le grand conseil des chefs coutumiers, réservé exclusivement aux chefs coutumiers et présidé par le chef Katanga Kyanana et le secrétariat coordonné par Jean-Pierre Felu.⁴⁹¹ Le grand conseil comprenait vingt membres élus au scrutin secret en un seul tour. C'est le plus âgé qui l'emportait en cas de parité de voix. Le mandat de membre du grand conseil était incompatible avec celui de l'Assemblée nationale. C'est pour cette raison qu'Antoine Munongo n'avait pas siégé au sein de ce conseil, lui qui fut élu et promu ministre d'Etat. Les attributions et le fonctionnement du Grand Conseil prouvent à suffisance que l'autorité coutumière avait joué un rôle non négligeable sur le plan politico-administratif durant la sécession katangaise. Compte tenu de l'importance du grand conseil, tous les membres jouissaient d'une indemnité annuelle cent cinquante mille francs. En plus de cette indemnité, le président et le vice-président du conseil avaient respectivement cinquante mille et vingt-cinq mille francs de prime. La durée du mandat était de quatre ans de même que pour l'assemblée nationale.

Au sein du grand conseil, les chefs coutumiers s'occupaient de l'examen des projets des lois relatifs aux structures politiques de l'Etat, à la question du régime fiscal, à l'organisation et à la compétence des juridictions de droit coutumier. Ils étudiaient tous les projets de loi, de règlements et d'ordonnances concernant l'octroi de concessions minières. Il faut remarquer que le chef coutumier, selon l'esprit de la constitution de l'Etat indépendant du Katanga, avait des pouvoirs très étendus allant jusqu'à la désignation du président de l'Etat. Incorporé dans l'assemblée nationale, le chef coutumier assumait des fonctions de grande envergure, il participait à la vie même de l'Etat du Katanga. Cependant il sied de noter que le calendrier de travail du Grand conseil n'était pas proportionnel à la tâche que cette institution avait à remplir. Le mandat des conseillers était incompatible avec la fonction traditionnelle du chef coutumier. En tant qu'autorité suprême de son entité, il devrait servir de courroie de transmission entre sa population et le gouvernement Katangais, rôle joué pendant toute la

⁴⁹¹*La Constitution du Katanga*, moniteur katangais, 1960,1-5

période coloniale. On ne cessera de se plaindre que les chefs coutumiers étaient absents de leurs milieux traditionnels. Le niveau d’instruction peu élevé de plusieurs d’entre ces chefs n’était-il pas un handicap pour le bon fonctionnement du Grand Conseil ? Mais les chefs coutumiers avaient joué un rôle non négligeable sur le plan militaire. Il ne fait plus de doute que l’Etat de Tshombe ne pouvait subsister que par une action militaire bien coordonnée. L’on sait qu’avant de proclamer la sécession, Tshombe avait exigé le désarmement des troupes de l’Armée nationale Congolaise commandée par Léopoldville.

Pour renforcer les troupes belges au service du nouvel Etat, les chefs coutumiers avaient fourni des jeunes gens au service militaire. Un camp militaire fut installé à Bunkeya. Plus de 350 gendarmes katangais formés par des mercenaires européens, participèrent à la prise de Baudouinville (Moba). Moise Tshombe visita la capitale yeke en juillet 1961⁴⁹². Cette visite témoigne du bon rapport entre autorités politiques et ecclésiastiques : « En 1961, le président Tshombe vint en visite à Bunkeya et fut l’hôte de la mission pendant trois jours. A la fin de l’année la menace des Baluba devint sérieuse. Des officiers nous conseillent la fermeture de l’école artisanale ; Le père Bernardin est nommé aumônier durant plus d’une année la mission héberge des officiers belges ou mercenaires. »⁴⁹³ Mwenda Numbi, ancien gendarme estime le chiffre des recrues yeke à 700. La présence de ce bataillon aux alentours de Bunkeya avait contribué tant soit peu à l’amélioration des conditions de vie de toute la population. Les soldes de ces gendarmes permirent la circulation monétaire, ainsi les échanges commerciaux étaient permanents.⁴⁹⁴

Les chefs coutumiers avaient fourni davantage des éléments dans la gendarmerie katangaise lorsque les officiers belges furent contraints de quitter suite à la menace de l’ONU et de la pression de la communauté internationale. « Nous sommes décidés à mettre nos guerriers à la disposition du Gouvernement à son appel, afin de repousser avec l’armée nationale katangaise toute agression, d’où qu’elle vienne. »⁴⁹⁵ Avant cela le gouvernement katangais avait autorisé certains chefs de disposer d’une police personnelle. « Il est temps qu’on tienne compte de vos avis et que vous disposiez d’une police personnelle. »⁴⁹⁶ Le chef

⁴⁹²F.Grévisse, « La lignée », 630

⁴⁹³B.Poullens, « Notice biographique, Bunkeya de 1956 à 1963 ».

⁴⁹⁴« Entretien avec monsieur Mwenda Numbi »

⁴⁹⁵*L’Essor du Congo* numéro 132 du 9 août 1960,

⁴⁹⁶*L’Essor du Congo* numéro 130 du 9 août 1960,

Kasongo Nyembo eut le privilège d'avoir une police personnelle habillée aux couleurs de la gendarmerie Katangaise, c'était non seulement pour la protection personnelle du chef et de son territoire devant les troubles de la Balubakat mais aussi parce que la région de Kasongo Nyembo avait une importance stratégique à cause de la présence de la base militaire de Kamina. Antoine Munongo avait aussi à sa disposition une police personnelle entretenue par son jeune frère, ministre de l'intérieur de l'Etat Katangais, Godefroid Munongo. Le mwami était la cible des attaques extérieures, Bunkeya étant la porte d'entrée de la ville minière de Likasi et le passage obligé des Luba vers ce centre urbain. Antoine demeurera comme tous les autres chefs coutumiers, fidèle à l'idéologie de la Conakat et soutint ses efforts à tous les niveaux. Par exemple, il fut le premier chef à s'opposer à la division du Katanga en provincettes. Il protesta énergiquement contre le gouvernement central en date du 25 juillet 1962 lorsque celui-ci décida de créer unilatéralement la province du Nord-Katanga.

La réédition de la sécession était évidente, Les bataillons de l'ONU prirent le dessus. Ce qui restait des troupes du mercenaire Schramme se replia vers Lubudi via Bunkeya et Kalonga. « *Au début de 1963, le commandant Schramme se retire à Bunkeya, je ne puis que lui conseiller de risquer d'atteindre Lubudi par la route de Kalonga car Nguba était déjà occupé par les troupes de l'ONU.* »⁴⁹⁷ Avec elles s'éloignait un fantôme. Bunkeya avait retrouvé la paix. Le mwami avait repris ses activités administratives. Deux ans après la réédition de la sécession katangaise, Antoine Munongo devint administrateur de l'Union Minière le 18 mai 1965. Il le resta jusqu'au 16 février 1967. A ce titre, il s'associa à un émouvant hommage rendu par le conseil d'administration à Jules Cousin et à Jacques Sohier.

Lorsque Moïse Tshombe revint de l'exil et en sa qualité de premier ministre, il relança la Conakat sous une nouvelle appellation CONACO. Avec ce parti, il reprit l'expérience de la collaboration avec les chefs coutumiers. Il effectua le tour du Katanga accompagné du chef Katanga qui fut, pendant la sécession, le président du grand conseil. Et en 1965, à l'occasion des élections, Tshombe convoqua un congrès des chefs coutumiers du Katanga, Antoine Munongo était parmi les chefs actifs de ce congrès. Certes la victoire fut assurée à la Conaco comme en 1960.

Homme de culture, après ce passage comme ministre d'Etat, administrateur, il revint à ses premiers amours : l'histoire et les coutumes yeke. Après qu'un abbé sumbwa lui ait rendu visite faite au pays de ses ancêtres, il rassemble en un même volume tout ce qui a été écrit à

⁴⁹⁷B.Poullens, « Notice biographique, Bunkeya de 1956 à 1963 ».

propos des Yeke. Ce volume est intitulé *Pages d'histoire yeke*, paru dans la collection des mémoires du Cepsi en 1967, comprenant également une seconde édition de l'étude consacrée en 1936 aux coutumes et plus spécialement au droit coutumier des Yeke. On y retrouvera également la notice biographique de Mukanda Bantu et la lettre que ce dernier avait adressée à sa majesté le roi Albert lors de sa visite au Congo-belge ; document connu sous le titre de *Mémoires de Mukanda Bantu*. La publication de cet ouvrage ne fut pas bien accueillie par le président Mobutu qui voyait dans ce livre un retour au tribalisme qu'il dit exécrer, où d'aucuns apercevaient une séquelle du colonialisme, d'une volonté colonialiste de diviser pour régner. Cela provoqua quelques désagréments avec le régime qui estimait œuvrer pour la réunification du Congo. Enfin le mwami vivra retranché dans son milieu, il continua son œuvre en enseignant aux élèves de Bunkeya, l'histoire et les traditions yeke.⁴⁹⁸ A partir 1975, sa santé se détériora, il mourut un an après, le 8 aout 1976.

1.3 Les structures socio-économiques

La montée au trône d'Antoine Munongo n'a pas véritablement modifié les structures économiques de Bunkeya durant les quatre premières années de son règne correspondant aux dernières du régime colonial. La mission catholique reste le centre d'attraction où gravitent les activités économiques de Bunkeya. Les sœurs bénédictines à Bunkeya pratiquent l'agriculture comme une activité secondaire, s'occupent aussi de l'enseignement. La mission bénédictine s'occupe de la fabrication des tuiles à Bunkeya comme activité industrielle, mais elle s'occupe aussi de l'enseignement. Liesenborghs, sujet belge, s'occupe de la fabrication des tuiles et de salines à Nguba.⁴⁹⁹ Une autre activité était la production de la chaux. La mission Bénédictine de Bunkeya a produit 20 tonnes de chaux en 1955 et 1956.⁵⁰⁰ 37 tonnes de chaux en 1957 et 83 en 1958.⁵⁰¹ Grâce à ces activités, la mission attire une petite main-d'œuvre locale. Mais l'activité principale de la population est l'agriculture qui restera même longtemps après le règne d'Antoine Munongo une agriculture vivrière d'autosuffisance alimentaire.

⁴⁹⁸Entretien avec monsieur Makungu à Bunkeya, le 21 décembre 2012.

⁴⁹⁹Archives Africaines, « Congo belge, province du Katanga, relevé des activités tome II, territoire de Lubudi », 1956, 74-7.

⁵⁰⁰Archives Africaines, (114)7, « Rapport économique, province du Katanga », 1957.

⁵⁰¹Archives Africaines, (114)8, « Rapport économique, province du Katanga », 1958.

Le mwami s'efforçait durant son règne d'améliorer les conditions de vie de ses sujets avec le soutien de quelques organismes dont le plus visible fut le CEPSE, qui deviendra CEPSE en 1974. Il faut souligner que sur le plan social, Antoine fit installer par le FBEI, une distribution d'eau courante dans le village de Bunkeya par l'adduction d'eau avec château et pompe. Tous les quartiers et institutions de l'agglomération en bénéficièrent. Ce fut la fin de la plus pénible des corvées imposées aux femmes de la capitale des Yeke qui parcouraient de longues distances à la recherche de l'eau de la rivière. Son règne a connu d'autres réalisations modernes telles que l'introduction des groupes électrogènes dans le village pour alimenter toutes les institutions en place en énergie électrique. Soucieux d'apporter une contribution au développement de sa chefferie, grâce à son influence auprès du gouvernement colonial, Antoine Munongo obtint pour la population de sa collectivité le crédit en tôles du « Fonds du Roi » Ainsi sa chefferie et principalement le village de Bunkeya furent dotés de plusieurs maisons avec toitures en tôles ondulées.⁵⁰² Les enseignants de l'école primaire de Bunkeya furent les premiers bénéficiaires du crédit de ce fonds. Ces derniers ont construit des maisons en matériaux durables sous l'encadrement de la mission catholique qui avait créé pour eux une caisse d'épargne.⁵⁰³ Comme dit plus haut, le CEPSE a apporté un soutien considérable dans le domaine sanitaire et agro-pastoral aux habitants de Bunkeya pendant le règne d'Antoine Munongo Luhinda Shalo.

1.4. Œuvres du CEPSE à Bunkeya

Nous avons, dans le chapitre précédent, montré les quelques œuvres que le CEPSE a pu réaliser à Bunkeya et dans la région environnante. Pour mieux comprendre l'évolution de la participation de cet organisme dans les milieux où il a exercé des actions non négligeables, il nous est utile dans un premier temps de présenter la philosophie qui a guidé toutes ses actions. Lorsque l'association sans But Lucratif CEPSE a été fondée en 1946, sa création répondait à un besoin réel du pays. Après le second conflit mondial, les problèmes sociaux, politiques, économiques qu'il fallait résoudre au plus tôt, se multipliaient ; ils requéraient des solutions immédiates que les fonctionnaires de l'époque, peu nombreux et privés de contacts avec les milieux internationaux, n'étaient pas à même d'étudier. Le CEPSE se proposait donc de les aider en rassemblant une documentation la plus vaste possible, en associant à ses travaux des

⁵⁰²Kashoba Mabindi, J., M., Modes de succession...*op.cit*, p.66

⁵⁰³Entretien du 19 décembre 2012 avec madame Muyeke, à Bunkeya. Madame Muyeke est la fille de monsieur Augustin Muyeke Kituri, enseignant à Bunkeya, puis directeur de l'école saint André de 1949 à 1974, année de sa retraite ; il est descendant Kipamira fils de M'siri.

chercheurs de tous milieux, en diffusant largement les conclusions auxquelles aboutissaient les recherches. Il n'était pas question de concurrencer l'administration ou le secteur privé et les promoteurs n'envisageaient pas non plus de passer eux-mêmes à l'action sur le terrain.

L'objet social du CEPSE est la réalisation des buts communs à Lovania et à l'OCTK, ses fondateurs, notamment de promouvoir par des études, enquêtes, projets, publications, consultations, par la constitution d'une bibliothèque et par toute autre action utile, le progrès matériel, intellectuel et moral des populations et d'harmonisation des relations humaines, tant dans le milieu rural que dans le milieu urbain et industriel.⁵⁰⁴

C'est dans ce sens que le CEPSE mit également au point un programme d'action médico-sociale comportant la construction de dispensaires ruraux, d'une léproserie, d'un sanatorium pour tuberculeux, l'agrandissement et l'équipement d'hôpitaux ruraux, le forage et l'aménagement de puits, la construction de ponts, l'aide à la construction d'habitations sous forme d'un «Fonds d'Avance», etc.

Enfin, le CEPSE saisit l'occasion que lui offrait la Fondation de l'Université de Liège pour les recherches scientifiques en Afrique Centrale(FULREAC) pour aborder, de manière scientifique, le problème de la décongestion des grandes agglomérations extra-coutumières. Avec la collaboration de l'Institut Supérieur Agronomique de Gembloux, FULREAC créa en 1957 un centre Expérimental de Formation et d'Action rurales à Mangombo, localité située à proximité du Lac Tshangalele. Le CEPSE accorda une aide très large à la construction du Centre ainsi qu'à son fonctionnement.

Les années 1960 à 1964 furent difficiles ; le pays venait d'accéder à l'indépendance et les troubles qui l'ensanglantaient paralysèrent le développement économique et social. Pourtant, une poignée d'agents dévoués parvinrent non seulement à maintenir en vie l'ASBL mais encore à développer peu à peu ses activités. Avec la stabilisation de 1965, une phase nouvelle s'ouvrit qui promettait d'être particulièrement favorable. Malheureusement, les concours financiers accordés au CEPSE disparurent les uns après les autres pour ne plus laisser subsister, en 1966, que le seul soutien financier de l'Union Minière devenue GECOMIN au 1er janvier 1967 et GECAMINES par la suite. Ajoutons cependant que l'aide de la GECAMINES ne fut jamais marchandée, qu'elle était rompue, même lorsque la société traversait elle-même des difficultés de trésorerie.

⁵⁰⁴M.Dullier, « La philosophie des actions du Cepse », *Problèmes Sociaux Zaïrois*, bulletin du Cepse, numéro spécial (janvier-décembre 1975), 17-25.

En juillet 1967, FULREAC se vit contrainte, par manque de moyens, d'abandonner le Centre expérimental de Mangombo. Son départ laissant un vide dans la région, le CEPSEI élaborait un plan de sauvetage qui put se réaliser grâce, une nouvelle fois, aux subventions de la GECAMINES. Pratiquement, c'était la première fois que le CEPSEI était amené à gérer directement un chantier sans passer par l'intermédiaire d'un autre organisme.⁵⁰⁵ De tout ce qui précède, nous pouvons comprendre les différentes actions que cet organisme a pu mener et nous ne devons pas perdre de vue, le rôle joué par Antoine Munongo qui, durant tout son règne, avait entretenu des bons rapports avec les dirigeants qui se sont succédé à la tête du CEPSEI.

I.4.1. Les œuvres médicales

Il est vrai qu'Antoine Munongo fut l'artisan de plusieurs réalisations médicales à Bunkeya, mais tout a commencé en 1956 avec son prédécesseur et père lorsque fut construit par le CEPSEI un sanatorium dans la cité des Yeke. Heureusement, grâce au Chef feu Mwenda Munongo, le CEPSEI qui, à cette époque, entreprenait une action médico-sociale dans les environs de Likasi, accepta de prendre en charge la formation médicale de Bunkeya. M. Grevisse, alors Directeur du CEPSEI et grand ami du Chef Munongo, promit son soutien :

*« Dès demain vous pouvez entreprendre la construction d'un bâtiment de 40 lits ». On ne se le fit pas répéter deux fois et, si mes souvenirs sont bons, 8 jours après le chantier était ouvert. Nous étions début mars 1956 ; fin juillet le bâtiment, entièrement équipé par le CEPSE, fut occupé. Il comprend 5 salles, un petit bureau, un dispensaire et un magasin-Lingerie ».*⁵⁰⁶ Comme on peut le constater cette œuvre est achevée au mois de juillet coïncidant ainsi avec l'investiture coutumière de Luhinda Shalo Antoine.

En 1958-59, le CEPSEI construit un imposant bâtiment : cuisine, réfectoire, buanderie, lingerie, atelier de reliure. Tout cela fut équipé par le CEPSEI sauf le réfectoire qui fut meublé par l'E.S.N.A.C. (Education Sanitaire et Nutritionnelle en Afrique Centrale). Entre 1961-62, le CEPSEI continua ses constructions en ajoutant 2 pavillons de 28 lits chacun. Bunkeya devint ainsi le premier village tuberculeux congolais comprenant 60 petites chambres avec 2 lits

⁵⁰⁵M.Dullier et Nawej Yav, « Le Cepse, Notice historique du Cepse », *Problèmes Sociaux Zaïrois*, bulletin du Cepse, numéro spécial (janvier-décembre 1975), 13-16.

⁵⁰⁶Gh.Neve de Mervigneies, Gh., « La lutte contre la tuberculose à Bunkeya », *Problèmes Sociaux Zaïrois*, bulletin du Cepse numéro spécial (janvier-décembre 1975), 79-85.

chacune. Et durant de nombreuses années, le CEPsi accorda des subsides à l'hôpital de Bunkeya en général et en particulier au sanatorium et à la maternité au prorata du nombre des malades. Compte tenu, d'une part, de la forte augmentation du coût de la vie et, d'autre part, d'une possibilité de simplification du traitement, universellement reconnue comme légitime, la durée de l'hospitalisation des tuberculeux fut sensiblement réduit. C'est ainsi que, après 6 mois de traitement intensif, le malade pouvait continuer sa cure en ambulatoire.

Durant la même période, le CEPsi acheva de construire le «bâtiment administratif», un dispensaire pour les malades hospitalisés autres que les tuberculeux et une salle de radiographie avec une chambre noire. Cette salle comprenait un appareil Balteau pour radiographies et scopies, tandis que la chambre noire avait tous les accessoires. Les premières radiographies furent réalisées en août 1962. A l'occasion du placement de l'appareil de radiographie : l'Atelier Central de Panda de l'Union Minière vérifia et compléta, à la demande du CEPsi, l'installation électrique de la formation médicale. C'est ainsi que le moteur Doetz qui actionnait la génératrice fut remplacé par un gros moteur Unic et une génératrice de 35 KWA.⁵⁰⁷

L'année 1966 fut marquée par les travaux de drainage et de constructions confiés à l'ENTRACO qui avaient été achevés au mois d'avril 1967. Le programme prévu et réalisé comportait : la construction d'un nouveau dispensaire, la construction d'annexes (buanderie, salle de repassage, lingerie et un séchoir couvert pour le linge), un foyer social pour hommes, des installations de latrines et douches à proximité des pavillons pour tuberculeux, des réparations et consolidations aux anciens bâtiments. Outre les constructions proprement dites, les nouveaux bâtiments ont été équipés : mobilier pour le dispensaire et les bureaux, deep freezer, étagères métalliques pour le magasin à linge, mobilier en bois pour le foyer social des hommes.⁵⁰⁸

Le traitement prolongé des malades devrait poser quelques problèmes d'encadrement. C'est ainsi que les autorités sanitaires de Bunkeya initièrent une action sociale à l'endroit de leurs malades. Car la difficulté était celle d'encadrement des convalescents. Au bout d'un mois ceux des malades qui se sentaient mieux, commençaient à s'ennuyer et voulaient partir. Pour les empêcher de s'enfuir et les amener à poursuivre le traitement, les Religieuses placèrent les hommes d'âge mûr à la vannerie. Un atelier de reliure fut ouvert et dont la

⁵⁰⁷Gh.Neve de Mervigneies, « La lutte », 84.

⁵⁰⁸« Rapport annuel 1967 », *Problèmes Sociaux Congolais* (Cepsi), 81(juin 1968), 113.

clientèle devenait de plus en plus nombreuse. D'autres encore participaient aux travaux d'entretien de l'hôpital : repassage, balayage, arrosage... certaines femmes faisaient des travaux de couture ou de tricot. Un petit atelier de travail du bois et de l'ivoire fut constitué. La production de cet atelier faisait objet d'une exposition annuelle au cercle récréatif de la GECAMINES de Panda à Likasi. Les recettes de cette exposition permettaient aux Religieuses d'acheter toutes les œuvres de l'atelier au fur et à mesure de leur production, jusqu'à l'exposition suivante. Ceux qui étaient en famille cultivaient de petits champs. On se préoccupait aussi de procurer certaines distractions aux malades à l'hôpital même. Parmi celles-ci, le cinéma – dont l'installation était un don du CEPSI qui projetait des films en raison de 2 séances par mois. En outre, on mit à leur disposition dans un foyer réservé, une bibliothèque dont l'un d'entre eux était responsable, des instruments de musique (tam- tam, malimba, guitare, accordéon,...) et des jeux divers : tennis de table, cartes, puzzle, jeu de dames, etc.⁵⁰⁹

Le CEPSI était aussi préoccupé par le problème d'adduction d'eau pour cette formation médicale. L'étude et les travaux d'une adduction d'eau de meilleure qualité étaient restés en suspens. *« Ce problème est très complexe et ne peut être abordé sans un examen géologique approfondi des environs immédiats de cette formation médicale. Le département géologique de la Gecomine était et est encore tout disposé de s'occuper de cette étude qu'il a dû postposer par suite d'une réduction très sensible de son personnel spécialisé. »*⁵¹⁰ Néanmoins par l'entremise des services spécialisés de la Gecomine, l'installation du réseau électrique dans les nouvelles constructions réalisées en 1966-1967 fut faite par le CEPSI

Le CEPSI, en 1969, selon le rapport des Sœurs Bénédictines, prenait en charge tous les frais de fonctionnement du personnel médical, de nourriture, d'habillement de l'hôpital de Bunkeya.⁵¹¹ A cette période, cet hôpital obtenait également l'aide du Fometro qui se chargeait de la fourniture des médicaments spécifiques. L'hôpital de Bunkeya comptait 324 lits dont 176 pour les tuberculeux. L'action du CEPSI dans ce domaine ne prit fin que vers les années 1974-1975. La correspondance des Sœurs Carmélites de saint Joseph qui avaient pris la relève des Bénédictines à Bunkeya en 1978 en fait mention.

⁵⁰⁹Gh.Neve de Mervigneies, « La lutte », 85.

⁵¹⁰« Rapport annuel 1967 », 128.

⁵¹¹Archives de l'Archidiocèse de Lubumbashi, dossier mission Bunkeya, J.M.Plissart, « Demande de subsides pour la construction et l'équipement d'un pavillon de trypanosomiasés à l'hôpital de Bunkeya », Bunkeya le 6 mars 1969.

I.4.2 Le CEPSI et l'encadrement des agriculteurs à Bunkeya

Pour comprendre l'œuvre du CEPSI en matière agricole, il convient de rappeler la philosophie de base qui a prévalu aux débuts même de la création de cet organisme. Comme dit plus haut, le CEPSI avait créé en 1957 le centre expérimental de Mangombo. Ce centre avait pour objectif la formation agricole et l'aide à la promotion agricole dans les villages. Pour mieux saisir l'œuvre de ce centre dans tous les milieux environnants, nous retraçons ici le contexte général de la création du centre, bref l'historique du centre de Mangombo.

Dès sa fondation, le CEPSI s'était préoccupé de la promotion des populations rurales. En élaborant son programme de développement rural, le Cepsi avait prévu une action immédiate. Il s'agissait, en effet, d'introduire des techniques nouvelles mais rationnelles d'exploitation, d'augmenter et de conserver la fertilité des sols, de préconiser des cultures plus rentables, de valoriser l'élevage, etc. Les solutions à ces problèmes ne pouvaient, si on ne voulait pas d'improvisations coûteuses et sans lendemain, que résulter de recherches approfondies demandant le concours simultané des spécialistes de diverses disciplines.

C'est cette collaboration que l'Université de Liège apporta au CEPSI par sa fondation appelée FULREAC lors des conventions conclues entre ces deux organismes en septembre 1956. Deux missions FULREAC vinrent en 1957 pour entamer et poursuivre les études dont cette fondation se chargea en collaboration avec le CEPSI et dont le thème général était : l'amélioration durable du sort des populations rurales et la décongestion des grandes agglomérations :

- La première mission avait comme objectif l'étude des nombreuses et importantes questions posées par le CEPSI, tant en milieu urbain, suburbain qu'en milieu rural ;
- La deuxième mission se vit confier le problème du choix d'un territoire propice à l'installation d'un Centre expérimental de Formation et d'Action Rurales.

En effet, pour répondre à l'objectif visé par FULREAC et le CEPSI, le premier centre expérimental devait être situé dans une région suffisamment rapprochée d'un centre industriel et présenter des caractéristiques susceptibles de permettre le développement d'une agriculture autochtone moderne.

A la suite des conclusions de la deuxième mission FULREAC, l'attention s'était portée sur la région de la localité de Katanga, principalement sur le territoire irrigué par la rivière Lupembashi et les environs de l'ancienne localité de Mangombo. Le rapport qui fut élaboré par cette mission explique clairement le choix définitif de Mangombo comme

emplacement du premier Centre expérimental. Avec une efficacité remarquable, FULREAC conduira, durant dix ans, ses activités de recherches scientifiques, de formation d'agriculteurs, de mise au point des méthodes d'exploitation de ces terres, etc. Les résultats obtenus étaient des plus intéressants. Cependant, dès le début de l'année 1967, la FULREAC, aux prises avec des difficultés diverses et croissantes dues aux conjonctures de l'époque, assistait à un ralentissement progressif de ses activités. Et en juillet de cette même année, le Conseil d'Administration de FULREAC décida de cesser toute activité au Centre de Mangombo. Dès lors, le CEPSI, dont l'activité agricole se développait de plus en plus, reprit cette station pour son propre compte en septembre 1967.⁵¹²

Mais le CEPSI se heurta à des multiples difficultés occasionnées par cette reprise imprévue, notamment : l'abandon quasi-total des installations ; la disparition de la presque totalité des documents FULREAC et, partant, l'absence de renseignements précieux sur les expériences antérieures ; la nécessité absolue d'improviser un programme agricole de toute urgence ; le manque de personnel hautement qualifié pour le maintien de l'exploitation. En contrepartie des inconvénients cités plus haut, le CEPSI bénéficiait d'une infrastructure remarquable qu'il eut été regrettable d'abandonner à l'envahissement de la brousse. Parmi les commodités laissées au CEPSI, citons les plus importantes : logements possibles et confortables pour le personnel de cadre, logements pour la main-d'œuvre, un complexe de bâtiments divers : bureaux, hangars, magasins, une école primaire et un dispensaire ; un atelier mécanique avec groupes électrogènes, un complexe de bâtiments d'élevage de porcins et bovins, des tracteurs et du matériel agricoles, ainsi que du matériel d'irrigation, présence d'une centaine de travailleurs formés par FULREAC.

Ces facteurs ont permis au CEPSI d'envisager d'emblée certains travaux agricoles et d'élevage. Mais dans l'immédiat, il importait de maintenir en bon état le patrimoine constitué par FULREAC, tout en modifiant certains points inconciliables avec la politique du CEPSI à l'époque, et d'étudier la mise en valeur du terrain disponible au moment de la reprise pour les cultures maraichères, vivrières et fruitières, ainsi que les élevages. Quelques années après, deux ingénieurs agronomes congolais sont envoyés et placés à la direction du centre de Mangombo. Dès leur arrivée à la station, ils sont chargés de repenser et de mettre au point des

⁵¹²M.Dullier et Nawej Yav, « Le Cepse »,13-6

techniques culturales rationnelles et adaptées. Ainsi, au cours des 3-4 premières campagnes agricoles, avec la collaboration de tout personnel :

- Ils réalisèrent successivement des essais variétaux des cultures tant maraichères et vivrières que de sidération ;
- Ils étudièrent, par des essais bien pensés, les divers facteurs de productions :
- Des essais de fumures organiques et minérales sont réalisés ;
- Des réactions aux fumures de différents sols furent étudiées et comparées ;
- Des techniques de mécanisation agricole furent discutées et mises progressivement au point en adaptant le matériel aux types de sols ;
- Ils sélectionnèrent et adaptèrent les meilleures variétés de légumes p.150 zaïrois de la région dont ils assurèrent la production et la diffusion des semences, cas probablement unique au Shaba ;
- Ils mirent également au point des méthodes peu onéreuses d'élevage, aussi bien pour la production que pour l'engraissement des porcins principalement.⁵¹³

Tout le travail réalisé au Centre de Mangombo depuis sa reprise par le CEPSE était fondamental pour la réussite des programmes agricoles envisagés. En effet, quand en juillet 1974 les Autorités de la province communiquent aux sociétés minières les solutions retenues par le conseil exécutif National pour porter remède à la pénurie de la farine de maïs au Katanga, le CEPSE se trouva pratiquement le seul organisme, le mieux placé, pour réaliser immédiatement les premiers programmes agricoles d'une des grandes sociétés minières, la Gécamines. Et si ces programmes Gécamines ont pu connaître des résultats inespérés et remarquables dès la saison culturale 74-75, c'est grâce en partie aux efforts fournis par la station de Mangombo. Il faut cependant retenir, après les 16 années de cultures maraichères, de 1958 à 1974, que celles-ci n'ont pas disparu du milieu avec l'adieu du CEPSE à ces cultures. Les paysans locaux, par contagion, ont appris à entretenir des potagers. Le seul problème dont ils se préoccupaient restait celui des débouchés pour leurs légumes, les légumineuses et la pomme de terre. Les centres urbains de Lubumbashi et de Likasi s'offraient comme une clientèle proche.⁵¹⁴

⁵¹³M.Dullier, « La philosophie », 17-25.

⁵¹⁴Kisanguka Kasubilo, « Economie traditionnelle et moderne face à l'emprise de la magie dans l'actuelle Collectivité –Secteur de la Lufira (1890-1997) », (mémoire de licence, non publié, Unilu, 1998), 54.

Pour ce qui concerne Bunkeya, le mwami Antoine Munongo, soucieux du développement et de l'encadrement des agriculteurs, enverra entre 1969 et 1972, des jeunes gens pour leur formation en matière agricole au centre de Mangombo. Le centre accueillit le premier groupe en 1970 constitué de quatorze ressortissants de Bunkeya. Pendant deux ans ces hommes reçurent une formation en agriculture et en élevage. Puis un groupe de neuf membres fut inscrit dans le même centre l'année suivante et enfin un un groupe de six. L'essentiel du temps fut consacré aux cultures maraichères. On les appela « pionniers » ces techniciens agricoles qui venaient du centre de Mangombo.⁵¹⁵ Au retour dans leurs milieux d'origine, le CEPSI leur accorda une assistance technique en leur donnant le matériel aratoire, un fonds pour le démarrage des activités. En outre, ce centre construisit pour eux des maisons en terre battue avec 27 tôles ondulées. Selon Valentin Mufunga, le mwami Antoine donna des instructions précises : des lopins de terre de la plaine de Bwatobongo devraient être distribués à ces pionniers pour la pratique et ces derniers devaient à leur tour encadrer les autres agriculteurs du village. Cette culture concernait essentiellement la pomme de terre, la carotte, les choux pommés et choux de chine, le poivron.⁵¹⁶

Les premiers résultats furent satisfaisants. Le problème de débouchés ne se posait pas, ces agriculteurs fournissaient les légumes et légumineuses aux internats des Sœurs à Bunkeya même, une autre partie de la récolte était écoulée à Lwambo et même à Likasi. Mais le 30 novembre 1973, le Président Mobutu prit une mesure aux conséquences incalculables : la zaïrianisation ou l'expropriation arbitraire des entreprises agro-pastorales et commerciales détenues par des expatriés. La mise en œuvre de cette mesure fut un échec complet qui entraîna l'effondrement rapide de l'économie, des transports et de la monnaie nationale. Ceci fut aggravé dans le cas du bassin minier par la rupture des communications ferroviaires avec le port de Lobito en Angola, par la chute des cours du cuivre liée à la récession mondiale, par les deux conflits du Shaba, en 1977 et 1978.⁵¹⁷ Il n'y avait plus de débouchés pour les produits agricoles. Jean Mundeba s'exclamait : « *cette année -là (1974), nous avons une charge de 6 tonnes de pomme de terre, personne ne pouvait nous les acheter à Likasi, nous*

⁵¹⁵Entretien avec monsieur Mufunga Mwine Bwana Valentin, à Bunkeya, le 22 décembre 2012.

⁵¹⁶Entretien monsieur Kasongo Polydore à Bunkeya, le 22 décembre 2012.

⁵¹⁷J-CBruneau, « Pauvreté urbaine et initiative populaires au pays du cuivre du zaïre méridional » dans Singaravelou (dir), *Pauvreté et développement dans les pays tropicaux*, Centre d'Etudes de Géographie Tropicale, (Université de Bordeaux, 1989), 433-456.

*sommes rentrés avec nos produits à Bunkeya, après avoir écoulé une petite quantité qui nous permit de payer le transporteur. »*⁵¹⁸

Le mwami s'est personnellement occupé de l'encadrement des agriculteurs de Bunkeya même si les conjonctures économiques du Congo ont empêché le décollage de l'économie rurale. Ses actions couvraient toute sa chefferie. On notera que, déjà autour de l'année 1966, en collaboration avec une équipe d'Européens du C.I.D.R, le mwami a entrepris de rénover l'économie agricole de la région de Kansenia. Une autre équipe d'Européens dirigée par monsieur Dullier réalisa un vaste économico-social en région de Mokabe-Kasari et de Mbebe avec les fonds de la Cimenkat et de l'O.C.D belge.⁵¹⁹ Le mwami resta d'ailleurs jusqu'à sa mort administrateur de la Cimenkat devenue Cimshaba et aussi administrateur de la Banque commerciale du Congo.

Bien avant, le ministre de l'agriculture de l'Etat du Katanga, Sylvestre Kilonda, souligne que les chefs coutumiers animaient chacun dans sa contrée, des campagnes agricoles, soutenus par les Agronomes que le gouvernement leur envoyait. Ils intéressaient la population à l'agriculture pour l'inciter à améliorer et à augmenter la production. Cette sensibilisation avait donné des résultats satisfaisants, car il semble que pendant toute la période de l'existence de l'Etat du Katanga, on n'avait pas importé de denrées alimentaires. Seuls les produits ne s'accommodant pas avec le climat katangais furent importés. Et le gouvernement katangais avait appliqué une politique d'émulation qui consistait à primer les chefs dont la population avait atteint les proportions exigées, ou qui avait produit plus que les autres. Et d'ailleurs le gouvernement katangais avait distribué des tracteurs dans toutes les chefferies sous son contrôle.⁵²⁰ Les régions de Kansenia et de Mokabe-Kasari furent celles qui fournirent plus de produits que les autres de la chefferie des Bayeke.

Conclusion partielle

Né à Kibanda, en pays luba où vivait alors son père Mwenda Munongo Mutampuka qui y exerçait les fonctions de résidant yeke, lui confiés par son frère Mukandabantu, Antoine Munongo monte au trône de Bunkeya en 1956 au moment où le Congo commence à connaître

⁵¹⁸Entretien monsieur Jean Mundebaà Bunkeya, le 23 décembre 2012.

⁵¹⁹Archives de l'Archidiocèse de Lubumbashi, dossier mission Bunkeya, « Discours prononcé par l'administrateur du territoire de Lubudi lors du 10 eme anniversaire de l'intronisation du chef Mwenda Antoine », aout 1966.

⁵²⁰Entretien avec monsieur Kilonda Sylvestre à Lubumbashi, le 4 janvier 2013.

l'influence du mouvement de décolonisation. Bunkeya s'est choisi à cette période le chef coutumier le plus instruit du Congo. En tant que chef instruit, il apporte quelques transformations à l'évolution sociale de sa contrée. Il modifie les structures politiques de sa chefferie, participe à la Table Ronde Politique qui conduira le Congo à l'indépendance. Deux changements importants dans les structures politiques coutumières caractérisent le règne d'Antoine au lendemain de son investiture. Le premier est le refus de la polygamie des chefs entraînant la perte des prérogatives de la Nihanga par son épouse. En répudiant toutes les anciennes femmes du chef défunt et son père, Antoine reniait en quelques sortes les prérogatives de Kapapa, Ihozyo et de Shikeme. La première qui devrait être obligatoirement de race yeke, elle était la mère du peuple et dépositaire de la force vitale du chef ; n'étant pas yeke l'épouse d'Antoine ne pouvait pas jouer pleinement ce rôle, La seconde était chargée de faire régner la paix parmi le peuple et la dernière était la gardienne des mânes des ancêtres et gardienne des objets du culte. Le second changement est la suppression de la fonction du grand prêtre sacrificateur appelé « Mfumu ». Cette fonction était exercée par Mukonki et Makobeko, ce sont eux qui présentaient aux mânes des ancêtres les supplications du peuple. Il est bien normal que le chef chrétien ait supprimé cette fonction qui en fait, était contraire aux préceptes de la morale chrétienne, les mânes des ancêtres n'ayant aucun rôle à jouer dans le vécu quotidien des chrétiens.

Sur le plan administratif, on note de la part du chef une succession d'efforts pour moderniser l'administration de la chefferie ; notamment par la construction d'un bâtiment administratif à Bunkeya. Sur le plan judiciaire, la réorganisation du conseil des notables, le rajeunissement de celui-ci longtemps attendu par le pouvoir colonial. Sa longue expérience au parquet d'Elisabethville lui permit d'organiser tant soit peu la justice coutumière en rapport avec les différents décrets promulgués en cette matière.

De la marche vers l'indépendance, Antoine fit partie de la délégation des milieux ruraux à la Table ronde politique de Bruxelles. Le chef yeke se distingua tout aussitôt par ses connaissances et par l'expérience acquise dans la fréquentation du milieu européen. Il fut souvent le porte-parole de ses collègues.

Pendant les premiers mois de 1960, Antoine hésitait de se rallier à la CONAKAT. Pour des raisons électoralistes, la CONAKAT avait dépêché dans les milieux ruraux plusieurs émissaires chargés de contacter et d'intéresser les chefs coutumiers à adhérer à son programme politique, économique et social. Ainsi des ralliements massifs des populations

rurales à la CONAKAT se firent par l'entremise des chefs coutumiers. Pendant la période de la sécession katangaise, les chefs coutumiers apportèrent un soutien inconditionnel à toutes les structures de l'Etat. Elu député provincial, Antoine avec d'autres chefs coutumiers deviendront ministres d'Etat du gouvernement sécessionniste. Pour renforcer les troupes belges au service du nouvel Etat, les chefs coutumiers avaient fourni des jeunes gens au service militaire.

Après la réédition de la sécession katangaise, Antoine continuera à soutenir les œuvres du gouvernement provincial et sera même membre de la CONACO la plate-forme des fédéralistes fondée par Moïse Tshombe, devenu premier ministre du Congo en 1964. Homme de culture, après ce passage comme ministre d'Etat, administrateur, il revint à ses premiers amours : l'histoire et les coutumes yeke. Il publiera en collaboration avec Grévisse un ouvrage intitulé « Pages d'histoire yeke »

Sur le plan économique, la montée au trône d'Antoine Munongo n'avait pas véritablement modifié les structures économiques de Bunkeya durant les quatre premières années de son règne correspondant aux dernières du régime colonial. La mission catholique demeura le centre d'attraction où gravitaient les activités économiques de Bunkeya.

Antoine s'efforçait durant son règne d'améliorer les conditions de vie de ses sujets avec le soutien de quelques organismes dont le plus visible fut le CEPSE. Il faut souligner que sur le plan social, Antoine fit installer par le FBEL, une distribution d'eau courante dans le village de Bunkeya par l'adduction d'eau avec château et pompe. Les infrastructures médico-sanitaires que l'on retrouve jusqu'à ce jour à Bunkeya sont l'œuvre du CEPSE en collaboration avec le chef Antoine. Il est vrai que ce dernier entretenait des bons rapports avec tous les dirigeants qui se sont succédé à la tête de cet organisme. Soucieux du développement et de l'encadrement des agriculteurs, Antoine Munongo enverra entre 1969 et 1972, des jeunes gens pour leur formation en matière agricole au centre de Mangombo. Pendant deux ans ces hommes reçurent une formation en agriculture et en élevage. L'essentiel du temps fut consacré aux cultures maraichères. Au retour de ces hommes à Bunkeya, le CEPSE leur accorda une assistance technique en leur donnant le matériel aratoire, un fonds pour le démarrage des activités. Le mwami s'est personnellement occupé de l'encadrement des agriculteurs de Bunkeya même si les conjonctures économiques du Congo ont empêché le décollage de l'économie rurale.

Chapitre II : Godefroid Munongo et la renaissance du centre de Bunkeya

Ce chapitre analyse l'œuvre de Godefroid Munongo, successeur d'Antoine. Prenant comme surnom de règne Shombeka qui veut dire bâtisseur, le constructeur sur la terre ancestrale, Godefroid est sans doute le chef yeke qui a mérité assurément son surnom de règne en exploitant les potentialités à sa disposition pour redonner une nouvelle image à Bunkeya. Pour comprendre l'œuvre du mwami Godefroid, il nous faut parcourir la longue expérience politico-administrative qui débuta avant l'accession du Congo à la souveraineté nationale et internationale ; la biographie de Godefroid enrichie par ses déboires autant que par ses succès permet aux observateurs de comprendre comment il a su prolonger l'épopée yeke. L'engagement politique du mwami sera à l'origine de la réalisation de plusieurs œuvres dont bénéficiera la population de la chefferie de Bayeke en général et le centre de Bunkeya en particulier. Outre cette présentation, nous abordons la manière dont le mwami a pu relancer les activités agricoles, ses efforts d'encadrement des masses rurales en relançant par l'entremise de certains organismes comme le CEPSE, l'activité agricole. Dans ce sens, il avait le souci de poursuivre l'œuvre commencée par son prédécesseur. Par la création d'une compagnie commerciale et agricole dénommée « la Compagnie de la Lufira », il sut donner une impulsion à la relance des activités et faire de Bunkeya un centre de polarisation des activités agricoles et commerciales. Tel est l'objet principal de ce chapitre qui clôturera l'étude sur l'évolution sociale de Bunkeya depuis sa création par M'siri jusqu'à sa renaissance du moins partielle avec l'avènement à la tête de la chefferie des chefs intellectuels Antoine et Godefroid Munongo qui ont marqué non seulement l'histoire de Bunkeya, mais aussi celle de toute la province du Katanga en général.

II.1 Biographie de Godefroid Munongo

Godefroid Munongo est fils de Mwenda Munongo Mutampuka et Nkolomba Manyema, femme aushi que Mutampuka avait hérité de son frère Mukanda Bantu. Il est né à Bunkeya le 20 novembre 1925, dixième d'une famille polygamique de quinze enfants dont 11 filles et 4 garçons. Il fut deuxième fils chez sa mère. D'une intelligence remarquable, Godefroid Munongo commença ses études primaires à Bunkeya chez les missionnaires Bénédictins, à l'école Saint André en 1936 et les termina à Elisabethville au Collège Saint Boniface en 1940. De 1940 à 1947, il fit les humanités anciennes à la mission Catholique de

Kapiri près de Kansenia. Puis, il suivit deux années de philosophie au Grand Séminaire Saint Thomas de Baudouinville (Moba). En 1949, il termina sa troisième année de philosophie au Centre Universitaire de Kisantu, au Bas-Congo. De 1949 à 1953, il acheva ses quatre années d'études en Sciences Administratives et Sociales au même Centre Universitaire de Kisantu.

En 1954, il effectua un stage dans l'administration à Elisabethville et réussit brillamment les examens de fin de stage. De 1954 à 1959, il fut attaché au bureau de Tutelle, puis il occupa les fonctions de greffier du tribunal, puis de juge de police d'abord, de territoire ensuite ; il devint après responsable du bureau des cartes d'identité, fut nommé chef de bureau au service des Pensions et enfin promu agent territorial.⁵²¹ Après ses études au centre de Kisantu, il fut directement engagé en qualité d'agent territorial de deuxième classe. En ce temps-là, un tel poste était réservé seulement aux Européens. La suite de sa carrière n'a fait que confirmer sa bonne formation en tant qu'élite universitaire. C'était un homme rigoureux et compétent selon ceux qui l'ont connu. La formation universitaire lui garantit une bonne carrière toujours ascendante qui fit de lui une des personnalités ayant le plus marqué la vie politique du Katanga en particulier et du Congo en général.

Le 24 Décembre 1954, il se maria à Clotilde Mulenda, fille de Bernard Mulenda, instituteur à Nguba. Enseignée et formée auprès des soeurs bénédictines de Likasi, Clotilde impressionnait par sa distinction, sa maîtrise du français, ses qualités de maison, acquises au contact des assistantes sociales de Lubumbashi qui, libérées de leur tâche d'éducation des masses, pouvaient se consacrer à l'épanouissement d'une élite féminine venue à disposer de revenus adéquats. De cette union sont nés neuf enfants dont cinq garçons et quatre filles.⁵²² Il s'agit de Christian Munongo M'siri, Symphorien Munongo Mutampuka, Claude Munongo Mwansa, Dominique Munongo Inamizi Kanonga, Mariange Kama, Odile Munongo Lwebo, Eric Munongo Kazembe et Patrick Munongo Kalenga.

En 1959, il fut nommé administrateur à la société d'électricité d'Inga et en cette qualité, il participa pendant deux mois aux travaux du Conseil d'administration de ladite institution en novembre à Bruxelles. Et en février 1960, il effectua un nouveau voyage de stage en Europe. A son retour, il fut nommé vice-président de l'Office de transport congolais, ONATRA alors OTRACO. Fort de cette expérience de gestion des entreprises publiques,

⁵²¹Archives CERDAC, « Etat du Katanga, Secrétariat d'Etat à l'information, service de presse numéro 12 du 9 novembre 1960, biographie du ministre katangais de l'intérieur Godefroid Munongo »

⁵²²Entretien madame avec Dominique Munongo Inamizi Kanonga, à Bunkeya, le 20 décembre 2012.

Mobutu le nomma plus tard, en 1973, président du Conseil d'Administration à la Société Zaïro-Italienne d'exploitation du pétrole (SOZIR). Notons enfin que depuis 1966 jusqu'à sa mort, il fut administrateur délégué de la Brasimba.⁵²³ De tout ce qui précède, on peut dire que Godefroid Munongo fut un des rares Congolais ayant occupé des postes stratégiques au cours de la période coloniale alors que de nombreux évolués n'avaient qu'à recevoir les comptes d'émérite et d'immatriculation pour jouer leur rôle d'agent auxiliaires.

Son ascension politique est liée à l'émergence des partis politiques au Katanga marquée par une différenciation ethnique. Ces associations ethniques se transformeront plus tard en partis politiques. En 1957, fut promulgué un décret colonial prévoyant des élections communales à Léopoldville, à Elisabethville et à Jadotherville. Fin décembre 1957 eut lieu à Elisabethville une consultation électorale au niveau des communes. A ce moment, il n'existait qu'un seul parti politique africain, *l'Union Congolaise* d'inspiration sociale et chrétienne encore embryonnaire, à la fois du point de vue de l'organisation que de sa portée dans les masses. Le système électoral adopté était celui du mandat unique par circonscription électorale. Le facteur tribal joua sans nul doute dans les quatre communes africaines et plus spécialement en faveur des candidats dont le groupe ethnique était le plus cohérent, c'est le groupe Luba-Kasaï qui sembla prendre le dessus, Kennes explique l'ascension de ce groupe en ces termes :

L'ethnicité luba fut créée dans cet espace minier, parmi la classe des salariés immigrants au Katanga et ailleurs, aidée par l'ethnographie coloniale, tandis que l'éducation missionnaire créait une culture commune Luba à partir d'une standardisation de la langue. Ainsi, faisant partie de l'espace « moderne » de l'Etat, coupés du monde du village auquel ils n'avaient plus de liens organiques, les Luba devinrent la classe par excellence de médiateurs entre le monde du blanc et le monde du noir. Il serait donc surprenant que les Luba du Kasaï ne soient pas considérés par le colonisateur comme leurs meilleurs collaborateurs, travailleurs et intelligents, contrairement aux autres peuples, considérés pour leur résistance à l'intégration comme « paresseux » et « arriérés». ⁵²⁴

Dans cette génétique ethnique coloniale, il ne faudrait pas perdre de vue que les Luba-Kasaï font partie de cet ensemble des peuples qui ont accueilli le pouvoir colonial à cœur joie. Pour eux, c'était une véritable libération de la traite des esclaves dont ils étaient victimes, puisque

⁵²³ *Biographie Historique du Congo*, Cerdac, Collection Documents et travaux, 22(2002-2003).

⁵²⁴ E.Kennes, « Fin du cycle », 539.

non organisés politiquement à l'instar de leurs voisins Songye. Ces derniers faisaient continuellement des razzias dans les villages luba.

Godefroid Munongo en tant qu'agent administratif fut en principe exclu de ces urnes. Aucun de ces quatre Bourgmestres noirs n'était « Katangais authentique ». Les nouveaux bourgmestres à Elisabethville furent originaires du Kasai et du Maniema :

- Commune Albert : Pascal Luanghy, un nkusu du Maniema. Il jouissait d'un statut social très élevé à l'époque parce qu'il était membre du conseil de province du Katanga en 1958-59 et président de l'APIC-Katanga de 1950 à 1958.
- Commune Kenya : Amand Tshinkulu, un originaire des Bakwa Luntu, au Kasai occidental.
- Commune Katuba : Thaddée Mukendi, un luba du Kasai oriental.
- Commune Ruashi : Laurent Musengeshi, un songye du Kasai oriental. C'est un infirmier très actif dans le syndicat FGTK.

Une opinion katangaise attribuait cette « élection » de bourgmestres le plus souvent soit au plus haut degré d'organisation des « Kasaiens », soit aux manipulations du régime colonial de l'époque. Dès lors, la possibilité d'une manipulation par les autorités était plus plausible : le gouverneur du Katanga, Paelinck, venait du Kasai. Il aimait fréquenter les originaires de cette province et a même donné en tshiluba son discours d'adieu à la fin de son mandat au Katanga. Et les Katangais y virent une preuve d'hostilité de l'administration à leur égard.⁵²⁵ Cependant, les résultats des consultations montrent que les bourgmestres nommés étaient aussi ceux qui avaient eu le nombre le plus élevé de voix, même si une majorité relative suffisait dans un système uninominal majoritaire à un tour.⁵²⁶ L'élément ethnique n'avait pas joué un rôle prépondérant dans le choix de ces bourgmestres. En réalité, c'est le comportement sectaire des bourgmestres, luba du Kasai, dit Crawford Young, qui catalysa l'hostilité des « vaincus », « les Katangais authentiques »⁵²⁷ C'est à la suite de tout ce qui précède qu'un groupe de jeunes gens se réunirent pour étudier l'avenir du Katanga. Parmi eux, se trouvaient Evariste Kimba, Dominique Diur, Henri Kambola, Albert Nyembo, Justin

⁵²⁵C.Young, *Introduction à la politique congolaise*, Crisp, (Bruxelles, 1966),133.

⁵²⁶A.Rubbens, « La consultation populaire du 22 décembre 1957 à Elisabethville », *Bulletin du Cepsi*, 42(septembre 1958), 77 – 81.

⁵²⁷C.Young, *Introduction*, 290.

Meli, Alexis Kishiba (qui semble être le précurseur de ce mouvement lorsqu'il publia un article intitulé « Katangais où es-tu ? »), Rodolphe Yav et Godefroid Munongo.⁵²⁸ Ce groupe fut à l'origine de la création de la CONAKAT, Confédération des Associations Tribales Katangaises, le 04 Octobre 1958 et les associations membres de ce regroupement supra ethnique furent :

1. BALUBAKAT : Fondée à Elisabethville comme association ethnique en 1952, elle devint parti politique en novembre 1959 après son retrait de la Conakat suite à une divergence sur le statut des émigrés kasaiens et sur la structure du Congo aussitôt l'indépendance acquise ;
2. ATCAR : (Association des Tchokwe du Congo, de l'Angola et de la Rhodésie). C'est une association plus culturelle et sociale que politique, que dirigeait Muhunga Ambroise.
3. FRETRIKAT : La fédération des tribus du Haut Katanga présidée par Alexis Kishiba.
4. ASSOBAKO : Association de Bahemba de Kongolo.
5. ALMOKAT : Association des originaires de Lwapula Moëro du Katanga.
6. UBWAKO : Association de Bwami de Busumbwa Yeke. Cette association aurait été initiée par Godefroid Munongo alors agent de l'administration publique.

Dans ce climat de mécontentement anti Kasaien que ces différentes associations socioculturelles avaient fusionné pour former un groupe supra-ethnique fort, la CONAKAT, qui luttera pour l'état fédéral.

Le 04 Octobre 1958, Godefroid Munongo fut élu Président Général de la CONAKAT. Lors de la sortie officielle du parti le 30 octobre 1958 au foyer social de la Commune Albert, Godefroid Munongo élu prononça sa première allocution largement dominée par un accent anti-allogène. Ensuite, pour se concilier les faveurs et les amitiés du nouveau Gouverneur, la Conakat, sous l'impulsion de son président général, organisa à l'honneur de monsieur et madame Scholler, le dimanche 1 décembre 1958, une grande manifestation populaire qui rassembla au stade Léopold II (Stade Mwanke) des milliers d'Africains et une centaine d'Européens. Godefroid Munongo prononça un long discours qui fut traduit en kiswahili par Joseph Kiwele.

Dans sa seconde adresse, il donna le but primordial de son association en ces termes :

⁵²⁸ « Etat du Katanga, Secrétariat d'Etat à l'information, service de presse numéro 12 du 9 novembre 1960, biographie du ministre katangais de l'intérieur Godefroid Munongo. »

Je ne manquerais pas cependant d'en profiter pour dire tout haut ce que pensent les véritables autochtones de cette province, représentés ici par les associations, la sauvegarde des intérêts du Katanga. D'ailleurs, ce n'est pas uniquement au nom des associations comme termes que nous avons voulu avoir l'honneur de vous recevoir, mais au nom des tribus représentées par les associations que la Conakat patronne. Car c'est en servant les tribus qu'elle entend servir les intérêts véritables d'une réelle communauté Congolaise.⁵²⁹

Cette adresse de Godefroid Munongo entrevoyait déjà l'établissement de rapport de parfaite collaboration entre les ruraux et les citadins.

La CONAKAT entend en effet, rester solidaire avec le milieu rural et leurs représentants. Elle entend coordonner les relations entre ces derniers et ceux qui habitent les grands centres afin d'arriver à l'harmonisation des perspectives dans le but qu'ils doivent atteindre. Et à ce titre, Monsieur le Gouverneur, la CONAKAT et les membres qui la composent ont, en vous invitant, un autre et principal souci : unanimement, nous sollicitons la création et consécration officielle des collèges permanents de tribus. Ces Collèges doivent exister à l'échelon de chaque tribu.⁵³⁰

Mais en 1959, L'administration coloniale demanda à Godefroid Munongo de choisir entre ses fonctions d'agent territorial et son mandat politique à la tête de la CONAKAT. C'est pourquoi il fut contraint à la démission pour être remplacé à la tête de la Conakat par Moïse Tshombe. Godefroid fut l'objet de malveillance et l'administration alla même jusqu'à le menacer de relégation.⁵³¹ Tshombe était un homme d'affaires. Il transparaît clairement que Godefroid Munongo fut le premier leader katangais à faire donner à la CONAKAT sa ligne de conduite hautement particulariste et sectariste jusqu'à l'érection de cette association supra-ethnique en parti politique en juillet 1959. L'évolution politique ultérieure avait poussé l'association supra ethnique des Katangais à se constituer en parti politique.

Après la défection de la BALUBAKAT et de l'ATCAR provoquée par des raisons à la fois politiques et idéologiques, la CONAKAT se dota de nouvelles structures d'organisation. Le nouvel organigramme de la CONAKAT prévoyait un comité exécutif constitué des représentants de divers groupes ethniques. Godefroid Munongo fut intégré à cette structure comme représentant du Bwami au sein du comité exécutif de la CONAKAT. A côté des leaders d'autres associations, il contribua au renforcement de ce parti politique jusqu'à son

⁵²⁹*L'essor du Congo*, numéro 243 du mardi 23 décembre 1958

⁵³⁰*Ibid.*

⁵³¹« Etat du Katanga, Secrétariat d'Etat à l'information, service de presse numéro 12 du 9 novembre 1960, biographie du ministre katangais de l'intérieur Godefroid Munongo. »

injection dans les nouvelles structures de transition définies à la Table ronde de Bruxelles en Février 1960.

En mars 1960, le Katanga devait désigner deux représentants au niveau tant national que provincial. Au Conseil Exécutif Général à Léopoldville, le Katanga fut représenté par Remy Mwamba Ilunga du cartel Katangais. De ce fait, au collège exécutif provincial installé le 21 mars 1960, la CONAKAT y délégua Godefroid Munongo. Et la composition de ce comité exécutif provincial se présenta de la manière suivante :

- Le Gouverneur Scholler
- Monsieur Godefroid Munongo,
- Monsieur Gabriel Kitenge,
- Monsieur Paul Muhona⁵³²

Ce Collège eut l'exercice effectif du pouvoir au Katanga jusqu'au 30 Juin 1960. Ce mandat transitoire plaçait Godefroid Munongo parmi les personnalités katangaises devant conduire la province aux élections législatives de mai 1960. Avant le 30 Juin 1960, la mise en place de nouvelles institutions nationales et provinciales devait se concrétiser après les élections de mai 1960. Ces dernières devaient donner au pays des parlementaires tant au niveau national que provincial. Soulignons ici que, la démission de Godefroid Munongo à la tête de la Conakat ne fut qu'une partie remise car en mai 1960, il se porta candidat aux élections législatives.

A l'issue des élections, il fut élu député de la province du Katanga sur la liste CONAKAT, dans la circonscription d'Elisabethville, en même temps que Moïse Tshombe, Jean Baptiste Kibwe et Idesbald Mpingu. Son élection à la députation provinciale lui ouvrit les allées du pouvoir au niveau local et national. Godefroid Munongo se révéla bientôt un personnage politique important sur la scène politique katangaise et congolaise. Outre la présidence de la CONAKAT, le collège exécutif provincial qui devait exercer le pouvoir jusqu'au 30 juin 1960, et la représentation du Katanga à l'Assemblée législative, Godefroid Munongo a occupé aussi plusieurs fonctions importantes tant au Katanga qu'à Léopoldville. Lors de la constitution du gouvernement provincial du Katanga, dans la nuit du 16 au 17 Juin 1960, il fut élu ministre des affaires intérieures au sein gouvernement katangais. Il joua un rôle de premier plan et sembla même porter ombrage au Président Tshombe. En cette qualité,

⁵³²G.Mbangu a Lukand, *Le Katanga et son destin, des origines à 1965*, (Lubumbashi, 1995), 45.

Godefroid Munongo fut choisi par le Président Tshombe, comme membre du collège restreint des Ministres, chargé de l'examen et de la préparation des questions à soumettre ultérieurement au conseil des Ministres.

En tant que ministre de l'Etat Indépendant du Katanga, Godefroid mena des actions de grande envergure en rapport avec le pouvoir lui conféré par la constitution de l'Etat sécessionniste. La première fonction exercée par Godefroid Munongo, au sein du Gouvernement Katangais, fut celle de Ministre de l'Intérieur. A la tête de ce Ministère, il put réaliser quelques-unes de ses visées jusqu'à la fin de la sécession du Katanga. Toute son énergie fut consacrée au combat en faveur du fédéralisme et à l'organisation du Katanga ainsi que contre les non-originaux du Katanga en matière d'occupation des postes stratégiques. Hugues Legros soutient qu'en prenant une part active dans la sécession et en pourchassant les non-Katangais, les Yeke essayent encore d'obtenir leur certificat d'identité et d'autochtonie.⁵³³

Ainsi Godefroid Munongo en tant que Ministre de l'Intérieur du Gouvernement Katangais mena une guerre féroce contre l'unité nationale congolaise. Pour libérer le Congo, il fallait d'abord libérer le Katanga. Son idée principale était d'organiser le Katanga pour qu'il soit un état indépendant très fort sur tous les plans. La réalisation de ce plan fut un de ses objectifs visés à la tête du Ministère de l'Intérieur. Déjà, en 1960, le Ministre de l'Intérieur, Godefroid Munongo, créa un office de redressement des détenus politiques (O.R.D.P.). Il arrêtait les récalcitrants et les mettait en prison ou à la foire. Cette prison fut installée à la Ngule (Camp militaire à l'époque belge) sur le plateau de Kansenia en vue de la rééducation politique, professionnelle ou morale de ses pensionnaires. Pour mémoire, cet office avait accueilli, le 12 août 1960 ; certains membres de la Balubakat arrêtés et envoyés dans cette prison de Ngule tels que Banza Ismaël, Tumba Ferdinand et tant d'autres.⁵³⁴ La principale mission de cet office était de soustraire de la circulation tout celui qui voulait troubler l'ordre public, Godefroid Munongo, passe pour l'artisan principal du camp des réfugiés appelé foire.

« Très touché par la détresse dans laquelle vivaient les personnes habitant le Camp des réfugiés, le Ministre porta à la connaissance du public qu'il venait de créer une œuvre d'aide en faveur de toutes les personnes frappées par le malheur. Cette œuvre de bienfaisance

⁵³³H.Legros, *Chasseurs*, 207.

⁵³⁴Entretien avec monsieur Kasongo Ngoy à Lubumbashi, le 5 janvier 2012.

*publique ne toucha donc pas uniquement les personnes habitant le camp, mais toute personne réputée vivre dans la misère »*⁵³⁵,

En annonçant la création de cette structure, c'était pour Godefroid Munongo une façon de soigner l'image du gouvernement katangais taxé et qualifié de xénophobie à l'égard des Baluba (du Kasai et du Katanga).

En tant que Ministre de l'Intérieur, Godefroid Munongo a organisé aussi la police et la sûreté Katangaise. A la tête de la Police Katangaise (Gendarmerie), il nomma Monsieur Raphaël Mumba comme Inspecteur Général, qui fut remplacé plus tard par Monsieur Pius Sapwe. Et à la tête de la sûreté, Godefroid Munongo désigna ses proches messieurs Jérôme Disasa et Mpanda Kyofwa, respectivement administrateur Général et Administrateur Adjoint.

En ce qui concerne l'implication de Godefroid Munongo dans la mort tragique de Lumumba, premier Premier ministre du gouvernement national, tout ce que l'on peut dire avec une quasi-certitude, c'est que l'ex-premier ministre est arrivé avec ses deux compagnons, Mpolo et Okito, le 17 janvier vers 16h45 à Elisabethville dans un DC-4 en provenance de Moanda ; qu'ils n'étaient pas attendus ce jour-là et à cette heure-là dans la capitale du Katanga. Lumumba et ses compagnons avaient été sérieusement battus par des militaires baluba sous la conduite des commissaires généraux Mukamba et Kazadi. Ils furent ensuite brutalisés en présence de témoins européens par des militaires katangais conduits par le ministre de l'intérieur, Godefroid Munongo. Il est en outre possible que Munongo, le ministre Kibwe, le secrétaire d'Etat Samalenge et le commissaire de police Pius Sapwe, après avoir bu, aient décidé une exécution immédiate. Un commissaire de police belge, appelé plus tard le soir pour exécuter la « sentence », emmena les condamnés avec les deux pelotons de seize gendarmes sur la route de Jadotville. Lumumba, Okito et Mpolo auraient été dans ce cas exécutés à environ vingt kilomètres d'Elisabethville. Mais il est plausible que la décision finale ait en définitive reposé sur une soldatesque en furie que les ministres katangais, paniqués, excités et indécis, n'ont pu ou voulu contrôler. Dans ce cas, Lumumba et ses deux compagnons auraient été abattus en présence de quelques officiers belges dans une villa d'un colon belge avant d'être transférés dans la prison de Bunkeya, fief de Godefroid Munongo.⁵³⁶

Dans une autre version présentée par David Van Reybrouck, l'auteur revient sur les précisions de la commission parlementaire belge sur les responsabilités des uns et des autres

⁵³⁵*L'Essor du Katanga*, numéro 655 avril 1963, 1.

⁵³⁶J.C.Willame, *Patrice Lumumba, la crise congolaise revisitée*, éd. Karthala, (Paris, 1990), 464-465.

dans l'assassinat de Patrice Lumumba. Comme le souligne Jean Claude Willame, l'avion qui transportait l'ex-premier ministre et ses fidèles compagnons atterrit à Lubumbashi le 17 janvier 1961. Les prisonniers furent accueillis par une centaine des soldats armés sous le commandement du capitaine belge Gat. Aussitôt après, un convoi les emmena à la maison Brouwez, une villa vide à l'écart, appartenant à un belge, à quelques kilomètres de l'aéroport. La garde à l'extérieur et à l'intérieur de la villa était assurée par la police militaire, sous les ordres de deux officiers belges. Ce propos est soutenu par Weber qui affirme que les mêmes gardiens les poussèrent à coup de crosse dans la jeep de la police katangaise, qui les emporta dans une villa située à proximité de la Luano dont les coordonnées avaient été choisies par Godefroid Munongo.⁵³⁷ Du côté Katangais, ces prisonniers y reçurent la visite d'au moins trois ministres entre autres Munongo, Kibwe et Kitenge. L'auteur poursuit en précisant que la décision de transférer Lumumba au Katanga était un plan commun des autorités de Léopoldville, de leurs conseillers et des autorités de Bruxelles, la décision de tuer Lumumba fut prise par les autorités katangaises. « *Ce fut surtout le ministre Godefroid Munongo qui joua à cet égard un rôle déterminant. Il était le petit-fils de M'siri, le marchand d'esclaves afro-arabe qui au XIXème siècle s'était approprié le royaume de Lunda.* »⁵³⁸ Il est vrai que Godefroid était le petit-fils de M'siri mais ce dernier n'a jamais été un afro-arabe, un sumbwa du Nyamwezi. Il ne s'était pas approprié le royaume de Lunda, il avait pris quelques possessions au Mwata Kazembe du Luapula.

Enfin les travaux qui ont précisé la description des séquences de l'assassinat de Lumumba ne manquent pas de montrer le rôle majeur du ministre Godefroid Munongo. Jean Omasombo en fait mention : « *Gérard Soete meurt en juin 2000 sans avoir rendu les reliques de Lumumba: deux dents de la mâchoire supérieure et les doigts qu'il avait gardés du cadavre dépecé en janvier 1961. Ce que vise cette besogne de Soete sous injonction de son ministre G. Munongo, c'est de faire disparaître Lumumba pour qu'on n'en parle plus.* »⁵³⁹ Il est normal que les autorités katangaises aient pris la décision de tuer Lumumba, car depuis 1959 jusqu'à la tenue de la Table-Ronde, les propos de Lumumba au sujet des Katangais étaient toujours

⁵³⁷G.Weber, *Le Katanga de Moïse Tshombe ou le drame de la loyauté*, éditions Louis musin, (Bruxelles,1963), 178.

⁵³⁸D.Van Reybrouck, *Congo, une histoire* (traduit du néerlandais par Isabelle Rosselin), Actes du sud, (Paris, 2012), 332.

⁵³⁹J.Omasombo Tshonda, « Lumumba, drame sans fin et deuil inachevé de la colonisation » *Cahiers d'Etudes Africaines*, 44 :173/174 (2004), 221-261.

qualifiés de discourtois. Le ministre Kibwe, s'exclama sur la chaîne de la Télévision nationale en disant : « Il nous fallait régler les comptes à ce monsieur qui nous avait injuriés. »

Jacques Brassime et Jean Kestergat disent que s'il fallait établir la liste des principaux responsables de la mort de Lumumba, il faudrait y inscrire en ce qui concerne le Katanga, Munongo pour son évidente détermination à faire disparaître un ennemi aussi détesté que redoutable.⁵⁴⁰ Ne faut-il pas noter les quelques altercations qui eurent lieu entre ces deux hommes dans le passé avant l'indépendance lorsqu'ils se sont querellés à Elisabethville en présence d'André Scholler, dernier gouverneur belge de la province du Katanga. Lumumba lui avait lancé ces mots : « J'aurai ta peau. » et Munongo répliqua : « Tu ne mettras plus les pieds ici. Si tu reviens au Katanga, tu n'en sortiras pas vivant. ».⁵⁴¹ Munongo n'a-t-il pas réalisé son rêve lorsque le 13 février il avait annoncé la mort de Patrice Lumumba. Kestergat dira que « la nouvelle n'en sera donnée que le 10 février suivant par le ministre de l'intérieur, Godefroid Munongo qui attribue la responsabilité de la mort des détenus à des villageois en colère les ayant surpris alors qu'ils étaient en fuite. C'est un mensonge si évident que Munongo lui-même renoncera à soutenir cette version. Mais la vérité, il ne dira plus non plus.⁵⁴² La mort le surprendra au moment où il avait promis de donner son témoignage sur tous les événements qui ont conduit à la mort du premier Premier ministre Congolais et ses compagnons. Sur le plan international, Les occidentaux voulaient, à tout prix, préserver leurs intérêts et privilèges au Congo et étaient prêts à écarter tous ceux qui y porteraient atteinte. En plus, Lumumba se montrait très intransigent conformément à sa position nationaliste; il avait utilisé une mauvaise tactique, celle de menacer de faire appel à l'URSS si l'Occident ne l'aidait pas. Il était vite perçu par les dirigeants occidentaux comme un procommuniste. Le Directeur de la CIA de l'époque Allan Dulles pensait que Lumumba était comme Fidel Castro si pas pire.⁵⁴³

Au cours de son mandat de ministre de l'intérieur du Katanga, Godefroid Munongo se montra un habile fonctionnaire ayant su bien organiser et pacifier cet Etat. Lors des troubles sanglants opposant les partisans de la Conakat avec ceux de la Balubakat, fit maîtriser la

⁵⁴⁰J.Brassime, et J.Kestergat, *Qui a tué patrice lumumba?* Editions duculot (louvain-la-neuve), (Paris, 1991), 205.

⁵⁴¹*Ibid.*

⁵⁴²C.Braeckman (dir), *Congo 1960, échec d'une décolonisation*, André Versailles, grip, Bruxelles, 2010, 100.

⁵⁴³E.Wamba dia Wamba, « Politique africaine : le cas de la République Démocratique du Congo », 2012, http://www.codesria.org/IMG/PDF/wamba_dia_wamba_politique_africaine.

situation avec l'aide du représentant des Nations Unies au Congo. Le Ministre de l'intérieur fut aussi aidé dans ces troubles par les premiers Bourgmestres, les autorités locales de l'Administration et de la Police. Disons que Godefroid réussit à maîtriser la situation à la suite de l'organisation impeccable de la Police et de la sécurité Katangaises. En tant que Ministre ayant la tutelle de l'intérieur sous ses responsabilités, il sut doter la police katangaise des structures, des équipements nécessaires à l'efficacité des interventions. La Police Katangaise fut, grâce au talent de Godefroid Munongo, un corps spécialisé capable de mieux accomplir sa mission de sécuriser la population. En reconnaissance de ses mérites, les ex-gendarmes Katangais en mutinerie contre l'autocrate de Mobutu en 1966, exigèrent la présence de Godefroid Munongo à Kisangani comme médiateur attiré entre eux et le pouvoir. Ils affirmèrent qu'ils ne pouvaient écouter que ce dernier.⁵⁴⁴ En sa qualité de Ministre de l'Intérieur, Godefroid Munongo avait signé plusieurs décrets, lui seul ou en commun accord avec le Président de l'Etat de Katanga, en vue de bien sécuriser et administrer le Katanga. Comme l'arrêté du 2 novembre 1960 relatif à l'interdiction de l'activité de l'association Watch Tower sur toute l'étendue du territoire du Katanga et l'Ordonnance-Loi du 21 février 1961 créant la nationalité Katangaise.⁵⁴⁵

La bonne administration de la province et sans tâtonnement dans la gestion territoriale poussa Godefroid Munongo à créer une école de formation des cadres territoriaux. Implantée à Jadotville, cette école fonctionnait dans le bâtiment appelé « Hôtel Cosmopolite ». C'est dans ces mêmes locaux qu'œuvrent aujourd'hui la Mairie de Likasi. Cette école formait des cadres territoriaux compétents dans l'administration publique. Il s'inspira du modèle de l'EMA (école moyenne d'administration) Plusieurs ressortissants de Bunkeya sont passés par cette école, tel Paul Kazembe, cousin du ministre de l'intérieur et du mwami des Yeke, qui deviendra plus tard administrateur de la sûreté provinciale.⁵⁴⁶

En 1961, le Ministre de l'intérieur riposta rigoureusement contre l'arrestation du Président Moïse Tshombe et de son ministre Evariste Kimba emprisonnés à Léopoldville par les autorités centrales. Godefroid Munongo voyait dans cette arrestation un vaste complot international ourdi par les ennemis du Katanga. Ce dernier visait à provoquer des troubles pouvant occasionner l'intervention armée pour déstabiliser le Katanga. Mais, bien

⁵⁴⁴*Biographie Historique du Congo*, Cerdac, Collection Documents et travaux, 22(2002-2003), 36.

⁵⁴⁵ Moniteur Katangais.

⁵⁴⁶ « Entretien avec monsieur Jean-Marie Kashoba ».

d'observateurs voyaient en Godefroid Munongo le véritable détenteur du pouvoir au Katanga. A cette époque, il cumulait les fonctions de Président, de Ministre des affaires étrangères et de Ministre de l'Intérieur. Après le 11 mai 1961, les mêmes observateurs crurent percevoir des indices de rupture au sein du directoire. Et Léopoldville voulait compromettre la stabilité du pouvoir détenu par le Collège katangais en l'absence de Moïse Tshombe en évoquant les excès politiques et policiers de Godefroid Munongo. Ce dernier fit partie avec Jean Baptiste Kibwe et Gabriel Kitenge du groupe des radicaux de la sécession Katangaise. C'est pourquoi, il était celui qui exprimait mieux la déception des Ministres Katangais lors de la résorption de la sécession Katangaise, en ces termes : « *Si nous avons fait comme tout le monde, en livrant les blancs au massacre et au pillages, on nous considérerait en Europe comme des grands nationalistes et partout comme des interlocuteurs valables. Mais nous n'avons pas tué assez de blancs et c'est pourquoi l'Europe nous méprise* ». ⁵⁴⁷

Comme l'a bien souligné une majeure partie des observateurs de la politique du gouvernement sécessionniste, Godefroid Munongo a porté ombrage à Tshombe, il était le véritable chef du gouvernement. C'était un homme dur et ferme, il lui manquait le parfum de diplomatie yeke. S'il avait été mwami à l'époque coloniale, il lui adresserait les mêmes reproches que son père Mutampuka sur le plan du caractère. Par contre Antoine Munongo avait suivi la ligne de conduite de son oncle Mwenda Kitanika.

A la reddition de la sécession Katangaise, le Ministre résidant chargé des affaires katangaises, Monsieur Joseph Ileo, tenait à éliminer les éléments durs de la scène politique provinciale en les remplaçant par les dociles, favorables à la politique de Léopoldville. Il réussit son premier coup de force en mettant André Kapwasa à la tête de l'Assemblée provinciale en remplacement de Monsieur Charles Mutaka wa Dilomba. Ce dernier était proche de Godefroid Munongo, il était arrière petit-neveu de M'siri par son père et avait aussi des liens de parenté avec le chef Pande, par sa mère ⁵⁴⁸ Le passage d'André Kapwasa à la tête du parlement lui donna des atouts politiques nécessaires à l'élimination de tous les radicaux du gouvernement Katangais par voie des motions censures. Godefroid Munongo fut l'un des Ministres visés par la politique entreprise par Joseph Ileo.

En Avril 1963, trois motions de censures furent déposées à l'assemblée provinciale contre les défenseurs des idées séparatistes et de Moïse Tshombe, parmi eux Godefroid

⁵⁴⁷ *Biographie Historique du Congo*, Cerdac, Collection Documents et Travaux, 20(2002),38.

⁵⁴⁸ *Biographie Historique du Congo*, Cerdac, Collection Documents et Travaux, 22(2002-2003) ,140.

Munongo accusé par ses pairs de tribalisme dans le recrutement du personnel de son ministère et par la création du Camp des réfugiés. Mais la pertinence des réponses adressées à l'Assemblée provinciale dans sa note parlementaire lui permit d'échapper à la motion de méfiance par 13 voix contre, 8 voix pour et 6 abstentions. La motion de censure dirigée contre l'homme fort du Katanga au parlement Katangais visait la condamnation et la réprobation sans appel de la politique dure menée par Godefroid Munongo pendant la sécession par ses propres coéquipiers désormais acquis à la stratégie de Léopoldville contre le Katanga, stratégie qualifiée par l'aile dure de la Conakat de subversion et de domination des politiciens de Léopoldville sur ceux du Katanga en l'occurrence membres dits du groupe de Binza. Pour bon nombre des observateurs, le rejet de cette motion se pliait à la logique du respect des recommandations du plan U.Thant refusant de poursuivre les ministres katangais pour les actes et gestions posés pendant la sécession.

Le 26 Avril 1963, Moïse Tshombe remania son gouvernement et Godefroid Munongo quitta le ministère de l'intérieur pour celui de la santé publique. Le passage de Godefroid Munongo à ce ministère fut de très courte durée. En sa qualité de ministre de la Santé Publique, il visita différents dispensaires et hôpitaux de la ville de Likasi, de Kipushi, de Kambove et d'Elisabethville. Au cours de ces visites, il put se rendre compte de l'état déplorable de certains centres hospitaliers. Il eut le courage politique de profiter de ses visites pour signifier aux fonctionnaires du service médical qu'il combattrait partout les moyens à sa disposition l'esprit de laisser-aller et de l'indiscipline, entraves principales de la bonne marche de tout service. Le Ministre de la Santé Publique organisa d'autres voyages de sensibilisation, cette fois-ci, à l'intérieur du Katanga. Au cours de ses tournées, il se rendit compte que l'état réel des dispensaires et d'autres installations pharmaceutiques de Bunkeya, de Mitwaba, de Kambove, de Mulungwishu et de Lubudi. Godefroid Munongo est resté attaché à son terroir d'origine car son village natal et la capitale de ses ancêtres bénéficia de plusieurs dons en produits pharmaceutiques. Partout où il était passé, il versa d'énormes sommes d'argent pour la réfection des formations sanitaires. Plusieurs Bâtiments de dispensaires et des hôpitaux furent réparés et certains dépôts pharmaceutiques furent ravitaillés en produits pharmaceutiques. Son passage à la tête de ce ministère était de courte durée, Godefroid Munongo n'a pas pu réaliser son projet de doter les chefs-lieux des chefferies et des territoires des dispensaires modernes. Des constructions déjà entamées restèrent inachevées, par

exemple, sur la route-Kasenga et dans d'autres territoires de la province.⁵⁴⁹ Par cette politique, Godefroid voulut perpétuer la vision du gouvernement de la sécession qui accorda une importance de choix au milieu coutumier. Il était véritablement attaché au milieu coutumier sur tous les plans. N'obligeait-il pas ses enfants à passer plusieurs moments de vacances à Bunkeya pour s'imprégner de la culture leurs ancêtres ? Ils ont tous appris à parler la langue de leur terroir.⁵⁵⁰

Le Président Joseph Kasa-Vubu, en Juillet 1963, avait signé la loi créant les deux provincettes au Katanga, à savoir le Lualaba et le Katanga oriental. De ce fait, l'ancienne province du Katanga fut démembrée en trois provinces : Katanga oriental, Lualaba et Nord-Katanga. Au Katanga oriental, Edouard Bulundwe fut élu Président provincial. A la formation de son gouvernement, Godefroid y fut nommé Ministre de la Justice et de l'information. Bientôt nommé Ministre de la Justice, il se mit au travail. Godefroid Munongo fut chargé par le gouvernement provincial d'enquêter sur la grève des travailleurs de l'Union Minière du Haut-Katanga (U.M.H.K.) à Jadotville. A l'issue de cette mission, il fit la déclaration suivante :

J'ai été officiellement saisi de la question d'une grève sauvage, c'est-à-dire illégale qui a pris naissance dans les installations de l'Union Minière du Haut Katanga à Jadotville. Je dois rappeler que cette grève est illégale, les moyens pacifiques légaux n'ayant pas été utilisés au préalable. Tenant compte de l'intérêt primordial de tous les travailleurs et employés de l'U.M.H.K. ainsi que des intérêts des populations occupées dans les industries. Tenant compte aussi de la législation sur la matière. Tenant compte des améliorations des salaires que nous exigeons en votre faveur, et dont je vais vous parler. Je prie tous les grévistes de reprendre le travail mardi matin 21 Avril 1964, faute de quoi, à mon regret, je me verrais obligé de parler le Ministre de l'Intérieur de prendre les mesures qui s'imposent. Ces mesures iront jusqu'à l'arrestation des meneurs et des grévistes persistants.⁵⁵¹

En tant que Ministre de l'information, Godefroid Munongo a pu résoudre les différends qui l'opposaient à la Voix du Katanga. Il avait reçu une délégation de la presse dirigée par Monsieur Amisi, Directeur de la Voix du Katanga suspendu : Le but de la rencontre était de demander de lever la mesure qui frappait le directeur de la Voix du Katanga. Cette mesure fut levée par le Ministre qui prodigua de sages conseils à toute la

⁵⁴⁹Entretien avec monsieur Alexis Kazembe à Lubudi, le 20 octobre 2012.

⁵⁵⁰« Entretien avec madame Dominique Munongo Inamizi Kanonga ».

⁵⁵¹*Essor du Katanga* numéro 948, avril 1964, 1.

délégation de la presse du Katanga oriental. En outre, en sa qualité de Ministre de l'Information, Godefroid Munongo fit une déclaration sur la convocation des travaux constitutionnels de Luluabourg, en ces termes :

Plus que Tananarive, Coquilhathville et Kitona ? Luluabourg sera réellement la seule chance pour les enfants de ce pays. En tant que membre du Katanga à la commission constitutionnelle, je suis fermement convaincu que cette fois-ci, la réunion ne se terminera pas sans résultats. Les enfants de ce pays n'ayant connu que malheur sur malheur voici quatre ans, il faut à tout prix que cette fois-ci on y mette fin. Il faut que les citoyens vivent dans le bonheur, comme partout ailleurs. Eh bien ! il faut que ceux qui sont au pouvoir ne croient pas qu'ils y sont à tout jamais, parce qu'ils voulaient durer, alors qu'ils n'ont plus, mais absolument plus l'appui de la population. Celle-ci n'a plus besoin de discours, car, il n'y en eu trop et il faut maintenant des actes. Ces actes ne seront concrets que si la solution trouve à Luluabourg est réellement africaine et tient compte de réalité.⁵⁵²

Pour comprendre l'importance de la constitution dite de Luluabourg, il faut voir les circonstances qui ont favorisé la réforme de l'ancienne constitution mise au point par le colonisateur belge. D'abord la loi du 19 mai 1960 appelée communément « Loi Fondamentale » A partir de 1963, des faits nouveaux survinrent pour rendre incontournable l'introduction d'une nouvelle constitution. La sécession katangaise fut réduite entraînant par voie de conséquence le retour de cette province dans les giron de l'administration de Léopoldville. Le plan U.Thant, qui faisait prévaloir l'intérêt d'une réconciliation nationale et une réduction de la sécession à l'amiable, cessa d'être la pierre angulaire à partir de laquelle la constitution devait être élaborée. On prit également conscience, cette année-là que la première législation touchait à sa fin du moins si l'on se référait à la Loi Fondamentale.

Une période politique « Chaude » s'annonçait avec des élections pour les Chambres et la présidence de la République. Il devenait délicat d'envisager de tels événements sans disposer d'un outil constitutionnel adéquat. Il fallait s'occuper de la mise en place de la nouvelle constitution. Le Président Kasa-Vubu l'avait très bien compris, c'est pourquoi, il s'efforça d'activer les débats du parlement. Celui-ci ralentit son activité de mars à juin 1963. La session extraordinaire du mois d'août tourna court, les parlementaires s'étant fixé un autre objectif : faire tomber le gouvernement Adoula. Kasa-Vubu renvoya les Chambres, il procéda à la mise sur pied d'une commission constitutionnelle. Il fit appel aux services d'une commission extrêmement large avec une représentation des instances les plus diverses, mais aussi les plus inattendues. Le gouvernement central, les Assemblées et les gouvernements

⁵⁵²Essor du Katanga, numéro 900 du 22 février 1964,1.

provinciaux, les syndicats des travailleurs et du patronat, les confessions religieuses, la jeunesse et la presse furent tous représentés aux travaux de cette commission. Il faut noter que les délégués étaient de la Société civile et non des partis politiques. C'est dans ce sens que Godefroid participa à la constitution de Luluabourg en tant que Ministre de la justice et de l'information du gouvernement de la province du Katanga oriental. Godefroid Munongo fut un des membres actifs de la constituante. Il contribua, le 11 Avril 1964, à l'adoption d'un texte de 204 articles, devenu le projet de constitution à soumettre au référendum populaire avant sa promulgation par le chef de l'Etat.⁵⁵³

Le référendum organisé du 25 juin au 10 juillet dans les quelques régions non troublées, aboutit à un résultat positif. La constitution put ainsi être promulguée le 1^{er} 08/1964. Le Congo avait enfin une première constitution rédigée par ses propres ressortissants. Le pays se choisit un nouveau nom : « République Démocratique du Congo », une devise nationale : « Justice, Paix, Travail » et un nouveau drapeau « Bleu à l'Etoile d'Or » de l'A.I.A., déjà modifié en 1960 par adjonction de 6 étoiles. Le nouveau drapeau était bleu, flanqué en diagonale d'une bande rouge (symbolisant le sang des martyrs) et une étoile jaune (Symbole des richesses minières). La constitution consacra le régime parlementaire avec un premier ministre nommé par le Président dans la majorité parlementaire.

Ainsi, après les travaux de la Conférence de Lualuabourg, le Président Kasa-Vubu songea cette fois-ci à Moïse Tshombe. Au pays, un message officiel lui fut lancé pour son retour d'urgence à Léopoldville en vue d'une consultation avec les instances politiques du pays. A l'issue de ces consultations, il fut nommé enfin Premier Ministre du Gouvernement de Salut Public à Léopoldville. Connaissant le savoir-faire politique de Godefroid Munongo, Moïse Tshombe lui confia à partir de 10 juillet 1964 le Ministère de l'Intérieur du Gouvernement Central. Titulaire de ce Ministère, Godefroid Munongo cumula aussi les fonctions des Cabinets de la Fonction Publique et de la Justice. Moïse Tshombe se choisit comme directeur de cabinet Bernard Munongo.⁵⁵⁴

⁵⁵³I.Ndaywel è Nziem, *Histoire*, 639.

⁵⁵⁴Fils d'Antoine Munongo né en 1939, au moment où Tshombe est rappelé au pays pour exercer les fonctions de premier ministre. Il passe par la Belgique ; il recrute un certain nombre de jeunes congolais qui venaient de terminer leurs études universitaires. Il va les regrouper dans son cabinet et Bernard Munongo qui venait d'être reçu docteur en droit sera le directeur de cabinet du premier ministre de juillet 1964 à octobre 1965. Bernard Munongo a su attirer la sympathie du premier ministre et de ses collaborateurs, grâce à son savoir-faire et à la maîtrise des dossiers. Véritable visionnaire, il insista auprès du premier ministre Tshombe pour que ce dernier conseille le président Kasa-Vubu de ne pas promouvoir Mobutu qu'il qualifiait de général d'opérette. Chose que

Après sa nomination à ce Ministère de l'Intérieur, Godefroid Munongo se mit au travail. Il organisa une tournée dans toutes les provinces du Congo même dans celles où les rébellions faisaient encore rage. Il visita les Provinces du Haut Congo et du Kivu où les mulelistes faisaient le terrorisme.⁵⁵⁵ Au cours de ces tournées, il appela les populations au calme et à faire confiance au Gouvernement de Salut Public. Cela entraînait dans les objectifs du gouvernement Tshombe qui se résumaient sur trois axes : mettre fin à la rébellion, stabiliser l'économie et organiser les élections. Pour bien d'observateurs, Tshombe avait réussi son pari, c'est pourquoi il avait obtenu une majorité au nouveau parlement.

A partir du mois d'Avril 1965, on organisa des élections nationales, le Ministre de l'Intérieur visita toutes les provinces afin de se rendre compte de l'efficacité des structures mises en place pour un bon déroulement des élections. Sa première visite de travail commença par Coquilhatville avant d'atteindre le Kasai et le Katanga. Au Kasai, le Ministre de l'Intérieur visita successivement Luluabourg, Tshikapa, Mwene-Ditu et Lodja. Le Ministre eut des entretiens avec des autorités locales et surtout avec les présidents des Bureaux de Vote. Ces entretiens portèrent spécialement sur la façon dont se dérouleraient les opérations électorales et la défaillance matérielle. Partout où il était passé, le Ministre Godefroid Munongo invitait la population à choisir en toute quiétude des hommes capables de diriger les destinées du pays.

En tant que Ministre de l'Intérieur et de la Fonction Publique du Gouvernement central Congolais, il se rendit aussi à Elisabethville pour se rendre compte de la situation qui se détériorait continuellement depuis la fin des élections. Pendant les élections, les autorités provinciales du Katanga Oriental avaient essayé d'intimider la masse locale en arrêtant Monsieur Kayumba, Directeur de la voix du Katanga et Monsieur Amisi son vice-directeur. Ces arrestations arbitraires avaient provoqué de vives réactions de la part de toute la presse nationale et internationale. Après l'examen minutieux de la situation, il décida de la libération de ces deux journalistes. Le Ministre se rendit ensuite au Nord Katanga où la situation

Mobutu ne pardonnera jamais à Bernard. Il s'était également engagé avec les autres pour œuvrer dans le sens de l'amélioration de l'image des ressortissants du Katanga, vis-à-vis de ceux d'autres provinces. En effet, depuis la sécession du Katanga, les Katangais étaient considérés comme des xénophobes et des rebelles. Le recours à la sécession avait terni leur image. Il fallait redorer le blason du katangais. C'est à cela que Bernard Munongo s'était engagé. Lire la biographie de Bernard dans « *Biographie Historique du Congo* », collection documents et travaux 22 (2002-2003), 151-153. Le premier ministre fut entouré de l'élite yeke travaillant pour l'unité du katanga.

⁵⁵⁵ *Essor du Katanga*, septembre 1964,1.

semblait être confuse un certain temps entre le Commissaire de la République pour le Nord-Katanga, Monsieur Kambola et les Chefs Coutumiers de Kongolo. A Kongolo, le Ministre de l'Intérieur tint une réunion de sécurité avec les autorités de la place. Les mesures de défense pour le Nord-Katanga contre les infiltrations des mulelistes furent prises au cours de cette réunion. Car les mulelistes étaient encore éparpillés dans la région de Kabambare où ils menaçaient la population de Kongolo.⁵⁵⁶

En sa qualité de Ministre de l'intérieur du Gouvernement Central, Godefroid Munongo procéda à l'arrestation et à la mise en résidence surveillée du Gouverneur de la province du Lualaba, Dominique Diur accusé de détournement des deniers publics à Kolwezi. La population de la province du Lualaba s'était plainte de la mauvaise gestion des fonds publics et Godefroid Munongo l'arrêta en tant que Ministre de la Justice.⁵⁵⁷ Le Ministre de l'Intérieur devait faire face aux contestations du M.N.C. /L contre les élections nationales. Selon lui, le MNC/L a été incapable de présenter des listes de candidature conformes aux prescriptions légales. L'échec électoral du M.N.C./L était la conséquence logique du non-respect de la légalité constitutionnelle. Godefroid Munongo avait conclu à cet effet que la rébellion devait prendre fin. Au cours de sa déclaration, il avait mis en garde la presse contre la propagation d'informations tendancieuses.

Voyant la fin prochaine du mandat du gouvernement et en prévision des élections législatives et présidentielles de 1965, le premier Ministre Moïse Tshombe, renvoya son Ministre de l'Intérieur, Godefroid Munongo au Katanga Oriental où il le soutiendra aux élections pour le Gouvernorat. Au Katanga oriental, deux candidats se disputaient le fauteuil de Gouverneur. Les deux candidats étaient bien connus et on avait eu à juger leurs actes au cours de la première législation. Il s'agissait de Jean-Baptiste Kibwe et de Godefroid Munongo. De l'avis des observateurs, les Conseillers provinciaux qui étaient bien renseignés sur le passé de chacun des candidats n'éprouvèrent apparemment aucune difficulté pour élire celui qui, à défaut de la réunification, devait présider pendant cinq ans aux destinées du Katanga oriental. Après deux tours de scrutin, Messieurs Kibwe et Godefroid Munongo étaient à égalité. Kibwe désista, resté candidat unique, Godefroid Munongo fut Proclamé Gouverneur par acclamation.⁵⁵⁸ Par l'arrêté numéro 10/041 du 03 Août 1965, le Gouverneur

⁵⁵⁶ *Essor du Katanga*, numéro 1252, du 5 mai 1965, 1.

⁵⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁵⁸ *Essor du Katanga*, numéro 1296, du 29 juin 1965, 1.

Godefroid procéda à la nomination des membres du Gouvernement provincial du Katanga Oriental.

- Monsieur Edouard Bulundwe : Ministre de l'intérieur
- Monsieur Jean Baptiste Kibwe : Justice et Travaux Publics
- Monsieur Raphaël Mumba: Finances et Industrie
- Monsieur Cyprien Kaela: Agriculture, Postge et Télécomm.
- Monsieur Enock Kikontwe : Santé Publique
- Monsieur Frédéric Kibassa Maliba : Education, jeunesse, Sport,

Travail et Affaires sociales ;

- Monsieur Godefroid Munongo: Plan, Tourisme et Fonction Publique.

Dès le lendemain de la nomination de l'équipe gouvernementale le Gouverneur du Katanga Oriental, Godefroid Munongo présida une réunion du Conseil des Ministres. Au cours de ce Conseil, trois points importants figurent à l'ordre du jour, à savoir : logement des Ministres et du Président de l'Assemblée ; moyens de transport des Ministres ; présentation officielle de l'équipe gouvernementale à la population.

Le 03 Août 1965, le Gouverneur du Katanga Oriental, Godefroid Munongo, avait fait une déclaration politique à Jadotville. Au cours de cette déclaration, il soutint que son gouvernement était un gouvernement d'action. Il regretta que beaucoup n'ait pas encore compris pourquoi il avait abandonné le poste de Ministre de l'Intérieur du gouvernement central pour le poste de Gouverneur du Katanga Oriental. Car les promesses faites aux Chefs coutumiers en 1960, n'ont jamais été tenues. C'est ainsi qu'en commun accord avec le premier Ministre Moïse Tshombe, il était venu se présenter à l'échelon provincial pour continuer à servir les populations du Katanga Oriental.⁵⁵⁹

Le 20 Août 1965, le Gouverneur du Katanga Oriental présenta le programme de son Gouvernement. Ce dernier comportait les points ci-après: la restauration des travaux d'adduction d'eau et de raccommodement de l'électricité à toutes les agglomérations importantes, construction d'habitations récentes pour les grands chefs coutumiers, promotion des valeurs congolaises, la promotion générale de l'économie provinciale ; l'action énergétique

⁵⁵⁹ *Essor du Katanga*, du 04 août 1965.

pour le respect des droits du Katanga Oriental dans la répartition de la subvention constitutionnellement dues par le gouvernement central à la province et la mise en œuvre de grandes régions agricoles. Peu après son investiture, il construisit le ministère de l'agriculture et l'école technique supérieure d'études secondaires d'agriculture (E.T.S.S.A.) fut créée. En effet, soucieux de donner aux élèves des connaissances solides et conformes à son programme de rénovation agricole, le Ministre Kaela demanda aux élèves de 5^e et 6^e années de cette école de participer à des travaux pratiques dans les centres ruraux de Kilobelobe, de Mukulubwe, et de Karavia. Par la politique des grands travaux agricoles, Godefroid tenait à relever le niveau de vie des populations villageoises. Sur le plan des idées, il demeura constant, attaché au développement des milieux coutumiers.

Après la révocation de Moïse Tshombe, le Gouverneur du Katanga Oriental lui avait adressé un message de soutien :

Monsieur le Premier Ministre Moïse Tshombe : La population et le Gouverneur du Katanga Oriental ont suivi avec émotion le développement de la situation : Ils vous assurent de toute leur sympathie dans la nouvelle épreuve que vous traverserez. Jamais, ils n'oublieront et il est certain que la grande majorité du peuple congolais n'oubliera pas l'œuvre immense que vous avez entreprise et réalisée. Vous avez été appelé à un moment où le pays réclamait un sauveur accepté d'assumer la lourde et pénible tâche de sauver le Congo de la Dêbâcle.. Vous avez répondu sans hésiter à l'appel unanime et vous vous êtes sacrifié corps et âme pour le salut public.⁵⁶⁰

Ce bilan dressé par le gouvernement Munongo, se présenta de la manière suivante : l'amélioration de plusieurs avenues d'Elisabethville et de Jadotville, la construction de 6 ponts Beley sur la route de Baudouinville, le rechargement et le nivellement de la route de Bunkeya, le montage du pont sur la Lufira, l'asphaltage de la bretelle reliant le boulevard Baudouin et l'avenue Stanley, l'élargissement du boulevard Reine Elisabeth permettant une double circulation et la réhabilitation de la route Mokambo-Luapula. Ces quelques réalisations étaient à compter parmi tant d'autres, l'œuvre fut arrêtée lors de la fusion du Katanga Oriental avec Lualaba pour former la province du Sud-Katanga.⁵⁶¹

Après le coup d'Etat du 24 novembre 1965, à la toute première visite du nouveau président au Katanga, le premier mars 1966, Godefroid Munongo prit tout son courage pour exprimer sa déception devant le Général Mobutu en lui déclarant qu'il venait de commettre

⁵⁶⁰ *Essor du Katanga*, numéro 1383 du 14 octobre 1965. 1.

⁵⁶¹ Mutombo Samakay, « Conflits entre leaders politiques au Katanga 1960-1990 », (mémoire de licence, Unilu, 1998).

une grosse erreur en prenant le pouvoir, car, selon lui, Mobutu devrait s'occuper de l'armée et laisser la politique aux politiciens.⁵⁶² Cette façon de présenter les faits dénote du manque de diplomatie dont on a parlé, et constitue sur le plan tout à fait personnel, une des faiblesses de Godefroid Munongo. Jusqu'au 5 avril 1966, l'ancienne province du Katanga ne comptait que 3 provincettes. Après cette date, c'est-à-dire le 6 Avril 1966, elle en comptait deux, à la suite de la fusion en une seule, de la provincette de Lualaba avec celle du Katanga-Oriental pour former la province du Sud-Katanga. Ainsi, l'ancienne province du Katanga, à partir du 6 Avril 1966, ne comptait que deux : la province du Nord-Katanga et celle du Sud-Katanga. Cette fusion résulta de la réduction du nombre des provinces de 21 à 12 par le Président Mobutu. Godefroid Munongo alors Gouverneur du Katanga Oriental ne se trouvera nulle part dans l'administration territoriale. Ainsi, il jugea bon de poser sa candidature au poste de Gouverneur du sud-Katanga. Après un scrutin amplement disputé, il fut élu Gouverneur de la nouvelle province du Sud-Katanga avec 33 voix contre 23 à Dominique Diur, ex-Gouverneur du Lualaba, devenu Vice-gouverneur.

Les deux hommes devaient, désormais, présider aux destinées de la province nouvellement découpée. Le Sud-Katanga qui fut découpé en trois districts, à savoir :

1. le District de Lualaba, chef-lieu Sandoa, comprenant les territoires de Sandoa, Kapanga, Dilolo et Musonoi ;
2. Le district de Lufira, chef-lieu Kambove, regroupant les territoires de Kambove, Lubudi, Sakania et Kipushi ;
3. Le District de Luapula-Moëro, chef-lieu Kasenga, englobant les territoires de Kasenga, Pweto, Mitwaba et Baudouin ville ;

Fort de son nouveau mandat, Godefroid Munongo se détermina à continuer le même plan d'action adopté pour la province du Katanga-Oriental. Dans le souci de redynamiser le secteur de la santé, le gouvernorat du Sud-Katanga dota sa province de 10 ambulances et de 2 corbillards. Mais, la lutte d'influence entre les deux hommes fut nocive à l'action de développement de la province. Les rapports entre le Gouverneur Godefroid Munongo et son Vice-Gouverneur, Dominique Diur, furent très tendus. A titre de rappel, Godefroid Munongo, alors Ministre de l'Intérieur du gouvernement central avait suspendu le Gouverneur du Lualaba, Dominique Diur, pour des raisons de détournement des deniers publics. Cette

⁵⁶²« Entretien avec monsieur Lwamba Bilonda à Lubumbashi ».

suspension fut à la base de la morosité des relations entre les deux hommes appelés à gérer ensemble la province du Sud-Katanga. Le conflit éclata entre le Gouverneur Godefroid Munongo et le Vice-gouverneur Dominique Diur notamment autour de la répartition des Ministères entre l'ancienne province du Lualaba et l'ancien Katanga Oriental.⁵⁶³ Lorsque le 21 juillet 1966, des combats opposants les mercenaires appuyés des ex-gendarmes katangais (pour n'avoir pas été payés) aux soldats de l'ANC, les ex-gendarmes en mutinerie exigèrent la présence de Godefroid Munongo à Kisangani. Ils affirmaient, comme nous l'avons déjà dit plus haut, qu'ils ne pouvaient écouter que Munongo et secondairement le Général Mulamba, premier ministre d'alors de la République Démocratique du Congo. Après un séjour d'une semaine à Kisangani, où il s'était fait accompagner de deux de ses ministres provinciaux (Bulundwe et Kibassa), de son retour à Lubumbashi, Godefroid Munongo, Gouverneur du Sud-Katanga, fut convoqué à Kinshasa avec son vice-gouverneur Dominique Diur. Après que le Gouverneur du Haut-Congo, Ignace Michel Ramazani, du Kivu, Dieudonné Boji et du Nord-Katanga, Henri Ndala Kambola fussent convoqués à leur tour à Kinshasa pour accointance avec les ex-gendarmes Katangais, le Président Mobutu mit fin à l'autonomie des provinces, qui furent par ailleurs réunifiées pour passer de 12 à 8 plus la Ville de Kinshasa. Godefroid qui symbolisait alors l'unité du Katanga⁵⁶⁴ fut incarcéré d'abord à Kinshasa, avant d'être envoyé dans l'île de Bulabemba, pour finir par la prison à Kisangani. Il ne sera libéré qu'en 1969. Mais pour l'isoler et le faire oublier de la mémoire collective, il était interdit de le saluer ou de l'aborder pour une conversation.⁵⁶⁵

Par son Ordonnance du 25 Décembre 1966, le Président décida que les Gouverneurs à élire désormais à la tête des nouvelles provinces seraient permutés de manière à ce que plus personne ne puisse diriger sa province d'origine. Au Katanga unifié Paul Muhona fut élu

⁵⁶³*Biographie Historique du Congo* Cerdac, collection documents et travaux, 20(2000), 10 lire aussi Mutombo Samakay, « Conflits entre leaders politiques au Katanga 1960-1990 »

⁵⁶⁴La position de Godefroid Munongo semble trouver sa justification par son appartenance tribale, des relations matrimoniales et culturelles que les yeke créent avec quasiment tous les peuples du Katanga, les luba inclus. Cette intégration fut également symbolique, par un essai d'intégration dans l'univers mythique des autres peuple leur récit de fondation de la royauté sacrée incorpore ainsi des éléments des cultures symboliques politiques de la plupart des autres peuples du Katanga. Avec un peu d'exagération, on pourrait le considérer comme une sorte de charte fondatrice d'un état katangais, centralisé autour de Bunkeya. E.Kennes, « Fin du cycle », 534.

⁵⁶⁵*Biographie Historique du Cong*, Cerdac, collection documents et travaux 20(2000), 39.

Gouverneur et il fut transféré au Kasai. Et celui du Haut-Congo (Province Orientale). Manzikala fut placé à la tête du Katanga.⁵⁶⁶

Suite au décès, le 6 Août 1976 de son frère aîné, Antoine Mwenda Munongo, Godefroid Munongo fut élu et intronisé comme 6^{ème} Mwami des Yeke. Il régna ainsi après M'siri, Mwenda Mukanda Bantu, Mwenda Kitanika, Mwenda Munongo Mutampuka, et Antoine Mwenda Munongo. C'est en cette qualité de Chef Coutumier et mwami des Yeke que le Président Mobutu le nommera membre du Comité Central en 1980 avec beaucoup d'autres autorités coutumières telles que Mwant Yav des Lunda, Mwanagwana Kalamba de Bena Lulua, Nyimi des Kuba, Mulopwe Kasongo Nyembo des Luba du Katanga. En 1982, Godefroid Munongo occupa des postes importants dans les structures du MPR. Au comité exécutif, il fut chargé de l'administration du territoire en 1982. Après trois mois de service, il démissionna en vue de rentrer au Katanga dans son royaume, son souci était d'être près de sa population.

Les années 90 marquent un tournant important dans l'évolution politique de la République Démocratique du Congo. La vague de la Perestroïka venue de l'Est imposa au Zaïre de Mobutu la démocratisation des institutions. Le processus démocratique engagé à cette fin affaiblit progressivement l'autorité de l'homme seul jusqu'à l'acceptation du pluralisme. Une conférence nationale dite souveraine fut convoquée en 1991 pour définir le nouveau paysage politique du pays, Godefroid Munongo fut désigné comme délégué de la Société Civile à cette conférence. C'est là qu'il a trouvé la mort de façon mystérieuse, le 28 mai 1992, alors qu'il s'apprêtait à présenter sa déclaration qui était attendue dans tous les milieux nationaux et internationaux. Il semble en effet que Godefroid Munongo voulait livrer à la postérité, la vérité sur l'assassinat le 17 janvier 1961 de Patrice Emery Lumumba dans lequel, on lui a toujours attribué le rôle primordial. Craignant de se faire éclabousser, le président Mobutu et tous ceux qui avaient trempé dans cet assassinat, auraient fait empoisonner Godefroid Munongo pour l'empêcher de parler. Le parcours politique de ce personnage est élogieux, son règne comme mwami de Yeke en sera profondément marqué.

II.2 Œuvres de Godefroid Munongo

Comme dit plus haut, Godefroid prit, à son investiture, le surnom de Shombeka qui veut signifier le constructeur de la terre ancestrale. Mais, si nous jetons un regard rétrospectif

⁵⁶⁶Lwamba Bilonda, *Les gouverneurs du Katanga de Wangermé à Kyungu wa Kumwanza* (1910-1991), Ceska, (Lubumbashi, 1999).

sur l'ascension politique de ce chef, nous sommes d'avis que ses premières œuvres ou réalisations en faveur de sa contrée ont vu le jour dès les premiers moments de la sécession katangaise. En tant que ministre de l'intérieur, il fut l'instigateur de la formation du bataillon de la gendarmerie katangaise installée à Bunkeya. Comme nous pouvons le constater partout où il est passé comme responsable, Godefroid Munongo n'avait pas manqué de poser un quelconque geste en faveur de Bunkeya (Ministre provincial de l'intérieur, de la santé, de la justice, gouverneur de province, ministre national de l'intérieur, commissaire d'état, membre du Comité central du MPR, etc.).

Godefroid Munongo monte au trône chez les Yeke en 1976, avec les conséquences du manque d'intérêt que l'autorité politique de l'époque a longtemps réservé aux autorités coutumières ; l'absence de moyens financiers et autres mis à leur disposition ; avec la médiocre situation économique qui résulte notamment du mauvais état des routes et accélère les migrations vers les centres ; avec la graduelle de toutes les acquisitions de l'époque coloniale, celle notamment de l'adduction d'eau à Bunkeya même, qui en réduit la population à s'assembler, signe des temps, autour du puits de M'siri. Mwami devait faire face à toutes ces déplorables situations en faisant preuve de bons sens et en déployant beaucoup d'efforts pour pouvoir matérialiser son surnom de règne. L'objectif majeur est celui de mobiliser les masses paysannes, de les tirer de l'inertie et de la passivité afin de les conduire à la participation à la vie sociale, culturelle, politique, économique ainsi qu'aux loisirs communautaires.

II.2.1 la vie politique et culturelle

Sur le plan des idées, il fut un tenant de l'authenticité africaine et du mode ancestral de vie politique. La commémoration du meurtre de M'Siri a été mise en valeur par Godefroid Munongo, qui succéda à son frère Antoine le 12 septembre 1976. Il en fit une cérémonie publique où il invita de nombreux visiteurs étrangers. Son fils, Godefroid Munongo Jr., devenu mwami en juillet 1998, continue cette tradition et est lui-même devenu président de l'Association des chefs coutumiers du Congo. Il semble être fort conscient de son rôle symbolique pour l'unité katangaise, surtout dans une époque d'implosion de l'Etat : L'histoire de M'siri est indissociable de celle du Katanga.

La date du 20 décembre 1891, que nous commémorons chaque année à Bunkeya par de grandioses manifestations, revêt d'une [sic] importance capitale pour nous car elle marque véritablement le point de départ de l'idée de la nation katangaise. [...] Tout cet élan de nationalisme qui s'organisait

harmonieusement autour de ce chef dynamique sera, hélas, brutalement stoppé par les Belges.⁵⁶⁷

Godefroid Munongo réintroduisit le culte des ancêtres pour marquer d'un cachet spécial les festivités du 20 décembre. Il s'évertuait à constituer les valeurs traditionnelles. Ce faisant, il voulut rester fidèle aux croyances ancestrales. Le culte qu'il pratique est celui de « Misambwa », ou culte des mânes. Il semble cependant qu'il ne l'ait pas strictement pratiqué comme ses aïeux. Pour eux, il s'agissait d'implorer la bénédiction du créateur en cas de besoins et demander que toutes les forces naturelles soient favorablement disposées.

Mais le mwami était entouré de féticheurs-devins et ne croyait qu'aux présages et oracles que ceux-ci prononçaient.⁵⁶⁸ A ce sujet, les relations entre l'autorité coutumière et les représentants de l'église catholique ne furent pas tendres, Les correspondances que les missionnaires adressaient aux autorités ecclésiales et politico-administratives ne manquaient pas d'accuser l'autorité coutumière d'un certain laxisme à l'endroit des devins et féticheurs à Bunkeya. En 1985, le Père Supérieur écrivit à son Excellence Monseigneur l'archevêque de Lubumbashi sur la situation qui prévalait à Bunkeya au sujet de ce qu'il avait appelé « chasse aux sorciers » :

Certains éléments de la collectivité (chefferie) collaborent avec les « Nganga », notamment le juge président du tribunal, le greffier, les policiers ; le grand chef lui-même préside certains jugements et présentation de fétiches, en bon nombre des accusés- parfois spontanément, sous l'intimidation- reconnaissent leur culpabilité, d'autres refusent.⁵⁶⁹

Deux ans après, le phénomène réapparut à Bunkeya lourd de conséquences : un homme s'est donné la mort après avoir été accusé de sorcier. L'équipe missionnaire de Bunkeya écrivit au Gouverneur de la province avec copie au Comité Central du M.P.R qui était l'organe de conception et de décision au sein du parti unique⁵⁷⁰. Dans une correspondance adressée à l'archevêque de Lubumbashi, le commissaire de Zone Assistant de Lubudi est d'avis que le mwami encourageait les pratiques fétichistes :

Effet, en cette date, j'ai pris tout mon courage d'homme en main et mis aux arrêts le célèbre devin Mwangala Ndundu ex-Léopold alias Mutape Nkonko,

⁵⁶⁷Fondation du Mwami M'siri, 1998, p.9

⁵⁶⁸Kashoba Mabindi, J.,M., *Modes de succession...op.cit*, p.70-71

⁵⁶⁹Lettre adressée à monseigneur Kabanga, archevêque de Lubumbashi, par l'équipe missionnaire de Bunkeya, en date du 7 juin 1985, dossier mission Bunkeya, archives de l'archevêché de Lubumbashi.

⁵⁷⁰Les conséquences de la pratique fétichiste à Bunkeya, lettre adressée au gouverneur de province par l'équipe missionnaire, en date du 9 septembre 1987, archives de l'archevêché de Lubumbashi

féticheur attiré du chef de collectivité et chef de bande de tous les escorcs qui maltraitent la population de la collectivité des Bayeke. Le lendemain je le déposais au Parquet où il était recherché sans succès depuis l'année écoulée car bien encadré et protégé par le chef de collectivité des Bayeke.⁵⁷¹

Tous ces événements ont eu lieu avec la complicité de l'autorité coutumière qu'incarnait Godefroid Munongo. Ce dernier n'avait pas suivi, en cette matière, la ligne tracée par son prédécesseur, chef chrétien qui avait supprimé le culte des ancêtres.

Si la réapparition du phénomène sorcier-devin dans le milieu traditionnel a troublé la quiétude de certains, cela n'a pas du tout contribué à ternir l'image du chef dans son milieu. Il apportait un renouveau dans l'organisation politique de sa chefferie en créant un grand conseil qu'on appelle désormais le grand conseil du Bwami. Cet organe avait pour rôle essentiel de gérer tous les conflits relatifs à la coutume dans la société yeke. C'est un exercice de la démocratie à l'africaine comme veut le dire Grévisse :

Dans le jeu si particulier qui, traditionnellement, se joue entre chef légitimement élu- et révocable- et son conseil des notables représentant légitimement le corps social tout entier, il découvre l'expression d'une authentique légitimité, d'une démocratie véritable. Les manifestations et résultats de cette vie démocratique à l'africaine sont, comme partout dans le monde, fonction des humains qui la mènent. L'école doit devenir le moyen de les initier « au savoir culturel traditionnel » et les former aux relations qu'implique l'exercice d'un pouvoir de type coutumier.⁵⁷²

Le régime Mobutu fut caractérisé par des tracasseries des éléments prétendus de la sécurité civile et de la J.M.P.R (Jeunesse du Mouvement Populaire de la Révolution), Godefroid Munongo, par sa position politique et sociale, a dû lutter farouchement et avec efficacité contre les détracteurs de sa population. Les populations des régions environnantes venaient se réfugier à Bunkeya.⁵⁷³ Godefroid a su assurer la sécurité des personnes et de leurs biens cela a favorisé le développement du site de Bunkeya. Il y parvint en usant de son autorité (commissaire d'Etat, membre du Comité Central) et de ses relations avec le pouvoir public. Les gendarmes et les membres de la J.M.P.R, auteurs des troubles, des extorsions étaient souvent expulsés de Bunkeya.

⁵⁷¹Lettre du commissaire de zone assistant de Lubudi adressée à son excellence monseigneur Kabanga, archevêque de Lubumbashi en date du 27 septembre 1986, dossier mission Bunkeya, archives de l'archevêché de Lubumbashi.

⁵⁷²F.Grévisse, « La lignée », 634.

⁵⁷³« Entretien avec monsieur Kalabo à Bunkeya »

Le souci de pénétrer la profondeur de l'âme yeke, le poussa à parcourir l'ancien espace de l'empire de Garenganze de M'siri. Il alla même jusque dans les contrées qui, administrativement ne dépendaient pas de lui. Son objectif était de retrouver et de réconforter les Yeke laissés par M'siri à Kitopi près de Moba, à Kashobwe en territoire de Kasenga et à Kibanda en territoire de Bukama.⁵⁷⁴ Son plus grand souci fut de reconstruire, de ressusciter l'âme yeke dans le chef de tout un chacun. De ce fait, il mit sur pied plusieurs chorales pour faire revivre la culture yeke. Cette régénération spirituelle permit à la jeunesse yeke de se réconcilier avec sa culture et de réintégrer son passé glorieux en écoutant ceux qui vantaient l'épopée de ses ancêtres. Les danses traditionnelles étaient organisées les jours des grandes manifestations (jour commémoratif de la mort de M'siri, anniversaire de l'intronisation du Mwami). Son fils Godefroid Junior s'investira dans cette œuvre, il fera à maintes reprises faire voyager la chorale yeke en dehors des frontières du pays (en Zambie, Zimbabwe, et Afrique du sud).

II.2.2 La vie socio-économique

Comme nous l'avons souligné dans les lignes précédentes, Godefroid voulait bien mériter son surnom de règne « bâtisseur de la terre ancestrale », c'est pourquoi il entreprendra des constructions, des rénovations des activités économiques pour l'intérêt de son peuple. Il remit sur pied l'exploitation du four à chaux, cette industrie fonctionna bien pendant la période coloniale sous la supervision des missionnaires Bénédictins. La production de cette industrie de la chaux était vendue à la Brassimba/Likasi. Il entreprit la construction d'un hôtel à Bunkeya, l'hôtellerie de Bunkeya est une œuvre touristique qui accueille bien des visiteurs spécialement les jours des grandes manifestations populaires du village. Il rendit vie aux salines de Nguba et créa au chef-lieu une marbrerie destinée à valoriser une riche matière première locale et satisfaire ainsi des besoins qui se manifestent dans certains milieux urbains principalement Likasi et Lubumbashi. A ces activités officielles, dans l'exercice desquelles il était aidé par un conseil de régence, s'ajoutaient d'effectives participations dans la direction d'exploitations industrielles qui le tenaient fréquemment éloignée de sa chefferie.

En 1978, deux ans après son investiture, il fit aboutir le projet de constructions de logements pour professeurs de l'institut Kikela dirigé par monsieur René Christopher, 8 maisons furent construites à Bunkeya. On se rappellera que le premier bâtiment de cette école fut érigé en 1947 par le « Fonds du Bien-être Indigène ». En fait, la nécessité se fait sentir

⁵⁷⁴Archives du Bwami, fiche numéro 5, 10.

lorsqu'on ouvrit à l'école Sainte Thérèse de Bunkeya un cycle court d'enseignement normal de quatre années d'études conformément au programme qui entra en vigueur au cours de l'année scolaire. Avec l'appui des coopérants belges, l'action du chef ne se limita pas seulement à cette construction de logements, elle s'étendra à d'autres aspects sociaux du milieu rural. C'est ainsi que Shombeka entreprit la construction des ponts pour désenclaver Bunkeya. Avec l'ingénieur belge Pith, on construisit les ponts de Kalonga, de Kabo vers Kateba, Nyemba, Nsamba, Kalaba,, Mukabe-Kasari et de Dikulwe.⁵⁷⁵ La construction de ces ponts a, non seulement permis les contacts et les échanges entre les populations des différents groupements des Yeke, mais aussi faisait de Bunkeya un centre de convergence de toutes les activités de la chefferie. La réfection des routes et la construction des ponts rendaient faciles les visites d'inspection du chef à travers toute sa chefferie.

Le Mwami et les mêmes coopérants belges (Christopher, Pith, par la suite Maton et Paul) mirent sur pied une organisation non gouvernementale dénommée ADAS. Cette structure s'occupa de l'encadrement des agriculteurs de Bunkeya en leur fournissant de la semence et des intrants. Sur le plan social, un centre d'encadrement de la jeunesse fut créé et dotée d'une bibliothèque, d'une salle de lecture, d'une salle de projection cinématographique. Ce centre, dénommé « Ambassade » situé au loin de l'école secondaire, se donnait aussi pour tâche l'élaboration des manuels de lecture et d'écriture en langue locale « le kisanga ». Intéressé par la culture yeke, le coopérant Jean Claude Maton parviendra au soir de sa vie à réaliser à partir des traditions orales, une œuvre de valeur sur l'histoire ancienne des Yeke.⁵⁷⁶ Cette organisation non gouvernementale a poursuivi ses actions jusqu'au lendemain du départ du dernier coopérant, monsieur Maton.⁵⁷⁷

Le souci majeur du Mwami pour sa population était celui de la résorption du chômage par l'auto prise en charge. C'est pourquoi il tentera plusieurs fois à organiser des structures permettant le décollage de l'agriculture ; activité principale de toute sa population. Il fallait inciter cette dernière à s'adonner aux travaux de champs. Godefroid sollicita, en 1978, une

⁵⁷⁵« Entretien avec monsieur Kadilo ».

⁵⁷⁶Entretien avec monsieur Kitanika à Bunkeya, le 16 septembre 2011 : Ces coopérants belges sont venus d'abord pour travailler dans l'enseignement après ils ont créé en collaboration avec Godefroid Munongo une ONG dénommée Programme de Développement Global de Bunkeya, PDGB, en sigle qui sera remplacée par ADAS à partir de 1983.

⁵⁷⁷« Entretien avec monsieur Kitanika ».

aide du CEPSE pour l'encadrement des agriculteurs. Il faut souligner que deux ans auparavant, le CEPSE avait opté pour les grandes cultures mécanisées. :

C'est le 10 juillet 1974 que le commissaire de Région du Shaba invite à une importante réunion toutes les grandes sociétés industrielles de la Région. Il s'agissait de remédier d'urgence à la pénurie croissante de maïs, cette céréale constituant la base de l'alimentation locale. Depuis longtemps, le déficit vivrier a dépassé le cap des 100.000 tonnes et le Conseil Exécutif National s'en est ému. Il a pris la décision d'inviter les sociétés locales à entamer sans plus tarder d'importants travaux de cultures mécanisées. Au sortir de la réunion, la GECAMINES demande au CEPSE d'exécuter pour elle, le programme agricole impose et, dans les minutes qui suivent, le CEPSE s'engage à réaliser 750 hectares de maïs, cette même année encore ainsi que 200 hectares de soja.⁵⁷⁸

C'est dans ce contexte que le CEPSE, par l'entremise du « Fonds d'avance aux territoires » et de l'A.P.I (Aide aux Populations de l'Intérieur), attribua une aide aux agriculteurs de Bunkeya, selon Makungu une trentaine, en leur donnant les semences et intrants ; mit à leur disposition un tracteur pour labourer leurs champs. Les résultats ne furent pas satisfaisants, bon nombre d'agriculteurs bénéficiaires de cette aide n'avaient pas effectué le remboursement de fonds qui leur avaient été consentis. La dette globale de ces agriculteurs fut remboursée par le mwami lui-même.⁵⁷⁹ Toutefois, le CEPSE poursuit son soutien aux œuvres médicales gérées par les missions religieuses. Mais la Sœur responsable, dans un rapport établi en 1980, se plaignait du fait que le CEPSE n'avait pas augmenté son budget par rapport au coût de la vie et qu'il avait supprimé l'aide en médicaments.⁵⁸⁰ La suppression de cette aide avait de lourdes conséquences sur le social de la population, le prix des consultations était revu à la hausse. Godefroid Munongo vint au secours de sa population en assistant le Dispensaire du CASOP.

Comme on peut le constater, en dehors des actions ponctuelles, l'objectif poursuivi par Godefroid Munongo était l'intégration du villageois dans le développement et pour ce faire susciter chez lui le désir de progresser. Ainsi la formation et l'éducation étaient nécessaires pour rendre le villageois agent de son propre développement. Godefroid fit appel à un groupe

⁵⁷⁸M.Dullier, « La philosophie », 22.

⁵⁷⁹Entretien avec monsieur Makungu à Bunkeya, le 14 octobre 2011.

⁵⁸⁰Archives de l'Archidiocèse de Lubumbashi,dossier mission Bunkeya, « Rapport des sœurs carmélites de Bunkeya sur les activités de l'hôpital »

de l'Unatza/Arcoop⁵⁸¹, l'unique syndicat national de l'époque qui avait en son sein une structure d'encadrement des coopératives. Le vice-président national de L'Unatza/Arcoop anima des séminaires de formation à Bunkeya et à Mufunga-Sampwe. A l'issue de cette formation une coopérative prit naissance à Bunkeya. Elle s'appelait « Buya bwa lukasu » qui veut dire littéralement « le bienfait de la houe ». Cette coopérative se fixa comme objectif la valorisation des travaux agricoles. Elle prit l'option des cultures maraîchères. Les membres avaient choisi la culture de l'oignon Texas. Les résultats furent satisfaisants : huit tonnes d'oignons furent produites. Mais ces producteurs furent bientôt découragés par manque des débouchés. Mufunga qui était le président de cette association, un ancien des pionniers du centre de Mangombo raconte :

Nous avons produit plus de huit tonnes d'oignons, nous étions un groupe de six personnes. Nous avons pris la résolution d'aller vendre nos produits à Likasi. Un transporteur achemina la marchandise à Likasi ; pendant plus d'une semaine nous n'avions pas trouvé de clients. Nous n'avions finalement vendu après quelques kilos qui nous permirent de payer notre transporteur qui nous ramena à Bunkeya avec nos produits, quelle honte, quelle déception. On se distribua la quantité entre nous. Malheur pour nous, il n'y avait plus des blancs pour acheter, Mobutu les avait chassés en leur arrachant les magasins.⁵⁸²

Pendant cette période, l'économie congolaise était en difficulté, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ne cessaient de revenir sur la gravité de la situation. A partir de 1983, le pays était soumis à une rigueur sans précédent. Le poids de l'austérité fut surtout porté par les populations congolaises. La part substantielle des ressources en devises dégagées à partir des mesures conseillées par le Fonds Monétaire International était affectée au remboursement de la dette. C'est ce qui poussera Mobutu à dire que l'on ne mange pas la rigueur.⁵⁸³ A partir de 1982, le pays ne s'industrialise pratiquement plus. L'industrie manufacturière est tombée en 1982 à 63% de sa production de 1974. L'industrie de consommation ne livrait plus en 1982 que 60,3% de sa production de 1974. La fabrication de machines et d'équipement est tombée de 69,4% de 1974 à 1982. En 1985, le secteur manufacturier réalise seulement 5% du BIP⁵⁸⁴

⁵⁸¹Union Nationale des Travailleurs Zaïrois, branche chargée de l'encadrement des coopératives.

⁵⁸²« Entretien avec monsieur Mufunga Valentin »

⁵⁸³Kayamba Badye, « Politique, gouvernance et prodrome de la mondialisation. » *Likundoli*, collection documents et travaux, numéro spécial (2009), 42.

⁵⁸⁴World bank, Zaïre economic memorandum. Report n°5417-zr, 29 mars 1985, p.276, et nécessité d'un ajustement structurel. Cité par Kayamba Badye, « Politique », 44.

Entre 1985 et 1990, le mwami obtint une aide du Lions'club de Kolwezi pour l'entretien du canal desservant la plaine de Bwatobongo, l'ADAS aussi continua pendant ces années à œuvrer pour la réfection et l'entretien de ce même canal. Il faut avouer que le développement que connaît Bunkeya est le fruit des efforts consentis pour l'entretien de ce canal, source du développement des cultures maraîchères.

Il est vrai que dans ce contexte général les populations rurales soient les plus touchées par la crise économique et financière qui avait secoué tout le pays. Godefroid Munongo, malgré la conjoncture du moment, continua de voler au secours de sa population. Il créa autour de ces mêmes années, une entreprise agricole appelée « Compagnie de la Lufira ». Godefroid obtint le soutien de son fils aîné Christian Munongo, né à Elisabethville le 19 octobre 1955. Il fit une partie de ses études primaires au collège Saint-François de Sales (Imara). Il les poursuivit à Dormans en France où il acheva le cycle de son secondaire. Après deux années de Droit à la Sorbonne, il s'inscrivit à l'Institut Libre des Relations internationales à Paris. En 1982, il en sortit diplômé. Il rentra au pays après ses études et s'occupa de la Compagnie de la Lufira, créée en 1983. Sa structure administrative se présentait de la manière suivante : Président-Directeur-Général Godefroid Munongo, Administrateur-Directeur Christian Munongo, Directeur financier Symphorien Munongo et le directeur du personnel et du transport Dieudonné Kapanda. Son but principal était le développement rural. Elle avait pour ambition de développer l'agriculture, d'acheter des produits vivriers de l'intérieur du Katanga pour les acheminer dans les centres urbains. L'objectif était de stimuler davantage la production agricole en évacuant les produits vivriers non vendus. La mévente des produits décourageait les paysans. Au départ la Compagnie de la Lufira était dotée de quatre tracteurs, de quinze camions, bref, d'un équipement complet pour labourer, semer et récolter...Les premières années d'existence, elle avait pu défricher un champ qui s'étendait sur cent cinquante hectares. Produisant et achetant le maïs de l'intérieur pour le vendre dans les centres urbains, la Compagnie de la Lufira avait comme principal client la Brasimba. Elle lui fournissait plus ou moins huit tonnes de maïs par an. L'ancienne Ferme de Kisanga achetait à la Compagnie plus ou moins 100 tonnes par an. Ces transactions commerciales entre la Compagnie de la Lufira et la Brasserie Simba du Katanga avaient permis l'épargne des devises qui servaient autrefois au ravitaillement de la Brasserie par l'achat de maïs de pays étrangers. Tous les chefs coutumiers des environs de Fungurume avaient bénéficié des services de la Compagnie, celle-ci mettait à leur disposition les tracteurs pour leurs champs dès qu'elle terminait ses labours. Elle fournissait tout, jusqu'aux semences.

Les chefs indiquaient simplement l'endroit à cultiver et la compagnie s'occupait de tout. Néanmoins, à la récolte, les chefs coutumiers payaient une quote part à la compagnie, cela en nature selon les modalités fixées préalablement. Ce paiement dépendait de la surface des champs cultivés.⁵⁸⁵

Dans la philosophie de Godefroid et de Christian, il fallait réhabiliter l'autorité coutumière en lui accordant des moyens d'existence. C'est dans ce cadre qu'il avait initié ce programme de labour des champs des autorités coutumières. Elle devait s'étendre à tous ceux qui en manifesteraient l'intention. La compagnie ne réalisa pas ce rêve. Quand elle terminait ses champs et ceux des chefs coutumiers, il faisait déjà tard et la saison ne permettait plus de continuer à labourer et à semer.⁵⁸⁶ Pour résorber le chômage à Bunkeya, La Compagnie de la Lufira embauchait régulièrement au centre agricole de Fungurume ou Ferme Munongo, une centaine de jeunes désœuvrés qui s'occupaient généralement du ramassage des produits après le passage de la moissonneuse dans les champs. Ces jeunes recevaient en contrepartie un petit salaire pour leur survie, mais profitaient plus de la formation en matière agricole de la part des agronomes affectés par la Compagnie de la Lufira à la Ferme Munongo. Godefroid initia également la culture du riz à Bunkeya et c'est à Mukembe que les résultats étaient satisfaisants, autour des années 90, la production pouvait atteindre les 20 tonnes de riz. La compagnie ouvrit un petit magasin de vivres, elle menait à Bunkeya 500 sacs de farine de maïs par mois dont les principaux bénéficiaires étaient les « Bagoli », « Banangwa ». Les agents de l'office, les maçons, les policiers eux aussi recevaient chacun un sac de farine à crédit. C'est la minoterie de Kakontwe (Likasi) qui en était fournisseur.⁵⁸⁷ De cette manière, la Compagnie aidait la population en fournissant la denrée de première nécessité pendant la période que l'on a appelée période de soudure à l'époque coloniale.

Christian poursuivit l'œuvre de son père. Il pensait que pour bien administrer le pays et sortir la population de la misère, il fallait accorder des pouvoirs considérables aux chefs coutumiers qui étaient plus près de la population. Il fallait, estimait-il, réhabiliter l'autorité coutumière et lui accorder les moyens efficaces pour le développement du Congo. C'est ainsi que, devenu vice-ministre de l'intérieur, chargé des affaires coutumières, Christian va

⁵⁸⁵Entretien avec monsieur Kapanda Mukanda Bantu à Lubumbashi, le 24 janvier 2013.

⁵⁸⁶*Biographie Historique du Congo*, Cerdac, Collection Documents et Travaux, 22(2002-2003), 137-140.

⁵⁸⁷« Entretien avec monsieur Kapanda Mukanda Bantu »

s'évertuer, sans y parvenir hélas, à faire en sorte que les chefs coutumiers soient élevés au rang de chef de Division dans l'administration. Il avait même entrepris la rédaction d'un « Droit coutumier Congolais » qu'il n'a malheureusement pas mené à son terme, empêché par la mort qui l'avait surpris dans ses réflexions. Il a réhabilité les infrastructures routières, notamment le tronçon Luambo-Bunkeya et les routes de l'intérieur de la chefferie. La fondation du Mwami M'siri était l'œuvre de Christian. Elle a été créée en 1992, mais n'a pu commencer à fonctionner qu'en 1996. La fondation du Mwami est un organisme aux objectifs très larges dans le domaine du développement. Elle cherchait à encadrer, à favoriser et à promouvoir l'instruction. Elle cherchait également à favoriser la recherche, notamment dans le cadre de la médecine traditionnelle. Bref, ses objectifs visaient le bien-être de la population en dotant les chefs coutumiers de nouvelles ressources autres que celles prévues par la coutume, en prenant en charge les études des enfants des chefs coutumiers, en créant les infrastructures dignes de développer la population comme les écoles, les dispensaires, en accordant des crédits agricoles, des intrants, en revalorisant la culture de chaque tribu du Katanga.

L'œuvre de Godefroid et de Christian retrouva son couronnement avec la création de l'entreprise dite DAPAG (Domaine Agro-pastoral et Aménagement du Garenganze) ; Cette entreprise poursuivit les actions en faveur de la population de Bunkeya en distribuant à crédit les semences d'oignons, de soja, haricot. Même si au début le remboursement posa bien des problèmes, cet encadrement permit à plusieurs agriculteurs de se procurer des biens de valeur, entre autres vélo, machine à coudre, construction des maisons en matériaux durables. La production de l'oignon, au début de cette entreprise pouvait être évaluée à plus de 60 tonnes qui furent vendues sur le marché de Likasi, Lubumbashi, Kolwezi, Kinshasa et même à Brazzaville.⁵⁸⁸ Mais, que devient Bunkeya ?

II.3 Bunkeya, centre de polarisation des activités socio-économiques

Des facteurs internes et externes ont été à l'origine d'une dynamique nouvelle de développement du centre de Bunkeya. Les efforts individuels et collectifs ont redonné à ce village, l'image d'un centre d'attraction des populations environnantes. Ceci est comparable à une initiative qui fut mise en œuvre au Congo-Brazzaville en créant des villages dits « Villages-centres ». Ces villages furent choisis en raison de leur dynamique économique,

⁵⁸⁸ « Entretien avec monsieur Kapanda Mukanda Bantu »

géographique et démographique. Cette opération village-centre tentait de remédier à une disparition accélérée des villages liés à l'abandon et à l'enclavement.⁵⁸⁹ Bunkeya devenait pour ainsi dire, avec les efforts du mwami, le village-centre de la région. La réfection et la réhabilitation des routes de desserte agricole constituèrent, dans la mesure du possible, l'élément catalyseur du développement communautaire de toute la contrée. La construction des ponts dont nous avons parlé précédemment favorisa le désenclavement de Bunkeya, les habitants des autres villages de la chefferie pouvaient écouler leurs produits à Bunkeya avant de se rendre dans les centres urbains les plus proches. Profitant de sa position politique, le Mwami Godefroid Munongo obtint des autorités compétentes de l'office des routes l'installation d'un camp de travailleurs. Jusqu'à ce jour, il existe dans la subdivision administrative de Bunkeya, un quartier dénommé « Chantier » dont le choix du responsable n'est pas dicté par les impératifs coutumiers à l'instar des autres quartiers de la cité. La présence de ce camp a non seulement permis la réhabilitation des tronçons routiers, mais la paie des travailleurs permettait un flux d'argent et les échanges devenaient de plus en plus intenses.

La relance des activités agricoles par l'éducation de la masse, l'octroi des crédits pour achat des semences et intrants contribuèrent à l'évolution de la mentalité. Des coopératives furent créées alors que Bunkeya n'avait jamais connu cette expérience durant toute la période coloniale et cela pour des raisons pas évidentes de manque d'espace. Situé à moins de 100 km des centres urbains et industriels, l'impact de l'industrialisation ne se fait pas réellement sentir. La seule grande œuvre de l'Union Minière du Haut-Katanga à Bunkeya fut la construction de l'Hôpital par l'entremise du CEPSE. L'encadrement de cet organisme fournira à cette formation médicale le matériel, les médicaments et la rémunération du personnel soignant jusqu'autour de l'année 1983. Cet organisme avait tenté d'encadrer les agriculteurs, les résultats n'ont pas été, comme nous l'avons souligné, (satisfaisants. Selon le témoignage cité ci-haut, c'est le mwami lui-même qui remboursa les crédits des agriculteurs auprès du CEPSE.

Un autre facteur qui a fait de Bunkeya un centre d'attraction est la sécurité des hommes et de leurs biens. L'épopée mobutienne est caractérisée par les tracasseries de tout genre, les populations rurales étaient à la merci de la gendarmerie, surtout de la JMPR

⁵⁸⁹G.Tati, « Migrations, urbanisation et développement au Congo, Travaux publiés par l'Institut de Formation et de Recherche Démographiques », *Les Cahiers de l'IFORD*, 5(juin 1993), 71.

(Jeunesse du Mouvement Populaire de la Révolution). L'extorsion caractérisait ces unités de la police. Jouissant de sa position, Godefroid Munongo a su donner la quiétude à ses administrés. Comme le témoigne monsieur Floribert Kisakwe :

Quand je suis arrivé ici à Bunkeya pour rendre visite à mon jeune frère qui y vivait depuis cinq ans, j'ai remarqué que la population vivait librement et n'était pas à la merci des gendarmes comme c'était le cas ici chez nous dans le buzela où tous les sentiers qui mènent vers le lac Moero étaient visités par les membres de la J.M.P.R, comme des bandits cherchant à dévaliser tout passant, c'est pourquoi j'ai décidé de rester ici d'autant que les produits agricoles se vendent depuis un certain temps bien ici à Bunkeya.⁵⁹⁰

Les nouveaux types de rapports qui s'établirent entre les villes et les campagnes favorisèrent l'éclosion d'une autre façon de vivre. En effet pendant la période de crise, les villes du cuivre s'enfoncent dans un marasme économique sans précédent. Peuplant de citadins les villages attenants ou lointains, elles se créent de proche en proche une campagne véritable, tissant avec elle des liens de complémentarité multiples, y diffusant leurs modèles à partir de centres-relais. Jean-Claude Bruneau poursuit son analyse en stipulant qu'il s'agit moins d'une résurrection de la vie villageoise d'antan que l'émergence d'un espace rural nouveau, à composante citadine puisque polarisé par les missions, les gares qui sont autant des noyaux urbains en gestation ...Naguère encore les très modestes localités du bassin minier ne jouaient guère que le rôle de relais migratoire de l'exode rural vers les villes du cuivre. Le mouvement s'est complètement inversé, et les petites villes reçoivent, comme les villages, leur quota de gens venus des grandes villes.⁵⁹¹ Finalement, tout se passe comme si les facteurs qui faisaient l'attraction de la ville étaient devenus autant des raisons de la quitter, s'il n'y a plus de travail, plus de santé, plus d'instruction digne de ce nom, et surtout plus rien à manger, l'intérêt matériel dans les villes s'est réduit à peu de chose, restent l'intérêt psychologique, la fierté d'être citadin, le mépris pour la brousse.

C'est dans ce contexte que Bunkeya recevait des citadins venant des centres miniers du Katanga, Lubumbashi, Likasi, Kolwezi, etc. Ces nouveaux venus apportent à la communauté locale une autre vision des choses. Des commerçants à la sauvette circulent avec des marchandises souvent à troquer contre les produits vivriers. Les uns font les va-et-vient tandis que d'autres ont décidé de vivre à la campagne. C'est le commerce qui les a attirés dans

⁵⁹⁰Entretien avec monsieur Floribert Kisakwe à Bunkeya, le 12 septembre 2011.

⁵⁹¹Bruneau.J-C, *D'ici et d'ailleurs, quand les immigrés se font autochtones. Citadins et paysans du haut-Katanga*, Presses Universitaires de Yaoundé, 1999.p.226

un premier temps et, finalement, certains par les liens de mariage s'intègrent dans la vie du village. Ils obtiennent des lopins de terre et deviennent des agriculteurs. Benoit Kalunda venant de Lubumbashi décrit comment il s'est installé à Bunkeya :

...A mon arrivée à Bunkeya, mon ami et collègue m'a pris en charge, il m'avait assuré le logement et la nourriture. J'ai troqué mes marchandises contre le maïs. A ma première sortie, j'ai réalisé un bénéfice double. Des va-et-vient entre d'abord Bunkeya et Likasi car le transport n'était pas cher. Deux ans après, j'avais mené une bonne campagne agricole. La recette me permit de m'acheter une maison à Lubumbashi et de l'entretemps je m'étais marié à une femme de Bunkeya. Une année de vie à Lubumbashi, je ne me suis plus adaptée à la vie citadine. Je regagnais Bunkeya tout en exerçant le petit commerce, je me suis adonné à la culture maraîchère comme d'autres personnes venues de Likasi, Kolwezi, Fungurume ou de Lubumbashi. Ma préférence était la culture de l'oignon texas. Celle-ci est rentable. Bon nombre des habitants qui s'adonnent à cette culture ont construit des maisons en matériaux durables, ont acheté des moulins. Selon moi, la présence des « étrangers », a révolutionné la mentalité du milieu. A présent, c'est presque tout le monde qui se donne à cœur joie aux travaux champêtres. Des gens viennent de partout pour vivre à Bunkeya ou vendre leurs marchandises. Pour le moment nous n'avons plus besoin de nous rendre en ville pour écouler nos produits, les commerçants venant de partout sillonnent tout Bunkeya et les villages voisins. Des grands groupes électrogènes alimentent plusieurs maisons, des salles de cinéma, des boutiques de vivres frais...Avec l'installation de l'antenne de communication et l'aménagement de la route de Luambo, Bunkeya est connecté aux grandes villes du Katanga.⁵⁹²

A la lumière de ce qui précède, il y a lieu d'affirmer que l'œuvre de reconstruction, d'éducation au développement entamée par Antoine Munongo, poursuivie par le clan de Godefroid Munongo trouve son couronnement dans la situation sociale, économique et culturelle actuelle de Bunkeya. L'élan de développement n'est plus une affaire du pouvoir coutumier, chaque membre de la communauté se sent interpellé par le souci du mieux-être. Bunkeya est devenu un centre de polarisation et d'attraction commerciale de toute la contrée, car sur un rayon de trois cents kilomètres (de Luambo à Mitwaba), on ne retrouve pas un village aussi important que Bunkeya. L'histoire de M'siri ne sera jamais effacée dans la mémoire collective de toute la région.

Il faut bâtir la ville à la campagne ; c'est en somme ce qui s'est produit au Katanga méridional où les villes du cuivre se projetaient sur le monde rural environnant, subsistant de nouvelles formes d'organisation de l'espace, et poursuivant dans le brassage de populations

⁵⁹²Entretien avec monsieur Kalunda Benoit en date du 6 octobre 2011 à Bunkeya.

d'origines diverses l'acculturation propre au milieu urbain. Bunkeya paraît retrouver en fait sa configuration précoloniale, une cité où on retrouvait les ressortissants de plusieurs contrées. (Avec cette différence qu'il s'agit ici des hommes libres et non plus des esclaves !) M'siri avait fait occuper Bunkeya des esclaves venant de partout.

Benoît Kalunda s'est marié à une femme de Bunkeya sans doute pour lui faciliter son intégration dans ce milieu en vue d'exercer sans beaucoup de peine ses activités commerciales. Ce récit soulève aussi la question de mentalité, la révolution culturelle serait aussi l'œuvre de l'étranger, ce citadin à la quête du bien-être, se retrouve bon agriculteur dans le milieu coutumier.

Conclusion partielle

Les études faites ont permis à Godefroid Munongo d'exercer les fonctions stratégiques et importantes dans la vie tant professionnelle que sociopolitique du Congo. Godefroid Munongo fit son entrée en politique à partir de 1958. En effet, les élections municipales de 1957 éveillèrent en lui un nationalisme katangais très intransigeant et le poussèrent à s'engager dans la lutte sans merci contre les « non originaires » en matière d'emploi. Il faisait partie du groupe de Katangais qui s'étaient réunis pour monter une association qui fut à l'origine de la création de la CONAKAT. Cette dernière sera présidée à ses débuts par Godefroid Munongo. A l'issue des élections de Mai 1960, il deviendra député provincial.

Dans le gouvernement de Moïse Tshombe, Godefroid Munongo se vit confier le ministère de l'intérieur. A la tête de ce ministère, il sut stabiliser l'administration du Katanga avec un corps de sûreté et de police bien équipée et bien disciplinée. Une école d'administration et de police ouverte par son ministère permit à la province de disposer des territoriaux bien formés en matière administrative.

A la tête du ministère de la santé, il entreprit l'élargissement de la couverture sanitaire de la province en créant et en équipant les hôpitaux ; les dispensaires et les dépôts pharmaceutiques en produits et en matériels de santé sur dans les milieux coutumiers. A la création de la Province du Katanga-Oriental, Godefroid Munongo se vit confier la tutelle du ministère de la justice et de l'information. Autour de Moïse Tshombe à la primature du Congo, Godefroid Munongo fut ministre national de l'intérieur avant d'être élu à la tête de la province du Katanga Oriental. Son programme de reconstruction de la province se poursuivit lors de son élection à la tête de la province du Sud-Katanga comme Gouverneur, créée en 1966. Pendant

le régime Mobutu, Il fut successivement membre du bureau politique, du Comité Central et commissaire d'Etat à l'Administration du Territoire. Partout où il est passé comme responsable politique, il n'avait pas manqué à poser des gestes en faveur de son Bunkeya natal.

Intronisé en décembre 1976, il prend pour surnom de règne: Shombeka Kyalo, le bâtisseur, le constructeur de la terre ancestrale. Sur le plan des idées, il fut un tenant de l'authenticité africaine et du mode ancestral de vie politique. Godefroid Munongo réintroduisit le culte des ancêtres pour marquer d'un cachet spécial les festivités du 20 décembre ; date commémorative de la mort d'Msiri.

Godefroid Munongo, par sa position politique et sociale, a dû lutter farouchement et avec efficacité contre les détracteurs de sa population, notamment les tracasseries des éléments prétendus de la sécurité civile et de la JMPR (Jeunesse du Mouvement Populaire de la Révolution) qui caractérisaient le régime Mobutu. Les populations des régions environnantes venaient se réfugier à Bunkeya. Godefroid, en assurant la sécurité des personnes et de leurs biens, a favorisé le développement du site de Bunkeya.

Sur le plan économique et social, il mérita son surnom de règne en exploitant four à chaux, hôtel et motel à Bunkeya, à la veille de rendre vie aux salines de Nguba et de créer au chef-lieu une marbrerie destinée à valoriser une riche matière première locale et satisfaire ainsi des besoins qui se manifestaient dans certains milieux urbains privilégiés. Shombeka entreprit la construction des ponts pour désenclaver Bunkeya. La construction de ces ponts a, non seulement permis les contacts et les échanges entre les populations des différents groupements des Yeke, mais faisait de Bunkeya un centre de convergence de toutes les activités de la chefferie. La réfection des routes et la construction des ponts rendaient faciles les visites d'inspection du chef à travers toute sa chefferie.

Le souci majeur du Mwami pour sa population était celui de la résorption du chômage par l'auto prise en charge. C'est pourquoi il tentera plusieurs fois à organiser des structures permettant le décollage de l'agriculture ; activité principale de toute sa population. Il fallait inciter cette dernière à s'adonner aux travaux de champs. Godefroid sollicita, en 1978, une aide du CEPSE pour l'encadrement des agriculteurs. C'est dans ce contexte que le CEPSE par l'entremise du « Fonds d'avance aux territoires » et de l'A.P.I (Aide aux Populations de l'Intérieur), attribua une aide aux agriculteurs de Bunkeya en leur donnant les semences et intrants ; mit à leur disposition un tracteur pour labourer leurs champs. Les résultats ne furent

pas satisfaisants, bon nombre d'agriculteurs bénéficiaires de cette aide n'avaient pas effectué le remboursement de fonds qui leur avaient été consentis. L'objectif poursuivi par Godefroid Munongo était l'intégration du villageois dans le développement et pour ce faire susciter chez lui le désir de progresser. Ainsi la formation et l'éducation étaient nécessaires pour rendre le villageois agent de son propre développement. Godefroid fit appel un groupe de l'Untza/Arcoop, l'unique syndicat national de l'époque qui avait en sein une structure d'encadrement des coopératives. Le vice-président national de L'Untza/Arcoop anima des séminaires de formation à Bunkeya et à Mufunga-Sampwe. A l'issue de cette formation une coopérative prit naissance à Bunkeya.

Godefroid Munongo, malgré la conjoncture du moment, continuera de voler au secours de sa population. Il créera autour de ces mêmes années, une entreprise agricole appelée « Compagnie de la Lufira » qui avait pour ambition de développer l'agriculture, d'acheter des produits vivriers de l'intérieur du Katanga pour les acheminer dans les centres urbains. Ceci pour stimuler davantage la production agricole en évacuant les produits vivriers non vendus.

Des facteurs internes et externes ont été à l'origine d'une dynamique nouvelle de développement du centre de Bunkeya. Les efforts individuels et collectifs ont redonné à ce village, l'image d'un centre d'attraction des populations environnantes. La réfection et la réhabilitation des routes de desserte agricole, œuvre du mwami serait l'élément catalyseur du développement communautaire de toute la contrée. La construction des ponts dont nous avons parlé précédemment favorisa le désenclavement de Bunkeya, les habitants des autres villages de la chefferie pouvaient écouler leurs produits à Bunkeya avant de se rendre dans les centres urbains les plus proches. Les nouveaux types de rapports qui s'établirent entre les villes et les campagnes favorisèrent l'éclosion d'une autre façon de vivre. En effet pendant la période de crise, les villes du cuivre s'enfoncent dans un marasme économique sans précédent. Peuplant de citadins les villages attenants ou lointains, elles se créent de proche en proche une campagne véritable, tissant avec elle des liens de complémentarité multiples, y diffusant leurs modèles à partir de centres-relais ou Villages-centres. Ces nouveaux venus apportent à la communauté locale une autre vision des choses. Des commerçants à la sauvette circulent avec des marchandises souvent à troquer contre les produits vivriers. Les uns font les va-et-vient tandis que d'autres ont décidé de vivre à la campagne. C'est le commerce qui les a attirés dans un premier temps et finalement certains par les liens de mariage s'intègrent dans la vie du village.

Conclusions Generales

Nous voici au terme de notre étude sur Bunkeya et ses chefs. Ce centre créé pour le besoin du commerce à longue distance- deviendra un pôle d'attraction de toute une région. Concrètement l'étude a porté sur les changements politiques, économiques et sociaux de Bunkeya de ses origines jusqu'au règne du Mwami Godefroid Munongo, le dernier chef à avoir donné un autre visage à cette cité. Il a été question de réexaminer les orientations historiques en tenant compte de la spécificité des sociétés africaines. Au niveau de la dynamique des groupes en présence, nous avons tenté de comprendre le mouvement d'interaction socio-culturelle produit par l'installation des Sumbwa avec M'siri, des missionnaires et administrateurs coloniaux, des administrateurs et chefs autochtones. Ainsi l'histoire se fait dans un espace limité, sur un temps de longue durée : elle peut donc faire ressortir l'évolution de mentalité des groupes en présence.

Nous retenons qu'au 19ème siècle, le commerce arabe atteignit l'Afrique centrale. Et vers la deuxième moitié, le Katanga est relié à la côte orientale de l'Afrique, grâce à l'action marchande des Afro-arabes ou Swahili qui, s'étant passés des intermédiaires africains et après avoir débordé leur cadre spatial traditionnel à savoir les comptoirs côtiers, avaient massivement pénétré à l'intérieur du continent à la recherche des biens plus abondants et meilleur marché grâce aux armes à feu. Les Afro-arabes étaient parvenus à s'imposer et s'étaient mis à influencer les systèmes socio-politiques locaux, créant ainsi un nouvel ordre social, politique, économique et culturel favorable à leurs fins. L'émergence de l'empire commercial Yeke a finalement anéanti l'autorité et le pouvoir des Kazembe sur le plan économique, puisque les populations autochtones réduites presque en esclavage, payaient des tributs excessifs au Mwami. L'économie traditionnelle était en ruine. L'intrusion yeke a amorcé le déclin des structures économiques de toute la région fut provoquée aussi par les demandes excessives des redevances en matière des mines qui, à leur tour, réduisirent considérablement l'intensité de l'activité. La politique du nouvel occupant avait détruit ainsi les rouages des structures socio-politiques et surtout économiques anciennes des Lamba et des Lemba.

Sur le plan démographique, l'entrée du Katanga dans le circuit commercial transcontinental a eu des conséquences fâcheuses dans la vie quotidienne des populations locales. Le déplacement continu des familles a créé une rupture et entraîné ainsi la déstructuration de toutes les sociétés. Dans ce cas, le sous-peuplement de la région peut être attribué à ce commerce dans la mesure où par des razzias des villages entiers ont été brûlés.

Le recul démographique a affaibli la dynamique de la production dans les communautés locales.

De toutes les migrations des Nyamwezi infiltrées au Katanga, la plus importante fut celle de M'siri. Après avoir été successivement à Lutipuka, Kisungu, Kisanga, Mulungushi et Luambo, M'siri découvrit, vers les années 1879-1880, le site de Bunkeya où il érigea sa capitale. Il y établit ses principales résidences à Kimpata, à Nkulu et à Munema ainsi que dans plusieurs autres villages. Sur le plan politique, M'siri réussit à maintenir son autorité parmi les clans et les tribus par une politique dictatoriale et népotiste.

Sur le plan économique et commercial, Bunkeya devint un site agricole par excellence, M'siri initia la politique des grands champs pour ravitailler les caravanes de passage dans sa capitale. Bunkeya devint surtout le centre d'attraction commerciale du royaume, c'est-à-dire le centre de polarisation et de focalisation des échanges commerciaux. Le passage de l'économie de subsistance à l'économie de marché extérieur fut considéré, selon l'opinion libérale, comme une étape essentielle sur la voie du relèvement de niveau de vie dans les régions moins aménagées. Il faut noter que l'autorité du Mwami était devenue garante de l'économie, de la sécurité des routes commerciales et de ses expéditions commerciales. Un système de cadeau mis au point permettait au Mwami d'exiger plus. La généralisation de ce système dans toute la région permit au Mwami d'être souvent renseigné sur l'arrivée et le départ des trafiquants dans sa région. L'institution du pacte de sang permettait aux étrangers d'écouler leurs marchandises par l'entremise d'intermédiaires simples ou frères de pacte aux marchés de Bunkeya. La cour monopolisa non seulement le commerce à longue distance mais l'achat et l'exportation, après avoir écarté les Swahili. De cette façon tous les trafiquants désormais étaient reçus par le Mwami.

Sur le plan social et culturel, les contacts se créèrent petit à petit entre les populations locales et les nouveaux venus par l'entremise des unions matrimoniales. Les emprunts des uns sur les autres apportèrent des transformations qui étaient un signe des dynamismes internes de ces sociétés. Les populations venant de partout adoptèrent la langue des autochtones, le « Kisanga », Bunkeya regorgeait ainsi de beaucoup d'associations culturelles dont la plupart était l'œuvre des confréries des chasseurs, des devins, des forgerons et d'institutions culturelles typiquement luba telles que le "Butanda". Bunkeya s'est fait remarquer aussi par sa capacité d'assimilation et par sa rapidité de transmettre une nouvelle synthèse culturelle.

L'effondrement du royaume yeke était lié aux facteurs internes et externes.

Sur le plan politique et militaire, les guerres incessantes contre les Kazembe et les Arabo-swahili de Simba au Lac Moero ont coûté aux Yeke un lourd tribut en matériel et en hommes. Les Sanga, profitant du meurtre de Masengo, se révoltèrent et tinrent à se défaire de l'hégémonie yeke sur leur espace. La révolte des Sanga n'était que l'expression matérielle de la remise en cause du pouvoir yeke considéré comme étranger et constituait par le fait même la cause immédiate de l'effondrement du royaume de M'siri.

Sur le plan économique et social, l'exclusion des résidents et des chefs autochtones de la périphérie de la redistribution des femmes, des biens importés et du pouvoir avait affaibli considérablement M'siri. Ce phénomène dénaturait tout son réseau d'échanges et le coupait des sociétés périphériques. C'est ce fait qui justifie entre autres la révolte des Sanga.

A la mort de M'siri, les Yeke ont abandonné leur capitale. Cela fit perdre à Bunkeya son importance économique, politique et sociale. Ce centre devint pratiquement démographique un désert où ne vivaient que les vieillards et les invalides. Le successeur de M'siri, Mukanda Bantu se mit au service des Blancs et s'installa à Litupishia près de Lofoi. Mukanda Bantu participait avec tous les guerriers yeke aux côtés de Brasseur, et puis de Verdict, etc...aux campagnes d'occupation de toute la région. Une génétique ethnique, selon l'expression de Bogumil, d'origine coloniale attribue à des ethnies des qualités comme apte au travail, au service militaire, fort ou faible, ouvert ou fermé à la civilisation, etc.⁵⁹³ C'est dans ce contexte que durant cette période se forge l'idée d'un Yeke apte et ouvert par rapport à son voisin sanga obstiné et fermé. La littérature coloniale en fit mention, surtout celle de l'église catholique. Dans leur vie cachée près de Lofoi, Mukanda Bantu et les Yeke s'adonnèrent aussi à l'agriculture et parvinrent à bien entretenir leur village qui devint après quelques années seulement, le plus grand et peuplé village de la région. Avec l'appui des missionnaires protestants, les Yeke ont accueilli l'école avec enthousiasme et ont érigé un établissement d'éducation de masse dans leur village. Ils prirent part aux activités de l'industrie minière naissante dans leur région. A partir de 1906, à cause de la maladie du sommeil qui ravageait les populations de la région, les Yeke furent obligés de regagner Bunkeya, abandonnant leurs biens. Mukanda Bantu mourut en 1909, et fut remplacé par son jeune frère Kitanika au trône des Yeke.

Mwenda Kitanika s'est donné comme tâche, la reconstruction de la cité de Bunkeya, il traça les bases d'un nouveau village, aux rues bien marquées et reparti en quartiers à l'instar

⁵⁹³B.Jewsiewicki-Koss, « Rapports intergénérationnels », 123.

de ce qu'avait été l'agglomération de M'siri. Cette nouvelle restructuration de la cité Bunkeya apporta des modifications sur l'organisation coutumière des quartiers. Le rôle principal n'était plus joué par les Bagoli dans les quartiers, mais par des hommes placés à la tête de la structure, que Kitanika choisissait parmi les anciens compagnons de M'siri et de Mukanda-Bantu. Ce souverain yeke fut soutenu, dans la refondation de la cité, par le pouvoir colonial en place. Effet, l'administration coloniale contraignit les populations qui étaient retournées à Lukafu et à Litupishia de regagner Bunkeya en 1915. Dans le même ordre d'idées, elle organisa des voyages pour Kitanika dans le but de lui ouvrir des horizons sur le monde extérieur. C'est ainsi qu'il se rendit à Eala et à Kisantu dans le Bas-Congo et plus tard à Musumba chez Mwaant Yav du Katanga. La complicité entre le régime colonial et le pouvoir yeke apparut clairement lors des campagnes de recrutement de la main-d'œuvre africaine. L'administration coloniale se rangeait du côté des employeurs dans la lutte contre les désertions, et châtiât sévèrement tout chef coutumier qui ne restituait pas les déserteurs, mais n'inquiéta pas Mwenda Kitanika ne fournissait pas suffisamment des hommes pour les entreprises minières. Ce fut une politique de deux poids deux mesures qu'elle adopta. Le cas du chef coutumier Dibwe à Mutombo Katshi dans la région de Kabinda est illustratif.⁵⁹⁴

L'implantation de la mission bénédictine à Bunkeya à partir de 1926 fut à l'origine de la création de beaucoup d'œuvres sociales orientées vers l'enseignement, les soins médicaux, l'assistance sociale. Cette présence missionnaire à Bunkeya, comme partout ailleurs, était associée à une idée de progrès, de changement ; grâce à la scolarisation, aux emplois procurés par la mission, à l'apport de nouvelles cultures, aux soins apportés aux malades, et en tout grâce à une relation de l'économique, du politique et du culturel tout à fait nouvelle. Les innovations apportées par l'œuvre missionnaire étaient restrictives parce que tous les individus n'étaient pas concernés.

L'idéologie véhiculée par les missionnaires n'a pas apporté de manière tout à fait significative un changement dans le monde rural de Bunkeya. Certes, l'élite locale qui fait jusqu'à ce jour la fierté de Bunkeya fut formée par les missionnaires. Il convient de noter que cette notion de développement, qui traduit toute forme de progrès et donc de changement, nécessite pour les partenaires en présence quelque chose de commun, une sorte d'affinité ou de sensibilité culturelle commune. Ainsi, une école, une église, une coopérative, renferment

⁵⁹⁴ Dibwe dia Mwembu, Histoire des conditions de vie des travailleurs de l'Union Minière du Haut-Katanga/Gécamines (1910-1999), (Presses Universitaires de Lubumbashi, Lubumbashi, 2001), 39.

des données de progrès, qui engendrent tôt ou tard, qu'on le veuille ou non, des changements dans la culture originelle. La vie à Bunkeya, pendant toute la période coloniale, a gravité autour des missions religieuses en général et de la mission catholique en particulier.

Dans le cadre de l'encadrement des paysans, l'introduction des cultures imposées a donné de manière générale de bons résultats dans l'ensemble du territoire de Jadotville dont faisait partie la chefferie de Bunkeya. Plus intéressant est le fait que les cultures imposées ont été certainement parmi les facteurs qui ont influé sur l'évolution des mentalités, non pas seulement par l'extension des nouvelles plantes introduites par le pouvoir colonial, mais aussi par le développement des cultures qui existaient avant l'arrivée des Européens. La conjuration des famines et disettes fréquentes par la culture du manioc constitua un point positif du système des cultures obligatoires.

Pour ce qui est de Bunkeya, la cité avait connu les famines fréquentes dues principalement : aux conditions climatiques défavorables, aux ravages des champs par les animaux tels que les sangliers ou les insectes, etc. La principale plaine de Bunkeya « Bwatobongo » était souvent inondée à partir du mois de février et mettait en péril les cultures propices à cet endroit principalement le riz, le maïs et le haricot. Le déplacement des populations s'avérait une nécessité impérieuse. La culture du sorgho posait le problème de réserves des semences, étant donné que les Yeke détournaient une grande quantité dans la fabrication de la boisson locale. La population se retrouvait ainsi au début de la saison sans la moindre graine à planter. Il en était de même de la gestion du stock de maïs qui, non seulement constituait la base de l'alimentation, mais aussi suppléait dans la fabrication des boissons, tandis que d'énormes quantités vendues et consommées à l'état cru. Dans ce cadre précis, la réglementation de la production et de la commercialisation des boissons locales fut la solution de salut pour la population. La question de mentalité ne poserait-elle pas si on reconnaissait dans le Yeke ce chasseur à la quête du gibier et des pointes d'ivoire qui s'est sédentarisé à la suite du commerce à longue distance. Tant que l'esclave pouvait cultiver et fournir au marché de Bunkeya des produits agricoles pour l'approvisionnement de différentes caravanes, le Yeke s'occupait de sa chasse et de ses loisirs. Il est vrai que les Yeke venaient d'une région essentiellement agricole. Le travail des porteurs les a détachés de leur occupation originelle. L'imposition de la culture du manioc, même si elle avait aidé à enrayer les différentes famines qui ont sévi dans la région, fut abandonnée quelques années après l'indépendance. Un chasseur par nature ne peut entreprendre une culture qui lui prend beaucoup de temps, psychologiquement ; c'est normal que les Yeke aient renoncé à cette

culture. Pour ce qui concerne la réaction aux cultures imposées, comme partout ailleurs, le nombre de jugements prononcés montre bien que même la population de Bunkeya qui avait pourtant fait allégeance à l'autorité coloniale, n'avait pas bien accueilli les cultures obligatoires. Les dirigeants coutumiers surtout Kitanika ont évité de couper le cordon ombilical faisant des Yeke des élèves modèles de toute la contrée en les incitant au travail bien fait. C'est pourquoi après l'indépendance, l'effort des dirigeants yeke fut centré sur l'éducation des masses en matière de développement communautaire, la conjugaison des divers autres facteurs comme l'influence du milieu urbain, l'amélioration des infrastructures routières, etc., redonna à l'agriculture une signification profonde et amorça un effort de progrès au sein de la communauté villageoise.

La situation sociale de Bunkeya depuis le début de la seconde guerre mondiale jusqu'à la mort de Mwenda Munongo fut caractérisée par l'effort de guerre dont les effets étaient sensibles pour l'ensemble du territoire de Jadotville. Pendant cette période, l'attention du colonisateur était plus tournée vers le monde urbain que vers le monde rural. L'avènement de Mutampuka, successeur de Kitanika à la tête de la chefferie des Bayeke ne fut pas accepté par bon nombre d'observateurs coloniaux qui estimaient que ce chef illettré n'était pas à la hauteur de son prédécesseur. Les circonstances de l'heure, l'appui inconditionnel de tous les notables d'une part et de toute la population d'autre part, ont contraint le pouvoir colonial à entériner ce choix. Ici on constate l'impuissance du pouvoir colonial de s'immiscer dans les affaires coutumières yeke, alors qu'ailleurs il imposait ses points de vue dans la désignation des chefs. La complicité du pouvoir colonial fut manifeste dans l'affaire Muntu-Mbushi classée sans suite. et le rapport demeura confidentiel. Durant toute la période coloniale, l'administration a tenu à protéger le pouvoir yeke au nom de l'alliance entre Mukanda Bantu et le capitaine Stairs à la suite de la mort de M'siri.

Dans le cadre de l'éducation, Bunkeya profita de l'encadrement de l'enseignement par les missionnaires Bénédictins. C'est autour des années 1950 que sortirent du séminaire et de l'école normale, la grande élite yeke qui fera son apparition dans les divers domaines de la vie publique congolaise. Il faut dire que l'idéologie véhiculée par les missionnaires, au moins jusqu'à la seconde guerre mondiale, s'était fortement appuyée sur certaines motivations du mouvement colonial, particulièrement celles teintées d'humanitarisme.

Une nouvelle politique sociale fut mise sur pied au lendemain de la guerre. Elle a été caractérisée par un certain nombre d'éléments dont la création des foyers sociaux, dans les centres extra-coutumiers et dans les camps militaires, la création des organismes, chargés de

résoudre les différents problèmes des Noirs leCEPSI et le FBEI. Le FBEI. Dans la chefferie des Bayeke, le FBEI confia aux prêtres et religieuses des fonds pour les consultations de nourrissons, la construction et l'aménagement des écoles artisanales, la construction, l'équipement et l'aménagement des écoles ménagères à Mukabe et à Bunkeya.

Enfin, Les rapports entre villes et villages étaient caractérisés, depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à la période d'après les indépendances par le phénomène de l'exode rural engendré par le boom économique. Le mouvement se poursuivit jusqu'après l'indépendance. Si la ville attire, c'est d'abord parce qu'elle est conçue comme l'occasion de réussir vite sur le plan financier. Les relations entre Bunkeya et ses environs se traduisaient par ce flux migratoire, des petits travailleurs saisonniers, ceux qui faisaient des va-et-vient entre les centres urbains et les villages.

Antoine Munongo, successeur de Mutampuka, son père, monte au trône de Bunkeya en 1956 au moment où le Congo belge commence à connaître l'influence du mouvement de décolonisation. Bunkeya s'est choisi à cette période le chef coutumier le plus instruit du Congo. En tant que tel, il a été d'un apport considérable à l'évolution sociale de sa contrée. Il a modifié les structures politiques de sa chefferie, a participé à la Table Ronde Politique qui conduisit le Congo à l'indépendance. Deux changements importants dans les structures politiques coutumières caractérisent son règne au lendemain de son investiture : le rejet de la polygamie des chefs entraînant la perte des prérogatives de la Nihanga par son épouse, et la suppression de la fonction du grand prêtre sacrificateur appelé « Mfumu ». Cette fonction était exercée par Mukonki et Makobeko, personnes qui présentaient aux mânes des ancêtres les supplications du peuple. Il est bien normal que le chef chrétien ait supprimé cette fonction qui en fait, était contraire aux préceptes de la morale chrétienne. Il est entendu que les mânes des ancêtres n'ont aucun rôle à jouer dans le vécu quotidien des chrétiens.

Sur le plan administratif, on note de la part du chef une succession d'efforts pour moderniser l'administration de la chefferie ; notamment par la construction d'un bâtiment administratif à Bunkeya. Sur le plan judiciaire, il réorganisa le conseil des notables à travers le rajeunissement de celui-ci longtemps attendu par le pouvoir colonial. Sa longue expérience au parquet d'Elisabethville lui permit d'organiser tant soit peu la justice coutumière en rapport avec les différents décrets promulgués en cette matière. Dans le domaine de politique indigène, son point de vue sur les questions d'intérêt général du Congolais et sa participation

aux grands forums, fit de lui un chef coutumier hors du commun, défenseur de l'autorité ancestrale.

En cette période de la marche vers l'indépendance, Antoine fit partie de la délégation des milieux ruraux à la Table ronde politique de Bruxelles. L'histoire de la décolonisation du Congo est marquée par une lutte entre nationalistes « unitaristes » tenant à se défaire de l'autorité coutumière, et nationalistes « fédéralistes » soutenant le pouvoir traditionnel. Elu député provincial Antoine avec d'autres chefs coutumiers devinrent ministres d'Etat du gouvernement sécessionniste de la CONAKAT. Pour renforcer les troupes belges au service du nouvel Etat, les chefs coutumiers avaient fourni des jeunes gens au service militaire. Un camp militaire fut installé à Bunkeya. Après la réédition de la sécession katangaise, Antoine continua à soutenir les œuvres du gouvernement provincial et fut même membre de la CONACO, la plate-forme des fédéralistes fondée par Moïse Tshombe, devenu premier ministre du Congo en 1964.

Sur le plan économique, le régime d'Antoine Munongo n'avait pas véritablement modifié les structures économiques de Bunkeya durant les quatre premières années de son règne correspondant aux dernières du régime colonial. La mission catholique demeura le centre d'attraction autour duquel où gravitaient les activités économiques de Bunkeya. Antoine s'efforcera durant son règne d'améliorer les conditions de vie de ses sujets avec le soutien de quelques organismes dont le plus visible fut le CEPSI.

Sur le plan social, Antoine fit installer par le FBEL, une distribution d'eau courante dans le village de Bunkeya par l'adduction d'eau avec château et pompe. Les infrastructures médico-sanitaires que l'on retrouve jusqu'à ce jour à Bunkeya sont l'œuvre du CEPSI en collaboration avec le chef Antoine qui d'ailleurs entretenait de bons rapports avec tous les dirigeants qui se sont succédé à la tête de cet organisme.

Soucieux du développement et de l'encadrement des agriculteurs, Antoine Munongo enverra entre 1969 et 1972, des jeunes gens pour leur formation en matière agricole au centre de Mangombo. En outre, il s'est personnellement occupé de l'encadrement des agriculteurs de Bunkeya malgré les conjonctures économiques du Congo qui ont empêché le décollage de l'économie rurale.

Grâce à son niveau d'instruction, le successeur d'Antoine Mwenda, Godefroid Munongo, a exercé les fonctions stratégiques et importantes dans la vie tant professionnelle que sociopolitique du Congo. Godefroid Munongo fit son entrée en politique à partir de 1958.

Les élections municipales de 1957 avaient éveillé en lui un nationalisme katangais très intransigeant. C'est pourquoi il s'était engagé dans une lutte sans merci contre les « non originaires ». A l'issue des élections de Mai 1960, il fut élu député provincial.

Tour à tour, ministre de l'intérieur dans le gouvernement de Moïse Tshombe et gouverneur de la province du Sud-Katanga créée en 1966, Godefroid Munongo n'avait pas manqué à poser des gestes en faveur de son Bunkeya natal.

Intronisé en décembre 1976, il prit pour surnom de règne: Shombeka Kyalo, c'est-à-dire le bâtisseur, le constructeur de la terre ancestrale. Sur le plan des idées, il fut un tenant de l'authenticité africaine et du mode ancestral de vie politique. Godefroid Munongo réintroduisit le culte des ancêtres pour marquer d'un cachet spécial les festivités du 20 décembre ; date commémorative de la mort de M'siri. Par sa position politique et sociale, il a dû lutter farouchement et avec efficacité contre les détracteurs de sa population. Et pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens, et partant, favoriser le développement du site de Bunkeya. Cette situation poussait les population des régions environnantes à se réfugier à Bunkeya.

Godefroid Munongo s'était aussi investi dans le domaine économique en favorisant la création des entreprises pour résorber le chômage et la réfection des infrastructures routières en vue de désenclaver Bunkeya et son hinterland.

.Des facteurs internes et externes furent à l'origine d'une dynamique nouvelle de développement du centre de Bunkeya. Les efforts individuels et collectifs ont redonné à ce village, l'image d'un centre d'attraction des populations environnantes. La réfection et la réhabilitation des routes de desserte agricole, œuvre du mwami, seraient l'élément catalyseur du développement communautaire de toute la contrée.

Mais le milieu rural de Bunkeya a-t-il changé aussi facilement qu'on aurait pu le croire sous le coup de la colonisation ? Ou la période postcoloniale a-t-elle apporté un changement dans ce monde ? Il est peut-être difficile de tirer des conclusions, mais pour une meilleure connaissance de l'état de réceptivité du monde rural aux idées de changement, nous devons arriver à percevoir si les idéologies véhiculées à chaque période ont conféré une nouvelle dimension de l'évolution sociale. Ces idéologies ont-elles apporté le développement et le progrès dans les pratiques quotidiennes ? Bunkeya, site à caractère agricole de par sa vocation, a connu une période de splendeur grâce au commerce à longue distance sous M'siri. Pendant toute la période coloniale et dans les quarante ans d'après l'indépendance, Bunkeya

est souvent secoué par des famines et des crises multiformes, l'agriculture qui y est pratiquée n'est que de subsistance. Les efforts d'éducation de la masse rurale au progrès commencés par Antoine Munongo et poursuivis par Godefroid, les rapports entre villes et campagnes, ont fait de Bunkeya, un nouveau centre d'attraction, le seul grand village en progression sur un rayon de plus de 400 km (de Likasi à Mitwaba). Même si par moment certains intermédiaires entre les villes et les villages ont profité de leurs assises rurales pour renforcer leur position économique en villes, cela n'a empêché aux populations rurales d'emboîter la voie du progrès. Le grand mérite, certes, de la colonisation, est d'avoir formé une élite locale qui a contribué tant soit peu par ses idées au progrès de la cité, d'avoir érigé les infrastructures scolaires et sanitaires et d'avoir initié par le truchement des organismes tels le CEPSI/ CEPSE (organe de l'Union minière du Haut-Katanga qui deviendra Gécamines) l'éducation communautaire mais qui n'avait pas porté de grands fruits en ce temps-là. Les recherches ultérieures pourront enrichir les autres aspects de l'histoire sociale de Bunkeya que nous n'avons pas pu approfondir. Une étude comparative avec d'autres capitales précoloniales comme Musumba des Lunda ou Kazembe du Luapula permettrait d'avoir une idée générale de l'évolution sociale de l'espace du Katanga. Les visions croisées de différentes populations qui composent la chefferie de Bunkeya peuvent enrichir davantage l'histoire sociale de Bunkeya.

Bibliographie

I. SOURCES

a) Sources officielles éditées

- B.O, 1910, 1911,
- Moniteur katangais du 08 août 1960
- La constitution du Katanga, Moniteur Katangais, 1960
- Conseil de province du Katanga

b) Sources d'archives

1. Archives ethnographiques du MRAC, Fond Boone, section d'ethnographie, Tervuren, Belgique. Se Grévisse. A.T de Jadotville, décembre 1935.

Grévisse : Basanga, Bayeke, Ea 128, section ethnographie, Musée de Tervuren

MRAC, Archives Briat,

Diaires de Mpala, 2 juin 1890.

Journal de voyage du Prince Albert au Congo, 1909.

Le Marinel, P., Carnet de route du 3 mars 1891.

2. Archives africaines, ministère des Affaires Etrangères, Bruxelles

- Dossier H(846) n°176, CSK, lazaret n°3 Bunkeia,
- Rapports.A.I.M.O du territoire de Jadotville, 1932-1958
- Rapport d'administration générale district du Haut-Luapula, deuxième semestre 1925.
- Rapports sur l'Administration Générale, 1917-1928, Territoire de Likasi.
- Vermeulen, commissaire de district, Commentaires au rapport annuel de Jadotville, année 1932, Jadotville, le 17 février1933.
- Rapport AIMO, R/CB numéro 12(158, du Commissaire de district du Lualaba, 1936
- Rapport AIMO, province d'Elisabethville, 1936, (RA/CB(233)13).
- Rapport sur l'administration générale District du Haut-Luapula, 1930. (RC/CB n°12 (158) suite n°8.
- Rapport annuel, province d'Elisabethville, 1934 (rapport justice).

- Rapport Agri 60, province d'Elisabethville, agriculture et forets, rapport annuel 1939
- Rapport annuel sur la situation de l'agriculture, District du Haut-Luapula, R/CB numéro 5(155), 1931.
- Rapport sur l'administration générale du territoire de Jadotville, 1933.
- Rapport annuel Agri du territoire de Jadotville, 1939.
- Rapport administratif Agri du territoire de Jadotville, 1936.
- Rapport AIMO, province du Katanga, RA/CB (113)2, 1938.
- Lettre numéro 322/POL.C.2 du 19 juin 1940 portant sur le stage d'essai, document adressé au commissaire de district du Lualaba (Dossier Mwenda Munongo)
- Lettre du Commissaire du District au sujet de la succession du grand chef Mwenda Kitanika, le 30 mai 1940.
- Rapport AIMO, province d'Elisabethville RA/CB(233) 14, 1947.
- Rapport AIMO, Province du Katanga, RA/CB(233) 1892, RA/CB(113)10, 1953
- Rapport AIMO. Province du Katanga RA/CB(233) 1892, 1952.
- Rapport AIMO, province du Katanga RA/CB, (113)10, 1953.
- Rapport sur l'administration générale du Congo-belge, 1958.
- Lettre de la Conakat au Groupe de Travail, le 28 octobre 1958, I/CB1511 Farde II/5/3.
- Congo Belge, province du Katanga, relevé des activités tome II, territoire de Lubudi, 1956.
- Rapport économique, province du Katanga, (114)7,1957.
- .- Rapport économique, province du Katanga, (114)8, 1958.

3. Archives de la division provinciale de l'intérieur à Lubumbashi, conservées au CERDAC de l'Université de Lubumbashi.

- Rapports politiques du territoire de Kambove (1913-1926) consultés également à la Bibliothèque africaine de Bruxelles sous forme des microfilms.
- Etat du Katanga, Secrétariat d'Etat à l'information. Biographie des personnalités Katangaises (1960-1961), numéro 19.

- Etat du Katanga, Secrétariat d'Etat à L'Information, service de presse numéro 19, Biographie du Grand Chef des Bayeke Antoine Mwenda Munongo.
- Lettre de protestation contre la désignation d'Antoine Munongo au trône de Bunkeya sous l'influence des Bénédictins et de l'administration.
- Etat du Katanga, Secrétariat d'Etat à L'Information, service de presse numéro 12 du 9 novembre 1960, Biographie du ministre katangais de l'intérieur Godefroid Munongo.

4. Archives de la division provinciale du cadastre à Lubumbashi

- Archives provinciales du Cadastre, dossier CSK, colonisation agricole, 1923,
- Archives du Cadastre, dossiers CSK, relevé des cessions et concessions accordées dans la province du Katanga à la congrégation bénédictine.

4. Archives de l'Abbaye Saint André, Bruges, Belgique

Dossier père Boniface Poullens

- Poullens, B., notes sur Bunkeya,
- Lettre du Père Boniface Poullens au révérend Père Anschaire, Bunkeya le 21 mars 1938.
- Poullens, B., Un grand chef indigène : Mwenda Kitanika.
- Poullens, B., Règne de Kitanika 1910-1940.
- Poullens, B., Mission bénédictine de Bunkeya : Résumé des principaux événements depuis 1935 à 1946.
- Poullens, B., mission Bénédictine de Bunkeya, résumé des principaux événements depuis 1930 à 1933.
- Lettre d'Antoine Munongo adressée au président du conseil de gouvernement général à Léopoldville en 1959.
- Poullens B., les événements de Bunkeya du 11 au 17 mars 1960.
- Poullens B., notice biographique, Bunkeya de 1956 à 1963.

4. Archives de l'Archidiocèse de Lubumbashi

Dossier Mission Bunkeya

- Bernadin, A Bunkeya, l'investiture coutumière du chef Antoine Munongo, petit-fils et quatrième successeur de M'siri, juillet 1956.
- Discours prononcé par l'administrateur du territoire de Lubudi lors du 10^{eme} anniversaire de l'intronisation du chef Mwenda Antoine, en aout 1966.
- Marie-Jacques Plissart, Demande de subsides pour la construction et l'équipement d'un pavillon de trypanosomiasés à l'Hôpital de Bunkeya, Bunkeya le 6 mars 1969.
- Lettre adressée à Monseigneur Kabanga, Archevêque de Lubumbashi, par l'équipe missionnaire de Bunkeya, en date du 7 juin 1985.
- Lettre du commissaire de zone Assistant de Lubudi adressée à son excellence Monseigneur Kabanga, Archevêque de Lubumbashi en date du 27 septembre 1986.
- Les conséquences de la pratique fétichiste à Bunkeya, lettre adressée au Gouverneur de province par l'équipe missionnaire, en date du 9 septembre 1987.
- Rapport des Sœurs Carmélites de Bunkeya sur les activités de l'hôpital.

5. Archives personnelles

- Fiches des renseignements sur l'élite de Bunkeya établie par Jean-Marie Kashyoba, Lubumbashi, 2012. (Spécialiste en Sciences de l'éducation et descendant de Mwenda Kitanika).
- notes sur la Fondation Du Mwami M'siri, 1998. (Archives du Bwami)

6. sources orales

- Mulumba, mwanangwa, agriculteur, yeke, âge approximatif : 40 ans, à Bunkeya, le 3 juin 2011.
- Le représentant du chef Ntongo, secrétaire du groupement, kunda, âge approximatif : 56 ans, à Ntongo, le 6 août 2011.
- Mukonki, secrétaire de la Chefferie des Bayeke, puis juge président du tribunal, yeke, âge approximatif : 63 ans, yeke, à Bunkeya, le 4 juin 2011.
- Kidyamba Joseph, agriculteur, âge approximatif : 75 ans, yeke, petit-fils de Mutampuka, à Bunkeya, le 10 juin 2012.

- Magabwa, agriculteur, âge approximatif : 58 ans, yeke, à Bunkeya, le 10 septembre 2011.
- Mwenda Numbi, agriculteur, juge, ancien de la gendarmerie katangaise, âge approximatif : 68 ans, à Bunkeya, le 7, le 8 août 2011.
- Mazwili oscar, enseignant, âge approximatif : 35 ans, yeke, à Bunkeya 15 septembre 2012
- Kalasa Mukanda Bantu, agriculteur, âge approximatif : 62 ans, yeke, à Bunkeya, le 11 octobre 2012.
- Kikobe, agriculteur, âge approximatif : 53 ans, yeke, à Bunkeya , le 9 septembre 2012.
- Kadilo Henri, quatrième fils de Kadilo Musinga shishimari, agronome, yeke, à Bunkeya le 06 octobre 2012.
- .- Jean-Marie Kasyoba, spécialiste en sciences de l'éducation, âge approximatif : 62 ans yeke, à Lubumbashi, le 25 août 2012.
- Kalabi, agriculteur, âge approximatif : 50 ans, sanga, à Lubudi, le 8 novembre 2012.
- Kalabo, agriculteur, âge approximatif : 42 ans, lomotwa à Bunkeya le 10 octobre 2012.
- Makungu, directeur d'école, âge approximatif : 60 ans, sumbu, à Bunkeya, le 21 décembre 2012.
- Madame Muyeke, âge approximatif : 48 ans, à Bunkeya 19 décembre 2012. Madame Muyeke est fille de monsieur Augustin Muyeke Kituri, enseignant à Bunkeya, puis directeur de l'école saint André de 1949-1974, année de sa retraite, Augustin est descendant de Kipamira fils de M'siri.
- Mufunga Mwene Bwana Valentin, pionnier de Bunkeya, agriculteur, âge approximatif : 63 ans, sanga, à Bunkeya, le 22 décembre 2012.
- Kasongo Polydore, agriculteur, âge approximatif : 60 ans, sanga, à Bunkeya, le 22 décembre 2012.
- Jean Mundebe, agriculteur, pionnier de Bunkeya, âge approximatif : 62 ans, yeke, à Bunkeya, le 22 décembre 2012.
- Dominique Munongo Inamizi Kanonga, à Bunkeya, le 20 décembre 2012, fille de Godefroid Munongo et bourgmestre de la commune Kikula a Likasi.
- Kasongo Ngoy, commerçant ambulant, âge approximatif : 40 ans, sanga, à Lubumbashi le 5 janvier 2011.

- Alexis Kazembe, agriculteur, âge approximatif : 70 ans, luba, à Lubudi, le 31 octobre 2012.
- Kapanda Mukanda Bantu, agent à Anvilming à Lubumbashi en date du 24 janvier 2013, neveu de Godefroid, a travaillé à la Compagnie de la Lufira.
- Floribert Kisakwe, agriculteur, âge approximatif : 63 ans, zela, à Bunkeya, le 12 septembre 2011.
- Kalunda Benoit, commerçant, âge approximatif : 46 ans, zela, à Bunkeya le 6 octobre 2011.
- Kasonde Germain, prêtre, âge approximatif : 46 ans, yeke, à Lubumbashi le 2 décembre 2011.
- Kitanika, directeur d'école, âge approximatif : 50 ans, membre de l'ADAS, Bunkeya, le 16 septembre 2011.
- Mutampuka Prosper, conseiller du mwami, âge approximatif : 49 ans, lubumbashi, 12 janvier 2013.
- Lwamba Bilonda, professeur, âge approximatif : 61 ans, Lubumbashi, 20 janvier 2013.
- Kabayo, prêtre, âge approximatif : 49 ans, Bunkeya, le 20 décembre 2012.
- Pascal Mabindi, pensionné GCM, âge approximatif : 70 ans, Lubumbashi, 12 janvier 2012.

Ouvrages

Anderson, D. et Rathbone, R., (dir), *Africa's Urban Past*, Oxford: James Currey, 2000.

Archevêché de Lubumbashi, *Renseignements généraux*, Archidiocèse de Lubumbashi, (1967).

Arnot, F.S, *Garenganze or seven years' pioneer mission work in Central Africa*, Hawkins, (London, 1889, édition 1969).

ARSOM, *La Conférence de Géographie de 1876*, recueil d'études, (Bruxelles, 1976).

Banzy, F., *Problèmes structurels de l'économie congolaise*, IRES, Université Lovanium (Léopoldville), Louvain, Ed, Nauwelaerts, (Bruxelles, 1957).

Benoit, J., *La population africaine à Elisabethville à la fin de 1957. Son état, sa structure, ses mouvements et ses perspectives d'évolution prochaine*, Université de Liège, Fulreac et (Elisabethville, 1962).

- Bontinck, F., *L'autobiographie de Hamed ben Mohammed et-Murjebi Tippo Tip (ca 1840-1905)*, ARSOM, (Bruxelles, 1974).
- Bouvier, P., *La décentralisation en République Démocratique du Congo. De la première à la troisième république 1960-2011*, (Edition le Cri, MRAC, Belgique), 2012..
- Braeckman, C., (dir), *Congo 1960, échec d'une décolonisation*, André Versailles, GRIP, Bruxelles, 2010.
- Brassime, J., et Kestergat, J. *Qui a tué Patrice Lumumba?* Editions Duculot (Louvain-la-Neuve), (Paris, 1991).
- Brelsford, W., V., *The tribes of Northern Rhodesia*, Gouvernment Printer, (Lusaka, 1956).
- Bruneau.J.C, *D'ici et d'ailleurs, quand les immigrés se font autochtones. Citadins et Paysans du Haut-Katanga*, Presses Universitaires de Yaoundé, (Yaoundé .1999)
- Cameron, V.L, *Accros Africa*, (London, 1885).
- Chaunu, P., *Histoire science sociale*, Sedes, (Paris, 1974)
- Ceulemans, P., *La question arabe et le congo (1883-1892)*, ARSC, (Bruxelles 1959).
- Coquery-Vidrovitch, C., *Afrique noire. Permanences et ruptures*, L'Harmattan, (Paris, 1992).
- Cornet, J., *Le Katanga avant les Belges et l'expédition Bia-Franqui-Cornet*, (Bruxelles, 1943).
- Cornet, R.,J., *Terre Katangaise, cinquantième anniversaire du Comité Spécial du Katanga 1900-1950*, (Bruxelles, 1950).
- Delcommune,A., *Vingt années de vie africaine*, TII, éd Ferdinand Larcier, (Bruxelles, 1922).
- Delvaux, H, *L'occupation du Katanga (1891-1900) Supplément à l'essor du congo*, (Elisabethville, Août 1950).
- De Meester, P., *L'Eglise de Jésus-Christ au Congo-Kinshasa*, Centre Interdiocésain, (Lubumbashi, 1998).
- De Saint Moulin, L., et Kalombo Tshibanda J.L., *Atlas de l'organisation administrative de la République Démocratique du Congo*, Kinshasa, 2005
- Devos, P., *L'Enfer katangais. Lubumbashi 1946-1949*, Société Populaire des Editions, (Bruxelles, 1973).

Dibwe dia Mwembu, Histoire des conditions de vie des travailleurs de l'Union Minière du Haut-Katanga/Gécamines (1910-1999), (Presses Universitaires de Lubumbashi, Lubumbashi, 2001),

Dibwe dia Mwembu, *Faire de l'histoire orale dans une ville africaine : la méthode de Jan Vansina appliquée à Lubumbashi (R.D Congo)*, l'Harmattan, (Paris, 2008).

Fauvelle-Aymar, F., X., *L'Afrique de Cheikh Anta Diop ; histoire et idéologie*, Karthala, (Paris, 1996).

Fetter, B., *The Creation of Elisabethville 1910-1940*, Hoover institution Press, Stanford University (Cafifornia),

Frerot, A.M,(dir), *Les grandes villes d'Afrique*, Ellipses, Normandie(France), 1999.

Gillain, D., F., *Les Bénédictins au Katanga de 1932 à 1962*, Centre National de Documentation Missionnaire de Belgique, (Bruxelles, 1962).

Igué Ogunsola, J. *Les villes précoloniales d'Afrique noire*, Karthala, (Paris, 2008).

Jewsiewicki, B., *Agriculture itinérante économie capitaliste, histoire des essais de modernisation de l'agriculture africaine au Zaïre à l'époque coloniale*, (Lubumbashi, 1975).

Jewsiewicki, B. et Chrétien, J. *Ambiguïtés de l'innovation, sociétés rurales et technologies en Afrique centrale et occidentale au XXème siècle*, Ed safi, (Québec, 1984).

Jewsiewicki, B. Dibwe dia Mwembu, D., et Giordano, R., *Lubumbashi 1910-2010, mémoire d'une ville industrielle, ukumbusho wa mukini wa komponi*, L'Harmattan, (Paris, 2010).

Kabweu Kazembe Sankeni A, *Regard Historique sur la Garenganze Evangelical Mission au Katanga*, (Lubumbashi, 2004).

Kashoba Mwenda, A., *Qui est l'assassin de Munongo Ier, trois missionnaires catholiques au banc des accusés*, Editions Goschen, (Lubumbashi, 1999).

Kayamba Badye, *Eloge de l'Histoire, Critique de la problématique mémorielle de Bogoumil Jewsiewiski Koss*, Editions culturelles, (Likasi, 2011).

Kita Kyankenge Masandi, *Colonisation et enseignement, cas du Zaïre avant 1960*, Ed du CERUKI, (1982).

Ki-zerbo, J., *Histoire de l'Afrique Noire*, Hatier, (Paris, 1972).

- Legrand, P., et Thoreau, B., *Les Bénédictins au Katanga. Vingt-cinq ans d'apostolat (1910-1935)*, Abbaye de Saint-André, Lophem-Lez-Bruges, (Belgique 1935).
- Legros, H., *Chasseurs d'ivoire, une histoire du royaume yeke du Shaba (Zaire)*, éditions de l'Université de Bruxelles, (Bruxelles, 1996).
- Leplae, E, "*L'amélioration de l'agriculture indigène. Jardins- Alimentation indigène*", *Expectation Gentium. Pour répondre à leur attente,*'' Rapports français de la XIIIe Semaine de missiologie de Louvain, 1935, Bruxelles, L 'Edition Universelle, (Paris, 1936).
- Libois, J., G., *Sécession au Katanga*, CRISP, (Bruxelles, 1963).
- Livingstone, D., *Narrative of an expedition to Zambesi and its tributaries (1858-1864)*, (London, 1954).
- Lwamba Bilonda, *Les Gouverneur du Katanga de Wangerme à Kyungu wa Kumwanza (1910-1991)*, CESKA, (Lubumbashi, 1999)
- Macola, G., *The Kingdom of Kazembe: History in North-Eastern Zambia and Katanga to 1950*, (Hamburg, 2002).
- Maquet J., *Afrique, les civilisations noires*, Editions Horizons de France, (Paris, 1962).
- Maton, J.C., *Les Bayeke du Garanganze. De l'origine du peuple à la mort du fondateur de la dynastie, récit chronologique du mwanagwana Nsamba Malezi Célestin*, Tome1, 1ere édition, Fondation du mwami Msiri, (Lubumbashi, 2008).
- Maurice, R., *Géologie et géographie du Katanga*, (Bruxelles, 1956).
- Mbangu a Lukand G., *Le Katanga et son destin, des origines à 1965*, (Lubumbashi, 1995)
- Merlier, M., *Le Congo de la colonisation belge à l'indépendance*, Maspero, (Paris, 1962)
- Michaux, O., *Au Congo-Carnet de campagne*, Librairie Dupagne-Counet, (Namur, 1913).
- Moffa, C., *Msiri e il capitano Bodson. Colonialismo yeke e colonialismo europeo nel Katanga dell'Ottocento*, Aracne Editrice, (Roma, 2003).
- Moloney, J.,A. *With Captain Stairs to Katanga. Slavery and subjugation in the Congo 1891-92*, edition Jeppestown press, (Londres, 2007).
- Mouchet,R et Pearson,A,, *Hygiène pratique des travailleurs noirs en Afrique Centrale*, Goemare,(Bruxelles, 1922)
- .

Moutouille. L., *Politique sociale de l'Union Minière du Haut-Katanga pour sa main-d'œuvre indigène et ses résultats de vingt d'ans d'application*, Institut Royal, Colonial, Belge, tome XIV, fasc 3, (Bruxelles,1946).

Muchukiwa Bosco, *Territoires ethniques et territoires étatiques, pouvoirs locaux et conflits interethniques au Sud-Kivu (R.D.Congo)*, L'Harmattan, (Paris, 2006).

Mwenda Munongo, A., et Grevisse, F., *Pages d'histoire Yeke*, collection des mémoires du CEPSI, vol n°25, (Lubumbashi, 1967).

NdayweL-è-Nziem, I., *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République Démocratique du Congo*, , éd. De Boeck et Larcier, (Paris / Bruxelles ,1998).

Nouschi, A., *Initiation aux sciences historiques*, (Paris, 1967).

Perrot, C., H., *Lignages et territoires en Afrique aux XVIIIème et XIXème siècles : stratégies, compétition, intégration*, (Karthala, Paris, 2000).

Reefe T.,Q., *The rainbowand the kings. A history of the Luba Empire to 1891*, California press, Berkley, (Los Angeles, 1981)

Renault,F., *Lavigerie, l'esclavage africain et l'Europe*, T1, éd. De Bocard, (Paris, 1971).

49. Renault, F., et Daget, S., *Les traites Negrières en Afrique*, Karthala, (Paris, 1985).

Speke, J.K, *What led to the discover of the source of the Nile*, Edimburg, (Londres, 1864).

Stanley, H, M, *Comment j'ai trouvé Livingstone*, (4° ed) Hachette, (Paris, 1884).

Tshimanga, C., *Jeunesse, formation et société au Congo/Kinshasa 1890-1960*, L'harmattan, (Paris, 2001).

U.M.H.K 1906-1956, Bruxelles, 1956.

Van Dorpe W. *Origine de la migration des yeke*, Ceeba publications, numero 43 (Bandundu, 1978).

Van Reybrouck, D., *Congo, une histoire* (traduit du néerlandais par Isabelle Rosselin), Actes du Sud, (Paris, 2012)

Vansina, J., *Les anciens royaumes de la savane. Les Etats des savanes méridionales de l'Afrique Centrale des origines à l'occupation coloniale*, 2è édition P.UZ, (Kinshasa, 1976).

Vansina, J., *Being Colonized, the Kuba experience in rural Congo, 1880-1960*, University of Wisconsin Press, (Madison, 2010).

- Van Zuylen,P ;, *L'échiquier congolais ou secret du roi*, (Bruxelles, 1959).
- Vellut, J.L(Dir), *Villes d'Afrique, Explorations en histoire urbaine*, L'harmattan, Paris, 2007.
- Verbeken,A., et Walraet,M., *La première traversée du Katanga en 1806*, I.R.C.B, (Bruxelles, 1953).
- Verbeken, A., *Contribution à la géographie historique du Katanga*, (Bruxelles, 1954).
- Verbeken, A., *M'siri, roi du Garenganze. L'homme rouge du Katanga*, éd. Cuypers, (Bruxelles, 1956).
- Verdick, E., *Les premiers jours au Katanga (1890-1903)*, CSK, (Bruxelles, 1952).
- Veyne, P., *Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie*, Seuil, (Paris, 1971).
- Vidrovitch, C.,*Histoire des villes d'Afrique noire, des origines à la colonisation*, Ed. Albin Michel, Paris, 1993.
- Von Oppen, A., *Terms of Trade and Terms of Trust: the history and contexts of pre-colonial market production around the Upper zambezi and Kasai*, (Hambourg, 1994).
- Waldecker,B., *Salines du Katanga* ,Bulletin du CEPSE, (Lubumbashi, 1967).
- Willame, J.C, *Patrice Lumumba, la crise congolaise revisitée*, Karthala, (Paris, 1990).
- Weber, G., *Le Katanga de Moïse Tshombe ou le drame de la loyauté*, Editions Louis Musin, (1963).
- Young, C. *The African Colonial State in Comparative Perspective*, Yale UP, (New Haven and London, 1994).
- Young, C., *Introduction à la politique congolaise*, CRISP, (Bruxelles, 1966).

b) articles de revues, de journaux et de périodiques.

- Bandeja Yamba, « Industrialisation, travail et collectivités rurales au Shaba (Ex Katanga) 1900-1960 » *African Economic History*, 19 (1990-1991), 55-76.
- Brasseur, « L'urua et le Katanga », *Mouvement Géographique* 14 (1897)
- Biographie Coloniale Belge*, Tome IV, colonne 640
- Biographie Historique du Congo*, Cerdac, Collection documents et travaux, 20(2000),
- Biographie Historique du Congo*, Cerdac, Collection Documents et travaux, 21(2001)

- Biographie Historique du Congo*, Cerdac, Collection Documents et travaux, 22(2002-2003)
- Bontinck, F. « Silva Porto : journal d'un voyage transafricain Bié (20 novembre 1852-Mozambique 8 septembre 1854) *Likundoli*, 3 :1-2(1975), 3-133.
- Bontinck, F., « La double traversée de l'Afrique par trois Arabes de Zanzibar (1845-1860) *Etudes d'Histoire Africaine*, 4(1974), 5-53.
- Bruneau, J-C, Pauvreté urbaine et initiative populaires au pays du cuivre du Zaïre méridional dans Singaravelou (dir), *Pauvreté et développement dans les pays tropicaux*, Centre d'Etudes de Géographie Tropicale, Université de Bordeaux, 1989, 433-456.
- Clarke, J., A., « Souvenirs d'un pionnier au Katanga(Garenganze) » in *Comptes Rendus du Congrès Scientifique*, 7(1950), 83-84.
- Cornet, J., « Le Katanga » *Mouvement géographique*, (1893).
- Chrétien, J.P, « Pour une historiographie des traditions orales : la fin d'une époque dans la région des Grands Lacs ? » dans Chastanet, M., et Chrétien, J.P, (Dir), *Entre la parole et l'Ecrit, contributions à l'histoire de l'Afrique en hommage à Claude-Hélène Perrot*, Editions Karthala, (Paris, 2008).
- Chrétien, J-P, « La paysannerie captive de modèles totalitaires en Afrique Centrale au XXe siècle. Le travail de Sisyphe de la critique historique » dans NDAYWEL e NZIEM, I., et Mudimbe-Boyi, E., (éd), *Images, mémoires et savoirs : une histoire en partage avec Bogumil Koss Jewsiewicki*, Karthala, (Paris, 2009).
- Crine Mavar, B., « Histoire traditionnelle du Shaba », *Cultures au Zaïre et en Afrique* 1 (1973), 5-108.
- De Hemptinne, J.F, « Les mangeurs de cuivre du Katanga » *CONGO*,1(1926), 371-403.
- De Hemptinne, J.F., « Discours aux fêtes jubilaires de l'enseignement officiel », *Cahiers de Saint André*, 9 :34(1953).
- De Meester, P., « Lukafu (1898-1966), premier centre administratif du Katanga » *Revue Belgo-Congolaise*,(avril, 1966), 16-20.
- Deutsch,J.,G. «Notes on the rise of slavery and social change in Unyamwezi c.1860-1900» dans Médard, H., et SHANE D., *Slavery in the Great Lakes Region of East Africa*,, Oxford : James Currey Publishers (2007).

Dullier, M., « La philosophie des actions du CEPSE », *Problèmes Sociaux Zaïrois*, Bulletin du CEPSE, numéro Spécial (Janvier-décembre 1975), 17-25.

Dullier, M., et Naweji Yav, « le CEPSE, notice historique » *Problèmes Sociaux Zaïrois*, Bulletin du CEPSE, numéro Spécial (Janvier-décembre 1975), p.13-

Duperux, A., H., « Propos sur la réforme de l'enseignement » *Bulletin du CEPSE*, 6(1948).

Echoes of Service,), 364 (Août 1896), 386 (Juillet 1897), 452 (Avril 1900), 526 (Mai 1903), 530 (Juillet 1903), 537 (Novembre. 1903).

Essor du Katanga du 10 juin 1959, 655 d'Avril 1963, 900, du 22 février 1964, Septembre 1964, 1252 du 5 Mai 1965, 1296 du 29 Juin 1965, du 04 Août 1965, 1383 du 14 Octobre 1965

Feltz, G., « Missions, sociétés et pouvoir au Congo-belge de 1910 à 1960 » *Le mois en Afrique*. 19 :21-22(1984), 110-120.

Feltz, G., « Un échec de l'implantation scolaire en milieu rural : le cas de la Lulua et du Katanga central, 1920-1960 » *Revue Canadienne des Etudes Africaines/Canadian Journal of African Studies*, 13 :3(1979), 441-459.

Feltz, G., « Notes sur les structures de pouvoir de la mission bénédictine au Katanga, 1910-1958 », *Bulletin des séances*, ARSOM, 31(1984), 489-506.

Grévisse, F., « Notes relatives à quelques populations autochtones du Haut-Katanga Industriel » *Bulletin du CEPSE*, 32 (1956), 65-210 et 41 (1957), 28-68.

Grévisse., F. « La lignée des chefs Yeke. », *Bulletin des séances*, ARSOM, 27(1981), 605-636.

Jewsiewicki, B., « Le Colonat Agricole Européen au Congo-Belge, 1910-1960: Questions Politiques et Economiques », *Journal of African History*, 20 : 4 (1979), 559-571.

Jewsiewicki-Koss B., « Rapports intergénérationnels, rapports de genre et statut personnel, les représentations à l'épreuve de vivre ensemble. République démocratique du Congo » dans Gomez-Perez, M., et Leblanc, M-N (dir), *L'Afrique des Générations, entre tensions et négociations*, Karthala, (Paris, 2012).

Kashoba, J.M « L'évolution et les caractères de l'enseignement catholique dans l'Archidiocèse de Lubumbashi. » dans *Actes du Colloque sur le centenaire de*

l'Evangélisation de l'Archidiocèse de Lubumbashi (Lubumbashi, du 19 au 22 avril 2010), Editions de l'Archevêché de Lubumbashi – Médiaspaul, (Lubumbashi, 2011).

Kayamba Badye « Le Katanga : fondements historiques d'une identité culturelle » *Studia Katangensia* 12 (juin et septembre 1995).

Kayamba Badye, « Politique, gouvernance et prodrome de la mondialisation. » *Likundoli*, Collection Documents et Travaux, (numéro spécial 2009).

Kayamba Badye, M., « Cités pré-coloniales dans les Etats du Katanga cuprifère (XIX^{ème} siècle) », dans Amuri Mpala Lutebele, M., Lubumbashi, cent ans d'histoire, L'Harmattan, Paris, 2013.

Kimba E., « la lutte d'influence entre les chefs traditionnels et les leaders politiques » *L'Essor du Congo*, numéro 50 du mercredi 29 avril 1959.

« Le Courrier de l'apostolat Monastique » *Bulletin des missions*, (numéro spécial, 1931).

Legros, H., « Le cheminement historique de l'identité des Yeke du Shaba(Zaire) » in *Bulletin des séances*, ARSOM, 41(1995), 137-156.

Legros, H. « Aux racines de l'identité : mémoire et espace chez les Yeke du Shaba/Zaire » *Journal des Africanistes*, 65 : 2(1996), 201-220.

Lemborelle, A. « Le Fonds du Bien-être Indigène » *Bulletin Agricole du Congo-Belge*, 43(1952), 125-134.

L'Essor du Congo, numéro 243 du mardi 23 décembre 1958, numéro 105 du mardi 7 juillet 1959, numéro 243 du mardi 23 décembre 1959, numéro 113 du lundi 18 juillet 1960, numéro 122 du jeudi 28 juillet 1960 et le numéro 123 du lundi 29 juillet 1960, numéro 130 du 9 août 1960,

Lwamba Bilonda, « Les Bayeke : de la résistance la plus farouche à la collaboration la plus étroite avec l'administration coloniales belge : essai d'explication et présentation des conséquences de ces deux attitudes ». *Communication présentée à la première semaine culturelle Katangaise*, dédiée à M'siri, le roi du Garenganze et à Joseph Kiwele, ministre katangais de l'éducation nationale. Lubumbashi, 1992.

Mandani, M., « Indirect rule, civil society and ethnicity », dans *Occasion Paper*, 14(1995), *From Post-tradional to Post-Modern, International Development Studies*, Roskilde University, 220-225.

Manenga « Histoire de la fondation des Moniales bénédictines congolaises » *Actes du Colloque sur le centenaire de l'Evangélisation de l'Archidiocèse de Lubumbashi, (Lubumbashi, du 19 au 22 avril 2010)*, Editions de l'Archevêché de Lubumbashi – Médiaspaul, (Lubumbashi, 2011).

Miller, J., C., « History and Africa/Africa and History» *The American Historical Review*, 104:1 (Février 1999), 1-32.

Moyaert, G., « Bunkeya » *Le Supplément Congolais du Bulletin des Missions*, 3 (mai-juin 1927).

Moutouille, L. « Contribution à l'historique des recrutements et emplois de la M.O.I dans les territoires du Comité Spécial du Katanga », *Comptes Rendus du Congrès Scientifique*, Elisabethville 13-19 août 1950, Vol 7 : Travaux de la Commission des Questions Sociales Indigènes, (Bruxelles, 1950).

Mugaruka Bin Mubibi, « Pouvoir colonial et autonomie provincial au Katanga (1910-1960) » *Likundoli* 1 :1-2 (1998).

Mulambu Nvuluya, « Cultures obligatoires et colonisation dans l'ex-Congo belge. » *Cahiers de Cedaf*, 6-7(1974).

Mwenda Munongo A., « La mort de la Mugoli (reine) Mahanga ancienne femme du Mwami Msiri, » *Bulletin du CEPSI*, 17(1951), 260-263.

Mwenda Munongo, A., « Chants historiques des Bayeke », *Problèmes sociaux congolais* 77 (1967).

Marchal, R., « Renseignements historiques relatifs à l'exploitation des mines de cuivre par les indigènes de la Luishia » in *BJIDCC* 7(1939), 10-18.

Ndaywel è Nziem, I., « L'historiographie congolaise, un essai de bilan », *Civilisations*, Revue Internationale d'Anthropologie et Sciences Humaines, 54(2006), 237-254.

Neve de Mervigneies, Gh., « La lutte contre la tuberculose à Bunkeya » *Problèmes Sociaux Zaïrois*, numéro spécial (janvier-Décembre 1975), 79-85.

Ndua Solol, «Mwant Yav Mushid (c. 1856-1907) », *E.H.A* , 5(1973), 25-50.

Omasombo Tshonda, J., « Lumumba, drame sans fin et deuil inachevé de la colonisation » *Cahiers d'Études Africaines*, 44 :173/174 (2004), 221-261.

Pelissier P., « Ruraux et citadins en Afrique noire : une géographie méétisse » *L'Information Géographique*, 68(2004), 293-307.

Petre-Grenouilleau, O., « Commerce à longue distance et développement économique : jalons pour une étude comparée Europe-Afrique noire (XVe-XIXe siècles) » Bornin, H., et Cahen, M., (Dir) *Négoce Blanc en Afrique Noire l'évolution du commerce à longue distance en Afrique Noire du 18e au 20e siècles*, (Bordeaux, 2001).

Poullens, B., « La préfecture du Katanga : aperçu général- la lutte entre missionnaires à Lukafu et à Bunkeia » *Bulletin des Missions (supplément congolais)*, 1(janvier-février 1927), 3-4.

Roberts, A., « Pre-colonial trade in Zambia », *African Social Research*, 9(1970).

Rockel, S., J., « A Nation of Porters: The Nyamwezi and the Labour Market in Nineteenth-Century Tanzania » *Journal of African History*, 41:2 (2000), 173-195. p. 715-746.

Rotberg, R. I., « Plymouth Brethren and the occupation of Katanga, 1896-1907 » in *Journal of African History*, 5: 2 (1964), 285-297.

Rubbens, A., « La consultation populaire du 22 décembre 1957 à Elisabethville », *Bulletin du CEPSI*, 42(septembre, 1958), 77 – 81.

Salamu, « L'Eglise s'établit dans la capitale de Msiri », in *Bulletin des missions* (courrier de l'apostolat monastique), numéro spécial, (décembre 1933).

Stengers, J., « Le Katanga et le mirage d'or », *Etudes Africaines offertes à Henri Brunshwig* Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, (Paris, 1982).

Tati, G., « Migrations, urbanisation et développement au Congo », Travaux publiés par l'Institut de Formation et de Recherche Démographiques, *Les Cahiers de l'IFORD*, 5(juin 1993).

Tshibangu Kabet « La situation sociale dans le ressort administratif de Likasi (ex-Territoire de Jadotville) pendant la guerre 1940-1945 » *E.H.A*, 4 (1974), 275-311.

Vansina, J., « Quand l'événement est rare », *Etudes Africaines offertes à Henri Brunshwig*, Editions de l'école des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1982.

Vansina, J., « Long- distance trade routes in Central Africa », *Journal of African History*, 2:2(1960), 375-390.

Vansina, J., «Les rescapés: une communauté éphémère au Kasai 1896-1904» dans Panella,C., *Lives in motion, indeed, interdisciplinary perspectives on social change in honour of Danielle de Lame, Studies in Social sciences and humanities*,Vol 174, Royal Museum for Central Africa, Tervuren, (Belgium, 2012).

Vellut, J.L, « Notes sur les Lunda et la frontière Luso-Africaine (1700-1900) » *E.H.A*, 3 (1972), 61-166.

Vellut, J.,L., « Les bassins miniers de l'ancien Congo belge, essai d'histoire économique et sociale (1910-1960) », *Cahiers du Cedad*, 2 : 7(1981),1-70.

Vellut, J., L., « la violence armée dans l'Etat indépendant du Congo. Ombres et clartés dans l'histoire d'un Etat conquérant » *Cultures et Développement* 16 :3-4 (1984), 671-707.

Vidrovitch, C., « Villes d'Afriques noires : les héritages de l'histoire », dans *Occasion Paper*, 14(1995), *From Post-tradional to Post-Modern, International Development Studies*, Roskilde University.

Walima T.Kalusa, "Traditional rulers, nationalists and the quest for freedom in northern Rhodesia in the 1950," dans J.Bart, M.Hinfelaar et G. Macola, *Living the end of Empire, politics ans society in the late colonial Zambia*, Brill, Leiden-Boston, 2011, 67-90.

Wamba dia Wamba, E. « Politique africaine : le cas de la République Démocratique du Congo », 2012, http://www.codesria.org/IMG/PDF/wamba_dia_wamba_politique_africain

Wauters, A.J, « Les Arabes dans l'Afrique Centrale » *Mouvement Géographique* , 20 (1888).

Yogolelo Tambwe ya Kasimba, « Cinquante ans d'historiographie de l'Afrique noire 1950-2000, un parcours analytique et bibliographique *Likundoli (Enquêtes d'Histoire Congolaise)*, numéro spécial, (2003), 140-162.

c) Travaux de fin de cycle, mémoires, thèses et autres documents inédits.

Burahimu, M., « Les Structures Socio-économiques et le commerce Swahili à Kasongo vers la fin du XIX^e siècle », (Mémoire de Licence en Histoire, non publié, UNAZA, 1973).

Higginson. J.E The making of an African working: The Union Minière du Haut-Katanga and the African mine workers, (thèse de doctorat en Histoire, université de Michigan, 1979)

Ilunga Kayumba, « Emergence des seigneuries dans la vallée de la Lufira: cas de la dynastie de Katanga (C 1650-1910) », (mémoire de licence en Histoire, Unilu, 1984).

Kalenga Ngoy P., « Situation socio-politique du Katanga 1860-1911 », (mémoire DEA en Histoire, non publié Unilu, 2010).

Kamana Mwana Mumba, « Recherches sur l'histoire de Bunkeya, collectivité locale des Bayeke (l'histoire locale au service de l'histoire au cycle d'orientation) », (T.F.C en géohistoire, I.S.P Lubumbashi, 1977)

Kashoba Mabindi, J., M., « Mode de succession au trône chez les Bayeke et problème de légitimité », (non publié Lubumbashi, 1991).

Kasonde Kyawama, G., « Histoires de Bayeke », (non publié, Lubumbashi, 2004).

Kasongo Mushilanama, A., « Rites et cérémonies d'intronisation du chef chez les Yeke », (T.F.C en Histoire-sciences sociales, non publié I.S.P, Lubumbashi, 2000).

Kayamba Badye., « Capitalisme et destructuration des sociétés lignagères dans l'ancien territoire de Sakania au Zaïre (1870-1940). Communautés rurales, main-d'œuvre et accumulation primitive du mode de production coloniale », (Thèse de doctorat en Histoire, non publié, Unilu, 1986).

Kayamba Badye, « Histoire, densité démographique et action humaine sur la crête de partage des bassins du Lwalaba et du Zambèze (ca. 1850-1930) », (non publié).

Kennes, E., « Fin du cycle postcolonial au Katanga, RD Congo. Rébellions, sécession et leurs mémoires dans la dynamique des articulations entre l'État central et l'autonomie régionale 1960-2007 », (Thèse de doctorat en Sciences Politiques, présentée à la Faculté des études supérieures de l'Université Laval, non publié, Québec, 2009).

Kisanguka Kasubilo, « Economie traditionnelles et modernes face à l'emprise de la magie dans l'actuelle collectivité –secteur de la Lufira (1890-1997) », (mémoire de licence en Histoire, non publié, 1998).

Luakundju Wanya, « La structure sociale yeke », (mémoire de licence en Anthropologie, non publié Unaza, Lubumbashi, 1974).

Mulumba wa Katompa, « Histoire des migrations de Bayeke au Shaba », (mémoire de licence en anthropologie, non publié, Unaza, Lubumbashi, 1974).

Mungatana Ntalasha Matongo Kisenu, « Institutions sociales yeke », (T.F.C, Ecole normale moyenne de Lubumbashi, Lubumbashi, 1972).

Munongo, K., « L'organisation sociopolitique et économique dans le royaume yeke au 19ème siècle », (mémoire de licence en Histoire, non publié, UNAZA, Lubumbashi, 1979).

Mutombo Samakay, « Conflits entre leaders politiques au Katanga 1960-1990 », (mémoire de licence en Histoire, non publié, Unilu, 1998).

Mutombo wa Mapanda, B., « *Symbolique de la musique sacrée chez les Bayeke 1976-1992* », (mémoire de licence en histoire, I.S.P Lubumbashi, 2000),

Muyere-oyong, « Promotion des collectivités locales en République du Zaïre. Études des dynamismes des autorités traditionnelles appliquées au cas des chefferies de Mwant Yav et de Bayeke », (thèse de doctorat en sciences politiques, ULB, 1973).

Ndua Solol, « Histoire ancienne des populations Luba et Lunda du plateau du Haut-Lubilashi des origines au début du XXème siècle (Bena Nsamba, Impimini et Tuvudi », (thèse de doctorat en Histoire, non publié, Unaza, Lubumbashi, 1978).

Nyirimanzi, G., « Le mariage chez les Bayeke », (mémoire de licence en Anthropologie, non publié, Unaza, Lubumbashi, 1974).

Tshibangu Kabet Musas, « Effort de guerre 1940-1945 en territoire de Likasi, ses incidences socio-économiques », (mémoire de licence, non publié, Unaza, Lubumbashi, 1972).

TABLE DES MATIERES

Sommaire

1. Présentation du sujet.....	1
2 Etat de question	3
3. Problématique et Hypothèses	5
4. Délimitation du sujet	11
Sur le plan spatial	11
Sur le plan analytique	14
5. Sources et méthodologie du travail	21
6. Division du travail	25
Ière Partie : Commerce à longue distance ; naissance, évolution du royaume de M'siri et début de l'occupation coloniale (1870-1910)	28
Chapitre I : Le Katanga dans le commerce à longue distance.....	28
I.1. Les Swahili et le commerce à l'intérieur de l'Afrique.....	29
I.1.1 Les marchands Africains de la côte Orientale	29
I.1.2 Principales voies commerciales	31
I.1.3 Transformations sociopolitiques à l'intérieur du continent	32
I.2. Migration yeke et naissance de l'empire du Garenganze	40
I.2.1 Origine des Yeke.....	40
I.2.2 M'siri, les Afro-arabes, les Swahili et la voie orientale.....	46
I.2.3 M'siri et l'ouverture de la voie occidentale	52
I.2.4 Conséquences de l'occupation yeke sur la population locale	55
Conclusion partielle.....	57
Chapitre II : Création de Bunkeya.....	59
II.1 Généralités	59
II.1 1. Choix du site	59
II.1 2. Bunkeya avant l'arrivée des Yeke	61
II.2. La cité de Bunkeya, structure et composition.....	62
II.2.1 La Cour du Roi	62
II.2.2 Les Quartiers populaires	64
II.3 Organisation de la capitale	66
II.3.1 Organisation politique	66

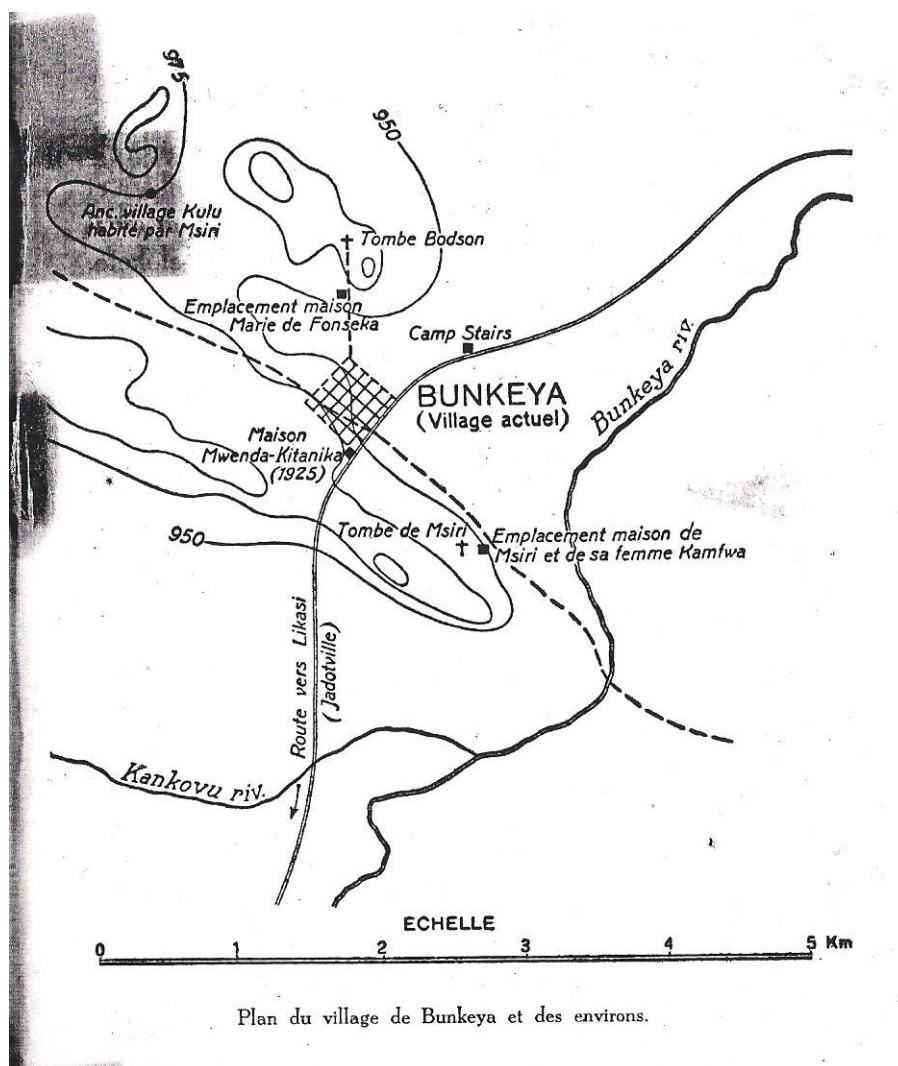
II.3.2 Organisation économique	70
II.3.3 Organisation sociale.....	74
Conclusion partielle.....	81
Chapitre III : Effondrement du royaume yeke, occupation.....	84
III.1. La révolte sanga	84
III.2. L'occupation européenne du Katanga.....	86
III.3. Situation de Bunkeya à la mort de M'siri	91
III.4. La résistance sanga à l'occupation coloniale	95
III.5. Les formes de résistance chez les autres peuples du Katanga à l'occupation coloniale	97
III.6. Les Yeke face à l'occupation effective du Katanga par les Belges.....	99
III.7. Séjour de Litupishia	104
Conclusion partielle.....	109
IIème Partie : Structures sociales de Bunkeya : de la renaissance de la cité par Kitanika au règne de Mwenda Mutampuka (1910-1956).....	111
Chapitre I : Refondation de Bunkeya et situation sociale de l'entre-guerre (1911-1940)	111
I.1 Le règne de Kitanika	111
I.1.1. Organisation administrative de la chefferie	111
I.1.2 Les quartiers de Bunkeya.....	113
I.1.3. Mwenda Kitanika : sa vie, début de son règne.	114
I.1.4. Organisation politique et judiciaire.....	117
I.1.5.Rapports entre Kitanika et l'administration coloniale	120
I.1.6 Rapports entre Mwenda Kitanika et ses administrés	127
I.1.7. Les œuvres sociales de Mwenda Kitanika	130
I.2 Les missions chrétiennes.....	132
I.2.1 Les missionnaires de la Plymouth Brethren Mission à Bunkeya.....	132
I.2.2 Les missions nationales ou catholiques	134
I.2.3. Œuvres sociales de la missionnaire Bénédictine à Bunkeya (1926-1940).	138
I.3. L'agriculture et cultures imposées	146
I.3.1 Situation générale jusqu'en 1932.....	146
I.3.2.La politique agricole à partir de 1932	150
I.3.3.Les résultats proprement dits	153
Conclusion partielle.....	160

Chapitre II : Règne de Mwenda Munongo, situation sociale : effort de guerre et ses conséquences	164
II.1 Le règne de Mwenda Munongo Mutampuka	164
II.1.1 La vie de Mwenda Munongo	164
II.1.2 L'investiture de Mwenda Munongo	166
II.1.3 Rapports entre Mwenda Munongo et l'administration.....	172
II.2 Effort de guerre et situation sociale des populations du territoire de Jadotville.....	175
II.2.1 L'agriculture	175
II.2.2 L'enseignement	183
II.3 L'action du FBEI et du CEPSI dans la région de Bunkeya.....	190
II.4 Relations Villes-Campagnes.....	194
II.5 La fin du règne de Mwenda Munongo Mutampuka	197
Conclusion partielle.....	200
IIIème Partie : Décolonisation, évolution sociale de Bunkeya (1956-1992)	203
Chapitre I : Antoine Munongo et l'évolution sociale de Bunkeya.....	203
I.1 Biographie d'Antoine Munongo	204
I.2 Les structures politiques	208
I.2. 1 L'investiture d'Antoine Munongo	209
I.2.2 L'évolution politique de Bunkeya sous Antoine Munongo	211
I.3 Les structures socio-économiques	227
I.4.Œuvres du CEPSI à Bunkeya	228
I.4.1. Les œuvres médicales	230
I.4.2 Le CEPSI et l'encadrement des agriculteurs à Bunkeya	233
Conclusion partielle.....	237
Chapitre II : Godefroid Munongo et la renaissance du centre de Bunkeya	240
II.1 Biographie de Godefroid Munongo.....	240
II.2 Œuvres de Godefroid Munongo	263
II.2.1 la vie politique et culturelle	264
II.2.2 La vie socio-économique	267
II.3 Bunkeya, centre de polarisation des activités socio-économiques	273
Conclusion partielle.....	277
Conclusions Generales	280
Bibliographie	290

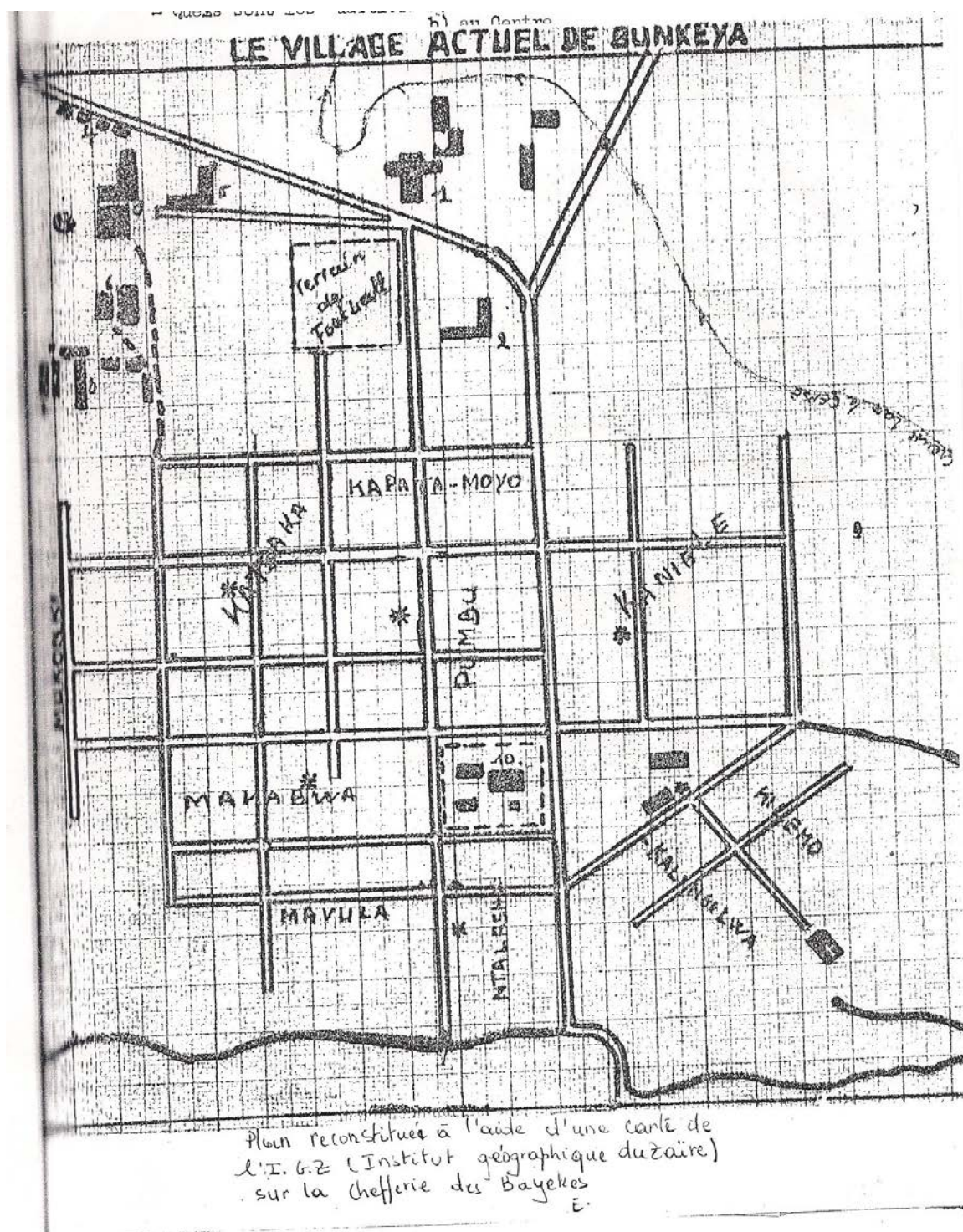
TABLE DES MATIERES	309
Cartes et illustrations.....	313
Annexe	325
Résumé.....	330
Samenvatting.....	335
Curriculum Vitae.....	340

Cartes et illustrations

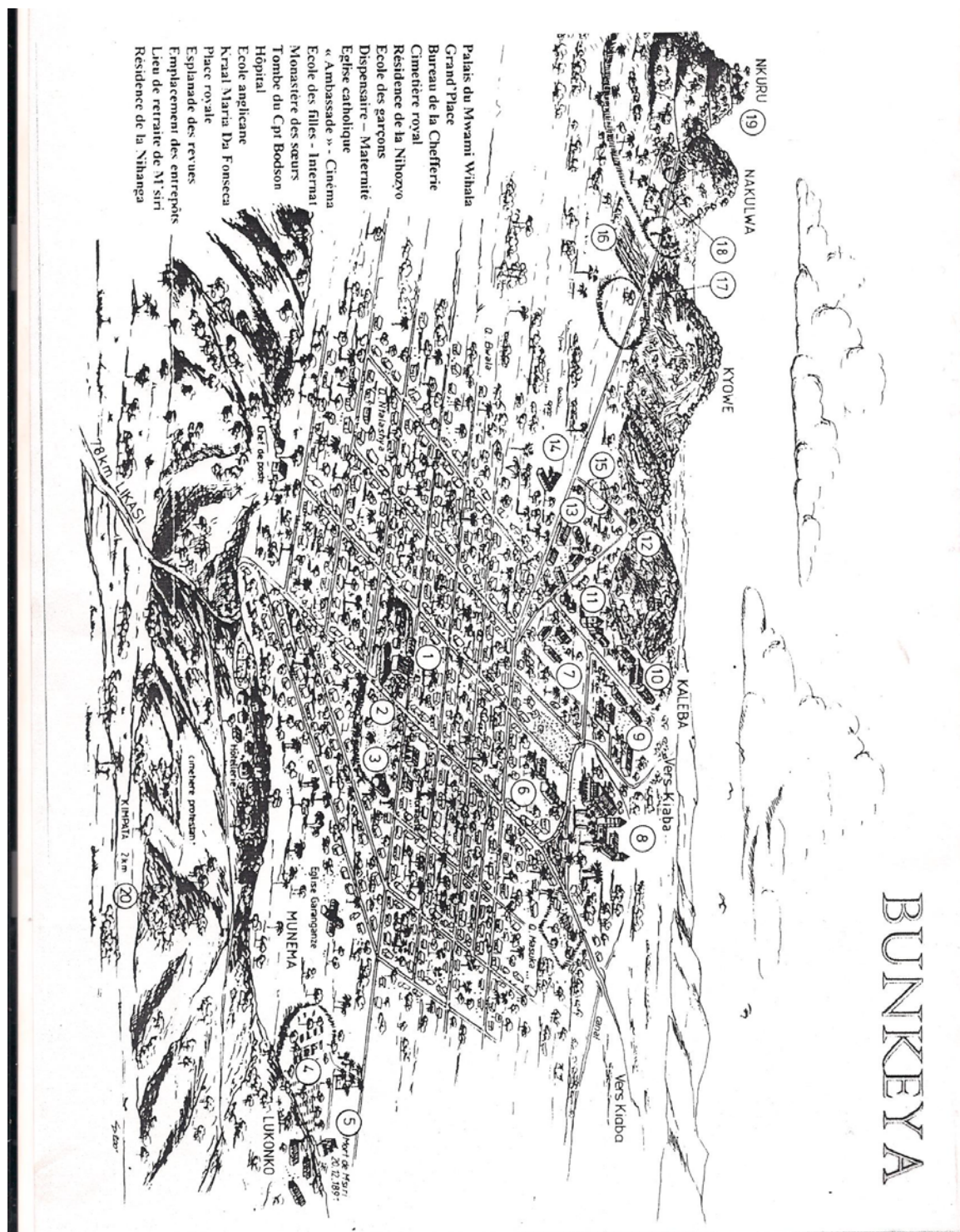
Figure 1 Bunkeya et ses environs



Source : Verbeken ; M'siri, roi du Ganrenganze.

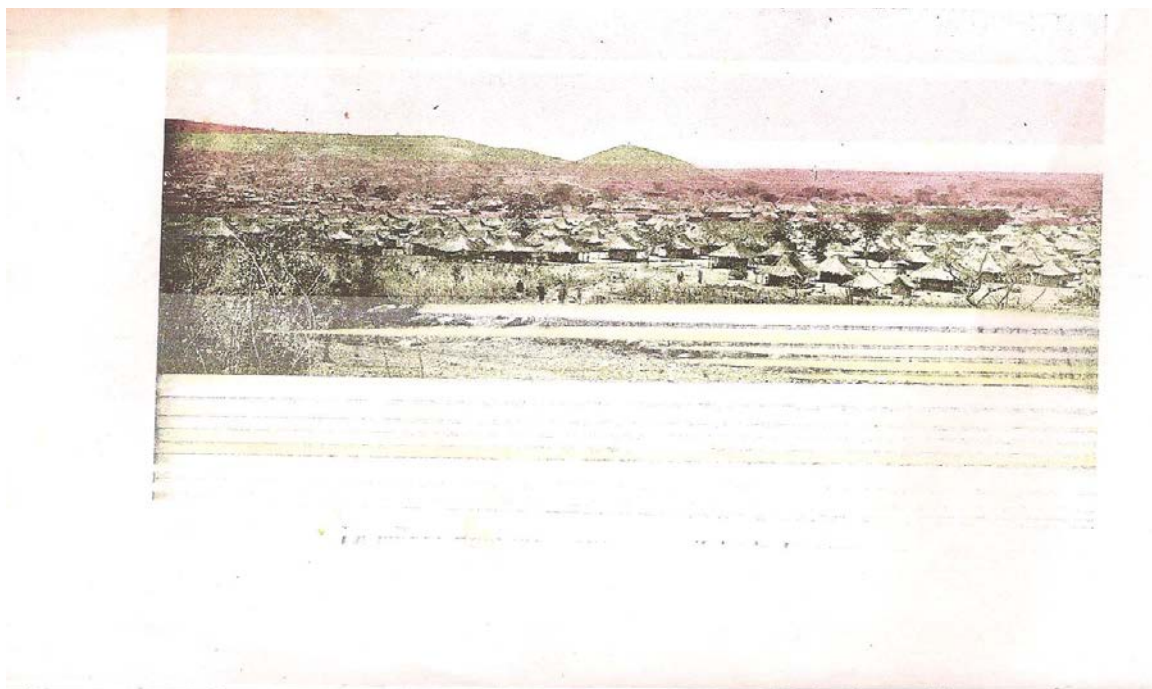


Source : Kamana Mwana Mumba, « Recherches sur l'histoire de Bunkeya, collectivité locale des Bayeke (l'histoire locale au service de l'histoire au cycle d'orientation) », (T.F.C en géohistoire, I.S.P Lubumbashi, 1977)



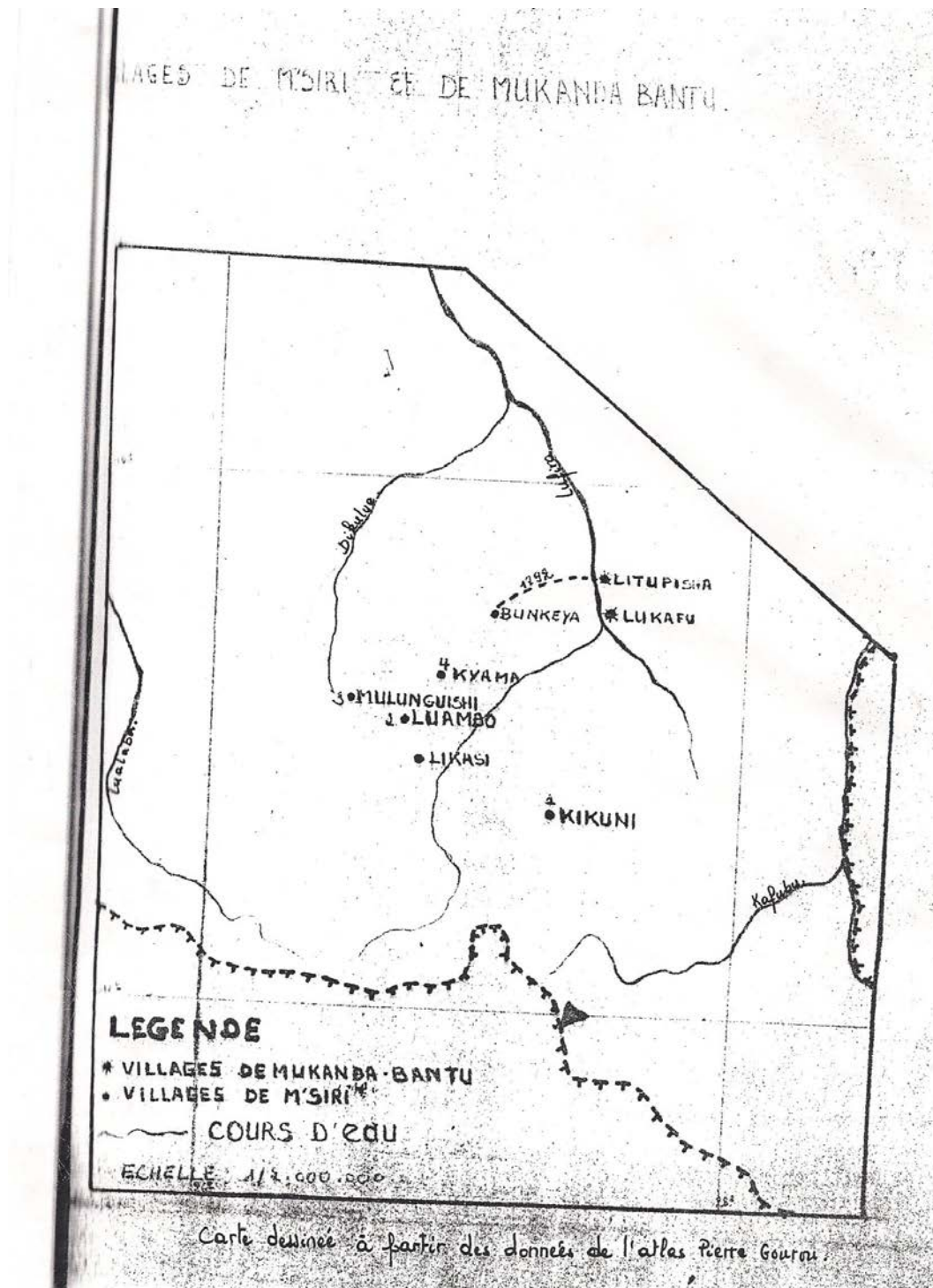
Source :Archives de l'Archidiocèse de Lubumbashi

L'ancienne ville



Source : Verbeken ; M'siri, roi du Ganrenganze

Villages M'siri et de Mukanda Bantu



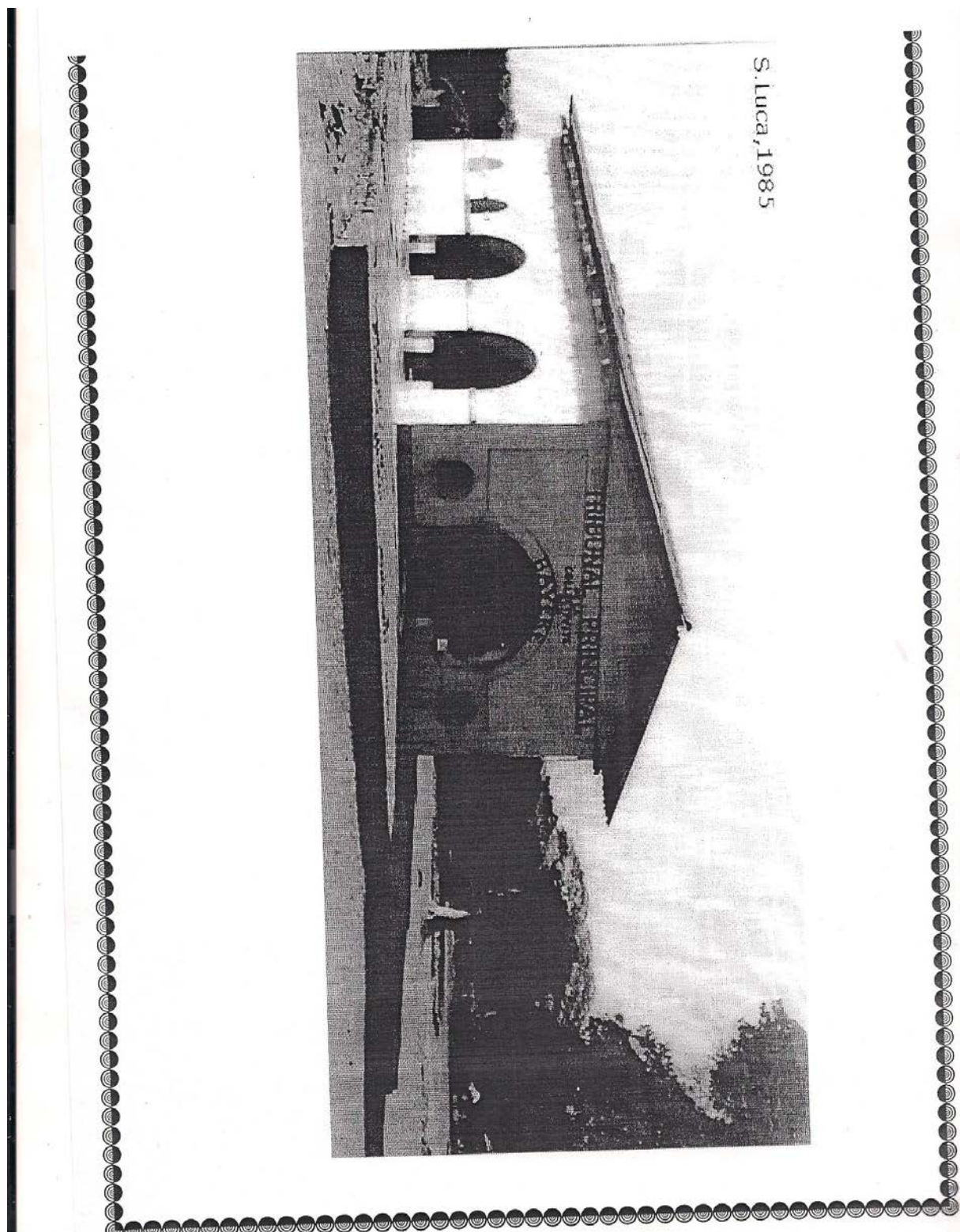
Source : Kamana Mwana Mumba, « Recherches sur l'histoire de Bunkeya, collectivité locale des Bayeke (l'histoire locale au service de l'histoire au cycle d'orientation) », (T.F.C en géohistoire, I.S.P Lubumbashi, 1977)

MISSION BUNKEYA : PAROISSE SAINTS ANDRE ET JULES



Source : Archives de l'Archidiocèse de Lubumbashi

Tribunal de Bunkeya



Source : Archives de l'Archidiocèse de Lubumbashi



A BUNKEYA
Le Monastère des Bénédictines
Missionnaires

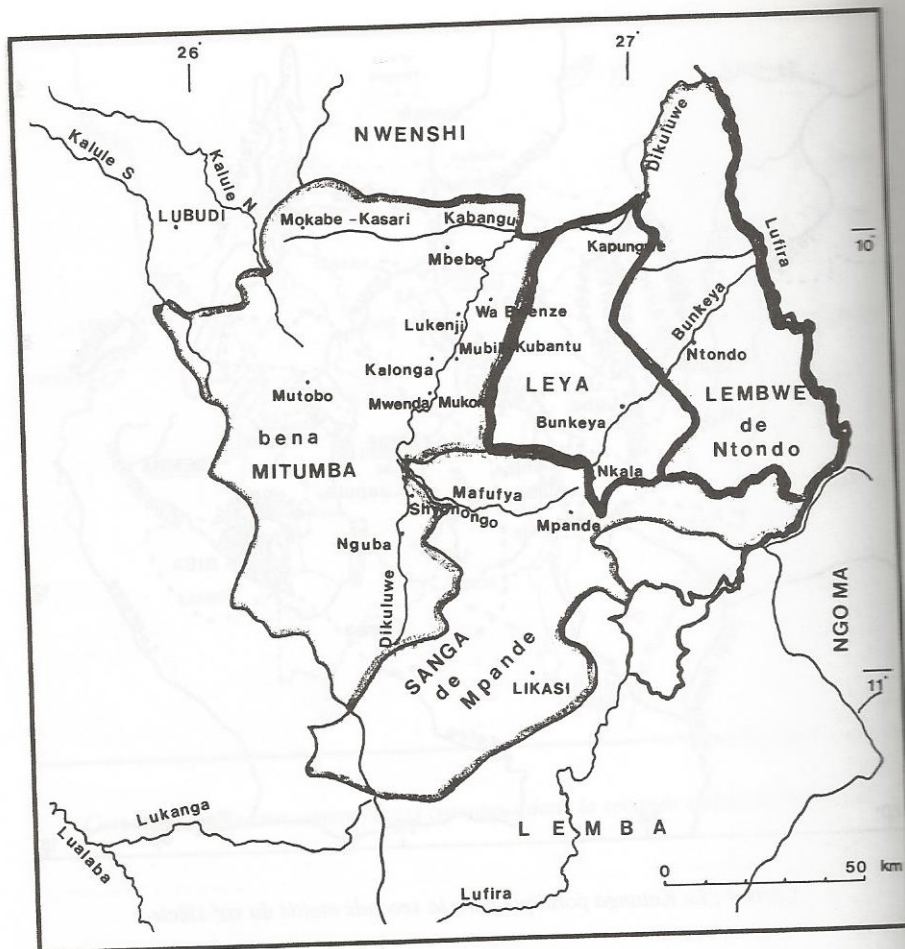


Les «Mama» blanches
gagnent d'emblée la
confiance des enfants
noirs

La pharmacie du nouveau
dispensaire de Bunkeya

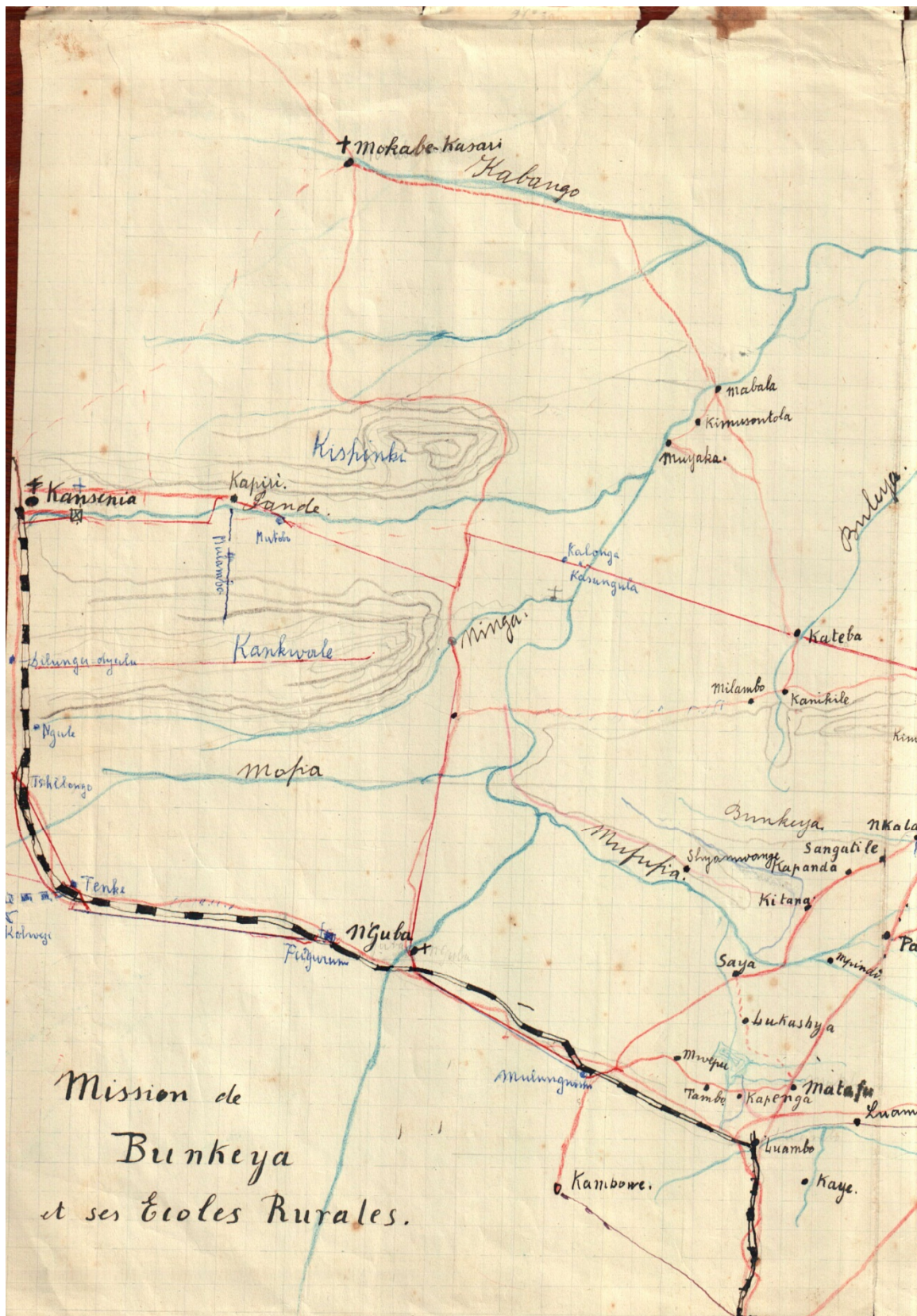


Source : Gillain, D., F., *Les Bénédictins au Katanga de 1932 à 1962*, Centre National de Documentation Missionnaire de Belgique, (Bruxelles, 1962).



Carte 5 : Les pays sanga, bena Mitumba, leya et lembwe

Source : H.Legros, *Chasseurs d'ivoire....*



Source : Archives de l'Abbaye Saint André, Bruges

Annexe

Quelques notices biographiques des anciens élèves de l'école Saint André de Bunkeya.

1. François Mwenda (abbé), né le 31 janvier 1933 fait les études primaires à Saint André de Bunkeya et post-primaires au petit séminaire saint François de Sales à Kapiri, 6 ans des humanités anciennes, Fait la philosophie et la théologie au Grand séminaire Saint Thomas d'Aquin, ordonné prêtre le 15 juillet 1962, il obtiendra la licence à Louvain, sera curé de Waterloo en Belgique.
2. André Mwansa Kalasa né le 15 aout 1931 commence l'école primaire a Lukafu qu'il poursuit a Bunkeya, études post-primaires au petit séminaire saint François de Sales à Kapiri, 6 ans des humanités anciennes, fait les études philosophiques et théologiques au Grand séminaire Saint Thomas d'Aquin, ordonné prêtre, le 30 juillet 1960 obtiendra une licence, puis un doctorat en théologie à l'université pontificale du Latran à Rome de retour au pays il est nommé recteur du petit séminaire saint François de Sales, institution dans laquelle il avait évolué.
3. Antoine Kimpono, né et a fait ses études primaires à Saint André de Bunkeya, post-primaires au petit séminaire saint François de Sales, puis cycle inférieur des humanités anciennes, formation des moniteurs à Kapolowe. Régent littéraire à Arlon en Belgique, il participe à l'exposition universelle de Bruxelles en 1958, directeur de l'école Saint André, commune Kenya à Lubumbashi, inspecteur de l'enseignement, sénateur, chef de service de l'enseignement à la Gécamines, Administrateur-Délégué,
4. Emile Kalasa, né à Bunkeya en 1927 ,études primaires à Bunkeya, etudes secondaires, école moyenne à Kapolowe, école d'administration de Jadotville (première promotion), chef de poste à Mwandingusha, attaché d'ambassade à Bujumbura, administrateur du territoire à Lubudi, à Kipushi, agent Brassimba, service du personnel.
5. Odilon Mwenda, né en 1926 st André Bunkeya, diplômé de l'école moyenne de Jadotville, agent de l'administration, ministre résident de l'Etat du Katanga à Bruxelles, ambassadeur du Congo en Belgique, Allemagne, Tanzanie, Zambie, île Maurice, fonctionnaire aux affaires étrangères, mort en 1986.

6. Alfred Mukembe, né en 1938, études primaires à st André de Bunkeya, études secondaires au petit séminaire st François de Sales, Grand séminaire st Thomas et ordonné prêtre le 14 août 1964, poursuit les études en Europe où il obtiendra une licence en philosophie à l'université catholique de Louvain, DEA en sciences du travail, deviendra abbé directeur général de l'institut Mgr Mulolwa.
7. Charles Kiwila, , né le 8 janvier 1932, études primaires à st André Bunkeya, études post-primaires au petit séminaire st François de Sales, Grand séminaire st Thomas (cycle de philosophie), fait le cycle de théologie et obtient un diplôme en langues vivantes en Belgique, ordonné prêtre le 15 juillet 1962, sera curé des paroisses dans l'archidiocèse de Lubumbashi.
8. François Xavier Kyalikosa, st André, école d'assistants médicaux pour indigènes A2 infirmier diplômé, assistant médical, administrateur des hôpitaux à Likasi.
9. Albert Mwepu, études primaires à st André Bunkeya et st Boniface, diplômé d'humanités modernes au collège st Boniface, institut de statistiques d'Anvers en Belgique, agent de l'administration des finances.
10. Adelin Kashoba, st André Bunkeya, école normale des moniteurs de Kapolowe, licence en sciences sociales à l'université officielle du Congo, fonctionnaire de la territoriale, directeur du personnel de l'EPSP, député national.
11. Sébastien Makole st André Bunkeya, école normale des moniteurs de Kapolowe, collège st Boniface., licence en SPA, unaza/campus de Lubumbashi, enseignant au secondaire, profession libéral, chef d'un syndicat
12. Jean-Marie Kashyoba, études primaires st André de Bunkeya, collège st François de Sales à E'ville, école Belge à Likasi (cycle inférieur des humanités modernes), humanités littéraires au collège st François de Sales, licence en sciences de l'éducation, unaza/campus de Kisangani, enseignant dans l'enseignement secondaire, chef de service pédagogique à la GCM, chef de division de la gestion du personnel à la GCM/DEV, directeur et chef de service de l'administration des ressources humaines à la GCM, formateur en administration GCM
13. Pascal Mabindi, st André Bunkeya, petit séminaire st François de Sales à Kapiri-Kakanda, grand séminaire saint thomas d'Aquin, licence en droit à l'université de

Liège, conseiller juridique du ministre de la fonction publique au gouvernement central, directeur provinciale de la justice, directeur divisionnaire du personnel à la Gécamines.

14. Jean-Bosco NKandu, études primaires st André Bunkeya, petit séminaire st François de Sales à Kakanda-Mwera, cycle inférieur des humanités anciennes, école d'assistants médicaux à Kisantu, université officielle du Congo, docteur en médecine, directeur provinciale de la santé (Katanga, Bandundu, Kasai, Kinshasa), médecin directeur de l'hôpital Sendwe, médecin hôpital GCM/Sud.
15. Léonard Kitanika, st André, collège st Boniface à Elisathville jusqu'en 3ème humanités modernes. La suite 2ème et 1ère des humanités modernes dans un collège à Herstale en Belgique, licence en sciences économiques à l'université de Liège, directeur divisionnaire du personnel à la Gécamines.
16. Jérôme Kajika, st André Bunkeya, école normale de l'Athénée de Katuba, 6 ans humanités pédagogiques, licence en sciences sociales à l'université officielle du Congo, doctorat en sociologie à l'université de la Sorbonne en France.
17. Kasongo Mwema, st André Bunkeya, petit séminaire st François de sales à la Mwera, 6 ans d'humanités littéraires au collège Sacré-Cœur (Tutazamie) à Likasi., institut supérieur d'information (ISTI) à Kinshasa, doctorat en communication sociale en France, journaliste à la voix du Zaïre, RFI(France), professeur visiteur à l'Université de Lubumbashi.
18. Donatien Mwitaba, études primaires st André Bunkeya et st André Kenya/Lubumbashi, humanités scientifiques à l'athénée de la Katuba, ingénieur civil des mines de l'Unaza/Campus de Lubumbashi, directeur de division de l'informatique à la GCM, ministre des travaux publics au gouvernement central, directeur général de la SODIMICO, vice-gouverneur du Katanga, directeur de département à la GCM
19. Charles Mungutana, saint André Bunkeya, 6 ans humanités littéraires, petit séminaire st François de sales à la Mwera, puis à l'athénée de la Katuba, gradué en Français et culture africaine de l'institut st Jérôme (ISP/Lubumbashi, enseignant à l'institut technique Mutoshi, GCM Kolwezi, agent formateur GCM, sénateur, maire de la ville de Likasi.

L'école protestante de Bunkeya :

1. Yvonne Thérèse Kileshye, école normale Ste Marie Immaculée à Lubudi D4 de monitrice, puis Institut Marie-José à Elisabethville pour jeunes filles européennes à Elisabethville, D6 Humanités modernes, Université Catholique de Louvain (Belgique), Doctorant en sciences de l'éducation. carrière professionnelle, Directeur Général de l'ISP/GOMBE à Kinshasa, chef de service de coordination des activités socioprofessionnelles à la Gécamines.
2. Gèneviève Kaponda, école normale Ste Marie Immaculée à Lubudi D4 de monitrice, puis Institut Marie-José à Elisabethville pour jeunes filles européennes à Elisabethville, D6 scientifique, docteur en médecine de l'UNAZA, campus de Kinshasa, médecin sans frontière.
3. Henriette Munongo, Lycée Twendele/Lubumbashi D6 humanités littéraires, institut supérieur de gestion des institutions hospitalières en Belgique, L2, directeur divisionnaire du personnel à la SNEL/Lubumbashi.
4. Jacqueline Mushikwa, D4 de monitrice à Bunkeya, D6 humanités pédagogiques au Bas-Congo, université de Lubumbashi, L2 en sciences de l'éducation, préfet des études, assistante à l'université.
5. Adelaïde Mabindi, école normale Ste Marie Immaculée à Lubudi D4 de monitrice, diplôme en catéchèse, employée à la Gécamines.⁵⁹⁵

Ces dames ont commencé leurs études chez les protestants et les ont poursuivies chez les catholiques.

Trois noms ont attiré notre attention au sein de l'élite issue de l'école primaire protestante de Bunkeya, il s'agit de :

1. Kapapa, connu sous le nom d'Epiphane, père de ce Kapapa qui devint vice-gouverneur de la province du Katanga avec Kyungu wa Kumwanza., né autour des années 1918, Epiphane quitte son milieu natal après ses études primaires. Il étonne tout son entourage quand il on le voit travailler à la Gécamines Kolwezi ex UZK, comme chimiste. Il a appris le métier au laboratoire et s'en est sorti spécialiste jusqu'à gravir l'échelon le plus élevé dans le domaine.

2. Mwalimu Yoba (Job), né autour des années 20, il fait ses études primaires a Bunkeya, devint enseignant dans la même école, puis chef d'école. Il se présente comme autodidacte et obtient un diplôme d'Etat et devient directeur d'école. Père du Général Mukunto, auditeur militaire.
3. André Kangombe, né en 1930, il a fait ses études primaires a Bunkeya et quatre ans de moniteurs à Mulungwishi. Il a reçu une formation de pasteur à Mulungwishi même ; formation qu'il a complété par un stage et de nombreux voyages d'études en Europe. Il a exercé la profession de pasteur de l'Eglise méthodiste a Kapanga et fut nommé surintendant à Lubumbashi. Il a été aussi fonctionnaire à l'université de Lubumbashi et directeur du centre de formation des secrétaires de direction de l'Eglise méthodiste à Lubumbashi.

Resumé

BUNKEYA et ses chefs : évolution sociale d'une ville précoloniale (1870-1992) tel est le thème de notre thèse de doctorat qui s'inscrit dans un cadre général de l'étude des populations autochtones de la région de Bunkeya et ses environs de la seconde moitié du 19^{ème} siècle jusqu'à l'ère postcoloniale. L'histoire sociale de Bunkeya s'insère dans un vaste champ de l'histoire urbaine et rurale de l'Afrique au sud du Sahara en général et de l'histoire des villes précoloniales d'Afrique en particulier. L'histoire de Bunkeya s'insère également dans l'histoire politico-administrative coloniale de l'Afrique en général et du Congo en particulier. Bunkeya créé pour le besoin du commerce à longue distance- deviendra un pôle d'attraction de toute une région. Concrètement l'étude porte sur les changements politiques, économiques et sociaux de Bunkeya de ses origines jusqu'au règne du Mwami Godefroid Munongo, le dernier chef à avoir donné un autre visage à cette cité. Ce travail examine le mouvement d'interaction socio-culturelle produit par l'installation des Sumbwa avec M'siri, des missionnaires et administrateurs coloniaux, des administrateurs et chefs autochtones. Ainsi l'histoire se fait dans un espace limité, sur un temps de longue durée : elle peut donc faire ressortir l'évolution de mentalité des groupes en présence.

L'émergence de l'empire commercial Yeke a anéanti l'autorité et le pouvoir des Kazembe sur le plan économique, puisque les populations autochtones réduites presque en esclavage, payaient des tributs excessifs au Mwami. L'économie traditionnelle était en ruine. L'intrusion yeke a entamé l'amorce du déclin des structures économiques de toute la région.. La politique du nouvel occupant avait détruit ainsi les rouages des structures socio-politiques et surtout économiques anciennes des Lamba et des Lemba.

Sur le plan économique et commercial, Bunkeya devint un site agricole par excellence, M'siri initia la politique des grands champs pour ravitailler les caravanes de passage dans sa capitale. Bunkeya devint surtout le centre d'attraction commerciale du royaume, c'est-à-dire le centre de polarisation et de focalisation des échanges commerciaux. La cour monopolisa non seulement le commerce à longue distance mais l'achat et l'exportation, après avoir écarté les Swahili. De cette façon tous les trafiquants désormais étaient reçus par le Mwami.

Sur le plan social et culturel, les contacts se créèrent petit à petit entre les populations locales et les nouveaux venus par l'entremise des unions matrimoniales. Les emprunts des uns sur les autres apportèrent des transformations qui étaient un signe des dynamismes internes de ces sociétés. Les populations venant de partout adoptèrent la langue des autochtones, le « Kisanga », Bunkeya regorgeait ainsi de beaucoup d'associations culturelles dont la plupart était l'œuvre des confréries des chasseurs, des devins, des forgerons et d'institutions culturelles typiquement luba telles que le 'Butanda'. Bunkeya s'est fait remarquer aussi par sa capacité d'assimilation et par sa rapidité de transmettre une nouvelle synthèse culturelle.

A la mort de M'siri, les Yeke ont abandonné leur capitale. Cela fit perdre à Bunkeya son importance économique, politique et sociale. Ce centre devint comme un désert où ne vivaient que les vieillards et les invalides. Le successeur de M'siri, Mukanda Bantu se mit au service des Blancs et s'installa à Litupishia près de Lofoi. Mukanda Bantu participait avec

tous les guerriers yeke aux côtés de Brasseur, et puis de Verdick, etc...aux campagnes d'occupation de toute la région. Les Yeke sont considérés par les Européens comme ouverts « à la civilisation ». ils construisent un grand village le plus peuplé village de la région. Avec l'appui des missionnaires protestants, les Yeke ont accueilli l'école avec enthousiasme et ont érigé un établissement d'éducation de masse dans leur village. Ils prirent part aux activités de l'industrie minière naissante dans leur région. A partir de 1906, à cause de la maladie du sommeil qui ravageait les populations de la région, les Yeke furent obligés de regagner Bunkeya, abandonnant leurs biens. Mukanda Bantu mourut en 1909, et fut remplacé par son jeune frère Kitanika au trône des Yeke.

Mwenda Kitanika s'est donné comme tâche, la reconstruction de la cité de Bunkeya, il traça les bases d'un nouveau village, aux rues bien marquées et reparti en quartiers à l'instar de ce qu'avait été l'agglomération de M'siri. Cette nouvelle restructuration de la cité Bunkeya apporta des modifications sur l'organisation coutumière des quartiers. Le rôle principal n'était plus joué par les Bagoli dans les quartiers, mais par des hommes placés à la tête de la structure, que Kitanika choisissait parmi les anciens compagnons de M'siri et de Mukanda-Bantu. Ce souverain yeke fut soutenu, dans la refondation de la cité, par le pouvoir colonial en place. L'implantation de la mission bénédictine à Bunkeya à partir de 1926 fut à l'origine de la création de beaucoup d'œuvres sociales orientées vers l'enseignement, les soins médicaux, l'assistance sociale. L'idéologie véhiculée par les missionnaires n'a pas apporté de manière tout à fait significative un changement dans le monde rural de Bunkeya. Certes, l'élite locale qui fait jusqu'à ce jour la fierté de Bunkeya fut formée par les missionnaires. Il convient de noter que cette notion de développement, qui traduit toute forme de progrès et donc de changement, nécessite pour les partenaires en présence quelque chose de commun, une sorte d'affinité ou de sensibilité culturelle commune. Ainsi, une école, une église, une coopérative, renferment des données de progrès, qui engendrent tôt ou tard, qu'on le veuille ou non, des changements dans la culture originelle. La vie à Bunkeya, pendant toute la période coloniale, a gravité autour des missions religieuses en général et de la mission catholique en particulier.

Dans le cadre de l'encadrement des paysans, l'introduction des cultures imposées a donné de manière générale de bons résultats dans l'ensemble du territoire de Jadotville dont faisait partie la chefferie de Bunkeya. Plus intéressant est le fait que les cultures imposées ont été certainement parmi les facteurs qui ont influé sur l'évolution des mentalités, non pas seulement par l'extension des nouvelles plantes introduites par le pouvoir colonial, mais aussi par le développement des cultures qui existaient avant l'arrivée des Européens. La conjuration des famines et disettes fréquentes par la culture du manioc constitua un point positif du système des cultures obligatoires.

L'imposition de la culture du manioc, même si elle avait aidé à enrayer les différentes famines qui ont sévi dans la région, fut abandonnée quelques années après l'indépendance. Un chasseur par nature ne peut entreprendre une culture qui lui prend beaucoup de temps, psychologiquement ; c'est normal que les Yeke aient renoncé à cette culture. Pour ce qui concerne la réaction aux cultures imposées, comme partout ailleurs, le nombre de jugements prononcés montre bien que même la population de Bunkeya qui avait pourtant fait allégeance à l'autorité coloniale, n'avait pas bien accueilli les cultures obligatoires. Les dirigeants

coutumiers surtout Kitanika ont évité de couper le cordon ombilical faisant des Yeke des élèves modèles de toute la contrée en les incitant au travail bien fait. C'est pourquoi après l'indépendance, l'effort des dirigeants yeke fut centré sur l'éducation des masses en matière de développement communautaire, la conjugaison des divers autres facteurs comme l'influence du milieu urbain, l'amélioration des infrastructures routières, etc., redonna à l'agriculture une signification profonde et amorça un effort de progrès au sein de la communauté villageoise.

La situation sociale de Bunkeya depuis le début de la seconde guerre mondiale jusqu'à la mort de Mwenda Munongo fut caractérisée par l'effort de guerre dont les effets étaient sensibles pour l'ensemble du territoire de Jadotville. Pendant cette période, l'attention du colonisateur était plus tournée vers le monde urbain que vers le monde rural. L'avènement de Mutampuka, successeur de Kitanika à la tête de la chefferie des Bayeke ne fut pas accepté par bon nombre d'observateurs coloniaux qui estimaient que ce chef illettré n'était pas à la hauteur de son prédécesseur. Les circonstances de l'heure, l'appui inconditionnel de tous les notables d'une part et de toute la population d'autre part, ont contraint le pouvoir colonial à entériner ce choix. Ici on constate l'impuissance du pouvoir colonial de s'immiscer dans les affaires coutumières yeke, alors qu'ailleurs il imposait ses points de vue dans la désignation des chefs. La complicité du pouvoir colonial fut manifeste dans l'affaire Muntu-Mbushi classée sans suite. et le rapport demeura confidentiel. Durant toute la période coloniale, l'administration a tenu à protéger le pouvoir yeke au nom de l'alliance entre Mukanda Bantu et le capitaine Stairs à la suite de la mort de M'siri.

Une nouvelle politique sociale fut mise sur pied au lendemain de la guerre. Elle a été caractérisée par un certain nombre d'éléments dont la création des foyers sociaux, dans les centres extra-coutumiers et dans les camps militaires, la création des organismes, chargés de résoudre les différents problèmes des Noirs le CEPSI et le FBEI. Le FBEI. Dans la chefferie des Bayeke, le FBEI confia aux prêtres et religieuses des fonds pour les consultations de nourrissons, la construction et l'aménagement des écoles artisanales, la construction, l'équipement et l'aménagement des écoles ménagères à Mukabe et à Bunkeya.

. Antoine Munongo, successeur de Mutampuka, son père, monte au trône de Bunkeya en 1956 au moment où le Congo belge commence à connaître l'influence du mouvement de décolonisation. Bunkeya s'est choisi à cette période le chef coutumier le plus instruit du Congo. En tant que tel, il a été d'un apport considérable à l'évolution sociale de sa contrée. Il a modifié les structures politiques de sa chefferie, a participé à la Table Ronde Politique qui conduisit le Congo à l'indépendance. Deux changements importants dans les structures politiques coutumières caractérisent son règne au lendemain de son investiture : le rejet de la polygamie des chefs entraînant la perte des prérogatives de la Nihanga par son épouse, et la suppression de la fonction du grand prêtre sacrificateur appelé « Mfumu ». Cette fonction était exercée par Mukonki et Makobeko, personnes qui présentaient aux mânes des ancêtres les supplications du peuple. Il est bien normal que le chef chrétien ait supprimé cette fonction qui en fait, était contraire aux préceptes de la morale chrétienne. Il est entendu que les mânes des ancêtres n'ont aucun rôle à jouer dans le vécu quotidien des chrétiens.

. Sur le plan économique, le régime d'Antoine Munongo n'avait pas véritablement modifié les structures économiques de Bunkeya durant les quatre premières années de son règne correspondant aux dernières du régime colonial. La mission catholique demeura le centre d'attraction autour duquel où gravitaient les activités économiques de Bunkeya. Antoine s'efforcera durant son règne d'améliorer les conditions de vie de ses sujets avec le soutien de quelques organismes dont le plus visible fut le CEPSE.

Sur le plan social, Antoine fit installer par le FBEI, une distribution d'eau courante dans le village de Bunkeya par l'adduction d'eau avec château et pompe. Les infrastructures médico-sanitaires que l'on retrouve jusqu'à ce jour à Bunkeya sont l'œuvre du CEPSE en collaboration avec le chef Antoine qui d'ailleurs entretenait de bons rapports avec tous les dirigeants qui se sont succédé à la tête de cet organisme.

Soucieux du développement et de l'encadrement des agriculteurs, Antoine Munongo enverra entre 1969 et 1972, des jeunes gens pour leur formation en matière agricole au centre de Mangombo. En outre, il s'est personnellement occupé de l'encadrement des agriculteurs de Bunkeya malgré les conjonctures économiques du Congo qui ont empêché le décollage de l'économie rurale.

Grâce à son niveau d'instruction, le successeur d'Antoine Mwenda, Godefroid Munongo, a exercé les fonctions stratégiques et importantes dans la vie tant professionnelle que sociopolitique du Congo. Godefroid Munongo fit son entrée en politique à partir de 1958. Les élections municipales de 1957 avaient éveillé en lui un nationalisme katangais très intransigeant. C'est pourquoi il s'était engagé dans une lutte sans merci contre les « non originaires ». A l'issue des élections de Mai 1960, il fut élu député provincial.

Tour à tour, ministre de l'intérieur dans le gouvernement de Moïse Tshombe et gouverneur de la province du Sud-Katanga créée en 1966, Godefroid Munongo n'avait pas manqué à poser des gestes en faveur de son Bunkeya natal.

Intronisé en décembre 1976, il prit pour surnom de règne: Shombeka Kyalo, c'est-à-dire le bâtisseur, le constructeur de la terre ancestrale. Sur le plan des idées, il fut un tenant de l'authenticité africaine et du mode ancestral de vie politique. Godefroid Munongo réintroduisit le culte des ancêtres pour marquer d'un cachet spécial les festivités du 20 décembre ; date commémorative de la mort de M'siri. Par sa position politique et sociale, il a dû lutter farouchement et avec efficacité contre les détracteurs de sa population. Et pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens, et partant, favoriser le développement du site de Bunkeya. Cette situation poussait les population des régions environnantes à se réfugier à Bunkeya.

Godefroid Munongo s'était aussi investi dans le domaine économique en favorisant la création des entreprises pour résorber le chômage et la réfection des infrastructures routières en vue de désenclaver Bunkeya et son hinterland.

.Des facteurs internes et externes furent à l'origine d'une dynamique nouvelle de développement du centre de Bunkeya. Les efforts individuels et collectifs ont redonné à ce village, l'image d'un centre d'attraction des populations environnantes. La réfection et la

réhabilitation des routes de desserte agricole, œuvre du mwami, seraient l'élément catalyseur du développement communautaire de toute la contrée.

Bunkeya, site à caractère agricole de par sa vocation, a connu une période de splendeur grâce au commerce à longue distance sous M'siri. Pendant toute la période coloniale et dans les quarante ans d'après l'indépendance, Bunkeya est souvent secoué par des famines et des crises multiformes, l'agriculture qui y est pratiquée n'est que de subsistance. Les efforts d'éducation de la masse rurale au progrès commencés par Antoine Munongo et poursuivis par Godefroid, les rapports entre villes et campagnes, ont fait de Bunkeya, un nouveau centre d'attraction, le seul grand village en progression sur un rayon de plus de 400 km (de Likasi à Mitwaba). Le grand mérite, certes, de la colonisation, est d'avoir formé une élite locale qui a contribué tant soit peu par ses idées au progrès de la cité, d'avoir érigé les infrastructures scolaires et sanitaires et d'avoir initié par le truchement des organismes tels le CEPSI/ CEPSE (organe de l'Union minière du Haut-Katanga qui deviendra Gécamines) l'éducation communautaire mais qui n'avait pas porté de grands fruits en ce temps-là.

Samenvatting

Bunkeya en zijn *chiefs*: De sociale evolutie van een prekoloniale stad (1870-1992)

Dit proefschrift bestudeert de autochtone bevolking van de regio van Bunkeya, vanaf de tweede helft van de 19^e eeuw tot aan de postkoloniale tijd. De sociale geschiedenis van Bunkeya past in het veld van de stedelijke en rurale geschiedenis van sub-Sahara Afrika, in het bijzonder waar het gaat om de bestudering van prekoloniale steden in Afrika. De geschiedenis van Bunkeya past eveneens in de politiek-administratieve koloniale geschiedenis van Afrika, van Congo in het bijzonder. Bunkeya, gecreëerd als een reactie op de behoeften van de langeafstandshandel, heeft een aantrekkingskracht ontwikkeld voor de gehele regio. Concreet gaat dit proefschrift over politieke, economische en sociale veranderingen van Bunkeya, vanaf de vestiging van de stad tot aan de regeringsperiode van *Mwami* Godefroid Munongo, de laatste *chief* die een ander aanzicht aan deze stad heeft gegeven. Dit werk bestudeert de socio-culturele interactie die in gang is gezet door de installatie van de Sumbwa met M'siri, missionarissen en de koloniale administratie, ambtenaren en autochtone *chiefs*. De geschiedenis van een begrensd gebied zal worden beschreven over een lange tijdsperiode: hierdoor is het mogelijk om conclusies te trekken over mentaliteitsveranderingen van hedendaagse groepen.

De opkomst van het Yeke commerciële rijk heeft de autoriteit en de macht van de Kazembe op het economische vlak uitgeroeid, alsmede de autochtone bevolking teruggedrongen tot een staat die grensde aan slavernij, aangezien zij buitensporige heffingen aan de *Mwami* moesten betalen. De traditionele economie lag daardoor in puin. De Yeke intrusie heeft het verval van de economische structuren van de gehele regio in gang gezet. De politiek van de nieuwe heerser heeft tevens de oude socio-politieke en vooral economische structuren van de Lamba en Lemba verwoest.

Op economische en commercieel gebied is Bunkeya een bloeiende agrarische plek geworden. M'siri heeft grote plantages opgezet om de karavanen die door zijn hoofdstad heen trokken te bevoorraden. Bunkeya werd bij uitstek het commerciële centrum van het rijk, het centrum van de polarisatie en focalisatie van commerciële uitwisselingen. Het hof monopoliseerde niet alleen de langeafstandshandel maar ook de aankoop en de export, na de Swahili te hebben verdreven. Alle handelaren werden verwelkomd door de *Mwami*.

Op sociaal en cultureel gebied werden geleidelijk aan contacten gecreëerd tussen de lokale bevolking en de nieuwe migranten door middel van huwelijksbanden. Uitwisselingen tussen de ene groep en de andere brachten transformaties te weeg die een teken van de interne dynamiek van deze samenlevingen waren. Bevolkingsgroepen die overal vandaan kwamen namen de autochtone taal over, het Kisanga. Bunkeya bevatte ook veel culturele associaties zoals van jagers, waarzeggers, smeden en typische Luba culturele instituties zoals de '*Butanda*'. In Bunkeya was sprake van een opmerkelijk vermogen tot assimilatie en een opmerkelijke snelheid waarmee een nieuwe culturele synthese werd bewerkstelligd.

Na M'siri's dood hebben de Yeke hun hoofdstad verlaten. Hierdoor verloor Bunkeya zijn economische, politieke en sociale belang. Dit voormalige centrum werd een soort woestijn, waar louter nog oude mensen en invaliden woonden. De opvolger van M'siri,

Mukanda Bantu, stelde zich in dienst van de blanken en vestigde zich in Litupishia vlakbij Lofoi. Mukanda Bantu stelde zich, samen met alle Yeke strijders, op aan de kant van Brasseur, en daarna Verdick etc., in campagnes die erop gericht waren de hele regio te veroveren. De Yeke werden daarom door de Europeanen gezien als openstaand 'voor de civilisatie'. Zij stichtten een groot dorp, het meest bevolkte dorp van de regio.

Met steun van protestantse zendelingen hebben de Yeke scholen met enthousiasme begroet en hebben zij in hun dorp een instelling voor massaonderwijs opgericht. Zij namen ook deel aan activiteiten van de opkomende mijnindustrie in hun regio. Na 1906, als gevolg van de slaapziekte die de bevolkingsgroepen van de regio te gronde richtte, waren de Yeke gedwongen om Bunkeya te heroveren, terwijl zij hun voormalige dorpen achterlieten. Mukanda Bantu stierf in 1909 en de Yeke troon werd overgenomen door zijn jongere broer Kitanika.

Mwenda Kitanika heeft zich als taak gesteld om Bunkeya opnieuw op te bouwen, hij zette de fundamenteën voor een nieuw dorp op, met goed gemarkeerde wegen en in navolging van de wijken die onder M'siri hadden bestaan. Deze herstructurering van de stad Bunkeya bracht veranderingen te weeg in de organisatie van wijken. De hoofdrol in de wijken werd niet meer gespeeld door de *Bagoli*, maar door mannen die zich aan het hoofd van de structuur bevonden, die Kitanika had gekozen uit de groep van oude compagnons van M'siri en Mukanda Bantu. In de wederopbouw van deze stad werd de Yeke soeverein ondersteund door de koloniale macht ter plekke. De vestiging van de Benedictijnse missie in Bunkeya in 1926 leidde tot de introductie van vele sociale voorzieningen, zoals onderwijs, medische zorg en sociale assistentie. De ideologie overgedragen door de missionarissen heeft niet op een significante manier bijgedragen aan veranderingen van de rurale wereld van Bunkeya. Zeker, de lokale elite die tot op deze dag de trots van Bunkeya is, is geformeerd door de missionarissen. Het moet gezegd worden dat deze definitie van 'ontwikkeling', die gaat over vooruitgang en verandering, een gemeenschappelijke deler nodig heeft tussen partners, een soort affiniteit of gevoel van culturele eenheid. Een school, een kerk, een cooperatief, zijn toch tekenen van vooruitgang, die vroeg of laat, of men wil of niet, veranderingen teweeg brengt in de originele cultuur. Het leven in Bunkeya, gedurende de hele koloniale periode, heeft gedraaid om religieuze missies in het algemeen en de katholieke missie in het bijzonder.

Waar het gaat om de controle van boeren, heeft de introductie van gedwongen cultivatie over het algemeen goede resultaten opgeleverd in de omgeving van Jadotville, waarvan Bunkeya deel uitmaakt. De gedwongen gewascultivatie heeft zeker deel uitgemaakt van de verandering van mentaliteit en heeft deze beïnvloed, niet alleen door de introductie van nieuwe gewassen door de koloniale macht, maar ook door de ontwikkeling van gewassen die bestonden voor de komst van de Europeanen. De uitbanning van hongersnoden en veelvoorkomende tekorten door het verbouwen van cassave, was een positief aspect van de gedwongen cultivatie.

De nadruk op cassavecultivatie, ondanks dat zij heeft geholpen met het beperken van verschillende hongersnoden die de regio hebben geteisterd, werd enkele jaren voor de onafhankelijkheid stopgezet. Psychologisch gezien kan een jager zich niet bezighouden met het verbouwen van een gewas dat veel tijd in beslag neemt; vandaar is het normaal dat de

Yeke dit gewas hebben afgewezen. Wat betreft de reactie op de gedwongen cultivatie, zoals dit wellicht ook andere dingen betreft, maakt het aantal geuite meningen goed duidelijk dat zelfs de bevolking van Bunkeya die trouw was aan de koloniale autoriteit, de gedwongen cultivatie niet goed ontvangen hebben. De traditionele leiders, vooral Kitanika, hebben het vermeden om de banden met de koloniale macht af te snijden en hebben daarmee van de Yeke een verlicht voorbeeld gemaakt voor anderen, zij kwamen bekend te staan als goede werkers. Na de onafhankelijkheid, door de inspanning van Yeke leiders die gericht was op het onderwijzen van de massa inzake gemeenschapsontwikkeling alsmede door een samenloop van andere omstandigheden en factoren zoals de invloed van het stedelijke milieu, de verbetering van de infrastructuur van de wegen etc., heeft de landbouw een belangrijke plaats teruggewonnen en heeft zij een proces van verbetering in gang gezet voor de dorpsgemeenschappen.

De sociale situatie van Bunkeya vanaf het begin van de tweede wereldoorlog tot aan de dood van Mwenda Munongo werd gekarakteriseerd door de oorlogsinspanningen, de effecten waarvan gevoelig waren voor het hele gebied van Jadotville. Gedurende deze periode was de aandacht van de kolonisator meer gericht op de stedelijke dan op de rurale wereld. Het aantreden van Mutampuka, de opvolger van Kitanika aan het hoofd van de chefferie van de Bayeke, werd niet geaccepteerd door een aantal koloniale observatoren die van mening waren dat deze ongeletterde *chief* niet van hetzelfde ervan weerhouden om zich met deze keuze in te mengen. Hieruit blijkt de onmacht van de koloniale staat om zich in traditionele Yeke zaken te mengen, ook al zochten zij later wel inspraak in de benoeming van *chiefs*. De inmenging van de koloniale macht werd tentoongesteld in de affaire Muntu-Mbushi, het rapport waarvan vertrouwelijk is gebleven. Gedurende de hele koloniale periode heeft de administratie de Yeke macht beschermd, uit naam van de alliantie tussen Mukanda Bantu en kapitein Stairs volgend op de dood van M'siri.

Een nieuwe sociale politiek werd opgezet na de oorlog. Deze werd gekenmerkt door een aantal elementen zoals de creatie van sociale ontmoetingsplekken, in de centra buiten de macht van de chefs en in militaire kampen, de creatie van organisaties die zich tot taak stelden de verschillende problemen van de zwarte bevolking op te lossen, zoals CEPSI en FBEI. In de Bayeke chefferies vertrouwden priesters en religieuze machten fondsen aan FBEI toe voor voedselvoorzieningen, de bouw en voorziening van ambachtsscholen, de bouw, bevoorrading en het onderhoud van huishoudscholen in Mukabe en Bunkeya.

Antoine Munongo, de opvolger van zijn vader Mutampuka, trad in 1956 aan op de troon van Bunkeya, op het moment dat Belgisch Congo de invloed begon te voelen van de dekolonisatiebeweging. Bunkeya had op dit moment de hoogst opgeleid *chief* gekozen van Congo. Hierdoor had hij een aanzienlijke invloed op de sociale evolutie van zijn gebied. Hij heeft de politieke structuren van zijn chefferie veranderd en heeft deelgenomen aan de politieke Ronde Tafel die Congo naar de onafhankelijkheid heeft gebracht. Twee belangrijke politieke veranderingen kenmerkten zijn ambt sinds zijn aanstelling: de afwijzing van polygamie onder *chiefs* waardoor de Nihanga zijn speciale rechten over zijn vrouw verloor en de onderdrukking van de functie van de grote priester en offeraar genaamd '*Mfumu*'. Deze functie werd uitgevoerd door Mukonki en Makobeko, die offers van de bevolking aan de

voorouders presenteerden. Het is niet verwonderlijk dat een christelijke *chief* deze functie heeft onderdrukt, die feitelijk indruisde tegen de moraal van het Christendom. De voorouders hebben geen rol te spelen in het dagelijks leven van christenen.

Op het economische terrein heeft het regime van Antoine Munongo de economische structuren van Bunkeya niet werkelijk gewijzigd gedurende de eerste vier jaar van zijn ambtsperiode, welke ook de laatste vier jaar van het koloniale regime waren. De katholieke missie werd het centrum rond welke de economische activiteiten van Bunkeya zich afspeelden. Antoine probeerde tijdens zijn regeerperiode de levensomstandigheden van zijn onderdanen te verbeteren, met steun van sommige organisaties, van welke de CEP SI het meest zichtbaar was.

Op het sociale vlak installeerde Antoine met steun van FBEI voorzieningen voor stromend water in het dorp Bunkeya, door middel van watertorens en pompen. De medisch-sanitaire infrastructuur die men tot op vandaag de dag aantreft in Bunkeya zijn het werk van CEP SI in samenwerking met *chief* Antoine. De *chief* heeft goede contacten onderhouden met alle leiders aan het hoofd van CEP SI.

Wat betreft de ontwikkeling en de controle van boeren, stuurde Antoine Munongo tussen 1969 en 1972 jonge mensen voor landbouwkundig onderwijs en training naar Mangombo. Hij hield zich persoonlijk bezig met de controle van de boeren van Bunkeya, ondanks de Congolese economische conjuncturen die het verval van de rurale economie in gang hebben gezet.

Dankzij zijn opleidingsniveau heeft de opvolger van Antoine Mwenda, Godefroid Munongo, strategische en belangrijke functies vervuld in het professionele en sociopolitieke leven van Congo. Godefroid Munongo deed zijn intrede in het politieke leven in 1958. De municipale verkiezingen van 1957 deden in hem een zeer hardnekkig Katangees nationalisme opbloeien. Hij raakte daarom verwickeld in een hevige strijd tegen de ‘non-originele Katangesen’. Tijdens de verkiezingen van mei 1960 werd hij verkozen tot provinciaal vertegenwoordiger.

Tijdens zijn aanstellingen, als minister van binnenlandse zaken onder het kabinet van Moïse Tshombe en gouverneur van de provincie van Zuid-Katanga die was gecreëerd in 1966, heeft Godefroid Munongo zich altijd ingezet voor een gunstig beleid voor zijn geboorteplaats Bunkeya.

Hij nam de troon over in december 1976 en nam als ambtsnaam ‘*Shombeka Kyalo*’ aan, wat ‘de bouwer’ betekent, diegene die de voorouderlijke grond opbouwde. Wat betreft zijn ideeën was hij een voorstander van Afrikaanse authenticiteit en de voorouderlijke wijze van politiek bedrijven. Godefroid Munongo herintroduceerde de verering van voorouders, gemarkeerd door een speciaal festival op 20 december, de herdenkingsdag van de dood van M’siri. Door zijn sociale en politieke positie heeft hij met goed resultaat een bittere strijd moeten voeren tegen de critici van zijn bevolking. Om de veiligheid van personen en hun bezittingen te waarborgen en om de ontwikkeling van de regio van Bunkeya op de kaart te zetten. Deze situatie trok de bevolking van omliggende regio’s aan om zich in Bunkeya te vestigen, als vluchtelingen.

Godefroid Munongo heeft zich ook ingezet op het economisch domein voor de creatie van ondernemingen die de werkloosheid zouden opvangen en het heropzetten van de infrastructuur van wegen om Bunkeya met zijn achterland te verbinden en hen zo uit hun isolement te halen.

Interne en externe factoren stonden aan de basis van een nieuwe dynamiek van ontwikkeling van het centrum van Bunkeya. Individuele en collectieve pogingen hebben aan dit dorp een beeld teruggegeven als centrum van aantrekkingskracht voor de omliggende bevolkingsgroepen. De heropening en verbetering van wegen met het agrarische achterland, geopend door de *Mwami*, waren de katalysator van gemeenschapsontwikkeling van de hele regio.

Bunkeya, een agrarische regio, heeft een periode van bloei gekend dankzij de langeafstandshandel onder M'siri. Gedurende de hele koloniale periode en de veertig jaren na de onafhankelijkheid is Bunkeya vaak getroffen door hongersnoden en diverse crisissen, de landbouw die er wordt bedreven is puur voor levensonderhoud. De pogingen tot het onderwijzen van de rurale massa en hun ontwikkeling, begonnen door Antoine Munongo en voortgezet door Godefroid, de relatie tussen stad en platteland, hebben van Bunkeya een nieuw centrum van aantrekkingskracht gemaakt, het enige vooruitstrevende grote dorp in een straal van meer dan 400 kilometer, van Likasi tot aan Mitwaba. Het grote voordeel van de kolonisatie is dat zij een lokale elite geformeerd heeft die bijgedragen heeft aan de vooruitgang van de stad, dat zij een infrastructuur van scholen en sanitair opgezet heeft en dat zij de vorming van organen zoals CEPSE/CEPSE (het orgaan van de *Union Minière du Haut-Katanga* die *Gécamines* geworden is) gestimuleerd heeft en heeft bijgedragen aan het onderwijzen van de gemeenschap, maar dit heeft in het heden geen grote vruchten afgeworpen.

Curriculum Vitae

Pierre Celestine Kalenga Ngoy werd geboren in Manono, Democratisch Republiek van Congo, in 1963, heeft zijn “Diplôme d’Etat en Pédagogie générale” gehaald in Lubumbashi in 1981, zijn “graduat en Histoire” in 1985, zijn “licence en Histoire” in 1989 en zijn “Diplôme d’études approfondies en Sciences Historiques” met “Grande Distinction”, in 2010, alle drie aan de Université de Lubumbashi. Hij heeft gewerkt als leraar aan de “Institut Tamba, Territoire de Pweto”, van 1989 – 1995, als “Assistant à l’Université de Lubumbashi, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département d’Histoire” van 1995 – 2002 en als “Chef de Travaux” in dezelfde departement van 2002 tot 2010. Sinds dien heeft hij onderzoek gedaan onder de auspiciën van het NWO-project “From Muskets to Nokias: Technology, Consumption and Social Change in Central Africa from Pre-Colonial Times to the Present”, onder de leiding van Prof. R.J. Ross.